

John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

*ADAMS
233.2
V.8

(14-15)

14, 15

Digitized by the Internet Archive
in 2010

X^v ADAMS 233.2

v. 8

Vol. 12 (Ann. - 1821, pp. 93-241, 257-348).

Vol. 14, pp. xxxij - cccciij).

Vol. 15, pp. i - xiv, xviij - cccxlv; etc.).

Tables, vol. 11-15.

Dups:

Vol. 12 (Ann. - 1821, pp. 97-125).

Vol. 13 (Ann. - 1822, pp. ccxv - cc/xxx).

n'éprouve point la rigueur du sort qui doit punir le traître ou le lâche. La fameuse cause de l'Amiral Byng fut remise à cette occasion sur le tapis. MM. *Burke, Fox & Conway*, appuyerent de leur suffrage tout ce qui fut dit par M. Byng, neveu de l'Amiral, pour prouver que son oncle avoit été traité avec la plus injuste rigueur par le Roi lui-même, qui, loin d'être disposé à lui faire grace, vouloit sa mort. Il rappella à la Chambre que Georges II avoit poussé l'animosité jusqu'à indiquer à l'Amirauté les Juges qu'il convenoit de choisir pour composer le Conseil de guerre, insinuations que l'Amirauté avoit courageusement rejetées : que l'Amiral Norris avoit refusé d'affirmer par serment qu'on n'avoit point manœuvré auprès du Conseil de guerre : & que depuis ce tems-là il avoit toujours été exclu des promotions : que les Ministres avoient si peur que leurs menées ne perçassent dans le public, que contre l'usage, la sentinelle avoit été éloignée des portes du Conseil, pour qu'elle ne pût point entendre les débats qui s'y agitoient. Le Lord Beauchamp fut du même avis, & y ajouta cette observation : que la loi de 1749 avoit été portée dans l'effervescence occasionnée par des soupçons de lâcheté contre les Commandans de la flotte Angloise dans l'affaire de Toulon : que le ressentiment de la Nation devant être calmé aujourd'hui, il étoit à propos de revenir sur une loi qui portoit un

XXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

caractere si manifeste de cruauté. Chacun eut lieu de remarquer qu'on avoit en vue le prochain Jugement du Chevalier Palliser. — La motion fut admise sans lever les voix.

M. Byng fit quelques observations au Lord North sur les finances, en l'engageant à ne point choisir des taxes qui feroient baisser le produit des anciennes. — Et sur-tout à ne point surcharger les terres comme il l'avoit fait l'année dernière par l'impôt sur les maisons, & en taxant des fermes où n'habitoit point le Fermier, ce que Milord North lui-même avoit déclaré être contre ses intentions. — M. Hartley essaya de s'opposer au rapport de l'affaire de l'emprunt, assurant que la Nation étoit lésée par cette opération de deux millions sterling au moins; mais Milord North alléguant que le moindre délai exposeroit son excellente affaire à manquer, le premier paiement devant se faire le Mardi 30 Mars. L'arrêté, après deux lectures faites, fut agréé sans autre opposition.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 25 Février. — Le Lord Effingham annonce que quand le Bill de l'emprunt sera apporté à la Chambre, il fera voir que le prix auquel se fait cet emprunt est excessivement usuraire. — Il démontra que le Prêteur auroit un intérêt égal à cinq pour cent à perpétuité, & une douceur d'environ vingt

pour cent sur toute la souscription. — Il supputa ainsi.

Trois pour cent pendant vingt-neuf ans, sont égaux à deux pour cent à perpétuité.

Deux pour cent par billet de loterie, avec la valeur réelle des trois-quarts pour cent pendant vingt-neuf ans, & de plus l'intérêt additionnel qui court depuis le 5 Janvier, pour un capital qui ne sera entièrement payé qu'à la fin de l'année, sont environ vingt pour cent.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 26 Février. — Première lecture du Bill pour empêcher qu'aucun Membre de cette Chambre ne puisse être Entrepreneur, ou fournissant pour le Gouvernement, par lui-même ou par d'autres, en vertu de marchés faits avec la Trésorerie, la Marine ou l'Artillerie, si lesdits marchés n'ont pas été adjugés en une enchère publique. — M. Philipps Jennings Clerke, déclara que le 8 Mars il demanderoit la seconde lecture.

L'ouverture du *Budget* est remise à un autre jour, le Lord North ayant une extinction de voix pour avoir parlé trop long-tems & avec trop de chaleur dans la séance du 24, sur l'affaire de l'emprunt.

Troisième lecture du Bill pour la discipline des troupes. — Opposition du Chevalier Roger Newdigate, à la clause qui auto-

xxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

rise les Lords-Lieutenans de Comtés & les Officiers Commandans, à réformer des Miliciens ou substituts de Miliciens, & à ordonner de nouveaux tirages arbitrairement. Souvent on a réformé ainsi des sujets qui ont été reçus ensuite dans les troupes réglées : & les nouveaux tirages sont une vexation pour l'habitant. Enfin cette clause a été rendue permanente vis-à-vis du sujet, dans un acte qui ne subsiste que pour un an, ce qui est absurde.

(N. B. C'est un vice semblable à l'engagement perpétuel du soldat, dans une Constitution où le Souverain n'a jamais des troupes que pour un an).

La clause est défendue par le Lord *Beauchamp*, qui s'en déclare l'Auteur. — Elle ne peut être exercée que par le concours de trois Lords-Lieutenans. — D'ailleurs cette pratique est nécessaire : si on n'y eût pas eu recours l'année dernière, la Milice se seroit trouvé composée d'hommes absolument hors d'état de servir.

Le Bill est renvoyé sur ce point au Comité, avec pouvoir de recevoir une clause d'amendement.

Le Chevalier *Philipp Jennings Clerke*, demande qu'on restreigne les pouvoirs des Conseils de guerre de Régimens. Cinq Officiers sont un nombre trop petit pour constituer un Tribunal : quelquefois il ne s'en trouve que trois, les plus jeunes & les plus écervelés

d'un Corps. Ils usent de trop de rigueur, quand ils infligent la peine du fouet, souvent pour de légers délits, puisqu'on a vu des malheureux (il y en a eu un exemple à Winchester) expirer sous les coups. Le nombre devoit en être fixé, comme il l'étoit chez les Juifs à trente-neuf, comme il l'est pour les Negres de la Jamaïque à trente, sur les galeres de la Tamise à trente-six, & sur les vaisseaux du Roi à douze. Il n'est pas suffisant pour l'intérêt de l'humanité, que ces petits Conseils de guerre n'ayent pas le droit de vie & de mort : il faut qu'ils ne puissent pas faire donner plus de deux cents coups de fouet, loin de pouvoir aller jusqu'à mille, suivant leur usage, ce qui fait vingt-sept mille blessures, le martinet étant de neuf cordes, qui chacune ont trois nœuds. — C'étoit une pratique inconnue aux Romains, qui pourtant ont poussé très-loin la discipline militaire.

Le Secrétaire de la guerre (*Jenkinson*) & M. Hans *Stanley* trouvent de la difficulté à recevoir cette clause. — Plus d'une fois des soldats ont été sauvés de la mort, parce qu'on ne les a pas livrés à un Conseil de guerre général. — Les cas de l'abus ont été fort rares. Il y a des lieux où l'on ne pourroit pas rassembler aisément cinq Officiers ; en Irlande, par exemple, où les cantonnemens sont distribués par petits pelotons. — Le Chevalier

xxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Philippe se décide avec regret à retirer sa motion.

Le Chevalier Joseph *Mawbey* annonce que le 8 Mars il fera sa motion, pour faire expulser de la Chambre les Membres en possession de places, créées depuis le 30 Octobre 1705.

M. Georges *Grenville* présente une pétition des Ouvriers en blonde de soie & fil, des Comtés de Bucks, de Bedford & de Northampton. Cette Fabrique tombe journellement, parce que les blondes de France, qui sont prohibées, s'introduisent en Angleterre sous le nom de blondes d'Allemagne qui ne sont pas prohibées. — Cent mille Ouvriers périront de faim si cet abus n'est pas redressé, ainsi que celui qui s'introduit dans le payement de ces Ouvriers. Les Maîtres s'obstinent à le faire, en marchandise, dont ils fixent eux mêmes le prix. Il a été passé un acte dans la deuxième année de Georges II, qui défendoit cette pratique pour certaines matieres. Les Fabriquans de blondes s'en firent exempter; mais l'abus est poussé aujourd'hui à un tel excès, qu'il a le plus grand besoin de remede.

La pétition est admise.

Le Chevalier Herbert *Mackworth* en présente une de cinq mille Citoyens, prisonniers pour dettes, qui offrent de prendre parti dans les troupes ou de fournir des hommes en leur place, si on veut passer en leur faveur un

nouvel acte d'insolvabilité. En admettant que sur ce nombre il y ait 4,000 hommes en état de servir, ce seroit une acquisition précieuse pour la Nation dans les circonstances actuelles, & une épargne de vingt mille livres sterling d'argent de levée.

La pétition est admise.

Le Lundi premier Mars. — Comité des moyens, dans lequel Milord North fait l'ouverture du *Budget* (Voyez *Affaires d'Angleterre*, N.^o LXVIII. Lettre du Banquier du 12 Avril.)

Troisième lecture du Bill pour les Conseils de guerre de Marine. Ce Bill passe.

M. Fox annonce que le Mercredi 3 il fera une motion relative aux opérations de la Marine dans l'Été de 1778, & qu'ayant quelques éclaircissimens à tirer de M. Keppel, il espère que cet Amiral se trouvera à l'assemblée.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 3 Mars. — A l'occasion du Bill pour la discipline des troupes, le Duc de *Richmond* parut persuadé de la justesse de l'observation faite chez les Communes, que le Soldat ne pouvoit point être engagé pour un terme plus long que celui de la durée de l'acte; & il déclara qu'on ne pourroit se dispenser de faire l'année prochaine une dis-

position qui rende le sort du Soldat plus certain.

Chambre des Communes.

Les papiers apportés par l'Amirauté d'après la demande de M. Fox, du 23 Février, ne satisfaisant pas à sa motion, puisqu'il y manquoit la dépêche écrite par l'Amiral Keppel en envoyant les papiers de la *Pallas* & de la *Licorne*, qui lui avoient appris qu'il y avoit à Brest trente-deux vaisseaux de ligne & douze frégates, M. Fox entame la discussion de l'état de la Marine lors du départ de l'escadre Angloise, en faisant plusieurs questions à M. Keppel. La nécessité de prendre par écrit les questions & les réponses, amène un débat dans lequel le parti Ministériel fait voir que ce procédé est contraire aux formes de la Chambre qui devoit avoir consenti auparavant à cette enquête. — Une pluralité de 165 voix contre 20, fait décider la difficulté d'après l'opinion de Milord North.

Ce Lord avoit pensé soulever toute la Chambre par une assertion téméraire contre ses privilèges. Dans la chaleur des débats il lui étoit échappé de dire, que la Chambre étoit astreinte par l'autorité du Directeur dans tous les cas quelconques. On voulut bien se contenter d'une interprétation qui anéantissoit la thèse; mais s'il eût prétendu la sou-

tenir, on eût exigé de lui de faire amende honorable à la Chambre.

Il conſte par les réponſes de l'Amiral que lorsqu'il ſ'eſt rendu à Portſmouth en Mars 1778, il n'a trouvé que ſix vaiſſeaux prêts & qui encore étoient en mauvais état : que lorsqu'il a rencontré les frégates Françoises n'ayant que vingt vaiſſeaux, & qu'il ſ'eſt décidé à les prendre, d'après la conduite de l'une d'elles qui avoit tiré ſur l'*Amérique*, il avoit reconnu par leurs papiers la grande diſproportion qu'il y avoit entre ſon eſcadre & celle de Breſt : que l'intérêt de ſon pays ayant prévalu ſur celui de ſa gloire dans un moment où il ſe voyoit dénué de conſeil & d'inſtruction, il n'avoit point héſité à revenir en Angleterre : qu'à ſon grand étonnement l'important ſervice que par là il avoit rendu à la nation, n'avoit point été ſenti des Miniſtres : que dans ſa ſituation actuelle, à moins qu'il n'eût des amis dans le Conſeil pour prendre ſa défenſe, il étoit réſolu à ne plus ſe charger d'un commandement qui mettoit ſa vie & ſon honneur à la diſcrétion de gens de qui il n'étoit point aimé.

M. Fox ſe permit les plus vives inculpations contre Milord Sandwich ſur l'abandon où étoit reſtée la marine, malgré tout ce qu'il avoit dit tant de fois pour raſſurer à cet égard la nation & notamment en Novembre 1777, en aſſurant qu'il avoit trente

xliij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cinq vaisseaux prêts & 42 sur le point de l'être, & qu'un premier Lord de l'Amirauté qui n'auroit point une armée navale supérieure à celles de la France & de l'Espagne, étoit indigne de sa place & méritoit de perdre la tête. Il rappella aussi que dès l'année 1776, le Ministère avoit une telle peur de la guerre, que l'Amiral Keppel avoit été mandé par le Roi pour lui offrir le commandement de l'escadre qui s'équipoit alors.

M. Fox indiqua divers autres objets de recherche dans la conduite des Ministres.

Pourquoi avoir négligé d'envoyer une escadre dans la Méditerranée ?

Pourquoi n'avoir pas fait partir plutôt l'Amiral Byron ? Il affirma ici que l'Angleterre n'étoit redevable qu'à son heureuse étoile du salut de cet escadre.

Pourquoi n'avoit-il été envoyé aucuns renforts au Lord Howe ?

Pourquoi ce Lord & l'Amiral Keppel ont-ils été traités avec une froideur insultante, qui fera perdre à la nation les services de deux de ses meilleurs Officiers ?

Pourquoi enfin l'Amiral Keppel a-t-il été envoyé avec vingt vaisseaux contre trente-deux, sans considérer que toute la force de l'Angleterre consistoit dans ces vingt vaisseaux qui n'eussent pas été plutôt détruits qu'elle étoit ouverte de tous côtés aux armes d'un envahisseur dont il auroit été impossible à ses Milices de la garantir. M. Fox fit remarquer ici que la France avoit couru d'in-

finiment moindres risques puisqu'elle eût pu en être quitte pour la perte de quelques vaisseaux, tandis que les suites d'un tel désastre pour l'Angleterre eussent été de mettre aussi-tôt la ville de Londres au pouvoir de l'ennemi & de détruire la Marine Angloise pour plusieurs siècles.

Le Lord *Mulgrave* entreprit la défense du Bureau de l'Amirauté, dont il est Membre. Un fort indice que l'escadre Françoise n'étoit pas forte de trente-deux vaisseaux au mois de Juin, c'est qu'elle n'a pu sortir que le 8 Juillet. L'Amiral *Hawke* n'a-t-il pas marché plus d'une fois à l'ennemi, quoique lui étant de beaucoup inférieur en forces ? L'état trouvé sur la *Pallas* étoit sans date : il ne prouve point que les trente-deux vaisseaux fussent prêts au moment où M. *Keppel* s'est décidé à rentrer. Quelques-uns des vaisseaux qui ont été comptés le 23 Juillet, pouvoient avoir joint depuis quelques jours l'escadre Françoise & être venus d'ailleurs que de Brest. — Milord *North* appuyant ces observations du Lord *Mulgrave*, ajouta que le Ministère avoit eû ses vues en faisant sortir M. *Keppel* avec vingt vaisseaux dans de telles circonstances : que c'étoit pour protéger les flottes de l'Inde, des Isles, de la Méditerranée, &c. — Cette assertion fit lever M. *Keppel* pour assurer la Chambre qu'il n'étoit pas dit un mot de cette protection dans ses instructions.

M. *Fox* établit ainsi sa motion : qu'il seroit

XLIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

reconnu que l'Angleterre avoit été exposée aux plus grands dangers par l'expédition de l'Amiral Keppel avec vingt vaisseaux de ligne & quatre frégates contre l'escadre de Brest, supposée forte de trente-deux vaisseaux & qui l'étoit certainement de vingt-sept & d'un grand nombre de frégates. Les débats sur cette motion durèrent jusqu'à une heure & demie. Enfin le parti Ministériel la fit rejeter par une pluralité de 204 contre 170, après que Milord North eût protesté pour la seconde ou troisième fois depuis que cette querelle subsiste, que si on vouloit faire le procès à Milord Sandwich, il falloit qu'il y fût compris ainsi que tous les autres Ministres. Cette discussion avoit été précédée d'une dénonciation faite par le Lord *Nugent*, à l'appui de ce qu'il a précédemment avancé de la fâcheuse situation de l'Irlande, & du besoin qu'a ce Royaume qu'on retire au plutôt toutes les entraves données à son commerce. Il déclara que d'après les papiers & états produits à la Chambre, il étoit visible que dans le cours de l'année dernière (1778) les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Irlande étoient diminuées de six cents mille livres sterling.

Par égard pour l'Orateur, dont la santé se trouvoit un peu indisposée, la Chambre s'est ajournée au Lundi 8 Mars.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 4 Mars. — Seconde lecture du

Bill envoyé par les Communes, pour modifier la loi concernant les Conseils de guerre de Marine. Le Duc de Bolton donna des éloges à l'Auteur, le Lord Mulgrave, sur la clause qui impose au Tribunal la nécessité d'examiner la nature de la négligence, & qui lui laisse la liberté de ne point juger comme un délit capital, une faute qui ne seroit point visiblement provenue d'une négligence absolument volontaire. — Il fit voir de graves inconvéniens dans la permission accordée aux Juges de s'absenter pendant l'Instruction, insistant qu'il ne devoit y avoir de motif qu'une maladie bien constatée.

L'affaire de l'Hôpital de Greenwich déjà remise plusieurs fois à cause de l'indisposition du Comte de Bristol & du Duc de Richmond, l'est encore pour celle de Duc de Grafton & du Comte de Shelburne. Le jour est pris pour la traiter; & ce sera le Jeudi 11 Mars. — Il fut dit à ce sujet quelque chose de très-remarquable sur l'usage où sont les Pairs du Royaume, de faire donner leurs voix par Procureur. — Le Lord Sandwich, quoique d'accord sur la convenance du nouveau délai, observoit cependant qu'il seroit préjudiciable non-seulement aux témoins appelés, mais aux Membres de la Chambre qui avoient quitté leurs terres exprès pour assister aux débats sur cette affaire, & qu'il y en auroit qui seroient obligés d'envoyer de nouveaux pouvoirs à ceux de leurs Confre-

res qu'ils avoient chargé de voter pour eux : ce nouveau délai devant obliger ceux qui les ont reçus de les faire rafraîchir.

Le Duc de *Richmond* ne laissa point échapper une si belle occasion de faire voir combien cet usage est déraisonnable. « Voici un exemple bien frappant, dit-il, des inconvéniens de ces transports de conscience : ils ont mis dans une singulière contradiction un certain Ambassadeur (le Lord Stormont). Nous avons entendu ce Lord affirmer dans un débat du mois de Décembre dernier, qu'il n'avoit aucune notion de l'acte du timbre : qu'il n'avoit eu de part ni à sa passation ni à sa révocation, & qu'ainsi il pouvoit en parler avec la liberté la plus entière. Il est pourtant vrai que ce Lord avoit donné son avis & son vote pour la révocation de l'acte du timbre, puisque son nom se trouve par Procureur sur la liste des Lords qui ont approuvé cette révocation ».

Le Lord Stormont fit une vive & longue réponse, mais sa plus apparente raison fût l'ancienneté de (a) l'abus.

(a) Le Lord Radnor rapporta, sur cet abus l'exemple suivant.

Dans une question intéressante, on a vu du côté du Gouvernement, donner par procuration, à cause de l'absence, la voix du Lord Cathcart, Ambassadeur à Pétersbourg, du Lord Stormont, Ambassadeur à Vienne, du Lord Harcourt, Ambassadeur à Paris, & du Lord Borecourt, Gouverneur de la Virginie, où il venoit de mourir lorsqu'on le faisoit donner son suffrage par substitut dans la Chambre des Pairs.

Le Duc de Manchester retira successivement deux motions pour l'admission des Membres des Communes, dans un endroit de la Chambre, d'où ils pussent entendre les débats. A cette occasion le Lord Townshend exprima le desir que les portes de la Chambre fussent toujours fermées aux gens qui viennent y entendre les débats, pour les publier tout de travers dans les Gazettes. — Le Duc de Richmond déclara qu'il s'y opposeroit, assurant que les copies des débats qu'il lisoit dans les Gazettes, lui paroissent toujours très-corrects & rendus sans partialité. Il protesta que cet usage lui paroissoit de la plus grande importance pour le bien de la Nation, qui en recevoit les lumieres les plus intéressantes. Il ajouta que si on fermoit les portes, les récits des débats ne passeroient pas moins dans le public, mais qu'ils seroient bien plus incorrects.

Chambre des Communes.

Le Lundi 8 Mars. — Motion de M. Fox » pour qu'il soit reconnu par la Chambre que l'état de la flotte n'est point proportionné à ce que la Chambre & la nation ont droit d'attendre, tant d'après les assertions des Ministres de Sa Majesté (notamment dans les divers discours du Roi au Parlement) que d'après les sommes octroyées pour la marine, ni aux services importans auxquels les Ministres du Roi sont tenus de pourvoir dans une crise si allarmante «.

Les débats occasionnés par cette motion furent des plus animés & ne se terminerent qu'à minuit & demi. Tout ce que le parti Ministériel pût alléguer pour sa justification & pour combattre M. Fox, n'empêcha point ce Député de soutenir que sa motion étoit juste, fondée, au-dessus de toute contradiction, & indispensablement nécessaire.

L'Amiral Keppel qui l'avoit appuyée de tout son pouvoir, voyant qu'il avoit fait de vains efforts, saisit le moment où l'Orateur alloit répéter la motion pour les voix, & il déclara qu'il étoit résolu à ne point reprendre son service tant que les Ministres actuels resteroient en place. Le Lord Howe profita aussi du moment pour faire la même déclaration.

La motion de M. Fox fut rejetée par une pluralité de 74 voix: 246 contre & 174 pour.

Cette même question ayant été agitée, à peu de différences près, dans les précédentes séances, on conçoit qu'il y a eu bien des redites. C'est pourquoi on se contentera de rapporter ici les observations ou faillies nouvelles qui se font remarquer dans les divers discours.

M. Fox avoit fait un tableau des dépenses de la marine dans les tems précédens, comparées à celles du tems actuel. Une année moyenne de l'établissement de paix, sur cinq années, avant la guerre de 1756, ne cou-

toit

toit que 928,000 livres. — L'année moyenne, sur les cinq dernières années de paix, est de 1,738,000 livres. Dans l'année 1756, première année de la dernière guerre, ces dépenses ne se sont montées, en y comprenant l'extraordinaire, qu'à la même somme qui a été octroyée pour 1778, sans compter l'extraordinaire; & avec cette différence de plus, que la dette de la Marine en 1756 n'étoit que d'un million six cents mille livres, au lieu que cette dette en 1778 excédoit de beaucoup deux millions. — Il rappella que dans l'année 1770, la Marine n'étoit pas en meilleur état qu'en 1754 : que sa dépense en 1756 avoit été d'un demi million moindre qu'en 1778 : que cependant en 1756 l'Angleterre avoit quatre-vingt-neuf vaisseaux de ligne : qu'en 1778 à peine avoit-elle la moitié de ce nombre, &c. — Il ajouta aux observations par lui faites dans la précédente discussion sur le nombre des vaisseaux qui s'étoient trouvés prêts à Brest, que certainement le 8 Juillet l'escadre Francoise étoit sortie, forte de trente deux vaisseaux de ligne & beaucoup de frégates; & que l'Amiral Keppel avoit quitté le Port le 9, n'ayant que vingt-quatre vaisseaux de ligne, quoiqu'on l'eût renforcé de six autres avant le 23 du même mois. — Le Lord Mulgrave ayant soutenu que l'escadre Francoise lors de la première sortie de Keppel (le 5 Juin) n'étoit que de dix-sept vaisseaux

I AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de ligne, il lui répondit que s'il convenoit que cette escadre, environ quatre semaines après, se fût trouvée forte de trente-deux vaisseaux; il donnoit la plus grande idée de la Marine de France, & la représentoit comme bien plus redoutable encore à l'Angleterre s'il lui avoit été possible, en un si court intervalle, d'augmenter ses forces de quinze vaisseaux de plus.

Le Lord *Mulgrave*, défendant le Ministère, soutint qu'il falloit moins le juger sur ses opérations que sur leurs effets: que le commerce de France étoit ruiné: que celui de l'Angleterre se soutenoit & même fleurissoit; comme cela étoit arrivé dans toutes les guerres précédentes, par un avantage que la France donne elle-même à sa rivale, en débutant par porter tous ses efforts sur sa marine militaire aux dépens de sa marine marchande. — Sur cet article il conclut de l'état actuel des choses, que puisque la fortune se montroit favorable aux Ministres actuels, ce seroit faire une très-grande faute de les changer. — Il repeta que la seule incertitude sur la destination du Comte d'Es-
taing avoit pu retarder le départ de Byron. Quant à l'abandon où on semble laisser la Méditerranée, il avoua qu'il n'étoit pas possible à l'Angleterre, ayant des possessions si étendues, de les garder toutes, & qu'on ne pouvoit point blâmer les Ministres d'appliquer leur attention & leurs soins aux ob-

jets les plus importans. — Sur l'article des dépenses actuelles de la marine & du nombre de vaisseaux qui constituent aujourd'hui sa force, relativement à d'autres tems, il pria la Chambre d'observer qu'aujourd'hui les vaisseaux sont plus gros en proportion de leur rang nominal : que l'Angleterre avoit en 1750 beaucoup de vaisseaux de soixante canons : beaucoup plus qu'aujourd'hui de ceux de soixante-quatre, qui aussi étoient plus petits : qu'alors il y avoit très-peu de vaisseaux du troisieme rang, construits sur les plans actuels des vaisseaux de 74 canons ; & enfin que presque toutes les especes de munitions navales, de bois de construction, &c. étoient haussées considérablement de prix. — Il nia que dans l'année dernière les forces navales de l'Angleterre eussent été partout inférieures à celles de la France : » Nous avons fait au contraire dit il, de merveilleux efforts : si le succès n'y a point répondu, c'est plutôt l'effet du fort contraire, que d'aucune faute de notre part. N'est-il pas malheureux que l'Amiral Byron ne soit pas arrivé en Amérique avant le Comte d'Estaing ? N'est-il pas malheureux que le Comte d'Estaing ait échappé au Lord Howe ? N'est-il pas malheureux que ce même Comte d'Estaing ait encore échappé à l'Amiral Barrington avant que l'Amiral Byron l'eût joint ? N'est-il pas malheureux que le

liij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Comte d'Orvilliers se soit enfui devant l'Amiral Keppel? «

L'Amiral *Keppel* offensé de quelques compliments que le Lord Mulgrave avoit cherché l'occasion de lui faire, (& sans doute de ce dernier trait sur lequel il ne s'expliqua point) après lui avoir répondu séchement sur l'article des forces des François, lui rétorqua ses observations sur les malheurs de l'Angleterre, en faisant voir qu'au contraire elle avoit été singulièrement heureuse l'année dernière. » N'est ce pas notre heureuse étoile, dit-il, qui a empêché que le Comte d'Estaing n'arrivât quelques jours plutôt à la rivière Delaware, & qu'ensuite il ne restât devant Rhode-Island? S'il y fut resté, c'en étoit fait de notre grande armée & de toute notre marine. N'est-ce pas un singulier bonheur qu'il ne se soit pas mis en possession de Rhode-Island, puisqu'il auroit pris un à un les vaisseaux de l'Amiral Byron, à mesure qu'ils seroient rentrés, dans le délabrement où ils étoient? Combien n'avons-nous pas été heureux aux Indes Occidentales, de ce que le Comte d'Estaing n'a pas pris l'escadre de Byron à laquelle il étoit si supérieur en forces? M. Keppel dit aussi un mot sur la foiblesse de l'Angleterre dans la Méditerranée où elles'expose au mépris même des Barbaresques.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 8 Mars. — Le Duc de *Richmond* ayant observé qu'on n'avoit pas produit tous les papiers qu'il avoit désignés touchant l'affaire de l'Hôpital de *Greenwich*, demanda qu'on y joignît des copies de la plainte rendue contre le ci-devant Lieutenant au Gouvernement de cet Hôpital. — Ce qui fut ordonné.

Le Mardi 9 Mars. — Le Duc de *Bolton* voit rejeter sa motion pour restreindre aux seuls cas de maladie les permissions de s'absenter, que la clause du Bill stipulé pour les Juges des Conseils de guerre de Marine. — Envain ce Seigneur fit voir que par cette indulgence pour les Juges, leur nombre fixé à treize par le Statut de 1749, pourroit souvent n'être que de cinq ou six : il fut soutenu par le parti Ministériel que la clause subsisteroit pour d'autres cas indispensables. A cette occasion le Lord *Sandwich* rappella qu'un des Juges de l'Amiral *Byng* avoit souffert la contrainte la plus affligeante, puisqu'il lui avoit été impossible de quitter pour aller voir sa femme & son fils attaqués de maladies graves dans les environs du Conseil de guerre. — La troisième lecture du Bill est ordonnée.

Le Duc de *Richmond* demande de nouveau l'exhibition de la lettre écrite à Mi-

lord Sandwich par le sieur Baillie, ci-devant Lieutenant Gouverneur de Greenwich. Il regrettoit d'autant plus le refus qu'on faisoit de la communiquer, qu'il savoit que cette lettre contenoit des dénonciations sous serment d'actes frauduleux & de prévarications de la part de personnes employées dans l'administration de l'Hôpital. Malgré cette assertion, qui donnoit évidemment à la lettre le caractère ministériel, Milord Sandwich persiste à soutenir qu'il n'a point pû la regarder comme telle : qu'il ne l'a point gardée, ainsi que mille autres de cette nature, & qu'il ne connoit de lettres ministérielles que celles qui parviennent à l'Amirauté sous l'adresse du sieur Stephens son Secrétaire. — Le Duc de Richmond persistant dans sa demande, l'ordre de la Chambre est donné pour l'exhibition de tous les papiers demandés.

La Chambre, à la pluralité de 42 contre 17, rejette la motion du Duc de Manchester pour l'admission des Membres des Communes à ses séances, comme auditeurs, parce que ce Duc avoit déclaré qu'il entendoit qu'à la faveur de cette admission il entreroit diverses autres personnes que des Membres du Parlement. Le Lord Townshend, soutenu du Chancelier, avoit combattu vivement cette motion.

Chambre des Communes.

Le Mardi 9 Mars. — M. *Luttrel* parle d'une motion qu'il se propose de faire un jour où l'assemblée sera plus nombreuse & où il s'y trouvera au moins un des Commissaires de l'Amirauté. — Le Conseil de guerre du Chevalier *Palliser* étant indiqué au Jeudi 18 Mars, il demandera qu'on produise devant la Chambre, non seulement les charges contre cet Officier, mais la lettre ministérielle qui a dû l'avertir de se préparer à être jugé. — M. *Luttrel* désire de savoir quelles imputations contre le Chevalier *Palliser* auront été tirées par l'Amirauté de la défense de M. *Keppel*, & de pouvoir juger si l'Amirauté aura été aussi partielle envers le Vice - Amiral qu'envers son Commandant?

M. *Burke* essaya vainement d'engager M. *Luttrel* à ne point différer sa motion. Pour lui il déclara qu'il auroit souhaité qu'on ne fit point le procès à *Palliser*; mais que puisqu'on s'y est décidé, il fera en sorte que l'affaire se passe bien sérieusement, & que ce ne soit point un simulacre de procès.

La motion du Chevalier *Mackworth* en faveur des débiteurs insolubles qui demandent leur liberté sous la condition de servir dans les troupes ou en y donnant un homme pour eux, est rejetée. — Les opposans observent que l'argent qui sera donné (dix guinées) pour trouver un homme, est un nouvel impôt sur

141 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les créanciers, qui en supportent déjà assez en payant les charges publiques : que toutes personnes voulant profiter de la loi demandée, l'armée se trouveroit remplie de sujets impropres au métier des armes.

Une motion du Chevalier Roger *Newdgate* éprouve le même sort. C'est celle pour faire retirer du bill annuel de la Milice la clause qui autorise pour toujours les Colonels de Milice & les Députés-Lieutenans de Comté à réformer à leur gré les Miliciens & à demander aux Paroisses de nouveaux tirages. — Elle ne fut soutenue que de dix-sept voix contre trente-quatre : pluralité dix-sept.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 10 Mars. — Ordonné que tous les Lords seront sommés de se trouver le lendemain 11 à la Chambre pour délibérer sur les affaires de l'Hôpital de Greenwich.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 10 Mars. — Une motion du Chevalier *Houghton* en faveur des non conformistes Protestans (les Presbytériens, &c.) passe presque unanimement. En conséquence il est ordonné qu'un Comité prendra connoissance de leurs griefs. Le Chevalier *Houghton* en exposa plusieurs, entr'autres l'obligation où ils sont de ne pouvoir s'approcher

plus près de cinq milles, de toute Ville ou Bourg qui envoie des Députés au Parlement.

Le Chevalier *Bagot* s'y opposa de toutes ses forces, par la crainte que cette affaire n'engage une querelle de religion, au milieu de la crise politique actuelle de l'Angleterre. Il taxa les non conformistes d'être des Apôtres d'Athéisme & de Déisme.

M. *Wilkes* prit hautement leur défense, & il osa dire qu'il avoit lu tous les ouvrages des Déistes & des Athées, qui depuis vingt ans avoient paru en Angleterre, & que c'étoient les évêques qui en étoient les auteurs, & qui professoient le pur Déisme. — Il fit voir à la Chambre qu'elle ne pouvoit sans conséquence refuser aux non conformistes protestans, les adoucissmens que l'année dernière elle avoit accordés aux Papistes, & dont ils ne lui avoient donné aucun sujet de se repentir.

Le Chevalier *Newdigate* fut du nombre des opposans à la motion, à cause de l'intolérance des Presbytériens envers les Evêques, & parce qu'ils ne traiteroient pas ceux-ci avec autant d'indulgence, s'ils avoient de leur côté le pouvoir.

Le Chevalier *Adam Ferguson* soutint que cette imputation étoit fautive par rapport à l'Ecosse, où le Presbytérianisme est la Religion dominante, ce qui n'empêche pas que le service divin ne soit célébré à Edimbourg

lviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

par les Episcopans, avec autant de splendeur que dans Londres.

M. Montagu déploya les sentimens les plus généreux sur la tolérance. « Je désire, dit-il, qu'elle soit universelle : qu'elle ne connoisse aucunes restrictions : s'il existoit des Musulmans en Angleterre, je voudrois que leur culte fût toléré : s'il existoit des Disciples de Jacob (a) *Boehmes* : des Indiens qui adorassent le Soleil, je voudrois qu'on les tolérât.

Le reste de la séance fut rempli par les discussions qu'occasionnerent une motion du Lord *Newhaven*, qui demanda que la Chambre se formât en Comité pour délibérer sur les loix relatives au commerce de l'Irlande. Sa motion portoit sur deux points : le premier, une gratification payée en Angleterre pour l'importation du chanvre du crû de l'Irlande : le second, une permission à l'Irlande d'importer les sucres bruts des Isles Angloises, sans toucher à aucun Port de la Grande-Bretagne.

Le parti contraire essaya de la faire avorter, en demandant qu'on fît plutôt un examen général des griefs de l'Irlande ; mais malheureusement pour les vues de ce parti,

(a) Jacob *Boehme* est un fanatique qui vivoit au seizieme siecle. Il habitoit Goerlitz dans la haute Luzace où il exerçoit le métier de Cordonnier. Il croioit être inspiré, & il écrivoit beaucoup de livres, presque inintelligibles par le mélange de ses prétendues visions & de sa Théologie mystique.

il n'y avoit pas plus de quinze jours qu'il s'étoit défendu de prendre cette connoissance général, en desirant qu'on spécifiât plutôt quelques objets particuliers : de sorte qu'il lui fut impossible de reculer, puisqu'on s'étoit parfaitement conformé aux vues qu'il avoit manifestées, en spécifiant les griefs qui demandoient un prompt redressement. — Le Lord Newhaven représenta que le chanvre de Russie, de Pologne & d'Allemagne, recevoit virtuellement une gratification à son introduction en Angleterre, puisque cette gratification étoit payée pour les cables & les voiles faits de ce chanvre, à leur sortie du Royaume. — Les parties méridionales de l'Irlande, où le sol est extrêmement fertile, sont très-propres à la culture du chanvre : pourquoi ne pas prendre tous les moyens possibles de la promouvoir ? — Quand à l'importation directe des sucres bruts des Isles, il n'étoit pas possible qu'elle causât un préjudice de plus de dix mille livres sterling par an à la Grande-Bretagne. — Si le raffineur Anglois appréhende la concurrence du raffineur Irlandois, chez l'Etranger, parce qu'en Irlande la main-d'œuvre est à meilleur marché, & que de ses ports on a plutôt gagné la pleine mer, il doit être rassuré par la loi de l'année dernière concernant les exportations, puisqu'elle met sur le sucre exporté d'Irlande un impôt qui équivaloit aux frais plus considérables du raffineur Anglois ; de sorte que

L'Irlandois ne jouiroit de quelque avantage que pour sa consommation intérieure.

Le même Député & ceux qui le secondèrent, exposèrent à la Chambre des détails curieux, mais affligeants sur le déclin du Commerce de l'Irlande.

Les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Irlande, ordinairement de 2,100,000 livres, sont diminuées dans l'année dernière de 595,000 liv. — En 1778, dans les mois de Mars & d'Avril, qui sont ceux où se font les plus fortes importations à Dublin, les droits perçus dans ce Port, ne se sont montés qu'à 8,000 liv.; au lieu que dans les mêmes mois de l'année 1777, ils avoient produit quarante mille livres : prodigieuse diminution, puisqu'elle est de quatre cinquièmes.

Le parti contraire, par l'organe de MM. Pownal, Cruger, &c. prétendit que l'Irlande vivoit à une liberté indéfinie dans son commerce : qu'on n'auroit pas plutôt satisfait l'Irlande sur les sucres & sur le chanvre, que quelqu'autre personne demanderoit pour elle les mêmes faveurs pour le fer, le coton, les toiles peintes, l'avoine & les gros lainages. — M. Pownal informa la Chambre, qu'actuellement la laine se vendoit dans la Grande-Bretagne 15 shillings le *rod* ou 7 sols 6 deniers le *stone* (vingt livres), tandis que le *rod* se vendoit en Irlande 30 shillings & le *stone* 15. — ce qui ne pouvoit s'expliquer que par un fait également vrai, savoir ; que

les Américains, sur-tout ceux du Nord, sont presque généralement habillés d'un drap d'Irlande appelé *frise*.

Le même parti pria la Chambre d'observer que l'Irlande ne souffroit pas seule des calamités actuelles : que la quantité de sucre brut importé pendant l'année dernière à Liverpool avoit déchu de quatre-vingt-quatorze mille quintaux à soixante-deux mille ; & que ce décroissement pour la Grande-Bretagne avoit été dans la même période de cent quarante mille muids à soixante-quatorze mille, c'est-à-dire de près de moitié. Ces Messieurs ajoutèrent que la Grande-Bretagne n'avoit que deux moyens de tirer quelque avantage des pays de sa dépendance ; (comme l'Irlande) ou de ses Colonies : savoir les taxes ou un monopole général de commerce. Les taxes étant incompatibles avec la Constitution, on est forcé de mettre en œuvre le monopole. S'il faut y renoncer aussi, avec quoi la Grande-Bretagne entretiendra-t-elle des armées pour protéger ces divers pays ; & ne fera-t-elle pas plus à plaindre que ceux mêmes qui sont sous sa dépendance ? — M. Cruger observa que si la guerre actuelle faisoit tort à l'Irlande de cinq mille livres sterling annuels, l'Angleterre y avoit perdu plus de cinq millions sterling de revenu.

Le Général *Conway* prêta un appui bien efficace à la motion, en faisant observer à

lxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la Chambre le danger que couroit la Grande-Bretagne de perdre l'Irlande comme elle a perdu ses Colonies. Déjà des associations se forment dans toutes les parties de l'Irlande; & elles prennent des arrêtés pour ne plus tirer de marchandises de l'Angleterre. C'est ainsi qu'à commencé la rébellion des Américains. Il y a déjà douze mille hommes qui se sont confédérés de la sorte & qui sont tous armés: quelles fâcheuses suites ne doit-on pas redouter, puisque c'est par l'impossibilité où se trouve la Grande-Bretagne de donner des défenseurs à l'Irlande, que les peuples s'y sont armés eux-mêmes pour leur propre sûreté; par des associations absolument contraires à la loi? Ne les poussons point au désespoir: ne les précipitons point dans une situation qu'ils ont toujours cherché à éviter, en supportant depuis plus d'un siècle, une espèce d'oppression & de misère inconnue à toutes les nations de l'Europe. La motion fut admise par une pluralité de 47 contre 42.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 11 Mars. — Arrêté de recevoir le Bill de l'Evêque de Landaff pour réprimer l'adultère.

Commencement de l'enquête sur l'affaire de l'Hôpital de Greenwich. — Quatre Chefs d'accusation sont portés par le Duc de Rich-

mond contre le Lord Sandwich. [Ce qu'il y a de particulier à l'administration intérieure de cet Hôpital, n'étant pas très-essentiel à savoir, pour les François & autres qui étudient les intérêts de l'Angleterre, on se contentera de rapporter dans les Extraits des débats sur cette affaire, quelques notions générales que l'on a jugées intéressantes à connoître].

Le Duc de Richmond a parlé de cet Hôpital comme du plus superbe établissement en ce genre, qui se vît en Europe. [C'est ce que lui alloueroient difficilement ceux qui connoissent l'Hôtel-broyal des Invalides, & l'Ecole royale Militaire]. Il n'y avoit à lui reprocher que l'excès de sa magnificence.

Les revenus de cette fondation sont de 70,000 liv. sterling. Ils consistent dans le fonds des biens de Derwentwater, objet de 20,000 liv. sterling.

Dans une retenue de 6 deniers sterling par mois sur la paye des gens de mer, ce qui en tems de guerre fait une somme annuelle de près de 10,000

Dans les revenus de plusieurs gros capitaux placés dans les fonds publics. 40,000

Total du revenu. 70,000

Ce revenu doit entretenir environ deux mille pensionnaires, & six ou sept cents ex-

IXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ternes. Suivant l'ancienne Chartre, les Pairs du Royaume, les douze Grands Juges, les Amiraux, les Secrétaires d'Etat & quelques autres gens en place, sont les Gouverneurs nés de cet Hôpital, & forment la Cour générale. — Par une nouvelle Chartre donnée en 1775, ce nombre est considérablement restreint. L'admission dans l'Hôpital ne dépend plus des Officiers à pavillon, mais d'un Conseil de Directeurs (l'Amirauté), qui ci-devant n'avoit que le droit du choix parmi les sujets présentés. Ce nouveau Conseil s'est emparé de la caisse, de l'adjudication des marchés, &c. De-là des abus de tous genres : des hommes qui n'ont point ou que peu servi dans la Marine, sont admis, même aux places d'administration contre le vœu de l'institution. Les fournitures se font par des frippons, autorisés & soutenus, parce qu'ils sont des prête-noms des Directeurs. Ceux-ci encouragent l'usage de donner les subsistances en argent, parce qu'ils gagnent sur les valeurs. Enfin dans la foule des abus introduits par le nouveau régime, s'est manifestée une distinction fatale à l'institution, c'est un Corps d'épée, composé de tous les vrais Marins, & un Corps de plume que forment les Commis, les Intendants, les Valets, &c. — Il y avoit bien dans tout cela de quoi former les quatre griefs, qui sont la base de la dénonciation du Duc de Richmond. Ce Seigneur a fait remarquer à la Chambre, que la

la fondation seroit infiniment plus utile si on donnoit à chaque sujet ses 7 liv. 10 s. st. par an, à dépenser où il voudroit, & que l'établissement fût anéanti. Il a prétendu que par ce moyen & avec le même fonds la nation récompenseroit huit mille sujets au lieu de deux mille.

La rigueur dont le Conseil d'administration en a usé envers le Capitaine *Baillie*, a été un des chefs de l'accusation. Cet Officier, qui étoit Lieutenant au gouvernement de cet Hôpital, a été destitué par ce Conseil, pour avoir dénoncé au Ministère & ensuite dévoilé au public tous ces abus qu'il avoit observés dans la gestion. Le Lord Sandwich se défendit d'avoir voulu suborner par l'offre d'une pension ce Dénonciateur. Il récrimina même à ce sujet contre lui ; mais le Lord Chancelier fit voir que n'étant point accusé formellement (le Duc de Richmond avoit eu soin d'avertir qu'il ne garantissoit rien, mais qu'il demandoit seulement une enquête) il prématureroit sa justification.

La Chambre se forma en Comité sur cette affaire & quelques témoins furent entendus.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 11 Mars. — M. Temple *Luttrel* fait sa motion pour demander communication des charges portées contre le Vice-Amiral *Palliser*.

M. Buller, de l'Amirauté, promet cette communication, en annonçant à la Chambre que le Vice-Amiral a demandé un délai un peu plus long, & qu'en conséquence son affaire ne commencera point le Jeudi 18.

Motion du Chevalier Joseph *Mawbey* pour obliger le Lord Germaine à quitter sa place dans la Chambre, conformément à la loi portée sous la Reine Anne pour restreindre l'influence de la Couronne sur le Parlement, en empêchant qu'aucune personne ayant des places de nouvelle création, c'est-à-dire qui n'auroient pas existé avant 1705, pussent y être admises. — Grandes discussions pour savoir si la place du Lord Germaine est nouvelle ou ne l'est pas. Il n'y a, disent les uns, essentiellement qu'un Secrétaire d'Etat. Selon les circonstances, le Roi en divise les fonctions entre plusieurs personnes sous le même titre. Plus d'une fois on en a compté trois & quatre: Edouard VI en avoit trois, quoique jusqu'à Henri VIII il n'y en eût jamais eu plus d'un. Ce même Prince, vers la fin de son règne, en prit deux. Sous George II, il y en eut jusqu'à quatre, parce qu'il en emmenoit deux avec lui en Allemagne. On en a vû aussi deux pour l'Ecosse, quoiqu'il y en eût déjà deux pour l'Angleterre (a). Malgré cela il n'en est point des

(a) Cela étoit ainsi après l'union de l'Ecosse avec l'Angleterre lorsque le premier Parlement Britannique s'assembla.

Secrétaires d'Etat comme des Commissaires, entre qui est partagée une grande place, celle de grand Amiral, par exemple, celle de grand Trésorier ou de Chancelier. Alors les affaires se décident par la pluralité ou un *quorum* des Membres de cette Commission. Mais les Secrétaires d'Etat agissent chacun séparément; & quand le Roi nomme un Secrétaire d'Etat de plus, il ne gagne qu'une voix dans la Chambre, lorsque ce Secrétaire d'Etat y a place comme *Commoner*. C'est ce qui fait que le Roi, qui peut multiplier son Secrétaire d'Etat, n'augmenteroit point le nombre des places mises en commission: au surplus il est convenable pour l'expédition des affaires qu'il y ait un Secrétaire d'Etat dans la Chambre: & Milord Germaine qui s'y trouve en cette qualité, rempliroit au besoin les fonctions de ses deux collègues quoique son département soit l'Amérique.— Le Lord Germaine, appuyé de toutes ces raisons, assez bonnes en apparence, assura la Chambre qu'il ignoroit, comme l'avoient avancé quelquesuns du parti contraire, que bientôt il dût être appelé à la Chambre Haute: que quand le Roi daigneroit lui faire cette grace il la recevrait avec respect & reconnaissance; mais qu'il seroit toujours persuadé que c'est par le droit le plus légitime qu'il occupe une place dans la Chambre, & que l'acte de la Reine Anne n'a point en vue les Secrétaires d'Etat, ni l'objet de bor-

e ij

IXVIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ner le Roi à n'en avoir que deux, l'un pour le Nord, l'autre pour le Midi.

La motion du Chevalier Mawbey fut rejetée par une pluralité de 244 contre 1 qui étoit M. James Luttrell.

Le Chevalier Jennings demanda que la Chambre se formât en Comité, pour délibérer sur l'exclusion des Membres qui par eux-mêmes ou par des Agents auroient obtenu des marchés ou entreprises autrement qu'à l'enchere publique.

Quoique cette motion fût vivement soutenue par M. Fox, par M. Luttrell & d'autres aigles du parti, le Lord North vint à bout d'empêcher que le Comité n'eût lieu, & même qu'il ne pût en être question dans le cours de cette session, en faisant prendre un arrêté qui renvoye la délibération à trois mois. — Il y eut pour le Ministère 165 voix & 124 contre.

L'Opposition mit inutilement dans le jour le plus clair tous les abus qui résultoient du secret avec lequel se donnoient ces marchés. Ils servent incontestablement de récompense à ceux qui votent pour les résolutions qui conviennent à la Cour, à ceux qui soutiennent qu'il y a quarante-deux vaisseaux armés quand il n'y en a que six : que les François n'ont pas trente-deux vaisseaux quand l'Amiral Keppel n'en a que vingt. Il y a de plus, ce danger, que s'il est expédient pour la nation de rester en paix ou de la faire, les

fournisseurs & entrepreneurs opineront toujours pour la guerre : que même le Ministère, leur juge naturel, leur passera tous les avantages, & souvent toutes les déprédations qu'ils voudront, sans oser les contredire. Tous ces dangers n'auroient pas lieu si l'adjudication se faisoit en public. Mais il y a aussi des raisons bien fortes, au moins suivant le parti Ministériel, pour laisser les choses comme elles sont : voici les plus frappantes. » La publicité des enchères dévoilera à l'ennemi nos projets : qui sait si le Ministère de France, en ayant connoissance, n'aposteroit pas des gens pour se les faire adjudger, qui ensuite certains d'une bonne récompense, manqueraient à leurs engagements au moment du besoin & se déroberoient par la fuite à la punition ? — Si le marché est donné à un Membre du Parlement, il est contenu par la crainte d'une punition plus forte que celle qu'on infligerait à un homme obscur. S'il prévarique ou s'il manque à sa parole, la Chambre peut le deshonorar en l'expulsant de son sein. — Dans un marché public, la caution donnée est la seule garantie que puisse avoir la nation. S'il est secret, le Chancelier de l'Echiquier, qui a choisi l'homme, est associé à sa responsabilité. Pour son propre intérêt il ne traitera qu'avec des gens dont il sera bien sûr. Qu'elle cruauté ne seroit ce point d'ailleurs d'exclure de la Chambre des gens honnêtes par la seule raison qu'ils se-

LXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

roient des Marchands opulens, les colonnes de l'Etat? On ne tarderoit pas à les y rappeler, comme on y a rappelé les gens de loi qui en avoient été retranchés. Enfin, poursuivit M. Onslow, car c'étoit lui qui secondoit ainsi les efforts du Ministre, si on excluait de la Chambre les Entrepreneurs & Fournisseurs, ils y auroient leurs substituts; & certainement ce seroit un mal pire que le premier : il vaut mieux qu'ils y soient eux-mêmes & qu'on les y laisse ». Dans la chaleur de la discussion il échappa à M. Onslow de dire : » Si j'étois Ministre ». Cette expression excita un éclat de rire général. Il faut cependant avouer que plus d'une fois les Ministres ont fait rejeter ou passer des motions, avec de moins bonnes raisons.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 12 Mars. — La Chambre étant en Comité pour l'affaire de l'Hôpital de Greenwich, il est arrêté que sur chaque chef d'accusation les témoins seront entendus. Sur l'article de la nouvelle Chartre, substituée en 1775 à l'ancienne, avec des changemens importans. M. Baillie, ci-devant Vice-Gouverneur de Greenwich, fut obligé de convenir, contre ce qu'il avoit avancé, que l'avis du Procureur Général & de l'Avocat Général avoit été pris, sur le nouveau projet, & que même il avoit été communiqué à une

Cour générale de Gouverneurs, avant que d'être envoyé au grand sceau.

Le sieur Everest, Procureur de l'Hôpital, Rédacteur de la nouvelle Chartre, donna des réponses si peu satisfaisantes à la Chambre, sur les motifs dans la vue desquels il a fait les divers changemens, que le Duc de Richmond, sans l'opposition du Lord Chancelier, l'auroit dénoncé à la Chambre, pour manque de respect envers elle & pour parjure. Il tergiversa sur le point essentiel : pourquoi la nouvelle Chartre transporte au Conseil ou Bureau des Directeurs (l'Amirauté) le droit que donnoit l'ancienne assemblée générale d'admettre les sujets, ainsi que de nommer aux différentes places d'administration. Ce qu'on tira de plus clair de lui, c'est qu'il ne s'étoit pas apperçu qu'il faisoit ces changemens, & il répondit qu'il ne savoit rien ou qu'il avoit oublié, quand on lui demanda s'ils lui avoient été suggérés par quelqu'un en place. Il lui fut ordonné de se représenter le Lundi 15, avec les papiers des Archives de l'Hôpital.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 12 Mars. — Avant d'entamer l'affaire des taxes nouvelles, indiquée par l'ordre du jour, M. Pownall demanda que la Chambre se fit communiquer le compte des importations des Indes occidentales en An-

lxxij A FFAIRES DE L'ANGLETERRE

gleterre dans les trois dernières années. — L'objet de cette motion étoit de faire juger quel sacrifice l'Angleterre auroit à faire si l'Irlande obtenoit l'importation directe des sucres.

M. Th. *Townshend* insista auprès de M. Pownall pour qu'il retirât sa motion, lui faisant entendre qu'elle étoit inutile, puisque toutes les créatures du Ministre étoient décidées à la faire avorter. A cette occasion il exhorta Milord North à prendre garde à l'Irlande, prête à se livrer au désespoir, & qui, pour sa propre conservation, ne connoîtroit plus que les funestes expédiens auxquels l'Amérique s'est vue obligée de recourir.

Le Lord *North*, en réponse, se fit beaucoup valoir pour les services qu'il prétendoit avoir rendus à l'Irlande. Les places, dans ce Royaume, qu'on étoit dans l'usage de donner aux Anglois, sont remplies aujourd'hui par des Irlandois. Il n'a point augmenté sa liste de pensions, malgré les grands besoins de l'Etat. Dans la dernière session, il a secondé les vues de ceux qui s'intéressoient à son commerce. Personne ne desire plus que lui de contribuer à la prospérité de l'Irlande; mais il a à proposer pour cela un plan beaucoup plus avantageux que l'importation directe des sucres, qui ne pourroit qu'irriter contr'elle l'Angleterre.

M. Pownall vit bien qu'il ne pouvoit mieux

faire que de retirer sa motion qui n'avoit été secondée par personne.

M. *Burke* fit une sortie vive contre le Ministre. — « Il prétend affectionner l'Irlande : qu'il le prouve donc. Il est vrai que les *pensions* données ci-devant à des Anglois, sont possédées aujourd'hui par des Irlandois ; mais pourquoi y en a-t-il de ces pensions ? On l'interrompit ici pour lui faire remarquer que Milord North avoit dit des *places* : Je m'entens bien, reprit-il, mais des *places* sans fonctions, qu'est-ce autre chose que des pensions ? » Il parla beaucoup d'une levée d'onze mille hommes armés, qui vient de se faire en Irlande à l'insçu du Gouvernement, qui encore n'osoit pas se faire éclaircir un si singulier événement. Enfin pressé par l'Orateur de la Chambre, & quoiqu'il n'y fût point préparé, il fit une motion pour une enquête, concernant cette levée d'onze mille hommes en Irlande. Mais il la retira sur le champ, la réservant pour un moment plus opportun.

On discuta ensuite l'affaire des taxes ; ce qui donna lieu à l'opposition de dire les choses les plus fortes contre l'intérêt usuraire de l'emprunt, qui fut regardé comme un des funestes effets de la guerre d'Amérique, comme une marque du peu de confiance qu'avoient les Capitalistes dans le Ministre des finances, & comme une indice que bientôt tous les propriétaires seroient ruinés & leurs biens engagés aux Capitalistes. Le sol pour

lxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

livre sur l'accise, devant porter sur la taxe annuelle de la drèche & étant un impôt perpétuel, il fut arrêté que la Chambre délibéreroit de nouveau en Comité, pour remédier à cette contradiction. Il y a une partie d'impôt sur la drèche de l'année 1760 qui est perpétuelle aussi, & que cette observation ne peut pas regarder. Elle ne tombe que sur l'impôt annuel, dont le produit est évalué communément 750,000 liv., mais qui n'en rapporte guères que 600,000 liv.

Ajournement au Lundi 15.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 15 Mars. — Troisième lecture du Bill de l'emprunt qui excite encore l'animadversion du Lord Effingham. Ce Seigneur démontra par le calcul que l'intérêt étoit de vingt pour cent. En conséquence il demanda que le Bill fût renvoyé à quatre mois; mais sa motion fut rejetée, comme il devoit bien s'y attendre.

On reprend l'affaire de Greenwich. M. Eden, Membre des Communes, Auditeur de l'Hôpital, prend sur lui la responsabilité. Il rend compte des motifs du renouvellement de la Chartre, qui, dans certains cas, ne donnoit pas les pouvoirs suffisans pour une bonne administration. Il fait voir l'utilité des changemens qu'il y a faits, même en remettant à l'Amirauté seule le droit d'admettre

les sujets. Il produit une liste des employés actuels, & de ceux qui l'étoient dans l'ancien système, parmi lesquels il y avoit comme aujourd'hui des gens qui n'étoient pas marins. Ces détails furent confirmés par le Secrétaire de l'Hôpital & par plusieurs témoins. Ceux ci renvoyés, la Chambre s'ajourna. après que le Duc de Richmond eût déclaré qu'il avoit encore seize ou dix-sept objets à éclaircir.

Chambre des Communes.

Le Lundi 15 Mars. — Arrêté, qu'il seroit fait un Bill pour excepter de l'acte de navigation, pendant la durée de la guerre avec la France, les marchandises importées par les Etrangers sur des navires de construction Angloise.

M. *Wilkes* comme le Lord Avocat d'Ecosse (M. *Henri Dundas*), de faire la motion qu'il a annoncée, vers la fin de la dernière session, pour l'adoucissement du sort des catholiques d'Ecosse. Il excite l'attention de la Chambre sur la partialité des Ministres envers l'Ecosse, où les émeutes de la plus dangereuse nature contre les Catholiques ont été tolérées, tandis qu'à Londres on a été sur le point d'infliger la peine de mort pour quelques vitres cassées, dans les réjouissances pour le triomphe de l'Amiral Keppel.

Le Lord Avocat répond qu'il a vu en

Ecosse les esprits dans une si effrayante fermentation à ce sujet, qu'il croit plus sage de laisser dormir cette affaire, & que c'est aussi l'avis des Catholiques Romains du pays.

M. *Dunning* fait deux motions, pour qu'il soit dit que l'Amirauté est obligée de délibérer sur les demandes de Conseils de guerre qui lui sont adressées. — A l'appui de cette motion, il cita plusieurs exemples. L'autre, pour que l'Amirauté soit censurée, pour n'avoir point délibéré avant d'obtempérer à la demande faite par le Vice-Amiral *Palliser*, le 9 Décembre dernier.

Ceux qui précédemment avoient soutenu que l'Amirauté n'avoit point ce pouvoir, se rétractèrent; mais ils soutinrent qu'elle est dans l'usage de ne l'exercer que pour les cas de grande importance, & que dans celui de M. *Palliser* où se trouvoient compromis son honneur & son état, l'Amirauté avoit bien fait de ne point user de sa faculté de délibérer, si elle adhérerait ou non à sa demande.

La question préalable fut proposée par l'Avocat Général, & l'emporta de 228 contre 135.

La motion de censure fut rejetée à la pluralité de 218 contre 121.

L'affaire de la nouvelle taxe sur la drèche fut mise sur le tapis. — Milord North demanda que l'impôt perpétuel de cinq pour cent de l'année 1760, établi pour payer l'intérêt d'un emprunt de huit millions, fût

chargé sur son produit net d'une taxe de quinze pour cent, ce qui équivaldroit à cinq pour cent additionnel sur ledit impôt perpétuel, & à pareille somme sur celui aussi de cinq pour cent qui est annuel. — Il convint qu'une taxe *annuelle* ne pouvoit pas être chargée d'une addition perpétuelle.

M. *Whithead* lui objecta l'assurance qu'il avoit donnée de ne point surtaxer la subsistance du pauvre. Il fit voir à la Chambre, qu'à tort le Ministre prétendoit ne point taxer la bière, quand il taxoit la drêche; & il entra dans un examen des profits des Brasseurs, assurant qu'ils n'étoient point aussi prodigieux qu'on se le figuroit. Ses observations n'empêcherent point la motion de passer.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 16 Mars. — Une Commission du Roi, donne le consentement de Sa Majesté à divers Bills, du nombre desquels sont le Bill de l'emprunt & de la Loterie, le Bill annuel de la discipline des Troupes, — le Bill interprétatif & modificatif de celui pour réduire en un seul acte toutes les Ordonnances Parlementaires pour la Marine, — le Bill pour la subsistance & entretien des Matelots, &c.

Chambre des Communes.

Le Mardi 16 Mars. — Arrêté en Comité

lxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sur les moyens pour le subside, que l'impôt perpétuel mis sur la drêche en 1760, sera porté à quinze pour cent.

Qu'un impôt additionnel de cinq pour cent sera mis sur tous les droits d'accise, excepté la drêche, la bière, le savon, les chandelles & les cuirs. M. Temple *Luttrell* fit une motion, pour que la Chambre se fît rendre compte des magasins de bois de la Marine. Il parla d'une *décadence rapide* de la Marine, dont Milord North lui défia de produire des preuves. Cela ne l'empêcha point d'assurer à la Chambre que depuis deux années seulement, par la mauvaise qualité des bois, la Nation avoit perdu quarante-trois vaisseaux. Il eût une vive altercation avec M. Rigby, Trésorier des Troupes, à qui il fit un crime des énormes profits de sa place. Ces MM. se dirent des personnalités piquantes. Mais des explications réciproques les arrangerent. La Chambre n'étant point assez nombreuse, M. *Luttrell* retira sa motion.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 17 Mars. — Affaire de Greenwich. Les témoins attestent que dans le nombre des Membres du Conseil, il y en a cinq qui n'ont point servi sur Mer. Ce Conseil doit être composé du Gouverneur, du Lieutenant au Gouvernement, de l'Auditeur ou Secrétaire, de quatre Capitaines, de huit

Lieutenans, de deux Chapelains, d'un Médecin & de l'Econome. — Le Secrétaire, les deux Chapelains, le Médecin & l'Econome, sont ceux qui ne sont point Marins, & qui, suivant les statuts, devoient comme les autres avoir servi sur les vaisseaux. Il fut déclaré aussi que des particuliers avoient de fortes pensions sur les biens de Derventwater, sans avoir jamais été utiles à l'Hôpital, entr'autres l'Ecrivain *Scot*, Auteur de l'*Anti-Séjan*. La troisieme charge du Duc de Richmond concernant l'infidélité dans les fournitures & subsistance, est prouvée pareillement, ainsi que l'espece de connivence de l'administration à ces infidélités : un Boucher, renvoyé & amendé, ayant obtenu de nouveau l'entreprise pour dix ans. — La Chambre s'ajourne au 18.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 17 Mars. — M. Frederick Montagu proposa le Bill de tolérance envers les Ministres Protestans non conformistes. — Il éprouve une vive opposition de la part du Chevalier *Baggot*, qui essaya de faire voir que l'intime connection qui subsistoit actuellement entre l'Eglise & la Constitution, ne permettoit point qu'il fût fait le moindre changement dans l'un ou l'autre, puisque leur harmonie pourroit en être dérangée. — M. Th. Townshend lui observa que cependant

lxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE,

le même Gouvernement légal soutenoit deux Eglises très-différentes, celle d'Angleterre & celle d'Ecosse, sans qu'il en résultât aucun inconvénient. M. Burke, le Chevalier Younge & le Chevalier Saville, firent remarquer qu'il y auroit la plus grande conséquence, à refuser à des Protestans une faveur qui a été accordée l'année dernière aux Catholiques d'Angleterre & d'Irlande. Il fut décidé par une pluralité de 76 voix contre 6, que le Bill ne seroit point renvoyé à quatre mois, suivant que le desiroit le Chevalier Baggot.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 18 Mars. — Continuation de l'affaire de Greenwich. Quelques abus sont dénoncés par M. Baillie, entr'autres celui de donner les subsistances en argent. Mais les témoins favorables à l'administration, expliquent que par ce moyen il se forme un fonds annuel de 2000 liv., qui aide à élever cent quarante enfans de plus. — L'administration est excusée pareillement sur divers points relatifs aux fournitures, aux logemens, &c.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 18 Mars. — M. Burke demanda une indemnité pour les Catholiques Romains qui ont souffert des pertes dans la dernière émeute

émeute d'Ecosse. — Le Lord *North* fit passer la question préalable, après avoir informé la Chambre que les Magistrats d'Edimbourg en font leur affaire. — Le Lord *Georges Gordon* & le Lord *Frederick Campbell* assurèrent qu'il y auroit le plus grand danger à prétendre faire violence aux peuples d'Ecosse sur ce point, & à révoquer les loix pénales portées contre les Papistes. Ils protestèrent qu'aucun des quarante-cinq Membres Ecoissois dans le Parlement n'y donneroit sa voix. M. *Fox* convint que ce seroit une opération hasardeuse, quoiqu'il ne niât point que ces loix pénales ne fussent aussi sévères, sinon aussi cruelles que celles de *Draco*. — M. *Dempster*, quoique de l'avis de ne point contraindre les répugnances des Ecoissois dans le moment actuel, & jusqu'à ce qu'on eût fait quelque chose pour les Ministres non conformistes, donna des éloges à la conduite des Catholiques Romains en Ecosse. Ils ont offert de lever un Régiment; mais la Cour n'a point accepté cette offre. Leur nombre, dit M. *Dempster*, dans cette partie de la Grande-Bretagne, est d'environ 12 ou 13,000.

M. *David Hartley* annonça, qu'après les vacances de Pâques, il feroit une motion pour demander une explication de l'endroit du Discours du Roi, à l'ouverture de la Session qui est relatif aux armemens de quelques Puissances d'Europe, d'après lesquels Sa Majesté

lxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
a déclaré qu'elle jugeoit à propos d'augmenter ses forces de terre & de mer. — L'objet de M. Hartley est de savoir si c'est de l'Espagne que le Roi a voulu parler; & quelles sont les dispositions actuelles de cette Cour envers l'Angleterre.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 19 Mars. — Débats sur la forme des semonces envoyés de la part de l'Amirauté, aux témoins qui doivent être entendus dans l'affaire du Vice-Amiral Palliser, dont le procès doit commencer à s'instruire le 12 Avril. — Le Duc de Richmond fit remarquer de la partialité dans l'Amirauté pour cet Officier, en ce qu'il semble que l'examen de sa conduite sera limité à l'instant du combat du 27 Juillet. Il insista aussi pour que les charges contre lui fussent articulées, & qu'on ne les tirât point des minutes du précédent Conseil de guerre. Sa motion portoit qu'il seroit demandé des copies de toutes les pièces relatives au Conseil de guerre, donné au Vice-Amiral Palliser. Elle fut admise après des débats assez animés, dans lesquels Milord Shelburne attaqua personnellement Milord Sandwich, comme n'ayant point les connoissances nécessaires à son département. Il avança que Milord Chatham avoit toujours été d'avis que c'est à un Marin qu'il faut donner la Marine à conduire. Cependant, sui-

ET DE L'AMÉRIQUE. lxxxiiij
vant l'observation du Lord Gower, ce même
Ministre la fit confier par Georges II à son
beau-frère, Milord Temple qui n'étoit pas
plus Marin que Milord Sandwich. Il est vrai
qu'il lui donna pour successeur l'Amiral An-
son, l'Amiral Saunders & l'Amiral Hawke.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 19 Mars. — Motion du Lord
North, en conséquence d'un message du Roi,
pour soulager l'Irlande, de la payer & en-
tretien de trois mille hommes de son éta-
blissement actuellement employés en Amé-
rique. La motion est envoyée au Comité de
Subside, après quelques débats sur une de-
mande du Lord John Cavendish, pour con-
noître les dépenses des établissemens civil &
militaire d'Irlande, ainsi que les pensions à
la charge de ce Royaume depuis 1766. On
demande le grand Comité sur le Bill pour
l'importation directe des sucres en Irlande.
— Quelques bonnes raisons que pûssent ap-
porter *M. Sawbridge*, pour faire voir l'ab-
surdité & les inconvéniens de toutes les loix
prohibitives dans le commerce, & *M. Burke*
qui alla jusqu'à dire que s'il dépendoit de
lui, le commerce même des laines d'Irlande
seroit rendu libre, & que ce ne seroit qu'an-
ticiper ce que les François obligeront l'An-
gleterre de faire; la motion fut renvoyée à
f ij

quatre mois, par une pluralité de quatre voix : 62 contre 48.

Le Chevalier Meredith opposa au Bill deux raisons plausibles : l'une, que le droit sur les sucres importés en Angleterre (on fait que ceux pour l'Irlande doivent y débarquer), sont aliénés aux créanciers publics : l'autre, que si l'Irlande obtient l'importation directe, ce sera au préjudice des Partners que les Planteurs ont en Angleterre, & auxquels ils peuvent devoir de grandes avances, sans parler des obligations qu'ils leur ont. — M. Cruger, député pour Bristol, exhorta les amis de l'Irlande à s'exécuter eux-mêmes, s'ils ont tant de desir de faire du bien à ce Royaume, en remettant leurs grosses pensions, en retranchant leurs dépenses, en faisant des souscriptions pour les pauvres, &c.

Dans cette discussion, il fut dit par le Chevalier Georges Younge, opposant au Bill, que le seul article du sucre dans le commerce des Isles avec l'Angleterre, étoit de 3,500,000 l. par an, qui seroient perdues pour les Marchands Anglois, si cette faveur étoit accordée à l'Irlande.

Le Lord *New-Haven* soutint au contraire que tout le commerce des Isles n'étant que de 4,000,000 liv., l'article seul du sucre ne pouvoit pas être de 3,500,000 liv. Il rappella la diminution qui se fait sentir dans celui de l'Angleterre avec l'Irlande, qui de-

puis six ans est de 600,000 liv., & a été de 700,000 liv. dans l'année dernière. — Il ajouta que les importations qui se font en Angleterre des marchandises d'Irlande, sont diminuées de 150,000 liv.; & le seul article des toiles de plus de 70,000 liv.

Chambre des Communes.

Le Lundi 23 Mars. — M. Fox fit la motion qu'il avoit annoncée pour demander que les Ministres soient déclarés répréhensibles de ce qu'ils n'ont pas renforcé à tems le Lord Howe en Amérique, après le départ du Comte d'Estaing. M. Thomas Townshend soutint la motion qui fut en quelque sorte appuyée par le Gouverneur Johnstone. Ce Député, en passant condamnation sur l'omission d'un renfort, chercha pourtant à faire entendre que le Lord Howe étoit en état de se mesurer avec le Comte d'Estaing. Il raisonna d'après un système qui lui est particulier & suivant lequel un vaisseau de cinquante canons & une frégate peuvent combattre un vaisseau de 74 canons, & un boulet de 24 produit plus d'effet qu'un de 48, parce que ce calibre emploie moins de bras. D'après ce calcul le Lord Howe ayant près de quarante frégates à ses ordres, il faudroit lui faire son procès pour n'avoir pas attaqué & pris l'escadre entière de Toulon. La motion de M. Fox fut rejetée par 209

lxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

voix contre 125. — Sans aller aux voix on rejetta de même celle qui regardoit la Méditerranée, où M. Johnstone prétendoit que les Ministres auroient dû envoyer une escadre pour empêcher la sortie du Comte d'Estaing.

Dans cette séance, le Lord Germaine, s'expliquant sur la position actuelle de l'Angleterre à l'égard de ses anciennes Colonies, avança qu'il ne la croyoit point tenue d'exécuter les offres qu'elle leur avoit faites & qu'elles avoient refusées. — Le Général Conway s'éleva fortement contre cette opinion se réservant de la combattre dans une autre séance.

Chambre des Communes.

Le Mardi 23 Mars. — Arrêté en grand Comité de délibérer s'il est à propos d'établir la culture du tabac en Irlande. — Le Bill porte que les actes prohibitifs contre la culture du tabac seront révoqués, & que le tabac de la production de l'Irlande sera importé dans la Grande-Bretagne sous les mêmes restrictions & avec les mêmes privilèges qui avoient lieu pour les Colonies. Le rapport du Bill est indiqué au Jeudi 25.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 24 Mars. — Le Lord Bristol déclare que sa motion concernant les abus

dans l'administration de la marine sera pour le 16 Avril. -- Le Lord Sandwich ayant avancé dans un débat précédent que c'étoit le Lord Bristol qui avoit donné lieu au Conseil de guerre de l'Amiral Keppel, par son discours dans la Chambre le jour de l'ouverture de la session, le Lord Bristol se justifia de cette imputation en produisant un billet par lequel M. Keppel l'avoit prié d'informer la Chambre qu'il étoit résolu à ne plus servir avec le Vice-Amiral Palliser, & en rappelant à la Chambre que le Lord Sandwich avoit déclaré que ce ne seroit point une enquête partielle, mais une enquête générale qui devoit avoir & qui auroit lieu, par où il est évident que l'information ci-dessus donnée à la Chambre n'est point ce qui a occasionné l'enquête partielle relative à M. Keppel. Explication très-vive entre le Duc de Grafton & le Lord Chancelier, qui pour répondre au reproche que lui fait ce Duc sur l'obscurité de son origine, rappelle ce mot de Cicéron : *Qu'il aime mieux que sa maison commence par lui que de finir à lui.* Une motion du Duc de Richmond pour que la Chambre prenne connoissance de la conduite du nouveau Lieutenant Gouverneur de Greenwich est rejetée par 55 voix contre 20. Il avoit cependant été prouvé que cet Officier avoit menacé & maltraité des gens de l'Hôpital, qui étoient venus, sur les semonces de la Chambre, pour rendre

LXXXVIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
témoignage. — La querelle entre le Duc de Grafton & le Chancelier s'étoit élevée sur ce que celui-ci avoit pris sur lui de changer les termes d'une question faite par le Duc de Richmond à un des témoins.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 24 Mars. — Le parti Ministériel fait passer, sans qu'il soit nécessaire de lever les voix, la motion pour prendre à la paye angloise trois mille hommes des troupes Irlandoises actuellement employées au dehors.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 25 Mars. — Le Duc de Richmond fait part à la Chambre de l'appréhension où il est, d'après l'énoncé des semonces de l'Amirauté aux témoins qui doivent être entendus dans le procès du Chevalier Palliser, que ce ne soit un simulacre de procès, & il demande que toutes les pièces de cette affaire soient mises sous les yeux de la Chambre. La motion passe sans qu'on aille aux voix, — Le Lord *Sandwich* déclara entendre que l'énoncé des semonces ne restreignoit point l'enquête au moment de l'action du 27 Juillet. Il fit voir aussi que les charges ne pouvoient être prises que collatéralement des minutes du Conseil de guerre de Kep-

pel, puisqu'il n'y avoit point d'accusateur
Continuation de l'affaire de l'Hôpital de
Greenwich. Le Capitaine Baillie déclara qu'il
avoit averti du danger qu'il voyoit que le
feu ne prit à la salle dite *Taylor's*, comme
il y a pris en effet au commencement de
cette année.

La Chambre s'ajourne sur cette affaire au
Mercredi 31.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 25 Mars. — Arrêté d'octroyer
une somme de 19,484 liv pour lever en
Ecosse un nouveau régiment de Volontaires
dits *Fencibles*, & une somme de 63,195 liv.
pour prendre à la solde Angloise les trois
cents hommes de troupes Irlandoises qui
servent au dehors.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 26 Mars. — Le Lord *Nugent*
déclara que depuis que la Chambre ne se
montrait pas disposée à favoriser l'Irlande
dans ses exportations & importations, il
feroit une motion le Lundi 29 pour obte-
nir qu'au moins elle s'occupât d'encourager
les productions naturelles de ce Royaume,
en permettant dans la Grande-Bretagne l'in-
troduction des grenailles d'Irlande, à des

conditions qui lui feroient avantageuses, fans porter préjudice au Cultivateur Anglois.

La Chambre s'étant formée en Comité de subside, M. *Hartley* demanda que le Comité fut autorisé à ne point admettre dans le compte des dépenses extraordinaires de l'armée pour l'année dernière, une somme de 535,701 liv. 7 sols 7 d. $\frac{1}{2}$. employée à acheter des especes d'Espagne & de Portugal pour l'usage des Troupes Angloises en Amérique, jusqu'à ce que la Chambre eût pris connoissance de cette dépense & des pieces justificatives.

Avant de déduire cette motion, M. *Hartley* avoit observé qu'on voyoit sur les états de l'armée un corps de six mille sept cents Provinciaux Américains, dont l'existence avoit été celée à la Chambre lorsqu'on lui avoit présenté les estimations du subside. Il se plaignit aussi de l'excessive lenteur que l'on met dans la reddition des comptes de l'armée. Il y en a de la guerre dernière qui ne sont pas encore arrêtés.

Milord *North* & M. *Jenkinson* ne défendirent le Ministère sur cet article qu'en faisant voir qu'il étoit impossible que cela pût être autrement, & en général qu'il n'étoit pas facile de porter dans les dépenses d'un pays constitué comme l'Angleterre le même ordre & la même économie qu'un Souverain absolu peut mettre dans les siennes. Cette

derniere observation fut amenée par la discussion qui eut lieu sur les profits exorbitans que le Ministère étoit convaincu d'avoir alloué, tant en Angleterre qu'en Amérique, aux Fournisseurs & Entrepreneurs de vivres, transports, &c. sur les traites d'argent que font *ad libitum* les Gouverneurs, les Généraux & les Intendans des Sauvages, & toutes les especes de fausses dépenses, de doubles emplois, de droits de banque, &c. Quant au corps de Provinciaux, le Lord North soutint qu'on n'avoit point laissé ignorer son existence à la Chambre; que quoiqu'il n'eût pas été spécifié par un article particulier sur les états d'estimations, on avoit porté précédemment un article pour leurs habillemens & leurs armes; que même dans la session présente M. Jenkinson, Secrétaire de la guerre, les avoit compris dans le compte qu'il avoit fait des forces de terre & de mer de l'Angleterre. (On peut se souvenir que ce compte, en faisoit monter le nombre à trois cents & quelques mille hommes) Le Ministre déclara de plus qu'il étoit fâché que le nombre de ces Américains ne fût que de six mille sept cents: que c'étoient d'excellentes troupes, & dont le service étoit d'autant plus avantageux à l'Angleterre qu'elles se trouvoient portées sur les lieux; & que c'étoit autant de mille hommes dont les forces de l'ennemi étoient moindres.

Sur un marché pour du rum, conclu se-

cretement à Londres avec précipitation, & à un prix par lequel le Gouvernement étoit lezé de moitié (4 sols 4 deniers le gallon. à la Jamaïque, tandis qu'à Londres il ne vaut que 2 sols 2 deniers) le Ministre prétendit se justifier en disant qu'il avoit été pressé par les circonstances; mais le Colonel Barré le pria de se souvenir que le marché avoit été passé au mois de Septembre pour des marchandises qui ne devoient être envoyées qu'au Printems de l'année suivante. Le Lord North ne s'en tira qu'en déclarant que si les Fournisseurs avoient abusé de sa confiance, on pourroit leur faire rendre gorge. M. Burke marqua sa surprise de ce que dans l'année 1777 les provisions d'Irlande pour l'armée en Amérique n'avoient coûté que 416,000 livres, tandis que dans l'année 1778, quoiqu'on eût de moins à nourrir tout le corps de Burgoyne, quoique le théâtre de la guerre fût beaucoup plus resserré & que l'armée fût beaucoup moins forte, cette dépense avoit été de 621,000 liv.

Le Colonel Barré reprocha de son côté au Ministre l'étrange inégalité des traitemens faits à certains Officiers d'administration. L'Inspecteur général des vivres embarqués à Cork, a reçu dans une année 5,000 liv. dans un autre 17,000 livres, dans une troisième 11,000 liv. On voit sur les états des sommes considérables pour entretenir des

garnisons dans des Villes où il n'y a pas un homme.

Le Colonel fit lecture d'un état des extraordinaires des guerres dans les années 1690, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7. » Pendant tout ce tems, ils ne se sont montés qu'à dix mille, quarante mille, & au plus, quatre-vingt dix mille liv. sterl. En 1698, l'état général de la guerre ne porta le total de cette dépense extraordinaire qu'à 800,000 livres, ce qui faisoit 130,000 livres par année. L'expédition de Hollande, qui mit Guillaume III sur le trône d'Angleterre, n'a coûté que 60,000 liv. La conquête de l'Irlande, dans le cours de quatre années, seulement deux millions. Les dépenses extraordinaires des glorieuses campagnes de Marlborough n'ont pas été plus fortes que celles de 90 à 98, si ce n'est en 1709, qu'elle se monterent à 170,000 liv. ce qui est bien loin d'approcher de celles qu'on demande au Parlement pour l'année 1778 : celle-ci formant, avec le vote de crédit, la somme prodigieuse de trois millions vingt - six mille livres sterling.

Le même Colonel produisit aussi le compte des dépenses faites pour les Sauvages attachés au parti Anglois en Amérique. Milord North avoit justifié l'énormité de cet article, en observant à la Chambre que dans l'année dernière les récoltes de ces Sauvages ayant manqué totalement, il avoit été indis-

pensable de les nourrir, pour empêcher qu'ils ne s'unissent aux Américains. C'est ce qui donna lieu au Colonel, de faire remarquer à la Chambre, toujours d'après les états produits, que cette dépense pour la subsistance des Sauvages s'étoit montée en 1778 à 63,000, tandis que l'article des présens avoit été de 25,000, après avoir été en 1776 & 1777 de 17,000, & en 1775 de 5000 liv.

Le Général Burgoyne crut devoir informer la Chambre de ce qu'il avoit vû lui-même des abus qui donnoient lieu à cette discussion. « J'étois présent, dit-il, lorsqu'on fit l'ouverture des caisses qui contenoient les présens envoyés d'Angleterre pour les Sauvages du Canada. Je trouvai l'assortiment si ridicule, que je conseillai à l'Intendant qui alloit en faire la distribution, de se garder de les offrir, s'il ne vouloit pas qu'on l'en remerciât, en les lui jettant à la tête. Ces présens consistoient en couteaux & fourchettes de tables, lacets de corps de femmes, lunettes, &c. Les couteaux avoient une pointe arrondie, & ne pouvoient servir ni à la chasse ni pour la guerre. Les fourchettes étoient un meuble très-inutile à des gens qui ne savent manger qu'avec leurs doigts. Il n'y a point d'hommes sur terre qui ayent la vue plus perçante que ces Sauvages : ils ne lisent jamais, & on leur envoyoit des lunettes. Leurs femmes n'ont jamais porté ni vu de corps, que pouvoient elles faire des lacets? La Cham-

bre s'amusa beaucoup de ce détail, qui mettoit dans le plus grand jour la friponnerie de ceux à qui le Gouvernement confie cette partie de ses dépenses.

Les profits énormes que l'Alderman Harley a faits sur les piaîtres, depuis le commencement de son marché en Novembre 1770 jusqu'au 18 Décembre 1778, furent pareillement discutés. Il lui fut démontré que sur une somme de quatre millions sterling (il prétendoit qu'elle n'excédoit pas 3,656,139 l. 15 s. 1 d. L'opposition soutenoit qu'elle étoit de 4,350,000) envoyés par lui en Amérique; il avoit retenu sur le pied de trois $\frac{3}{4}$ pour cent, cent cinquante mille livres sterling. Il compte ses frais de bureau, voiture, assurances, &c. sur le pied de 1 $\frac{1}{4}$; les 2 $\frac{1}{2}$ qui restent lui ont fait juste cent mille liv. ster. sans compter l'avantage qu'il a trouvé à distribuer les cinquante mille parmi ses créatures. Il lui fut objecté qu'il n'y avoit pas un Banquier dans Londres, qui, indépendamment des frais sur le pied de 1 $\frac{1}{4}$, ne prit l'affaire pour 1 $\frac{1}{2}$ pour cent, au lieu de 2 $\frac{1}{2}$; & qu'enfin les Marchands qui font le commerce des piaîtres, n'ont que $\frac{1}{2}$ pour cent pour négocier, remettre, & faire accepter les lettres de change de Lisbonne, Séville, Cadix, Madrid, Paris, Bilboa, Amsterdam, Hambourg, &c. ayant à courir les risques des banqueroutes, tandis que M. Harley, pour accepter une lettre de change, & don-

xcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ner une assignation sur la banque, empêche souvent avant de déjeuner ses 2500 liv. st. Sur les 3,750,000, avoués par M. Harley; il parut qu'il en avoit envoyés en Amérique 1,700,000 en especes, & 2,000,000 en papier. Il doit avoir gagné prodigieusement sur les especes, parce qu'il n'a fait passer ainsi que des piaftres ou portugaises légères, ce qui devient une perte pour l'Officier & le Soldat payés de cet argent; il résulte le même effet des 2 deniers qui lui sont alloués sur chaque piaftre de 4 s. 6 d. qu'il compte 4 s. 8 d., & qui forment les $3\frac{3}{4}$ pour cent montant de son profit. On a répondu pour le justifier à cet égard, que le change étant de 3 liv. 14 s. pour cent en faveur de l'Angleterre, la guinée qui étoit rendue en Amérique, y avoit sa pleine valeur. Mais pourquoi cette différence ne tourne-t-elle pas plutôt au profit de la Nation, qu'à celui de M. Harley? Sans la faveur qu'on veut lui faire, quand le Gouvernement envoie en Amérique 24,000 liv., ce seroit comme s'il en envoyoit 25,000, ou bien le résidu lui seroit porté en profit pour l'année suivante.

Toutes ces attaques portées au Ministère n'empêcherent point que la motion de M. Hartley ne fût rejetée, & que M. Jenkinson ne fit passer, presque sans peine, celle d'un vote de 2,026,000 liv. pour les dépenses extraordinaires de l'armée depuis le 31 Janvier 1778, jusqu'au 31 Janvier 1779.

Chambre

Chambre des Communes.

Le Lundi 29 Mars. — Le Lord Nugent fit & retira sa motion pour l'introduction des grenailles d'Irlande dans la Grande-Bretagne. En général on montrait de la bonne volonté pour l'Irlande; mais l'un vouloit que l'Ecosse fût exceptée, l'autre que ce fût telle autre province d'Angleterre: de sorte qu'à peine seroit-il resté un quart du Royaume où on eût consenti à recevoir cet article des productions de l'Irlande. On reprit en Comité de subside la discussion concernant les profits énormes de l'Alderman Harley sur les piastras, avant d'entendre le rapport ordonné du vote pour les extraordinaires de l'armée en 1778.

Voici en substance les défenses de l'Alderman Harley & de son associé M. Drummond. — Leur marché a commencé en Novembre 1770. Depuis cette époque jusqu'au 18 Décembre 1778, il leur a été délivré 3,510,530 liv. 10 s. 10 den. — Ils ont payé 3,656,139 liv. 15 1 d. dont ils ont quitance de Trésoriers. Ils leur restoit dû au 18 Décembre une somme de 145,609 liv. 4 s. 3 d. — Dans leurs envois pour l'Amérique il n'y a eu en especes que 1,765,659 l. Cette exportation, quoiqu'elle leur ait coûté beaucoup, les a mis en état de regler le change de maniere que les profits qu'ils ont

xcviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

faits par le change sur les traites faites sur eux , ont suffi pour payer le fret , l'assurance & la commission, de sorte que cent livres sterling payées en Angleterre , produisent cent livres sterling en Amérique. — L'armée a toujours été payée en piastras , évaluées 4 sols 8 deniers , & sur ce pied la guinée produit en Amérique 1 l. 1 s. 9 d. $\frac{1}{4}$ égal à 3 l. 14 s. $\frac{2}{9}$ pour cent , profits qui venant par le change & la piastra , sont un gain pour la nation.

M. *Hussey* observa que les sommes qui étoient votées au Parlement en livres sterling , étoient payées en Amérique en argent du pays : que les Banquiers faisoient par-là un profit considérable dont il étoit indispensable que la Chambre eût une connoissance détaillée.

L'Alderman *Harley* assura de nouveau la Chambre que les quatre pour cent sur le change payoient la commission , le fret , &c. sans le moindre préjudice pour les troupes qui recevoient guinée pour guinée.

On alloit procéder au rapport du vote des extraordinaires , lorsque M. *Fox* pria la Chambre de ne point obliger la nation à un paiement aussi considérable pour la guerre d'Amérique , qui devoit être terminée depuis long-tems , sans se faire expliquer par le Lord *Germaine* une opinion qu'il avoit mise en avant dans la séance du Lundi 22 , savoir , » que les Américains ayant refusé

de recevoir les conditions qui leur ont été offertes par les Commissaires , la Grande-Bretagne n'est plus tenue à leur accorder ces mêmes conditions , ni à présent ni dans aucun tems à venir ». M. Fox déclara que si le Ministère agissoit d'après ce principe , l'honneur de la Grande-Bretagne seroit souillé par la violation la plus honteuse de la foi publique.

Le Lord *Germaine* soutint son opinion avec fermeté , même contre deux des Commissaires M. *Johnstone* & M. *Eden* , qui furent d'avis , ainsi que M. *Fox* , que ce Ministre devoit se retracter , ou que les suites en seroient plus funestes à l'Angleterre que les plus vigoureuses tentatives des armées réunies de France & d'Amérique.

Le Lord *North* s'expliqua d'une manière bien vague sur cette difficulté. Tantôt il croyoit que la Grande-Bretagne étoit engagée , tantôt qu'elle ne l'étoit pas : puis il prétendit qu'elle l'étoit seulement vis-à-vis des individus : le moment d'après qu'elle l'étoit à l'égard du Congrès ; & enfin vis-à-vis de tout le peuple en général. Cependant il laissa constamment entrevoir qu'il croyoit qu'on ne pourroit revenir en aucun tems sur la promesse de ne plus prétendre de droit de taxation sur l'Amérique , attendu qu'elle avoit été faite par acte du Parlement , *non pourtant irrévocable*. — Il convint qu'il seroit expédient de tenir tous les autres engagements ;

C AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mais il nia que ce fût une obligation légale & absolue. Il convint que les succès des armes Angloises dans la Géorgie pouvoient être un premier effet de ces engagements. Mais sur ce point on ne manqua pas de lui observer que les affaires étoient encore moins avancées que lorsque les troupes Angloises étoient en possession de Philadelphie, ou lorsque l'armée de Burgoyne campoit sur la riviere d'Hudson.

M. *Fox* insista sur la dernière proclamation qui garantit aux Américains l'effet entier de la commission & l'exécution de toutes les offres qui leur ont été faites, quelques pûssent être, dans la suite de la guerre les succès des armes Britanniques. Il mit en opposition vis-à-vis de cette conduite parjure envers les Américains, la fidélité à ses engagements, dont la France donne l'exemple, même au milieu des revers que cette guerre a attiré sur elle, sans qu'elle ait laissé voir la moindre volonté de manquer à sa parole.

M. *Conway* & M. *Burke* unirent leurs efforts à ceux de M. *Fox* pour obtenir une rétractation formelle du Lord Germaine ou un vote parlementaire qui rassurât parfaitement les Américains contre la crainte que le Parlement n'adoptât l'abominable système du Lord Germaine d'une soumission absolue & sans réserve : le Lord North & le Lord Germaine ne repliquèrent plus, & ils affec-

terent même la plus grande insensibilité à une sortie des plus véhémentes de M. Thomas Townshend qui, sans nommer le Lord Germaine, le peignit sous les traits du plus méchant hypocrite, du plus indigne & du plus lâche coquin qui puisse exister. » C'est cet homme, dit-il, qui poignarde par des chuchotemens, des coups d'œil, des grimaces : c'est lui qui tout en caressant les deux Freres Howe, les faisoit diffamer dans les gazettes, faisoit dire d'eux qu'ils étoient des imbéciles & des poltrons, des traitres à leur Souverain & à leur patrie «.

La réclamation de M. Fox ne produisant aucun effet sur la Chambre, M. Ord, Directeur du Comité, alloit ordonner le rapport sur les extraordinaires lorsque le Colonel Barré demanda la permission de dénoncer à la Chambre une foule d'abus dans l'administration des finances de la nation : » Voici, dit-il, des millions dissipés, sans qu'on puisse ni qu'on veuille produire aucune piece justificative : C'est dans quinze, dans vingt ans que les comptes nous en seront rendus : peut-être à nos arrieres neveux : ils verront des traites considérables, quoique nullement autorisées, de Gouverneurs en place ou hors de place : ils verront 70,000 liv. sterl. payées sur une traite du Gouverneur Stuart de la Dominique, indépendamment de pareille somme employés par le Bureau de l'Artillerie pour défendre une Ile qui a été

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trouvée sans défenses. Ils verront une traite non moins considérable faite par le sieur Morris, Gouverneur de l'Isle Saint Vincent pour une guerre contre les Caraïbes, dont nous n'avons seulement pas entendu parler. Ils verront des dépenses extraordinaires, pour la première fois, sur le compte de la Jamaïque. — Ils verront un petit article de 100,000 livres sterling envoyés à un autre M. Stuart, Surintendant des affaires des Sauvages, pour des présens dont ils ne pouvoient faire aucun usage, & pour des subsistances, dont rien ne justifie la distribution. Ils verront un M. Gordon employé à Corke, une année avec 14,000 livres sterling & l'autre avec 20,000 livres sterling d'appoinemens, pour voir embarquer des provisions, tandis que la valeur de tous les magasins où sont gardées ces provisions se monte à peine à 5,000 livres par an. Ils verront dans l'année 1777 un envoi de provisions en Amérique pour 400,000 livres, lorsqu'il n'y avoit que 42,000 hommes, & en 1778, pour 628,000 livres, lorsque le nombre des hommes à nourrir étoit réduit à 28,000, de sorte que la dépense pour les provisions a augmenté exactement dans la proportion de la diminution des consommateurs.

Le Colonel remit aussi sur le tapis les marchés annuels de M. Atkinson pour le rum, qui ont été en 1775 de 178,000 liv. en 1776, de 400,000 livres; en 1777,

de près de 600,000 livres: en 1778, de 600,000 livres, le tout montant à près de deux millions, sur lesquels il y avoit eu à faire un profit de 20 pour cent, ajoutant qu'il ne prétendoit point mettre ce profit sur le compte de M. Atkinson.

Le Lord North parla pendant près d'une heure pour détruire les impressions que le Colonel Barré avoit données à la Chambre. On remarqua que ce Ministre n'avoit jamais été écouté avec aussi peu d'attention depuis onze ans & cinq mois qu'il est Chancelier de l'Echiquier; & cependant le rapport des extraordinaires fut ordonné comme il le désiroit.

M. Burke voulut en faire excepter les articles de 25,000 livres & de 63,000 livres payées pour les Sauvages. Sa motion fut rejetée par une pluralité de 142 contre 78.

Le Chevalier *Howe* demanda que les papiers apportés le Vendredi 19, contenant sa correspondance & celle de son frere avec le Lord Germaine, fussent renvoyés à un grand Comité de la Chambre, qui seroit indiqué pour le Jeudi 22 Avril.

La motion fut soutenue par le Lord *Howe*. M. George *Onslow*, quoique se disant mécontent de la conduite des deux freres, s'opposa à cette enquête, à cause de ses conséquences, désapprouvant d'ailleurs que chacun prétendit ainsi se faire juger. — Le Lord

CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Avocat d'Ecosse (M. Dundas) fut du même avis. Cependant la motion fut admise.

Encouragé par ce premier succès, le Lord *Howe* demanda qu'on fit venir plusieurs Officiers pour être entendus en témoignage : malgré l'opposition du parti ministériel, qui soutenoit que n'y ayant point de charge spécifique, on ne pouvoit pas faire entendre des témoins, cette seconde motion passa par une pluralité de 77 contre 66. — Le parti des *Howes* obtint par suite qu'il seroit demandé à la Chambre des Pairs de permettre au Lord Cornwallis de paroître au nombre des témoins.

Le Général *Burgoyne* profita de cette heureuse veine pour demander que les papiers relatifs à son commandement en Amérique, fussent renvoyés au même Comité, ce qui lui fut accordé, non sans une grande résistance de la part de l'Administration.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 30 Mars. — Le Lord Bristol annonce qu'il se propose de commencer le 16 Avril son Enquête de l'état de la Marine, ce qui est agréé par la Chambre. Le même Lord demande en conséquence une communication de divers papiers, comptes & états, par lesquels il espère faire voir que le Comte de Sandwich n'est nullement pro-

pre à l'administration dont il reste chargé, & que jamais la marine Angloise ne recouvrera son ancienne splendeur, tant qu'elle aura pour chef un homme qui se permet les plus impardonnables négligences. Il justifia sa motion pour les papiers, par l'exemple d'une motion semblable qui eût lieu en 1769, au plus fort de la guerre, lorsque l'Angleterre s'attendoit journellement à une invasion des armées Françoises.

Le Lord *Sandwich*, soutenu du Duc de *Chandos*, fait voir que les papiers en question ne pourroient pas être produits ainsi en public, sans que l'ennemi fût informé de divers détails de situation qu'il est très-important de lui laisser ignorer.

Le Duc de *Richmond*, rappella au Ministre, le tems où il disoit, que les vraies forces de l'Angleterre ne pouvoient jamais être trop bien connues de ses ennemis : qu'ils n'en feroient que plus circonspects dans leur conduite à son égard ; & que c'étoit le meilleur rempart qu'elle pût avoir contre leurs entreprises. Ce même Duc reprocha au Ministre les dégoûts donnés à l'Amiral *Keppel* & au Lord *Howe*, & la nécessité où le Conseil du Roi se trouvoit, par la retraite de ces deux Officiers, de prendre aux Invalides un homme, qui, depuis vingt ans, n'a pas été à la mer (le Chevalier *Charles Hardy*, Gouverneur de *Greenwich*), pour lui con-

cyj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fier un commandement d'où dépendoit le sort de l'Angleterre.

Le Lord Bristol revenant à la charge, soutint encore qu'il étoit très-dangereux, au fort d'une guerre, de laisser les affaires de la marine entre les mains de tout autre qu'un homme de mer, qui encore doit avoir d'habiles marins pour assistans. Il rappella l'exemple du Chevalier Charles Wager, qui en 1739 la guerre avec l'Espagne allant éclater, demanda au Chevalier Robert Walpole de lui donner un aide. Le Ministre fit choix du Chevalier John Norris, qui même fut admis à délibérer dans le Cabinet sur les affaires relatives à la Marine.

Toutes ces bonnes raisons, pour amener une enquête qui devoit faire destituer le Lord Sandwich, ne pûrent empêcher que la motion pour les papiers ne fût rejetée par une pluralité de 60 contre 30.

Le Duc de *Manchester*, que ce mauvais succès de ses amis ne décourageoit point, demanda une liste des bâtimens vivriers destinés pour la riviere Delaware, qui étoient partis d'Irlande depuis le premier Janvier jusqu'au premier Juillet 1778, avec les instructions expédiées par les Ministres pour ces bâtimens.

Le Lord *Weymouth* se monroit disposé à laisser faire cette communication, & il avoit reçu à ce sujet un compliment du Duc

de Richmond qui observa que ce Seigneur étoit le seul raisonnable d'entre tous les Membres de l'Administration. Mais le Chancelier s'y opposa fortement lorsque, le même Duc eût déclaré que cette motion avoit pour objet de vérifier un bruit qui se répandoit que le Lord North, par une bévue des plus singulieres, avoit donné l'ordre à ces bâtimens d'aller à Philadelphie, après que celui de l'évacuation de cette place avoit été expédié : il prétexta que la motion étoit trop vague, & que modifiée ou non il s'efforceroit de la faire rejeter. Le Duc de Richmond censura vivement le Chancelier sur ce qu'il croisoit l'opinion d'un autre Membre du Cabinet & même de plusieurs, car le Lord Gower, Président du Conseil, avoit été du même avis. Le Comte Ferrers & le Lord Townshend s'étoient aussi rangés du côté du Vicomte Weymouth ; mais la motion du Duc de Manchester fut rejetée par une pluralité de 40 contre 23.

Le Mercredi 31 Mars. — Le Duc de Richmond forma & retira aussi-tôt une motion pour faire dire que la conduite de l'Amirauté dans l'affaire de l'Amiral Palliser étoit irréguliere par le défaut de charges spécifiques.

Il y eut de longs débats sur cette issue ; mais peu intéressans.

Le Duc de *Manchester* remit à un autre

cviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

jour à demander l'attention de la Chambre sur une expédition (supposée projetée) des ports méridionaux de France contre une des plus importantes possessions de la Grande-Bretagne (Gibraltar ou Minorque).

Chambre des Communes.

Le Mercredi 31 Mars. — La Chambre permet au Chevalier Grey Cooper de lui présenter un bill pour diminuer la contrebande du thé, des liqueurs, &c qui s'introduisent clandestinement en Angleterre, & qui portent, dit-il, au revenu public un préjudice de plus de deux millions & demi par an. Il observa à la Chambre que les Contrebandiers forment aujourd'hui un corps considérable, & même une communauté. Il proposa de substituer les peines corporelles aux peines pécuniaires portées contre les délinquans, & d'assujettir aux peines pécuniaires tant l'acheteur que le vendeur. — Le Chevalier George Young y ajouta le conseil de brûler tous les vaisseaux qui auront servi à la contrebande. M. Burke s'éleva contre l'idée des peines pécuniaires pour l'acheteur ou le vendeur, ainsi que contre la destruction d'aucune chose qui puisse être utile au commerce, faisant voir que rien n'étoit plus contraire à la bonne politique. — [Si Milord North établit son espoir pour le prochain subside sur les profits que fera le revenu par la suppression de la contrebande,

& qu'il se flatte de tirer par ce moyen deux millions & demi de plus des douanes, il pourra se trouver bien loin de son compte. Aucunes peines pécuniaires ni corporelles n'empêcheront la contrebande en Angleterre. Elles augmenteront seulement beaucoup les embarras de l'administration, parce que les Contrebandiers prendront leurs précautions en conséquence des efforts qu'on fera pour les réprimer. Les Ministres seront bientôt arrêtés par les difficultés, leurs ressources étant infiniment plus bornées que celles de l'intérêt mercantile.]

Chambre des Pairs.

Le Jeudi premier Avril. — Une commission du Roi, après avoir mandé les Communes, donne l'agrément de Sa Majesté à plusieurs bills, parmi lesquels celui pour augmenter l'impôt sur certains articles d'accise: celui pour permettre l'importation de certaines marchandises par des étrangers sur des vaisseaux de construction angloise: celui pour encourager le commerce des toiles d'Irlande. — La Chambre s'ajourna au 14.

Chambre des Communes.

Le Jeudi premier Avril. — Arrêté qu'il sera octroyé 500,000 liv. pour retirer pareille somme en billets de l'Echiquier, dont l'émission

cx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sion s'est faite par un acte de la dernière session.

40,540 liv. pour remplacer pareille somme au fonds d'amortissement.

Arrêté qu'une somme de 98,891 liv. fera prise du fonds d'amortissement pour le subside.

La Chambre de retour de chez les Pairs où elle a assisté à la passation de divers bills, s'ajourne à quinzaine.

Extrait du N° X. d'une feuille périodique intitulée l'ENGLISHMAN, aux Francs-tenanciers de la Grande-Bretagne.

» Malgré le zèle avec lequel j'ai cherché à vous persuader de porter votre attention sur tous les événements qui peuvent servir à vous faire connoître la situation de vos affaires en Amérique, je ne vous demande pas pour cela de ne vous intéresser qu'à ce qui se passe dans cette partie du Globe. La perte de quelques-unes de nos possessions doit nous rendre encore plus intéressantes celles qui nous restent. L'état actuel de l'Irlande doit faire frémir tout Anglois capable de réflexion. Le Comté de Galloway vient de prendre la résolution de renoncer à tout commerce avec la ville de Manchester; & il a déclaré que cette résolution ne faisoit qu'annoncer une association encore plus décisive. Le Comté de Louth, sans marquer d'humeur

contre Manchester, a pris des résolutions qui peuvent produire les mêmes effets, en convenant de ne point importer certains articles. La ville de *Corck* se montre ouvertement dans les mêmes dispositions, & lorsqu'une fois les choses commencent ainsi, il est difficile d'indiquer le point où elles s'arrêteront. Tout le monde fait que ces mécontentemens proviennent de ce que notre Parlement a rejeté certaines propositions faites en faveur de l'Irlande. Les Ministres avoient d'abord encouragé ces propositions contre lesquels ils se sont ensuite déclarés. Ce n'est point ici le lieu d'examiner & encore moins de décider s'il falloit où non les accepter, & jusqu'à quel point la liberté de notre commerce devoit être ou n'être pas étendu.

» *L'Englishman* n'hésite point à déclarer que dans toutes questions soit de Religion, soit de politique ou de commerce, il épouse la cause de la liberté. Il est porté à croire que les intérêts d'une Métropole peuvent rarement être contraires à ceux de ses Colonies. Il craint peu ou il ne craint point que celle-ci s'agrandissent aux dépens de la première. En effet, quoique dans l'Histoire nous voyons plusieurs exemples de Métropoles qui ont été riches & puissantes, tandis que ses dépendances étoient opprimées & misérables, il n'y est point fait mention de pays qui ait été ruiné par l'état florif-

fant de quelqu'une de ses Provinces. Quelle que puisse être la politique générale de l'Angleterre sur ce point, il est certain que la conduite des Ministres est inexcusable. Ils ont eu tort d'encourager des propositions qu'ils n'étoient pas résolus de soutenir. Mon intention n'est pas de jeter dans vos ames des appréhensions imaginaires, mais le plan de nos Ministres, relativement à l'Irlande, me paroît trop semblable à celui qui a été suivi pour l'Amérique. Les gens qui conduisent les affaires de ce pays sont les mêmes. Les Puissances Européennes se montrent dans des dispositions plus inquiétantes pour nous, & quelqu'un qui s'aviserait aujourd'hui de prédire la perte de l'Irlande, seroit de moitié plus fondé que ceux qui ont pû annoncer que nous allions perdre presque soudain treize Provinces d'Amérique «.

Dernieres nouvelles d'Amérique.

» On assuroit le 20 Mai que le Gouvernement avoit reçu quelques dépêches de la Géorgie : que les nouvelles qu'elles contenoient étoient mauvaises; & que pour cette raison on les tenoit secrètes le plus qu'il étoit possible. Néanmoins on débitoit soudainement qu'il y avoit eu une ou deux escarmouches entre le Général Prevôt & le Général Lincoln, dans lesquelles le dernier avoit eu l'avantage. Le Chevalier Henri Clinton en

ne recevant pas de renforts, ne peut par conséquent ni renforcer le Général Prevôt, ni agir offensivement lui-même. Cette folle & détestable guerre d'Amérique qui étoit fondée sur les principes les plus odieux de tyrannie, de brigandage & de despotisme, & qui a été soutenue & conduite par les moyens les plus bas de corruption & de perfidie, est actuellement réduite à un tel état, par la mauvaise conduite des Ministres, qu'on ne peut avoir aucune espérance de succès & qu'il n'est pas possible de la continuer «.

» On assure que le Colonel Campbell est repassée en Angleterre par les ordres du Général, pour se plaindre de ce que l'on ne lui envoyoit pas de secours de New-York, & pour faire sentir la nécessité d'envoyer des ordres au Général Clinton à cet effet «.

» L'avis donné par le Colonel Campbell a allarmé nos Ministres beaucoup plus que tout ce qu'on a appris d'Amérique depuis dix-sept mois : il est certain que les Américains rassemblent leurs forces dans la Caroline Méridionale avec une promptitude qui étonne le Gouvernement & qui sont tout-à-fait contraires à l'espoir dont ils s'étoient flattés d'après la prise de Savanah. Les Américains ont douze mille hommes de troupes dans la Caroline & ils en attendent tous les jours d'autres que le Congrès doit y faire passer «.

» On a appris par le Colonel Campbell

CXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que les Habitans de Charles-Town n'étoient point du tout disposés à se soumettre aux troupes du Roi «.

Le même Colonel Campbell rapporte que l'opinion générale, tant de l'armée que de la Marine dans la Géorgie, est que la campagne en Amérique ne peut être heureuse, à moins que l'on ne fasse les plus grands efforts dans la partie Méridionale, en restant absolument sur la défensive à New-York «.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 28 Mai.

Extrait d'une lettre de Spithead.

« Il est impossible de peindre ce qui se passe aujourd'hui à bord de tous nos vaisseaux de guerre. Par les changemens qui ont eu lieu, on a mêlé ensemble des hommes dont les principes, les opinions & les affections, sont si opposées, que toute discipline, tout devoir, toute unanimité, tout amour pour le service, se trouvent remplacés par le mécontentement, l'animosité & l'esprit de parti. Lorsqu'on est à terre, on fait des associations, & par tout où va un parti, l'autre ne veut point y aller. Il y a sur le *Robuste* à Torbay un Lieutenant *Lumley* & un Lieutenant *Pitt*, deux jeunes Officiers généralement estimés & dont les principes politiques, avant les derniers Conseils de guerre,

resserrioient & affermissoient l'amitié qu'ils avoient l'un pour l'autre. Les *Amis* (car on ne les appelloit pas autrement) ont pris des opinions & des affections tout à fait contraires : ils ne s'accordent plus que sur un point, qui est de ne plus se parler ou de ne plus se trouver ensemble. Ce n'est là que l'esquisse de ce qu'on voit aujourd'hui sur presque tous les vaisseaux. Si pour la destruction de la Grande-Bretagne il nous falloit une calamité plus affreuse encore que la perte de l'Amérique, ce ne peut être que la désunion parmi nos Officiers de Marine «.

P. S. du premier Juin.

VOICI, Monsieur, un phénomène en finance, l'œuvre du fécond génie de Milord North. Les Boyle, les Walpole, les Pelham, les Legge, n'ont jamais imaginé plus d'un *Budget* pour une année. Milord North toujours occupé de faire briller les ressources, vous en donne jusqu'à trois l'un après l'autre. Vous en avez vu un du 24 Février; puis un second du 1^{er} Mars; & il vient enfin d'en produire un troisième qui annule les deux précédens. C'est dans la séance du Lundi 3^e Mai, que la Chambre des Communes a admiré ce prodige, & a reconnu avec son Ministre chéri, que si un *Budget* étoit une bonne chose, deux *Budgets* valaient encore bien mieux, & que trois par conséquent de-

cxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
voient mettre le comble au bonheur de la
Nation angloise.

Dans ce dernier il a fait une récapitulation
de tous les articles de dépense de l'année 1779,
qui en porte le total à 15,200,000 l. sterl.
Pour y satisfaire, il n'a encore que la taxe
de 2,750,000 liv. sur les terres & la drèche,
& son emprunt de sept millions. C'est donc
une somme de 5,250,000 liv. qui lui est
nécessaire. Il avoit compté trouver un huit-
ieme million dans la bourse de ceux qui ont
fait des profits si énormes sur les sept qu'ils
lui ont prêté. Toutes les complaisances qu'il
a eues pour eux, toutes ses promesses n'ont
point pû les toucher; ils ont fait leur coup,
ils sont contents; qu'il s'en tire comme il
pourra. Les nouvelles taxes sur les domes-
tiques & sur les maisons, n'ont pas rendu
ce qu'elles devoient rendre : il trouve une
vive opposition quant à la dernière, dans la
ville de Londres même, qui ne peut point
se faire à l'idée qu'un jardin n'est point de
la terre, & qui soutient qu'en taxant les jar-
dins à perpétuité, on taxe la terre à perpé-
tuité, tandis qu'elle l'est déjà annuellement
& ne peut l'être qu'annuellement. Le droit
qu'il comptoit lever sur les batistes étran-
geres, il est obligé d'y renoncer & de faire
son thème autrement, pour ne pas soulever
contre lui les villes d'Écosse. Toutes ces diffi-
cultés l'embarrasseront-elles? Non. Il anti-
cipera sur le revenu du fonds d'amortissement

& même du second quartier de 1780 ; par ce moyen le fonds d'amortissement lui fournira deux millions. Il lâchera un million & demi de billets de l'Echiquier , pour retirer la même quantité de ceux de l'année dernière , & de plus cinq cent mille livres , pour payer les lots de la loterie , & dont la banque se chargera volontiers. Il lui manque encore douze à quatorze cent mille livres. Il auroit bien pû les trouver dans les coffres de la Compagnie des Indes , qui les donneroit pour le renouvellement de sa chartre ; mais de fortes raisons , sur lesquelles il ne lui convient point de s'expliquer , le décident à renvoyer cette affaire à l'année prochaine. La banque y suppléera ou n'y suppléera point ; peu lui importe. S'il ne les trouve point de ce côté là , il fera pour quatorze cents mille livres de plus de billets de l'Echiquier , ou de billets de la Compagnie des Indes , & voilà ces cinq millions trois ou quatre cents mille livres trouvés , & même avec un excédant qui sera le produit de ce qu'on appelle dans le style élevé qui convient à la finance angloise , les *raclures* de l'Echiquier , & cet excédant sera de 71,000 liv. de plus que les quinze millions des dépenses.

Milord North a négligé , comme de raison , divers points de moindre importance , dont on comptoit qu'il auroit parlé , comme les forces & les préparatifs de la France , les dispositions & les intentions de l'Espagne , le

CXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

plan de l'Angleterre pour la prochaine campagne en Amérique.

En revanche, *M. Hartley & M. Burke* les ont bien disertement traités. — Le premier a prouvé que les quinze millions sterlings de dépenses annoncées par Milord North pour cette année, passeroient vingt millions. Il a prouvé de plus que si la guerre finissoit, comme il le faudroit bien dès que l'Espagne se seroit déclarée contre l'Angleterre, la dette non-fondée dont celle-ci resteroit chargée, seroit de vingt ou vingt-deux millions sterl. en sus de tous les millions qu'elle a fondés, ou autrement pour lesquels elle a établi des impôts, de quatre années de son fonds d'amortissement, prises en entier pour cette guerre insensée, & de quinze millions que coutera la campagne de 1779.

Il soutint que les forces navales de la France étoient presque égales à celles de la Grande Bretagne en Europe & en Amérique : que l'Espagne tenoit la balance, & que le côté pour lequel elle se décideroit, seroit celui qui l'emporteroit. Il déclara que l'Angleterre ne domineroit plus sur les mers, qu'autant qu'il plairoit à la Maison de Bourbon : que si les quarante vaisseaux de ligne de l'Espagne se joignoient à ceux de la France, cette Maison auroit une supériorité décidée contre l'Angleterre, tant en Europe qu'en Amérique.

Ces assertions firent lever le Lord *Nugent*, pour dire avec une sorte d'emportement,

qu'il ne souffriroit jamais qu'on osât avancer devant lui, que l'Angleterre ne tenoit plus l'empire des mers que sous le bon plaisir de la Maison de Bourbon.

M. Burke répliqua au Lord Nugent, en déclarant que M. *Hartley* n'avoit rien avancé qui ne fût vrai.

Celui-ci tira de sa poche deux listes de la marine d'Espagne, l'une de Septembre 1777 qui faisoit monter le nombre des vaisseaux de Cadix à quarante vaisseaux de ligne, & l'autre de la fin de 1778, où l'on voit que dans cette année-là cette marine a été augmentée d'un vaisseau de 80 canons, de cinq de 74, & de deux de 64. Il cita le témoignage d'un homme qui a entré dans chacun de ces vaisseaux, & il s'offrit à faire paroître cette personne pour en certifier la Chambre si elle le desiroit.

M. *Burke* reprit la parole pour appuyer tout ce que venoit de dire M. *Hartley*. Milord North ayant annoncé qu'il comptoit tirer l'année prochaine un million & demi de la Compagnie des Indes, M. *Burke* pria la Chambre d'observer que cela dépendoit de l'état où se maintiendrait le crédit public; & que si les événemens lui étoient contraires, il seroit bien impossible d'obtenir de la Compagnie un secours si considérable. Il parla des préparatifs de descente qui se font actuellement en France & qui semblent menacer l'Irlande. » Au milieu des troubles qui agitent ce Royaume, dit-il, que ne devons-nous pas craindre s'il

CXX. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

est attaqué par l'ennemi? « Quant à l'Espagne, il assura à la Chambre, que sa négociation avec l'Angleterre pour une médiation, étoit rompue depuis quelques jours; qu'il la regardoit comme un troisième ennemi de l'Angleterre qui alloit se joindre aux deux autres: qu'il étoit certain qu'actuellement l'Espagne coopère avec la France pour assister l'Amérique: qu'il ne désespéroit pourtant point de l'Angleterre si le Roi vouloit changer de Ministres, mais qu'il doutoit seulement qu'on pût jamais réduire l'Amérique. Il défia le Ministre de nier tout ce qu'il avoit avancé au sujet de l'Espagne. Mylord North ne proféra pas une parole.

M. *Hartley* ajouta que puisque M. *Burke* paroissoit si certain du nouveau parti qu'a pris l'Espagne de se joindre à la France en faveur de l'Amérique, il ne pouvoit plus être question de négociation avec les Américains. « Il est donc trop tard, dit-il; mais je suis pourtant bien sûr qu'on auroit pu le tenter avec succès il n'y a encore que quelques jours ».

La proposition de Mylord North passa sans aller aux voix, & la Chambre s'ajourna au Mardi premier Juin.

On assure que l'escadre aux ordres d'*Arbuthnot* & de *Darby*, qui avoit appareillé le 23 Mai & que les vents avoient fait rentrer à Torbay, en est partie de nouveau le 29. Mais cette nouvelle n'a pour autorité qu'une lettre

ET DE L'AMÉRIQUE. cxxxj

lettre qui se voit au Café de Lloyd. Voici de quels vaisseaux consiste cette escadre.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	
1 Amérique.....	74	} Division d' <i>Arbutnot</i> qui va jusqu'à la Nouvelle-York avec un convoi de plus de trois cents cinquante voiles, dont la plupart attendent depuis le mois de Janvier cette escorte.
2 Centaur.....	74	
3 Robust.....	74	
4 Russel.....	74	
5 Europa.....	64	
6 Défiance.....	64	
7 Expériment ...	50	
8 Royal George.	100	} Division de <i>Darby</i> qui doit revenir se joindre à Spithead vers la fin de Juin aux vaisseaux qui y sont assemblés & y former la grande escadre aux ordres de l'Amiral Hardy.
9 London.....	90	
10 Queen.....	90	
11 Thunderer....	74	
12 Vaillant.....	74	
13 Monarque....	74	
14 Triumple.....	74	
15 Hector.....	74	
16 Berwick.....	74	
17 Intrepid.....	64	

Etat de la grande escadre de l'Amiral Hardy qui se forme actuellement à Spithead & à qui il ne manque que cinq ou six mille Matelots, lesquels sont attendus dans le cours du mois de Juin, sur la flotte des Isles sous le Vent.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>
Victory.....	110
Britannia.....	110
Prince George....	90

CXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Namur.....	90
Duke.....	90
Union.....	90
Foudroyant.....	80
Ramillies.....	74
Egmont.....	74
Invincible.....	74
Défense.....	74
Courageux.....	74
Alexandre.....	74
Alfred.....	74
Shrewsbury.....	74

La nouvelle est arrivée hier au soir d'un soulèvement qui a éclaté en Irlande. Tout le monde est ici dans la consternation. Ce Peuple s'est enfin lassé d'être opprimé, ruiné, affamé ; & d'être laissé sans aucun espoir d'adoucissement à ses maux. Ce qui inquiète le plus, c'est qu'il y a douze mille hommes armés & disciplinés & sur lesquels le Gouvernement n'a aucune autorité.

Le bruit se répand aussi que les cinq vaisseaux de M. de la Motte-Piquet ont été rencontrés au Cap Finistère, qu'ils emmenaient quelques prises, & qu'ils ont déclaré qu'ils alloient à la Martinique, où ils comptoient arriver sous vingt jours.

EXTRAIT d'une Lettre écrite de Paris le 25 Mai, au Banquier de Londres.

DES Lettres venues des Ports de la Manche nous ont donné des éclaircissemens sur la pe-

ite incursion que le vaisseau Anglois de 50 canons, l'*Expériment*, les frégates la *Pallas*, l'*Unicorne* & la *Fortune*, & le cutter le *Cabot* ont faite il y a quelques jours dans la baie de *Cancale*.

Les bâtimens que les François ont perdus dans cette occasion sont, 1°. la frégate la *Danaé* de 26 canons de 8 livres de balle, à laquelle le nombre des blessés & des malades qui se trouvoient à bord n'a pas permis au Capitaine de mettre le feu lorsqu'il a été obligé de l'abandonner après avoir résisté très-longtems à l'artillerie d'un vaisseau à deux batteries & de trois grandes frégates ; 2°. Le navire la *Valeur* armé de quelques canons de 6 & de 4, appartenant au commerce, & loué par le Roi pour la protection du cabotage ; Et 3°. la gabare l'*Ecluse*, bâtiment de charge, employé sur la côte au transport des bois & autres munitions. Le quatrième bâtiment qui se trouvoit dans la baie de *Cancale*, est le cutter du Roi la *Guêpe*, de 12 canons de 6. La *Valeur* & l'*Ecluse* ont été brulées. A l'égard du *Cutter*, quoique les Anglois assurent qu'il l'ont laissé brisé sur le rivage, le Capitaine de ce bâtiment qui l'a conduit depuis à *S. Malo*, se flatte qu'il pourra quelques jours prendre sa revanche avec ce même cutter.

La batterie de canons de 12 établie à terre, dont le Capitaine Chevalier James Wallace se vante, dans la Gazette de la Cour, d'avoir éteint le feu après trois quarts d'heure, consistoit en trois pièces d'artillerie du calibre de 12 ;

CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

c'est à raison d'une pièce par quart d'heure. En vérité ce n'est pas peu pour un vaisseau à deux batteries monté de 50 *pièces de canons* des calibres de 24 & de 12. Le reste des bâtimens détruits dans cette expédition, consiste en deux barques ou bateaux de la côte.

On mande de S. Malo que la gabare l'*Ecluse*, à laquelle les Anglois avoient été obligés de mettre le feu, ne pouvant l'emmener, n'est pas jugée hors de service ; on travaille à la mettre en état d'être conduite dans un port.

Le Capitaine Chevalier James Wallace, n'a pas craint de faire annoncer à toute l'Europe, par la gazette extraordinaire de la Cour de Londres, qu'il avoit pris ou détruit *trois Frégates & un Cutter*. D'après la vérification la plus exacte, *faite sur les lieux*, la vérité des faits est qu'avec une division d'un vaisseau & de trois grandes frégates, dans une baie défendue par trois canons de douze livres, il est parvenu, après un combat long & opiniâtre, à s'emparer d'une petite frégate de 26 canons de 8 livres, à détruire par la flâme un navire armé, d'environ 200 tonneaux, & à bruler à moitié un bâtiment de charge.

Quant au *Cutter*, quelque Armateur anglois pourra s'appercevoir un jour qu'il n'est pas détruit.

Le samedi 29 un exprès est arrivé à Londres de la part de l'Amiral Darby. On a sçu par cet exprès que les 22 vaisseaux qui ont été vûs sur Quessant portans sur l'ouvert de la
Manche

Manche, ne font point l'escadre de Brest : que c'est une flotte marchande Hollandoise revenant chez elle sous convoi. Mais si on est certain à présent que l'escadre de Brest n'étoit point à la mer, & que mal-à-propos on a retenu & renforcé l'Amiral Arbuthnot, qui ne peut plus arriver que vers la fin de Juillet à New-York, on est toujours très-inquiet, soit qu'il ait appareillé le 29, soit qu'il soit encore à Torbay. Il circule des lettres de France qui annoncent que l'escadre de Brest, sans autre délai, appareillera le 3 de Juin : qu'elle est forte de 28 vaisseaux de ligne complètement armés, & de 12 frégates : qu'elle doit rencontrer peu après sa sortie, deux vaisseaux de ligne de plus venant de Toulon, & qu'elle a eu ordre de ne pas attendre. Si *Arbuthnot* & *Darby* sont partis avec leurs seize vaisseaux de ligne, on ne fait point si *Darby* pourra revenir bien facilement pour se joindre à l'Amiral Hardy qui l'attend à Spithead. S'ils sont encore à Torbay, ne doit-on pas craindre que l'escadre Française ne vienne bruler dans cette baie, les 387 voiles de Marchands & les bâtimens transportans à New-York sept mille hommes de troupes qui y attendent depuis cinq mois le départ du convoi, ou bien fera-t'il très-aisé à une flotte si nombreuse de sortir de la Manche, une escadre Française si supérieure tenant la mer ? Les inquiétudes redoublent encore ici depuis qu'on a reçu cette nouvelle, parce qu'il y a plusieurs flottes

CXXVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
considérables, qui doivent rentrer incessamment sous de foibles convois, tant des Isles sous le vent, que du Canada & de la Méditerranée, & environ six ou sept riches vaisseaux de l'Inde.

L'escadre de Byron se trouvera diminuée de deux vaisseaux de ligne & réduite au nombre de vingt (sans ceux de cinquante canons) lorsque M. de la Mothe-Piquet aura joint M. le Comte d'Estaing. Ces deux vaisseaux sont le *Saint Albans*, de 64 canons, & le *Fame*, de 74. Ce-dernier avoit été fort maltraité par un coup de vent & séparé de Byron lorsqu'il est venu de New-York à Sainte-Lucie. L'un & l'autre escortent une flotte de deux cents voiles qui a dû partir de Saint Christophe le 5 Mai & qui ne sera sûrement pas arrivée jusqu'à la Manche lorsque l'escadre Française sera sortie de Brest. Les vaisseaux le *Shrewsbury*, de 74, & le *Ramilles*, aussi de 74, qui sont actuellement à Spithead, & tous deux doublés en cuivre, ont ordre de sortir avec les sept vaisseaux pour l'Inde qui se sont rendus à Spithead depuis quelques semaines. Ces vaisseaux sont le *Hawke*, la *Cerès*, le *Truebriton*, le *Walpole*, le *Comte de Sandwich*, le *Prince* & la *Princesse-Royale*. Si en effet l'escadre de Brest sort le 3 Juin, & qu'on l'apprenne ici à tems, le départ de ces vaisseaux pourra bien être contremandé. Ils attendront le *Duc de Kingston*, parti de la Tamise le 31 Mai. Celui-ci ne pourra

guere les joindre que le 3 ou le 4 Juin. Si le convoi n'est point arrêté & qu'il parte aussi tôt, il donnera infailliblement dans l'armée Française.

La petite escadre pour Terreneuve, qui est commandée par le Comodore *Edwards* sur le *Portland*, de 50 canons, est exposée aux mêmes incertitudes.

Il paroît se confirmer que l'Amiral *Arbuthnot* est en effet parti le 29 Mai. Il y a des lettres de Plymouth où on l'a vu passer le 30. S'il a le bonheur de sortir de la Manche avant que M. le Comte d'Orvilliers soit venu en reconnoître l'entrée : le Ministère Anglois se sentira soulagé d'un furieux poids sur l'estomac. Les bâtimens de transport, outre les sept mille hommes de renfort pour New-York, y portent encore tous les équipages, munitions, &c. sans lesquelles l'armée Angloise ne pourroit y faire aucune opération, & seroit plutôt obligée d'évacuer l'Isle de New-York.

Mais on attend une seconde flotte de la Jamaïque trois fois plus nombreuse que celle qui vient de rentrer & qui n'étoit que de vingt-un bâtimens : en outre, comme je l'ai déjà dit, une flotte considérable de Saint Christophe & une seconde de la Barbade, qui devoit partir le 15 Mai, une de la Méditerranée, une de l'Inde, une de Quebec, &c.

Les fonds baissent : on dit ici que c'est

cxxviii. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
d'un coup de la queue du *Budget*. Ils recevront
un coup de massue quand on saura que l'es-
cadre de Brest est sortie.

F I N.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 4 Juin 1779.

VOICI, Monsieur, une autre continuation des débats de cette Session Parlementaire qui pourtant va se terminer, puisque toute l'affaire de l'argent est enfin réglée.

*FIN de la Session du Parlement, depuis le
14 Avril jusqu'au 30.*

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 14 Avril. — L'Imprimeur *William Parker* ayant été arrêté conséquemment aux ordres de la Chambre, donnés sur la demande du Lord *Radnor*, l'Huissier à verge noire en informa la Chambre, pour savoir ce qu'il feroit du prisonnier.

Le Lord *Marchmont* représenta que le Lord *Radnor* n'étant point encore de retour, non plus que le Lord *Abingdon*, qui s'est déclaré défenseur de *Parker*, il convenoit de remettre à un autre jour l'examen de cette affaire. Il est arrêté que ce sera le Lundi 19.

Tome XIV.

CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

On peut se souvenir qu'il s'agit d'une lettre imprimée par *William Parker* dans une gazette du 29 Janvier, qui accuse Milord Sandwich d'avoir détourné des fonds donnés en 1770 pour la Marine, & dont *M. Temple Luttrell* s'est déclaré l'auteur, pour tirer l'Imprimeur d'embarras.

Le Lord *Shelburne* informe la Chambre qu'une rechute empêche le Comte de Bristol d'assister aux assemblées & de mettre sur pied l'enquête qu'il a proposée de l'état de la nation.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 15 Avril. — La Chambre arrête de délibérer en Comité le Mardi 20 sur la gratification qu'il convient d'accorder pour le chanvre importé d'Irlande.

La Chambre en Comité fait quelques modifications au Bill qui permettra que le tabac du crû de l'Irlande soit importé en Angleterre.

M. Turner annonça que dans peu de jours il feroit une motion pour restreindre & régler le pouvoir conféré aux Connétables & Officiers de paix, par le dernier acte, pour recruter les troupes de terre & de marine par le moyen d'enrollemens forcés des gens sans aveu. Il rappella à la Chambre que toutes les fois qu'il avoit été question de ce Bill, il l'avoit déclaré illégal & anti-constitution-

nel, & que probablement c'étoit par cette même maniere de voir, qu'un homme en-
rollé dernièrement dans le Comté de Staf-
ford, s'étoit permis de faire une résistance
pour laquelle il venoit d'être exécuté, comme
meurtrier.

Le Vendredi 16 Avril. — L'Amiral Pigot
propose à la Chambre quatre arrêtés, ten-
dants à établir que son frere le Lord Pigot
est mort le 9 Mai 1777 dans sa prison au-
près de Madras, des suites de la violence
qui lui a été faite par son emprisonnement
du 24 Août 1776, exécuté sur les ordres
des Membres dudit Conseil actuellement à
Londres, savoir, Messieurs *Stratton*, *Brooke*,
Floyer & Mégin.

M. *Stratton* se justifie en produisant les
ordres du Conseil suprême de Bengale, &
en faisant voir que sans la révolution qui
avoit entraîné la mort du Lord Pigot, le
Nabob d'Arcot, dans son ressentiment, se
feroit joint aux Marattes & les auroit aidés
à chasser les Anglois de toute l'Inde — Un
témoin entendu (M. *Dawson*) déclare que
comme on le savoit être l'ami du Lord Pi-
got, le Nabob d'Arcot lui avoit fait faire,
par ses deux fils, l'offre d'environ 40,000 liv.
sterling en pagodes à 7 schelings 3 deniers la
piece, pour qu'il s'absentât un certain jour
du Conseil, dont il étoit aussi membre.

Les quatre projets d'arrêtés ayant été lus

CXXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
chacun deux fois , ils sont agréés , *nemine*
contradicente.

Il fut allégué par le parti contraire que la Direction avoit ordonné une enquête qui devoit déjà être commencée par les soins de M. Rumbold , Gouverneur de Madras. Que jamais les affaires de la Compagnie n'avoient été plus florissantes que depuis cette révolution , ni l'armée en meilleur état , puisqu'elle avoit pû partir pour Pondichery dix jours après les ordres arrivés d'Angleterre , où ils avoient été donnés par la Direction. L'Amiral récrimina au sujet des offres de présens. Il apprit à la Chambre qu'il en avoit été fait de considérables à son frere pour l'arrêter dans l'exécution des ordres de la Direction : qu'on avoit été jusqu'à dire qu'il avoit reçu du Rajah restitué un diamant d'une grande valeur : mais que la fausseté de cette imputation avoit été reconnue à la levée des scellés faite par le nouveau Gouverneur : que son frere étoit mort au contraire très - endetté , & qu'à peine ses effets satisferoient - ils ses créanciers en Angleterre.

Comme cette affaire sera plus d'une fois discutée dans le Parlement , le compte rendu de son origine par l'Amiral Pigot est un morceau intéressant qu'il convient de donner en son entier.

L'Amiral Pigot fit une espèce de détail historique de tout ce qui s'étoit passé d'inté-

ressant depuis la nomination de son frere jusqu'à sa mort. — L'objet principal, dit-il, pour lequel il avoit été envoyé dans l'Inde, étoit de rétablir le Rajah de Tanjore dans ses possessions, dont il avoit été injustement dépouillé par les Employés de la Compagnie, & qui avoient été données au Nabab d'Arcot. L'assemblée des Directeurs lui avoit donné à cet effet les pouvoirs les plus étendus ; ainsi, autant pour se conformer à ses instructions que par l'amour de la justice, il prit les mesures les plus efficaces pour rétablir le Rajah sur son trône.

Muni de ces pouvoirs, & montrant des dispositions si contraires aux sentimens & aux intérêts de plusieurs des Membres du Conseil de Madras ; d'après les avis & les ordres desquels le Rajah avoit été déposé & ses possessions remises au Nabab d'Arcot, il se vit traversé dans presque toutes les occasions ; il s'aperçut qu'il existoit dans l'Inde un pouvoir fort opposé aux vues qu'on avoit à Londres, & il se trouva dans la nécessité de prendre un de ces deux partis, ou de remplir les objets de sa mission, ou de repasser en Europe.

Il donna en conséquence les ordres les plus pressans pour le rétablissement du Prince détrôné ; il requit plusieurs fois le possesseur d'alors, le Nabab d'Arcot, de se conformer à l'esprit, ainsi qu'à la lettre, des injonctions de la Compagnie des Indes.

CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

En cherchant à les exécuter , il ne tarda pas à s'appercevoir qu'il avoit à combattre de très-puissans adversaires qui ne formoient pas moins que la majorité de son propre Conseil. Ils se croyoient engagés vis à vis du Nabab à faire tout ce qui dépendoit d'eux pour l'assister. D'un autre côté, le Nabab se trouvoit dans les environs du siège du Gouvernement (à un mile & demi de Madras), & ses émissaires & amis dans le Conseil & dehors , augmentoient journellement les difficultés qu'avoit à vaincre le Lord Pigot.

Néanmoins , lorsqu'ils virent que le Lord étoit inexorable : que ni les menaces ne pouvoient l'intimider , ni la corruption l'empêcher de remplir fidèlement ses devoirs , on fit naître un incident , qui , à la vérité , ne pouvoit pas empêcher le Rajah déposé d'être rétabli , mais qui rendoit presque nul son rétablissement. Plusieurs Membres du Conseil prétendirent qu'ils avoient prêté une somme très-considérable au Nabab , hypothéquée sur les revenus de Tanjore , laquelle somme se montoit à deux ou trois cent mille livres , dont une grande partie étoit due à un M. Binfield ; & ils prétendirent que les possessions du Rajah devoient leur répondre des sommes par eux avancées.

Ce fut une nouvelle source de diversité d'opinions , de fréquentes contradictions & d'altercations , jusqu'à ce qu'enfin le Conseil étant convaincu que le Lord Pigot étoit dé-

terminé à rendre une ample & efficace justice au Rajah , forma une conspiration pour effectuer par la force ce qu'il n'avoit pu faire d'une autre maniere.

L'Amiral dit que Messieurs Stratton , Flo-
yer , Macky , Brooke , Meggins & le Colo-
nel James Stuart , après s'être murement
consulté entr'eux , avoient décidé le 23 Août
1776 de faire arrêter le Lord Pigot le len-
demain , lorsqu'il se rendroit au Mont. En
conséquence , le 24 Août , pendant qu'il fai-
soit route avec le Colonel Stuart dans une
chaise , il fut arrêté brusquement par un
corps de Cypaïes , posté pour cet effet sur
son passage. Aussi-tôt que la voiture fut ar-
rêtée , le Colonel Stuart s'adressa au Lord
Pigot dans les termes suivans : » Vous êtes
mon prisonnier , Mylord ; j'ai les ordres à
cet effet , & il faut que vous me suiviez. «
Le Lord avoit invité le Colonel à dîner
avec lui à une heure fixe , & il lui avoit
donné sa montre afin qu'il pût être exact. Le
Colonel étant indisposé , le Lord Pigot l'a-
voit pris dans sa propre chaise. L'Amiral
informa le Comité , que le Lord Pigot
étant en route avoit été rencontré par le
Colonel Eddington , qui , après s'être appro-
ché de la chaise , tira son épée , & appella à
lui les Cypaïes ; que le Colonel Lyfaght
fortant précipitamment avec un détachement
de Cypaïes de derriere quelques arbres , &
tenant un pistolet à la main , s'avança vers

CXXXV] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
la chaise, & dit au Lord qu'il étoit son prisonnier.

L'Amiral entra ensuite dans une infinité de détails, relativement au Lord son frere pendant son emprisonnement, dans la maison de campagne appelée le *Mount*, & éloignée d'environ neuf miles de Madras, où il fut gardé jusqu'au 9 Mai suivant, jour de son décès, par quatre cens soldats d'Artillerie, & un détachement de Cavalerie Noire; & pour empêcher toute communication avec lui, ou qu'on entreprît de lui rendre son Gouvernement, on avoit fait savoir publiquement que s'il se commettoit quelque acte de violence pour cet effet, la Vie du Lord répondroit de l'événement; en un mot, qu'on le feroit mourir à la plus légère apparence d'émeute.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 19 Avril. — Le Lord *Abingdon* fit de fortes représentations à la Chambre sur l'emprisonnement de l'Imprimeur *Parker* fait illégalement, puisque la Chambre avoit été prévenue par lui d'une motion aux fins de révoquer cet ordre, ce qui devoit le suspendre. Après quelques autres observations sur ce qu'on avoit employé la ruse, moyen peu convenable à la dignité de la Chambre, pour l'arrêter, & violé le sanctuaire d'un Tribunal où il avoit été appelé pour une autre affaire,

le Lord conclut à ce que Parker fût élargi.

La motion fut rejetée par le moyen de la question préalable; & les allégations du Lord furent combattues même par le Duc de Richmond, qui ne les trouva point fondées. 49 contre 13 pour la question préalable, 49 contre 5 pour le fonds.

Nouvelle tentative du Lord *Abington* sous le prétexte que la Chambre a trop étendu sa prérogative, & qu'il n'est point dans l'esprit de la constitution qu'Elle soit Juge & Partie.

Cette question amena de nouvelles discussions, d'où il résulta que par une pluralité de 24, savoir 40 contre 16, Parker fut envoyé à la prison neuve (hors des franchises de la Cité) pour ne s'être point présenté à la Chambre, lorsqu'elle l'avoit mandé. Le tems de sa détention ne fut point limité. — Le Prisonnier s'étoit avancé jusqu'à la Barre en se traînant sur ses genoux, & il avoit supplié la Chambre de considérer qu'en sa qualité d'Anglois, né libre, il avoit droit de réclamer contre la violence qu'on lui faisoit : qu'il demandoit à être jugé par ses Pairs : qu'il espéroit que la Chambre se rappelleroit que l'objet de son institution étoit de conserver les droits & les privilèges des Sujets Anglois & des Citoyens de Londres, & qu'il n'y en avoit pas un seul qui ne fût persuadé, comme il l'avoit été lui-même, qu'il n'étoit point tenu à obéir aux ordres de la Chambre. On n'eut aucun égard à ses représentations.

Chambre des Communes.

Le Lundi 19 Avril. — Motion de *M. Fox* conséquente à celles des 3, 8 & 22 Mars, pour faire retirer au Lord Sandwich la conduite des affaires navales. Il prétendit que si chaque grief séparément n'avoit pu décider la Chambre à faire cette demande au Roi, elle le devoit faire sur la considération du corps des griefs pris ensemble. Il est inutile de les répéter : ils ont été rédits tant de fois ! *M. Fox* appuya sa motion de l'exemple de ce qui s'est passé pour l'expulsion de *M. Wilkes* du précédent Parlement. Il n'y eut de nouveau dans ses griefs que l'imputation d'injustice & d'irrégularité relativement aux deux Conseils de guerre. Il reprocha aussi à ce Ministre, que par ses intrigues l'Amiral Keppel & l'Amiral Howe étoient bannis du service de leur patrie.

Le Lord *Sandwich* fut défendu par le Lord *Mulgrave*, l'un des Membres de l'Amirauté, & par le Lord *North*. Ils lui prodiguèrent les plus grands éloges pour la supériorité qu'il est parvenu à donner à la Marine d'Angleterre sur la Marine de France : sur l'attention qu'il eut, en prenant le ministère, de mettre une abondante provision de bois, tiré soudain de l'Etranger ; & de déconcerter les projets des gens qui en faisoient des affaires, & qui s'arrangeoient toujours de manière qu'on

n'en pouvoit point avoir pour plus de six mois : sur ce qu'actuellement, malgré les trois incendies que la Marine a essuyés, il y a du bois, &c. amassé pour trois ans.

Le Lord *North* blâma hautement les Amiraux qui ont signé un Mémoire pour empêcher la tenue du premier Conseil de Guerre, ce qui auroit établi l'impossibilité de juger un Commandant en chef.

L'Amiral *Keppel* soutint en réponse, que dans un Pays libre le droit de représentation étoit ouvert à tout le monde.

Le Gouverneur *Johnstone* blâma l'Amirauté de ce qu'elle n'avoit eu que vingt vaisseaux à donner à M. *Keppel*, mais il la loua de l'avoir fait sortir. Il applaudit à la censure faite par Mylord *North* du Mémoire des Amiraux ; & appuya de cette anecdote, celle qu'il fit du refus de M. *Keppel* & de Milord *Howe* de prendre du service : » Le Chevalier *Edouard Hawke* & l'Amiral *Holbourne* s'aviserent, sous le ministère du Lord *Anson*, de parler de donner leurs démissions, pour quelque mécontentement. Le Lord *Anson* les pria de prendre quelque tems pour y songer. Il leur déclara que s'ils persistoient à refuser de servir, il les feroit passer par un Conseil de guerre, en les accusant de ce refus comme d'un crime capital. «

La motion de M. *Fox* fut rejetée par 224 voix contre 118 : pluralité 106.

M. *Fox* parut n'estimer que très-peu la prise

CXL AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de Pondichéry & celle de Sainte Lucie , ainsi que les progrès de l'armée angloise dans la Géorgie , dont le Colonel Campbell venoit d'apporter la nouvelle. Il déclara n'y voir que les mauvaises intentions d'un Ministère toujours occupé d'éloigner les moyens de conciliation ; cependant il convint que depuis quelque tems Mylord North paroissoit moins ferme qu'au commencement de la session dans la résolution de pousser la guerre d'Amérique avec la dernière vigueur.

M. James Grenville prouva par de curieux détails , qu'avec deux fois plus de dépense , le Ministère n'avoit en 1778 qu'une Marine très-inférieure à ce qu'elle étoit en 1756.

Il est arrêté que le Chevalier Guy Carleton , le Lord Balcarras , & le Lieutenant-Colonel Kingston , paroîtront devant la Chambre le Jeudi 22 , pour être examinés sur les dernières campagnes en Amérique.

De plus , qu'il sera envoyé un message aux Pairs , pour qu'ils permettent au Comte de Harrington (ci-devant Lord Petersham) de comparoir de même devant la Chambre , & pour le même objet.

[N. B. Tout ce qui a été dit dans la Chambre sur cette affaire , consiste en interrogats , & en observations qui servent à éclaircir les points obscurs & douteux de la conduite des Généraux en Amérique dans les dernières campagnes. Le Rédacteur du présent Recueil réserve toutes ces discussions.

pour en employer la substance dans le Journal Chronologique des Affaires de l'Amérique, où une seule phrase, & même un seul mot, placé à côté de l'événement, sera bien plus utile à l'Histoire, que si on déduisoit ici ces débats dans toute leur longueur. Il est sensible qu'ils ne sont aussi longs, que parce qu'il a fallu rapporter les faits & les circonstances, ce qui devient inutile, dans le cours de la narration. On auroit souhaité pouvoir en faire de même des lettres, mémoires & pièces produites au Parlement, pour l'instruire de l'affaire des frères Howe. Cela ne se pourra que pour les pièces d'Amérique postérieures au 3 Septembre, & celles d'Europe postérieures au 20 Octobre 1776. Les précédentes, depuis 1775 jusqu'à ces dates, feront un Recueil distinct, qu'on pourra faire relier séparément, & placer en tête du Recueil. ;

Chambre des Pairs.

Le Mardi 20 Avril. — Reprise de l'affaire de l'Hôpital de Greenwich. Il est prouvé qu'il s'est fait quelque gain illicite sur les toiles destinées aux chemises & aux draps des Pensionnaires, quant à l'ampleur & à la qualité. Les pièces de toile de Russie de trente aulnes, répondant à trente-sept verges & demi angloises, devoient ne faire que quinze paires de draps : on étoit dans l'usage d'en faire seize. Les chemises n'étoient que de trois verges un quart, au lieu de trois

cxlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

verges & demie. — Sur la viande, on ne donnoit què quatorze onces par homme au lieu d'une livre allouée par les Réglemens.

Un témoin entendu sur les menaces employées pour détourner les Pensionnaires de prendre parti pour l'homme qui déplaisoit aux Ministres, ne demandoit pas mieux que de donner à cet égard à la Chambre les preuves les plus claires de l'abus que le Lord Sandwich avoit fait de son autorité; mais le parti ministériel fit décider par les Juges que ce témoin ne parlant que d'après le dire d'un tiers, sa déposition ne pouvoit pas être reçue. — Le Lord *Denbigh* s'étant avisé d'adresser la parole tout bas à ce témoin, pour l'arrêter dans le cours de ses imputations contre le Lord Sandwich, il fut vivement censuré par le Duc de Richmond, qui mit le Chancelier dans le cas de rappeler au Lord *Denbigh*, que la règle étoit de faire passer par le Président de la Chambre tout ce qu'on pouvoit avoir à dire à un déposant. Le nombre des voix favorables au Lord Sandwich, sur divers points de cette discussion, fut 46 contre 19; 44 contre 15; 46 contre 16.

Chambre des Communes.

Le Mardi 20 Avril. — Affaire du Bill pour l'adoucissement du sort des Ministres & Maîtres d'Ecole non conformistes. — Sur une représentation de l'Université d'Oxford, My-

lord North propose d'y ajouter une clause , suivant laquelle « ne seront admis à profiter de la loi , que ceux qui auront prouvé qu'ils sont Chrétiens , & reconnoissent comme non conformistes protestans la vérité des saintes Ecritures. » Il éprouva quelque opposition sur la connoissance que le Magistrat auroit droit de prendre de la foi de chacun ; mais la modification passa ainsi : 88 contre 58.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 21 Avril. — Le Comte Shelburne annonce que le Vendredi 23 , le Comte de Bristol fera sa motion sur l'Etat de la marine.

L'affaire de l'Hôpital de Gréenwich , après quelques éclaircissémens sur les vexations éprouvées par le ci-devant Lieutenant-Gouverneur , est renvoyée au Lundi 3 Mai.

Le Lord Abingdon demande , que l'Imprimeur Parker soit retiré de la nouvelle prison , pour être transféré à celle de Newgate. Il produit une lettre où ce malheureux se plaint d'être renfermé dans une prison dégoûtante & mal-saine parmi des criminels. Le Duc de Bolton sollicite l'humanité de la Chambre en faveur de Parker , pour obtenir son élargissement. Il est appuyé par plusieurs Lords , qui représentent que s'il meurt de maladie ou de chagrin dans sa prison , la Chambre aura à se reprocher sa mort. Le

cxliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Lord Radnor & le Lord Onslow soutiennent qu'on ne doit avoir pour lui aucune pitié, s'il n'adresse point à la Chambre une lettre d'excuses, sur sa conduite passée. — Le Lord Abingdon répond qu'il lui conseilleroit plutôt de se laisser mourir, pour soutenir les droits & les privilèges de ses Concitoyens. » Par D... dit ce Lord en élevant la voix, je ne dis que ce que je pense dans le fond de mon cœur, & je suis si loin de croire que la Chambre montre quelque humanité à l'égard de ce malheureux, que je la juge coupable de la plus atroce tyrannie. »

La motion pour élargir Parker fut rejetée par 28 contre 12 : celle pour le changer de prison, sans aller aux voix.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 21 Avril. — Le Secrétaire de la guerre propose à la Chambre en Comité pour le subside, qu'il soit octroyé une somme de six mille deux cent quarante-six livres, pour enrégimenter quelques Compagnies de Dragons Légers déjà levées, & attachées aux Dragons des Gardes, mais qui étant réunies & augmentées de 12 hommes, formeroient trois Régimens de 411 hommes, sans autre dépense nouvelle que pour un Etat-Major, d'autant qu'elles ont déjà leurs Officiers. — Cette motion passa, sans aller aux voix.

Le

Le Jeudi 22 Avril. — La Chambre approuve le rapport concernant les Compagnies détachées des Dragons des Gardes, & la dépense, dans laquelle sera compris celle qui est nécessaire pour porter pareillement à 411 hommes chacun des Régimens d'Elliot & de Burgoyne.

De plus, le rapport pour octroyer 4113 livres, qui serviront à augmenter un Corps de Royal Montagnards émigrans actuellement en Amérique.

La Chambre s'étant formée en Comité pour examiner les papiers d'Amérique; savoir, la correspondance officielle avec le Commandant en chef en Amérique; le Chevalier William Howe se leva, & après quelques observations préliminaires, il exposa ce qu'il avoit entrepris de prouver au Comité & à son Pays. — Il dit que dans la conduite de la guerre d'Amérique, il n'avoit rien omis, soit pour la *consultation*, soit pour l'*exécution*, qu'il avoit constamment & fidèlement informé le Ministre chargé du département de l'Amérique de l'état de ce Pays & de celui de sa propre armée; qu'il avoit vivement & constamment présenté la nécessité de renforcer l'armée Royale, pour effectuer l'objet qu'on avoit en vue, & mettre à exécution le plan de la guerre; qu'il n'avoit jamais négligé ni perdu de vue ces objets, & qu'il ne s'étoit point écarté de ce plan ou des devoirs que lui prescrivait la nature du service militaire:

CXLVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'il n'avoit jamais induit le Ministre à croire , ni mandé qu'une campagne suffisoit pour terminer la guerre d'Amérique. — Qu'on pouvoit avoir fait quelques fautes dans la conduite d'une guerre aussi étendue , aussi difficile & aussi compliquée , & d'un genre aussi nouveau ; mais qu'il comptoit assez sur le témoignage de sa conscience & sur la justice du Comité & de son Pays, pour être persuadé qu'on ne lui imputerait aucune négligence dans la poursuite des intérêts de la cause publique. — Qu'il n'avoit laissé échapper aucune occasion de tirer parti de ses connoissances militaires & civiles pour servir son pays. — Que dans la partie militaire, il avoit poursuivi chaque entreprise, jusqu'au point où l'avantage possible lui avoit paru proportionné au désavantage ou au danger qu'auroit entraîné quelque échec essuyé par l'armée royale ou quelque diminution essentielle dans ses forces, recevant surtout aussi peu de renforts & de provisions d'Angleterre , — & que par rapport à la partie civile de son commandement, qui , quoi que puissent dire ses calomniateurs, n'étoit à aucuns égards incompatible avec les opérations militaires les plus actives, son frere & lui avoient strictement rempli leur commission , toute imparfaite & limitée qu'elle fût.

Il finit par sommer chaque Membre de la Chambre, ou toute autre personne, de for-

mer quelque accusation contre lui ; & enfin il proposa d'exposer lui-même les faits , pour que l'enquête fût commencée , & que le Lord Cornwallis fût appelé pour être examiné.

Le Lord North objecta d'après les formes parlementaires , que les témoins mandés pour être interrogés sur les papiers ne pouvoient être examinés qu'après que cette même lecture auroit été faite. Quant à la sommation faite par le Général à la Chambre ou au Public , ou à quelque personne que ce soit , de former une accusation contre lui , il ne pouvoit former ou suggérer aucune imputation ; que dans la connoissance qu'il avoit prise officiellement des papiers , il ne lui étoit jamais venu à l'idée qu'il y eût aucun fondement quelconque pour une enquête ou imputation.

Après quelques pour - parlens sur la forme qui devoit être observée dans les opérations du Comité , le Greffier commença la lecture des lettres contenant les instructions , &c. du Lord George Germaine au Général Howe , & la continua jusqu'à neuf heures & demie. Le Comité remit cette lecture au Mercredi 28 , jour auquel la Chambre s'ajourna.

[C'EST le Recueil de ces papiers que nous ne tarderons pas à donner , ainsi que nous l'avons annoncé , en cahiers séparés , jusqu'aux dates des 3 Septembre & 24 Octobre 1776 , & ensuite dans l'ordre chrono-

CXLVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

logique du Journal depuis cette date jusqu'à la fin de la Collection ; c'est-à-dire , jusqu'au retour des freres Howe en Europe. Nous entremêlerons dans cette seconde partie tous les faits , dates & observations intéressantes que l'enquête parlementaire aura fait produire ; & en conséquence il n'en sera point question dans la suite de l'Histoire de la présente session ; & nous nous contenterons de rapporter les motions , & le nombre de voix sur lequel elles auront été admises ou rejetées.]

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 23 Avril. — Nous voici à la fameuse motion du Lord Bristol , pour que le Roi fût supplié de retirer la place de premier Lord de l'Amirauté & la séance dans le Conseil privé au Lord Sandwich. Après des débats très longs , elle fut rejetée par une pluralité de plus de moitié : 88 contre 39.

Le Lord Chancelier a observé que dans ces débats , il n'avoit pas été avancé une seule assertion par un des deux partis qui n'eût été contredite par l'autre. Ce seroit donc faire perdre le tems des lecteurs que de leur mettre sous les yeux d'anciens comptes de dépenses & dénombremens de vaisseaux dont la vérité n'est allouée ni d'une part ni de l'autre , ainsi que des états des Marines de France & d'Espagne , sur lesquelles

il est plus que probable que tous deux ont des notions peu justes. — D'ailleurs la protestation du Comte de Bristol & des Lords de son parti, de laquelle nous donnerons une copie, récapitule toutes les assertions de l'Opposition, qui sont ce qu'il y a de plus intéressant à savoir, quoiqu'on puisse y reconnoître ce qui a été déjà allégué nombre de fois dans les deux Chambres contre le Ministère en général & contre Milord Sandwich en particulier. Voici les traits qui nous ont paru les plus remarquables. Milord Bristol a déclaré qu'il n'insistoit pas aujourd'hui sur le renvoi de tous les Ministres actuels, ne doutant point qu'avant peu le Roi ne s'y vît forcé : qu'il ne demandoit que celui du Lord Sandwich, sans prétendre lui faire infliger aucune punition, vû que ce seroit l'affaire du Parlement, qui avoit divers moyens pour lui faire son procès.

Milord *Sandwich*, dans le compte qu'il a rendu de sa conduite, a allégué que dans les tems où on prétendoit que la marine étoit supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, le nombre des vaisseaux de 74 canons, & en général de fortes dimensions étoit moins considérable. Il s'est excusé, quant aux consommations, sur trois incendies que la marine a soufferts, dont deux à Portsmouth & un à Chatham. Il a assuré qu'actuellement la marine étoit mieux approvisionnée qu'à l'époque où le Lord Hawke s'étoit retiré de

c1 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la place de chef de l'Amirauté. Au lieu de treize mille voitures (chaque voiture pèse deux mille) de bois, ce qui ne répond qu'à six ou sept mois de consommation, il y en a à présent soixante-douze mille voitures, ou pour trois ans : du chanvre pour cinq années, & des autres provisions en général, comme fer, poix, goudron & mâts, pour trois ans, sans compter des marchés faits pour trois autres années, & plusieurs milliers de tonneaux envoyés aux escadres dans leurs respectives stations. — Il expliqua de quelle manière les monopoleurs tenoient le Ministère dans leur dépendance pour la fourniture des bois, & se prévalut de l'en avoir affranchie.

Il parla encore du doute où avoit été le Ministère sur la destination du Comte d'Estaing, & qui n'avoit cessé qu'après sa sortie du Détroit de Gibraltar. — Sur la première rentrée de l'Amiral Keppel, il déclara ne prétendre point le condamner, puisque ses instructions portoient de revenir s'il trouvoit l'ennemi plus fort que lui, mais il observa que l'Amiral Hawke avoit désobéi en pareille occasion. Ses ordres portoient de ne croiser que quinze jours s'il se jugeoit le plus foible ; & quand il revenoit, après avoir passé ce terme, il répondoit qu'une petite supériorité ne lui avoit pas fait peur. Cette allégation du Ministre étoit relative au nombre des vaisseaux qui se trouvoient en état dans Brest, lorsque l'Amiral Keppel eût pris les frégates

la *Licorn* & la *Pallas*; on fait que le parti Ministériel soutint qu'il étoit moindre de plusieurs vaisseaux que ne le prétend cet Amiral. Milord Sandwich convint pour la première fois que ce nombre des vaisseaux françois armés dans Brest, pouvoit être de vingt-quatre ou vingt-cinq, & par cet aveu, il donna un démenti à Milord North qui avoit affirmé dans l'autre Chambre qu'il n'étoit que de dix sept ou dix-huit. — Il se justifia encore par les pertes que la marine a supportées depuis que la guerre est commencée avec l'Amérique. Cinquante-huit de ces vaisseaux de guerre de tous rangs, ont péri ou ont été pris, & dans ce nombre deux vaisseaux de ligne (le *Somersét* & l'*Augusta*).

Sur le reproche fait au Ministère par le parti de Keppel, que l'escadre Française avoit remis à la mer après l'affaire du 27 Juillet, dix jours plutôt que l'escadre Angloise, il répondit que c'étoit bien une preuve que l'escadre Angloise avoit été plus maltraitée & plus battue que celle des François, ce qui est en effet l'opinion de toute l'Europe, quoique l'Opposition se soit soulevée contre cet aveu, que la force de la vérité a arraché à Milord Sandwich, & qu'elle se soit écriée que lui seul au monde pouvoit dire pareille chose.

Le Lord *Bristol* soutint au Ministre qu'il n'existoit point de preuve de ces abondantes provisions dont il parloit, mais que personne

clij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ne pouvoit ignorer qu'elles avoient manqué en Juillet 1777 dans tous les articles & de la maniere la plus scandaleuse: que le Lord étoit resté dans la plus grande disette de tout: que cette disette avoit fait retarder de plusieurs semaines le départ de Byron: que la *Victoire* (a), le propre vaisseau de Keppel, n'avoit pu sortir qu'avec des mâts jumelés: qu'aujourd'hui encore (23 Avril 1779) elle n'a point les mâts qui lui conviennent: que tous les gros vaisseaux n'ont des mâts que de piece & de morceaux. Qu'on n'a ni le nombre ni l'espece de matelots nécessaires: qu'ils sont mal disciplinés, mal commandés: qu'il n'y a point assez d'Officiers subalternes: ce qui fait que chaque Officier est continuellement détourné du devoir propre à son grade: que les matelots manquent de vêtemens ainsi que de provisions: que c'étoit le tableau que l'Amiral Harland avoit fait du vaisseau le *Queen* dans l'affaire du 27 Juillet (on peut se souvenir que Milord Bristol avoit refusé de monter ce vaisseau, le jugeant trop mal armé & équipé: c'est ce qu'il n'a pas manqué de rappeler à la Chambre.)

Le Lord *Littleton*, qui vient de quitter les drapeaux du Ministère pour prendre parti

(a) La *Victoire* vient d'essuyer une avarie à Spithead: un bâtiment de transport l'a abordée & lui a enfoncée quelques côtes. Il a fallu la remettre au bassin (4 Juin 1779).

une seconde fois sous ceux de l'Opposition , déclara qu'il vouloit avoir son franc parler , coûte qui coûte : qu'il voyoit les affaires de sa nation dans l'état le plus inquiétant , & qu'il lui devenoit impossible de garder le silence , dût-il même s'exposer à perdre ses places : qu'au surplus ce qu'il recevoit d'appointemens n'équivaloit point aux pertes qu'il faisoit comme citoyen par l'anéantissement du crédit , par la diminution du prix des terres , &c.

Le Lord *Shelburne* reprocha aux Ministres que l'Amérique Septentrionale , dans toute son étendue , étoit depuis plusieurs mois sans défense , sans un seul vaisseau de ligne pour en écarter l'ennemi : qu'il voyoit aux Isles vingt-deux vaisseaux de ligne dans l'inaction , & un Amiral (*Byron*) attendant , pour agir , des instructions d'Europe : que l'Isle Sainte Lucie n'est qu'un grand hôpital où languissent cinq mille hommes des meilleures troupes qu'il y ait au monde : que dans la Géorgie le Général *Prevôt* est à-peu-près dans la même situation : que le Général *Clinton* , après avoir long-tems attendu en vain des renforts , a pris le parti de revenir en Angleterre : que les troupes qu'on lui envoie auroient dû être en mer dès les premiers jours de Mars. (elles ne sont parties que le 29 Mai) , qu'elles y arriveront Dieu sait quand , mais bien sûrement trop tard pour y agir avec quelque efficacité cette année , &c. Il parla aussi

cliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de l'indiscipline des équipages sur l'escadre. Le public apprit de la bouche de ce Lord qu'il y avoit eu des soulevemens, dans la campagne dernière, sur chacun des trois vaisseaux Commandans : il finit en disant que le Chevalier Harland avoit reçu des dégoûts en se voyant associer les Amiraux Darby & Digby, & que c'étoit le motif qui l'avoit déterminé à quitter.

L'Opposition en général soutint que l'Angleterre n'ayant aujourd'hui d'autre supériorité sur la France que de neuf vaisseaux, (79 contre 70 ,) l'avantage n'étoit pas suffisant pour la sûreté de l'Angleterre ; & elle rappela au Lord Sandwich, d'après des minutes prises à l'instant même, qu'il avoit déclaré, qu'un *Lord de l'Amirauté* qui n'auroit pas fait en sorte d'avoir une Marine supérieure aux forces réunies de la France & de l'Espagne, méritoit non-seulement de perdre sa place, mais la tête. Le Lord Sandwich eut beau jurer qu'il avoit dit une *Administration*, & non un premier Lord de l'Amirauté, il y eut plus de dix des Lords qui offrirent de le confondre, en lisant leurs minutes toutes uniformes sur ce point.

Le Lord Sandwich dévoila dans cette occasion un des motifs qui ont empêché & qui empêchent encore d'envoyer une escadre angloise dans la Méditerranée. C'est que jusqu'ici, quelque tranquillité que la Cour de Londres ait affecté d'avoir sur les dispositions de l'Espagne, elle n'a pas été un moment sans

appréhension que cette Puissance ne prît un parti contraire à ce qu'elle avoit intérêt de souhaiter, & qu'en conséquence elle auroit cru exposer à une perte certaine une escadre angloise qu'on auroit envoyée dans la Méditerranée, si l'Espagne s'étoit jointe soudain à la France, ainsi que sans doute elle a toujours laissé quelque sujet à l'Angleterre de le craindre, nonobstant tout ce qu'il a pu convenir aux Ministres Anglois de publier de ses ouvertures, de ses déclarations & de la prétendue horreur qu'elle avoit de la *perfidie* de la France.

Le Lord *Stormont* sentit qu'on s'expliquoit avec trop de naïveté sur les doutes fondés que donnoit la conduite de l'Espagne, & il se leva pour prier tant les Lords du Ministère, que ceux du parti contraire d'être plus réservés dans ce qu'ils diroient d'une Puissance qu'ils avoient tant d'intérêt de ménager.

SUIVANT le *Courier de l'Europe*, (je vais dire tout-à-l'heure pourquoi je cite de préférence cette Gazette,) il prodigua les éloges les plus flatteurs à l'Espagne, sur sa *bonne foi*, sur sa *droiture*, sur son *strict honneur*, sur sa *sage politique*, & il ravala d'autant les qualités morales du Ministère de France, même jusqu'à y faire servir l'organe de la Cour de Madrid qui, dit-il, avoit donné à l'Angleterre toutes les assurances possibles qu'elle ne prendroit point part à ses contestations actuelles avec la France à raison de la *perfidie*

sans exemple de cette dernière Puissance. Il prit aussi sur lui de tracer à la France un autre plan de *perfidie* que celui qu'il prétend qu'elle a suivi, un plan plus raffiné, (plus Ecoffois, diroit un Américain.) Il parla de protestations d'amitié, de promesses de neutralité faites par la France, de vœux qu'elle se feroit dit former pour le succès des armes britanniques, tandis qu'elle fournissoit secrètement des secours aux Colonies rebelles. Il assura (toujours suivant le même Editeur) que la puissance navale de la France, aujourd'hui si imposante, n'est qu'un vain phantôme, une ombre, qui avoit fait illusion quelques instans, mais dont le moment étoit passé; & il finit en donnant des éloges aux talens rares du Modérateur de cette ombre, à la profonde connoissance qu'il a de ses devoirs, à-peu-près dans les mêmes expressions qu'il venoit d'employer pour consoler Mylord Sandwich des atteintes portées à son honneur & à sa capacité.

Je viens de copier le Courier de l'Europe, sinon littéralement, ce qui eût été trop long, au moins en substance, & scrupuleusement suivant la valeur de chaque idée. Chacun en lisant ce morceau, se sera senti échauffé de la même indignation dont on a été saisi lorsqu'on l'a lu pour la première fois dans le Courier de l'Europe. Pour moi qui avois vû le discours du Lord Stormont dans les meilleures Gazettes Angloises, on peut juger

combien j'ai été encore plus révolté lorsqu'un ami m'a prié de lire ce même morceau dans le *Courier de l'Europe*, & de m'assurer en le collationnant sur le texte anglois, s'il étoit bien fidèlement traduit. » Il n'y a pas un mot de cela, me suis-je écrié : tout ceci est une fiction, « & aussi-tôt pieces en main. C'est le *Gazetter*, la plus ample des Gazettes, & la plus exacte pour les débats : celui du 27 Avril.

Mylord Stormont y dit expressément : » qu'il voit avec peine tout ce qui passe dans les Gazettes Angloises des débats des Lords, surtout lorsque l'animosité y a fait lâcher quelque expression indiscrete contre la Cour de France ou contre son Souverain, ce qui a peut-être plus qu'aucune autre cause contribué au fâcheux état où en sont les choses. « — En vérité cette maniere de s'exprimer du Lord Stormont sur la Cour de France ne ressemble guere à celle qui est rapportée dans le *Courier de l'Europe*.

Le *Gazetteer*, il est vrai, lui fait dire ailleurs, » qu'une honnête simplicité est la meilleure politique : que le principe contraire est aussi dangereux qu'il est vicieux : que la politique de la France a été mal avisée & mauvaise : qu'elle a agi d'abord avec dissimulation & qu'en persévérant dans cette conduite, elle compromet sa gloire, & marche à sa destruction & à sa ruine. « Voilà tout ce que ce Lord paroît s'être permis de plus fort contre la France : mais ce n'est point là avoir

reproché au Ministère François de la duplicité, de la perfidie, des protestations trompeuses, & jusqu'à des vœux pour le succès de son éternel ennemi. Ce n'est point en avoir mis l'odieuse & injuste imputation dans la bouche de l'Espagne, envers une Puissance son étroite alliée par le sang, comme par les traités. C'est tout au plus se plaindre d'un manque de confiance, d'une réserve, dont assurément la France, en traitant avec l'Angleterre toujours entreprenante, toujours injuste, n'a jamais dû se départir. C'est lui reprocher de n'avoir pas mis le Ministère Anglois dans son secret, de ne l'avoir pas prévenu par des ouvertures d'amitié & de confiance, que la France doit, sans doute, à l'Espagne, mais que l'Angleterre n'a pas le droit de prétendre de sa part.

Cette simplicité honnête, que Mylord Stormont regarde comme le plus sûr principe de la politique, il la verroit s'il n'étoit point préoccupé par une partialité plus que nationale, je veux dire son affinité avec le principal Ministre en place : il l'admireroit dans la maniere grande & généreuse dont Louis XVI a déclaré qu'il soutiendrait l'indépendance des Américains, si naturelle, si nécessaire dans l'ordre général, quelque ait pu être à ce sujet l'aveuglement du Ministère Anglois qui l'a provoquée. Quant aux conséquences qui en résulteront pour la France, c'est ce qui passe la sphere de Mylord Stormont. Ses conjectures & l'événement pourront n'avoir rien

qui se ressemble : mais au moins en les hasardant, si fâcheuses qu'il les suppose, il n'a dit aucune des impertinences que lui prête le Courier de l'Europe, il n'a point faussé la maxime honnête & sensée qu'il a cherché à établir, qu'on ne doit point se permettre d'offenser la France ni son Souverain, dans des débats parlementaires, qui passent à l'impres-
sion, & se lisent par-tout ; maxime par laquelle il fait la censure du feu Lord Suffolk & de Mylord Sandwich lui-même, qui est au contraire adulé par Mylord Stormont dans l'Edition du Courier de l'Europe.

Non content de m'être assuré que tout ce morceau du Courier de l'Europe n'étoit dans aucune des Gazettes Angloises que j'avois lues, j'ai voulu avoir l'avis d'un homme d'esprit très-instruit & très-assidu à la lecture des Gazettes. Je lui ai demandé s'il connoissoit quelque édition angloise du discours de Mylord Stormont, où on l'eût fait parler ainsi. Voici quelle a été sa réponse, que je traduis ici mot à mot. » Vos soupçons sur le Courier de l'Europe me paroissent bien fondés : & je crois que tout ce qui y est rapporté du discours de Mylord Stormont est sorti de la cervelle du Traducteur Ecoffois. « Je ne fais point si la personne chargée de fournir au Courier de l'Europe des matériaux pour la rédaction des débats, (v. le Courier p. 276, note,) est ou non un Ecoffois, mais tout le monde dira avec moi que celui qui se qualifie Rédacteur du Courier de l'Europe, devoit un

clx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

peu plus surveiller son Traducteur, quant à la fidélité à laquelle il paroît avoir manqué ici très-grossièrement, & quant à l'exactitude, qui n'est pas non plus son fort. Il est sensible que s'il continue à nous donner ses rêveries ou ses (a) bévues pour les opinions & les sentimens des Sénateurs Anglois, il fera tomber son papier dans le dernier discrédit. J'aurois voulu de tout mon cœur faire passer en secret au Rédacteur du Courier de l'Europe cet avis salutaire : mais on m'a fait voir qu'il convenoit de le rendre public, pour l'honneur même de Mylord Stormont, qui a laissé à Paris une réputation chere aux lettres & à toutes les classes estimables de la Société; ainsi que pour effacer le souvenir d'une atroce calomnie contre l'Espagne, & pour qu'il ne reste point sur le compte d'un Ministre zélé, vertueux & sage, des éloges qui lui seroient communs avec Mylord Sandwich, pour qui ils ont plutôt l'air d'être un *perstiflage* qu'un compliment. — Je finis par observer que j'ai pris dans le *Gazetteer* la traduction que j'ai opposée à celle du Courier de l'Europe. Or ce *Gazetteer* est un des papiers que le Courier de l'Europe consulte, & où il prend communément ses extraits des débats; il vient de lui fournir encore celui du discours de M. Burke, sur le troi-

(a) On en fera voir deux bien singulieres avant de terminer cette lettre.

sieme Budget dans la séance du 31 Mai. Pourquoi ne l'a-t-il point copiée pour le discours de Mylord Stormont, comme il le copie pour les autres? Cette conduite est certainement très - suspecte : même quand il pourroit produire une Gazette angloise d'où il auroit tiré ce discours tel qu'il nous l'a donné, puisque l'édition du Gazettéer, qui en différoit si essentiellement, devoit l'avertir de s'en défier, & lui faire soupçonner de l'imposture.]

Voici la protestation que vingt-cinq Pairs remirent dès le même jour contre la décision de la pluralité, & les motifs que Milord Bristol y ajouta deux jours après.

D'AVIS différent : par les raisons suivantes : comme il convient absolument à ce grand Conseil de la nation de s'adresser à Sa Majesté pour demander l'éloignement d'un Ministre à raison de négligence dans son devoir ou d'incapacité, à fin de prévenir par là le préjudice qui en résulteroit pour le public, nous jugeons que la notoriété des faits, mentionnés dans les débats de ce jour, autorise suffisamment cette interposition & qu'elle est même hautement requise par la présente situation allarmante des affaires publiques.

Signé.

Abingdon, Courtenay, Craven, King,
Fortescue, Spencer, Ferrers, Manchester,
Tome XIV. 1

clxij A FFAIRES DE L'ANGLETERRE

Rockingham , Bristol , Scarborough , Radnor , Vycombe , Bolton , Harcourt , Grafton , Fitz - William , Richmond , Stamford , Effingham , Portland , Cambden , Egremon't , Pembroke , de Ferrars.

Voici la protestation particuliere du Lord Bristol.

Parce qu'ayant fait la motion à laquelle la protestation ci-dessus est relative , je crois être de mon devoir d'instruire la postérité des motifs particuliers qui m'ont porté à la faire.

1.^o Parce qu'il a été accordé depuis l'année 1771 une somme de 6,917,872 liv. sterl. 5 shellings, & un quart de denier pour le département naval de plus qu'il n'a été accordé dans un nombre égal d'années, depuis 1751 jusqu'en 1759 pour l'usage de la marine , quoique dans ce période de tems nous ayons eu quatre années de guerre avec la France.

2.^o Parce qu'il est constaté que la marine Angloise est au-dessous de l'état où elle se trouvoit en 1771, lorsque le premier Commissaire actuel fut placé à la tête de l'Amirauté , nonobstant les sommes immenses accordées depuis ce tems pour le maintien & l'accroissement de ce département.

3.^o Parce qu'il paroît qu'après avoir reçu des informations réitérées , comme l'on convient de les avoir reçues depuis le 3 Janvier 1778 jusqu'au 27 Avril suivant,

touchant l'équipement & les progrès de l'escadre de Toulon, jusqu'à ce qu'elle fit voile le 13 Avril 1778, c'étoit exposer la flotte ainsi que l'armée de l'Angleterre, employée alors en Amérique, à des forces Françoises grandement supérieures, que de n'avoir pas envoyé une escadre dans la Méditerranée pour veiller aux mouvemens de cette escadre Françoisse & pour tâcher de lui intercepter le passage du Détroit : ainsi que de n'avoir pas envoyé de renfort au Vice-Amiral Lord Howe, ou même de n'avoir pas dépêché le Vice Amiral Byron avant le 9 Juin 1778.

4°. Parce qu'il paroît que l'envoi de l'Amiral Keppel à la hauteur de Brest le 13 Juin avec vingt vaisseaux de ligne, tandis que les Seigneurs de l'Amirauté savoient ou du moins devoient savoir, que la flotte Françoisse qui se trouvoit alors à Brest & s'appretoit pour mettre en mer, consistoit en 32 vaisseaux de ligne, outre un grand nombre de grosses fré gates, auroit pu produire les suites les plus fatales aux seules forces maritimes de quelque considération, que ce Royaume avoit alors prêtes pour sa protection, ainsi qu'au commerce & même aux ports de ce pays : & que, si l'Amiral Keppel eût resté avec ses vingt vaisseaux de ligne à la hauteur de Brest, il eût dû avec ces vingt vaisseaux combattre la flotte Françoisse de trente vaisseaux de ligne, qui fit

CLXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

voile le 8 Juillet , attendu que l'Amiral Keppel ne put pas se procurer de renfort , pas même de quatre vaisseaux , pour le joindre avant le 9 Juillet , quoiqu'il fût alors à Sainte Helene pour l'attendre.

5°. Parce qu'il paroît que nous avons perdu cette possession précieuse , l'Isle de Dominique , faute d'y avoir envoyé un renfort à tems & des instructions convenables à l'Amiral Barrington.

6°. Parce que , faute d'avoir envoyé la plus petite force navale en Afrique , nous avons aussi perdu l'établissement précieux du Sénégal , qui pourroit avoir fourni avec le tems , par une attention convenable , de nouveaux débouchés pour nos manufactures déperissantes.

7°. Parce qu'il paroît que la conduite de l'Amirauté , en ordonnant avec tant de précipitation & sans aucune délibération préalable , la tenue d'un Conseil de guerre pour juger un Commandant en chef d'un haut rang & caractère , comme celui que l'Amiral Keppel possède dans la Marine de Sa Majesté , tendoit à frustrer la salutaire intention de ce pouvoir de discretion que la Constitution a placé entre les mains des Seigneurs Commissaires établis pour exercer la Charge de grand Amiral de la Grande-Bretagne , pouvoir au moyen duquel toutes accusations malicieuses & mal fondées , présentées par qui que ce soit , peuvent être

ET DE L'AMERIQUE. clxv
Évitées, ainsi que l'union & la bonne discipline dans le service, préservées de toute interruption.

Signé, BRISTOL.

Sur la motion faite par le Lord Carteret le 13 Février 1741, pour la destitution du Chevalier Robert Walpole, voici quel fut le partage des voix :

Contens 47 : par procuration 12 : total 59

Non contens : 89 dito 19 dito 108

Majorité..... 49

Sur celle du Lord Bristol le 23 Avril 1779, pour la destitution du Lord Sandwich.

Contens 38 : par procuration 1 : total 39

Non contens 47 dito..... 14 dito. 88

Majorité 49

La majorité a été la même dans l'un & l'autre cas. En 1741 il s'en est fallu dix que la majorité ne fût le double de la minorité.

En 1779 elle a été de dix au-dessus du double.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 28 Avril. — Troisième lecture & passation du bill qui accorde une grati-

fication pour importer le chanvre d'Irlande.

L'amendement fait au bill pour les Prédicants non conformistes est agréé par une pluralité de 36, savoir, 95 contre 59.

Le Lord North consent à la suppression du mot *totalité* dans cette phrase du serment « que les écritures contiennent la totalité de la parole de Dieu révélée ».

Bill présenté par le Lord North pour confirmer à la Compagnie des Papetiers & aux deux Universités le droit exclusif de l'impression des Almanachs en Angleterre, qui rapporte à chaque Université 500 liv. sterl.

La seconde lecture est remise au Lundi 3 Mai, après une discussion dans laquelle 129 l'emporteront sur 42.

Les opposans soutiennent que c'est une loi qui porte atteinte au droit de propriété; qu'elle est contraire aux décisions des Tribunaux, & qu'elle détruira une rivalité utile à l'espèce d'instruction qu'on cherche dans les Almanachs. M. Dempster soutint que par cette raison les Almanachs Ecoissois sont plus estimés que ceux d'Angleterre.

On agite la question de savoir si la remise du droit d'importation sera accordée à l'exportation du sucre étranger ou de prise. Le rapport est ordonné pour le lendemain.

Débats sur les papiers relatifs aux campagnes en Amérique. Le Lord Nugent, du côté des Ministres, se déclare hautement contre cette enquête & exprime le désir de

la voir abandonnée, ce qui est vivement combattu par le Général Burgoyne.

Nonobstant l'oppositioun du Lord Nugent, la Chambre arrête de s'en occuper le lendemain en Comité.

Le Jeudi 29 Avril. — Si jamais Administration fit un plein aveu de son incapacité, & mit ses craintes dans le plus grand jour, ce fut l'Administration angloise dans les débats de cette séance. Si jamais la Chambre des Communes se dépouilla de son droit inhérent & constitutionnel d'agir comme le principal Tribunal des Enquêtes de la Nation, ce fut dans cette séance; & si jamais un Comité de la Chambre s'arrogea un pouvoir qu'il n'étoit point en droit d'exercer, en annulant un ordre arrêté de la Chambre, ce fut encore dans cette séance. Le sujet est de la plus haute importance. Je ne prétens point décider quel parti a eu raison. Mon objet est seulement de déduire les preuves produites à l'appui des accusations d'une part, & l'espèce de défense de l'autre avec les différens argumens dont elle a été appuyée.

A trois heures & demie, la Chambre s'assembla en Comité sur les papiers d'Amérique, suivant l'ordre de la Chambre, pour appeller les témoins. M. Montague ayant pris le fauteuil, le Général Howe demanda

clxviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dans les termes de l'arrêté pris par la Chambre, que le Lord Cornwallis fût appelé.

Le Lord *Nugent* pria le Général de dire quelle sorte d'explication il comptoit avoir avec le Lord Cornwallis. Le Général Howe répondit qu'il l'interrogeroit sur les points militaires tant particuliers que généraux, & enfin sur la conduite de la guerre d'Amérique en général. Aussi-tôt le Lord *Nugent* demanda que préalablement le Président quittât le siége, ce qui devoit dissoudre le Comité, & couper court à l'enquête attendue depuis si long-tems.

Voici en peu de mots les raisons dont il appuya sa motion : il dit que la session étoit trop avancée pour entamer une affaire aussi importante ; qu'il y avoit des objets d'une très-grande conséquence qui demanderoient de préférence l'attention de la Chambre, avant qu'elle se séparât : qu'on ne pouvoit pas se flatter d'avoir une assemblée assez nombreuse dans un moment aussi voisin de la fin de la session : Que l'on n'avoit demandé les papiers, & établi l'enquête que pour donner au Général Howe & au Lord son frere une occasion de se disculper des imputations vraies ou fausses dont on les chargeoit dans les conversations & les papiers publics : qu'après lecture entière faite des papiers, & après deux séances sur cet objet, personne ne s'étant présenté pour prouver aucune des prétendues accusations, c'étoit

une approbation tacite de la conduite du Lord & du Général : que le but du Comité étoit donc pleinement rempli ; qu'il s'opposoit à toutes espèces d'enquêtes parlementaires, relativement à la conduite des Militaires, la Chambre ne pouvant point prononcer d'une manière compétente sur pareille matière ; que si quelque partie de l'enquête attaquoit l'Administration, il y avoit des preuves suffisantes sur le Bureau pour s'en convaincre, mais qu'il ne paroïssoit point qu'on eût cette intention, puisqu'il n'avoit été porté aucune accusation spécifique contre les Ministres : que la conduite du Lord Howe & du Général son frere lui paroïssoit, après lecture faite des papiers, être précisément telle qu'il s'attendoit à la trouver ; qu'ils s'étoient comportés en braves & habiles Officiers, & que quand même il en auroit été autrement, c'eût été à un Conseil de guerre, & non pas à la Chambre à connoître de telle charge ou accusation que l'on auroit pu porter contre eux.

Le Lord Nugent s'étendit considérablement sur cette matière, & la présenta sous différens aspects, dans lesquels il fit entrer quantité de choses qui ne tenoient point immédiatement à sa motion, telles que la probabilité d'une invasion en Angleterre, ou plutôt, comme il le croyoit, en Irlande ; l'inquiétude où l'on devoit être sur la destination de l'Escadre françoise ; la nécessité

qu'il y avoit que les personnes employées dans la Milice , & qui étoient Membres de la Chambre , se rendissent à leurs Camps respectifs , &c. Enfin , il protesta très-solemnellement , & prit souvent Dieu à témoin que ce qu'il proposoit ne lui avoit point été suggéré par le Lord North ou par quelque autre Membre de l'Administration , mais qu'il parloit uniquement d'après sa façon de penser Il dit que si on vouloit faire connoître , avant qu'aucun témoin fût appelé à la Barre , les points sur lesquels on se proposoit de les examiner , & que si ces points paroissent de nature à être entendus & jugés par la Chambre , il n'avoit point d'objection à faire ; mais que si au contraire , les Militaires étoient appelés à l'effet de dire leurs sentimens sur les points qui regardoient leur profession , & sur la conduite de leurs Officiers supérieurs , il s'y opposeroit de toutes ses forces.

Le Général *Burgoyne* se leva , & dit : « Quand même l'enquête sur la conduite du noble Lord , & du Commandant son frere se termineroit , suivant la motion faite par le Lord Nugent , par la dissolution du Comité , je me flatte qu'on ne m'empêchera pas de prouver mon innocence par rapport aux mauvais traitemens que j'ai éprouvés de la part des Ministres , & particulièrement à la maniere indigne dont s'est comporté à

mon égard le Lord qui est à la tête du Département de l'Amérique. »

Il entra ensuite dans un long détail des raisons qu'il avoit pour demander que sa conduite fût examinée, & pour que la Chambre & la Nation fussent mises en état de juger entre lui & le Lord Germaine, & de déterminer jusqu'à quel point il a, ou n'a point mérité le traitement qu'on lui a fait essuyer.....

Il observa que le plan qu'il avoit remis au Lord Germaine renfermoit une proposition de pouvoirs pour agir comme il le jugeroit à propos, lorsqu'il auroit fait une certaine partie de sa route, & seroit arrivé à sa destination, (nous croyons que c'est à Albany) soit en continuant sa route en droiture en descendant la riviere de Hudson, pour tourner par la gauche, traverser la Province de Connecticut & gagner Rhode-Island, soit en coopérant avec le Chevalier William Howe, selon les circonstances & les événemens. Lorsque son plan lui fut renvoyé, cette proposition en avoit été retranchée; & lorsque ce même plan a été mis dans son absence sous les yeux du Parlement, on a eu la mauvaise foi de le produire sans ce passage. Il s'étendit beaucoup sur la cruauté qu'on avoit eue de l'écarter de la présence du Roi: & enfin il déclara que de tous ces objets il formoit une accusation spécifique contre le Lord chargé du Département de l'Amérique.

Le Lord *Germaine* nia qu'on se fût servi de moyens peu convenables & illégaux, pour empêcher le Général *Burgoyne* de voir son Souverain. Il dit que c'étoit l'opinion générale du Cabinet, & non celle de tel ou tel individu; qu'on avoit jugé ce parti convenable; jusqu'à ce que sa conduite fût examinée; que comme elle ne pouvoit l'être par un Tribunal Militaire, tant qu'il seroit prisonnier, d'après la convention de *Saratoga*, il s'ensuivoit nécessairement qu'il ne pouvoit être admis en la présence du Roi.

Le Lord *Nugent* enfin consentit à retirer sa motion tendante à dissoudre le Comité, à condition qu'on ne demanderoit point au Lord *Cornwallis* son sentiment sur les opérations militaires.

M. *Dempster* se leva pour déclarer qu'il entendoit que chacun auroit la liberté, ainsi que le Général *Howe* & le Lord son frere, d'interroger le Lord *Cornwallis*.

Le Lord *North*, jugeant le moment favorable pour faire dissoudre le Comité, se faisit de ces paroles de M. *Dempster*, & il proposa qu'en conséquence de l'observation du Général *Howe*, on fît un changement à la motion. (N. B. Proposer en Comité un changement à une motion sur laquelle le Comité a été ordonné, c'est remettre en question le fonds de l'affaire, pour en venir à faire dissoudre le Comité; c'étoit là l'intention de Mylord *North*, qui se trouvoit

plus fort en nombre de voix dans ce Comité, qu'il ne l'avoit été lorsque la Chambre avoit pris l'arrêté en conséquence duquel il venoit de se former.)

L'Orateur observa que la question, en conséquence de ce changement, porteroit, « que le Lord Cornwallis feroit mandé & examiné sur la conduite *militaire, générale & particuliere* de la guerre d'Amérique. Qu'ainsi il s'agissoit de décider si les mots *militaire, générale & particuliere*, feroient partie de la motion.

M. Fox remarqua que le vrai but de cette nouvelle motion étoit, de la part des Ministres, de supprimer toute recherche sur leur conduite. Comment est-il possible de juger s'ils ont opéré *bien ou mal*, à moins qu'on ne soit préalablement *instruit* si leurs *plans & leurs instructions* étoient fondés sur la prudence, ou s'ils étoient praticables par eux-mêmes? Comment peut-on s'en assurer, si ce n'est par le suffrage des Officiers qui ont servi en Amérique, & qui peuvent le mieux juger jusqu'à quel point les plans étoient praticables, & si les forces qu'on y employoit étoient suffisantes? « L'Amérique nous a été enlevée: nous y avons perdu trente mille hommes, & dépensé quarante millions st. : les correspondances qui sont sur le bureau contiennent des avis diamétralement opposés les uns aux autres: le Commandant en chef dit dans ses lettres au Secrétaire du Départe-

ment de l'Amérique: » J'ai besoin de vingt mille hommes pour la campagne prochaine, & je ne puis pas espérer de réussir avec un moindre renfort ». Le Lord Germaine répond: « Je ne puis point vous en donner tant: vous en avez assez de six à sept mille. Vous allez en Pensylvanie, les habitans de cette Province viendront en foule se ranger sous les drapeaux du Roi: par ce moyen, vous pouvez recruter très-suffisamment votre armée. » En conséquence, le Commandant marche avec des forces qu'il juge bien insuffisantes: son armée n'est point recrutée par des transfuges ainsi que l'avoit annoncé le Secrétaire d'Etat: l'opération échoue. Comment la Chambre peut-elle juger entre l'affirmative d'un côté, & la négative de l'autre? Ce ne peut être qu'en faisant décider par les premiers Officiers de l'armée, qui des deux avoit raison, celui qui a avancé qu'une telle force étoit suffisante, ou celui qui a dit qu'elle ne l'étoit pas. » Le Lord North, poursuivit M. Fox, fait très-bien que la question se réduit à savoir *si les plans étoient praticables, ou si les instructions étoient telles, qu'on puisse les justifier*. Mais craignant de se compromettre, il a élevé un doute qui doit entraîner la dissolution du Comité.

« Que présentent les papiers qui sont sur le Bureau? Une foule de contradictions entre le Général & le Cabinet. Le Lord North, après avoir manqué souvent à ses promesses,

& après quantité de fausses prédictions, a dit à la Chambre qu'on appliqueroit à cette guerre toutes les forces de la Nation ; qu'il faudroit mettre sur pied soixante-dix mille hommes de troupes, & une Marine proportionnée. Le Général & l'Amiral ont accepté à ces conditions : on a voté ce nombre de troupes & de vaisseaux : on a présenté soixante-dix mille hommes sur le papier, tandis qu'à peine il s'en est trouvé plus de trente-cinq mille d'effectifs. L'Amérique est perdue, & on s'en prend au Général. On le blâme de n'avoir pas fait l'impossible, & de n'avoir pas vaincu des difficultés qu'il avoit prévues & annoncées à tems. Propose-t-on d'éclaircir quel parti a tort, & quel parti a raison ? Non, disent les coupables auteurs de nos infortunes, la vérité ne peut se savoir que par une espèce particulière de preuve que nous sommes bien résolus de ne laisser jamais parvenir jusqu'à vous.

» Voilà exactement l'affaire du Général Burgoyne. Il a entrepris de faire une certaine opération avec un certain nombre de troupes. Il n'a jamais pu en obtenir la moitié : il a demandé carte blanche, on la lui a refusée. Il a montré (dans une lettre qui est sur le Bureau) de la répugnance à se servir de Sauvages, on l'a forcé à le faire. Le Lord qui a approuvé le plan, qui a négligé de remplir la partie de ce plan qui le concernoit, qui en a retranché la clause

par laquelle le Général Burgoyne demandoit d'avoir carte blanche, qui a forcé ce Général à se servir de Sauvages au lieu de vieilles troupes, refuse le témoignage des Militaires par une excellente raison : c'est qu'il est convaincu que si ce sont des Militaires qui donnent leur avis sur la question, ils décideront & devront décider contre lui. Les Officiers qui ont servi sous le Général Burgoyne, témoigneront, qu'indépendamment de la barbarie & de la cruauté qu'il y a à se servir des Sauvages, il s'y joint cet inconvénient, qu'on ne peut pas compter sur eux ; que les troupes qu'on avoit étoient absolument insuffisantes pour l'opération projetée, & que tous les obstacles & tous les malheurs qu'on a essuyés jusqu'à l'affaire de Saratoga, ne pouvoient s'imputer qu'aux ordres peremptoires auxquels le Général étoit forcé d'obéir, puisqu'on avoit retranché de son plan la clause par laquelle il demandoit à pouvoir agir en pleine liberté, & à ne dépendre que des circonstances «.

Après avoir montré par quantité de preuves que le changement proposé par le Lord North ameneroit la dissolution actuelle du Comité, & qu'il impliquoit de la part de l'Administration, un aveu de ses torts, puisque cette dissolution empêcheroit une information à laquelle l'Administration craignoit de s'exposer, il ajouta qu'il vouloit, avant de finir, dévoiler une des fausses démarches
des

des Ministres qui prouvoit la plus haute extravagance, la plus grossière absurdité, & en même tems l'artifice le plus marqué de leur part.

» D'abord, ils ont approuvé la campagne de Philadelphie. Ensuite ils ont semblé préférer l'expédition du Nord. Avant de savoir laquelle de ces deux expéditions promettoit le plus de succès, ils ont rendu la préférence à la première. Lorsqu'ils ont refusé au Général Howe l'augmentation de troupes qu'il demandoit, ils ont donné pour motif de leur refus, non une simple probabilité, mais la certitude qu'il recruterait son armée jusqu'au complet dans la loyale Province de Pensilvanie «.

M. *Dempster*, après avoir parlé en général sur la question, ajouta que ce seroit aujourd'hui la première fois qu'on verroit dans les annales du Parlement que le renvoi d'un ordre de la Chambre à un Comité auroit été suspendu & annullé par un changement fait à cet ordre dans le Comité. L'ordre de la Chambre est d'examiner les témoins : le changement proposé par le Comité emporte un refus d'exécuter l'ordre, & par conséquent une censure dudit ordre. Du consentement de l'autre Chambre, il a été ordonné que le Lord Cornwallis seroit examiné. Si le changement qui est effectivement une négative sur la présente question passe, ce sera une

clxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
censure de l'ordre d'examiner le Lord Cornwallis.

A onze heures & quelques minutes, on présenta la question sur l'addition proposée par le Lord North, consistant en ces mots, » les points militaires, tant généraux que particuliers. « Il y eut 180 voix pour l'affirmative, 155 pour la négative.

Le débat recommença sur la question principale, savoir si le Lord Cornwallis seroit appelé, il dura près d'une heure. A minuit & quelques minutes, la Chambre se partagea une seconde fois. 158 pour l'affirmative, 181 pour la négative (a). Il fut donc décidé que le Lord Cornwallis ne seroit point entendu.

Aussitôt le Colonel Barré proposa dans les termes portés par l'ordre de la Chambre, » que le Lord Cornwallis seroit mandé & examiné sur le sujet des papiers présentés devant le Comité. «

Le Colonel soutint avec juste raison que le Comité ne pouvoit pas, sans violer directement les usages reconnus & inaltérables du

(a) C'étoit là le grand point de ce débat. Ceux des Lecteurs du *Courier de l'Europe* qui croient l'avoir compris, d'après le compte qu'il en a rendu dans son N°. XXXVIII, sont bien dans l'erreur. Voici comme il a conclu : *il fut décidé à la fin que le Lord Cornwallis seroit entendu* : & on voit que c'est tout le contraire. Il est vrai qu'on a les nouvelles bien promptement par le *Courier de l'Europe* ; mais est-on instruit ?

Parlement, contredire par un vote fait en comité l'ordre de renvoi donné par la Chambre.

M. Fox prit alors la parole : » *Les Généraux* ont fait leur devoir : ils veulent le prouver. Le Ministère ne peut se dissimuler ses erreurs & ses fautes. Il cherche à éluder l'enquête, sachant bien que si on en vient là, toute la clique sera renvoyée & livrée au ressentiment de la Nation «.

M. Burke fit voir qu'il y avoit nombre de points politiques dont le Comité pouvoit connoître : sçavoir, s'il valoit mieux attaquer Washington lorsqu'il étoit posté si avantageusement : s'il falloit remonter la rivière du Nord, ou aller en Pensilvanie : si l'on devoit repousser les Provinciaux à Long Island : enfin si on devoit arrêter toute poursuite, lorsqu'on étoit à White-Plains, &c. Empêcher une telle information, par un vote de la Chambre, ce seroit arrêter une recherche sur la conduite de l'Administration «.

La question sur la motion du Colonel Barré avoit été présentée à une heure du matin ; voyant que le parti ministériel avoit trop de prépondérance, il la retira ; & celle du Lord Nugent pour la dissolution du Comité ayant été remise, elle passa sans aller aux voix.

Le Vendredi 30 Avril. — Débats en Comité sur l'augmentation de 400 livres annuels, salaire de neuf des douze Juges d'An-

clxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gleterre proposée par le Chevalier George Saville. On observa que si elle étoit accordée il seroit indispensable d'étendre la même grace à ceux du pays de Galles & à ceux d'Ecosse. M. Grenville s'y opposa, par principe d'économie. La Chambre fut informée à cette occasion que les appointemens des Juges sont ainsi qu'il suit.

Le Chef de la justice du Banc du Roi, par année sans retenue.. 4,000 l.

Le Chef de la justice des Plaids.

Communs..... 3,000

De plus un casuel de places à leur nomination qui leur rend annuellement 1,500 chacun.

Le Chef Baron de l'Echiquier. 2,400

Les neuf autres Juges chacun environ..... 1,600

Ce qui les met au niveau de ceux qui ont des revenus en fonds de terre de 2,500

Les Juges de Galles ont la liberté de plaider, — & quant aux Juges d'Ecosse leur salaire est jugé suffisant.

M. Townshend soutint l'opposition de M. Grenville, d'après l'embarras ou les circonstances actuelles mettent la nation. Il observa que si les Ministres désiroient procurer aux Juges cette augmentation, ils pourroient le faire sur la liste civile ou le revenu du Roi, mais qu'ils en étoient aussi

avares qu'ils font prodigues de l'argent du public.

Il fut arrêté qu'on augmenteroit seulement ceux du Chef Baron de l'Echiquier, & cette augmentation fut fixée à 500 liv. par une pluralité de 17: savoir, 50 contre 33. Les motions relatives aux autres Juges ne furent point admises; & le Comité fut dissous par une pluralité de 41 contre 40.

La suite du Journal Parlementaire incessamment.

Finances d'Angleterre.

DANS le compte, Monsieur, que je vous ai rendu des premières opérations de Milord North pour l'année présente, par ma Lettre du 12 Avril dernier, je vous ai annoncé une partie des événemens qui se sont passés depuis. Suivant mes conjectures, le profit immense que le Ministre avoit abandonné aux Prêteurs, ne devoit point être pour lui un gage de l'empressement avec lequel ils lui accorderoient de nouveaux secours. C'est ce qui est arrivé beaucoup plutôt encore que je n'avois osé le prévoir. Le huitième million qu'ils lui avoient refusé, & qu'à l'époque du mois d'Octobre prochain il sembloit avoir droit d'attendre d'eux, il est décidé qu'ils ne le lui donneront point; & la résolution est déjà annoncée de le lever,

clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
en surchargeant la place de billets de l'Echiquier, quelque danger qu'il y ait à prodiguer cette ressource, l'unique qui resteroit à l'Angleterre pour se tirer, par un dernier effort, d'une crise imprévue & décisive. C'est ce qu'on appelle l'argent de la poche. La quantité en est limitée. Est-il tout employé, où en prendra-t-on pour un besoin pressant ? La place ne peut pas supporter plus de quatre millions de billets de l'Echiquier ou de l'Inde, ou bien le surplus fera baisser leur valeur, leur enlèvera la confiance qui les fait circuler comme espèces sonnantes ; & alors, on ne fait plus à quelle quantité il faudra les porter, pour faire aller les opérations majeures qui ont besoin de ce ressort. J'ai annoncé que le fond d'amortissement de l'année présente seroit plus foible que ceux des années dernières ; & vous voyez que Mylord North désespère de trouver les deux millions auxquels il le fixe, autrement qu'en anticipant sur les produits de ce fonds jusques au second quartier de l'année 1780. Le Ministre s'étoit flatté, (quel aveuglement ou quelle fanfaronade !) il s'étoit flatté de trouver dans les revenus de l'année même, les moyens de la dépense. Deux mois sont à peine écoulés depuis qu'il a fait ce beau rêve, & déjà il en reconnoît le néant, déjà il abandonne, ainsi que j'ai osé le prédire encore, ce projet absurde & puérile, qui ne pouvoit avoir d'exécution que par la dimi-

nution ou du crédit ou des revenus fonciers, ou du commerce, soit qu'on réduisît les intérêts, soit qu'on refondît le cadastre des terres pour en tirer plus de deux millions, soit qu'on mît en accise les principaux articles de douanes.

Croiriez-vous, Monsieur, que mes conjectures fondées sur des évidences si palpables, ont trouvé des contradicteurs? Mais que m'a-t-on objecté? que les actions de l'emprunt faisoient un profit prodigieux sur la place : qu'il s'étoit rempli avec une facilité merveilleuse. Eh, c'étoit précisément ce brillant succès qui amassoit sur la finance angloise tous les embarras dont elle va être écrasée. Elle a eu pour le moment les sept millions qu'elle étoit pressée d'avoir ; mais le huitieme qui lui a été refusé, pourquoi ne le trouve-t-elle plus? c'est qu'il est entre les griffes des usuriers à qui elle l'a fait gagner, & qui ne s'en déffaisiront qu'en le lui faisant acheter au prix de son sang. Si ce n'eût pas été un crédit factice, il ne seroit point passé comme une ombre, il existeroit non-seulement pour ce huitieme million, mais pour plusieurs autres encore. L'avidité avec laquelle chacun a porté son argent aux propriétaires de l'emprunt, même au taux extravagant qu'il leur a plu d'y mettre, est celle qui, dans les ouragans dont les grands arbres sont abbattus, pousse les Paysans à aller piller les branches cassées. Chacun donne son

tems & sa peine , pour enlever cette portion de propriété au Seigneur Foncier. En la perdant , il perd encore ce soin & cette peine , qui auroient pu être employés à son profit. Les troncs d'arbres restent à ce Seigneur , & remplissent les cours de sa misère & de sa ruine. C'est ainsi que se sont remplis les coffres de l'Echiquier. C'est ce qui me faisoit dire qu'il ne pouvoit arriver rien de plus malheureux à l'Angleterre , que de se procurer avec une si perfide facilité les sept millions en question. J'ai été dans l'obligation de défendre de même mon opinion sur l'impossibilité où seroit le Ministre Anglois de trouver dans les revenus de l'année , les moyens de la dépense , autrement que par le retranchement des intérêts. L'événement justifie pleinement ma conjecture ; mais je suis encore bien plus satisfait de la voir soutenue de l'opinion d'un homme aussi éclairé que M. Edmond Burke ; & c'est ce qui m'encourage à vous donner ici la substance du discours que le troisieme *Budget* lui a donné lieu de prononcer le 31 du mois de Mai dernier dans la Chambre des Communes.

M. BURKE rendit hommage aux lumieres & au zele de M. Hartley. Il déclara que ce Député avoit mis sous les yeux de la Chambre un état très vrai des moyens de la Nation. » C'est avec raison , dit-il , que M. Hartley vous a fait voir que la dépense de la campagne de 1779 ne coûtera guere

moins de vingt millions sterling. Ce compte est juste, si on y comprend la dette de la Marine, le million de vote de crédit & les services extraordinaires. Je trouve seulement que son estimation de la dette non fondée (pour les intérêts de laquelle il n'a point été créé d'impôt, lesquels intérêts se payent par conséquent sur les revenus libres) n'est pas assez forte, & qu'il auroit pu la porter à beaucoup plus de seize millions. Je ne suis pas non plus parfaitement d'accord avec M. Hartley sur la masse de nouvelles dettes dont nous nous trouverons chargés à la paix. Mon opinion est que si la guerre cessoit aujourd'hui 31 Mai 1779, il nous resteroit une *queue* de dix millions sterling de dette non fondée, qui joints aux onze millions déjà portés par M. Hartley, formeroient vingt-un ou au moins vingt millions de dette non fondée qui resteroient à notre charge. Or la nouvelle dette fondée depuis la guerre d'Amérique, étant déjà de vingt millions, dont l'intérêt est de près d'un million par an, lorsqu'on en viendra à fonder de même les vingt millions de dette non fondée, avec un autre million d'intérêt par an, il se trouvera que la guerre d'Amérique aura valu à l'Angleterre un accroissement de dettes de quarante millions, & de deux millions d'intérêts à perpétuité avec la perte de l'Amérique & des produits de son commerce, sans un seul shelling en retour d'une perte aussi prodigieuse & aussi insoutenable.

clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Mylord North nous dit d'un ton tranquille & assuré, qu'il faut essayer encore d'une campagne. Quant aux moyens, ils ne l'embarrassent point. Il y aura un accroissement dans le fonds d'amortissement, qui l'année dernière a dû suppléer à un *deficit* de sept cent mille livres dans le produit attendu de l'impôt sur les maisons & sur les domestiques. L'année prochaine, on tirera une grosse somme d'argent de la Compagnie des Indes : de plus elle se soumettra à payer annuellement un revenu à l'Etat, en forme d'équivalent. Enfin sous deux ans, il doit s'éteindre pour 200,000 livres sterl. d'annuités dont le terme échoit en 1782. «

» Voilà quel est le langage de Mylord North pour encourager la Chambre & la Nation à continuer la guerre. Mylord ne nous parle plus de nous amener au point que notre revenu annuel fût à notre dépense (a). D'autres rêves nourrissent son espoir, & une

(a) C'est ce que le Courier de l'Europe, N.º XLV. rend par cette phrase : *on ne nous parle plus de lever des subsides pour le service de cette année* : qu'elle idée peut-on se faire d'après cela, & des projets qu'avoit Milord North, & du juste blâme dont le couvre M. Burke ? Quand on a passé une mortelle heure à lire le Courier de l'Europe, on est bien avancé ! On doit entendre par cette phrase de finance Angloise la possibilité de porter le subside annuel à quelques millions sterling de plus, ou en d'autres termes, d'ajouter quelques millions annuels aux huit millions des impôts déjà subsistans ; de cette manière on se passeroit d'emprunt.

supposition impossible est remplacée dans son esprit par une autre encore plus impossible. Ses nouvelles ressources paroîtront-elles assez séduisantes aux Prêteurs, pour lui faire trouver des fonds? j'en doute fort. La campagne nouvelle dans laquelle il s'engage ne chargera-t-elle pas l'Etat de dix millions sterling de dette de plus? Voilà ce dont on peut être sûr. Quel nouveau profit y ferons-nous, après avoir perdu l'Amérique? Nous serons en guerre avec la France & l'Espagne, réunies aux Américains. La perspective est très agréable, il faut l'avouer!

» La Chambre a eu de suite plusieurs Comités, dans lesquels elle est restée assemblée jusqu'à minuit, pour examiner des Généraux & Officiers revenus d'Amérique, sur la probabilité du succès de la guerre que notre Ministère s'obstine à y suivre. Ils nous ont déclaré, qu'en général les Peuples nous y détestent: qu'à chaque pas qu'on fait dans le Pays, on y trouve des postes fortifiés par la nature: que les troupes des Rebelles sont bien disciplinées: qu'elles entendent parfaitement la petite guerre & la fortification de campagne: que le Pays est tourné de manière qu'il est presque impossible de s'y faire des intelligences: qu'il est par-tout coupé de rivières larges, profondes & rapides, & de torrens: qu'il est couvert de bois & de marais; enfin qu'il est impossible d'y faire la guerre avec quelque apparence de succès.

clxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
même avec toutes les forces que nous pour-
rions y envoyer. »

» Ce ne sont point là de vaines déclama-
tions : ce ne sont point des ouï-dires, des
conjectures : c'est le langage que tiennent
deux Généraux (Howe & Burgoyne) qui y
ont commandé, & que confirment tous les
Officiers qui y ont servi sous eux. — Mal-
gré cela, Mylord North est d'opinion d'y
continuer la guerre, de risquer au moins
encore une campagne, la Chambre, la Na-
tion sont de son avis : tout ce qui lui man-
que, ce sont les moyens. Le 24. Février,
lorsque Mylord North accoucha de son pre-
mier Budget, il nous déclara qu'il falloit
que cette guerre allât *un petit train* ; &
aussi-tôt du creux de vingt gros ventres de
Financiers entrepreneurs d'armées, qui l'en-
touroient, sortirent ces mots, *grand train*,
grand train. — Ainsi il est arrêté que ce
malheureux pays sera saigné au blanc, qu'il
lui sera ôté jusqu'à ce qu'il n'a pas. Mais,
qu'est-ce que cela fait aux Financiers, pour-
vu qu'ils aient de gros ventres. »

Comment Mylord North peut-il se faire
illusion sur les moyens qu'il attend ? Ignore-
t-il que ses nouvelles surcharges de douane &
d'accise, que sa taxe des chevaux de poste,
que celle dont il vient encore de charger la
marque des papiers, ne lui auront pas donné
leurs produits au 25 Décembre prochain ?
Ignore-t-il qu'au lieu de trouver de l'accrois-

tement dans le fonds d'amortissement, il y trouvera un déficit de 400,000 livres, valeur de tout l'intérêt à payer pour l'emprunt de l'année présente ? Quant aux deux cents mille livres d'intérêts qui s'éteindront en 1781 & 1782, n'est-il pas absurde d'y compter pour les dépenses de l'année 1779 ? — Il obtiendra, dit-il, un revenu fixe de la Compagnie des Indes. D'abord ce revenu n'est pas encore réglé. Mais supposons l'acte passé, se flatte-t-il que les remises d'argent, que les retours arriveront pour le tems où il faudra payer l'intérêt qui sera dû en 1780 ? Je dirai plus, le plan d'un (a) revenu fixe de la part de l'Inde est impraticable : personne n'avancera de l'argent sur une si précaire sûreté. Nos possessions dans l'Inde ne sont propres qu'à nous procurer de certains avantages de commerce & de guerre, & rien de plus. N'avons-nous pas déjà eu un revenu de 400,000 livres, qui nous étoit payé par l'Inde ? Il s'est trouvé n'être qu'idéal : nous avons été obligé d'y renoncer ; la Compagnie, pour nous l'avoir trop exactement payé, s'est vue entraînée dans une banqueroute, & forcée à demander des secours à la Chambre. Les grands établissemens militaires

(a) Voici en quoi consiste ce plan. C'est un emprunt à trois pour cent de treize millions pour l'année 1780, à l'intérêt duquel sera affecté un revenu de 400,000 liv. constitué par la Compagnie des Indes.

que l'Inde est obligée de soutenir absorbent tout son revenu territorial. Je le répète ; ce n'est que le commerce qui nous fera recueillir les avantages réels que nous devons en attendre : ce n'est que par la consommation que viendront faire nos Nabobs en Angleterre : ce n'est enfin que par le degré de considération que ces vastes & riches possessions nous feront prendre sur les autres Puissances. S'il faut que la Couronne s'empare de nos possessions dans l'Inde , & qu'elles soient mises sur le pied militaire , attendons-nous à les perdre comme nous avons perdu l'Amérique. »

M. Burke conclut de cet état des choses que le Ministre ne feroit les fonds qu'en anticipant de plus en plus sur les revenus des années prochaines , & que ce n'étoit pas là ce qu'on pouvoit appeller des moyens pour s'obstiner à poursuivre une guerre aussi funeste. Il parla ensuite de la rupture de la médiation de l'Espagne : il supposa cette Puissance déjà unie avec la France , & insista auprès de la Chambre , pour qu'on fît des efforts pour détacher l'Amérique de leur alliance. Vers la fin de son discours , il déplora , d'une manière assez originale , l'infériorité des forces britanniques dans la Méditerranée. « Nos deux puissantes forteresses , dit-il , y sont à la merci de la Maison de Bourbon : & cela est si vrai , que pour y envoyer un seul Officier ou un seul hom-

me, nous sommes réduits, pour ainsi dire, à le faire cacher dans un poinçon d'eau-de-vie. » — M. Burke avoit en vue plusieurs prises qui ont été faites de faux bâtimens neutres, qui portoient à Minorque & à Gibraltar des Ingénieurs & des Commandans travestis. — Ajoutons encore ce trait remarquable du discours de M. Burke. « Si la Maison de Bourbon obtient la supériorité (il venoit de le démontrer par le calcul des forces de l'Espagne) dans les mers de l'Europe, cette supériorité s'étendra bientôt jusques dans les Indes Occidentales & Orientales, parce qu'ayant la facilité d'arrêter tous les secours qui y seroient envoyés en hommes, en artillerie & en munitions, il faudra nécessairement que ces parties du monde reconnoissent leur pouvoir, même quand leur situation les rendroit égales à eux en forces.

P. S. du 16 Juin.

LES détails parlementaires, Monsieur, dans lesquels les circonstances m'entraînent quelque fois, ne nuiront point au précis que j'ai entrepris de vous donner de la session actuelle suivant l'ordre des séances. Ainsi je puis vous rendre compte aujourd'hui des plus récents débats & ne point vous faire imaginer que j'ai abandonné un travail sans lequel il ne vous resteroit dans les papiers

cxcij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
publics que des mémoires très-imparfaits sur
la partie la plus essentielle de l'histoire du
tems. Je vais vous parler d'une certaine séance
du 11 de ce mois, chez les Pairs, qui a été
des plus curieuses.

*Extrait des débats de la Chambre des Pairs ,
du Vendredi 11 & du Lundi 14 Juin.*

On alloit faire la seconde lecture du Bill
pour le vote de crédit d'un million sterling ,
lorsque le Lord Coventry s'est levé, non
pas, a-t-il dit, pour s'opposer au Bill, mais
pour en prendre l'occasion de faire voir que
dans les circonstances actuelles il étoit souve-
rainement intéressant que le Parlement con-
tinuât ses séances & ne fut point prorogé.
Outre l'augmentation prodigieuse dans les
dépenses, & l'intérêt que la nation a d'y
apporter sans cesse son attention, il y a
encore d'autres raisons du plus grand poids
pour empêcher notre séparation. Les Fran-
çois ont les armemens de mer les plus for-
midables. Il s'en faut de beaucoup que nous
soyons de leur force. L'Espagne va se join-
dre à eux: au moins cela est très probable.
Leurs armées navales porteront peut-être le
théâtre de la guerre aux Indes Orientales ou
Occidentales où nous n'oserons pas les sui-
vre. Peut être l'Irlande sera envahie: il est
déjà presque certain qu'elle se révolte. Dans
des circonstances aussi critiques, est-il sage
que

que le Parlement se sépare ? Ces même dangers, dont le Roi, dans son message aux Communes, fait voir qu'il nous croit menacés, ne nous les fait-il pas envisager ; ne nous donne-t-il cet effroi que pour avoir notre argent, sans se soucier de nos conseils ?

Le Lord *Effingham*, appuyant ces justes observations, déclara qu'il savoit de science certaine, que toutes les forces navales que l'Angleterre est actuellement (11 Juin) en état de mettre à la mer, se montent à peine à vingt-huit vaisseaux de ligne ; tandis que les armées combinées de la France & de l'Espagne passent les soixante : supposer, poursuivit ce Lord, que dans le cours de cette campagne les forces Espagnoles ne pourront pas se joindre à celles des François, c'est une absurdité qui frapperoit un enfant de six ans. Pour s'abstenir de se joindre à la France, il faut que l'Espagne exige d'elle de se détacher de l'Amérique. Rien n'est plus contraire au pacte de famille, que l'Espagne observe avec autant de fidélité que si son existence devoit en dépendre. — C'est une autre absurdité de parler d'une descente de l'ennemi en Irlande. Ce Royaume n'est déjà plus un pays ennemi pour la France & pour l'Espagne. Leurs armées y seront reçues comme dans leurs propres états : elles y apporteront ces soulagemens que nous avons refusés aux Irlandois avec une si stupide opi-

CXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

niâtré , & les moyens de tirer vengeance de leurs cruels oppresseurs. Si le Parlement restoit assemblé , il seroit possible de prévenir un si affreux malheur , en accordant à l'Irlande l'égalité la plus entière relativement à la Grande-Bretagne , les plus libres communications pour son commerce , &c.

Cette opinion du Lord *Effingham* sur les dispositions actuelles de l'Irlande , est d'autant plus inquiétante , que le Lord *Amherst* , Généralissime , le Lord *Townshend* , Chef de l'artillerie & le Général *Desaguliers* , Chef du génie , ont déclaré , qu'il seroit très-aisé à une armée étrangère de dix mille hommes de traverser l'Irlande. Le Lord *Cornwallis* , qui y a fait un voyage exprès , pour s'assurer de cette effrayante vérité , est du même avis. On parle fortement depuis quelques jours d'une résolution prise par le Gouvernement pour y lever quatre régimens de Catholiques Romains.

Le Lundi 14 Juin.

Le Duc de *Bolton* voulant donner plus de caractère à l'opinion des deux Lords sur le danger de la prorogation , en fit une motion conçue en ces termes : » que la Chambre seroit représenter au Roi par une humble adresse , que quiconque pourroit conseiller à Sa Majesté , dans les circonstances actuelles , de proroger le Parlement , seroit

réputé coupable d'une criminelle indifférence & ennemi de son pays ».

Cette motion fut appuyée par le Duc de *Richmond*, le Lord *Effingham*, le Marquis de *Rokingham* & autres de ce parti. Ils assurèrent la Chambre que l'escadre Française, forte de vingt-huit vaisseaux de ligne, étoit sortie de Brest. Ils firent voir combien la Grande-Bretagne devoit être humiliée de n'avoir point de forces prêtes à lui opposer, & d'être au contraire dans le cas de s'estimer heureuse de ce que l'Amiral Darby (on l'avoit vu rentrant dans le Canal) s'étoit glissé le long des côtes pour échapper aux Français, aujourd'hui les maîtres des mers.

Le Lord *Weymouth* ne repoussa pas très-vigoureusement ces attaques. Il se contenta de mettre en avant un récent acte qui autorise le Roi à rompre une prorogation & à convoquer le Parlement sous quinzaine.

Le Lord *Sandwich* alla plus droit au fait : sans s'embarrasser des assertions contraires de divers Lords, il répondit à la Chambre de la supériorité de l'escadre Angloise sur celle de Brest, & quant à l'état de l'armement, comme s'il avoit lieu de supposer qu'on ne l'en croiroit point sur sa parole, il offrit de tirer de sa poche une lettre de l'Amiral Pye (Commandant à Portsmouth) qui lui mandoit que l'escadre pourroit aller en rade à Sainte Helene le 15 : il ajouta que peut-être le soir même du 14 y seroit-elle ;

cxcviiij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

L'Amiral *Darby* est rentré le 10 avec sa division. Suivant quelques Lettres, il auroit laissé deux de ses huit vaisseaux en croisiere ; mais il y en a d'autres, en plus grand nombre, qui assurent que tout est rentré, & que les deux vaisseaux manquans sont dans le bassin pour être réparés, ayant beaucoup souffert dans leur courte campagne, parce qu'ils n'étoient pas fort sains quand ils sont partis. Ces deux vaisseaux sont le *Thunderer*, de 74 canons, & l'*Intrépide*, de 64.

Liste des vaisseaux Anglois en état, suivant les informations communiquées le 14 Juin à la Chambre des Pairs par le Lord Effingham.

QUOIQUE le Lord Sandwich eut assuré le 11 les Pairs, que l'Escadre seroit peut-être le soir même, mais au plus tard le lendemain 12 à la rade de Sainte-Hélène, il est pourtant très-vrai qu'elle n'y étoit point le 14 au matin. Les Lettres de ce jour annonçoient qu'elle pourroit y être le soir ou le lendemain 15. Voici les vaisseaux dont on suppose qu'elle doit être composée.

Amiral HARDY.

	<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>
1	Victory.....	100
2	Britannia.....	100
3	Royal George.....	100

	<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>
*	4 Prince George.....	90
	5 Duke.....	90
*	6 London.....	90
	7 Namur.....	90
*	8 Queen.....	90
	9 Union.....	90
	10 Alfred.....	80
	11 Alexandre.....	74
	12 Bedford.....	74
*	13 Berwick.....	74
	14 Centaur.....	74
	15 Cumberland.....	74
	16 Courageux.....	74
	17 Défense.....	74
	18 Egmont.....	74
	19 Foudroyant.....	74
*	20 Hector.....	74
	21 Invincible.....	74
*	22 Monarch.....	74
	23 Ramillies.....	74
	24 Shrewsbury.....	74
*	25 Triumph.....	74
*	26 Vaillant.....	74
	27 Amérique.....	64
	28 Bienfaisant.....	64

Les vaisseaux de la division de *Darby* sont marqués d'une astérisque *. Le *Thunderer* * & l'*Intrépide* * qui en étoient , sont dans le bassin à Portsmouth. Il circule des états où l'on voit la *Résolution* & le *Culloden* , l'un & l'autre

CC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tre de 74 canons. C'est peut-être pour remplacer ces deux vaisseaux, qui manquent à *Darby*, & faire le nombre de 30. J'ai vu sur d'autres états le *Blenheim* de 90 canons, & le *Prudent* de 64. Mais s'ils se joignent au reste, ce sera pour qu'on en retienne quelques autres. D'ailleurs il y a des escortes de vaisseaux de ligne à donner à diverses flottes, & quand ils s'en trouveroit jusqu'à 34 en rade, on peut toujours être sûr que l'Escadre de Hardy ne sera que de 28 ou 30 au plus; c'est ce qu'ont entendu les Lords de l'opposition.

Vous remarquerez, Monsieur, dans la liste que je viens de vous donner les vaisseaux le *Centaure* & l'*America*, que je vous avois annoncés comme partis avec *Arbuthnot*. C'est qu'ils ont été rappelés ayant déjà mis à la voile. Sans ces deux là, Mylord Sandwich n'auroit pas même eu les 28, lorsque Mylord Effingham lui a fait son compte.

On assure que les vaisseaux de 100 canons de l'Escadre Angloise en portent 110, & ceux de 90, 98. Je ne prends point sur moi d'ajouter ce nombre de canons aux Tarifs ordinaires. Je ne ferai pas non plus l'addition du nombre de canons qu'aura l'Escadre Angloise, puisqu'on ne sçait pas encore au juste de combien de vaisseaux & desquels elle sera composée. C'est ce qui m'empêche aussi de nommer les Capitaines. L'état que l'on vient de voir est seulement celui des vais-

LISTE DES BÂTIMENS

QUI COMPOSENT L'ARMÉE

DE MONSIEUR LE COMTE D'ORVILLIERS.

VAISSEAUX.

NOMS DES VAISSEAUX.	NOMBRE DE CANONS.	DISTINCTION D'ESCADRES.	NOMS DES COMMANDANTS.	GRADÉS PAR ANCIENNETÉ.
La Bretagne.....	110	Blanche	Le Comte d'Orvilliers.	Lieutenant Général.
La Ville de Paris.....	100	Blanche & bleue.	Guichon.....	Chef d'Escadre
La Couronne.....	80	Bleue.	La Touche-Tréville....	Idem.
L'Auguste.....	80	Blanche.	Victe. de Rochechouart.	Idem.
Le Saint Esprit.....	80	Blanche & bleue.	Chevalier de Ternay...	Idem.
Le Neptune.....	80	Bleue.	Hector.....	Idem.
Le Glorieux.....	74	Blanche	Bauflet.....	Idem.
Le Conquérant.....	74	Blanche & bleue.	Monteil.....	Idem.
La Victoire.....	74	Idem.	Marin.....	Capitaine de Vaisseau.
L'Asif.....	74	Blanche.	Baraudin.....	Idem.
La Bourgogne.....	74	Bleue.	D'Albert St. Hippolite..	Idem.
Le Destin.....	74	Blanche.	Cariolis d'Espinouse...	Idem.
Le Scipion.....	74	Bleue.	Le Comte de Cherizai..	Idem.
Le Palmier.....	74	Blanche & bleue.	De Reals.....	Idem.
L'Ancre.....	74	Bleue.	Bauflet de Châteaufort.	Idem.
La Zodiaque.....	74	Blanche.	La Porte Vezin.....	Idem.
Le Crocyen.....	74	Blanche & bleue.	Ponte Marquis de Nieul.	Idem.
L'Hercule.....	74	Bleue.	Le Marq. d'Amblimont.	Idem.
Le Ben-Aimé.....	74	Idem.	d'Aubenton.....	Idem.
Le Pluton.....	74	Blanche.	Destouches.....	Idem.
L'Eveille.....	64	Blanche & bleue.	Chevalier de Balleroy..	Idem.
Le Saint Michel.....	64	Blanche.	Chevalier de la Biochair.	Idem.
L'Alexandre.....	64	Bleue.	Tremignon l'ainé.....	Idem.
Le Solitaire.....	64	Idem.	Montecler.....	Idem.
Le Prothée.....	64	Blanche & bleue.	Valmenier Caquerai...	Idem.
L'Indien.....	64	Idem.	La Grandière.....	Idem.
L'Actionnaire.....	64	Bleue.	L'Archantel.....	Idem.
Le Caton.....	64	Idem.	Seillans Colombes.....	Idem.
Le Bizarre.....	64	Blanche & bleue.	Saint Riveul.....	Idem.
Le Triton.....	64	Blanche.	De la Clocheterie.....	Idem.

FRÉGATES.		NOMS		GRADES
NOMS	NOMBRE	DISTINCTION	DES COMMANDANTS.	PAR ANCIENNETÉ
DES FRÉGATES.	DE CANONS.	D'ESCADRE.		
La Magicienne.....	{ .. 26 de 12 6 de 6 ..	.....	Brun de Boades.....	Capitaine de Vaisseau.
L'Athalante.....	.. Idem ..	.....	Baron de Dufort.....	Idem.
La Concorde.....	.. Idem ..	.....	Chevalier de Cardaillac.	Idem.
La Junon.....	.. Idem ..	.....	Bernard de Marigny....	Idem.
L'Inconstante.....	.. Idem ..	.....	Chevalier de Ravenel..	Idem.
La Bellone.....	.. Idem ..	.....	De Gonidec.....	Idem.
La Médée.....	.. Idem ..	.....	Kergariou de Lescouet..	Idem.
La Diane.....	.. Idem ..	.....	Chambertrand.....	Idem.
La Gloire.....	.. Idem ..	.....	De Bavre.....	Lieutenant de Vaisseau.
La Surveillante.....	.. Idem ..	.....	Du Coëdie.....	Idem.
La Gentille.....	.. Idem ..	.....	Chevalier de Mengaut..	Idem.

CORVETTES.				
L'Etourdie.....	.. 20 de 6 ..	.....	Blachon.....	Idem.
Le Sénégal.....	.. 20 de 6 ..	.....	Cambis.....	Idem.
La Curieuse.....	.. 10 de 4 ..	.....	De Maurville.....	Idem.
La Favorite.....	.. 10 de 4 ..	.....	Chevalier de Kerfaint..	Idem.

LOUGRES.				
Le Chasseur.....	.. 10 de 3 ..	.....	Ville Bouquet.....	Idem.
L'Espiegle.....	.. 10 de 3 ..	.....	Du Clefmeur.....	Idem.

COTTERS.				
Le Pilote.....	.. 14 de 4 ..	.....	Chev. de Rocquefenille.	Enseigne de Vaisseau.
Le Murin.....	.. 14 de 4 ..	.....	Clonard.....	Idem.

RÉCAPITULATION.

Vaisseau de ...	110	1	110	Total du nombre des Canons.
Idem.. de ...	100	1	100	
Idem.. de ...	80	4	320	
Idem.. de ...	74	14	1036	
Idem.. de ...	64	10	640	
Frégates de ...	32	11	352 2646.
Corvette de ...	20	1	20	
Idem.. de ...	10	2	20	
Lougres de ...	10	2	20	
Cotters de ...	14	2	28	
Total du nombre des Bâtimens.....				48.

BRULOTS.		Officiers auxil. Commandans.
Le Dafwood .....	.....	Guiguen.
Le London .....	.....	Heron
Le Ménager .....	.....	Hue.



seaux Anglois qui ont dû être à la rade de Sainte-Hélène le 15.

Le Saint-James Chronicle du 15, contient l'article suivant : » La Gazette d'Utrecht, re-
 » çue aujourd'hui, assure que l'Escadre Fran-
 » çoise, qu'elle prétend être sortie, consiste
 » en 64 voiles. Apparemment que dans ce
 » nombre sont comprises les chaloupes. «

Ce doute du Gazettier Anglois mérite d'être éclairci. Il faut lui donner nos chaloupes à compter. Vous allez trouver ici, Monsieur, l'état le plus exact & le plus complet qui ait encore paru de l'Escadre François sortie des eaux de Brest le Vendredi 4 Juin, jour anniversaire de la naissance du Roi d'Angleterre, qui pendant ce tems-là recevoit les révérences des Seigneurs & Dames de sa Cour, ainsi que des Ministres Etrangers.

UN Corsaire Américain, appelé le *Pilgrim* de Salem, a débarqué le 2 Juin en Irlande trente-huit hommes de trois prises qu'il avoit faites. De ce nombre est le Lieutenant *Best*, Officier du vingt-deuxième Régiment. Suivant sa déclaration, & celle de quelques autres, tout étoit tranquille à leur départ à la Nouvelle York. Mais l'armée Angloise étoit réduite à huit mille hommes, y compris les Allemands; & le Général Washington passoit pour en avoir plus de vingt mille : il mena-

ccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

çoit journellement d'habiller les Anglois à la *Burgoyne*.

Le Chevalier George Collier commandoit à New-York la Marine, dont toute la force consiste dans le vaisseau le *Rainbow* de 44 canons, & deux floups de guerre qui sont à Sandy-Hook. Il est tems qu'Arbuthnot y arrive. Le nombre d'hommes qu'il y porte est de sept mille. Il en reste deux mille à y faire passer. Aujourd'hui, c'est une question ?

Voici un résumé d'un état très-exact des forces Angloises dans la Grande-Bretagne & l'Irlande, suivant les plus nouvelles répartitions.

ANGLETERRE.

(a) Partie du Sud.

	Complet.	Effectif.
Total de la Cavalerie.....	2,120	1,514
Ditto de l'Infanterie.....	12,455	11,594
Ditto de la Milice.....	8,772	8,772
<i>Total dans le Sud..</i>	<i>23,347</i>	<i>21,880</i>

(a) Par le Sud, on entend Londres & les Comtés de Kent & de Surry : par l'Ouest, tout le reste des côtes jusqu'au Land'send : par l'Est, les Comtés de Suffolk, de Norfolk & d'Essex, à l'Est de Londres : par le Nord, les Comtés de Lancastre, d'York, &c.

Partie du Milieu.

Complet. Effectif.

Total de la Milice.....	920	920
-------------------------	-----	-----

(N. B. Il n'y a point d'autres troupes.)

Partie de l'Est.

Total de la Cavalerie.....	2,643	1,708
Ditto de l'Infanterie.....	2,930	2,490
Ditto de la Milice.....	7,814	7,814

<i>Total dans l'Est.....</i>	<u>13,387</u>	<u>12,012</u>
------------------------------	---------------	---------------

Partie de l'Ouest.

Total de la Cavalerie.....	1,483	1,071
Ditto de l'Infanterie.....	4,318	4,012
Ditto de la Milice.....	8,674	8,674

<i>Total dans l'Ouest...</i>	<u>14,475</u>	<u>13,757</u>
------------------------------	---------------	---------------

Partie du Nord.

Total de l'Infanterie.....	2,120	1,984
Ditto de la Milice.....	4,120	4,120

<i>Total dans le Nord...</i>	<u>6,240</u>	<u>6,104</u>
------------------------------	--------------	--------------

Pays de Galles.

Total en Milice.....	<u>160</u>	<u>160</u>
----------------------	------------	------------

cciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

	Complet.	Effectif.
Total de la Cavalerie en Angleterre & au pays de Galles.....	6,246	4,293
Total de l'Infanterie en Angleterre & au pays de Galles.....	21,823	20,080
Total de la Milice en Angleterre & au pays de Galles.....	30,460	30,460

E C O S S E.

Total de la Cavalerie.....	666	488
Ditto de l'Infanterie	8,757	7,187

<i>Total en Ecosse....</i>	<u>9,423</u>	<u>7,675</u>
----------------------------	--------------	--------------

Total des Troupes réglées en Angleterre, dans le pays de Galles & en Ecosse	37,492	32,048
Total général en comptant la Milice.....	67,952	62,508

I R L A N D E.

Total de la Cavalerie.....	2,136	1,947
Ditto de l'Infanterie.....	9,416	8,430

<i>Total en Irlande....</i>	<u>11,552</u>	<u>10,377</u>
-----------------------------	---------------	---------------

On leva la Milice en Irlande en 1762. Elle se monta à 14,700 hommes. Aujourd'hui il y a dans ce Royaume douze mille hommes armés, qui n'ont point été levés par le Gouvernement. Il est probable que s'il s'agissoit d'y lever la Milice aujourd'hui, on s'apercevrait de quelque différence.

N. B. Il a été ordonné le 15 Décembre 1778, une augmentation dans les vieux corps d'Infanterie, à compter du second bataillon du premier Régiment jusqu'au 70 inclusivement (excepté les huit Régimens prisonniers de l'armée de Burgoyne, & les 41 & 42 Régimens) qui portera chacun de ces corps formant 63 bataillons à mille hommes. Mais jusqu'à présent cette augmentation ne s'est point effectuée. Leur effectif est encore beaucoup au-dessous de 810, leur ancien complet.

La même augmentation n'aura lieu pour les huit Régimens prisonniers que quand ils auront été remis en liberté.

Le complet de tous ces vieux corps d'Infanterie doit être de..... 63,000 hommes.

L'effectif est de..... 40,343 hommes.

Il leur manque..... 22,657 hommes.

LE Lord North a déclaré nettement dans la Chambre des Communes, le 11, que le Gouvernement ne feroit plus de démarches pour amener les Américains à un accommodement; que c'étoit à présent à l'Amérique à faire ses propositions à la Grande-Bretagne. Quelqu'un lui a observé, qu'elle en feroit aussi, mais que ce feroit par la bouche du canon de la France & de l'Espagne, plus véridique que les Commissaires Anglois, quoiqu'un peu moins maniéré & moins musqué.

IL sembleroit, (c'est au moins l'opinion de quelques-uns de nos Politiques,) que les Ministres Anglois cherchent à renouer une négociation avec l'Ambassadeur d'Espagne; mais celui-ci, ajoute-t-on, a l'air de ne s'en point douter, & les laisse venir. Ils ne se feront pas attendre long-tems; car s'il est de leur intérêt de faire proroger le Parlement, il faut que cela se fasse par un Discours de clôture, & que dans ce Discours il soit dit sur quel pied on croit être avec l'Espagne.

IL vous a été dit, Monsieur, par des gens qui courent plus vite que moi, que la cargaison du Vaisseau de la Compagnie Angloise l'*Osterley*, estimé trois cent mille livres sterling, étoit en majeure partie assurée au Caffé de Lloyd à 15 pour cent seulement, pour l'aller & le retour. Sur ce pied, la Compagnie Angloise qui fait ici *Regnum in Regno*, & à ce titre un ennemi de plus pour la France & pour son commerce, & celui des deux qui jusqu'ici lui a fait le plus de mal, ne souffriroit qu'un préjudice fort léger de l'importante prise qui lui a été faite, précisément par deux des Frégates Françoises qui revenoient de Pondichéry. Suivant cet exposé, la perte presque entière seroit tombée sur une Compagnie d'honnêtes Assureurs à qui on n'a d'autres reproche à faire que de chercher leur intérêt dans l'adoucissement qu'ils procurent au sort des infortunés, dans

l'industrie avec laquelle ils amortissent les coups du Dieu farouche dont le bras renverse les Villes, & de celui qui ébranle la terre de son trident. Mais jouissez à votre aise d'une vengeance bien légitime. C'est la Compagnie qui supporte toute la perte des sept millions, au moment où Mylord North va lui en extorquer quelques autres, malgré chartres & privilèges. Il n'est point dans les usages de la Compagnie d'assurer ses Vaisseaux. C'est au Gouvernement à les faire escorter; & ce sera un grief de plus contre les Ministres, quand il s'agira de les pendre. Il y avoit cependant, (car je veux être exact, puisque j'en prends le tems,) il y avoit une partie de vingt mille livres sterling d'assurée; mais c'étoit la pacotille des Officiers.

Les fonds sont baissés de trois pour cent depuis qu'on est certain de la sortie de l'escadre de Brest. Les bruits qui courent que l'Escadre Angloise ne sera pas de plusieurs semaines en état d'aller la chercher, aident beaucoup à ce discrédit. On est inquiet aussi pour l'Escadre de Byron, dont cinq vaisseaux, dit-on, se sont détachés, pour revenir en Europe avec un convoi, parce qu'il ne leur étoit plus possible de faire campagne en escadre, tant ils étoient en mauvais état. Les huit vaisseaux destinés pour l'Inde ne partiront plus de Spithead que dans trois semaines. Il y a apparence qu'ils sortiront

ccviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
avec l'Escadre dont il se détachera quelques
vaisseaux pour les escorter. Le *Namur* est un
de ceux qui sont désignés pour cette cam-
pagne. On est fort inquiet pour les trois
ou quatre vaisseaux de l'Inde qui doivent
être partis en Mai de l'Isle Sainte-Hélène
pour l'Europe, sous le convoi du *Belle-Isle*
de 64 canons, & du *Warwick* de 50. On
imagine que le Commodore Hughes, qui est
parti de Madere le 15 Avril, leur aura donné
un renfort de quelques-uns de ses six ou sept
vaisseaux. On attend aussi de l'ardeur & de
l'intelligence de ce Commodore, qu'il enle-
vera l'*Osterley* de l'Isle de France.

P. S. du Samedi 19 Juin.

QUELQUES jours, Monsieur, se sont à
peine écoulés depuis qu'on a entendu Mi-
lord *North* assurer dans la Chambre des
Communes que s'il étoit vrai que les négocia-
tions avec l'Espagne pour une médiation
fussent cessées, cela ne changeroit rien aux
sentimens d'amitié du Roi d'Espagne pour
le Roi & la nation Angloise; & voilà que
tout-à-coup le Jeudi 17 éclate de la part de
l'Espagne une des plus fieres & des plus
vigoureuses ruptures dont l'Histoire fasse
mention.

Vous allez juger, Monsieur, s'il étoit pos-
sible que l'Espagne eût inculpé la France,
comme vous l'avez lû dans le Courier de
l'Europe.

l'Europe, N.º XXXV, d'une *perfidie sans exemple* à l'égard de l'Angleterre : s'il étoit croyable que Milord Stormont se fût permis une calomnie aussi atroce & aussi basse contre l'Espagne, à la face de son Ambassadeur, & si je n'ai pas eu raison de vous faire entendre (voyez ci-devant page clv & suivantes) que le Traducteur qui sert le Courier de l'Europe, s'étoit prêté aux mauvais & perfides desseins du Ministère Anglois pour fabriquer cette calomnie, utile peut être pour quelques instans à ses vues, dans certaines Cours étrangères, où on est loin d'imaginer combien peu il importe à la France que le Courier de l'Europe soit ou ne soit pas au nombre des petits moyens qu'il convient au Ministère Anglois d'employer à sa fausse & louche politique.

TRADUCTION (d'après une des traductions Angloises) *du Manifeste du Roi d'Espagne.*

Tout l'Univers peut attester la noble impartialité du Roi, relativement aux différens de la Cour de Londres avec ses Colonies Américaines & avec la France. De plus encore, Sa Majesté ayant appris que l'on désiroit la puissante médiation, elle en a fait l'offre généreuse, qui fut acceptée par les Puissances en guerre; & pour ce seul motif, un vaisseau de guerre fut envoyé de la part

Tome XIV. 0

de Sa Majesté Britannique dans un des ports d'Espagne. Le Roi s'est donné les soins les plus énergiques, tous ceux qui sembloient promettre les plus heureux effets, pour amener ces Puissances à un accomodement également honorable aux deux Parties, proposant à cet effet des expédiens raisonnables, propres à applanir toutes difficultés, & à prévenir le progrès des calamités de la guerre. Mais quoique les propositions de l'Espagne & particulièrement celles de son *ultimatum*, aient été parfaitement conformes à celles que dans d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit paru juger propres à un accomodement, & qui aussi n'étoient pas moins moderées, elles ont été rejetées d'une manière qui prouve pleinement combien peu le Cabinet Britannique désire de voir la paix de l'Europe se rétablir & de conserver l'amitié du Roi. En effet la conduite de ce Cabinet envers le Roi, pendant tout le cours de cette négociation, n'a eu pour objet que de la prolonger pendant plus de huit mois, par de vains prétextes ou par des réponses qui ne pouvoient pas être moins concluantes; tandis que dans cet intervalle les insultes faites au pavillon Espagnol, & la violation du territoire du Roi se pouissoient jusqu'à un excès incroyable: tandis que l'on faisoit des prises sur les Espagnols, que l'on fouilloit & pilloît leurs vaisseaux: tandis qu'on tiroit sur d'autres, & cela est arrivé à un grand nombre,

qui ont été obligés de se défendre: tandis enfin qu'on ouvroit leurs livres, qu'on les déchiroit & qu'on enlevoit jusqu'aux paquets de la Cour, qu'il n'étoit pas difficile de trouver sur les paquebots du Roi.

Les Etats de la Couronne en Amérique ont été menacés: ont été même, & l'idée seule en est effrayante, jusqu'à exciter les Nations Sauvages, appelées *Chatcas*, *Che-roquies* & *Chicassas*, contre les innocents Habitans de la Louisiane, qui auroient été les victimes de la férocité de ces barbares, si les *Chatcas* eux-mêmes n'eussent pas été touchés de remords & n'eussent pas recelé toute la trame de la séduction Angloise. La souveraineté de Sa Majesté dans la province de Darie & sur la côte de Saint Blas, a été usurpée; le Gouverneur de la Jamaïque ayant donné à un Sauvage rebelle la commission de Capitaine général de ces Provinces.

Enfin on a violé récemment le territoire de la baye de Honduras en y exerçant des actes d'hostilités & d'autres excès contre les Espagnols qui ont été emprisonnés & dont les maisons ont été envahies. De plus, la Cour de Londres a négligé jusqu'ici d'exécuter ce que le seizieme article du dernier Traité de paix de Paris stipule par rapport à cette côte.

Des griefs si nombreux, de si grand poids & si récents, ont été, en différens tems,

CCXij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'objet des plaintes faites au nom du Roi, & déduites dans les mémoires qui ont été ou remis aux Ministres Anglois à Londres ou envoyés à ces Ministres par le canal de l'Ambassadeur Anglois à Madrid ; mais quoique les réponses qui ont été reçues aient été amicales, Sa Majesté n'a encore obtenu d'autre satisfaction que de voir se renouveler des insultes, dont le nombre se montoit dernièrement à une centaine.

Le Roi, fidèle à cette sincérité & à cette candeur qui caractérisent Sa Majesté, a déclaré formellement à la Cour de Londres, dès le commencement de ses contestations avec la France, que la conduite de l'Angleterre seroit la règle sur laquelle se dirigeroient les Conseils de l'Espagne.

Sa Majesté a encore déclaré à cette Cour, que lorsque ses différends avec la France pourroient s'arranger, il seroit nécessaire de régler ceux qui se sont élevés ou pourroient s'élever avec l'Espagne ; & dans le plan de médiation envoyé au sousigné Ambassadeur le 28 Septembre dernier, & qui fut par lui remis au Ministère Anglois dans les premiers jours d'Octobre, plan dont le Lord Grantham étoit informé & avoit reçu une copie, Sa Majesté a déclaré, en termes positifs, aux Puissances belligérentes, qu'en considération des insultes que ses sujets & ses Etats avoient souffertes, & aussi des at-

teintes portées à ses droits, elle seroit dans la nécessité de prendre un parti décidé, dans le cas où la négociation, au lieu d'être continuée avec sincérité, seroit rompue, ou ne produiroit point d'effet.

Les causes des plaintes dont la Cour de Londres a donné sujet, n'ayant point cessé, & cette Cour ne se montrant point disposée à en faire aucune réparation, le Roi a résolu, & il ordonne à son Ambassadeur de déclarer que l'honneur de sa Couronne, la protection qu'il doit à ses Sujets, & sa propre dignité personnelle, ne lui permettent point de souffrir que ces insultes continuent & d'attendre plus long tems la réparation de celles qu'il a déjà reçues; & que dans cette vue, nonobstant les dispositions pacifiques de Sa Majesté, & même l'inclination particulière qu'elle a toujours eue & exprimée pour cultiver l'amitié de Sa Majesté Britannique, Sa Majesté se voit dans la désagréable nécessité de faire usage de tous les moyens que le Tout-puissant lui a confiés, pour obtenir une justice qu'il a sollicitée de tant de manières sans pouvoir l'obtenir. Sa Majesté, pleine de confiance dans la justice de sa cause, espere que les conséquences de cette résolution ne lui seront point imputées devant Dieu ni devant les hommes, & que les autres Nations se formeront une idée convenable de cette résolution, en la comparant à la conduite

CCXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
qu'elles-mêmes ont éprouvée de la part du
Ministère Britannique.

Signé, le Marquis d'Almodovar.

A Londres, le 16 Juin 1779.

CE Manifeste que le Lord *Weymouth* avoit
reçu le 16 de l'Ambassadeur d'Espagne a
été porté le 17 à la Chambre des Pairs par
ce même Lord, avec le Message suivant de
Sa Majesté Britannique. — Les mêmes no-
tifications, *mutatis mutandis*, se sont faites
dans la Chambre des Communes, par My-
lord North.

Message du Roi.

GEORGE, ROI.

» L'Ambassadeur du Roi d'Espagne ayant
remis un Ecrit au Lord Vicomte Weymouth
& ayant signifié qu'il a reçu ordre de sa Cour
de se retirer sur le champ de ce pays, Sa
Majesté a jugé nécessaire d'ordonner qu'une
copie de cet Ecrit soit mise devant la
Chambre des Communes, comme étant une
affaire de la plus grande importance pour la
Couronne & pour la Nation; & Sa Majesté
informe en même tems la Chambre qu'en
conséquence de cette déclaration hostile,
Elle s'est vue obligée de rappeler de Madrid
son Ambassadeur. «

» Sa Majesté déclare de la maniere la plus

solemnelle , que son désir de maintenir & de cultiver la paix & la bonne harmonie avec la Cour d'Espagne, a toujours été uniforme & sincere , & que sa conduite envers cette Puissance n'a eu d'autres motifs ou principes que ceux de la bonne foi , de l'honneur & de la justice. Sa Majesté voit aussi avec d'autant plus de surprise les prétextes sur lesquels cette déclaration est fondée, que quelques-uns des griefs rapportés dans cet Ecrit ne sont jamais venus à la connoissance de Sa Majesté, ni par aucunes représentations de la part du Roi Catholique, ni par aucun autre avis quelconque ; & que dans tous les cas où on a reçu des plaintes, le sujet en a été examiné avec la plus grande attention , & mis dans un cours réglé de recherche & de redressement. «

» Sa Majesté est dans la plus ferme confiance que ses fideles Communes, déployant tout ce zèle & tout cet amour du bien public, qu'elle a si souvent éprouvés de leur part, soutiendront Sa Majesté dans la résolution où elle est de mettre en œuvre tout le pouvoir & toutes les ressources de la Nation, pour résister aux efforts de l'Espagne, & repousser toutes ses entreprises hostiles, & que par les bénédictions que le Très-haut répandra sur la droiture de ses intentions & sur l'équité de sa cause, Sa Majesté sera en état de faire avorter les injustes & dangereux desseins de ses ennemis, contre l'hon-

CCXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
neur de la Couronne, ainsi que contre le
commerce, les droits & les intérêts communs
de ses Sujets. «

CHEZ les Lords, deux motions succom-
berent successivement, l'une du Lord *Abing-*
don pour le renvoi des Ministres, par une
pluralité de 38, savoir 60 contre 22; l'au-
tre du Duc de *Richmond*, pour prier le Roi
de changer son système actuel de politique,
par une pluralité de 34, savoir 66 contre 32.
— La motion du Lord *Weymouth*, pour as-
surer le Roi que chacun des Lords étoit prêt
à sacrifier sa vie & ses biens pour la défense
de la personne & du Gouvernement de Sa
Majesté passa sans qu'on fût obligé de lever
les voix.

Chez les Communes, le Lord John *Cawen-*
dish appuya une motion pareille, proposée
par le Lord North, qui fut suivie du même
succès.

Le Lord John *Cavendish* en fit une parti-
culière qui ne laissa point d'embarrasser les
Ministres, parce qu'elle impliquoit le rappel
de toutes les forces britanniques de terre &
de mer actuellement en Amérique, pour les
opposer en corps aux forces réunies de la
Maison de Bourbon. Cette question amena
encore les éternelles discussions sur la con-
duite de la guerre en Amérique; & à la fin
les Ministres craignant autant de voir passer

cette motion que de la voir rejeter, proposerent par l'organe de M. Jenkinson, Secrétaire de la guerre, que la Chambre s'ajourneroit pour en délibérer ultérieurement : pluralité 76, savoir 156 contre 80.

Vous me dispenserez, Monsieur, de vous faire ici le tableau du déluge de reproches, de déficit & d'insultes, dont furent inondés les Ministres dans les deux Chambres, le 16 & le 17, à l'occasion de cette rupture qui jette tout ce peuple ci dans un désordre & une consternation inexprimables, quoique depuis long-tems il y fût préparé. — Les Ministres, qui prévoyoit le coup que cet événement alloit leur porter, ont fait sortir l'Escadre telle qu'elle se trouvoit, au nombre de vingt-huit vaisseaux. Les bâtimens pour l'Inde & un grand nombre d'autres qui venoient de partir ont été heureusement repoussés par un coup de vent sur Spithead, & y sont arrivés à tems pour fournir quinze cents Matelots à l'Escadre. Le *Canada*, de 74 canons, est arrivé de la Tamise à Portsmouth : il doit joindre l'Amiral Hardy avec les vaisseaux le *Thunderer* & l'*Intrépide*, lorsqu'ils auront reçu une complete réparation, & alors l'Escadre fera de 31 vaisseaux de ligne ; mais vous ne devez point oublier que de ce nombre il faut qu'il en soit détaché quelques-uns pour escorter les sept vaisseaux pour l'Inde, qui ont appareillé de nouveau avec l'Escadre. — Il a

CCXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

été fait des propositions dans la Chambre des Communes d'envoyer sans délai une puissante Escadre contre les Colonies Espagnoles ; mais où la prendra-t-on ? ce ne sera sûrement point celle de Byron , dont les vaisseaux pourront à peine soutenir la campagne de leur retour en Angleterre. Quant à celle de Hardy, dans laquelle consiste tout ce qui reste de forces aux Anglois en Europe, vous jugez sûrement qu'elle y trouvera assez d'occupations pour ne point en aller chercher sous une autre hémisphère.

A propos d'une autre hémisphère , il se répand ici une nouvelle bien plaisante , c'est que l'Isle de Sainte-Lucie, dont la Gazette de la Cour a fait sonner si haut la prise, est abandonnée par l'armée Angloise, comme une terre qui dévore ses habitans. Des cinq mille hommes qui y avoient été débarqués, il en est parti à peine la moitié pour la Nouvelle York, où ils vont peupler les hôpitaux de leurs cadavres. C'est la sixième ou la septième conquête Angloise, depuis cette guerre Américaine, qui finit par une évacuation. L'Angleterre ne guérira de cette maladie qu'en avalant la pilule de l'Indépendance.

Au moment où l'escadre Angloise alloit appareiller, le Chevalier Charles Hardy a fait venir à bord de la *Victoire* tous les Officiers à pavillon & Capitaines, & lorsqu'ils

ont tous été rassemblés dans la Salle du Conseil, il leur a adressé le discours suivant.

MESSIEURS,

« Il est vrai qu'on m'a tiré des Invalides pour me donner ce commandement, & que depuis seize ou dix-sept années que je suis, comme on dit, sous la remise, j'ai eu le tems d'oublier mon métier; mais j'ai heureusement bonne mémoire, & mon ancienne théorie me suffira pour bien remplir mes devoirs envers mon Roi & mon pays, les jours que je n'aurai pas la goutte. Je ne doute point que chacun des Officiers de mon escadre ne s'évertue à me soutenir convenablement, non seulement devant l'ennemi, mais aussi devant un Conseil de guerre. C'est pourquoi il ne peut pas être hors de propos de vous observer que si j'étois assez malheureux pour qu'on n'obéisse point à mes signaux, même quand on auroit été abymé par le feu de l'ennemi, je n'attendrai pas cinq ou six mois pour casser l'Officier qui aura manqué, quel qu'il puisse être, fut-il Lord de l'Amirauté, aimant mieux qu'on lui casse ses vitres à Londres & la tête à Portsmouth, qu'à moi, & cela, pour le plus grand bien du service dans lequel nous voilà tous embarqués ».

Le 17, jour que le Manifeste du Roi d'Espagne a été lu dans les deux Chambres, quelqu'un s'est avisé d'enlever une des affi-

CCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ches de la Comédie, & après y avoir fait
un seul petit changement, de l'appliquer à
la porte du Parlement. Voici une copie exacte
de ce Placard.

La Troupe du Roi donnera ici aujourd'hui une Représentation du

BARBIER ESPAGNOL,

ou *La Précaution inutile ;*

avec la nouvelle ouverture

du *FANDANGO,*

& suivi de la Farce

de **M I D A S.**

C'étoit exactement l'affiche du jour pour
la Salle de Spectacle de *Haymarket.*

F I N.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 22 Juin 1779.

JE VOUS ai fait voir, Monsieur, une esquisse légère de l'embarras toujours croissant de la finance angloise; il est juste que vous soyez de même initié dans le secret de celle des Etats-Unis. Vous serez content de la sagesse avec laquelle est raisonné un nouvel écrit qui en traite; & la connoissance que vous en tirerez de la réalité des plus essentielles conjectures de l'Auteur, vous présentera la position des Etats-Unis sous cet agréable point de vue où j'ai toujours osé assurer qu'elle seroit amenée par les circonstances.

A la suite de cet écrit, vous trouverez diverses facéties du journal patriotique, qui vous offriront un tableau assez piquant de l'état des affaires de l'Angleterre en général. Vous y remarquerez quelques rubriques un peu triviales & peu faites pour flatter la délicatesse du goût François. C'étoit d'abord mon envie de les supprimer; mais j'ai considéré que même en France, quand on fait venir un mets étranger, on souffre volontiers qu'il

CCXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ait l'affaïsonnement du pays. Il auroit fallu
d'ailleurs remplacer ; & cela n'est pas tou-
jours aussi aisé que de retrancher. La variété
& même la bigarrure, vous aideront à sup-
porter cette lecture, utile au fonds, par une
multitude de vérités frappantes qu'on voit
journallement éclore des nouvelles circons-
tances.

Finances des Etats - Unis.

De Philadelphie le 15 Février 1779.

LA quantité d'argent nécessaire, comme
moyen de commerce, dans les Etats-unis,
est d'environ trente millions de *Dollars* (pia-
stres gourdes dont la valeur est 4 shil. $\frac{1}{2}$. d'An-
gleterre & 5 liv. de France). Cette somme
s'est trouvée balancer tous les besoins de
commerce ; & chaque émission qui se fait
au-delà, doit nécessairement être suivie d'une
baisse proportionnelle.

Le crédit & la valeur de l'argent sont deux
choses distinctes. Son crédit dépend de la
bonne foi & de la solidité du gouvernement
& des ressources probables qu'il a pour les
remboursemens. Sa valeur dépend de sa quan-
tité. La valeur & le crédit de l'argent ont
à quelques égards une influence réciproque
l'un sur l'autre. Alors chaque nouvelle qui
affecte le crédit, affecte à un certain
degré la valeur de l'argent. — Il est géné-
ralement reconnu que l'alliance de la France

a fait hauffer l'argent de quelques centaines pour cent dans l'espace d'une seule semaine. La hausse a été en quelque sorte artificielle; delà est bientôt résulté cette baisse qui étoit naturelle, vu la quantité.

Celle du papier monnoye (y compris les émissions d'Etat) actuellement en circulation sur le Continent, se monte à environ cent trente millions de *Dollars*, ce qui forme près de quatre fois autant que ce qui est nécessaire pour un moyen de commerce; mais la baisse de l'argent n'a pas marché d'un pas égal avec cette quantité: au lieu de se tenir à 400 pour cent, sa valeur a baissé sur certains objets de trois mille, sur d'autres de deux mille, & sur quelques articles (excepté les maisons & les terres) elle a été de moins de 5,000 pour cent.

Les causes de cette baisse surnaturelle peuvent se réduire, je pense, à ces trois principes.

1.^o La rareté de plusieurs articles, particulièrement de toutes les marchandises d'Europe.

2.^o Le monopole de plusieurs articles, particulièrement de marchandises des Isles, ce qui occasionne, de la même manière, une disette.

3.^o Le manque de confiance dans le crédit du papier, qui engage le peuple à demander ou à donner une plus forte somme pour les articles que ce qu'ils valent.

CCXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'or & l'argent sont des marques trompeuses de la valeur de notre papier monnoyé. Ils sont sujets au monopole & forment des articles de commerce. Leur valeur hausse & baisse avec le crédit du papier monnoyé. Les demi - Joseph qui se sont vendus en Lancastre au mois de Janvier 1778, 30 liv. en papier du Continent, ont été vendus 9 & 12 liv. au mois de Juin suivant. Cette hausse subite du papier monnoyé a été occasionnée par les nouvelles de l'alliance avec la France.

Les provisions sont pareillement des marques trompeuses de la valeur de notre papier monnoyé. Plusieurs d'entr'elles sont plus rares qu'anciennement; & il y en a quelques-unes qui sont sujettes au monopole. Le manque de bras pour cultiver la terre a sans doute contribué en grande partie à faire hausser le prix des provisions au-dessus du taux de la baisse du papier. La rareté des marchandises d'Europe & le monopole de celles des Isles, a pareillement contribué à faire hausser le prix des provisions. Le fermier doit affecter le prix extraordinaire des toiles de coton, du thé, du sucre, du café, &c. sur le produit de la ferme, sans quoi il sera dupe de son travail.

La terre est le seul véritable barometre d'après lequel nous puissions apprécier la valeur de notre papier monnoyé. Elle n'est point rare; & il n'est point aisé d'en faire le monopole. En partant de là, nous trouvons

vons qu'elle a été vendue dans quelques endroits plus de trois ou quatre fois au-dessus de son ancien prix nominal.

La hausse de notre papier monnoye ne peut s'effectuer que par les moyens suivans.

1.^o Par une réduction de la quantité, c'est ce qu'opéreront des taxes & une découverte des contrefaçons. Le Congrès a prudemment pris des mesures pour ces fins dans ses résolutions du 2 Janvier 1779.

2.^o En arrêtant les futures émissions. Les emprunts qui ont suivi l'abstraction des émissions pour anéantir les faux papiers, des 20 Mai 1777 & 11 Avril 1778, & les taxes pour l'année courante, préviendront probablement la nécessité de faire sortir davantage de papier. Outre les prêts que nous a procuré la susdite résolution du Congrès, il y a lieu de compter encore sur d'autres prêts considérables de la part des François, des Hollandois, des Danois & même des Îles Angloises. Je publie comme un fait que plusieurs riches particuliers de la Jamaïque ont fait passer secrètement leurs fonds sur le Continent, par le moyen d'un port neutre & qu'ils ont ordonné qu'on en plaçât le montant dans les fonds des Etats - Unis.

3.^o La réduction du nombre de nos troupes de terre & le système d'économie qu'on est sur le point d'introduire dans tous les départemens de l'armée, auront nécessairement un effet immédiat dans la hausse de

notre papier. La Grande Bretagne a connu son erreur , & elle n'entreprendra pas de nouveau la conquête de l'Amérique. Si elle persevere à se (a) maintenir dans la possession de nos ports de mer , quelques milliers d'hommes suffiront pour empêcher ses garnisons de faire des incursions dans notre pays.

4.^o Un commerce libre & absolument nécessaire pour faire hauffer notre papier monnoye. Quelques cargaisons de marchandises d'Europe le feront monter sur le champ à 4 ou 500 pour cent. Je ne puis m'empêcher de faire appercevoir la détresse & la ruine qui menacent tous nos monopoleurs & accapareurs. Je souhaite que nos loix les laissent tranquilles jusqu'à ce qu'ils aient rempli la mesure de leurs iniquités. Je me rappelle très-bien le chagrin cuisant qu'ils ont ressenti lorsque nous avons reçu la nouvelle que la France avoit reconnu notre indépendance. Le long voyage du Comte d'Estaing & les dommages que lui a causés une tempête après son arrivée sur notre côte, ont reculé le terme de leur destruction ; mais par égard pour l'innocent qui seroit la victime du coupable , je vais mettre ces harpies dans le secret. Il y a actuellement en route pour ce Continent de grandes quantités de

(a) C'est exactement le plan actuel de l'Angleterre. Il a été prévu par le Congrès ; ainsi tout doit , suivant l'état des choses , être au plus grand avantage de l'Amérique.

marchandises sous un convoi respectable. Il a été ouvert un nouveau canal de commerce & nous avons assez de confiance dans la force & dans la vigilance de notre grand Allié, pour nous flatter que ce canal ne sera pas coupé par les alleges & les cutters Anglois.

5.^o Si l'Espagne reconnoit notre indépendance & qu'elle se joigne à la France, la balance des forces navales penchera sur le champ en faveur de la Maison de Bourbon. Il en résultera que toutes les craintes que l'on a ici par rapport au crédit de notre papier seront dissipées. Les Whigs tiedes & les opiniâtres Torys cesseront alors de mesurer la valeur de nos facultés sur l'or & l'argent. Ils se repentiront d'avoir consacré des sommes énormes à l'acquisition de biens fonds; & ils les donneront joyeusement pour la moitié de ce qu'ils leur ont coûté, ne trouvant rien de plus profitable que de l'argent placé à un intérêt de six pour cent.

L'Amérique a fait les efforts les plus pénibles pour soutenir sa querelle: elle s'est battue seule pendant trois ans contre une des plus puissantes nations du monde: le choc a été si violent qu'il l'a jettée dans un état convulsif. Elle ressemble aujourd'hui à un jeune homme dont les forces sont épuisées par une attaque de nerfs; mais sa substance & ses esprits vitaux ne sont point affoiblis. Un peu de répit lui rendra son ancienne force & sa première vigueur; & l'Amérique

ccxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
deviendra le pays le plus fortuné qu'il y ait
sur la surface de la terre.

WALSINGHAM.

EXTRAITS DU JOURNAL PATRIOTIQUE.

N.^o I. *Appercu des affaires politiques au 5 Juin.*

Dans la masse des nouvelles actuellement en circulation, il est bien difficile de discerner le vrai d'avec le faux. Chez tous les gens de parti c'est un usage constant de porrer jusqu'à l'exagération la plus révoltante, les événemens qui deviennent favorables à leurs vues respectives. L'honnête homme, l'homme simple ne fait plus où il en est ; l'homme factieux se livre à la fureur qui le transporte, & tout le monde est trompé. Pour nous, notre tâche doit être de séparer le bon grain du mauvais, & de rendre au Public un compte clair & fidelle des choses qui sont dérobées à sa vue par l'aveugle préjugé dans une Gazette, par l'intérêt fardé dans une autre ; & par la vile dépendance dans une troisième.

L'Opposition a hautement assuré que l'Espagne s'étoit déclarée pour la France, & qu'elle avoit annoncé ses dispositions hostiles envers la Grande-Bretagne. L'Opposition n'avoit pas tort ; mais nous croyons encore avoir droit de (a) douter du fait. La médiation de l'Espagne entre la France & l'Angleterre est certainement rompue ; mais

(a) Remarquez que cette excellente piece a paru le 5 Juin & que la Déclaration de l'Espagne n'a éclaté que le 16.

nous demanderons si une rupture de médiation est une déclaration de guerre. Il n'appartient pas au vulgaire des Politiques de résoudre cette question. Nous avons peine à croire qu'on puisse dire en politique : *celui qui n'est pas notre ami doit être nécessairement notre ennemi*. Est-ce qu'il n'y a pas un être intermédiaire, qui, dit-on, s'appelle Hollandois ? Quoiqu'il en soit, le fait, même tel qu'il est avoué par le Ministre, est de la plus sérieuse nature. L'Espagne suivoit depuis plusieurs mois l'affaire d'une médiation ; jusques là elle nous avoit donné de l'inquiétude par ses grands armemens. La médiation n'a point fait discontinuer ses préparatifs de guerre ; nous sommes toujours dans les mêmes appréhensions. Depuis quinze jours que la médiation est rompue, il est donc bien naturel que les mêmes défiances & les mêmes craintes subsistent de notre côté, si même elles ne s'accroissent pas. Nous avons des doutes sur l'Espagne avant qu'elle eût cherché à nous réconcilier avec la France : ses efforts ont été inefficaces ; on doit donc en conclure qu'elle est plus mal disposée à notre égard que jamais. Avant peu on saura ce qui en est ; mais nous respectons trop nos Lecteurs pour leur annoncer des événemens dont nous n'avons aucune connoissance. Néanmoins il peut n'être pas trop hors de propos d'examiner ce qui doit naturellement résulter de cette jonction, & c'est

ce que nous pouvons faire sans être doués d'un esprit prophétique. Il n'est que trop évident que dans l'état actuel des choses, notre marine, divisée & déchirée comme elle l'est par les mécontentemens & les animosités particulières, n'est tout au plus qu'égale en forces à la flotte Française. Il faut donc conclure de la jonction de l'Espagne à la France que la balance tournera contre nous par le poids de la flotte formidable de l'Espagne qui est bien équipée & toute prête à appareiller, si elle vient augmenter le poids déjà presque égale de la flotte de France : si le nouveau degré de danger qui en résultera pouvoit calmer nos divisions internes, rappeler & réunir le courage de chaque individu, en étouffant les haines particulières sous le pouvoir de l'animosité : si ces efforts s'unissant & agissant dans un même centre de vitesse & de pouvoir, rassembloient sur le même point toutes les forces de l'Empire Britannique : si notre Marine devenoit encore une fois le boulevard de la grandeur nationale, d'où partiroit tous nos traits contre nos insolens ennemis ; alors nous aurions tout sujet de nous applaudir de la jonction de l'Espagne avec la France, & de la perfidie qui auroit produit un effet si désirable. Espérons du moins que l'esprit de la Nation n'est pas éteint & qu'il existe encore dans le Royaume, un fond de bon sens capable de diriger notre force & de la conduire au but convenable.

Les bruits d'un soulèvement en Irlande diminuent de plus en plus. Les nouvelles étoient si exagérées que dans chaque parti on commence à douter du fait. Il est certain qu'il y a dans ce Royaume beaucoup d'hommes qui ont pris les armes depuis quelque temps ; mais ce n'a été que pour défendre leur propre pays , & ils ne manifestent aucune mauvaise disposition à notre égard. Ils ont beaucoup à se plaindre & ils sont vraiment bien misérables. Ils ont raison de nous montrer de la défiance & même d'être très-irrités ; & s'ils se livrent au désespoir on ne peut gueres prévoir quelles en seront les suites. Mais ne prononçons point sur l'événement avant qu'il ait lieu. Pourquoi mourir une heure plus tôt ? Les Irlandois ont pour nous un attachement qui les portera à souffrir long - temps avant d'en venir aux extrémités. Persuadons-nous aussi que le malheur doit nous apprendre à avoir égard aux réclamations de la Justice , & que la bonne - foi nationale plaide en leur faveur.

L'état des affaires étrangères est le même. La flotte de l'Amiral Arbutnot est à la fin sortie ; mais l'on dit aujourd'hui que dans cette campagne nous continuerons la guerre en Amérique avec moins de troupes (comme l'a observé M. Fox au Parlement) que lorsque nous n'en n'avions pas assez pour battre l'ennemi.

A Londres , on a été très - alarmé des bruits de la rupture avec l'Espagne & de la rébellion en Irlande. Les fonds ont baissé en conséquence des nouvelles , mais actuellement les craintes paroissent se dissiper ; & l'hémisphère politique retombe dans son engourdissement ordinaire.

II. *Affaire de la réunion de l'Irlande.*

« L'INDIFFÉRENCE des Ministres relativement à l'Irlande est non-seulement inexcusable , mais incompréhensible , quand on pense aux suites affreuses dont elle peut être suivie. Ce Royaume renferme 2,300,000 habitans dont 2,000,000 ont un culte différent de celui qui est établi en Angleterre. On connoit la force de l'enthousiasme sur l'esprit des hommes ; & l'expérience a démontré plus d'une fois combien ils désirent que la Religion qu'ils professent soit la dominante de leur Pays. Tel est le cas où se trouve l'Irlande. En se foumettant à la France ou à l'Espagne , les trois quarts au moins des Habitans de ce Royaume auroient la satisfaction de voir la doctrine de l'Eglise Romaine non-seulement tolérée , mais dominante dans l'Isle. Voilà certainement un appât pour la défection : il en existe un autre , & ce dernier est presque toujours irrésistible , c'est l'extrême besoin. »

« Le Gouvernement d'une Nation composée de 2,300,000 individus n'a pas actuellement assez de crédit pour trouver

100,000 livres sterlings. Quel doit être l'état des membres quand le cœur lui-même se trouve épuisé de sang ? »

« Non-seulement ce Peuple est invité à la révolte par les tentations les plus puissantes, mais encore il a montré qu'il y étoit disposé. Autrement pourquoi verroit-t-on en Irlande une armée de 12 à 14,000 hommes qui a été levée sans le consentement de la Grande-Bretagne & qui n'est point à sa solde ? Que signifieroient les restrictions que les Irlandois ont mises à leur commerce avec l'Angleterre ? Quel seroit l'objet de leurs pétitions & de leurs remontrances ? Cette marche est exactement celle qu'a suivie l'Amérique. Chacun sait qu'il n'est point de sagesse plus sûre que celle qu'on a acquise à ses dépens. Il est bien étonnant que nos Ministres n'aient pas mieux profité d'une leçon aussi instructive. Il parlent de terminer tous nos différens avec l'Irlande en la réunissant avec la Grande-Bretagne ; & c'est à la session prochaine du Parlement, que l'exécution de ce grand projet est renvoyée. Mais n'ont-ils pas lieu d'appréhender qu'avant ce temps là l'Irlande n'ait opéré sa réunion avec d'autres à l'exemple de l'Amérique, qu'elle est si disposée à suivre ? »

Les troubles ont commencé en Irlande comme en Amérique & leur accroissement fait les mêmes progrès. Les plaintes des Irlandois ont été rejetées, leur misère continue, ils forment de petites associations, le

malheur les réunit, l'esprit d'inquiétude se communique de Paroisse en Paroisse, de Comté en Comté: le désespoir fait naître chez eux le mécontentement; & le mécontentement les portera à se faire justice eux-mêmes, peut-être encore à se venger. Ce qui a fomenté l'incendie dans un des Comtés Septentrionaux, c'est qu'environ 1200 hommes après avoir pris les armes, non pas pour obtenir le redressement de leurs griefs, mais pour la défense de leur Pays, ont demandé au Gouvernement de leur nommer des Officiers. Comme on n'a point eu d'égard à leur requête, ce refus leur a donné l'alarme, & l'alarme s'est répandue de tous les côtés. Dieu fait comment tout cela finira.

III. *Mal sur mal n'est pas santé.*

LA situation actuelle des affaires exige les conseils & l'assistance de tout ami de la nation. Au lieu de s'amuser à tenir des Conseils de guerre & à prendre des informations sur la conduite des Ministres & des Généraux relativement à la perte de treize Colonies, tous nos efforts auroient dû tendre à conserver ce qui nous restoit de l'Empire Britannique. Les Marchands & le Public en général savent à leurs dépens que les Colonies sont perdues: n'importe par qui, soit par les Ministres, soit par les Généraux, elles sont perdues; & leur perte a

donné un coup mortel au commerce de la nation. L'Irlande, dans une assemblée publique de ses principaux Marchands, est convenue de n'importer aucun article des Manufactures ou productions de ce Royaume, & de ne se servir que de ses propres manufactures. Elle a demandé des soulagemens qui lui ont été refusés. Les Colonies ont fait précisément tout ce que fait aujourd'hui l'Irlande: il faut espérer cependant que les suites n'en feront pas les mêmes; mais si on n'a point d'égard à ses demandes, nous aurons tout lieu de trembler. L'Ecosse est aussi en rumeur depuis les tentatives qu'on a faites pour briser les entraves des Catholiques Romains dans ce Royaume: & l'enthousiasme de la Religion en Ecosse peut y allumer un feu qu'il ne seroit pas aisé d'éteindre s'il prenoit une certaine consistance. Sous le regne de Charles I. il y eut de pareilles tentatives pour des affaires de Religion: tout le monde fait ce qui en est résulté. A qui faut-il attribuer les calamités qui affligent l'Empire Britannique, si ce n'est à une clique de Ministres qui deshonoreroient tous les siècles & tous les pays? Pour comble de disgrâce & pour couronner leurs bévues, n'est-il point à craindre que l'Espagne ne profite de nos divisions intestines & ne se joigne à nos ennemis pour accélérer & compléter la ruine de l'Angleterre?

IV. *Prophéties de Merlin pour l'année 1779
& suivantes.*

Avant le mois de Juillet, l'Espagne reconnoîtra l'indépendance de l'Amérique. Vers le mois de Septembre, la Cour de Vienne fera une pareille déclaration.

Avant la fin de l'année plusieurs Etats d'Italie suivront cet exemple, tandis que les Hollandois éviteront autant qu'il leur sera possible d'en venir à une déclaration ouverte pour se tenir hors de la presse & conserver par là le privilege assez lucratif d'être les voituriers de toute l'Europe.

Les Isles Angloises de l'Amérique ne regarderont point l'Amérique Septentrionale comme une ennemie qui a juré leur perte ; & de leur côté les Américains ne seront point jaloux des habitans de ces Isles. Leurs Colons, ainsi que ceux des Isles Françoises, Hollandoises, Danoises, établiront avec les Américains une correspondance de commerce également avantageuse à toutes ces nations.

En 1790 les Créoles commenceront à envoyer leurs enfans aux différens Colléges de Philadelphie, de New-York, du Jersey & de la Nouvelle Anglererre. La Grande-Bretagne, où jusqu'à présent tous les enfans des Colons venoient recevoir leur éducation, n'entendra plus parler d'eux.

Dans le commencement du dix-neuvieme

siècle, Philadelphie fera l'Oxford de l'Amérique ; & l'Université de Cambridge, dans la Nouvelle-Angleterre, fera oublier qu'il y en a eu une autre du même nom dans la Grande-Bretagne.

V. *Nouvelles voitures pour les Officiers Anglois.*

Dans les tems où une véritable grandeur justifioit l'orgueil de la nation, nous ne nous ferions pas abbaissés à ramper comme de misérables esclaves aux pieds des Puissances étrangères pour mendier la permission de nous rendre par terre à nos propres domaines, parce que nous n'étions pas maîtres de la mer ou en état d'y naviguer dans des bâtimens Britanniques ? Quelqu'étrange que paroisse une telle bassesse, c'est cependant ce que nous faisons aujourd'hui ; & nos Ministres ne rougissent point de se soumettre à une humiliation aussi révoltante, tandis que, dans le Parlement, ils affectent un langage altier & arrogant qui conviendrait à peine aux maîtres du monde. On vouloit envoyer trois Ingénieurs à Minorque. *Nous n'avons pas osé les y faire passer par la grande route de mer.* Nous avons essayé de les cacher comme des effets de contrebande, à bord d'un bâtiment Venitien, peut-être dans des pipes d'eau de-vie. Mais les François qui étoient maîtres de la Méditerranée, ont été instruits de notre petite finesse & ils se sont emparés du vaisseau. Il

ccxxxvii] AFFAIRES DEL'ANGLETERRE
est question d'envoyer à Minorque le Chevalier William Draper, le Conquérant de Manille, & pour qu'il puisse y arriver sans mésaventure, nous supplions *humblement* la Cour de Madrid de vouloir bien lui permettre de se rendre par l'Espagne à Majorque pour prendre de là quelque barque de Pêcheur ou autre qui le conduise à sa destination.

Telle est la situation à laquelle nous sommes réduits. Telle est la pusillanimité de ces hommes qui, après nous avoir fait perdre l'empire de l'Océan, ne rougissent pas de dire d'eux-mêmes qu'ils sont de grands Ministres! *Trouveroit-on dans les annales de la Grande Brctagne une seule époque où nous nous soyons avilis au point de demander qu'on nous fasse passer en sûreté à aucune place où la mer pouvoit nous conduire?*

VI. Météore Ministériel

Le Mardi 25 Mai à midi, & non pas auparavant (tant il y a d'aveuglement chez certaines gens & d'industrie chez d'autres) on vit s'évanouir totalement l'assertion du Vendredi, du Samedi, du Dimanche & du Lundi, par rapport à la défaite de d'Estaing. Les Gazetiers même qui avoient donné des détails circonstanciés de l'affaire, sont tout honteux d'avoir été pris pour dupes; & aujourd'hui ils se retranchent derriere des doutes & des conjectures pour parler de cette dé-

faire si vantée. Le fait est que le mensonge Ministériel, tout opposé au cours journalier du Soleil, s'est levé à l'Ouest Vendredi 21 Mai, qu'à midi il a dardé tous ses feux sur la Ville où il a trouvé un nouvel aliment chez tout ce qu'il y a de gens serviles, intéressés & crédules, & qu'hier 25 à midi, il s'est trouvé éclipsé totalement par la présence de la vérité & du sens-commun.

Rien n'étoit plus curieux que d'observer la conduite du Ministère pendant tout le tems que ces nouvelles ont circulé. D'après le bruit général, chacun couroit dans les Bureaux & sur-tout dans ceux de l'Amirauté pour savoir la vérité, & par tout on leur répondoit : « Nous n'avons pas encore de relation officielle ». Les Ministres vouloient par là donner à entendre au Public qu'ils attendoient à tout moment cette relation.

Aujourd'hui qu'il est notoire que ce rapport est destitué de tout fondement, le public demande pourquoi l'Amiral *Arbuthnot* a resté si long-tems à Torbay avec sa flotte nombreuse de bâtimens de transports, sur-tout dans un tems où la détention de cette flotte coûtoit par heure une dépense si énorme à la nation.

D'ici à quelques semaines les courans seront si forts dans les parages des Isles Antilles, que vu l'état déplorable où sont les vaisseaux de l'Amiral Byron, ils seront infailliblement

mis en pieces.. On n'a pris aucune des précautions nécessaires pour les préserver du danger dont ils sont menacés : il y avoit deux ans qu'ils n'avoient eu aucune réparation quand le Lord Sandwich a jugé à propos de les envoyer en Amérique. C'est une faute d'autant plus inexcusable que , selon la regle de la marine, les vaisseaux doivent être nettoyés tous les six mois. Plusieurs de ceux qui composent l'escadre de l'Amiral Byron sont en mer depuis trois ans & demi.

VII. *Le fin mot.*

On a fait beaucoup de raisonnemens en l'air sur les motifs qui nous empêchent de nous réconcilier avec l'Amérique & de reconnoître son indépendance. Il n'y en a qu'un & le voici. C'est que le Ministère perdrait l'influence que lui donne dans les deux Chambres du Parlement, la possession où il est de nommer aux emplois civils & militaires dans cette partie du monde. Or il est bon de savoir qu'il n'y en avoit pas moins de deux mille. Chacun peut juger combien de mouvemens il peut se faire chaque année dans ce nombre de places, par les morts, les destitutions, &c. & de-là il est aisé de voir où réside l'opiniâtreté, & à quelle cause il faut l'attribuer.

Je soutiens que si l'on faisoit un calcul exact de la surcharge que la guerre d'Amérique

rique

rique a occasionnée à la dette nationale fondée & non fondée, on verroit qu'elle ne monte pas à moins de cinquante millions.

Les Ministres nous font encore plus de mal que ne nous en a fait le Chevalier Hughes Palliser, car ils nous font voir de faux feux pour nous égarer. L'un d'entr'eux disoit l'autre jour : « certainement il faut s'occuper » du sort des Irlandois, mais cela demande » du temps, du papier, &c. &c. » J'ose dire au Lord North qui tenoit ce discours, qu'il n'a aucune envie de donner des secours à l'Irlande, & qu'il n'est ni en son pouvoir, ni au pouvoir de la Nation de procurer aucun avantage au commerce de l'Irlande, sans ruiner le commerce de l'Angleterre. Les deux Nations sont comme la mule & l'âne, l'un & l'autre chargés outre mesure & succombant sous le faix. Supposons que l'âne priât la mule, comme l'animal le plus fort, de le soulager un peu en prenant une partie de ce qui est dans ses paniers, la mule ne seroit-elle pas fondée à lui dire : « Il est vrai » que ma force est supérieure à la vôtre, » mais ma charge l'est aussi. »

Tel est l'état des choses entre l'Angleterre & l'Irlande. Je soutiens (& le temps prouvera la vérité de mon assertion) que les Irlandois se trompent, s'ils s'attendent à obtenir quelque avantage réel de ce Royaume. Le Lord Nugent & M. Burke ont beau prononcer d'éloquens discours en leur fa-

veur, toutes ces harangues, tous ces plaidoyers peuvent les amuser, mais à coup sûr ils ne leur procureront aucune amélioration dans leur sort. La main-d'œuvre étant à beaucoup meilleur marché en Irlande qu'en Angleterre, les Habitans de ce Royaume ne feroient-ils pas tomber par ce moyen toutes les Manufactures des Anglois s'ils obtenoient les mêmes privilèges. Peuvent-ils croire que le Lord North, ou tout autre premier Ministre d'Angleterre, chargera davantage la mule pour épargner un peu le dos de l'âne? La vérité est que l'Angleterre ne peut ni ne veut soulager l'Irlande à ses propres dépens. L'unique, mais bien triste plaisir qui puisse rester aux Irlandois, c'est de s'appliquer la considération par laquelle nos Ministres prétendent nous consoler, de tous les trésors qu'ils ont prodigués en Amérique, savoir que les Américains sont enfin dans une situation déplorable. Or, *il est certain que l'Angleterre est dans une situation déplorable, il est certain que l'Irlande est dans une situation déplorable, & l'on dit que l'Amérique est aussi dans une situation déplorable.* Tel est en peu de mots le tableau fidele de l'Empire Britannique.

Quel est celui de la France? Son commerce a beaucoup souffert; mais elle n'a jamais eu une Marine aussi florissante.

Jettons actuellement les yeux sur l'Espagne. Avec des richesses immenses & des

flottes formidables il ne tient qu'à elle , en se joignant à la France, d'opérer parmi nous une révolution dont il n'y aura point eu d'exemple. Il est vrai que si les choses continuent sur le même pied , cette révolution sera l'événement le plus indifférent pour la moitié du Royaume. En effet , je ne crains pas d'affurer que si l'on faisoit un relevé exact de tous les droits & terres imposés sur la consommation , il se trouveroit que le consommateur ne paye gueres moins de 14 shillings par livre de 20 shillings : en France il ne paye pas un cinquieme par liv. Cependant les François sont soumis, dit-on , à un Gouvernement despotique , & nous sommes un Peuple libre. J'ai fait près de mille lieues en France dans ses diverses Provinces ; & pendant un si long voyage , tous les droits pour bateaux , ponts & portes n'ont pas été au-delà de 3 shillings 6 pences (environ 5 livres Tournois). En Angleterre si je veux seulement m'aller promener hors de Londres , un dimanche , il m'en coûtera à peu près ce que je donnerai en France à mon hôte pour un excellent souper & un bon lit. Dans le vrai , j'aimerois mieux que notre Souverain fût un *Monarque absolu* , que de lui voir à sa solde un *Ministre absolu* , qui peut au premier jour acquérir assez d'influence sur les deux Chambres du Parlement , pour leur ordonner de faire ce que le Monarque le plus despotique n'ose.

CCXLIV AF EFAIRES DE L'ANGLETERRE
roit jamais se permettre, parce qu'il arrive
souvent aux *Corps politiques* de faire des
choses dont l'idée seule eût fait frémir cha-
cun de ses Membres s'il en eût répondu in-
dividuellement.

VIII. *Le bon moment.*

L'ANNÉE dernière 1777-8 nos Ministres
n'entretinrent la Nation Angloise, pendant
tout l'hiver, que des dispositions pacifiques
& amicales de la France. Survint ensuite la
fameuse déclaration du Marquis de Noailles:
alors ils passerent tout de suite d'une extré-
mité à l'autre, ils crièrent contre la perfidie
des François (bien moins perfides que nos
Ministres) ils n'eurent plus à la bouche que
le mot *invasion ! invasion !* Ils assemblèrent
la Milice, & ils énerverent le courage du
bon Peuple d'Angleterre en lui donnant des
appréhensions pour une descente, que peu
de jours auparavant ils traitoient avec le
plus souverain mépris.

Depuis ce temps nos Ministres n'ont point
cessé de nous dire que l'Espagne étoit très-
favorablement disposée en notre faveur : ils
nous ont venté continuellement la bonne-
foi Espagnole, en nous assurant que la Cour
de Madrid ne prendroit jamais parti contre
l'Angleterre. Au milieu de toutes ces mo-
destes assurances, voilà qu'on vient nous
épouvanter aujourd'hui du projet d'une dou-

ble invasion de la part des Puissances combinées de France & d'Espagne, & des efforts qu'elles vont faire de concert pour détruire de fond en comble la Grande-Bretagne. Voici un autre échantillon merveilleux de l'adresse sans exemple & de la saine politique de nos hommes d'Etat. Cette allarme qu'ils nous donnent est fondée ou ne l'est pas. Supposons ce qui vaut le mieux, c'est-à-dire qu'elle n'a point de fondement : l'objet de ce faux bruit est de faire prendre le change au Peuple, pour le distraire de l'attention qu'il doit à l'affaire la plus intéressante pour lui, la poursuite des auteurs de nos pertes, de nos humiliations, enfin de tous nos malheurs & de tous nos désastres jusqu'à ce qu'ils expirent sous le glaive de la Justice & de la vengeance Nationale.

D'un autre côté, s'il y a quelque réalité dans les terreurs que les Ministres nous inspiroient, & s'il est vrai que nos implacables ennemis, de concert avec nos *amis de profil* (les Espagnols), méditent quelque dessein qui puisse opérer la ruine totale de l'Empire Britannique, est-ce une raison qui nous oblige à placer aujourd'hui notre confiance dans des Ministres *pervers* qui de tout temps ont trompé leur Maître & la Nation, dans des *imbeciles* qui de leur aveu se sont trompés eux-mêmes, dans des *fourbes* qui en imposent continuellement à la crédulité du

Public , qui ferment les yeux pour ne point voir les écueils dont nous sommes entourés , qui enfin ne se justifient jamais qu'en alléguant qu'ils ont été trompés ? hé bien ! s'ils se sont laissé tromper , voilà leur crime ; & il faut les en punir.

Errare humanum est. On peut être trompé quelquefois , c'est le lot de la nature humaine ; mais que des Ministres qui sont continuellement trompés par les plus méchans & les plus vils des humains , par des gens intéressés à les tromper , par des traîtres & des menteurs de profession : que de pareils Ministres , dis-je , prennent sur eux de diriger les affaires d'une grande nation , & qu'après une infinité de fautes , de bévues & de méprises connues de tout le monde , & avouées par eux-mêmes , ils s'obstinent à rester en place & à vouloir gouverner cette même nation ruinée par leur folie & leur incapacité , c'est un de ces malheurs qui ne pouvoit arriver qu'à un peuple dont le Ciel a juré la destruction.

Ainsi quelque soit le danger , par rapport à une invasion des François en Angleterre , & quelques soient les suites qui en peuvent résulter , la première , la meilleure & la plus sûre démarche qu'il y ait à faire pour le salut du Peuple Anglois dès qu'on verra que le projet est sérieux , doit être de renvoyer à l'instant , totalement & définitivement ces

ineptes Ministres, depuis le premier jusqu'au dernier.

IX. Il ne faut pas remonter à son maître.

Nous pouvons assurer le public qu'il n'y a pas le moindre fondement dans le bruit qui a couru que le Chevalier Hugh Palliser auroit le commandement en second de la grande flotte. Rien n'est plus absurde, plus ridicule. Dans un tems où les divisions dans la marine sont montées à un tel point que les jeunes gens, les Lieutenans & les *Midshipmans* refusent d'agir avec unanimité lors même qu'il s'agit de leur devoir, il n'est pas possible que l'Administration puisse avoir l'idée d'augmenter & de fomenter ces divisions. Dieu fait qu'il n'est pas nécessaire de montrer à nos Ministres comment ils peuvent faire le mal, ils sont trop industrieux de ce côté là pour avoir besoin de maîtres.

X. La force de l'exemple.

Il regne dans la Marine un esprit de mutinerie qui de jour en jour fait de plus grands progrès & qui depuis peu s'est élevé à un tel degré d'arrogance & d'insolence qu'il s'attirera enfin l'indignation de Sa Majesté. Plusieurs de nos Commandans de Marine qui dans un tems de paix ou dans un tems où ils n'avoient presque aucun risque à courir,

ccxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ont joui, pendant un grand nombre d'années, des premiers honneurs militaires & des appointemens les plus considérables, abandonnent leurs stations dans un moment de crise, uniquement parce qu'on ne leur permet pas d'empiéter sur la prérogative royale & de dicter à leur Souverain le choix de ses Ministres & Officiers. Le Lord Howe a accepté bien volontiers un commandement lucratif & honorable lorsqu'il a cru qu'une marine Angloise, croisant sur la côte d'Amérique, opposeroit l'expérience à la foiblesse; mais appelé pour combattre contre les nombreuses & formidables escadres de la France, notre perfide ennemie, il refuse de servir sous prétexte que ses Officiers ne sont pas de son goût, & cependant c'est avec ces mêmes Officiers qu'il servoit de bien bon cœur depuis plusieurs années, lorsqu'il s'enrichissoit lui & sa famille en dépouillant de leurs propriétés les malheureux Américains ses compatriotes. L'Amiral Harland, qui le 30 Décembre 1778, manifestoit un vif désir » de vouer toutes les actions de sa vie & sa vie même au service de Sa Majesté«, a donné sa démission il y a quelques mois, sans l'ombre d'un honnête prétexte. L'Amiral Keppel laisse échapper l'occasion de venger son honneur, qui, le 27 Juillet dernier, a été au moins compromis, & qui auroit été recouvré bien plus complètement par une bonne conduite que

par la décision de cent Conseils de guerre. Si le simple Soldat est puni de mort pour désertion le service, même en tems de paix, quelle doit être la punition de ceux qui placés dans les premiers postes d'honneur & de confiance, quittent lâchement le service en tems de guerre ? Et aujourd'hui peut-on s'attendre que l'esprit de désertion & de mutinerie ne s'emparera pas des dernières classes de la marine, tandis qu'il regne avec impunité parmi les Chefs ?

XI. *Tout vient avec le tems.*

Tout ce que nous voyons aujourd'hui nous porte à croire que la campagne des François sera une des plus chaudes qu'ils aient jamais faite. Ils commencent de très-bonne heure leurs attaques, & puisqu'ils ont pû tenter de débarquer quelques troupes dans une Ile qui est positivement sous nos yeux, tandis qu'aucune de nos flottes destinées pour le service du Canal n'étoit prête à mettre à la mer, cela nous prouve la vigueur qu'ils mettent dans leurs préparatifs, & nous donne un échantillon de ce que nous devons attendre relativement à des entreprises plus éloignées. Les François sont déterminés à tout hasarder cette campagne pour débarquer une armée en Angleterre ou en Irlande. L'administration fait, à n'en pouvoir douter, que sur la côte ils ont une grande armée avec

ccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cinq autres, qui toutes sont prêtes à s'embarquer au premier ordre. Cet Eté nous serons absolument à la merci des vents & des marées. Les François n'ont point d'autre guerre, d'autre objet, d'autre querelle qui épuise leurs finances. Toute leur attention est concentrée dans une guerre de mer contre la Grande-Bretagne; de concert avec l'Amérique son alliée. Nous n'avons point d'amis, & si dans cette situation l'Espagne, armée comme elle l'est actuellement, se joignoit à la France, rien ne pourroit nous arriver de plus funeste. Le Gouvernement n'ignore pas qu'il ne peut faire face aux Marines Française & Espagnole en leur opposant des vaisseaux Russes. Et que feroit le secours de quatorze vaisseaux Russes mis dans la balance avec quarante que nous aurions contre nous? Nous pouvons prendre bien des arrangemens, mais quelque chose que nous fassions, nous ne trouverons de sûreté que dans la paix; & nous ne pourrons faire cette paix qu'en reconnoissant l'indépendance de l'Amérique. Nos anciennes Colonies ne peuvent plus servir à la Grande-Bretagne qu'à épuiser ses trésors; ainsi il est plus sage de les abandonner avant que nous soyons ruinés & battus & de ne pas suivre l'exemple de Philippe II à l'égard de la Hollande.

XII. *Les jours se suivent , mais ils ne se ressemblent point.*

Nous touchons au moment qui va nous apprendre que les Cours de France & d'Espagne ont déjà arrêté le plan des opérations de la guerre pour la campagne prochaine, & que leurs forces doivent agir de concert contre nous. Il paroît certain que le Comte d'Almodovar n'attend pour quitter ce Royaume, que le retour du Courier qu'il a expédié pour Madrid, avec la nouvelle que la négociation pour la médiation a été rompue le 17 Mai.

C'est là une épreuve par laquelle la Grande-Bretagne n'avoit pas encore passé. Dans toutes les querelles précédentes nous avons trouvé les armées navales de la Maison de Bourbon dans un état de foiblesse, de déunion & d'indiscipline qui nous donnoit sur elle la supériorité la plus complete. Lors de la guerre dernière les forces de la France étoient anéanties avant que l'Espagne fût venue à son secours. Mais aujourd'hui nous allons avoir ces deux Puissances sur les bras dans un moment où l'une d'elles seule n'est déjà que trop forte contre nous : nous allons les trouver dans le plus brillant état de vigueur, d'union & d'habileté.

Telle est la guerre que nos Ministres osent se croire en état de conduire, vraisembla-

cclij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

blement d'après ce principe si conforme à leur logique : » Nous n'avons pas été capables de faire une petite guerre : elle a totalement échoué entre nos mains ; il est donc clair que nous sommes les hommes les plus propres à diriger les opérations d'une grande guerre : son succès est assuré si nous la dirigeons ». Infortunés Anglois ! Vous voilà donc condamnés à ramper sous le joug d'une clique d'homme pervers, sans courage & sans capacité & qui , agissant toujours en raison contraire du sens commun , ne s'obstinent à garder le timon des affaires que parce qu'ils n'ont pas su le manier , & sont d'autant plus insolens dans leurs propos qu'ils sont lâches & bas dans leur conduite.

XIII. *Il y a un tems pour jeter des pierres,
& un tems pour les ramasser.*

Comme l'esprit de la Grande-Bretagne est changé dans un assez court espace de tems ! Lorsque le feu Comte de Chatham (alors M. Pitt) étoit à la tête des affaires, le Comte de Fuentes, Ambassadeur d'Espagne, fit à ce Ministre une demande qu'il jugea à peine digne d'une réponse. Cependant le Comte l'ayant trouvé un jour au lever du Roi, il le pressa de nouveau à ce sujet. Alors M. Pitt, avec toute la gravité d'un bon plaisant & la fermeté d'un Sénateur Britannique, le conduisit à une des fenêtres du Palais, &

montrant à cet Ambassadeur la Tour de Londres, il lui dit, lorsque le Roi votre maître sera en possession de cette forteresse, je vous donne ma parole d'honneur que j'acquiescerai à votre demande, mais jusques-là je vous assure qu'il n'en fera rien «.

XIV. *La Pantoufle.*

Dans le tems où l'on commençoit à se douter que l'Espagne prendroit le parti décidé qu'elle vient d'annoncer par son manifeste, & où le Ministère Anglois s'occupoit déjà de faire répandre dans le public qu'une rupture avec l'Espagne seroit plus avantageuse que préjudiciable à la nation Angloise, un très-petit événement amusa toute la ville de Londres. La Marquise d'Almodovar se promenant au Rénelah & apparemment un peu ferrée par la foule, en cherchant à s'en retirer perdit une de ses pantoufles. Toutes les gazettes du lendemain matin annoncerent, suivant l'usage, la disgrâce arrivée à l'Ambassadrice. L'article étant lu dans un certain Caffé où se mêlent avec les Anglois des étrangers de tous les pays. » Si je me connois en augures, se mit à dire gravement un Chevalier Rosbiff, ceci nous présage un démembrement de la Monarchie Espagnole. Point du tout, reprit vivement un Officier Castillan, c'est que l'Espagne aura un pied en Angleterre «.

XV. *La ressource du parti de l'Opposition.*

» On dit que les François vont faire une descente formidable sur nos côtes, & que le Roi en personne ira à leur rencontre. Sûrement ses Ministres l'aiment trop pour ne pas le suivre; il seroit abominable qu'ils ne se montrassent pas mieux à la tête des troupes que dans le Conseil. Ce sera un beau moment pour la Providence, si à la fin elle nous prend assez en pitié pour nous en débarrasser. Quelques bales feront ce que toute notre éloquence n'a pû obtenir «.

XVI. *A Fortiori pour l'année 1779.*

Nous ne sommes nullement en état de lutter contre les deux grandes Puissances de la Maison de Bourbon, ni même contre une seule. C'est ce qu'il seroit aisé de démontrer par une foule de preuves; mais en voici une qui peut suffire. Ce n'est rien moins qu'une lettre *ministérielle* du Secrétaire d'Etat au département de l'Amérique, datée du mois de Mai 1777, & adressée au Chevalier Howe. Voici ce qu'on y lit: » Je souhaite que vous n'ayiez pas besoin de plus d'artillerie que je ne vous en envoie, car il n'y a pas actuellement un seul Canonier de reste en Angleterre.

XVII. *Bonne parole.*

Lorsque le Chevalier James Wallace résolut d'attaquer les François près de Saint Malo , les matelots étoient transportés de joie & se faisoient une fête de cette expédition. Dès qu'ils approcherent de la baye de Cancale ils montrèrent la plus vive impatience de combattre ; mais le Commandant ne voulut leur permettre de tirer que quand ils seroient plus près de terre. A la fin les François commencerent à faire feu , & quelques boulets donnerent presque sur nos vaisseaux. Ne voyez-vous pas , Capitaine , s'écrierent nos braves matelots , comme ils visent bien ? Avancez plus près , mes enfans , répondit le Chevalier James , & ils ne tireront pas juste.

XVIII. *Bonne idée.*

Le Chevalier John Lockhart Roffe, Vice-Amiral de l'escadre bleue , a amené d'Ecosse ses deux fils avec leur Précepteur , & il les a fait monter sur son vaisseau le *Royal George*, de 100 canons. Mon fils aîné, a dit ce brave homme , fera son theme & ses versions à bord aussi bien qu'à terre : à l'égard de mon cadet , comme il doit être marin , il ne peut pas commencer trop tôt à apprendre son métier «.

cclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

On lui fait l'honneur d'un mot déjà connu de l'Amiral *Drake*. Quelqu'un le voyant embarquer pour aller combattre la flotte Française, lui demanda s'il savoit parler français ? « Non, répondit-il, mais mon canon le parle ».

[Aucun Français ne s'offensera de ce trait, quoiqu'un peu fanfaron, de Monsieur Rosse; mais s'il est battu, il méritera bien un petit accent sur l'é.]

XIX. Bonne leçon.

Il y a quelques années qu'un Cousin germain de la Reine Anne est mort à Londres à la Charité de sa Paroisse. Le Roi Théodore de Corse, après avoir vécu long-tems prisonnier pour dettes, est mort sans laisser de quoi lui acheter une bière. Il existe actuellement sur le rôle des Pauvres d'Islington près de Londres, un Frere naturel de George II. Charles I^{er}. a perdu la tête sur l'échafaud pour avoir *désobéi* à ses sujets : que ceux qui ont des oreilles entendent. [Cet article est traduit mot pour mot du *Général advertiser*, dont l'Editeur, le sieur William Parker, est actuellement dans une prison par ordre de la Chambre des Pairs, pour avoir publiée un écrit contre la réputation de Milord Sandwich.]

XX. *Projet de finances envoyé à Milord North.*

Un plaisant un peu sombre , un *Young* qui s'égayé , a adressé à Milord North un projet de finances. » Vous paroissez fort embarrassé , lui dit-il , & vous ne savez plus sur quel article de nécessité ou de luxe lever des impôts. Les Financiers qui jugent à merveille qu'il ne vous reste plus aucun moyen d'asseoir les hypoteques & les intérêts des emprunts , ne veulent plus vous prêter. Il en est cependant un & peut-être est-ce aussi l'unique qui reste , mais dont vous tireriez grand parti. Je suis trop bon citoyen pour ne pas vous en faire l'ouverture. Il porte sur un objet de consommation de nécessité indispensable & par conséquent universel. Ce sont les bieres pour enterrer. Il y en a de toutes les dimensions , de longues , de courtes , de grosses , d'étroites , de simples , de riches par la qualité du bois ou du métal , par les étoffes , les cloux dorés , les plaques d'argent ou de cuivre , les inscriptions plus ou moins longues , plus ou moins élégantes , plus ou moins véridiques. Je vois dans tout cela une carrière immense où l'esprit financier peut se développer & se retourner de mille manieres , en obtenant de grands produits & dont la répartition pourra se faire encore avec l'équité la plus scrupuleuse , Mais il s'y trouve de plus cet avantage bien peu commun , c'est

cclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
que la charge n'en feroit nullement senti
par le consommateur «.

XXI. *L'Illumination.*

Le 4 Juin , anniversaire de la naissance du Roi , a été célébré dans toute la ville de Londres avec les plus vives démonstrations de joie. Le soir toutes les maisons brilloient d'une quantité innombrable de lampions de toutes couleurs. Celles des Ministres étrangers fixoient sur-tout l'admiration des curieux , & dans ce nombre il n'y en avoit point qui approchât de la splendeur de celle de l'Ambassadeur d'Espagne. Il s'étoit amassé devant son palais une prodigieuse affluence de peuple , & la rue ne désemplit point. Dans cette multitude d'Anglois assemblés , on se figure aisément qu'il se trouvoit beaucoup de politiques. Un groupe de ceux-ci s'amusoit à disserter sur les doutes que certains Membres de l'Opposition ont osé former hautement dans le Parlement relativement à l'Espagne. Est-ce que l'Ambassadeur de cette Cour , se mit à dire l'un d'entr'eux , signaleroit aujourd'hui avec cet éclat l'estime qu'il fait de notre nation & de notre Souverain , si sa Cour avoit quelque mauvais dessein contre la nôtre. Voyez son illumination : peut-on imaginer rien d'aussi beau , d'aussi flatteur & d'aussi obligeant pour la nation Angloise ? . . . Eh oui ,

s'écria d'un ton chagrin quelque Lieutenant de la légion du Colonel Barré, oui sans doute cette illumination est belle : elle est même si belle qu'elle vous aveugle.

XXII. *Le tems jadis.*

La Reine Elisabeth avoit pour ennemis la Cour de Rome, Philippe II, le Duc d'Albe, le Roi de France, Catherine de Médicis, le Duc de Guise, le Cardinal de Loraine, Marie Reine d'Ecosse, le Clergé Romain & une Compagnie puissante dans l'opinion de tous les peuples. Au milieu de toutes les atteintes qui lui étoient sans cesse portées de tant d'endroits pour la renverser de dessus son trône, elle sût s'y maintenir. Ce fut en se faisant aimer de ses peuples, en économisant bien ses trésors, & en divisant ses voisins. Notre Gouvernement actuel est dans une position bien différente. Il n'est point aimé, il dissipe tout & tous ses voisins ont juré sa perte.

XXIII. *Le Rire Sardonique.*

Lorsque le Lord North se présenta le 17 de ce mois à la Chambre des Communes avec le manifeste de l'Espagne, il avoit l'air riant & satisfait. Toute la Chambre le remarqua ; & le parti contraire, soulevé & consterné de cette rupture dont il l'accusa

d'être la cause , lui fit les reproches les plus amers de ce qu'il paroissoit rire en l'annonçant. » Eh , Messieurs , s'écria quelqu'un de l'assemblée , pourquoi vous formalisez - vous de ce qu'un homme se montre content & joyeux quand il vous apporte son ouvrage ? ».

P. S. du 29 Juin.

Sur la déclaration de l'Espagne.

J'AI plaint , Monsieur , le Courier de l'Europe de s'être vu obligé de donner en françois la Déclaration de l'Espagne , d'après une Traduction angloise. Rien n'étoit plus périlleux ; & je ne m'étois décidé qu'en tremblant à faire la même chose , peut être avec ce danger de plus que j'avois quatre ou cinq Traductions angloises sous les yeux , toutes essentiellement différentes. C'est ce qui m'a fait prendre le parti de vous annoncer , dans le titre de cette piece importante , que je ne la donnois que d'après une des Traductions angloises. Quoique le Courier de l'Europe n'eût pas pris cette précaution , j'ai vû aisément qu'il ne lui avoit point été ouvert d'autre source ; & je me serois gardé de faire la moindre observation sur sa Traduction. Il me falloit , pour le juger & pour me juger moi-même , le texte original. Un heureux hasard me l'a procuré. Si j'ai senti le plus vif plaisir de ce qu'il m'arrivoit trop tard , pour vérifier la Traduction que je vous avois envoyée , je vous laisse à juger la satisfaction

dont j'ai joui, en reconnoissant que le bonheur m'avoit fait choisir dans les Traductions angloises la moins inexacte, & que par conséquent vous aviez une copie assez ressemblante de la Déclaration. Il n'en étoit pas de même du Courier de l'Europe : la sienne, comparée avec l'Espagnol, s'est trouvée défectueuse en plusieurs points essentiels ; mais il eût été odieux de lui imputer des fautes qui ne provenoient point de son fait. En conséquence, ce n'étoit point mon projet de vous en parler ; & les choses en seroient restées là, puisque ma Traduction étant assez fidele, un discernement ordinaire devoit conduire à la préférer, & qu'on pouvoit s'appuyer encore du suffrage des Espagnols. Mais je me vois obligé de changer de résolution par une ratification que le Courier de l'Europe met à son ouvrage dans son N°. L. où il se dit *certain* de ce qui est dans l'Original espagnol ; & flétrit de sa censure le Traducteur François de Madrid. Il a donc vu cet original ou bien il lui est garanti par d'autres. Cette garantie doit s'étendre sur la totalité de la Traduction, car on ne se fera pas contenté de collationner sur le texte une seule phrase ; & s'il n'y en a qu'une sur laquelle le Rédacteur du Courier se soit cru obligé de revenir, il en résulte qu'il répond de l'exactitude de tout le reste, & qu'il n'a vu lieu à y faire aucun changement. Or, c'est ce dont on va juger. — Permettez-moi de vous observer, Monsieur, que ce n'est point ici

cclxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une de ces querelles de mots qui ont justement décrié l'obscur & pénible métier des Commentateurs. Il ne s'agit point de savoir si telle leçon d'un ancien Auteur est préférable à telle autre, ni même de décider sur les points subtils qui divisoient le Portique & le Lycée. De pareils doutes n'ont influé sur le sort des Empires que quand ils ont servi d'instrument au fanatisme. Mais une fausse interprétation donnée à un traité ou à un manifeste, tend directement à troubler la paix de l'Univers. C'est l'extrême conséquence de toute erreur en ce genre, qui assigne aux interprètes nécessaires à la politique le premier rang parmi les Traducteurs. C'est elle qui fait de leurs fonctions un ministère sacré. L'intérêt de la vérité leur interdit toute partialité comme toute précipitation, pour qu'ils ne s'exposent point à la souillure du mensonge. Demande-t-on la lettre d'un acte public, ils en sont les gardiens fideles. Est-ce l'esprit sur-tout qu'il importe d'avoir, ils ne peuvent le rendre s'ils ne sont inspirés. La sagesse alors conduit leur plume : cette même sagesse qui sous l'emblème de Minerve fonda la première les archives où se gardoient les sermens & actes solennels de la Grèce, & en donna la direction à Thésée si fameux par l'adresse avec laquelle il se tira des détours du labyrinthe & rendit le repos à sa patrie. Voilà quels sont, Monsieur les devoirs des Interprètes

de la politique à qui il doit paroître singulier que le Courier de l'Europe s'avise de les redresser. A-t-il mission pour cela ? Nous allons en juger par son œuvre, par une traduction de la plus haute importance qui est sortie de ses mains & dont il atteste l'exactitude, même en accusant le Traducteur François de Madrid de n'avoir pas entendu l'Espagnol. C'est une imputation calomnieuse dont il est essentiel de laver le Traducteur de Madrid ; mais procédons avec ordre. Avant d'entrer en matière, il est juste, il est dans l'ordre, que je produise mes autorités. Je vous ai annoncé que le hasard m'avoit procuré une copie de l'original espagnol de la déclaration. Cette copie, c'est la Gazette de Madrid même, celle du 25 de Juin. La déclaration y est donnée en son entier dans une Cédule royale de Sa Majesté Catholique & des Seigneurs de son Conseil, par laquelle, conformément à l'ordre qui y est inséré, Sa Majesté ordonne que toute communication, correspondance & commerce, soient interrompus entre ses Peuples & les Sujets du Roi Britannique. Voici l'énoncé de cette Cédule.

» DON CARLOS, par la grace de Dieu, Roi de Castille, &c.

» Aux Personnes qui composent mon Conseil, aux Président & Auditeurs de mes Audiences & Chancelleries ; aux Alcaldes & Alguazils de ma Maison & de ma Cour, & aux Corrégidors, Assistant, Gouverneur, Alcal-

des majeurs & ordinaires, tant ceux dits de *Realengo* (Royal), que de *Senorio* (Domainial), *Abadengo* (Abbatial) & ordres; & à toutes les autres personnes, de quelque état, qualité & condition qu'elles soient, des Villes, Bourgs & Villages de ces miens Royaumes & Domaines. «

« SACHEZ que le 21 de ce mois, j'ai jugé à propos d'adresser à mon Conseil un ordre signé de ma main royale, qui porte ce qui suit. » Malgré l'ardent désir que j'ai toujours eu de conserver à mes fideles & chers sujets le bien inappréciable de la paix; & malgré aussi les efforts extraordinaires que j'ai faits dans tous les tems, & surtout dans les circonstances critiques actuelles, pour obtenir un objet aussi important, après avoir porté à un point extrême ma modération & ma patience, je me suis vu enfin dans la dure nécessité de faire retirer de la Cour de Londres mon Ambassadeur le Marquis d'Almodovar, lequel a ordre de laisser à ce Ministère une Déclaration de la teneur de la copie que mon premier Secrétaire d'Etat remet au Conseil, ayant considéré que ma propre dignité & l'honneur de ma Couronne l'exigeoient ainsi; & en même tems j'ai ordonné qu'on écrivît à mes Ambassadeurs & Ministres dans les autres Cours, la Lettre dont copie a été envoyée reillement au susdit Tribunal: ce qui sera entendu dans le Conseil, pour qu'il soit fait expédition des ordres & des avis convenables, afin que cette résolution royale soit connue de tous mes Peuples, & que toute

communication , correspondance & commerce , soient interrompus entre eux & les sujets du Roi Britannique. A Aranjues , le 21 Juin 1779. « Au Gouverneur du Conseil. Les copies de la Déclaration & Lettres mentionnés dans l'ordre ci-dessus , sont de la teneur suivante.

Ici est insérée la Déclaration remise par le Marquis d'Almodovar au Ministère Anglois , & dont la traduction , telle qu'elle a été faite à Madrid , se trouvera ci-après. Ensuite vient la copie de la Lettre aux Ambassadeurs & Ministres du Roi dans différentes Cours.

PAR la copie ci-jointe de la Déclaration que le Marquis d'Almodovar , Ambassadeur du Roi près Sa Majesté Britannique , doit remettre au Ministère Anglois en se retirant de cette Cour , vous serez informé des motifs très-graves qui déterminent Sa Majesté à prendre cette résolution , Sa Majesté étant fatiguée d'avoir souffert jusqu'ici un *aussi grand nombre d'outrages divers de la part du Cabinet Britannique & de la Marine Angloise, (a) que celui qui est indiqué dans la Déclaration.* Vous pouvez faire de cet avis , dans la Cour où vous êtes , l'usage que vous jugerez convenable ; & j'y ajouterai trois circonstances qui serviront de nouveau témoignage à la justice & à la nécessité indispensable qui déterminent la conduite de Sa Majesté en cette occasion. La première, c'est que dans le tems même où la Cour de Londres cherchoit à endormir l'Espagne , en différant & en refusant enfin d'accepter les proposi-

* Mots essentiels à remarquer.

tions équitables & honorables que Sa Majesté avoit faites en qualité de médiateur pour l'arrangement de la paix entre la France, l'Angleterre & les Colonies Américaines, le Cabinet Britannique s'occupoit sourdement, par le moyen d'émissaires secrets, de certaines offres, conformes pour le fonds, avec les propositions de Sa Majesté. La seconde, que ses offres ne s'adressoient point à des personnes étrangères ou indifférentes; mais directement & immédiatement au Ministre des Provinces Américaines, qui réside à Paris. La troisieme, que pendant ce tems là le Ministère Anglois ne négligeoit pas non plus de chercher par beaucoup d'autres moyens de susciter de nouveaux ennemis à Sa Majesté, avec l'espoir sans doute de diviser ses sollicitudes royales & les soins qui l'occupoient. Que Dieu vous garde, &c. *Suivent les ordres de publication & d'exécution, & les signatures.*

Vous voyez, Monsieur, quelle sanction donne le Roi d'Espagne à sa Déclaration, & combien elle est sérieuse dans tous ses points comme dans toutes ses conséquences. Examinons à présent si le Traducteur de Madrid est repréhensible dans la maniere dont il l'a rendue. Tout le monde sera forcé de convenir, & le Courier de l'Europe lui-même, que ce Traducteur entendoit son affaire, mais que le Courier ne l'entendoit point. C'est ce qui fait que dans le second *Alinéa*, il s'est contenté de faire dire par le Roi d'Espagne, qu'il avoit pris les mesures les plus efficaces pour amener les puissances désunies à un accommodement.

ment, « & qu'il a laissé de côté, ces mots » les plus énergiques « (vigorosos), qui ont bien leur mérite; qu'il a substitué le mot *mesures* à celui de *démarches*, qui porte un tout autre sens, & ici le seul raisonnable: qu'au lieu de dire, comme le texte espagnol, » que les propositions.... ont été rejetées d'une manière qui prouve bien (*que prueba bien*) le peu d'inclination que sent le Cabinet Britannique à rendre la paix à l'Europe. « il a affoibli cette expression, en mettant *qui indique*; & assurément ce mot est loin de rendre l'idée de *preuve*.

Je n'ai point encore quitté le second alinéa. Le Roi d'Espagne y parle de » *violations de ses territoires*. « Le Courier de l'Europe les qualifie *d'excès commis* sur les territoires du Roi. Suivant le Roi d'Espagne, » on s'est porté à l'extrémité horrible de soulever les Nations Indiennes, &c. « Le Courier nous dit, dans son stile nerveux: » On a eu recours à l'extrémité effrayante, &c. «

Passons à l'alinéa III. — « Les droits de Sa Majesté ont été récemment violés dans la Baye de Honduras. « Il falloit: » On a récemment violé le territoire du Roi. « Je poursuis, » où les Anglois ont commis des actes d'hostilité contre les Espagnols, dont on a emprisonné les personnes, & saisi la propriété. « Qu'entend le Courier par cette propriété saisie? Seroit-ce les choux des Espagnols, leurs bœufs, leurs ânes? Voilà le

cclxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
doute où il nous laisse. Le texte espagnol
n'y donne point lieu. (*apoderandose de sus
casas.*) « On a envahi les Maisons. » Je me
suis servi des mêmes termes dans ma tra-
duction. Je me fais gloire de sa ressemblance
avec celle du Traducteur de Madrid. Le
Courier de l'Europe dira qu'il traduisoit sur
une version angloise faite d'après la traduc-
tion françoise de Madrid. Je n'étois pas
mieux partagé que lui ; mais j'ai médité, pesé &
je n'ai fait aucune de ces bévues. Au surplus, je
le répète, son unique tort est de les avoir rati-
fiées, lorsque depuis il a avancé qu'il parloit
avec certitude du contenu du texte espagnol,
& qu'il s'est permis de taxer le Traducteur de
Madrid de ne l'avoir pas rendu par les ex-
pressions françoises convenables.

Nous voici au quatrieme *alinea* de la tra-
duction du Courier, & à l'article pour lequel
il mérite le plus d'être relevé par une verte
censure. C'est un soin que ne prendroit point
l'Espagne : il est au-dessous d'elle de s'occuper
du sens qu'un Gazetier Anglois entre mille a pu
donner à l'exposé de ses justes griefs : elle
s'arrêtera encore moins à la maniere dont
le Courier de l'Europe a osé les expli-
quer. Mais je me charge pour l'intérêt de
l'histoire, de fouiller jusqu'au fond de la
valise ce Courier. Je ne la crois pas du
cuir dont Apollon avoit garni le trépied
de Delphes & qui garantissoit la certitude
ses oracles. La doublure m'en est suspecte :

essayons de la retourner. Je suis bien trompé si le dessous ne recele pas quelques monnoyes de bas alloi que peu-à-peu il veut lâcher dans le commerce. — Il prétexte que ses Lecteurs ont faim & soif de sa politique : qu'ils veulent savoir tout ce qu'on dit , comme tout ce qu'on fait ; & après qu'il s'est forgé ce motif également faux & frivole , le voilà constitué pour nous apprendre qu'on lit par-tout , que par-tout on entend dire des gaufferies sur le Manifeste de l'Espagne : le voilà autorisé à divulguer contre l'Espagne de plats & obscurs quolibets , comme le sentiment général de toute l'Angleterre. Mais croit-il qu'il n'y ait que lui de qui cette Nation soit connue ? Ses écrits m'entourent , & je nie que le Manifeste de l'Espagne y ait fourni matière à plaisanter & encore moins au point où il l'avance , qu'il ose dire inconcevable. Je nie que le compte rond de cent tout juste qu'il trouve si fâcheux que le Traducteur de Madrid ait assigné aux griefs de l'Espagne , ait si fort égayé les Anglois. Ma négative sera prouvée par le message même du Roi d'Angleterre qui a parlé de ce compte rond très-sérieusement. La vérité est que le Parti Ministériel , dont le Courier de l'Europe est la trompette , affecte de s'en égayer ; & quand j'ai vu que Mylord North étoit entré en riant dans la Chambre des Communes , lorsqu'il y a apporté la Déclaration de l'Espagne , j'aurois gagé que le Courier mettroit quelque machine en œuvre , pour

présenter cette Déclaration à l'Europe sous une face risible. Le don de l'invention lui a été si largement départi, ainsi qu'il l'a prouvé par son discours de Milord Stormont, que j'étois bien sûr qu'il ne manqueroit pas de moyens. » Très-à-propos un Gazetier-Anglois, soufflé par le Ministère même, s'avise de dire qu'à ce compte-là, de cent, on eût donc pu offenser l'Espagne impunément quatre-vingt-dix-neuf fois. Sans le Courier de l'Europe, ce sot propos eût été enseveli dès le jour même dans les ténèbres où il étoit né; mais graces au zèle & à la diligence du Courier, le voilà devenu un-trait de lumière, un phénomène qui parcourt l'hémisphère en un clin-d'œil, faisant lire sur ses aîles qu'on dit généralement en Angleterre, » que la défaite de l'Espagne est puérile: que ses prétextes sont mal colorés: que la plupart des griefs qu'on y trouve énoncés, sont de vieille date: que s'ils eussent été de nature à indisposer, le ressentiment de la Cour de Madrid eût dû éclater il y a plus d'un an: qu'il est singulier que cette Puissance ait attendu pour se plaindre que les outrages qu'elle a reçus formassent précisément le compte rond de cent; & enfin, toutes les calomnies & platitudes qu'il importe au Ministère Anglois de faire circuler contre l'Espagne & que les gens sensés se garderont bien de croire. L'intérêt du Ministère Anglois, & celui du Courier de l'Europe, mar-

chant si bien ensemble, je suis assez fondé, je pense, à étendre sur ce nouveau trait la preuve de mauvaife foi dont je l'ai convaincu à l'occasion du discours de Mylord Stormont.

J'ai traité l'accessoire, touchons le fond. Des deux leçons du passage en question du Manifeste Espagnol, laquelle est la plus vraie, laquelle est la plus raisonnable? J'examinerai ce dernier point d'abord. Le Roi d'Espagne devoit il dire, » qu'il n'avoit encore obtenu d'autre satisfaction, que de voir réitérer des insultes dont on pourroit citer cent exemples; « ou bien » des insultes qui déjà dernièrement s'approchoient du nombre de cent? «

Pour lever ce doute par le seul secours de la réflexion: pour prendre, dis-je, un parti, il faut choisir d'après quelles convenances on veut se décider. Celles du Ministère Anglois s'accomodent à merveille de la premiere leçon: elle lui est même d'une nécessité indispensable. Le vague, l'indéfini de cette expression, *des insultes dont on citeroit cent exemples*, met tout ce parti infiniment à son aise. Que l'Opposition dans les deux Chambres presse ces Ministres de mettre sous les yeux de leur Nation, les griefs du Roi d'Espagne sur lesquels il n'a point été fait droit, rien ne leur sera plus facile que de soustraire les plus importans; & de produire ce qu'il leur conviendra & pour le nombre & pour l'espece. Ils feront entendre au Parlement, qui encore auroit tort de les chicaner

cclxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ner, que c'est une figure de discours employée par le Roi d'Espagne, figure très-ordinaire : que quand ils apportent une soixantaine de ces Mémoires, on peut bien juger que c'est le tout ; que le Roi d'Espagne n'a point porté plus loin son idée, en parlant *d'insultes dont on pourroit citer cent exemples*, ou en disant *qu'il a été insulté en cent occasions*.

Voulons nous consulter l'intérêt du Roi Catholique : il s'en faudra bien qu'il trouve son compte dans ce texte. On s'écriera dans tout l'Espagne : » nous sommes trompés : l'amour paternel de notre Maître pour ses Etats & pour ses sujets, le sentiment qu'il a de sa dignité personnelle & de celle de sa couronne, ne se sont point évaporés dans le vuide d'une figure. Sa loyauté, sa candeur, ont dû fixer un nombre à ses réclamations. Mais quel recours aura-t-on ? Le Parlement Anglois sera séparé : l'Europe sera prévenue : il faudra que l'Espagne dévore son dépit sous le faix du ridicule dont le Ministère Anglois a cherché à la couvrir. Assurément c'est un coup de maître qu'ont dû faire là ces Ministres Anglois ! Je crois les entendre. » Ah le Roi d'Espagne s'avise de nous attaquer personnellement : il distingue dans son estime le Roi Britannique d'avec son Ministère : il suscite dans les autres Nations le ressentiment des outrages qu'elles-mêmes en ont essuyés ! Cela lui plaît à dire. Il
n'y

n'y a qu'à l'en croire, & notre Parlement exigera des copies de ses griefs jusqu'au nombre fixe de cent, ou au moins de quatre-vingt-quinze. Nous avons fait déclarer par notre Roi dans son message, que seulement *quelques uns* des griefs énumérés dans le papier du Roi d'Espagne, n'étoient jamais venus à sa connoissance. Ces mots de *quelques-uns* & *d'énumérés* nous contrarient fort. A peine pourrions-nous en receler trois ou quatre. Il faut nous tirer de cet embarras au plutôt. Comment faire? Eh! n'avons nous pas notre Courier de l'Europe, si obligeamment soudoyé chez nous par les amateurs de politique sur le continent? Aucun Courier ne fait la fraude aussi subtilement. Avec l'air de peser sur nos malheurs, il fait les atténuer; & par les doutes mêmes, exagérer ceux de notre ennemi. Faut-il propager nos succès, il s'en acquitte avec la célérité des vents. Dans les pays d'où il n'est point proscrit, il ne reste plus à cet égard d'autres prérogatives aux Cabinets sur les Caffés, que leur discrétion & leurs sollicitudes. S'il nous importe de semer au loin, même par de fausses allarmes, le découragement & le deuil, en un instant il aura couvert de ses cyprès la moitié du globe. Deux jours après, le prestige se dissipera; mais nous aurons regné ces deux jours-là sur l'opinion. C'est la portion la plus réelle de la souveraineté: si peu qu'on nous en laisse, il faut en profiter: opérons. Voilà comme auront raisonné

CCXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE .
les Ministres Anglois dans l'intervalle du 28
Juin, jour où le Courier de l'Europe nous a
donné le message dans lequel le Roi d'Angle-
terre parle des griefs *énumérés* du Roi d'Espa-
gne, au 22 Juin où le même Courier apprend
& atteste à toute l'Europe, qu'il n'est pas vrai
que ces griefs aient été *énumérés*. Il nous
l'apprend comme une découverte qu'il est de
son devoir de publier. Suivant lui, Milord
Weymouth n'a point eu connoissance de
l'original Espagnol de la déclaration. Il n'est
parvenu à ce Secrétaire d'Etat que la tra-
duction qui en a été faite en François à
Madrid, & qui a servi au Traducteur An-
glois, d'après lequel on est parti pour arti-
culer le mot *énumérés*. Si on peut dire
que le Traducteur François de Madrid
n'a point entendu le texte Espagnol, voilà
les Ministres Anglois soulagés de l'*énu-
mération* & du danger de succomber à la mo-
tion pour la production des griefs. Pour
cela, il faut avoir, sur le texte Espagnol,
une certitude que Milord Weymouth n'avait
point eue. Eh bien on prétendra l'avoir : on
justifiera le Traducteur Anglois de Londres :
on calomnierá le Traducteur François de
Madrid : on ira jusqu'à donner un démenti
au Roi d'Espagne, jusqu'à lui tracer ce qu'il
a dû dire pour n'être point (a) *ridicule* ; & par la
même occasion on fera rire le monde à ses dé-

(a) On remarque sans doute que nous employons ici
les termes du Courier de l'Europe.

pens. » Nous sommes certains, dira le Courier de l'Europe , après avoir plaisanté sur la centaine de griefs, » que dans l'original Espagnol il est dit *des insultes dont on pourroit citer cent exemples ; ou plus littéralement , a été insulté en cent occasions.* ». Doubterez-vous , Monsieur , que le Courier est sûr de ce qu'il affirme, qu'il a lû le texte Espagnol , quand vous le voyez se reprendre pour vous en donner le sens littéral ? - Eh bien , il n'en est rien. Le texte Espagnol porte , en parlant de ces insultes , *los quales se acercan ya à ciento en estos ultimos tiempos ;* » lesquelles dernièrement s'approchoient déjà du nombre de cent « , ou ainsi que j'ai traduit , » dont le nombre se montoit dernièrement à une centaine « , & ce mauvais Traducteur de Madrid , » qui depuis ces derniers tems sont déjà portés jusqu'au nombre de cent. Voilà comme le Roi d'Espagne a parlé : voilà comme il devoit parler pour prouver à l'Europe qu'il connoissoit la mauvaise foi du Cabinet Britannique , & pour mettre ce Cabinet entre son Roi & sa nation dans l'impossibilité de tergiverser , impossibilité si habilement tissée par le Roi d'Espagne , que ce Ministère n'a pu s'en tirer qu'en faisant faire par le Courier de l'Europe un plat mensonge.

Voilà enfin comme auroit parlé la France elle-même dès les commencemens de l'année 1777 , lorsqu'elle avoit fait le compte des dénis de justice qu'elle avoit éprouvés de la

part de l'Angleterre, & que ce compte se montoit à la somme ronde ou quarrée de trente six. J'ai su ce détail dans le tems d'un Secrétaire de M. le Marquis de Noailles. Le Courier de l'Europe n'auroit pas manqué de nous apprendre alors qu'on s'égayoit prodigieusement à Londres sur nos trente-six infortunes. C'est parce que nous n'avons pas affronté ce petit risque, qu'une année de plus d'impunité a encouragé le Ministère Anglois, à plus que tripler le nombre de nos griefs. Il n'a plus été possible de les compter.

Achevons, car il seroit inutile de rapporter ici cent autres preuves que les Ministres Anglois nous ont données de leur peu de délicatesse dans le choix de leurs moyens, & tous les mensonges qu'ils ont faits avec la plus risible impudence, même à leur nation assemblée en Parlement.

Je ne m'arrête point à des omissions & négligences qui fourmillent dans les *alinéa* suivans ; mais le pénultième m'offre une bévue singulière : il y est dit : » le Roi a résolu & ordonné à ses Ambassadeurs de déclarer que l'honneur de sa couronne &c. » Je voudrois bien savoir combien le Courier de l'Europe connoissoit d'Ambassadeurs d'Espagne à Londres ? Pour moi, je n'ai jamais su qu'il y en eût plus d'un à la fois. Dans quelle vue le Marquis d'Almodovar a-t-il été pluralisé par le Courier de l'Europe ? Madame la Marquise d'Almodovar étoit-elle

revêtue du même caractère & des mêmes pleins pouvoirs que son mari? La politique en fournit plus d'un (a) exemple; & à en juger par les suffrages que la nation Angloise a donnés au mérite de cette Ambassadrice, une pareille distinction dans sa personne n'eût point paru étrange. Mais le fait n'est pas; car le texte Espagnol porte *son Ambassadeur*. Il faut croire que c'est une inadvertence, mais elle est dodue.

Enfin, me voici au dernier *alinéa*. Le Roi d'Espagne après avoir protesté de la tranquillité où est son ame sur les motifs de sa résolution, déclare qu'il espère que les nations étrangères s'en formeront une idée convenable, & pour cet effet il leur suggere une comparaison. Suivant le Courier de l'Europe, ce doit être » en comparant le traitement que Sa Majesté a reçu du Ministère Britannique avec celui qu'elles ont éprouvé elles-mêmes lorsqu'elles ont eu affaire à ce même Ministère. » Faisons raisonner d'après cette phrase les nations étrangères. Voici ce qu'elles se diront. « Le Ministère Anglois a bien pu tromper le Roi d'Espagne, puisqu'il nous trompe aussi. Il lui a donné tous les mécontentements & lui a fait tous les outrages possibles, ainsi qu'à ses sujets & Etats; cela est très vraisemblable, puisque

(a) On se contentera de citer celui de la Marquise de Braccac, chargée des pleins pouvoirs de Louis XIV. à Rome.

cclxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
nous éprouvons souvent les mêmes traitemens de la part de cette Puissance. » Or, je demande à quoi aboutira cette comparaison, si ce n'est à faire dire par ces nations qu'elles croient le Ministère Anglois capable de tous ces excès & que le Roi d'Espagne leur dit la vérité? Mais est-ce qu'il a pu venir à l'idée de Charles III. qu'on le soupçonneroit d'en imposer? A-t-il cru nécessaire d'appeler qui que ce soit à l'appui de ce qu'il avance? Cela n'est pas vraisemblable, car c'eût été une démarche superflue & puérile. Aussi le Roi d'Espagne a-t-il eu une toute autre idée, une idée conséquente au témoignage que lui rendoit sa propre conscience. Il demande que les nations étrangères » comparent sa *résolution* avec la conduite qu'elles mêmes ont éprouvée de la part du Ministère Britannique. » C'est à dire, que chaque nation se rendant compte à elle-même de ce qu'elle a éprouvé d'injustices & d'outrages de la part des Ministres Anglois, dont le caractère ne sauroit se démentir, elle rende un hommage d'autant plus sincère à la modération & à la patience de l'Espagne & se promette de ne lui point imputer les suites d'une résolution dont chacune d'elles sent fermenter le germe dans son propre cœur. Voilà ce que le Courier de l'Europe n'a point saisi, & ce qui ne lui seroit point échappé, s'il eût été plus disposé à rendre justice au caractère loyal & généreux de la fierté Espagnole.

Je vous ai tenu longtems, Monsieur, sur cette discussion ; mais me citerez vous, dans le cours d'un siècle, beaucoup de morceaux qui méritent autant que cette déclaration du Roi d'Espagne d'être présentés aux nations dans leur plus exacte vérité ? Comment ! Ces nations auxquelles le Roi d'Espagne s'adresse, dont il invoque le suffrage dans une démarche calculée suivant toute la pureté & la noblesse de son cœur, elles ne sauront pas ce qu'il leur demande. ! Non seulement la vérité de ses réclamations leur sera déguisée ; mais on essayera d'étouffer au milieu des sarcasmes une voix qu'il n'élève que pour le salut de l'humanité !..... Je m'arrête : tout ce que je sens d'indignation m'emporteroit trop loin du remède que j'ai à proposer. Je m'adresse à tous les Journalistes & Gazetiers qui ont à cœur que leurs écrits soient respectés de la postérité, tant à ceux dont la bonne foi a pu être surprise par le Courier de l'Europe & qui par (a) inadvertence auront copié sa fausse & infidieuse traduction de la déclaration du Roi d'Espagne, qu'à ceux qui sont encore à donner cette traduction. Je les rends responsables devant tous les gens honnêtes, présens & à venir, dont ils désirent de mériter les suffrages, s'ils ne transcrivent point mot à mot

(a) Le zele qui les a engagés dans cette erreur est excusable : ils ne pouvoient point avoir le texte Espagnol.

ccclxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
dans leurs feuilles la traduction françoise faite
à Madrid de cette déclaration , & qui a
été si mal à propos injuriée par le Courier
de l'Europe. Je ne demande point cette
distinction pour la mienne , quoiqu'elle ne
soit gueres moins exacte , ainsi qu'on pourra
s'en assurer. Mais je la demande pour le
traducteur François de Madrid , comme une
réparation qui lui est due ; & quel est l'Ecri-
vain honnête qui pourra s'y refuser , quand
il considerera qu'en même tems il satisfera
au devoir que lui font ses sentimens de
concourir au but des vues généreuses de
l'Espagne pour la pacification de l'Europe ?
Après cela ceux qui désormais voudront
copier le Courier en sont les maîtres.

*Déclaration faite à Londres par le Marquis
d'Almodovar , & envoyée à cet Ambassadeur
par un Courier Espagnol expédié le 28 Mai
1779.*

TRADUCTION FRANÇOISE FAITE A MADRID.

Tout le monde a été témoin de la noble
impartialité du Roi , au milieu des démêlés
de la Cour de Londres avec ses Colonies
Américaines & avec la France. Outre cela
Sa Majesté ayant appris qu'on désiroit sa
puissante médiation , en fit généreusement
l'offre , qui fut acceptée par les Puissances
belligérentes ; & pour ce seul motif , un bâ-
timent de guerre , expédié de la part de Sa
Majesté Britannique , vint aborder dans les

ports d'Espagne. Le Roi a fait les démarches les plus énergiques & celles qui devoient produire le plus d'effet pour amener ces Puissances à un accomodement également honorable pour les deux Parties, relativement aux troubles actuels, proposant à cette fin de sages tempéramens propres à applanir les difficultés, & à prévenir les calamités de la guerre. Mais quoique les propositions de Sa Majesté & particulièrement celles de son *ultimatum*, aient été conformes à celles qu'en d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit paru juger convenables à un accomodement, & qu'elles aient été tout aussi modérées, elles viennent d'être rejetées d'une maniere qui prouve bien le peu de desir qu'a le Cabinet Britannique de rendre la paix à l'Europe, & de conserver l'amitié du Roi. En effet, la conduite de ce Cabinet à l'égard de Sa Majesté, pendant tout le cours de la négociation, a eu pour but de la prolonger durant plus de huit mois, soit par de vains prétextes, soit par des réponses on ne sauroit moins concluantes; tandis que pendant cet intervalle, on continuoît à pousser à un excès incroyable les insultes contre le Pavillon Espagnol, & la violation des territoires du Roi: on a fait des prises: on a visité & pillé des bâtimens: on a fait feu sur un grand nombre qui ont été forcés de se défendre: on a ouvert & mis en pieces les Registres & les paquets de la Cour même, trouvés à bord des couriers

cclxxxij A FFAIRES DE L'ANGLETERRE
paquebots de Sa Majesté : on a menacé les
domaines de Sa Majesté en Amérique ; & on
s'y est porté à l'extrémité horrible de sou-
lever les Nations Indiennes appellées *Chat-
cas* , *Cheraquis* & *Chicachas* , contre les inno-
cens Habitans de la Louisiane , qui auroient
été les victimes de ces Barbares , si les *Chat-
cas* eux-mêmes ne se fussent repentis , &
n'eussent révélé tout ce qu'avoit tramé la
séduction des Anglois : on a usurpé la sou-
veraineté de Sa Majesté dans la Province
de Darien & sur la Côte de San Blas , le
Gouverneur de la Jamaïque ayant accordé
à un Indien rébelle la Patente de Capitaine
général de ces Provinces ; enfin on a ré-
cemment violé le territoire de la Baye d'Hon-
duras , en y exerçant des actes d'hostilité &
autres excès contre des Espagnols qu'on a
emprisonnés , & dont on a envahi les mai-
sons , outre que la Cour de Londres avoit
jusqu'ici négligé d'accomplir ce que stipule
relativement à cette côte , l'art. 16 du der-
nier traité de Paris.

Des griefs aussi nombreux , aussi graves
& aussi récents , ont été , à diverses reprises ,
l'objet des plaintes portées au nom du Roi
& consignées dans des Mémoires détaillés
qui ont été remis aux Ministres Britanni-
ques , tant à Londres qu'à Madrid ; & quoi-
que les réponses qu'on a reçues aient été
amicales , Sa Majesté n'a obtenu jusqu'à pré-
sent d'autre satisfaction que de voir réitérer
les insultes de toute espece qui dans ces der-

niers tems sont déjà portées presque au nombre de cent.

Le Roi procédant avec la franchise & la loyauté qui le caractérisent, a déclaré formellement à la susdite Cour de Londres, dès le commencement de ses démêlés avec la France, que la conduite de l'Angleterre seroit la regle de celle que l'Espagne auroit à tenir.

Sa Majesté déclara également à cette Cour, qu'en même tems que ses différends avec celle de Paris s'accommoderoient, il seroit absolument nécessaire de régler ceux qui se feroient élevés ou qui pourroient encore s'élever avec l'Espagne; & dans le plan de médiation qui fut envoyé à l'Ambassadeur soussigné le 28 Septembre dernier, & remis par lui au Ministère Britannique au commencement d'Octobre, (plan, dont fut aussitôt instruit le Lord Grantham, à qui on en donna copie à Madrid,) Sa Majesté annonça en termes positifs aux Puissances belligérantes, que considérant les insultes qu'éprouvoient ses sujets, ses domaines & ses droits, elle se verroit dans la nécessité de prendre un parti, au cas où la négociation, au lieu de se suivre avec sincérité, se romproit ou ne produiroit aucun effet.

Les griefs donnés par la Cour de Londres n'ayant point cessé, & cette Cour ne laissant appercevoir aucune disposition à les réparer, le Roi a résolu & ordonné à son

Ambassadeur, de déclarer, que l'honneur de sa couronne, la protection qu'il doit à ses sujets, & sa dignité personnelle, ne lui permettent plus de laisser continuer les insultes, & de négliger plus long-tems la réparation de celles qui ont déjà été reçues; & que, dans cette vue, malgré les dispositions pacifiques de Sa Majesté, & même le penchant particulier qu'elle a toujours eu & témoigné de cultiver l'amitié de Sa Majesté Britannique, elle se voit dans la fâcheuse nécessité d'employer tous les moyens que lui a confié le Tout-puissant, pour se faire rendre la justice qu'elle a sollicitée par tant de voies, sans pouvoir l'obtenir.

Se reposant sur la justice de sa cause, Sa Majesté espere que les suites de cette résolution ne lui seront imputées ni devant Dieu, ni devant les hommes, & que les autres Nations se formeront une idée convenable de ladite résolution, en la comparant avec la conduite qu'elles-mêmes ont éprouvée de la part du Ministère Britannique.

A Londres le 16 Juin 1779.

ON assure, Monsieur, que cette Déclaration a frappé d'un tel saisissement le Roi d'Angleterre, que plusieurs heures se sont passées sans qu'on ait pu tirer de lui aucune parole. Sans doute, il n'y trouvoit pas le mot pour rire. Les séances subséquentes du

Parlement montrent que ce Corps n'en est pas moins affecté; & le Peuple de cette grande Capitale, la première du monde commerçant, est dans la même agitation qu'un troupeau au milieu duquel se seroit jetté un loup ravisseur. Le 23 à minuit, dans une longueur de plus de quinze lieues tout ce qui s'est trouvé de vaisseaux & de chaloupes sur la Tamise, exempts ou non exempts de la presse, a été fouillé soudain; & on a arraché une multitude de malheureux de leurs lits, où ils reposoient sur la foi des actes du Parlement passés pour assurer leur franchise. Pendant ce tems-là, je dis à minuit, M. Wedderburne, Avocat général, faisoit agréer par la Chambre des Communes un Bill pour suspendre l'effet des loix les plus sagement combinées pour la subsistance & la sûreté d'un million d'habitans. Dans la séance du 26, le Bill a été lu chez les Pairs. Vainement on a demandé de ne point l'étendre jusqu'au service intérieur de la Ville de Londres, jusqu'aux Pompiers enfin. De si justes représentations ont été sans effet. Mylord Sandwich a prié les Lords de prendre sa situation en pitié. Il a été jusqu'à dire que s'il se voyoit abandonné, il ne savoit pas s'il remettroit jamais le pied dans la Chambre. En conséquence, puisque des hommes aussi nécessaires que les Pompiers ne sont pas épargnés, on juge bien que tous les Matelots des Corsaires vont leur être enlevés. My-

lord Sandwich s'en est expliqué clairement, parce qu'il faut faire partir sans délai plusieurs vaisseaux à qui il ne manque que des hommes. » Qui croira, disoit le Duc de Bolton chez les Pairs, le 25, que ce soit dans de pareilles circonstances que la Compagnie des Indes offre de lever six mille hommes pour le service du Gouvernement ? Ce Seigneur s'est pareillement moqué de l'arrêté de cette Compagnie pour fournir à l'Etat trois vaisseaux de ligne qui à peine pourroient être finis dans un an. Il a aussi assuré la Chambre que l'Armée navale Gallispane alloit être forte de cinquante vaisseaux de ligne au moins, tous prêts à protéger la plus terrible invasion qui ait jamais été tentée en Angleterre, sans parler du risque où restoit exposées toutes les autres possessions de ce Royaume. Le Lord Sandwich, qui ne dit plus que la Marine d'Angleterre est plus forte que les Marines réunies de France & d'Espagne, mais qui se retranche à soutenir qu'avant la fin de l'année elle sera aussi forte qu'elle ait jamais été, s'est encore attiré pour cette assertion l'animadversion du Lord Bristol & du Duc de Bolton. Ils lui ont soutenu qu'indépendamment des Mamelots, il n'avoit pas plus de soixante-cinq vaisseaux en état de servir actuellement, & que les plus grands efforts ne porteroient pas ce nombre au-dessus de 80 ou de 81 ; savoir, 30 ou 31, sous le Chevalier Hardy : 30 en Amé-

rique & aux Isles : 8 ou 9 dans l'Inde : 6 qui attendent des Matelots ; & 5 qui seront bientôt prêts. — Le Lord Effingham , déclarant Mylord Sandwich convaincu de n'avoir point tenu ce qu'il a promis , le somma d'aller sur le champ remettre sa place au Roi , comme indigne de la confiance de Sa Majesté & de celle du Royaume. Mais il n'en a rien fait ; tant il est persuadé , ainsi que Mylord North , Mylord Germaine , &c. que le Roi ne pourroit pas se passer de leurs conseils. On a remarqué qu'ils supposoient que le Roi se passeroit plus aisément de leur argent ; car il n'y en a pas un de cette clique , qui ait offert au Roi un seul shilling , pour le tirer de l'affreux embarras où ils l'ont précipité , quoiqu'il y ait de répandu annuellement dans ce parti plus de huit cents mille livres sterling en bienfaits du Roi. Aussi le Conseil commun de Londres vient-il d'arrêter aujourd'hui 29 , dans son assemblée tenue sur ajournement à Guildhall , & par une pluralité de 94 contre 69 , qu'il ne seroit prêté aucune assistance au Ministère actuel en hommes ou en argent.

Il a été question aussi dans le Parlement , de la prochaine arrivée du Prince Ferdinand de Brunswick , pour commander les armées angloises. Ce choix est regardé comme l'outrage le plus sanglant qui puisse être fait à la Nation par son Souverain & ses Ministres. D'aussi fâcheux effets lui sont annoncés , si

on exécute , fans le modifier , l'acte pour le doublement des Milices : on assure que partout sa rigueur excitera le peuple à la sédition & aux révoltes. On peut juger de ce que doit souffrir le crédit , au milieu de toutes ces allarmes , trop bien fondées. Depuis quelques jours , toutes les denrées des Isles ont haussé de prix , parce qu'on n'espère plus que la flotte arrive avec la même facilité qu'ici-devant , quoiqu'on sache qu'elle sera escortée par l'Amiral Byron , qui s'étant brouillé avec l'Amiral Barrington , a pris le parti de revenir en Angleterre , si l'Escadre Françoisse veut bien le lui permettre.

Il y a d'hier au soir un embargo général sur tous les bâtimens prêts à sortir des ports. Le Paquebot de Douvres pourroit bien n'en être pas excepté.

Il est fortement question de rappeler les troupes Angloises qui sont en Amérique. Le Ministère s'en défend le plus qu'il peut dans le Parlement ; mais il est visible qu'il y sera forcé par l'extrême disette d'hommes.

Plusieurs Gazetiers annoncent , d'après une lettre autentique de Gorée , que le vaisseau de ligne Anglois le *Warwick* a été pris , après un combat opiniâtre , par deux vaisseaux de force supérieure. Tout ce que je puis garantir de cette nouvelle , c'est que le *Warwick* étoit effectivement dans les mers d'Afrique.

SUPPLÉMENT AU N°. LXXIII.

P. S. du 30 Juin.

ON m'assure, Monsieur, que la malle ne passera plus par Douvres. Je vais profiter de quelques heures que me laisse l'expédition du Courier d'Ostende pour vous entretenir de nouveaux détails sur les affaires publiques. — La presse des matelots se continue toujours avec une vigueur ou plutôt une barbarie dont vous ne pouvez point vous faire d'idée. Mais les hommes ainsi enrôlés ne se font aucun scrupule de s'évader. Il s'en est sauvé hier quarante par le toit d'une maison. Ces événemens vérifient l'aveu que fit Milord Sandwich chez les Pairs le 28 de ce mois, que sur six cents hommes pressés de la sorte, on n'avoit pu en garder que cinquante. Il paroît que le dernier enlèvement sur la Tamise a été d'environ quinze cents; & Milord Sandwich a déclaré que les Corsaires en fournissoient trois mille; mais c'est encore loin de dix-sept mille qui sont nécessaires pour compléter les armemens seulement des quatre-vingt-un vaisseaux de ligne. Il n'est pas possible de trouver tout ce monde, en faisant agir à la fois la presse de mer, le doublement de la mi-

Tome XIV.

CCXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

lice, les enrollemens volontaires, &c. Chacun de ces efforts nuit aux autres; il faudroit, pour fatisfaire les divers besoins, trouver jusqu'à soixante mille hommes. Il y a cinq ans que l'on auroit pû s'en flatter, mais aujourd'hui l'Angleterre est épuisée de toutes les manieres par sa guerre d'Amérique.

Dans la séance des Communes du 23, Milord North a déclaré bien positivement que tout ceci ne finiroit point qu'il n'eût demandé & obtenu d'être jugé par sa nation, ne pouvant soutenir l'imputation qui venoit de lui être faite par M. Fox, que l'Angleterre n'avoit d'ennemis que la France, l'Espagne & lui. A cette occasion il a essayé de se justifier sur ce que l'Angleterre ne se trouve avoir aujourd'hui aucun allié parmi les nations étrangères. Je compte faire un vrai plaisir à vos Lecteurs sur le Continent, de rapporter cette partie de son discours. Des applaudissemens vont s'élever de toutes parts; mais ce n'est point vers l'Angleterre qu'ils se dirigeront. Il ne m'a point paru d'abord, a dit ce Ministre, que détachés comme nous le sommes du reste du Continent, aucune autre alliance que celle de la Russie pût nous être nécessaire en Europe; Et si les affaires n'eussent pas tout-à-coup pris une tournure inattendue, il est probable que l'Angleterre eût pû faire cette alliance. Voici ce qui s'est passé. La Russie & la Porte étoient convenues d'une armistice ou d'une treve,

Tant que l'arrangement définitif des prétentions respectives de ces deux Puissances pouvoient manquer, il étoit de l'intérêt de la Russie de se ménager l'amitié de la Grande-Bretagne, qui pouvoit la protéger & la soutenir dans la Méditerranée. Dans cet état des choses, le Ministre de France à Constantinople a été choisi pour médiateur commun entre ces Puissances. Il est résulté de cette médiation, que la Porte & la Cour de Petersbourg ont conclu leur Traité de paix, par lequel tous leurs différends sont terminés. La Cour de Petersbourg n'ayant plus d'affaires qui l'intéressent dans la Méditerranée, aucun motif ne la presse plus de contracter une alliance avec notre Cour; & peut être bien, y a-t-il des engagements secrets entre la France & la Porte, qui feroient craindre à la Russie de s'attirer une nouvelle guerre avec la Porte si elle faisoit avec nous cette alliance «.

Je ne veux point finir cette longue lettre par un article si sérieux. Voici une hystoriette qui vous interressera moins, mais qui vous amusera d'avantage.

Le bruit s'étant répandu dans toute la ville de Londres que Milord North avoit demandé que son procès lui fût fait, des gens habiles à profiter de tout, se sont avisés de faire courir le bruit qu'on menoit ce Ministre à la Tour avec trois autres Lords. Aussitôt une foule immense s'est portée vers

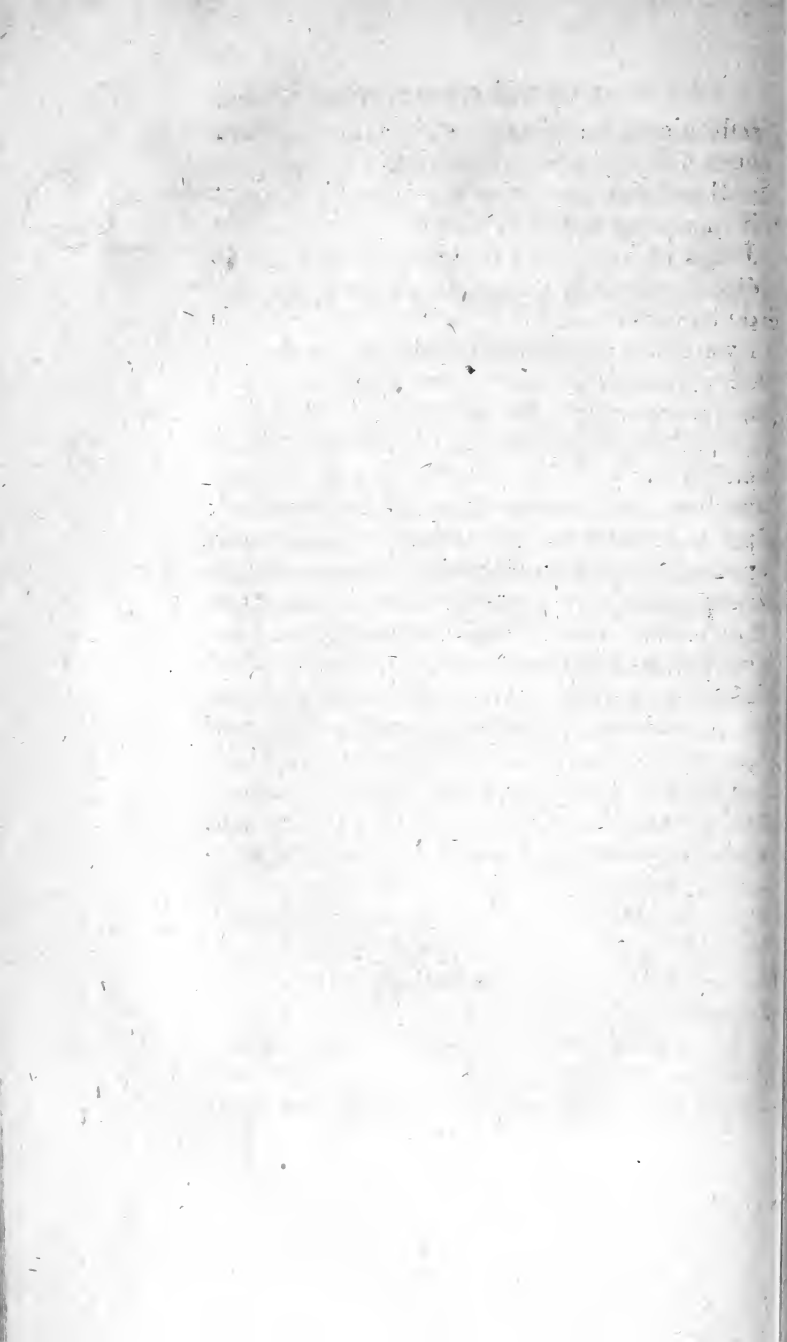
la partie de Londres où est la Tour & en a rempli toutes les avenues. C'étoit une ruse des Enrolleurs, qui, dit-on, ont fait dans cette occasion un de leurs meilleurs coups de filet. Malgré la consternation où tout le monde ici est plongé, on a encore trouvé la force de rire de l'invention.

J'allois fermer mon paquet ; mais je ne puis me décider à garder pour l'Ordinaire prochain, une nouvelle qui vous satisfera beaucoup. Je la tiens d'un Matelot Anglois tout arrivant de la côte d'Afrique. Ne me demandez point par quel Vaisseau : je n'ai pas songé à lui faire cette question. Je crois être le premier dans Londres, à qui il ait donné les détails que vous allez voir, & qui me paroissent certains.

Deux Frégates Françaises, que je juge d'après le rapport de cet homme, avoir été laissées par M. de Vaudreuil sur la côte d'Afrique, y ont dévasté tous les riches Comptoirs Anglois de la rivière de *Sierra-Leone*. Elles y ont trouvé plusieurs bâtimens chargés de Negres, qu'une d'elles a pris sous son escorte pour Saint Domingue. Tous les magasins ont été vidés, & leurs effets transportés à bord des Bâtimens Anglois pris par ces mêmes Frégates, & l'autre les conduit en France. Entre autres richesses, il y a une prodigieuse quantité de dents d'éléphant. Quant aux fortifications, qui ont coûté immensément au Parlement d'Angleterre, il n'en est pas

resté pierre sur pierre : le Matelot m'assure que ce qui en reste est calciné.

Il m'a bien fait rire par la maniere dont il m'a peint la destruction du fort de l'isle James dans la riviere Gambie. Cette isle étoit , pour ainsi dire , une création de l'industrie angloise , qui l'avoit conquise sur la riviere , en retenant les sables par le moyen de palissades ou de pilotis. Tous ces bois ayant été arrachés & enlevés par les François , il prétend qu'ils ont emporté l'isle. Il estime , & je le crois , à plus de huit millions sterling , la perte que les Anglois souffriront par la destruction de *Sierra-Leone* , & il paroît persuadé qu'elle leur sera infiniment plus sensible que celle du Sénégal. Je lui ai demandé s'il croyoit que le Vaisseau de ligne la *Vengeance* , de 74 canons , détaché par l'Amiral Hughes avec de fortes frégates , parviendroient à chasser les François de ce poste. Il m'a répondu , que dans l'état où l'a laissé M. le Duc de Lausun , il seroit difficile , même à quatre mille hommes , d'y réussir. Il n'a point entendu parler de la prise du Vaisseau le *Warwick*.



sure au pied ; mais il en sera bientôt rétabli. Nous avons endommagé le vaisseau considérablement , & nous allons faire jouer un autre batterie sur lui.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Note sur les Généraux Lord Stirling & Sullivan.

Le Lord Stirling a été accusé en Angleterre d'avoir usurpé ce titre Ecoissois : voici de quel maniere ses amis l'ont défendu.

Il est né en Amérique, & il avoit habité la Nouvelle - York jusqu'à l'année 1756. Dans un voyage qu'il fit en Angleterre, les amis auxquels il fut adressé lui firent entendre qu'il pouvoit, sans crime & même sans inconvénient, se donner pour un riche Américain, avec d'autant plus de sécurité, qu'on savoit qu'un homme du nom de Stirling & son parent, l'honorable James Alexander, y avoit laissé une très - grande fortune. Connoissant peu le monde, il souffrit qu'on lui donnât cette réputation, dont il ressentit bientôt les plus agréables effets par l'accueil que chacun lui fit, même à la Cour. L'Avocat Wedderburne, qui n'étoit pas alors Avocat général, lui persuada qu'il devoit prendre le titre de Lord Stirling, & même le fit proclamer en cette qualité avec les formalités requises, sur la place publique d'Edimbourg, ce qui le constitue autant *Pair Ecoissois* que l'est le Lord Home, écrivain connu & divers autres, qui ne sont pas

1776. même d'aussi bonne famille que l'Américain
 Septem. Stirling. Ce n'est que depuis qu'on fait qu'il
 & n'étoit point riche qu'on ne trouve plus
 Octobre. bon qu'il soit Lord.

Le Général Sullivan , qui a eu le même
 sort que le Lord Stirling , étoit ci-devant
 Avocat : il n'y avoit pas plus de huit mois
 qu'il avoit quitté le barreau.

*Relation de l'affaire de Long-Island dans la
 Gazette de Boston.*

Nous apprenons de New-York, que depuis l'arrivée des troupes Angloises & Hessoises dans Long-Island, les Américains ont donné les preuves les moins équivoques de leur intrépidité. Partout où la partie se trouvoit à peu près égale, ils ont prouvé aux ennemis qu'ils osoient leur faire tête & même les forcer à la retraite. Les Mardi 27 & Mercredi 28 qui précéderent la grande journée de Long-Island, les ennemis envoyèrent un gros corps de troupes pour se saisir d'un poste occupé par un de nos détachemens; mais voyant nos soldats les attendre de pied ferme, & l'activité avec laquelle ils chargeoient & déchargeoient leurs armes, ils se retirèrent avec la plus grande confusion, au point qu'ils communiquèrent leur terreur panique à leur piquet de grande garde, en lui assurant qu'on alloit avoir sur les bras toute l'armée du Congrès. La frayeur se communiqua, & une poi-

gnée de cent cinquante *Rebelles*, trouva le secret de forcer ce détachement & la grande Garde, à se retirer dans leurs lignes où ils restèrent tapis jusqu'au lendemain. Vers le matin, un de nos chevaux se trouvant égaré, entra dans le camp des Hessois, composé de quinze mille hommes, & comme ils manquoient de viandes fraîches, le pauvre animal leur servit de pâture. Les ennemis étoient alors si près, qu'on pouvoit aisément distinguer leurs moindres mouvemens.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Le combat du 26 Août se soutint pendant plus de douze heures, pendant lesquelles les ennemis quoique fort supérieurs en nombre, apprirent à leurs dépens que nos gens n'étoient pas moins braves qu'eux. Deux de nos Régimens soutinrent pendant long-tems, avec leurs bayonnettes, le choc de quatre bataillons ennemis, dont deux furent taillés en pieces; enfin, dans un conseil de Guerre, les Généraux furent d'avis que l'on évacuât l'Isle, ne croyant pas qu'il fût prudent à un corps de dix mille hommes, de tenir contre plus de vingt-deux mille, appuyés d'une artillerie formidable. Il faut considérer que nous ne pouvions être soutenus que par de petits détachemens de l'armée de Son Excellence le Général Washington, & que cette ressource même devenoit inutile, ou plutôt dangereuse, à raison de la grande quantité de vaisseaux qui couvroient l'ennemi. On se déterminâ donc à abandonner l'Isle; or les

1776. ennemis conviennent eux mêmes que rien ne
 Septem. pouvoit être mieux conduit que la retraite,
 & qui fut soutenue par le quatrième Régiment
 Octobre. appelé le *Marble-Head*, commandé par le
 Colonel Glover, de manière à mériter les
 remerciemens particuliers des Généraux pour
 l'attention, la régularité & la diligence que
 ce Régiment avoit mis à remplir ses devoirs.

Deux jours après que nous eûmes évacué
 l'Isle du Gouverneur, (Governor's Island)
 on envoya un détachement de notre artil-
 lerie, qui, sans être épouvanté du feu con-
 tinuel des batteries de Long-Island & des
 vaisseaux de guerre qui s'étoient rapprochés
 de la ville, rapporta en triomphe tout ce
 que nos troupes avoient laissé dans cette Isle
 en la quittant.

Il est étrange que les Royalistes n'aient pris
 possession de l'Isle du Gouverneur que 48
 heures après notre départ; ce délai inexplicable
 nous fut de la plus grande utilité; les canons que
 nous y avions laissés étoient de la meilleure
 fonte, & cette perte nous eût été très-pré-
 judiciable : nous sommes donc redevables de
 notre bonne fortune à la nonchalance de
 l'ennemi & à l'intrépidité du corps de l'ar-
 tillerie.

« Jamais Général ne s'est mieux comporté
 que Son Excellence Washington; il passa la
 nuit sans quitter la selle de son cheval, &
 ne s'éloigna du gué que lorsqu'il eut vu passer
 toutes les troupes ».

Jugement porté en Angleterre sur cette Expédition. 1776.

Septem.
&

Octobre.

On a reproché au Général Howe de n'avoir pas ordonné à ses Corps avancés de prendre d'assaut les lignes de *Brooklyn*, pour empêcher que l'armée Américaine ne pût lui échapper & passer dans l'Isle de New-York, ainsi que cela est arrivé. Il a souffert au contraire qu'une armée battue & en désordre, qui s'étoit rencoignée dans une petite baye, ait pû traverser en bateaux un large bras de Mer, sans perdre presqu'un seul homme.

VOICI ce que les Politiques de Londres crurent pouvoir augurer pour la suite de la guerre, en apprenant ces événemens.

« Est il surprenant, dirent-ils, que vingt-deux mille hommes soutenus par une artillerie formidable, & par une flotte nombreuse, parviennent à mettre en fuite un Corps de dix mille hommes? Tout le merveilleux, si toutefois il y en a ici, c'est que cette troupe de Provinciaux ait pû résister si long-tems à l'armée Angloise, faire une retraite glorieuse, & ne perdre que deux mille hommes, autant par des accidens imprévus, que par l'épée de l'ennemi. Où est donc ce grand sujet de triomphe? Est-ce dans les conséquences qui peuvent en résulter pour New-York. On prendra l'Isle &

la Ville, soit; mais il faudra ensuite battre
 1770. la grande armée du Congrès, qui est aussi
 Septem. nombreuse que bien disciplinée. Enfin, il ne
 & seroit pas d'une plus grande conséquence pour
 Octobre. les Américains de perdre même l'Isle de
 New-York, qu'il ne le seroit pour l'Angle-
 terre de perdre l'Isle de Guernesey. Seroit-
 on fondé à conclure de la perte de Guer-
 nesey, celle de la Grande-Bretagne? Pour-
 quoi donc inférer de la perte de New-York,
 celle de toute l'Amérique?

*Extrait d'une lettre écrite de New-York le pre-
 mier Septembre*

Je suis revenu ici le même jour que les troupes, après nous être battus dans l'Isle longue pendant sept jours. Dans les quatre derniers, le Général Washington commandoit en personne. Il a fait la plus belle retraite dont l'Histoire ait jamais fait mention, sans perdre un seul homme. Quoique l'ennemi nous environnât de toutes parts, il n'en a eu connoissance qu'au lever du soleil. — Le Général Sullivan est parti pour le Congrès, hier 30 Août. Il est chargé d'y demander une conférence entre une députation du Congrès & le Lord Howe. On commence à se douter de notre importance. Il n'est plus question, dit-on, de remettre les choses sur le pied où elles étoient en 1763. On est bien plus généreux. On se borne à nous deman-

der notre alliance & notre commerce. Le
Général est d'avis qu'il faut se méfier de ces
offres.

1776.

Septem.

&

Octobre

Philadelphie le 8 Septembre.

On attribue la défaite de nos braves compatriotes dans Long-Island à la mauvaise conduite du Lord Stirling. Il négligea la manœuvre importante de commettre la défense des hauteurs à un nombre suffisant d'hommes : ce défaut de précaution fournit à Howe l'occasion d'envelopper nos troupes qu'il n'auroit pû sans cela attaquer que de front où il eût trouvé une mâle résistance. Le Colonel Trail , à la tête d'un bataillon , défendit long-tems le défilé qui conduit à un endroit appelé plaine de la Jamaïque (Jamaica-plain) où se donna la principale attaque. Ce jeune Officier en qui le courage & le jugement ont devancé les années , soutint long-tems un combat opiniâtre contre le corps considérable d'infanterie , commandé par Clinton ; enfin ne voyant venir aucun renfort , ayant perdu les deux tiers de son monde & étant lui même couvert de blessures il donna le signal de la retraite , & joignit heureusement le Général Putnam à l'endroit appllé Brooklyne. Le Général Sullivan , le Colonel Smith , & le Major Guy se sont conduits avec autant de courage que de prudence.

Ce sont les troupes de la Pensylvanie qui

ont le plus souffert dans les diverses affaires
 1776. de Long-Island.

Septem. & Octobre. Tout ce que l'on dit de l'avantage remporté sur les troupes du Congrès ne sert qu'à manifester combien ces braves républicains paroissent formidables au Gouvernement. En effet quelle autre raison que la crainte peut rendre le parti Anglois si fier de ce petit avantage ? Qu'y a-t-il d'extraordinaire à voir vingt-deux mille hommes, soutenus par une artillerie nombreuse & une flotte considérable, venir à bout en quatre jours de mettre en fuite dix mille Américains ? S'il y a du merveilleux c'est de voir cette petite armée résister à tant d'ennemis pendant quatre jours & finir par une retraite glorieuse, après n'avoir perdu pendant tout ce tems là que deux mille hommes, & cela plutôt par des accidents imprévus que par la valeur des assaillants. Il y a long tems que les amis du gouvernement assuroient qu'un seul Anglois suffisoit pour mettre en fuite dix Américains. Les choses sont donc bien changées, puisque le Général Howe n'a osé les attaquer qu'avec un nombre de troupes de deux tiers au moins supérieures à celles du Congrès, car c'est ainsi que l'on doit estimer la différence qui se trouvoit entre les deux armées, celle de vingt-deux mille hommes se trouvant appuyée par la flotte de Lord Howe, tandis que celle des Américains, déjà plus foible de moitié, n'avoit personne pour la soute-

nir. Où trouve-t-on donc tant de raisons de triomphe? Est-ce dans les conséquences qui peuvent en résulter par la prise de New-York? En supposant que cela s'exécutât avec la même facilité que le glorieux exploit dans Long-Island, qu'en résulteroit-il? On prendra l'Isle de la Nouvelle York; soit: mais il faudra ensuite battre la grande armée du Congrès, la mieux composée sans contredit de toutes celles qui sont à présent en campagne, dans laquelle on observe la plus exacte discipline, & que des gens habiles dans l'art de la guerre ont été chargés d'instruire & de former avec soin, depuis l'instant où une mauvaise politique, soutenue de toute l'obstination d'un Ministre opiniâtre, a réduit les Colonistes à en appeler à Dieu & à leur épée. D'ailleurs les Américains ont de tout tems déclaré qu'ils regardoient leurs villes maritimes comme perdues. Un événement auquel ils s'attendent ne sauroit déranger les mesures qu'ils ont prises. Enfin il n'est pas plus intéressant ni plus de conséquence pour les Américains de perdre même la Province de la Nouvelle-York, qu'il ne le seroit à l'Angleterre de perdre l'Isle de Whigt, & l'on ne seroit pas mieux fondé en raison de conclure de celle-ci la perte totale de la Grande Bretagne, que de regarder celle-là comme le gage assuré de la réduction générale de l'Amérique.

1776.

Septem:
&
Octobre.

Long-Island 3 Septembre.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Vous avez appris par les lettres du Général Howe, ce qui s'est passé ici ; mais on n'aura peut-être pas rendu *aux Américains toute la justice qu'ils méritent*, ou si le Général l'a fait, on aura probablement eu soin de le supprimer. Moi qui n'ai d'autres vues que de vous instruire de la vérité des faits dont j'ai été témoin, & *quorum pars magna fui*, je vous assure que par-tout où les Américains ont pu résister, ils l'ont fait avec la dernière bravoure ; nous n'avons pu même venir à bout de les rompre qu'à force de monde, & en les attaquant à la fois en front, en flanc & en queue : si nous avons perdu si peu d'hommes nous ne le devons qu'à ce que l'artillerie de l'ennemi étoit très-mal servie : si nous eussions essayé de forcer leurs lignes, peut-être eussions-nous réussi, mais il nous en eût coûté cher. Leur retraite vers New-York s'est exécutée dans le plus bel ordre, & Putnam n'auroit pas paru plus grand Général en remportant une victoire. Comme nous n'avons pas absolument fermé nos cœurs aux sentimens d'humanité dont tout bon Anglois aime à se faire honneur, ce n'est pas sans éprouver des mouvemens d'indignation que nous avons été témoins du carnage qui suivit la défaite des Américains. Les troupes Hessoises & les Montagnards Ecoissois, après même que la victoire

se fût déclarée en notre faveur , massacrerent un grand nombre de ceux même qui demandoient quartier. Au reste je dois cette justice aux premiers , de croire qu'ils ne l'ont fait que parce que les Moutagnards avoient pris soin de leur donner à entendre que les troupes du Congrès avoient fait serment de ne faire quartier à aucun étranger ; mais comment excuser les Écossais ? Je souhaiterois qu'il fût en mon pouvoir de le faire ; il ne me manque que de bonnes raisons , même pour pallier leur conduite : peut-on être aussi brave & avoir si peu d'humanité ! On regardoit cela autrefois comme un contraste : on apprend tous les jours.

Il est bon que vous sachiez qu'excepté l'artillerie de nos ennemis nous n'avons rien pris sur eux : nous comptions trouver du fourage en abondance , mais ils avoient eu la précaution de mettre le feu aux meules de foin & de bled que la dernière moisson leur avoient fourni. A l'aide de la lunette d'approche nous pouvons voir clairement que tous les habitans ont abandonné la ville de New-York , nous n'y appercevons plus que des soldats : nous la prendrons peut-être , mais je crains que nous n'y perdions beaucoup de monde , & que nous ne puissions dire au milieu de nos succès , encore une victoire comme celle-là & c'en est fait de nous.

1776.

Septem.
&
Octobre.

On ne sauroit donner trop d'éloges à la

1776. clémence & à l'humanité du Général Howe ;
 Septem. il ne fait aucune difficulté d'accorder aux
 & prisonniers les titres qu'ils ont reçus du Congrès , & de les traiter avec toutes sortes d'égards : il les honore même de sa confiance. Pouvoit-il en donner une marque plus signalée , qu'en choisissant le Général Sullivan pour porter au Général Washington les propositions de paix qu'il avoit à lui offrir ? Il est si éloigné de chercher à réduire les Américains par la force , qu'il se propose de ne jamais gagner sur eux le moindre avantage , sans leur renouveler des propositions honnêtes avant de passer outre.

[On a vû par les états autentiques qui ont paru depuis , que la perte des Anglois dans les différentes affaires de Long-Island a été de 840 tués , 1,600 blessés , 65 prisonniers.]

Fermeté des Américains.

Long-Island 2 Septembre.

Le Général Howe , après avoir fait assembler tous les prisonniers , leur a dit que Sa Majesté vouloit bien pardonner à tous ceux d'entr'eux qui renouvelleroient leur serment d'obéissance , & prendroient parti dans les troupes du Roi. Nous nous attendions à les voir se soumettre sans peine , même avec reconnoissance ; mais , à notre grand étonnement , le Lord Stirling , chargé par eux de répondre en leur nom , dit au Général :

» Monsieur, nous nous sommes dévoués à la défense de notre pays & de la liberté que nous tenons de Dieu & du droit naturel: quelque soit notre destin nous nous y soumettrons sans murmure & sans regret: la cause est trop belle pour en craindre lâchement les conséquences «.

Voici un autre exemple de la fermeté Américaine.

Le Général Heister, qui commande les troupes Hessoises, voyant un Officier Américain dans le plus grand danger de perdre la vie, s'intéressa à lui, & le dégagea avec bien de la peine d'un gros de Hessois qui l'environtoient, & contre lesquels il se défendoit avec un courage de désespéré. Le Général le conduisit dans sa tente & lui donna la liberté; avant de nous séparer, lui dit-il, permettez-moi de vous demander si vous n'êtes pas fâché, même honteux, d'avoir pris les armes contre un si bon Roi? L'Officier lui répartit: vous voulez sans doute par-là désigner le tyran de la Grande Bretagne. Il n'est pas mon Roi, je suis un Républicain & ne reconnois d'autre maître que Dieu. Le reste de l'aventure peut faire honneur au zèle, mais bien peu à l'humanité du Général, qui, après avoir renversé le malheureux Officier par terre, le força de boire à la santé du Roi & du Landgrave, & de souhaiter la prompte soumission des Rebelles Américains.

1776

Septem:
&
Octobre,

1776. *Position des Anglois après l'affaire de Long-Island.*

Septem.

&

Octobre.

De Newton , Long-Island , 4 Septembre.

Les lettres de Son Excellence le Général Howe vous ont instruit de la victoire remportée sur l'armée commandée par Putnam : je me contenterai de vous donner quelques détails qui pourront vous amuser. En n'estimant le revenu des terres qu'à 10 sols 6 deniers par acre , l'Isle entière doit rapporter plus de 300,000 livres sterling : mais ce qui nous la rend plus précieuse est sa situation ; elle est si avantageuse que nous ne pouvions rien faire de plus important que de nous en emparer , puisque nous commandons par-là tous les passages qui conduisent à la Nouvelle York , & que New-York , la capitale de cette province , ainsi que la meilleure partie du Jersey se trouvent entierement bloquées.

Notre quartier général est à Newton : le Général Clinton est posté dans le voisinage de l'endroit appelé Porte-d'Enfer (Hell-Gate) ; le Général Heister avec ses troupes Hessoises commande à Brooklyn , tandis que le Lieutenant-Colonel Dalrymple veille à la garde de l'Isle des Etats (Staten) avec un corps de trois mille hommes. A en juger par les préparatifs extraordinaires que notre brave Général a ordonnés pour l'embarquement

de toute l'armée, nous ne doutons pas qu'il ne médite une descente dans l'Isle de la Nouvelle-York, & nous comptons qu'elle aura lieu dans huit à dix jours, c'est-à-dire, dès qu'on aura pu se procurer assez de bâtimens pour embarquer toutes les troupes dans une seule nuit. On imagine que le débarquement se fera dans les prairies voisines de la petite baie de Caerlaer (Caerlaer's-Hook.)

Le Congrès a ordonné à toutes les personnes en état de porter les armes dans New-York, de s'inscrire sur les registres ouverts à cet effet. Les biens de ceux qui ne se présenteront point seront confisqués.

1776.
Septem.
&
Octobre.

Découverte d'un Traître auprès du Général Washington.

Un Allemand nommé Stéen, avoit apporté vers le 15 Août à M. Washington, une lettre qui lui avoit été remise par le Colonel Zedwitz, Officier du Congrès, & qui servoit d'interprète Allemand au Général. — On vit par cette lettre qui étoit adressée au Général Howe, que les projets de Zedwitz avoient avorté par la découverte qui avoit été faite du complot de Forbes & de David Mathews. — Zedwitz demandoit dans cette lettre deux mille livres sterling en especes, pour payer à un homme, dans la confidence de Washington, des états exacts des troupes du Congrès, qu'il s'engageoit à

1776 fournir au Général Howe. — Ce malheureux, qui prétendoit avoir été forcé à prendre du service chez les Américains, demandoit aussi au Général Howe un Régiment & le commandement de plusieurs Forts. — Il avoit forgé une calomnie atroce, qu'il mandoit au Général Howe; c'étoit qu'il avoit vu chez Washington quatre flacons d'une liqueur noire, destinée à empoisonner les eaux de l'Isle Staten, lorsque les Anglois y avoient débarqué. — Il fut nommé un Conseil pour le juger, & il a dû subir la peine due à ses détestables forfaits.

Excès de barbarie commis par les Hessois dans l'Isle longue.

Il existe une preuve des dégâts affreux que commirent les Hessois dans cette affaire. C'est une lettre d'un Habitant de l'Isle, datée du 28 Août, laquelle se trouva parmi les papiers du Général Hessois, fait prisonnier à Trenton, quelques mois après. — Il écrivoit au Général Anglois que les Hessois y avoient fait le pillage de la maniere la plus atroce, chassant de leurs maisons tous les Habitans, & enlevant absolument tous les effets. — Le Livre du Général Hessois portoit la défense qui fut publiée à l'Ordre en cette occasion; mais ces mercenaires étoient sans doute incorrigibles, car il se trouvoit dans la suite du Livre, plusieurs autres plaintes semblables, suivies des mêmes défenses.

Précautions

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres , à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 10 Juillet 1779.

VOICI le moment, Monsieur, où chacun voudra voir & étudier les cartes de la Manche, qui va devenir le théâtre d'un genre de guerre presque nouveau pour nous, quoiqu'il ait été beaucoup plus familier à nos peres. Il me paroît que dans une telle circonstance, vous me ferez quelque gré d'enrichir la Géographie des connoissances de l'Histoire, pour donner de la couleur aux idées qui vous seront suggerées par le simple aspect des côtes respectives. J'ai fait jadis, sur cet objet, des recherches dont l'application peut aujourd'hui être assez fructueuse; je me fais un devoir de les mettre sous vos yeux. Je ferai précéder un morceau qui m'a été fourni par des papiers Anglois assez récents & qui complètera mon tableau. Ce sont les instructions données par la Reine Elisabeth pour la défense de ses côtes, menacées d'une redoutable invasion.

*Ecrit sur les descentes en Angleterre,
tiré d'une Gazette Angloise du 31 Mai
1778.*

» Tous les détails relatifs à une invasion ne pouvant être que très intéressans au moment où nous nous trouvons, peut-être ne fera t-on pas fâché de savoir quel a été le plan proposé à la Reine Elisabeth en 1588 dans une circonstance semblable, par les Officiers qui composoient son Conseil, plan que cette grande Princesse & ses Ministres ont trouvé si sage, qu'ils n'y ont fait aucun changement. Voici une copie exacte des dispositions adoptées par le Gouvernement, comme les plus propres à faire échouer les desseins de l'Espagne. La manière de faire la guerre est actuellement beaucoup plus perfectionnée qu'elle ne l'étoit alors; mais la situation naturelle de nos côtes étant toujours la même, on n'en verra pas moins la sagesse du Conseil & du Gouvernement dans les dispositions qu'ils ont prises à ce sujet ^a.

CONSEIL DE GUERRE

Tenu le 25 Novembre 1587.

MEMBRES.

Le Lord Grey.

Le Chevalier Francis Knowles

ET DE L'AMÉRIQUE. CCXCIX

Le Chevalier Thomas Laken.
Le Chevalier Walter Raleigh.
Le Chevalier Richard Granville.
Le Chevalier John Norris.
Le Chevalier Richard Bingham.
Le Chevalier Roger Williams.
Le sieur Ralph Lane.

PROPOSITIONS.

Moyens que l'on regarde comme les plus propres à mettre les forces de ce Royaume en état de repousser une invasion ; & désignation des endroits où il est le plus probable que l'ennemi a dessein d'effectuer une descente.

Milford, Helford, Falmouth, Plymouth, Torbay, Portland, Portsmouth, l'Isle de Wight. — Ce sont là les lieux les plus propres au débarquement pour l'armée d'Espagne.

Quant à l'armée de Flandres, voici les endroits qu'elle peut menacer. Neff en Suffex, les Dunes, Margate dans le Comté de Kent, la Tamise, Harwich, Yarmouth, Hull & l'Ecosse.

PREMIERE PROPOSITION.

Quelles sont celles d'entre ces places qui peuvent être mises en état de défense pour s'opposer au débarquement ?

Milford dans la Principauté de Galles,

ccc AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Plymouth pour l'Ouest , Portland pour le milieu des parties Occidentales , l'Isle de Wight, Portsmouth & la Tamise.

Milford.

Ce pays est si mauvais qu'on n'a guere lieu de supposer que l'ennemi veuille s'y établir : cependant comme le havre de Milford est très-bon & que cette circonstance pourroit tenter l'ennemi , nous croyons qu'il est nécessaire d'avoir en cet endroit un corps de deux mille hommes d'infanterie , soutenu par cinq cents chevaux.

Plymouth.

La raison qui fait regarder Plymouth comme une des places les plus menacées , c'est qu'il n'est pas probable que le Roi d'Espagne engage sa flotte trop avant dans la Manche avant de s'être assuré d'un bon port.

Portland.

On regarde aussi Portland comme un endroit exposé à une descente , parce qu'il y a un grand port où les vaisseaux sont à leur aise & une greve très-commode pour le débarquement des troupes. L'ennemi une fois maître de l'Isle , il y trouvera une retraite assurée ; & les environs étant un pays de plaines ils lui offrent toutes sortes de facilités pour y marcher avec une grande armée.

DEUXIEME PROPOSITION.

Des mesures que l'on doit prendre pour combattre l'ennemi s'il parvient à effectuer son débarquement.

On doit laisser à la discrétion du Général le choix des moyens qu'il croira les plus convenables pour combattre l'ennemi. Nous nous bornerons à lui recommander de s'opposer à la descente de l'ennemi, s'il croit pouvoir le faire avec avantage, & s'ils veulent s'avancer dans le pays, de le ruiner tellement qu'ils ne puissent y trouver d'autres subsistances que celles qu'ils porteront avec eux, & qui seront par cette raison en petite quantité : il faudra qu'il les tienne dans des allarmes continuelles, mais que dans aucun cas il ne hazarde de bataille avant que les divers Lieutenans aient eu le tems de rassembler leurs troupes pour former une forte armée, à moins qu'il ne se présente quelqu'occasion si favorable qu'il ne croie pas devoir la laisser échaper.

TROISIEME PROPOSITION.

Quel nombre d'hommes on doit tenir prêt pour remplir cet objet ?

Dans le cas où l'ennemi débarqueroit à Plymouth par exemple, alors en supposant que Devon & Cornwall fournissent six mille

cccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

hommes, il est aisé de concevoir que les contingens de Wiltshire, de Dorset & de Sommerfet joints aux six mille hommes de l'Ouest, feront une armée suffisante, surtout avec le renfort des Gentilshommes & autres Possesseurs de terre. S'il arrive que l'ennemi débarque à Portland soit par choix ou par l'effet des vents contraires : alors les Milices de l'Ouest se rendront de ce côté là : & si l'invasion se fait dans le Comté de Kent ou à l'Ouest de la Tamise, les forces des Comtés du milieu, destinés à se porter à l'Ouest, pourront longer les côtes pour gagner l'Est.

Si l'ennemi entre dans la Tamise, le même ordre sera suivi par les Comtés circonvoisins, savoir, Suffolk, Norfolk, Essex & la ville de Londres.

Attendu que dans le cas d'une invasion soudaine, il seroit alors trop tard pour se procurer les moyens de défense nécessaires, on croit qu'il est à propos de préparer d'avance un train d'artillerie avec toutes les munitions de guerre & de bouche & tous les ustensiles convenables, & le tout sera reparti dans les places ci-dessus, lesquelles seront garnies de ces troupes.

Et attendu qu'il faut sur-tout donner une attention particuliere à la personne de Sa Majesté, nous croyons qu'il est d'une nécessité indispensable de lever à cet effet une armée, laquelle sera composée des forces

des Comtés nommés & destinés pour ce service. Cette armée sera jointe par les Milices de la ville de Londres & de toutes les autres Villes, que l'on pourra armer des Arsenaux de Sa Majesté.

Nous croyons aussi qu'il convient de donner les ordres & de faire les dispositions nécessaires pour que l'ennemi ne s'empare point des vaisseaux de Sa Majesté à Rochester (dans la Tamise).

PRÉCIS historique des différentes descentes que l'on a tenté de faire en Angleterre ou qui y ont été exécutées depuis celle de Guillaume le Conquérant.

Première, heureuse.

GUILLAUME, Duc de Normandie, quitta les côtes de cette Province avec une flotte de neuf cents voiles, & mit ses troupes à terre près de Pansey dans le Comté de Suffex le 29 Septembre 1066. On ne s'opposa point à cette descente, & quoique Guillaume n'eût en Angleterre aucun parti qui pût le joindre, une seule bataille gagnée près d'Hasting le rendit maître du Royaume.

Seconde, heureuse.

Robert, fils aîné de Guillaume & son suc-

ccciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
cesseur au Duché de Normandie, vint en
Angleterre en 1101 & exécuta, sans au-
cune difficulté, sa descente à Portsmouth.
Il avoit dans le Royaume une faction toute
prête à le soutenir, & une partie de la Ma-
rine Angloise étoit dans ses intérêts. Mais
l'Archevêque *Anselme* harangua l'armée avec
une éloquence si persuasive, qu'il la fit in-
cliner pour *Henri I*, frere de *Robert*. La paix
fut conclue entre ces deux freres; & *Robert*,
après deux mois de séjour à la Cour de
Henri, retourna dans son Duché de Nor-
mandie.

Troisième, heureuse.

Mathilde, fille de *Henri*, veuve de l'Em-
pereur *Henri V*, exécuta une descente en
Angleterre en 1139, avec cent quarante
hommes seulement. Bientôt un parti nom-
breux & les Barons mécontents se joignirent
à cette Princesse. Il s'éleva à cette occasion
une guerre civile qui remplit l'Angleterre
de meurtres & de désolation. Cette guerre
dura sept ans. Les deux Partis triomphèrent
alternativement l'un de l'autre. Enfin, celui
de *Mathilde* succomba; & cette Princesse fut
obligée de repasser en Normandie en 1146.

Quatrième, heureuse.

En 1216, *Louis*, fils de *Philippe Auguste*,
appellé en Angleterre par les Barons, y fit
une descente avec six ou sept cents vaisseaux.

Il débarqua à Sandwich où le Roi *Jean* n'osa point le venir attaquer. Toute la province de Kent lui est bientôt soumise, à l'exception cependant du seul Château de Douvres. Il est couronné à Londres. Il réduit encore plusieurs provinces sous son obéissance, & il défait le Roi *Jean*. La mort de ce Prince éteignit le ressentiment des Anglois qui se déclarerent contre *Louis*, pour *Henri III*, fils du Roi défunt.

Cinquième, heureuse.

Louis s'absente de l'Angleterre. Pendant ce tems-là il s'y forme contre lui un puissant parti dans lequel s'enrôlent plusieurs de ses meilleurs amis. Il revient avec une flotte; mais il en trouve une que les cinq ports avoient armée pour s'opposer à son retour. Il soutint un combat, & quoiqu'il y eût perdu plusieurs vaisseaux, cela ne l'empêcha point de débarquer à Sandwich; il brûle cette Ville, comme étant une des cinq qui avoient osé armer contre lui. Son armée, forte de vingt mille hommes, pénétre très-avant en Angleterre. Dans leur marche, les troupes Françoises, dit *Thoiras*, commirent de si horribles ravages, que les Historiens assûrent que c'étoit plutôt une armée de démons qu'une armée d'hommes. Il éprouva des revers. *Philippe Auguste* voulut lui faire passer un renfort, mais la flotte des cinq ports défait celle des François. Enfin, *Louis* fut

cccvi) AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
assiégé dans Londres, & les Anglois le forcèrent à sortir de l'Angleterre.

Sixieme, heureuse.

Isabelle, femme d'*Edouard II*, descendit à Harwich en 1326 le 28 Septembre, avec une armée levée dans le Hainault & en Allemagne. Le mécontentement qu'avoient donné les *Spensers*, lui forma un parti nombreux. Elle fit son mari prisonnier & l'obligea de résigner la Couronne à son fils le 22 Janvier 1327.

Septieme, huitieme, neuvieme, dixieme, onzieme & douzieme, heureuses.

En 1377, la treve qu'*Edouard* avoit faite avec la France étant expirée, *Charles V* qui, à la mort de ce Prince, s'étoit trouvé en état de mettre cinq armées en campagne contre les Anglois, équipa une flotte formidable pour désoler les côtes de l'Angleterre. Ses troupes y exécuterent plusieurs débarquemens successifs; elles brulerent *Hastings*, *Portsmouth*, *Dartmouth*, *Plymouth*, & firent un corps de troupes envoyées pour les repousser. Elles eurent du dessous à *Winchester*; ensuite elles se retirèrent dans l'Isle de *Wight*, y pillèrent les habitans & retournerent en France avec un butin considérable.

En 1383, l'Angleterre souffrit beaucoup, dit *Thoiras*, des fréquentes descentes des

ET DE L'AMÉRIQUE. cccvij.

François. Cette guerre avec l'Angleterre rendit la Marine de France plus considérable par les soins de son Amiral, *Jean de Vienne*, Seigneur de Rollans. Cet Amiral disoit que *les Anglois n'étoient jamais plus foibles que chez eux.*

Treizieme , heureuse.

Pendant l'enfance de Richard II les François firent une descente en Suffex , & ils enleverent prisonnier le Prieur de l'Abbaye de Lewes. L'Abbé du Monastere de Battel assembla une sorte d'arriere-ban , courut se jetter dans la ville de Winchelsea , s'y fortifia & obligea les François d'en abandonner le siege.

Quatorzieme , heureuse.

Le Duc de *Lancastre* s'étant laissé persuader de revenir en Angleterre pendant l'absence de Richard II qui étoit alors en Irlande , partit avec trois vaisseaux & quatre-vingt hommes seulement , descendit en Juillet 1399 à Ravenspur dans le Comté d'York où il fut joint par un parti très-considérable. Le Roi , de retour , n'ayant pas assez de forces pour lui résister , fut contraint de lui céder la couronne , le 30 Septembre de la même année.

Premiere , malheureuse.

En 1406 , les François se présenterent
v ij

cccviij. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
devant la côte du Pays de Galles avec une
flotte de trente-huit vaisseaux. Une tempête
violente qui les dispersa, les empêcha d'y
débarquer. Suivant Thoiras, la Cour de
France avoit eu avis de quelque conspiration
formée en Angleterre par les partisans de
Richard II, qui avoit été déposé par le Duc
de Lancastre son cousin germain, proclamé
Roi sous le nom de Henri IV; son projet
étoit de soutenir le parti de Richard, en
envoyant une armée Françoisise dans le Pays
de Galles.

Quinzieme, heureuse.

Sous le regne de Henri IV, les François descendirent à Stoke Fleming près de
Darmouth.

Deuxieme, malheureuse.

Marguerite, femme de Henri VI, partit
des côtes de France en 1462, avec quel-
ques vaisseaux & 500 hommes de débarque-
ment. Elle voulut descendre à l'embouchure
de la Thyne; mais un corps de troupes
Angloises la força de se retirer. Elle perdit
la plus grande partie de son monde.

Seizieme, heureuse.

L'échec que reçut *Marguerite* à l'embou-
chure de la Thyne, ne lui fit point aban-
donner son projet. Elle exécuta sa descente
à Barwick. Les Ecoissois se joignirent à cette

Princesse & entrèrent en Angleterre. Ils furent défaits à Hexham dans le Comté de Northumberland; & la Reine se vit obligée de fuir en Ecosse avec son mari. *Edouard IV* fit une treve avec les Ecossois. *Marguerite* se réfugia en Flandres, & *Henri*, qui étoit passé secrètement en Angleterre, y fut arrêté & enfermé dans la Tour de Londres en 1463.

Dix - septième, heureuse.

Le Comte de *Warwick* passa de France en Angleterre avec une flotte & une armée, pendant l'Été de l'année 1470. La flotte du Duc de Bourgogne qui croisoit à l'embouchure de la Seine à dessein d'attaquer *Warwick*, avoit été dispersée par une tempête la veille même du jour que celui-ci mit à la voile. Il prit terre à Dartmouth, fut joint par un puissant parti, chassa *Edouard IV* de l'Angleterre, délivra *Henri VI*, le remit sur le trône, & *Edouard IV* fut déclaré traître & usurpateur le 26 Novembre de la même année. Dartmouth fut brûlé deux fois par les François.

Troisième, malheureuse.

En 1471, *Edouard IV* partit des côtes de Flandre avec dix-huit vaisseaux & deux mille hommes de débarquement. Il tenta inutilement de descendre à Norfolk, cette côte étant trop bien gardée.

Dix - huitieme , heureuse.

Edouard IV fit voile vers la riviere d'*Humber* , descendit à *Ravenspur* , & devint maître du Royaume par le gain de la bataille donnée à *Barnetfield*.

Dix - neuvieme , heureuse.

Dans la même année, *Marguerite*, femme de *Henri VI*, entreprit une seconde invasion en Angleterre , sur des vaisseaux & avec des troupes que la France lui avoit données. Elle aborda à *Weymouth* ; mais étant instruite de la défaite de *Warwick* , elle se retira dans une Abbaye. Ses amis l'ayant excitée à faire une nouvelle tentative , ses troupes furent encore défaites à *Tewkesbury*.

Quatrieme , malheureuse.

Le Comte de *Richemont* partit de Bretagne en 1484 , avec quarante vaisseaux & six cents hommes de débarquement. Sa flotte fut dispersée par une tempête , & le vaisseau qu'il montoit fut jetté sur les côtes de *Dorsetshire* , mais il eut le bonheur de ne point périr dans ce naufrage.

Vingtieme , heureuse.

Le même Comte revint l'année suivante avec une poignée de monde , & débarqua

le 6 Août à Milford Haven dans le Pays de Galles. *Richard III* avoit fait alors rentrer sa flotte dans ses ports. Il reçut un renfort très-considérable , marcha à Londres par Shrewsbury , rencontra le Roi à Bosworthfield , lui livra bataille & gagna la couronne. Il n'y avoit pas plus de six jours qu'il étoit débarqué.

Vingt-unieme , heureuse.

On faisoit passer *Lambert Samuel* pour un des héritiers de la Maison d'York , & prétendant à la Couronne sous le nom de Comte de Warwick. Il fut envoyé en Irlande en 1486 , & il y fut reçu & traité en Roi. La Duchesse de Bourgogne lui envoya une flotte avec deux mille hommes. Il descendit en 1487 à Fowdray dans le Comté de Lancastre. Son parti n'étoit point assez considérable en Angleterre , & il fut défait à la bataille de Stoke près de Newark , & fait prisonnier.

Cinquieme , malheureuse.

Perkin Warbeck prétendoit être le Duc d'York , fils d'*Edouard IV*. Le Duc de Bourgogne , plusieurs Irlandois & le Roi de France le traiterent comme tel. Il tenta en 1495 de descendre sur les côtes de Kent ; mais il fut contraint de se retirer sans avoir pu débarquer. Il passa ensuite en Ecosse où

cccxiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le Roi Jacques le reçut en 1496. Ce Prince l'accompagna jusqu'en Angleterre avec une armée; mais aucun Anglois ne s'étant déclaré pour ce prétendu Duc d'York, il commit quelques dévastations dans la Province de Northumberland & se retira.

Vingt-deuxieme, heureuse.

Perkin obligé de quitter l'Ecosse, passa en Irlande. En 1497, les mécontents d'Angleterre l'inviterent à venir se mettre à leur tête. Il partit avec quatre petites barques & cent quarante hommes, descendit sur les côtes de Cornouailles au mois de Septembre, entreprit inutilement le siege d'Exeter & vit toute la Noblesse de cette Province se soulever contre lui. Il quitta son armée qui étoit alors forte d'environ sept mille hommes & alla se réfugier au Monastere de Bowley. Peu de tems après il se rendit au Roi, fut exposé aux railleries du peuple, jetté dans les fers & pendu à Tyburn en 1499.

Vingt-troisieme, vingt-quatrieme vingt-cinquieme & vingt-sixieme, heureuses.

En 1545, le 18 Juillet, l'Amiral d'Annebaut, qui commandoit une escadre que François I. avoit destinée à bloquer Boulogne, arriva devant Portsmouth, défia au combat l'escadre Angloise qui étoit de soi-

xante vaisseaux, débarqua en trois différens endroits dans l'Isle de Wight, sans que les Anglois osassent l'en empêcher. Il y brula & fit piller plusieurs villages. Le Conseil de d'Annebaut ayant décidé qu'il n'étoit pas possible de s'établir dans l'Isle, il se porta sur la côte de Suffex pour attirer de ce côté là les forces des Anglois, en quoi il ne put réussir, les Anglois, dit Thoiras, restant toujours cachés derriere les sables dans le canal de Portsmouth. Enfin, après avoir executé trois nouveaux débarquemens sur la côte de Suffex, il revint mouiller à l'Isle de Wight & retourna en France sans autre diminution dans ses forces que celle que la maladie pouvoit y avoir faite.

Vingt-septieme, heureuse.

Sous Henri VIII les François brulerent le port de Martijon dans la baye de Cornouailles. Il y a dans Martijon un rocher très-haut qui sert de marque de mer.

Sixieme, malheureuse.

Philippe II, Roi d'Espagne; arma en 1588 une flotte formidable composée de cent trente quatre voiles; montée de deux mille six cents trente gros canons & vingt mille hommes de débarquement, auxquels le Duc de Parme devoit en joindre cinquante mille. Il avoit formé le projet de conqué-

rir l'Angleterre. La flotte principale de la Reine Elisabeth étoit à Plymouth, & une autre croisoit sur les côtes de Flandre pour s'opposer au Duc de Parme. Les forces de terre de cette Princesse consistoient en vingt mille hommes qui gardoient les côtes, vingt-trois mille qui campoient à Tilbury, & trente-six mille qui gardoient la personne de la Reine. Après avoir beaucoup souffert de la tempête, la flotte Espagnole approcha de la côte d'Angleterre, & l'Amiral Howard la combattit pendant trois jours avec avantage. Elle se retira vers Calais. Howard & Seymour la suivirent avec quatorze vaisseaux, l'attaquerent avec leurs brulots d'invention nouvelle, & la mirent en fuite. L'escadre Espagnole essuya encore plusieurs tempêtes, & il n'en rentra qu'environ un tiers dans les ports d'Espagne.

Vingt-huitieme & vingt-neuvieme, heureuses.

Deux descentes heureuses des Espagnols en Cornouailles dans l'année 1595. Ils surprirent la baye de *Mounts* qui est à la pointe de l'Angleterre. Ils brulerent aussi *Penzance* & plusieurs villages & fermes des environs.

A peu près dans le même tems ils firent une descente à *Penwyn* à l'entrée du havre de *Pendennys*. Mais celle-ci n'eut point de suites.

Trentieme , heureuse.

Charles II partit des côtes de Flandre avec une petite flotte le 12 Juin 1650, passa sans être vu entre les vaisseaux postés pour l'observer, & descendit le 23 du même mois au Nord de l'Ecosse.

Ce Royaume se déclara unanimement pour lui, & lui fournit une armée d'environ deux mille hommes. *Cromwel* revint d'Irlande, fut fait Général des troupes du Parlement & marcha en Ecosse à leur tête. Il força les Ecossois dans leur camp à Dumber le 3 Septembre, & se rendit maître d'une grande partie de l'Ecosse. Charles résolut de tenter fortune en Angleterre, décampa de sterling le 31 Juin 1651, & entra dans ce Royaume le 6 Août de la même année. Il y fut suivi de près par *Cromwel*, qui ayant une armée supérieure, remporta sur lui une victoire complete. Charles prit la fuite, & après avoir échappé à mille dangers, il s'embarqua à Shoreham le 15 Octobre & arriva le même jour sur la côte de Normandie.

Trente-unieme , heureuse.

Le Duc de *Montmouth* sortit du Texel le 4 Mai 1685 avec un vaisseau de guerre de trente-deux canons, deux barques & quatre-vingt deux hommes. Il passa sans être aperçu au milieu de tous les vaisseaux qui

CCXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

croisoient pour l'arrêter , & descendit le 11 Juin à Lime dans le Comté de Dorset. Il y fut joint par quelque populace. A son arrivée à Taunton , ayant appris que son ami le Comte d'Argyle venoit d'être défait en Ecosse & que l'armée du Roi marchoit à lui , il l'attaqua le 6 Juillet à Sedgmore ; il fut défait & pris , & le 15 du même mois il eut la tête tranchée.

Trente - deuxieme . heureuse.

Le Prince d'Orange appareilla de la Brille le 15 Octobre 1688 avec cinquante vaisseaux de guerre , vingt cinq frégates , vingt-cinq brulots , environ quatre cents vaisseaux de transports & d'autres bâtimens qui portoient quatre mille hommes de Cavalerie & dix mille Fantassins. Une tempête repoussa & dispersa cette flotte. Elle se rassembla à Helvoetsluis & remit en mer le premier Novembre. On fut longtems à se décider si l'on feroit voile vers le Nord ou l'Ouest ; & l'on choisit enfin cette derniere route. Mais le vent ayant changé , on fut contraint de prendre l'autre. Le Prince d'Orange avec toute sa flotte passa tout près des Dunes où étoit l'armée navale des Anglois que commandoit le Lord Dartmouth , & qui étoit de soixante un vaisseaux. Comme le jour étoit fort obscur. cette flotte qui étoit sur une ligne & occupoit environ sept lieues , em-

ploja six heures à son passage sans être aperçue de celle du Roi. Le Prince qui avoit dessein de débarquer à Dartmouth ou à Torbay fut porté au-dessous de ces deux endroits, mais le vent tournant tout à coup le ramena sur Torbay & empêcha en même tems la flotte Angloise de l'attaquer. Il débarqua le 4 Novembre sans être inquiété dans sa descente. Bientôt un parti nombreux de l'armée même de Jacques II vint le joindre, & sans courir seulement les hazards d'une bataille, il devint maître du Royaume.

Septieme, malheureuse.

Jacques II, sortit de Brest avec un secours de troupes Françoises, quatorze vaisseaux de guerre, six frégates & trois brûlots. Il descendit à Kingsale en Irlande le 12 Mars 1689 : il y fut joint par ses amis & par un renfort considérable de troupes Françoises. Il perdit beaucoup de tems aux sieges de Londonderry & d'Iniskilling. On envoya contre lui une armée très-inférieure à la sienne, aux ordres du Duc de Schomberg qui devoit seulement l'observer pendant cette année. L'année suivante, Guillaume III alla lui-même en Irlande à la tête d'une seconde armée, marcha au camp de Lisburn qu'occupoit le Duc de Schomberg, & le premier Juillet défit entierement les troupes de Jacques II à la bataille de Boyne. Jacques

cccxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
se refugia à Dublin, & peu de jours après
passa en France.

Huitieme, malheureuse.

Jacques II se rendit à la Hogue où il étoit attendu par une armée d'environ vingt mille hommes, trois cents bâtimens de transport & une forte escadre prête à faire voile pour exécuter une descente en Angleterre. Les vents contraires retinrent cette flotte pendant près d'un mois, & elle fut attaquée & détruite en partie par l'Amiral *Russel* qui commandoit les escadres combinées de la Hollande & de l'Angleterre.

Neuvieme, malheureuse.

Le Prétendant sortit du port de Dunkerque & fit voile vers l'Ecosse le 17 Mars 1708 avec vingt-six vaisseaux François & six mille hommes de débarquement. Il fut poursuivi par l'Armiral George Byng qui l'attendoit sur les côtes de Flandre avec quarante vaisseaux de guerre. Comme il prit un plus long circuit, cet Amiral gagna le premier le détroit d'Edimbourg. Les vaisseaux François arrivés à la vue de ce détroit, apperçurent la flotte Angloise & s'en éloignerent. L'Amiral Byng en atteignit quelques-uns & prit le *Salisbury*. Le reste de l'Escadre Française fit voile pour Inverness, mais n'ayant pu

y arriver à cause des vents contraires , elle
rentra à Dunkerque.

Dixieme , malheureuse.

Pendant l'Automne de 1715 , le Comte de *Mar* alla en Ecosse pour y exciter une rébellion. Le Prétendant y fut proclamé Roi ainsi que dans plusieurs endroits au Nord de l'Angleterre. Les Ecossois commandés par le Comte de *Mar* furent battus par le Duc d'*Argyle* à Dublin le 3 Novembre ; & le 14, les Anglois Rebelles du Nord se rendirent au Général *Carpenter* à Preston. Le Prétendant passa secretement en Ecosse sur un petit bâtiment , accompagné seulement de six Gentilshommes , descendit à Peterhead le 22 Décembre ; & le 9 Janvier 1716 il entra dans Perth. Mais sur la nouvelle del'approche de l'armée commandée par le Duc d'*Argyle*, il quitta cette Ville & s'embarqua sur un vaisseau François qui le ramena en France au commencement de Février.

Onzieme , malheureuse.

Le fils aîné du Prétendant partit le 14 Juillet 1745 des côtes de Bretagne sur un vaisseau de dix-huit canons , & fut joint ensuite par un vaisseau de guerre de soixante-six. Il fut rencontré & attaqué par le Capitaine *Brett*. Le Prétendant gagna

CCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'Ecosse. Son parti s'étant accru peu-à-peu; il entra dans Perth le 14 Septembre & dans Edimbourg le 17. Le 21, il défit M. Cope à Prestonpans, assiégea le Château d'Edimbourg le premier Octobre, & en leva le siege le 5 du même mois, dont il perdit tout le reste. Il se mit en marche pour l'Angleterre, passa la Tweede le 6 Novembre, prit Carlisle & pénétra jusqu'à Derby, où il arriva le 4 Décembre; mais peu d'Anglois l'ayant joint, & l'armée qui marchoit à lui sous les ordres du Duc de Cumberland & du Général Wade étant fort supérieure à la sienne, il quitta Derby le 6 & se retira vers l'Ecosse. Il fut joint dans sa retraite par un grand nombre d'Ecossois, prit Sterling le 8 Janvier 1746, en assiégea le Château & gagna le 17 la bataille de Falkirk. Le Duc de Cumberland partit de Londres le 25 Janvier, arriva le 30 au Camp de l'armée Angloise qui étoit alors en Ecosse, marcha dès le lendemain à l'ennemi, dont l'armée étoit en déroute, & entra dans Sterling le 2 Février. Les Ecossois regagnerent leurs montagnes. Le Prétendant fit inutilement le siege du Fort Guillaume & fut défait le 16 Avril à la bataille de Culloden.

Douzieme, malheureuse.

Le grand armement de la France & la défaite de l'escadre Françoisse par l'Amiral Hawke

Hawke le 20 Novembre 1759, est la douzième & dernière des entreprises de cette nature, qui ont eu un mauvais succès.

D'après ce précis historique, il y a eu dans la Grande - Bretagne quarante-quatre tentatives de descente & de conquête, dont trente-deux ont réussi & douze seulement ont manqué de succès. Encore dans ces douze compte-t-on les foibles efforts que fit à plusieurs reprises le Prétendant pour se remettre en possession du trône.

NOTICES sur les petits Ports de toute la partie des côtes d'Angleterre qui fait face aux côtes de France.

Dans le Comté de Cornwall.

Mounts-Bay. — Abri très-sûr contre les vents du Sud & du Sud-Est.

Helston. — Sur la rivière Cober. — Un peu au-dessous de la Ville il y a un petit port assez bon.

Falmouth. — Port très-commode où les plus gros vaisseaux peuvent mouiller. Il y a des abris excellens dans les criques qui s'y jettent, & où toute la Marine d'Angleterre auroit un sûr mouillage par tous les vents. C'est la meilleure rade d'Angleterre après *Milford haven* dans le Pays de Galles.

Tome XIV.

CCCXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Fowey. — Port très - commode qui avoit autrefois une Marine Corsaire.

Dans le Comté de Devon.

King's bridge. — Port pour de petits bâtimens.

Dartmouth. — Il peut mouiller jusqu'à cinq cents bâtimens dans ce port. Il est défendu par trois Châteaux, sans compter les fortins, &c. & son entrée peut se fermer avec une chaîne.

Torbay. — Baye dans laquelle les escadres Angloises mouilloient pendant la guerre de Guillaume III avec la France. Ce Prince y avoit pris terre en 1688. — Un vent du Sud ou du Sud-Est en chasse quelquefois les vaisseaux & les pousse en pleine mer, ou bien les force à se réfugier dans Dartmouth. On y est à l'abri des vents d'Ouest & Sud-Ouest.

Exmouth. — Petit port barré, mais excellent pour une descente : on arriveroit en deux heures à Exeter, ville grande & riche.

Sidmouth. — Anciennement port très-fréquenté, mais barré au-jourd'hui : aucun bâtiment un peu gros, & tirant beaucoup d'eau, ne peut y entrer.

Dans le Comté de Dorset.

Lime. — Port excellent dans le lieu appelé *Cobb*, à un quart de mille de la ville.

Les vaisseaux y sont abrités par un gros mur qui se prolonge très-avant dans la mer, & sur lequel on a élevé des Douanes, &c. La côte y est très-commode pour établir les batteries : il y en a quelques-unes.

Brtdport. — Petit port autrefois très-bon, mais où l'on ne peut plus rassembler qu'une quarantaine de petits bâtimens : il est sur la rivière Bur.

Weymouth. — Marguerite, femme de Henri VI, assistée de la France, débarqua dans ce port en 1471.

Wareham. — La Mer s'en est retirée.

Pool. — Port Marchand ordinaire.

Dans le Comté de Hampshire.

Isle de Wight, Portsmouth, &c.

Dans le Comté de Suffex.

Chichester. — Port qui n'est pas assez creux & qui est formé par la rivière Lavant, sujette pendant l'Été à de grands débordemens, quoiqu'elle soit très-basse l'Hyver.

Arundel. — Autrefois assez bon port où il entroit des vaisseaux de cent tonneaux. Il s'est barré depuis. Il a été passé un acte du Parlement en 1733 pour le réparer.

Shoreham. — Sur la rivière Adur. Le port reçoit des vaisseaux assez gros, & il est bon.

Brighthelmston. — Petite baye & port avec un bon mouillage.

CCCXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

New - Haven. — Assez bon port , mais petit & qui ne recevroit pas des vaisseaux au-dessus de cinquante à soixante tonneaux , étant plein de sable. Un acte passé en 1731 a ordonné d'y remédier.

Hastings. — Port peu sûr contre les coups de mer , & où cependant on a dépensé des sommes immenses.

Winchelsea. — Anciennement c'étoit un assez bon port que la mer a abandonné.

Rye. — Autrefois excellent port ; mais barré aujourd'hui : à peine les barques peuvent elles y entrer.

Folkstone. — Port pour des Pêcheurs , mais autrefois assez bon. La mer y a fait des progrès sur les terres. Depuis ce port jusqu'à Douvres , la côte est garnie de rochers de craye , sous l'eau , & que l'on croit s'être un peu enfoncés depuis environ un siècle.

Douvres. — Petit port où il ne peut entrer que des petits vaisseaux en haute mer.

Walmer. — C'est entre ce petit port & Deal qu'on prétend que César a exécuté son débarquement.

Sandwich. — Autrefois très-bon port au fond de la baie de ce nom. Les sables y ont formé une barre qui en rend l'entrée impossible aux gros bâtimens. Son canal est coupé aussi par les restes d'un gros vaisseau du Pape Paul IV qui y fut coulé bas. — Louis, fils de Philippe Auguste , y exécuta

deux descentes avec des flottes de six ou sept cents voiles.

Margate. — Les gros vaisseaux n'y entrent point ; mais c'est un lieu qui pourroit être très-propre à un débarquement. Il est sur la partie Septentrionale de l'Isle Thanet.

N. B. En général tous les ports de cette partie de côte qui aujourd'hui sont barrés, sont très-propres pour y tenter une descente avec des bateaux sous l'escorte des frégates qui approcheroient beaucoup plus de la barre que ne pourroient le faire de gros vaisseaux. On peut remarquer que le nombre de ces ports barrés est considérable. Ce sont autant d'endroits d'où ne peuvent approcher les gros vaisseaux Anglois qui pourroient les défendre, & ils sont accessibles à des barques chargées de troupes de débarquement.

J'AJOUTERAI à ce tableau quelques anecdotes qui ne vous laisseront aucun doute sur la possibilité de mettre à exécution un projet si grand & si utile pour rendre promptement la paix à l'Europe.

Tout le monde sait que dans le commencement de la guerre de 1756, le Ministère Britannique proposa à un Conseil d'Amiraux la question de savoir : si une descente en Angleterre étoit praticable ? Les Amiraux déclarerent alors expressément que jamais ils

ne répondroient d'empêcher une descente sur les côtes d'Angleterre même quand ils auroient deux fois plus de forces navales à opposer à l'ennemi. Ce fait est averé. La même consultation & la même réponse ont été renouvelées en 1770. Le Duc d'Argyle (ayeul du Duc actuel) le Chevalier Wager & le Chevallier Norris, tous Officiers célèbres chez les Anglois, ont repeté nombre de fois en plein Parlement, qu'il peut se rencontrer fréquemment à la mer des positions & des conjonctures qui donnent à une armée ennemie tous les moyens imaginables de débarquer en Angleterre, sans que les vaisseaux Anglois, fussent ils tous rassemblés, pussent garantir les côtes & empêcher la descente.

Ces avantages d'un ennemi, & particulièrement des François, pour l'exécution d'une pareille entreprise, consistent dans les vents, dans les calmes, dans les marées, dans les brumes & dans l'obscurité des nuits.

Les vents d'Ouest, de Sud & de Sud-Ouest poussent sur l'Angleterre toutes les voiles de France, & ils empêchent toutes celles d'Angleterre de sortir des ports : c'est ce qui se vérifie tous les jours. C'est ce que savent les enfans mêmes des Mariniers. En vingt occasions, ces mêmes vents ont arrêté des expéditions de la plus grande importance. Des flottes ennemies se fussent présentées,

qu'il eût été impossible aux vaisseaux Anglois de sortir.

Les quatre vaisseaux de ligne partis pour Corke en Novembre 1770 , & qui devoient prendre des troupes en Irlande , furent retenus par le vent du Sud pendant plus de quinze jours à Portsmouth , & ensuite à ses deux rades de Spithead & de Sainte Helene. Enfin ils furent repoussés sur Spithead en si mauvais état , qu'il fallut les remettre sur le chantier.

Un calme parfait qui surviendrait au milieu ou à la fin de la traversée d'une armée ennemie , mettroit également en défaut tout l'art des Commandans Anglois & tout le zele de leurs équipages. De gros vaisseaux feront-ils usage des rames pour atteindre des bateaux ? & que feroient les chaloupes des vaisseaux de guerre contre une flotte de bateaux de transport , dont le nombre leur seroit infiniment supérieur ?

Les momens de la marée , s'ils sont heureusement choisis , procurent encore une grande facilité aux assaillans & les favorisent contre les forces défensives de la côte.

Enfin il y a vingt exemples de flottes considérables qui , à la faveur de la nuit ou d'une brume épaisse ont passé au milieu d'escadres ennemies sans être apperçues. Vous avez dû distinguer dans le nombre celui du Prince d'Orange , dont la flotte passa le détroit de Calais & mit six heures à ce pas-

sage , sans que l'armée navale du Roi Jacques II qui étoit aux Dunes , en eût connoissance. Quand le Comte de Darmouth , qui commandoit celle de Jacques , en fut instruit, il suivit le Prince ; mais le vent du Sud l'empêcha de troubler sa descente , qu'il effectua très-heureusement à Torbay & qui lui a donné la Couronne d'Angleterre. Dans ce siecle-ci , l'Amiral Anson , de retour de son grand voyage , apprit à son arrivée en Angleterre qu'il avoit passé au milieu de l'escadre Françoisise qui croisoit devant Brest.

Il n'en est pas de l'Angleterre comme de la France où l'on ne peut percer qu'en forçant une triple barriere de places , qui sont des chefs-d'œuvres de l'art. Les Anglois mettent leur principale confiance dans leurs citadelles flottantes ; mais quand cette espece de fortification n'est plus que défensive , ce sont des murailles qu'un soufle fait disparoître ; & le pays est ouvert.

Quels secours puissans , quelles sommes d'argent la Reine Elisabeth n'envoyoit-elle pas aux Hollandois & au Roi de France pour empêcher , c'est ainsi qu'elle s'exprime , *son ennemi le Roi d'Espagne de devenir maître des côtes de la Hollande , de la Flandre & de la France , d'où il lui auroit été si facile d'envahir ses Etats.* Son Garde du Sceau privé alla même jusqu'à dire dans sa harangue du 9 Avril 1593 , que depuis que le Roi d'Espagne s'étoit mis en possession des côtes de la

Bretagne, & qu'il avoit fait construire de petits bateaux tels que ceux dont se servoient les Anglois, les Flamands & les François, il voyoit l'Angleterre plus exposée que jamais au danger d'une invasion.

Il est de fait qu'on ne pourroit pas compter les exemples des terreurs paniques que les menaces de descentes ont causées aux Anglois dans toutes leurs guerres.

En voici un bien frappant.

Dans l'année 1761, quoiqu'on ne fissions aucuns préparatifs de ce genre, quoique l'affreufe défaite du 20 Novembre 1759 eût fait avorter tous nos projets offensifs sur l'Angleterre, l'impression de la frayeur qu'ils lui avoient donnée y étoit encore si forte, que l'Amiral Boscawen lui-même qui se trouvoit à Douvres jetta l'alarme dans Londres & à la Cour & que tout le monde y fut en rumeur, au grand préjudice des fonds publics, sur la seule apparition d'une flotte de cinquante voiles qui se trouvoit être partie des Marchands Hollandois, partie des Charbonniers Anglois du Nord. C'est un fait récent que toute l'Angleterre peut attester. En voici un de l'année dernière 1778. Les Comtés Septentrionaux de l'Angleterre, sur la seule nouvelle des camps que la France alloit former, prirent les armes, & tous les grands propriétaires y accoururent pour défendre le pays.

Pour que les Anglois voulussent ou qu'ils

pûssent se défendre, il faudroit qu'on vît regner parmi eux une harmonie d'intérêts & de sentimens que ne produira jamais cette bigarrure d'opinions qui constitue leur essence nationale & qui fait la base de leurs plus chers privileges. Les causes morales se joignent contre eux aux causes physiques; & voilà pourquoi des invasions ou tentatives sérieuses de descentes sur les côtes d'Angleterre, au nombre de près de trente-deux se sont effectuées avec succès. Encore n'en compte-t-on pas une infinité qui ont été faites à la dérobée tant en Angleterre qu'en Irlande (a), par un ou deux vaisseaux & un petit nombre d'hommes. L'Anglois est de tous les peuples celui qui se laisse le plutôt abbattre par la mauvaise fortune, comme il est celui qui s'abandonne le plus à l'ivresse des succès. Il n'y en a point sur qui agissent plus fortement les effets de la consternation & de la terreur panique, ni qui se laisse entraîner plus facilement dans les factions & dans les soulèvemens.

En 1745 : la nation n'étant pas à beaucoup près aussi divisée & aussi mécontente qu'actuellement, ni plus dépourvue de troupes, six ou sept mille Montagnards, malgré l'antipathie naturelle de la nation pour

(a) Par exemple celle de Thurot à Carrikfergus : celle du Capitaine Paul Jones l'année dernière à Whitehaven, &c.

eux , malgré leur dessein bien connu de placer sur le trône un Prince élevé dans des principes de Religion & de politique également abhorrés , pénétrèrent , quoique mal armés & n'ayant point d'artillerie , jusques dans le cœur du Royaume , même après que la nation eût eû le tems de revenir de sa premiere frayeur , car le Prétendant étoit débarqué depuis plusieurs mois.

Comme je l'ai déjà remarqué , il est aisé de distinguer les descentes qui ont été tentées sérieusement : & toutes celles-là au nombre de trente-deux , ont eu les succès désirés. La mer & les côtes sont les mêmes : les esprits sont les mêmes : s'il y a plus de vaisseaux qu'autre fois , les vents peuvent les rendre nuls , comme s'ils n'y en avoit point. Il seroit donc vrai de dire que cette marine Britannique si puissante , & jusqu'au regne de Louis XVI , si inévitable par tout , c'est en Angleterre seulement qu'on peut esperer de ne la point trouver : d'où je conclus , appuyé du suffrage des Amiraux Anglois donné en 1756 & réitéré en 1770 , qu'une descente en Angleterre n'est point impraticable.

Le Roi d'Angleterre annonce lui-même à toute la terre , par les ordres qu'il vient de donner , qu'il est très-persuadé qu'un pareil dessein peut s'exécuter. Voici une traduction littérale de cet ordre.

cccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

DE PAR LE ROI.

Proclamation.

GEORGE, ROI.

D'AUTANT que nous avons reçu avis,
(*par des factieux dans le Parlement*) que nos
ennemis se préparent à envahir ce Royaume, à
nous appartenant, (*& à nous transmis par un
esprit de liberté dont nous avons juré la destruc-
tion,*) la sûreté & la défense, duquel exigent les
plus grands soins de notre part, ce en quoi,
Dieu aidant, nous sommes résolu à ne rien
négliger, (*si ce n'est les voyes de conciliation*)
& afin que dans le cas où ils débarqueroient,
ils ne puissent point accroître leurs forces,
en se saisissant des chevaux, des bœufs & des
bestiaux de nos sujets, lesquels pourroient
servir à porter ou à traîner, (*lesdits ennemis*)
& pour qu'ils ne puissent point aisément
trouver des provisions (*dans un pays qui en
regorge.*) Nous avons en conséquence jugé à
propos & par cette présente, notre procla-
mation Royale, de l'avis de notre Conseil
Privé, ordonnons & commandons expres-
sément au Gardien des cinq ports, (*notre
cher Milord North*) ses Lieutenans, son repré-
sentant, & à tous & chacun les Lieutenants
& Vice-Lieutenants de nos Comtés, & à
tous Sheriffs, Juges de paix, Maires, Baillis
& tous & chacun les autres Officiers &

Ordonnateurs civils & Militaires , respectivement , dans leurs Comtés, Villes, Bourgs & divisions, d'ordonner que bonne & sûre garde soit faite sur les côtes, & à la première approche de l'ennemi, de faire aussi-tôt enmener tous les chevaux, bœufs & bestiaux qui peuvent servir à porter ou à traîner, & non actuellement employés à notre service ou à la défense du pays, & aussi, autant que cela sera praticable, tous autres bestiaux & provisions, & les faire conduire ou transporter en quelque lieu de sûreté; (*s'ils en connoissent*) ou à une telle distance du lieu où l'ennemi aura tenté ou paroîtra avoir intention de débarquer, pour que lesdits bestiaux & provisions ne tombent point au pouvoir ou entre les mains d'aucuns de nos ennemis (*& que les soldats François ne puissent point avoir leur café à la (a) crème,*) quoique cependant à cet égard ce soit notre volonté & notre plaisir que les propriétaires respectifs ne souffrent de dommages, de pertes ou d'inconvénients, que ce qui sera indispensable pour l'intérêt de la sûreté publique, & par la présente nous ordonnons & enjoignons

(a) Ce trait rappelle un fait connu de toute l'armée Française qui a fait la dernière guerre en Allemagne. Les troupes du Roi ayant pris la ville de Meppen en Westphalie sur les Hanovriens, la première chose que demanderent les Soldats François entrant dans la ville l'épée à la main, ce fut où ils pourroient avoir du café à la crème,

CCXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

gnons expressément à tous nos sujets d'aider & assister pour l'exécution de ce présent notre commandement royal.

Donné à notre Cour de Saint James le neuvieme jour de Juillet 1779, dans la dix-neuvieme année de notre regne, (*en Europe*). *Dieu sauve le Roi.*

Les plaisanteries appliquées sur le tissu de cette proclamation, ne sont point, Monsieur, dénuées de fondement. Où le Roi d'Angleterre entend-il que ses sujets pourront sauver leurs bœufs, leurs chevaux, leurs provisions, &c. pour que l'ennemi ne puisse point en profiter ou s'en servir? Un pareil ordre seroit excellent en Flandre, en France, en Allemagne, tous pays où on ne fait point un pas sans trouver une forteresse. Mais dans tout l'intérieur de l'Angleterre il n'y en a pas une. Pour obéir à ses ordres, il faudra que ses sujets descendent leurs bestiaux dans leurs mines ou dans leurs puits. Il parle aussi de distances purement idéales, car il y a une infinité d'endroits où on peut exécuter une descente, & d'où les bestiaux ne pourroient pas être chassés à six ou sept lieues sans se précipiter dans la mer, comme certains troupeaux de porcs endiablés dans le lac de Tibériade. Cet ordre là seroit raisonnable pour le grand Empire d'Amérique,

où on peut s'enfoncer à la distance de plusieurs centaines de lieues ; mais hélas, nous ne l'avons plus !

Je me permets une dernière réflexion, Monsieur, sur le grand projet dont la France paroît s'occuper : c'est que si elle y échoue, après l'avoir tenté sérieusement, ce sera sans doute un affreux malheur ; mais la France ne cessera pas d'être pour cela une grande & redoutable nation : elle ne cessera pas d'avoir des amis & des ressources ; au lieu que si elle réussit, même ne fût-ce qu'en partie, l'Angleterre est perdue & entièrement à la merci des vainqueurs, qui heureusement pour elle sont aussi éclairés & aussi généreux, qu'ils se montrent ardens à la poursuite de leurs justes droits.

Observations tirées de la Gazette de Madrid sur le Message du Roi d'Angleterre & sur l'exposé sommaire fait en Parlement des griefs de l'Espagne.

J'É ne doute point, Monsieur, que vous ne connoissiez déjà les observations faites par le Ministère de Madrid, sur l'artifice avec lequel les Ministres Anglois ont tenté d'affoiblir dans l'idée de leur nation & du reste de l'Europe, l'impression des justes griefs de l'Espagne. Cette Cour justifie, de la manière la plus flatteuse pour moi, le zèle dont vous m'avez vu embrasé lorsqu'il s'est agi de

cccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
défendre la déclaration du Roi Catholique
contre les atteintes qu'on s'efforçoit de lui
porter. Je revendique pour votre Recueil un
morceau en lui-même si intéressant, & qui
d'ailleurs vous est si précieux, par le crédit
qu'il doit lui faire acquérir. Quoiqu'il ait
pû déjà paroître dans d'autres écrits publics,
on sera bien aise de le lire encore une fois
pour profiter de l'avantage attaché, en pa-
reille matiere, à une traduction parfaitement
littérale, & présentée sous la forme que le
Ministère de Madrid a crû devoir lui don-
ner, pour que le remede atteigne de plus
près le poison dont il veut faire avorter
l'effet.

*Supplément de la Gazette de Madrid du 2
Juillet 1779.*

LE 16 Juin, le Lord
Weymouth informa la
Chambre des Lords
qu'il avoit reçu ordre
du Roi de la prévenir,
que le lendemain Sa
Majesté enverroit un
message relativement
au départ de l'Am-
bassadeur d'Espagne,
& en conséquence les
Pairs furent requis d'y
assister.

Le Lord North déclara la même chose à la Chambre des Communes. En conséquence le 17 ledit Lord Weymouth se rendit à la Chambre des Pairs par l'ordre de Sa Majesté; & il y remit une copie de la déclaration de l'Ambassadeur d'Espagne (1) qui contient en substance : *qu'après huit mois de négociation infructueuse* (2) *pour arranger les différends entre la France & l'Angleterre : qu'après que les Anglois ont menacé ou attaqué les domaines Espagnols d'Amérique : qu'après que le pavillon Espagnol a été insulté a)* EN CENT OCCASIONS, & que l'Angleterre n'ayant pas rempli l'article 16 du dernier Traité de Paris, l'Espagne se voit

(1) Il est essentiel de remarquer combien cet extrait est tronqué & qu'elles peines on a prises pour y atténuer les justes plaintes de l'Espagne. Que l'on compare cet extrait avec la Déclaration publiée dans la cédule insérée dans notre Gazette (de Madrid) du 25 Juin dernier.

[Pour les Lecteurs François , on ne peut renvoyer qu'à la traduction faite à Madrid , qui jusqu'ici ne se trouve encore que dans le N^o LXXIII des *Affaires de l'Angleterre*.]

(2) Non seulement la négociation a été infructueuse , mais elle a été rompue par la dernière réponse du Ministère Anglois contenant des expressions & des termes qui ne conviennent nullement à la

(a) La Cour de Madrid met cette expression au nombre de celles par lesquelles elle se plaint que le Ministère Anglois a cherché à tronquer & à atténuer ses justes griefs.

enfin obligée (3) d'user de tous les moyens que la Providence lui a confiés pour se procurer la justice qu'Elle a sollicitée en vain jusqu'à présent. Le Message du Roi, que le Vicomte de Weymouth remit, étoit conçu en ces termes.

George, Roi.

» L'Ambassadeur d'Espagne ayant remis un papier au Lord Weymouth & lui ayant signifié qu'il avoit reçu ordre de sa Cour de quitter aussi-tôt l'Angleterre : Sa Majesté a crû nécessaire d'ordonner qu'une copie de ce papier fût mise sous les yeux de son Parlement, comme étant un objet de la plus haute importance pour sa couronne & pour son peuple. Sa Majesté lui fait savoir en même tems qu'en conséquence de cette dé-

haute dignité du Médiateur, ainsi que la susdite déclaration le donne clairement à entendre. Il n'est pas croyable qu'on désire de conserver l'amitié d'un Souverain qu'on provoque & qu'on traite mal. De plus, la dernière réponse a été tout aussi peu conforme, & même tout aussi opposée à une réponse antérieure du Ministère Anglois, qu'à la conduite que ce Ministère avoit tenue jusqu'au moment où cette négociation fut entamée, ainsi qu'il est énoncé dans la déclaration de l'Espagne. Nous espérons que le public verra ces réponses & qu'il pourra juger impartialement la question.

(3) Le Rédacteur de l'extrait a grand soin d'omettre cette circonstance, savoir, que l'Espagne avant ces démarches, avoit, dès le commencement, signifié au Ministère Anglois la nécessité ou elle seroit de prendre un parti pour prévenir & réparer les insultes, si la négociation ne se continuoît pas & ne se suivait pas avec sincérité & efficacité.

claration hostile, Elle s'est vue obligée de rappeler de Madrid son Ambassadeur. Sa Majesté en même tems déclare de la maniere la plus solennelle, que son désir de maintenir & de cultiver la paix & une correspondance amicale avec la Cour d'Espagne a été uniforme & sincere, que sa conduite envers cette Puissance n'a eu d'autre principes & motifs que ceux de la bonne-foi, de l'honneur & de la justice (4). Sa Majesté voit aujourd'hui avec d'autant plus de surprise les prétextes (5) qui servent de fondement à cette déclaration, que plusieurs des griefs qui y sont énumérés, ne sont jamais venus à sa connoissance (6), ni par aucunes représentations de la part de Sa Majesté Catholique,

(4) Toutes ces protestations avoient sans doute leur existence dans l'intention de Sa Majesté Britannique; mais les effets n'y ont point répondu, non plus qu'à celles du Ministère Anglois: au contraire, les insultes n'ont fait que s'accumuler sans aucune réparation.

(5) C'est à tort que le Rédacteur de ce message met le mot *prétexte* dans la bouche d'un si grand Roi. On ne peut nier que dès le commencement de la négociation l'Espagne n'ait exigé qu'on travaillât à accommoder avec elle ses démêlés particuliers en même tems qu'on arrangerait ceux de la France. Le Ministère Britannique y acquiesça, bien informé des plaintes portées sur des offenses réelles faites au pavillon Espagnol, ainsi que sur des usurpations & violations de territoire. Est-ce que l'on seroit venu de faire un traité ou un accord sur des prétextes futurs?

(6) Ce message ne nie point que les plaintes ne soient vraies. Il dit seulement que plusieurs de ces plaintes, sans spécifier les

ni par d'autres voies. Et dans tous les cas où il a été porté des plaintes, elles ont été traitées avec toute l'attention nécessaire & mises dans un cours réglé d'examen & de redressement (7) Sa Majesté est dans la ferme confiance que cette Chambre la soutiendra avec le zèle & l'ardeur dont elle lui a donné tant de preuves, dans la résolution que Sa Majesté a prise de développer tous les efforts & toutes les ressources de la nation pour résister aux entreprises hostiles de la Cour d'Espagne & les repousser. Elle se flatte que par les bénédictions qu'il plaira à Dieu de répandre sur la droiture de ses intentions & la justice de sa cause, elle sera en état de faire avorter les entreprises dan-

quelles, ne sont pas venues à la connoissance du Roi de la Grande-Bretagne; & nous le croyons bien, car, c'est ainsi que les choses se passent ordinairement. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elles ont toutes été portées & à plusieurs reprises, de vive voix, ou par écrit, ou des deux manières, au Ministère Britannique soit à Madrid, soit à Londres, ainsi qu'il est dit dans la déclaration. Nous espérons aussi donner au Public, quand il en sera tems, des Mémoires qui l'instruiront des plaintes présentées au Ministère Anglois, jusqu'à ces derniers tems où les offenses les plus graves ont eu lieu.

(7) La force de la vérité est telle que le Rédacteur du message n'ose pas avancer qu'on ait donné la moindre satisfaction aux plaintes portées. Il se contente d'affirmer qu'elles ont été mises dans un cours réglé d'examen & de redressement; & il affecte d'ignorer que des années se sont passées sans qu'on ait aucun effet de l'attention donnée par le Ministère Britannique à la

gereuses que les ennemis pourroient tenter contre l'honneur de sa Couronne, le commerce de son Royaume, les droits & les intérêts communs de tous les sujets.

plupart de ces plaintes. Il paroît incroyable qu'on ait traité avec tant de lenteur & de froideur les plaintes d'un grand Souverain offensé & armé. C'est précisément convenir qu'après bien des chicaneries on n'a cherché qu'à amuser le Ministère Espagnol par de vaines paroles, en laissant subsister un motif de provocation & de rupture pour le tems où la politique du Cabinet Britannique voudroit en faire son profit.

APPUYÉ d'une autorité aussi imposante que celle de la Cour même de Madrid, qui a repoussé en même tems que moi & par les mêmes armes, la méchanceté des sarcasmes Anglois sur sa déclaration, je crois n'avoir besoin d'aucun autre soutien auprès des gens raisonnables, qui pour prix du tems qu'ils donnent aux affaires politiques, n'accepteroient rien au-dessous de la vérité. Il me paroît cependant, que sans affoiblir l'avantage qui résulte pour moi de ces observations du Ministère Espagnol, je puis faire usage d'une confirmation surabondante de mes assertions, qui m'est fournie par ces mêmes papiers Anglois où on nous a appris que la déclaration de l'Espagne étoit si prodigieusement tympanisée. Elle l'a été sans doute, mais par qui ? Par

cccxlj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
les Ministres Anglois & par leurs amis, ainsi
que j'ai eu l'honneur de vous l'assurer. Je
vais vous rapporter en preuve un article du
Général Advertiser, du 29 Juin, N°. 705.

» C'est aujourd'hui la dernière ressource
de nos Ministres & de leurs amis, de déclamer
contre la perfidie de l'Espagne, de critiquer
le style de son manifeste, que tous
d'une commune voix ils disent être une pitoyable
production. Nous ne demandons pas mieux que d'en
porter le même jugement; mais nous sommes
fâchés d'observer en même tems (de peur que notre
observation ne se réalise dans le cas actuel) que
bien des gens qui ne seroient pas capables
d'écrire deux mots, croient en savoir assez
pour corriger les autres «.

Entre ces amis du Ministère Anglois, qui
l'aideroient à décrier le Manifeste Espagnol,
en est-il un seul qui ait servi son animosité
contre le Roi Catholique aussi chaudement,
aussi efficacement, aussi promptement que
l'a fait le Courier de l'Europe, qui en moins
de huit jours a distribué dans tous les pays
le venin préparé par le Ministère Anglois
contre l'Espagne. En disant tous les pays,
j'excepte ceux de la Maison d'Autriche, où
le cher Courier ne peut passer qu'emmuflé,
parce qu'il y est rayé d'entre ces êtres innocens
& utiles pour qui il a été écrit *non alligabis
os bovi trituranti*. Mais j'ai résolu de ne plus

fatiguer le public de l'humeur qu'il m'a donnée; il faut finir.

Premiere , derniere & assez courte réponse du Banquier de Londres au Rédacteur du Courier de l'Europe , sur une note de son numéro premier , volume VI , du Vendredi 2 Juillet 1779.

Vous ne pouvez donc point, Monsieur, vous procurer le N.^o LXXII de mon Journal. A peine vos Libraires de Londres ont-ils entendu parler de cet ouvrage: & ils n'en ont, dites-vous, jamais vendu un seul numéro. En vérité cela ne me surprend ni me fâche. Je ne me pique point d'être *vendu* aux Anglois, comme vous. Mais je suis fâché & surpris de deux choses: fâché de ce qu'il ne reste plus au Libraire d'exemplaire du N.^o LXXII, l'édition de ce numéro & du suivant ayant été épuisée sans doute par vos souscripteurs: surpris de ce qu'en désirant qu'il vous soit envoyé par Ostende, vous nous rappelliez que les Pays-Bas sont au nombre des grands Etats d'où vous êtes profcrit, comme jouissant d'une certaine réputation. Il est juste cependant de vous aider à vous disculper, puisque vous en avez la bonne volonté. Vous le ferez quant au N.^o LXXII, en nous démontrant qu'un homme sensé pouvoit croire qu'un François pouvoit, imprimer

mer que l'Espagne, par l'organe de Milord Stormont, accusoit la France d'une *perfidie sans exemple*. Il suffira pour le N.^o LXXIII que vous produisiez le texte Espagnol de la déclaration du Marquis d'Almodovar, dont vous avez parlé avec tant de certitude, & d'après lequel vous avez osé censurer, dans des expressions si flatteuses pour l'Espagne, la traduction Françoisise faite à Madrid. Satisfaites sur ces deux points le public, à qui il importe peu de savoir à quel degré mon existence vous est connue, ou quel cas vous en faites. C'est comme nuisible que j'ai attaqué la vôtre. J'ai fait voir mes motifs & mes autorités : mon objet est rempli : je m'impose à votre égard la loi du silence pour l'avenir, quelque nouvelle incartade que vous puissiez vous permettre. Le public est averti : il ne manquera pas de vous observer.

Le Banquier de Londres.

P. S. du 17 Juillet.

LES vaisseaux le *Romme* de 50 canons, le *Couvert* de 32, l'*Ambuscade* de 32, le *Crescent* de 28, le *Squirrel* de 20, & deux cutters, savoir le *Rattlesnake* & le *Kite* sont partis le 9 de Plymouth, pour croiser dans la Manche : ils sont commandés par le Commandeur Johnstone.

Il passe pour constant que l'Escadre de Hardy étoit rentrée à Torbay, sur la con-

naissance que cet Amiral avoit eue , que les Escadres combinées étoient plus fortes que lui de plusieurs vaisseaux de ligne.

Cette Escadre a remis en mer le Mercredi 14, renforcée des vaisseaux *le Culloden*, *la Résolution* & *le Terrible*, chacun de 74 canons; ce qui en porte le nombre à 34 vaisseaux: on dit qu'en passant devant Plymouth, elle en prendra deux autres; & alors elle sera forte de 36. — Mais il n'y en a que cinq en tout à Plymouth, savoir l'*Océan* & le *Cambridge* de 80, le *Torbay* & le *Dublin* de 74, & le *Chichester* de 70. Aucun de ces vaisseaux ne passe pour être en état de mettre à la mer. On presse les armemens des meilleurs qui restent à Portsmouth.

On ne croit ici aucune des nouvelles débitées sur l'Escadre du Comte d'Estaing, — ni sur la prise de Charles-Town dans la Caroline.

Il va se former deux nouveaux camps, l'un à Plymouth, qui sera de 12,000 hommes; l'autre à Hartings, dont la force n'est pas encore déterminée. Le nombre des camps sera de sept; savoir, Coxheath, Brompton, Hartings, dans la partie du sud; Warley en Essex, Salisbury, Southsea Commou & Plymouth dans l'ouest. Le total pourra être de 45 mille hommes. Les fonds publics ne se relevent point.

P. S. du 23 Juillet.

VOICI, Monsieur, quelques nouvelles très-fraîches de la grande Escadre Angloise. Elle a passé devant Plymouth le 16, comme je vous l'ai mandé. Il ne s'en étoit détaché aucun vaisseau pour la joindre, de sorte qu'elle n'étoit toujours que de 34 vaisseaux, par la réunion du *Culloden*, de la *Résolution* & du *Terrible*. Ceux qui la portent à 35, ne peuvent le faire qu'en supposant qu'elle a recueilli le *Lénox* de 74 canons, parti le 29 Mai pour Corke, d'où il devoit aller en Amérique. Voilà l'état où étoient les choses, lorsqu'au grand étonnement de tout le monde, on a appris que le Chevalier Hardy étoit rentré à Plymouth le 18, avec toute son Escadre. On ne dit plus aujourd'hui que c'est pour venir chercher de la petite bière. Ses motifs sont plus sérieux. Il a vu une armée navale de cinquante-deux vaisseaux de ligne, qui boucle la Manche. Quel autre parti prendre, avec 34 ou 35 vaisseaux, que de rentrer au plus vite ? c'est ce qu'il a fait, & ce qui répand ici la consternation & les allarmes. — Il n'y a que le *Formidable* de 90 canons, qui soit en état. Trois ou quatre autres, qui devoient porter l'Escadre à 40 ou 41, ne peuvent être prêts que vers le 20 Août ; encore faut-il que les bons Matelots attendus par les flottes des Isles &

de la Jamaïque soient arrivés. Mais comment pénétreront-ils, si la Manche est bouclée? Le Ministère est dans une perplexité extrême. Les hommes que la presse la plus vigoureuse & la plus continue a pu fournir n'ont pas passé le nombre de sept mille, dont il a fallu en réformer deux mille sur le champ. Il s'est sauvé un tiers du reste, & comme de raison les plus alertes. L'Amiral Hardy a mis à terre neuf cents malades, que ne vaudront point ceux qui les auront remplacés, sans compter que s'il reste dans le port quelque tems, il en désertera beaucoup. Les inquiétudes redoublent journellement pour huit vaisseaux de l'Inde attendus d'un jour à l'autre. La proclamation du Roi, qui prescrit les mesures à prendre pour arrêter l'ennemi dans un pays qui n'est point fortifié, acheve de renverser les têtes, & on craint qu'elle ne fasse beaucoup plus de mal que de bien. Il a paru bizarre que les Ministres, en avouant que Londres étoit menacé, eussent l'air de se féliciter de la prochaine reddition de Charles-Town. Pendant ce tems là, le Commodore *Johnstone* qui a soutenu dans le Parlement, que deux frégates pouvoient prendre un vaisseau de ligne, se promène autour de l'île de Gersey, avec sa flotille, forte aujourd'hui de douze voiles, dont les principales sont le *Romney* de 50 canons, le *Phénix* de 44, le *Quebec* & l'*Ambuscade* de 32. Garre aux vaisseaux de ligne françois, s'il en sort

cccxlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
des ports de Saint-Brieux ou de Granville ;
pendant que M. *Johnstone* croise dans ces para-
ges. Rien de nouveau de l'Amiral Byron. Les
dernieres lettres sont du 23 Mai , & ne con-
firmement aucun des bruits qui s'étoient répan-
dus.

F I N.

Précautions prises par le Congrès pour qu'on ne 1776.
manque point de bonne Poudre.

Septem.

&

Octobre.

En Congrès, le 28 Août 1776.

Arrêté, qu'un Inspecteur ou des Inspecteurs suffisamment instruits pour juger de la bonté de la poudre à canon, seront nommés pour examiner par la méthode la plus sûre la qualité de chaque tonneau de poudre à canon, manufacturée ou devant être achetée pour le compte des Etats Unis; lesquels Inspecteurs recevront pour l'examen de chaque quintal de poudre, la huitieme partie d'une piaastre.

Qu'aucune poudre à canon ne sera reçue dans le magasin public pour l'usage des Etats-Unis de l'Amérique; ou délivrée aux moulins à poudre pour cet objet, à moins qu'elle ne soit approuvée par un Inspecteur, qui jugera de la vivacité du feu qu'elle fait, de sa force, de sa sécheresse & de ses autres qualités.

Que l'Inspecteur marquera chaque tonneau approuvé par les lettres U. S. A. (Etats-Unis de l'Amérique) & fera telles autres marques qu'il jugera nécessaires pour distinguer les diverses sortes de poudre à canon.

Que tout Fabriquant de poudre à canon marquera chaque tonneau qu'il remplira de poudre avec les lettres initiales de son nom.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Qu'aucun tonneau ne sera rempli que de poudre bien assaisonnée & bien sèche.

Arrêté, qu'il sera recommandé aux Législateurs des divers Etats de l'Amérique, de faire en sorte que d'habiles Inspecteurs soient nommés pour examiner & déterminer la qualité de la poudre à canon, manufacturée dans leurs juridictions respectives : qu'il sera défendu à toutes personnes de vendre de la poudre à canon fabriquée dans les Etats de l'Amérique, à moins qu'elle ne soit trouvée de bonne qualité par l'un des Inspecteurs, & qu'ils donneront à ce sujet telles loix pour être mises à exécution, ou tels réglemens pour promouvoir la manufacture de bonne poudre à canon qu'ils jugeront être à propos.

Que les Agens du Continent seront autorisés & requis d'établir une personne ou des personnes propres à examiner la poudre à canon, manufacturée ou devant être achetée dans le Continent ou importée dans les Provinces, où elles auront leur résidence, pour le compte des Etats-Unis, à l'exception des Provinces dans lesquelles un Inspecteur sera nommé par le Congrès.

Par ordre du Congrès.

JOHN HANCOCK, Président.

*Ordonnance du Congrès concernant les Postes, 1776.
pour rendre la communication plus facile dans toute l'étendue du Continent.*

Septem.
&
Octobre.

En Congrès, le 30 Août 1776.

Arrêté, que la communication d'une correspondance fréquente & sans délai, d'un endroit à l'autre, dans ce vaste Continent, est essentiellement nécessaire pour la sûreté du pays; qu'en conséquence il sera employé sur les diverses routes de poste, un Cavalier, pour un espace de chemin de 25 ou 30 milles, lequel Cavalier se mettra en route trois fois par semaine, aussi-tôt qu'il aura reçu la malle, & continuera sa route jour & nuit & sans s'arrêter, jusqu'à ce qu'il ait remis sa malle à l'autre Cavalier; & qu'il sera donné avis au Directeur général des postes de prévenir les retardemens des Cavaliers, en se servant des bills pour les chemins ou de tel autre moyen efficace qu'il trouvera, & de dénoncer ces retardemens, s'il en arrive, afin que les Cavaliers négligens puissent être renvoyés.

Comme il est nécessaire que les représentans des Maîtres de poste vaquent avec exactitude à leurs divers offices, pour la réception & la remise des lettres, il a été arrêté qu'il sera recommandé aux assemblées & conventions de ces Etats, de prendre en considération jusqu'à quel point il pourroit

1776. s'accorder avec la police & le bien de leurs
 Septem. Etats respectifs, d'exempter ces représentans
 & des Maîtres de poste des devoirs publics, qui
 Octobre. les empêchent de bien faire le service de
 leur place, & de procéder à cet égard de
 la manière qui paroîtra la plus convenable
 à leur sagesse.

Extrait des minutes.

Charles THOMPSON, Secrétaire.

Préparatifs de défense des Américains.

De New-York le 20 Août.

L'Assemblée générale de cette Province a donné des ordres pour une fourniture de quarante mille pierres à fusil, de trois cents barrils de poudre, de trois tonneaux pesant de plomb, & de dix pieces de la meilleure fonte pour la défense du pays.

Le Congrès a envoyé au Général Washington un renfort de six mille hommes pour garnir les environs de New-York.

Les Américains ont érigé deux forts sur les rives du fleuve de la Ware, un dans un endroit connu sous le nom de Red-Bank, & l'autre à la pointe de Gloucester : ils ont aussi fortifié la ville de Newcastle.

Un particulier, très-expert dans la fonte des métaux, a établi une fonderie dans les environs de ce même Fleuve, & s'est en-

gagé à fournir au Congrès tel nombre de canons de fonte qu'il jugeroit nécessaire, au prix de 100 livres sterling pour chaque piece de quarante-deux. Il en a déjà fondu plusieurs de ce calibre : les mines de cuivre qui se trouvent sur les terres du Colonel Schuyler, fournissent en abondance.

1776.

Septem.

&

October.

Le Général Putnam a donné ses ordres pour la construction d'un grand nombre de bateaux dans toute l'étendue des deux Jersey.

Le Comité s'est retiré de New-York au bourg de Harlem, qui en est éloigné de sept milles.

La Milice s'est assemblée le 22 Août à Trenton.

Extrait d'un ancien Acte de l'Assemblée de la Colonie de New-York.

Toute l'armée Américaine étant rassemblée dans l'Isle de New-York, où l'ennemi étoit attendu, quelqu'un imagina de faire circuler un imprimé contenant ce qui suit, dans la vue de soutenir, par de bonnes raisons, le courage des Américains pour la défense de leurs libertés.

« Il fera ordonné par le Gouverneur, le Conseil & les Représentans en l'assemblée générale, ainsi que de leur autorité, ils ordonnent & déclarent : que le suprême pou-

1776
Septem.
&
Octobre.

voir législatif, sous leurs Majestés Guillaume & Marie, Roi & Reine d'Angleterre, &c. fera & résidera pour toujours dans la personne du Gouverneur en chef, dans le Conseil nommé par leurs Majestés, leurs héritiers & successeurs, & dans les Représentans du Peuple, convoqués en assemblée générale «.

» Qu'aucun droit, soit aide, taxe, taille, impôt, emprunt, don gratuit, don, accise, soit autres impositions quelconques ne sera mis, imposé ou levé sur aucun des sujets de leurs Majestés dans cette Province, &c. ni sur leurs biens d'aucune manière ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à moins que ce ne soit en vertu d'un acte de consentement de la part du Gouverneur, du Conseil & des Représentans du Peuple en l'assemblée générale «.

L'acte, duquel on a fait cet extrait, a été passé en 1691. Il a été révoqué par le Roi six ans après. Quoi qu'il en soit, il peut servir du moins pour faire voir les sentimens qu'avoit dans ce tems la législature de la Province, relativement au droit de législation & de taxation, que le Parlement Britannique a prétendu & entrepris depuis d'exercer. Cet acte prouve en outre que notre prétention (exposée en forme légale) à l'indépendance du Parlement dans ces deux points essentiels , est de près d'un siècle plus ancienne que son prétendu droit, nouvellement

inventé, de pouvoir faire des loix, qui auroient pour nous force d'obligation dans tous les cas quelconques.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Attention du Général Washington à l'observation de la Discipline.

Copie d'une Lettre écrite par le Général Washington au Colonel Gay, ou à l'Officier commandant de son Régiment, le 14 Septembre 1776.

MONSIEUR,

Je ne veux pas approfondir si mes ordres vous parviennent avec la régularité qui est à désirer, ou si (ce que je ne saurois présumer) vous êtes coupable de négligence à les exécuter; mais c'est une triste vérité qu'on n'obtient qu'avec beaucoup de difficulté des états absolument nécessaires à un Officier commandant, & qui pourroient être envoyés une heure après la réception des dépêches, par lesquelles ils sont demandés lorsque la vigilance & l'ordre sont observés. Je ne puis m'empêcher de me plaindre qu'on s'occupe si peu, non-seulement des états, mais aussi des ordres concernans des objets d'une égale importance. Je m'adresse donc à vous de la manière présente, & vous enjoint en termes directs & péremptaires, d'envoyer sans

1776.

Septem.

&

Octobre.

délai au Bureau du Général adjudant; un état exact du Régiment du corps à vos ordres, tous les Samedis à une heure fixe.

Je vous prie en termes aussi peu équivoques, de ne pas souffrir que les Soldats de votre Corps s'écartent de leurs quartiers, ou s'absentent du Camp sans permission, & vous ne la donnerez qu'à un petit nombre à la fois. Votre propre réputation, la sûreté de l'armée & le bien de la cause dépend après Dieu de votre vigilance & de votre activité à vous opposer à un ennemi rusé & entreprenant, qui épie sans cesse l'occasion de remporter quelque avantage. Pour empêcher que vos soldats ne s'écartent, faites-les appeler deux ou trois fois par jour; & que les coupables soient punis. J'ai encore une chose à vous recommander, c'est de tenir rigoureusement la main à ce que vos troupes ne pillent point les maisons, les vergers & les jardins; la sévérité à cet égard a pour but, non-seulement la conservation des propriétés & l'amour du bon ordre, mais elle tend aussi à prévenir les suites fâcheuses qui résultent ordinairement de cette licence diabolique. Enfin, Monsieur, lorsqu'il s'agit de défendre tout ce qui peut rendre chère l'existence, chaque citoyen doit déployer son énergie: ce n'est pas assez que l'Officier Commandant d'un régiment se contente de donner des ordres; il doit voir (ou savoir au moins) s'ils sont ponctuellement exécutés.

Il doit faire souvent appeller ses Soldats ,
 & tâcher de leur inspirer une idée juste &
 vraie de leur devoir , ainsi que de l'im-
 portance de la subordination & de la dis-
 cipline.

1776.
 Septem.
 &
 Octobre.

Non seulement je vous ordonne , mais je
 vous conjure vous & vos Officiers , pour
 l'amour que vous devez avoir pour votre
 réputation , pour votre patrie & pour la
 cause sacrée de la liberté , sous les drapeaux
 de laquelle vous êtes enrôlé , de déployer
 une énergie mâle & active , & de vous
 signaler chacun par une noble émulation
 dans vos fonctions respectives.

Je suis persuadé qu'il seroit inutile de
 m'étendre davantage , & j'espère , avec la
 plus grande confiance , que vous remplirez
 ce point de votre devoir , ainsi que tous les
 autres , avec un zèle & une exactitude pro-
 pres à vous faire honneur.

Je suis , &c.

WASHINGTON.

*Nomination de Juges de paix pour l'Etat de
 Pensylvanie.*

Le 3 Septembre il fut publié une Ordon-
 nance pour instituer des Juges de paix sous
 la seule autorité du peuple de cet Etat , sans

1776.
Septem.
&
Octobre.

relever en rien de la constitution ancienne. Leurs fonctions sont de recevoir les déclarations & procès-verbaux, de juger les délits publics & d'infliger les peines pour les vols au-dessous de cinq shellings.

Le serment qui leur est prescrit les astreint à ne reconnoître en aucune maniere le Roi de la Grande-Bretagne, à s'opposer à tout ce qu'il voudroit faire contre la liberté & l'indépendance de l'Amérique. — Ils sont aussi chargés de nommer les Geoliers des prisons. — Cette Ordonnance est signée de Benjamin Franklin, Président de l'Assemblée de l'Etat de Pensylvanie.

Ordonnance de l'Etat de Pensylvanie, qui détermine la nature des crimes qui devront être regardés comme trahison, & comment on doit punir ceux qui en seront convaincus, ainsi que d'autres délits.

Attendu que tout Gouvernement doit prendre les plus exactes précautions dans tous les tems pour assurer la tranquillité de l'Etat, les représentants des hommes libres de Philadelphie, assemblés en convention générale, ont déclaré & ordonné, déclarent & ordonnent que toutes sortes de personnes (excepté les prisonniers de guerre) résidant actuellement dans l'enceinte de l'Etat de Pensylvanie, ou

qui ci-après viendroient volontairement y
fixer leur séjour & établissement, contrac-
teront le devoir d'obéissance envers le Gou-
vernement de l'Etat de Pensylvanie.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Il est de plus ordonné, au nom & par l'au-
torité susdite, que quiconque étant lié par le
devoir d'allégeance envers ledit Etat de Pensyl-
vanie, après que la présente ordonnance aura
été rendue publique, fera la guerre audit Etat,
se déclarera adhérent au parti du Roi de la
Grande-Bretagne, ou à celui des autres enne-
mis de cet Etat, ou de ceux qui le sont des
Etats-Unis de l'Amérique, en leur donnant,
soit en général, soit en particulier, aucune
assistance dans l'étendue de cet Etat ou ail-
leurs, & qui sera atteint & convaincu de pa-
reils déportements devant aucune des cours
criminelles (*oyer & terminer*) actuellement
établies ou à l'être, sera jugé coupable de
haute trahison, & en sera puni par la confis-
cation de ses biens, possessions & apparte-
nances quelconques: que ladite confiscation de
ses biens, faite au profit de l'Etat; que la per-
sonne du criminel sera resserrée & emprisonnée
pour tel terme que les Juges aviseront bon
être pourvu qu'il n'excede pas la durée de
la guerre actuelle avec la Grande-Breta-
gne.

Il est en outre déclaré & ordonné, au
nom & par l'autorité susdite, que toutes
personnes (sauf celles qui sont déjà excep-

1776.

Septem.

&

Octobre.

tées) résidant, habitant ou séjournant dans cet Etat, qui, dans la suite ayant connoissance de pareilles trahisons n'en donneront pas information, qui recevront ou assisteront le traître avec connoissance de cause après en avoir été convaincues comme ci-dessus, seront déclarées coupables de non information (misprison) de ladite trahison, & seront punies par la perte d'un tiers de leurs possessions & appartenances, lequel tiers sera confisqué au profit de l'Etat, & les délinquants seront condamnés à être emprisonnés pendant un certain temps à la discrétion du juge ou des juges, pourvu que ledit temps n'excede pas la durée de la guerre actuelle avec la Grande-Bretagne.

Au nom & par l'autorité susdite, il est encore déclaré & ordonné que dans les procès pour crimes de haute trahison, le juge, ou les juges devant lequel ou lesquels l'accusé aura été convaincu, pourra ou pourront séquestrer sur les biens confisqués telle réserve qu'ils jugeront, à leur discrétion, nécessaire pour l'entretien & subsistance de la femme ou des enfants du criminel, si le cas y écheoit.

Il est de plus ordonné que la présente ordonnance sera exécutée dans toute sa forme & teneur, jusqu'à la conclusion de la première séance à tenir par la première assemblée des représentants, en conséquence de

le nouvelle forme & constitution, & pas plus
long-temps. 1776.

Passé à l'assemblée (convention) le 5 Sep-
tembre 1779 : signé par son ordre. Septem.
&
Octobre

BENJAMIN FRANKLIN, Président.

Certifié par JEAN MORIS jun. Secré-
taire

Reglement pour le papier monnoye.

Résolution émanée du Comité de sûreté de
la Caroline Septentrionale.

» Le Conseil, après avoir délibéré sur la
situation de cette Province, dont le sort est
des plus allarmans & des plus malheureux ;
considérant, d'ailleurs, avec la plus grande
douleur, que le nombre d'habitans nourris
dans le sein de ce pays, se sont, sous pré-
texte de neutralité, déclarés effectivement
& dans la réalité ennemis de l'union Amé-
ricaine : que beaucoup d'autres, plus hardis
encore, poussent l'insolence jusqu'à refuser
de recevoir en payement les billets publics
de crédit de la Province ; quoique ces billets
n'aient pour but que d'assurer à notre postérité
les fruits précieux de la paix, de la liberté
& la certitude de leur propriété : alarmés de
plus à la vue des ordres que le Roi & le
Parlement de la Grande-Bretagne, sous pré-
texte d'y avoir droit, ont donné à leurs

1776. troupes de saisir & de détruire les personnes
 Septem. & les biens des bons Peuples de cette Province : à ces causes , & dans la vue de nous
 Octobre. assurer de la propriété de ces instrumens de despotisme , & de prévenir les fâcheux effets qui pourroient en résulter , il a été résolu que les Comités des différents Comtés de la Province , ordonneront immédiatement tous & à chacun des Habitans de leurs Comtés respectifs , de remettre un inventaire , certifié par serment , de toutes & de chacune de leurs possessions réelles ou personnelles , & qu'en cas de délai ou de refus , ils chargeront l'Officier Commandant dans ce Comté de faire saisir d'abord & de conduire devant ce Conseil les personnes qui se seront ainsi rendues suspectes.

Signé CORNEILLE - HARNET
 Président.

Il est si souvent fait mention , dans les nouvelles publiques , des billets de crédit dont le Congrès a ordonné la circulation en Amérique , que nous croyons faire plaisir à nos Lecteurs en leur présentant la formule d'un des billets monnoyes , telle qu'on nous l'a communiqué.

N°. 2551 18 Août 1775.

Etat de la Baye de Massachusset.

Le Porteur de ce Billet recevra des mains

du Trésorier de cet Etat la somme de six shellings, monnoie courante, le 18 Août 1776. 1778, ledit Billet devant passer pour la somme mentionnée au Trésor & dans toute sorte de payemens, par ordre de l'assemblée générale. Septem.
&
Octobre

J. WHEELER.

(Un cercle renfermant la forme d'un navire.)

Comité, au revers; 6 *shellings*.

(La figure d'un Hussard, tenant d'une main une épée nue, de l'autre la grande Charte, *Magna Charta*.) Devise donnée pour la défense de la liberté de l'Amérique : *ense petit placidam sub libertate quietem*.

Règlement du Congrès pour les especes de cuivre.

Le Congrès a rendu une Ordonnance pour faire apporter toutes les especes de cuivre qui sont en Amérique, & en faire frapper une monnoie qui sera courante sur tout le Continent.

Guerre des Américains avec les Sauvages Chiroquois.

N.º I. Lettre d'un Américain.

Le Colonel Williamson a attaqué & détruit entièrement trois cents Sauvages Chiroquois des villages inférieurs, dont il en

1776. est resté soixante sur la place. Cet avantage
 Septem. n'a coûté aux Américains que la perte d'un
 & Officier. — Ce Colonel va marcher vers les
 Octobre. villages du milieu , renforcé par deux cents
 hommes de la Caroline Septentrionale , sous
 les ordres du Général Rutherford. — Le Co-
 lonel Lewis de la Virginie doit attaquer les
 établissemens d'enhaut. On espere que ces
 Sauvages seront châtiés comme ils le méritent.
 Cette expédition eut lieu vers le 10 Sep-
 tembre , les Américains enleverent encore
 trente ou quarante de ces Sauvages ; dé-
 truisirent leurs repaires & leurs magasins de
 bled. — Les Criques , qui avoient pris la
 hache les premiers , ayant vû les Chiroquois
 s'en mêler , cessèrent leurs courses. Ceux-ci
 voulant les appeller à leurs secours , ils leur
 firent répondre , que pour eux ils avoient
 retiré l'épine de leur pied , & que les Chi-
 roquois n'avoient qu'à en faire de même. Les
 Toris qui les avoient excités à prendre les
 armes , commençoient aussi à les abandonner ;
 & quelques-uns se réunissoient au parti de
 la liberté.

Voici en quels termes un Anglois ren-
 doit compte de cette même guerre.

Nº. II.

Par un navire arrivé de l'Isle Saint Augus-
 tin on a reçu les détails suivans contenus
 dans une lettre adressée à un Particulier de
 cette Ville.

Notre

« Notre Gouverneur, Son Excellence le
 sieur Tonyn, ne néglige aucunes des précau- 1776.
 tions nécessaires pour entretenir la paix & la Septem.
 tranquillité dans cette Colonie (la Floride &
 orientale) & la mettre à l'abri des vexations
 dont elle étoit menacée par les habitants de la
 Georgie. Leur intention étoit de s'emparer de
 cette petite Ile; mais le Gouverneur a mis fin
 aux alarmes que cette prochaine invasion avoit
 fait naître. Tel est le zèle des Colons pour
 les intérêts de Sa Majesté & leur attachement
 pour leur bien-aimé Gouverneur, que Son
 Excellence a ramassé en très peu de temps
 1500 hommes dans ce petit district. Ces
 troupes soutenues par les habitans se seroient
 très-bien défendues si l'on nous eût attaqués.
 Malgré tous nos soins & nos préparatifs
 nous avons eu le malheur de voir ravager
 nos frontieres, & enlever nos bestiaux par
 les Georgiens: nos Negres ont été séduits
 & emmenés: nous avons usé de représail-
 les, mais ce n'est pas ce que nous avons pu
 faire de mieux, & nous aurons peut-être
 occasion de nous en repentir: vu notre ex-
 trême foiblesse nous eussions dû nous conten-
 ter de nous tenir sur la défensive. Les In-
 diens appelés Creeks & Cherokees ont rap-
 porté sept à huit cents pericrances, ils se
 sont comportés avec cette rage effrenée qui
 les distingue, & n'ont épargné ni âge ni
 sexe dans leur excursion dans les Carolines:
 les Habitans de ces deux Colonies s'en sont

1776. cruellement vengés en mettant tout à feu &
 Septem. à sang dans les villages de ces Indiens. La
 & guerre est allumée entr'eux ; & nous crai-
 Octobre. gnons bien d'en ressentir le contre-coup.

Le Gouverneur Tonyn a cependant formé le projet de réduire la Georgie à l'obéissance : il se flatte d'y réussir d'autant plus aisément que plusieurs des habitans , partisans de la Grande - Bretagne . ont promis de se joindre à lui dès qu'il se présenteroit en armes dans cette Province.

Ce qui fait espérer beaucoup de succès de cette entreprise, & ce qui assure presque la défection de la meilleur partie des Colons, c'est la discorde qui regne entr'eux & les changemens continuels qu'elle occasionne dans le gouvernement de cette Colonie. Le nommé Bullock, que les Habitans avoient choisi pour Gouverneur, est déjà remplacé par le sieur Villet, qui, à ce que l'on assure, a déjà un autre successeur nommé. Pour remplir les vues du sieur Tonyn, outre les quinze cents hommes dont nous avons parlé, il doit s'attacher un corps de trois mille Indiens, qui seront soutenus par deux sloopes armées en course ; car soit négligence de la part de la Grande - Bretagne, soit à raison de la rigueur de l'hiver, nous n'avons aucun vaisseau dans nos parages, excepté la sloope de guerre le *Corbeau* (Raven).

DÉPARTEMENT DU NORD.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Exécution de la Sentence du Conseil-Général de Guerre tenu à Ticonderago, le 27 Juillet par ordre du Général Horatio Gates.

Le Colonel Poor, Président : les quatre plus anciens Colonels : les quatre plus anciens Lieutenants-Colonels, les quatre plus anciens Majors, Membres.

Le Capitaine Wentworth a été amené devant le Conseil, & a été accusé, « d'avoir refusé de faire le service, après en avoir été dûment requis par l'Aide-Major du Régiment, auquel il appartient : » Le Conseil, après avoir oui les Témoins, le tout pris en considération, a été d'avis, que ledit Capitaine Wentworth est coupable : l'a condamné en conséquence à être cassé, & a ordonné que son nom soit publié dans les gazettes, comme ayant de propos délibéré négligé son devoir, dans la vue d'être déchargé du Service.

Conformément à cette Sentence, Jonathan Wentworth, de Somersworth, au Comté de Strafford, dans la Province du Nouveau-Hampshire, ci-devant Capitaine au Régiment du Colonel Poor, est dénoncé au Public, par la présente, comme un lâche, coupable d'avoir négligé son devoir, dans le dessein évident d'obtenir sa démission du ser-

— vice de sa patrie : délit dont jusqu'à ce jour
 1776. il n'y avoit pas eu d'exemple. L'on espere
 Septem. que ses compatriotes le traiteront avec le
 & mépris que mérite une conduite aussi in-
 Octobre. fame.

Au Quartier - général de Ticondérago ;
 le 29 Août 1776.

Signé JEAN TRUMBUL, Sous-Aide-
 Major général de l'armée septentrionale.

*Ordres de la Cour de Londres adressés au Gé-
 néral Carlton.*

[Article authentique tiré des papiers qui
 ont été produits en Angleterre dans la ses-
 sion de 1778.]

Le 22 Août 1776 Milord Germaine écri-
 voit au Général Carlton , une lettre qui n'a
 pu lui parvenir qu'en 1777 : le porteur ayant
 été obligé de revenir en Angleterre. » Le
 bon plaisir de Sa Majesté est qu'après avoir
 chassé les Rebelles des frontieres du Canada,
 vous retourniez à Quebec avec telle partie
 de votre armée qui vous paroîtra nécessaire
 à la défense de la Province, en détachant
 le Lieutenant Général Burgoyne, ou tel
 autre Officier que vous jugerez à propos de
 mettre à la tête du reste des troupes, à qui
 vous donnerez pour instruction de se mettre
 en marche avec toute la diligence possible,
 de joindre le Général Howe & de servir sous
 ses ordres «.

Substances du Canada.

1776.

Septem.

&

Octobre.

La récolte paroissant devoir être bonne, & les grains de l'année dernière n'étant pas encore consommés, le Général Carlton rendit le 30 Août à Montréal une proclamation pour permettre une exportation générale de froment du Canada. — Quant au bétail, ainsi qu'à la farine & au biscuit, il défend de l'exporter, si ce n'est pour les Pêcheries, la Nouvelle Ecosse & les Indes Occidentales, jusqu'au premier Décembre. — Excepté pour la subsistance des équipages des vaisseaux qui partiront de la Colonie.

Etat des opérations des Anglois sur les Lacs.

N°. I.

Le 31 Août les opérations du Général Burgoyne sur les lacs étoient si avancées, que le vaisseau qui devoit être employé sur le lac George, étoit presque fini : le sieur Douglas étoit parti pour en prendre le commandement : tous les matelots & les soldats de marine des vaisseaux qui étoient à Quebec, avoient offert de suivre la flotte en qualité de volontaires : les chaloupes des vaisseaux, au nombre de plus de trois cents, devoient remonter la rivière le plus haut qu'il leur seroit possible, & être portées ensuite à travers des terres : cette manœuvre a

1776.

Septem.

&

Octobre.

dû être de la plus grande utilité à l'entreprise du Général, en lui facilitant les moyens de faire traverser les lacs à ses troupes sans être obligé de faire construire des bateaux, ce qui eût retardé beaucoup.

N.^o II. *Extrait d'une lettre de Saint Jean, datée du 19 Septembre.*

Le 6 de ce mois nous reçûmes ordre de marcher à Montréal pour y joindre le reste du régiment : nous restâmes quatre jours à la Prairie, & nous sommes campés ici depuis le 11. Nous avons avec nous le neuvième & le soixante-deuxième régiments & le corps d'artillerie : tous les bateaux sont construits ainsi que deux schooners, chacun de seize canons outre les pierriers : un radeau ou batterie flottante, qui monte six pièces de 24, six de 12, quelques obus, un mortier & une gondole armée de six pièces de 10 : en un mot, nous avons tout ce qu'il faut pour exécuter la plus belle *Regata* possible (par allusion à une fête sur l'eau que l'on donna à Londres il y a un an.) Voici l'ordre de l'embarquement pour traverser le lac Champlain : d'abord le radeau suivi des schooners, des gondoles & des bateaux armés : ensuite les bateaux chargés des troupes : on nous assure que les forces des Rebelles sur les lacs sont infiniment supérieures aux nôtres ; mais fussent-ils dix fois plus forts,

nous en viendrons à bout : nos grenadiers & notre infanterie légère sont postés dans l'Isle aux Noix à quinze milles d'ici , & à une égale distance de la Pointe - au - Fer qui est occupée par les Rebelles qui ont tous leurs vaisseaux armés à terre & prêts à être mis à l'eau ; mais nous espérons les chasser de ce poste avant qu'ils aient pu exécuter leur dessein. Notre radeau est admirablement construit : à peine tire-t-il-trois pieds d'eau même étant chargé : les Yanquées (sobriquet donné aux Américains) en ont , dit-on , un à - peu - près semblable : mais le nôtre est à deux mâts , le leur n'en a qu'un : outre les vaisseaux dont j'ai déjà parlé nous en avons un prêt à lancer , qui monte vingt pieces de 12 , & de plus un radeau , mais celui - ci ne sera pas en état de partir aussitôt que nous.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Force des Américains à Ticondérago.

L'armée aux ordres du Général Gates est de douze mille hommes. Le 7 Septembre elle venoit d'être renforcée des régimens de Whitcomb & de Tinney.

Le 15 , les Américains avoient sur les lacs douze bâtimens de guerre & trois autres étoient sur le point d'être achevés. Chacun de ces bâtimens est monté de soixante-quinze hommes.

Les étrangers de l'armée du Général Bur-

1776. goyne déferter en grand nombre. Soixante
 Septem. d'entr'eux, embarqués dans une grande cha-
 & loupe, font venus trouver notre armée à
 Octobre. Ticondérago. Le Congrès a reçu avis de
 cette place qu'il y est arrivé plus de cent
 déferteurs dont deux Brunfwickois.

Dispositions des Sauvages sur les Lacs.

Extrait d'une lettre de Ticondérago le
 15 Août.

La plus grande harmonie règne actuelle-
 ment parmi nos Officiers. L'ordre est réta-
 bli dans l'armée ; & nous sommes tous ani-
 més du plus grand courage. Les Sauvages
 en général ne veulent point prendre part à
 la guerre. Quelques-uns ont répondu au Gé-
 néral Burgoyne, que si l'Amérique & l'An-
 gleterre se réconcilioient, ce feroient eux
 qui en souffriroient le plus, & que leur in-
 térêt leur prescrivoit de n'assister pas plus
 un parti que l'autre. — Nous avons beau-
 coup de provisions fraîches : notre marine
 confifte en huit gondoles & quatre brigant-
 ins.

*Traité de neutralité exigé des Sauvages par les
 Américains.*

Le Général Schuyler étoit de retour le
 19 Août à Albany. Il arrivoit du German-
 Flats, beau district sur la rivière Mohawk,

où il avoit eu à nourrir & à contenter près de quinze cents Sauvages, de qui il avoit obtenu qu'ils observeroient la plus stricte neutralité. Pendant ce tems-là ceux du parti Anglois avoient enlevé quantité de chevelures d'Américains, dans les environs du fort Stanwix, où deux Américains fugitifs avoient été ramenés par des Sauvages qui avoient assisté au traité.

1776.

Septém.

&

Octobre.

Relations des Anglois du Canada avec les Sauvages.

Vers le commencement de Septembre les Nations du Delaware & des Chouanons (Schavanefes) envoyèrent une ceinture au poste Anglois du détroit, avec une déclaration portant qu'ils alloient fondre sur les derrières des Etats de Pensylvanie, de Maryland & de Virginie.

Le Colonel Carlton, frere du Gouverneur général du Canada, fut envoyé de Quebec, vers le même tems, aux lacs supérieurs, pour traiter avec les Sauvages de ces parties, & en descendant avec ceux des derrières de la Nouvelle York, auxquels devoient se joindre les Six Nations. Les seuls Onéidas (appelés ainsi du fort Onéida) avoient refusé d'entrer dans l'alliance Angloise, ayant pris la hache l'année précédente contre l'armée du Roi. Mais on ne

compte guerres que cinquante combattans dans
1776. cette Nation.

Septem.

&
Octobre. *Etat des affaires dans la Nouvelle-Ecosse.*

Les manéges secrets de quelques Partisan de la Cause Américaine ont occasionné la Proclamation suivante du Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.

Comme il a été découvert, que quelques personnes mal-intentionnées ont tâché, par des promesses & d'autres artifices, de séduire les Mariniers à quitter le service de Sa Majesté, & de les engager dans la Cause de la rebellion, avec assurance, pour la poursuite ultérieure de ce dessein, de les conduire hors de ce Havre par des moyens préparés à cet effet: A CES CAUSES, est déclaré par la présente que le Maître de tout Vaisseau, Chaloupe, ou Bâtiment quelconque qui prendra à bord quelques personnes, pour les porter ou conduire hors de ce Port, avant d'avoir préalablement obtenu de cet Office un passeport pour le départ de telle personne ou personnes, sera soumis à une amende de 50 livres pour chaque individu, qu'il aura ainsi emmené; & de plus il sera poursuivi en conformité des Loix.

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur.

RICHARD BULKELEY, Secrétaire

On avoit espéré de voir diminuer la disette des vivres après le départ de l'Armée & de la Flotte du Roi ; mais ils continuent d'être à un prix excessif ; ce qui a engagé notre Lieutenant-Gouverneur à rendre une seconde Proclamation, dont voici la teneur,

1776.

Septem.

&

Octobre,

De par l'Honorable Mariot Arbuthnot, Ecuyer, Lieutenant-Gouverneur & Commandant en chef pour Sa Majesté dans la Province de la Nouvelle-Ecosse & ses dépendances, &c.

Attendu que les Provisions continuent d'être à un prix très haut, quoique la demande & la consommation de ces denrées aient beaucoup diminué par le départ de la Flotte & de l'Armée, ainsi que par celui de plusieurs Personnes, qui se trouvoient accidentellement ici ; ce qui met plusieurs habitans hors d'état d'acheter les Vivres nécessaires pour leur subsistance, & les expose à de grandes extorsions par la demande de prix exorbitans : A ces Causes, de l'avis du Conseil de Sa Majesté, j'ai jugé nécessaire de publier la présente Proclamation, & de déclarer, « qu'à compter de la date de la présente toutes personnes, qui demanderont ou recevront pour du porc, de la viande du mouton, du veau, & de l'agneau, ou de la volaille, plus de neuf pences, argent courant de Halifax, par livre ; pour du bœuf,

1776.

Septem.

&

Octobre.

le plus haut prix, plus de neuf pences 1 livre; pour du beurre frais plus d'un Chell la livre, s'il est du produit de la Province pour du lait plus de six pences par quarteron, mesure de la bierre; de telles personnes seront réputées Tortionnaires, & punies de la manière que la Loi le dicte en ce cas : » Ordonnant en même tems aux Juges de Paix, au Clerc de la Couronne, & au Garde de l'Hôtel du Marché, de faire dûment observer la présente Déclaration, & de tenir la main à son exécution : Voulant pareillement que les Loix de la Province, émanées contre les enarrhemens & les monopoles des provisions, ainsi que les Règlemens pour les Marchés de cette Ville soient strictement observés & sortent leur effet.

Donné sous mon sceau & ma signature à Halifax, le 14 Août 1776 dans la seizième année du Règne de Sa Majesté.

M. ARBUTHNOT,

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur,

RICHARD BULKELEY.

Cette opération du Gouvernement étoit devenue nécessaire depuis le séjour de l'armée dans cette Ville. Elle y avoit rendu l'argent si commun que tous les besoins de la vie étoient haussés prodigieusement. Les

Marchands, accoutumés à en recevoir beaucoup de ce qu'ils vendoient, ne vouloient plus revenir aux anciens prix ; mais la proclamation a rétabli un juste équilibre.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Nous redoutons peu l'attaque dont nous sommes menacés par les troupes du Congrès. On a fait bâtir dix redoutes dont chacune est armée d'une batterie de seize canons ; notre garnison est de deux mille cinq cent hommes, nous avons outre cela la Milice du pays & celle qui est employée à la garde des arsenaux auxquels on a déjà mis deux fois le feu, heureusement que les précautions que l'on a prises ont empêché les progrès de la flamme. Le Gouverneur a promis une récompense de 800 dollars d'Espagne à quiconque découvrirait les auteurs de cet incendie répété, qui certainement n'est pas l'ouvrage du hasard.

Plusieurs personnes suspectes ont été arrêtées, mais on n'a pu rien prouver contre elles. Nous apprenons que les Rebelles ont défendu, sous peine de mort, tout commerce & toute correspondance avec cette Colonie. L'armateur le *Yankee-Héros* pris sur les Américains a été vendu 850 livres sterling à l'honorable Jean Butler, qui l'a armé en course contre les Rebelles.

Pêcherie de Terre neuve.

Un Capitaine de Pêcheurs écrivoit le 16

— 1776. Août que jamais la pêche de la morue
 Septem. n'avoit été si abondante, & le nombre des
 & bâtimens sembloit plutôt s'être accru que
 Octobre.) diminué depuis que les Américains en étoient
 écartés par une prohibition. L'Amiral Montagu a fait vérifier que la quantité de morues apportées journellement à Saint Jean étoit de 600,000. Cette morue se sèche à terre & s'appelle *Baccalo*. Il s'en est pris, peut-être autant, de celle appelée *Mud-fish*, qui se prépare à bord. — Si on multiplie ce nombre par celui des jours de la durée de la pêche, on croiroit que l'Océan doit en être épuisé. Les Pêcheurs n'ont pas été sans appréhensions de la part des Américains, parce que l'Amiral Montague avoit envoyé deux de ses frégates à Quebec, la *Surprise* & le *Martin* où elles sont arrivées assez à propos pour qu'on puisse leur attribuer le salut de cette Ville. On s'est beaucoup loué aussi de la bonne police maintenue par l'Amiral sur-tout relativement aux prix des marchandises, qui n'a point haussé comme on avoit lieu de le craindre.

ISLES ANGLOISES DU VENT ET SOUT- LE VENT.

N.º I. *Isles du Vent.*

Le 7 Mai, l'Amiral Young avoit informé le Gouverneur de la Barbade (M. Edouard

Hay) qu'il avoit ordonné des convois qui partiroient de Saint Christophe, savoir, dans la premiere semaine de Juin, dans la premiere semaine de Juillet, dans la premiere semaine d'Août, & le dernier aussi-tôt après la premiere pleine Lune d'Octobre.

1776
Septem.
&
Octobre.

L'assemblée de l'Isle, où on avoit fait lecture de cette lettre le 14 Mai, s'étoit ajournée au 9 Juillet.

Le 9 Juillet. — L'Orateur (le Chevalier John Gay Allen) informa la Chambre qu'il avoit reçu une lettre de M. George Walcer, Agent de l'Isle en Angleterre. Cette lettre, datée du 15 Mai, portoit en substance qu'il avoit remis au Lord George Germaine la pétition de l'assemblée au Roi, (Voyez ci-devant) que ce Ministre lui avoit rendu une assurance du Roi des favorables intentions de Sa Majesté pour son Isle de la Barbade : qu'il avoit ajouté que c'étoit tout ce que l'assemblée pouvoit attendre de la part de Sa Majesté, d'autant que le Gouverneur avoit écrit, » que la pétition étoit une démarche particuliere à l'assemblée & que le mal n'étoit pas si grand qu'elle le faisoit ». Que vainement l'Agent s'étoit efforcé de persuader le contraire au Ministre & que les choses en étoient restées là. — Il fit entendre au surplus à l'assemblée que les Ministres ont un plan arrêté, dont il ne se départiront point, quelque danger qui puisse

en résulter pour l'Isle de la Barbade & pour
1776. les autres Isles.

Septem.

&

Octobre

Après la lecture de cette lettre, le Solliciteur général adressa à l'Orateur un discours des plus véhémens contre le Gouverneur, sur ce qu'il avoit osé accuser la Chambre d'imposture, & empêcher, par un faux exposé, l'effet des bontés que le Roi eût pû marquer à la Colonie, dans la cruelle détresse où l'avoit réduite l'interdiction du commerce avec l'Amérique. — Il rappella diverses vexations récentes souffertes par la Colonie & dont elle avoit inutilement demandé le redressement. Il rapporta les preuves les plus incontestables du fléau de la famine qui désoloit l'Isle, & il conclut par une motion, en quatre articles, dont le premier assuroit à la Colonie son droit de remontrances, le second soutenoit la vérité des exposés de la pétition, le troisieme déclaroit le Gouverneur ennemi de la Colonie, & le quatrieme, proposoit qu'une nouvelle adresse de remontrances fût envoyée au Roi. — Ces quatre points ayant passé après quelques débats, seulement sur les deux derniers, & à la pluralité de quatre voix, on arrêta un projet d'adresse envoyé en Angleterre. Elle fut remise par l'Agent au Lord Germaine, & par celui-ci au Roi, qui la renvoya au Bureau de la Trésorerie.

Dans cette piece, qui étoit datée du 9 Juillet, l'assemblée se plaint amèrement du
Gouverneur

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 24 Juillet 1779.

C E feroit, Monsieur, manquer entièrement le but d'un Journal Anglois que de n'y point donner place aux rumeurs populaires suscitées par les événemens, sur-tout quand ils sont d'une aussi grande importance que ceux qui occupent aujourd'hui la scène politique. Voici ce que j'ai recueilli de plus intéressant en ce genre dans l'espace de la première quinzaine qui s'est écoulée après la déclaration de l'Espagne.

*Extraits du Journal patriotique, du 20 Juin
au 10 Juillet.*

ENFIN l'Espagne s'est déclarée : ce moment qu'on attendoit ou plutôt qu'on craignoit depuis long-tems, est arrivé : & nous voilà engagés dans une guerre contre trois grandes Puissances réunies. La splendeur de cette petite Ile, qui n'est due qu'à son esprit d'unanimité & de liberté, a été une source constante de jalousies & de craintes

pour nos ambitieux voisins : l'accroissement de notre prospérité a multiplié & tenu en haleine leurs appréhensions ; toute leur politique a moins tendu à s'agrandir qu'à nous abaisser. Oserai-je dire qu'à la fin ils ont trouvé l'heureux moyen d'effectuer ce qu'aucun effort de courage & de vigueur n'auroit pu précédemment exécuter. Ils ont su nous diviser , armer le pere contre le fils & lui mettre un couteau à la main pour l'égorger. Quoiqu'il en soit , montrons nous supérieurs à nos calamités : déchirons le voile qui nous aveugloit : sachons penser & agir comme de vrais Bretons. Le seul & véritable moyen de regagner l'Amérique , est d'humilier la Maison de Bourbon. C'est contre elle que nous devons présentement diriger toutes nos forces. La prudence & la politique l'exigent absolument. Ne voyons nous pas que la Maison de Bourbon a abandonné son ancien système des Colonies , système ruineux qui dans la dernière guerre l'a extrêmement affoiblie en divisant ses forces de terre , & l'a tout à fait épuisée lorsqu'elle les a employées , système qui l'a empêchée d'agir offensivement & l'a voit forcée de se réduire à des entreprises non pas contre le cœur de la nation Britannique , mais contre ses parties les plus reculées ? Ne savons nous pas que la Maison de Bourbon a cultivé le commerce en Europe , que par ce moyen elle a formé les plus utiles pépi-

nieres pour ses matelots, non pas dans des canaux inconnus auparavant, mais dans des canaux d'où elle nous a chassés nous mêmes ?

N'est-il pas notoire que la Maison de Bourbon a fait les plus grands progrès dans l'étude de la marine : qu'elle a recueilli & adopté avec ardeur les moyens par lesquels nous avons appris à vaincre ; & qu'elle a tourné contre nous des armes qui tant de fois lui avoient été fatales ? Ignorons-nous que la Maison de Bourbon a réduit ses énormes dépenses de paix, que par conséquent elle n'a point usé le nerf de ses ressources, & qu'elle s'est réservée la faculté de les étendre pour une exécution rigoureuse ? Enfin la Maison de Bourbon, pour couronner & rassembler tous les autres avantages, n'a-t-elle pas réuni les forces au commencement de la querelle, dans un moment où aucune de ses branches n'avoit reçu d'échec, & où aucune, prise séparément, ne nous étoit inférieure ? Nous savons toutes ces choses, & c'est au milieu de ces orages terribles que nous nous livrons aux disputes & aux divisions ! » Insensé (dit Mercure dans la rue au Charretier) mets la main à la roue, & si avec toutes tes forces tu ne peux parvenir à tirer ta voiture du borbier, alors tu m'appelleras à ton secours & non pas auparavant ». Insensés ! dirai-je à mes Compatriotes, réunissons-nous pour la cause commune de notre pays ; & laissons nos disputes pour un tems plus convenable.

NOUS savons, à n'en pas douter, que la flotte Espagnole a mis à la voile. Cette flotte est composée de vingt vaisseaux de ligne, sans compter les frégates. On sent bien qu'elle n'est sortie que pour se joindre au plutôt à celle de la France; & que cette jonction mettant la nôtre dans la nécessité indispensable de rentrer dans le port, l'ennemi se trouvera maître paisible des mers.

Le sloop de guerre le *Cameleon*, de dix-huit canons, a été expédié aux Commandans Anglois dans les Isles de l'Amérique, pour les informer de cette rupture. On a choisi le *Cameleon*, parce que de tous les vaisseaux de la Marine Royale, c'est celui qui est le moins propre à ce service. Un cutter eût fait cette route trop vite, une frégate trop sûrement: un sloop est justement ce qu'il nous faut. Il sera aussi lent que nos Ministres peuvent le désirer; & ils ont même tout lieu de se flatter qu'il sera pris dans sa traversée.

Le public pourroit témoigner quelque surprise d'une pareille politique: cependant il auroit tort. Nos Ministres savent qu'il est impossible de sauver nos Isles, quelque bien avertis que puissent être les Gouverneurs & Amiraux qui y commandent. Ils savent que Byron est aussi complètement bloqué à Sainte Lucie que d'Estaing à la Martinique. Ils savent que le Chevalier Peter Parker n'a à la Jamaïque qu'un vaisseau de ligne & trois
ou

ou quatre frégates. Ils savent que l'ennemi a rassemblée à Saint Domingue quinze à vingt mille hommes, & que la première expédition de ces troupes aura pour objet la conquête de la Jamaïque. Il est même très probable que cette opération sera terminée avant l'arrivée du *Caméleon*, ce qui fournira à nos Ministres un prétexte plausible de dire que le mal étoit fait avant que l'Amiral & le Gouverneur eussent eu le tems de se mettre sur leurs gardes.

ON ne se réglera point de tortues cette année, au moins en Angleterre. Les Américains y ont mis bon ordre. Ils ont fait une expédition aux grandes & aux petites *Camanies*, vulgairement appelées *Calmandes* ou les *Isles des Tortues*, & ils y ont entièrement détruit les filets & autres ustensiles pour la pêche des tortues. Ils ont emporté ou détruit tout ce qui s'y trouvoit de tortues destinées pour la vente : aussi n'en est-il pas arrivé une seule sur aucun des vaisseaux des Isles ; & il n'en viendra point de l'année.

ON disoit le 6 Juillet que les flottes Françaises & Espagnoles avoient été vues à la hauteur d'Ouessant. Cette nouvelle, portoit les forces combinées à soixante & deux vaisseaux de ligne & trente fregates. Le Chevalier Hardy est revenu avec sa flotte à Torbay où il a attendu un renfort. Notre flotte, toute petite qu'elle est, manquoit au moins

de quatre mille matelots lorsqu'elle a mis pour la deuxième fois à la voile. C'est une gasconade puérile & pitoyable de l'avoir fait partir dans un tems où elle n'avoit gueres que la moitié de ses équipages. Mais il s'agissoit de soutenir le crédit des Lords Sandwich & Mansfield dans le Conseil, & l'on sent bien que de pareilles considérations doivent l'emporter sur tout.

Tant que le Roi continuera de mettre sa confiance en des hommes que la notoriété publique & l'expérience journaliere ont montrés si peu dignes des places qu'ils occupent, à des hommes dont les opérations & les talens sont aussi généralement que justement décriés : tant que Sa Majesté perservera dans une conduite aussi étrange contre le vœu unanime de tous ses peuples, il ne faut pas *se flatter d'avoir aucun succès.*

Que les Ecrivains aux gages des Ministres ne cessent de remplir le *Morning-post* & les autres papiers publics de libelles contre les personages les plus célèbres & les mieux méritans de la nation ! Qu'ils soient payés de l'argent public pour ces œuvres d'iniquité ! Des hommes tels que les sieurs Bate & Linde sont dignes de leurs Commettans. L'objet de ces diffamations journalieres est de diminuer la confiance dont le peuple honore ces personages vertueux qui ont donné tant de fois les preuves les plus convaincantes, que s'ils n'eussent eu en vue, comme on le

leur reproche , que des places & des émo- lumens , il y a long-tems qu'ils auroient eu les moyens de satisfaire leur ambition & leur cupidité. Tout le monde fait que le Gouvernement leur a offert des places : que ces propositions ont été faites non pas *une fois ni deux seulement* , mais à différentes reprises , & qu'ils les ont toujours refusées parce que la *cabale Ecossoise* qui compose le Conseil particulier du Roi devoit continuer de diriger les affaires. C'est pour expier le crime de ces refus , crime irrémissible aux yeux des favoris , que les plus grands personnages de la nation n'ont pas cessé d'être en bute à un torrent d'invectives & de calomnies depuis le commencement de la malheureuse guerre d'Amérique jusqu'au moment actuel.

Nous savons de très bonne part que cette année on ne se propose point de chercher les escadres Françaises. Le choix des *Hardy* , des *Darby* & des *Digby* est un sûr garant de ce que nous avançons. Il y a plus d'un an que nous dormons & que nos ennemis veillent. Leur force s'accroît de jour en jour : ils tirent parti de notre assoupissement. Du printemps de leurs espérances ils s'élèvent à l'été de leur orgueil , tandis que nous tombons de l'automne de notre maturité dans l'hiver de notre décrépitude.

ccclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

SUIVANT une lettre d'un Officier à bord du *Victory*, ce vaisseau est en si mauvais état qu'il iera obligé d'être remis sur les Chantiers à Plymouth. Ce vaisseau fait quatre pouces d'eau par heure, c'est-à-dire seize tonneaux.

L'OPPOSITION a juré de chercher toujours noise à nos malheureux Ministres. A tort ou à travers il faut qu'elle remplisse sa tâche. Elle les maltraite sur-tout au sujet des forces envoyées avec le Chevalier Charles Hardy contre les François & les Espagnols. A l'entendre non seulement ils ont des Correspondants fort peu instruits, mais eux-même savent très-peu calculer. Non seulement ils ne connoissent point les forces de l'ennemi; mais ils ne font pas une addition avec assez de sûreté pour comprendre que trente vaisseaux sont en plus petit nombre que quarante, & que parconséquent la partie est trop inégale, sur-tout quand le sort de l'empire dépend de celui du combat. Un examen plus réfléchi convaincra les têtes chaudes de l'Opposition que nos Ministres sont très-bien servis par leurs Correspondans & qu'ils peuvent citer pour preuve de leur habileté dans les calculs, cette expédition même de Hardy, si témérairement décriée. En effet, quoique les escadres Française & Espagnole réunies, soient composées de cinquante vaisseaux de lignes & qu'elles

aient des équipages proportionnés à leurs forces, cette prétendue supériorité se réduit à rien, si on compare exactement les vaisseaux des trois Puissances dans toutes leurs dimensions. D'abord on trouvera que les Anglois sont d'une taille plus haute que les François ou les Espagnols dans la proportion de dix-huit à vingt, & plus gros dans la proportion de douze à dix : que le bœuf & le porc salé à bord de la flotte Angloise sont si supérieurs aux provisions des autres, qu'ils donneront à nos matelots sur les leurs un avantage de corpulence & de force physique dans la proportion de treize & demi à onze trois quarts, indépendamment de l'effet que doit produire la supériorité du rum ou esprit Britannique sur le brandvin françois malgré sa réputation. Toutes ces circonstances donnent à nos Ministres le droit de dire que leurs trente vaisseaux sont plus forts en hommes que ceux des François & des Espagnols réunis. Nous sommes dans le même cas relativement aux vaisseaux eux-mêmes. Car quoique l'ennemi en ait cinquante contre nous trente-quatre, cependant le nombre & le calibre de notre artillerie réduit ce tiers à un septieme. On a calculé aussi que la qualité de notre poudre à canon nous donnoit un avantage d'un huitieme. Nos mèches sont certainement supérieures à celles de l'ennemi d'un demi huitieme ; & d'après cette proportion appliquée à notre mitraille,

ccclviii. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
à nos grenades , &c. &c. &c. on peut pronon-
cer en toute assurance que nos trente-quatre
vaisseaux valent bien les cinquante de l'en-
nemi. Or tout le monde fait que lorsqu'un
Amiral Anglois combat à forces égales une
flotte Françoisse & Espagnole , il ne peut
pas y avoir le moindre doute sur celui des
deux partis qui remportera la victoire.

LE prix des terres dans les Isles Angloises
de l'Amérique est tombé à un point incro-
vable. Une très-belle habitation qu'on a
offert de vendre pour une somme équiva-
lente à onze années de son produit , n'a pu
encore trouver d'acquéreurs.

LA perte de la Dominique a pour nous
des conséquences plus sérieuses qu'on n'au-
roit pu l'imaginer, en ce que les flottes Fran-
çoises qui arrivent d'Europe , trouvent le
moyen d'éviter nos vaisseaux de guerre en
ferrant cette Isle le plus près qu'il leur est
possible,

LA flotte de l'Amiral Byron a tant de
vaisseaux hors d'état de manœuvrer , que
quatre à cinq vaisseaux du nombre de ceux
qui la composent reviennent actuellement
avec la flotte des Isles. Quels reproches ne
mérite pas le Ministre qui a envoyé de tels
vaisseaux pour une expédition aussi impor-
tante ? C'est cependant lui qui a déclaré dans

la Chambre des Lords qu'il méritoit de perdre la tête s'il ne fournissoit pas une flotte capable de faire face aux flottes combinées de France & d'Espagne. Et ce même Ministre n'a pas pu envoyer pour répondre aux douze vaisseaux de guerre de l'escadre Françoisise, douze vaisseaux Anglois, sans que dans le nombre il s'en soit trouvé qui étoient depuis deux ans hors du bassin, sans avoir été visités. La nation ne devoit-elle pas le prendre au mot ?

L'INACTION de l'Amiral Byron, quoiqu'involontaire de sa part & même forcée par les sages mesures du Comte d'Estaing, finira par être plus destructive pour notre flotte que le combat le plus sanglant. Le scorbut ravagera nos équipages & les vaisseaux seront mangés de vers. Il est vrai que la flotte Françoisise peut être exposée aux mêmes accidens; mais elle tirera des Espagnols & des Américains des secours qui nous manquent. Une force inactive est un membre mort dans un Etat. La guerre défensive est comme la consommation. Elle annonce une destruction lente mais inévitable. Il n'y a que la guerre offensive qui puisse rétablir la paix & sauver un Empire.

ON s'attend que les premières dépêches des Isles nous apporteront la nouvelle de la prise de la Jamaïque. On médite une sé-

rieuse entreprise contre cette Isle ; & à la honte de nos Ministres , il n'y a dans cette importante station qu'un vaisseau de 60 canons (le *Ruby*), trois ou quatre frégates & floops commandés par des enfans de dix-sept ans , sous les ordres du Chevalier Peter Parker.

Nous avons reçu de la Jamaïque des nouvelles certaines du brigandage d'un certain Amiral (Parker). Nous en ferons part au public en tems & lieu. Il est bien étrange que dans tous les emplois publics il ne se trouve peut-être pas un seul homme qui ne sacrifiât le bien de son pays à ses vues particulières.

Il est honteux pour la Marine Britannique que des enfans de seize à dix-sept ans aient le commandement de nos vaisseaux de guerre. Le fils du Chevalier Peter Parker & son futur gendre , tous deux dans la dix-septième année de leur âge sont nommés contre maîtres & Commandans , & ils ont actuellement deux floops. Ce n'est pas seulement notre foiblesse dans ces mers & dans cette Isle qui nous fait craindre qu'elle ne nous soit enlevée ; mais c'est la dissention qui y regne entre l'Amiral Commandant & les habitans. Ils ne s'entendent sur rien ; & de part & d'autre on ne cesse de se nuire & de s'injurier. Voilà l'état dans lequel se trouvera cette Isle , la

plus précieuse de nos possessions, lorsque nos ennemis se présenteront pour l'attaquer.

RIEN ne peut être plus favorable aux Espagnols & aux François que l'obstination de nos Ministres à rester en place. On ne doute pas que ceux qui se sont si bien comportés dans de petites affaires ne soient capables de faire de grandes choses dans la crise intéressante où nous nous trouvons. Voici la santé que se portent actuellement nos ennemis : vivent long-tems North, Germaine & Sandwich, les vainqueurs de l'Amérique «.

LE parti de Bedford a donné tant de désagrément au Lord North relativement à son Bill pour la Milice, que celui-ci est disposé à donner sa démission ; & l'on ne doute point qu'en effet il ne se retire avant peu. On doit s'attendre que sa retraite en entraînera plusieurs autres. Le Lord Gower, en démontrant publiquement l'impossibilité de l'exécution du Bill pour la Milice, tel qu'il venoit de la Chambre des Communes, a fait une insulte personnelle au Lord North auteur de ce Bill. Aussi le Lord North en a-t-il été vivement affecté, & a-t-il dit hautement : » qu'il étoit fâché de voir le défaut d'unanimité par rapport à ce Bill dans la Chambre des Lords «. Ainsi par cette scission dans le Cabinet, le public peut du moins es-

ccclxiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
perer d'obtenir un peu plus de justice que
par le passé ; car comme dit le proverbe :
quand les coquins se querellent ensemble ,
les honnêtes gens font leurs affaires.

On fait bien positivement que le Lord North a rencontré beaucoup d'opposition dans le dernier Conseil, & que la vacance de la place de Secrétaire d'Etat en a été la cause. Le parti de Bedford insistoit vivement pour qu'elle fût donnée au Lord Carlisle. Le parti du Roi y nommoit le Lord Stormont & le parti Ministériel y appelloit M. Wedderburne. La dispute a été très-chaude ; & l'on dit que le Lord North l'a emporté parce qu'il a menacé de donner sa démission s'il n'étoit pas secondé par M. Wedderburne. Quoiqu'il en soit , il va se trouver dans une situation trop critique pour qu'on imagine qu'il puisse rester en place. Le parti de Bedford est trop puissant pour avoir le dessous. Depuis la guerre présente il a deux fois déconcerté les mesures du Lord North & a eu la pluralité pour lui. Il faut convenir aussi que s'il y a une certaine portion de sagesse & de prudence dans l'administration, elle ne se trouve que dans le parti de Bedford.

On sera peut-être bien aise de connoître les divers partis du Gouvernement rangés sous leurs différends chefs. Au commencement d'une guerre il est bon de savoir si

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclxiiij

es personnages qui doivent la diriger sont
unis ou divisés entr'eux.

Parti du Roi.

Bute.	Jenkinson.
Mansfield.	Ellis.
Calbot.	Stanley.
Nugent.	Mackenzie,
Marchmont.	

Parti de Bedford.

Gower.	Weymouth.
Thurlow.	Rigby.
Sandwich.	Carlisle.

Parti Ministériel.

North	Dartmouth.
Germaine.	Cornwall.
Rockford.	Buller.

Subalternes.

Johnstone.	Chamier.
Eden.	Knox.
O'Byley.	Lisburne.
Frazer.	Powel.
Strachey.	

PLUS de vingt des Ministres actuels tirent
le leurs places depuis dix jusqu'à trente

ccclxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
mille livres sterling par an, pas un d'eux
n'avoit offert un shelling le 10 Juillet.

PLUS de soixante Lords & Membres de
la Chambre des Communes ont des pen-
sions depuis mille jusqu'à cinq mille livres
sterling, & pas un d'eux n'a offert un shel-
ling.

PLUS de quatre cents mille livres sterling
sont distribués tous les ans parmi les Mem-
bres des deux Chambres du Parlement qui
votent avec les Ministres, en salaires, pen-
sions, *récompenses particulières*, & pas un d'eux
n'a offert de lever un homme ou de donner
un shelling.

ON fait que le Lord North a retiré l'im-
pôt qu'il avoit mis sur les batistes. Cette
inconséquence apparente tient à des causes
dont le détail pourroit être curieux. Voici
en attendant ce qui se débite à ce sujet. La
révocation de l'acte sur les batistes ayant
été arrêtée dans un Comité des Chefs de la
faction Ecossoise, il a été envoyé en con-
séquence une députation au Lord North.
Mais ce Ministre ne voulut point revenir sur
ses pas & il le signifia nettement au Né-
gociateur. Ce refus ne découragea pas la
faction. Il se tint un nouveau conciliabule,
dont le résultat fut qu'on enverroit à cette
occasion un autre Ambassadeur à l'Avocat

général. Celui-ci plus complaisant que le ministre se chargea de l'affaire. Il en parla le même jour au Lord North, qui lui dit que cela ne se pouvoit pas. — Il me semble, répliqua M. Wedderburne, que si vous le voulez, rien ne vous seroit plus facile. — Expliquez-vous donc, reprit le Lord North; mais l'Avocat Général, avec son sang froid ordinaire, lui tourna les talons. Après le lever, le Lord North eut une audience du roi dans laquelle il reçut des ordres positifs qui opererent la révocation du droit sur les batistes. — Cet exemple est une nouvelle preuve du pouvoir sans bornes dont jouit la faction Ecoissoise.

Sous le regne de Richard Second, le Juge Presbiterien, favori du Roi, fut pendu : le fils d'un Forgeron fut fait Chancelier : une contestation causa une rébellion : les Amiraux qui battoient les ennemis étoient disgraciés ; les Parlemens étoient obligés de voter comme leur étoit ordonné : le Roi dictoit les sentences des Juges : le peuple murmuroit. Plusieurs grands Seigneurs & les Communes présenterent requête pour que le favori & les autres Officiers de l'Etat fussent éloignés de la Cour. Richard répondit qu'il étoit Roi & que sur leur demande il ne déplaceroit pas un marmiton. Après tant d'opiniâtreté, il fut chassé du trône, déposé par le peuple, enfermé à la Tour, & à la fin tué par Exton.

Telle fut la fin d'un tyran trop obstin. Charles I.^{er}, Prince hypocrite, dissimulé, perfide, perdit la tête sur l'échafaud. Son fils Jacques perdit le trône, qui a passé à la famille regnante. De trop hautes idées sur la prérogative, ou des querelles avec le peuple, tourneront toujours dans ce pays-ci à la ruine du Souverain.

D'APRES des états authentiques, il paroît que si d'ici à cinquante ans le décroissement de la population est aussi considérable qu'il l'a été depuis le même laps de tems, le nombre des habitans de la Grande Bretagne sera diminué d'un neuvième. Cette circonstance mérite la plus sérieuse attention.

RIEN ne rend plus condamnables les Ministres actuels, que les vues qui les ont portés à entreprendre la conquête de l'Amérique, la souveraineté seule ayant toujours été leur unique objet, sans réfléchir une seule fois qu'il valoit mieux pour la Grande Bretagne terminer la guerre, en lui assurant par une alliance réciproque le commerce de l'Amérique, qui l'a élevé au point où elle se trouve aujourd'hui, & qui peut seul lui rendre son ancienne splendeur.

NOTRE refus de reconnoître l'indépendance de l'Amérique est une preuve certaine que le Ministère ne fait point la guerre pour

le peuple d'Angleterre ; puisque nous n'avons en vue que le commerce & non pas la Souveraineté qui est une pure chimere.

SUPPOSER que les peuples d'Angleterre voient de mauvais œil l'indépendance de l'Amérique , malgré leur attachement pour le Roi , ce seroit les regarder comme de vrais idiots. Ils ont encore assez de sens commun pour se dire qu'il n'est point de l'intérêt de leur pays de combattre avec l'Amérique & de la forcer à reconnoître la puissance royale. Quand la folle ambition d'un Monarque seroit pleinement satisfaite à l'égard des Américains , quel avantage en retirerions nous ? Le Ministère avoue franchement que cela ne nous procurera jamais un revenu qui mérite la peine d'en parler. Or si la dépendance de l'Amérique ne peut pas nous rendre son commerce , que reste-t-il à désirer à la nation Angloise ?

IL y a eu ces jours derniers quelques contestations dans le Cabinet relativement au projet de retirer nos troupes de l'Amérique. Mais tout a été pacifié par l'interposition du Roi , qui a déclaré qu'il falloit conquérir l'Amérique.

DANS un moment où nous sommes engagés dans une guerre avec la France , l'Espagne & l'Amérique , la Marine perd les

ccclxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Amiraux Keppel , Harland & Howe ; & les Généraux Howe & Grey se retirent du service de terre. On peut citer cet exemple entre mille de l'attention extrême avec laquelle le gouvernement veille aux intérêts de la nation.

L'ENQUETE sur la conduite des Généraux qui ont commandé nos armées en Amérique , donne à toute l'Europe une preuve complète de l'avilissement le plus déplorable dans lequel une nation puisse tomber , c'est à-dire une preuve que nous manquons de tout ce qui constitue des Commandans militaires. Il est bien étonnant que l'administration ait permis de divulguer le secret d'une pareille découverte. Quel mépris n'auront point conçu les Puissances étrangères pour le Parlement Britannique quand elles auront vu qu'un Amiral (Keppel) a été remercié pour avoir pris la fuite , & qu'un Général (Burgoyne) sollicite des applaudissemens pour avoir sacrifié une armée ? Quelle opinion doivent elles avoir de la sagesse d'un Cabinet qui souffre qu'une faction connue & avouée publie nos besoins , nos fautes , notre faiblesse , l'état de nos forces , enfin tous les avis quelconques , de quelque nature qu'ils soient , & dans le secret desquels consiste en grande partie l'art de faire la guerre ?

Un homme de bon sens a observé que

es Espagnols ont commencé les hostilités envers la Grande-Bretagne, cela ne peut provenir que du profond mépris qu'ils ont pour ceux qui dirigent nos affaires. Au milieu d'une guerre malheureuse, dans un moment où nous devrions recueillir l'avis de tout citoyen sensé & rassembler les forces de chaque individu, le Parlement au lieu de délibérer sur les moyens de sauver l'état, s'est amusé dans une Chambre à prendre de longues & ennuyantes informations sur la longueur des chemises de l'hôpital de Greenwich, & dans l'autre, il a disputé sur des victoires navales qui n'ont jamais été gagnées, & sur le succès qu'auroient eu probablement en Amérique certaines batailles qu'on a oublié de donner : le tout, pour accomplir les vœux patriotiques d'une faction dont les vues ne sont que trop notoires.

LE Gouvernement a reçu des avis alarmans de Virginie.

Le Chevalier Henri Clinton désapprouve dans une lettre particulière le séjour qu'on a fait à Portsmouth, & le Gouvernement est de son avis. Les troupes qui étoient unies sous le Chevalier Howe, & qui même alors étoient insuffisantes pour faire quelque chose d'essentiel, depuis qu'on en a tiré un détachement de cinq mille hommes pour les Isles d'Amérique, sont partagées en trois

CCCLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

parties ; savoir , à New-York, en Virginie & en Géorgie. Ainsi dans le cas où Washington les attaqueroit avec toutes ses forces , il les tailleroit en pieces.

S'IL est des gens qui voient tout en noir il y en a aussi dont l'imagination toujours riante aime à se repaître de belles chimères. La guerre avec l'Espagne n'a pas manqué de donner carrière aux spéculations de ces deux classes de politiques. On ne peut cependant s'empêcher d'observer à ceux qui préfèrent de voir les choses du côté favorable , que malheureusement cette guerre n ressemble en rien à toutes celles que nous avons eues jusqu'à présent. En 1761 , lorsque l'Espagne se joignit à la France , cette dernière Puissance étoit réduite au plus bas degré de foiblesse & d'épuisement , tandis qu'une suite continuelle de triomphes nous avoit élevés au comble de la gloire & de la prospérité. D'ailleurs nous avions alors l'Amérique pour alliée & pour amie. Quelle différence de ce tableau à la perspective que nous avons actuellement devant les yeux. La France & l'Espagne sont dans la plénitude de leurs forces , & jamais leur Marine n'a été aussi formidable. Par les funestes effets de notre politique moderne , les Américains, ci-devant nos frères , sont devenus les amis de la maison de Bourbon & les ennemis de la Grande-Bretagne. L'Amérique

seule à triomphé des armes Britanniques. Quel sera donc notre sort lorsqu'elle sera jointe à ses nouveaux Alliés.

DANS la dernière guerre, nous avons combattu la France & l'Espagne, & nous avons eu les avantages les plus signalés sur ces deux Puissances dans les Isles de l'Amérique. Mais c'est principalement aux Américains que nous étions redevables de toutes ces victoires ; & on ne doit pas oublier sur-tout que c'étoient eux qui approvisionnoient nos Isles, de farine, de bétail, de merrein, &c. dans un tems où nos ennemis ne pouvoient tirer tous ces articles que d'Europe. La chance a bien tourné. Actuellement c'est à nous à envoyer d'Angleterre & d'Irlande tout ce qui est nécessaire à notre flotte & à notre armée dans les Isles, qui n'a pas d'autre débouché pour se procurer ces secours que nos ennemis tireront d'Amérique.

Nous savons avec certitude que la Hollande se plaint de divers griefs reçus de notre part, & que la Russie a résolu de garder la neutralité la plus stricte. Rien ne manque plus à notre malheur !

C'est chez une nation Chrétienne, renommée par la sagesse de ses loix & par son humanité, c'est enfin à Londres qu'on a vu ces jours-ci plus de douze cadavres à Tower.

Hill, placés en cet endroit pour y être reconnus par leurs familles. C'étoient des jeunes gens qui avoient été pressés, & mis à bord de l'*Aigle* où ils avoient été suffoqués. S'il faut aujourd'hui que les citoyens soient enlevés à leurs maisons & à leurs familles, on devroit du moins les mettre dans un lieu où ils pussent respirer, au lieu de les enfermer en si grand nombre sur une allege.

Les enrollemens forcés n'ont pû avoir lieu ni parmi les ouvriers des mines de charbon dans le Comté d'York, ni parmi ceux des mines d'étain dans le Comté de Cornouailles. Ils ont repoussé les Compagnies d'Enrôleurs, qui ont eu beaucoup d'hommes tués.

QUE devons-nous penser de la situation de notre pays & quelle crainte ne devons nous pas avoir de l'ennemi, lorsque dans un tems où nous avons dans l'Isle soixante-trois mille hommes armés, nous ne nous croyons pas en sureté contre une invasion, & qu'il nous faut doubler notre milice, ce qui encore ne pourra s'exécuter que par des enrollemens volontaires?

ON recommence à craindre une invasion en Irlande. Les Régimens de volontaires sont campés, & ils font le service des Soldats ordinaires. Le fait est que ce qu'il y a de troupes réglées dans toute l'étendue du Royaume peut à peine mériter le nom d'ar-

mée, & que sa principale défense consiste dans un certain nombre d'hommes qui se font armés d'eux-mêmes sans recevoir de paye ou agir sous une autorité légale. Cet esprit public fait sans doute le plus grand honneur aux Irlandois ; mais ils devroient aussi avertir les Ministres, qui méprisent un peu trop cette nation, que la circonstance n'est pas favorable pour lever trop haut sur eux la verge de l'oppression.

*Extrait d'une lettre de Dublin, datée du 30
Juin 1779.*

A l'égard de la situation de ce Royaume relativement à son commerce, à ses manufactures ou à son opulence, je puis vous assurer en général qu'il n'y a pas de nation plus à plaindre aujourd'hui sur la surface du globe. Il y a peu de propriétaires de terres qui aient vingt shellings en poche. A l'exception d'un très-petit nombre de Marchands de Dublin, de Corké, de Belfast & de deux ou trois autres Villes, tous les autres ne font rien. Les Artisans, les Ouvriers, &c. sont plus gueux que des rats d'église. La plupart de ceux qui ont le nom de Marchands dans ce Royaume ne sont que des Facteurs. S'ils avoient des capitaux suffisans pour faire le commerce, nous pourrions profiter des dernières douceurs que nous a procuré la législation Angloise en nous

accordant la libre exportation d'un petit nombre d'articles. Malgré les associations, pour ne plus prendre de marchandises Angloises, & les encouragemens donnés en dernier lieu à nos manufactures, la populace s'est attroupée deux fois depuis quelques jours pour détruire les Manufactures Angloises, & a commis beaucoup de désordre. Elle se seroit portée à des excès plus violens si les Volontaires de Dublin (corps très-utile & très-bien composé) n'eussent point arrêté les plus mutins & conduit quelques-uns d'eux à la prison de Newgate. Quelques séditieux cherchent toujours à engager leurs camarades dans une rébellion ouverte. Plusieurs de nos Ouvriers refusent de travailler, à moins qu'on n'augmente leur salaire; ils courent les rues & extorquent de l'argent publiquement.

Si l'on eût mis sous les yeux des Ministres le calcul qui suit & qui nous montre ce que nous coute la guerre Américaine, il faut croire qu'ils n'eussent jamais engagé la nation dans une guerre si dispendieuse.

Livres sterling.

30,000,000 en especes sonnantes en cinq années, & dont la nation paye des intérêts.

20,000,000 de déficit de douanes & de denrées d'accise Américaines, à quatre millions par an.

ET DE L'AMÉRIQUE ccclxxv

1,500,000 pour la valeur de cinquante mille têtes, en les mettant seulement à 30 livres chacune, estimation d'un Brunswikois, qui, selon l'apparence, ne valoit ni la poudre ni le plomb.

3,000,000 accordés aux Américains incendiaires & réfugiés, sur le pied de 60,000 liv. par an.

4,500,000

Et outre cette énorme dépense de près de soixante millions, par lesquels on n'a rien gagné, nos Ministres nous engagent aujourd'hui dans une nouvelle guerre encore plus ruineuse avec toute la Maison de Bourbon.

Divers écrits sur la descente dont l'Angleterre se croit menacée.

L'étude, Monsieur, que vous avez pu faire sur la carte de la Manche, par le moyen du précis historique de toutes les invasions faites en Angleterre, vous fera lire avec plaisir divers écrits nouveaux où cette matière est très-disertement discutée, & surtout ceux qui ont pour titre *l'allarme*, où vous trouverez la critique la plus ingénieuse & la plus juste de la proclamation du 17 juillet, par laquelle le Roi d'Angleterre a annoncé à ses peuples qu'ils ont sujet de

ccclxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
s'allarmer du projet qu'il suppose à ses enne-
mis..

*Observations d'un Voyageur Anglois sur l'état
actuel de certaines parties des côtes.*

JE viens de faire un tour le long des côtes
du Comté de Kent, & je n'ai pas été mé-
diocrement surpris de voir la plus grande
partie de ces côtes absolument sans défense
quoiqu'elles soient si proches de celles de
l'ennemi. J'avoue que cette négligence, ou
si l'on veut, cette sécurité m'a paru un peu
forte dans une circonstance où l'on ne parle
que d'invasion & des moyens de la repous-
ser. Mais ce qui m'a le plus étonné, c'est le
mauvais état de trois places qui avoient été
certainement construites pour la protection
de cette côte, mais que depuis on a laissé
tomber en ruines. Je veux parler de *Deal*
de *Walmer*, & de *Sandown-Castle*, qui ne
pourroient pas résister à une Compagnie de
Milices de Londres. Toute l'Isle de *Thanet*
est également sans défense, & la côte depuis
Douvres jusqu'à *Winchelsea* en *Suffex* n'est
pas en meilleur état. Je conviens avec tout
le monde que nos vaisseaux sont les meil-
leurs remparts de ce Royaume, mais comme
il est possible que le vent, le gros tems ou
une supériorité irrésistible de la part de l'en-
nemi, portent à notre marine un coup qui
en suspende pendant quelque tems l'action,

on ne devoit point négliger de tenir en bon état les forts qui garnissent ou doivent garnir les côtes. Si les François se fussent avisés d'attaquer l'Amiral Hardy lorsqu'il étoit avec toute sa flotte à Torbay, il n'y avoit pas sur la côte un seul canon pour la défendre.

Suivant le rapport fait à Sa Majesté par le Lord Amherst, les fortifications de Plymouth sont dans le meilleur état possible; mais on a reconnu que le rivage opposé, où est la maison du Lord Edgecombe, commandoit celui de Plymouth, & que par conséquent les fortifications de ce port devenoient peu nécessaires & même inutiles: outre qu'on peut effectuer un débarquement dans une baye voisine, hors de la portée du canon de tous les forts.

Distribution qu'il convient de faire de nos forces maritimes pour le service de la Manche ou pour la défense de nos côtes (8 Juillet 1779).

Lorsque les vents soufflent de l'Ouest, la station convenable pour la flotte Britannique est à huit ou dix lieues à l'Ouest d'Ouessant, tant que l'ennemi reste dans ses ports.

Si l'ennemi est à la mer & qu'il nous évite, ce qui est assez ordinaire, notre flotte doit être de quarante à soixante lieues à l'Ouest de Brest en pleine mer.

Lorsqu'on attend des flottes marchandes

en Angleterre & que l'on présume que l'ennemi est sur le point de sortir, il faut envoyer au-devant de ces flottes une petite escadre de trois ou quatre vaisseaux de ligne & de quelques frégates pour les escorter jusque dans nos eaux.

Lorsque l'ennemi est en mer avec toutes ses forces & que nous attendons des flottes marchandes, la flotte Britannique pourvoiera aux deux objets en prolongeant sa ligne & en faisant croiser de petits bâtimens depuis les côtes méridionales de l'Irlande jusqu'à Belle - Isle. Mais l'Amiral aura toujours soin de ne pas séparer le gros de son armée.

Torbai est la station la plus convenable lorsque les vents sont à l'Ouest ou qu'ils soufflent fortement du Sud.

S'il doit se faire une réunion des flottes Française & Espagnole, qui pourroient rendre les forces de l'ennemi supérieures, il n'y a que deux moyens de l'empêcher. Il faut ou se tenir à dix lieues à la hauteur de Brest, ou bien, si le vent & le gros tems s'y opposent, porter à une trentaine de lieues en pleine mer, ayant soin de faire croiser des frégates, des corvettes & d'autres petits bâtimens vers les côtes de France, ces bâtimens formant un demi cercle, dont la partie extérieure sera au Sud - Ouest. Par ce moyen, il sera également impossible aux François de sortir & aux Espagnols d'approcher sans que l'Amiral en soit instruit;

mais cette manœuvre ne peut point s'exécuter sans frégates.

Lorsqu'on attend des renforts , pour donner à la grande flotte un nombre de vaisseaux à peu - près égal à celui de l'ennemi , la croisière à huit ou dix lieues des Sorlingues est une très-bonne station , pourvu que la mer ne soit pas trop agitée ni les marées trop fortes.

Quand la flotte est trop long-tems sur les sondes , les équipages sont attaqués de différentes maladies telles que le scorbut , les fièvres , &c. qui se manifestent principalement parmi les hommes les moins accoutumés à la mer. Pour éviter ce malheur , le pire de tous , il doit y avoir des bâtimens occupés à conduire aux hôpitaux établis sur les côtes , les plus malades : les autres pourront être mis à bord de vaisseaux hôpitaux destinés pour cet objet ; & les vivriers seront continuellement employés à fournir à la flotte des provisions fraîches.

La flotte ne devrait jamais rester long-tems sur les sondes , pour deux raisons : 1.^o c'est que les gros vaisseaux (ceux du premier & du second rang) y sont exposés à des dommages considérables s'ils ne sont pas dans le meilleur état , très-aisés à gouverner & fins voiliers : 2.^o c'est qu'une longue croisière sur les sondes est toujours funeste aux équipages , mais plus particulièrement

ccclxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
aux matelots ordinaires, aux hommes de
terre & aux soldats de marine.

Lorsque les vents sont à l'Est & modérés,
& que l'ennemi est dans le port, la meilleure
station est à dix ou douze lieues devant
Brest.

Avant que la réunion des flottes Fran-
çoise & Espagnole puisse s'effectuer, nous
aurons quarante-un vaisseaux de ligne à la
mer, & ces forces seront suffisantes pour
faire échouer toutes les entreprises que l'en-
nemi pourroit tenter pendant le reste de la
campagne.

Enfin si l'Amiral Hardy est actuellement
à Torbay & que le vent reste au même
point où il paroît fixé depuis quelques jours
(Nord & Nord-Est), il lui sera facile, à
moins que la mer ne devienne trop grosse,
d'aller sur le champ établir sa station devant
le port de Brest. S'il survient du mauvais
tems, il pourra se retirer en pleine mer jus-
qu'à trente & même soixante lieues des côtes
de France, & selon que le tems & le vent
lui seront plus ou moins favorables, passer
ainsi alternativement d'une position à l'autre,
jusqu'au 15 ou 20 Août.

Au Lord Sandwich.

Le nombre des vaisseaux de ligne em-
ployés (à l'exception des vaisseaux de garde,
des vaisseaux munitionnaires & des vaisseaux

hospitaux, qui ne peuvent jamais être mis en état de guerre) passe à peine soixantedix voiles. Mais en comprenant dans ce compte les vaisseaux de ligne de toute espèce aujourd'hui en commission, leurs équipages ne composent pas quarante-trois mille hommes. Les vaisseaux de guerre de 50 canons à 20 (tous compris), ont moins de vingt mille hommes; & nous pouvons ajouter environ six mille hommes de plus pour les sloops, les vaisseaux armés, les cutters, les yachts, &c. formant un total au moins de soixante mille hommes, tant matelots que soldats de marine, actuellement sur les flottes Britanniques. Sans doute vous croyez comme dans les premières années, charger la nation pour les milliers qui restent sur votre liste de la Chambre des Lords. Combien de ces matelots sont dans l'autre monde! Combien ont déserté, ou sont à l'abri de vos recherches! Combien d'autres sont employés..... Je n'entre pas dans les secrets de l'Amirauté. Mais, Milord, encore un mot ou deux sur le succès avec lequel vous équipez nos flottes, sur le grand art avec lequel vous dirigez la marine & vous renforcez les diverses escadres qui sont actuellement sur l'Océan. Depuis le mois de Janvier dernier, près de cinq cents bons matelots ont déserté de nos vaisseaux de guerre. Les équipages de quelques-uns de nos vaisseaux de ligne, dernièrement ar-

ccclxxxij **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**
més, sont si mauvais, que les Commandans
ont menacé publiquement de faire sur cet
objet une protestation en forme à l'Ami-
rauté: peut-être la chose est-elle faite actuel-
lement; & cependant vous avez réduit la
plupart des vaisseaux de guerre du troisieme
rang à un complet de cinquante hommes de
moins que ce qui a été accordé par ordre
du Conseil dans la dernière guerre, à la
réquisition des Amiraux Anson, Hawke &
Boscawen. Depuis sept années consécutives
vous avez, sous différens prétextes, obtenu
de l'argent du Parlement pour réparer des
vaisseaux qui ne sont pas encore en état de
servir; & dont plusieurs ne pourront jamais
mettre à la mer. Au lieu de construire des
frégates de 32 & de 36 canons, vous en
avez fait faire de 28 & de 24, quoique la
différence du prix, relativement à leur cons-
truction, soit un bien petit objet pour le
public. D'ailleurs celles de 28 & de 24 sont
infinitement moins utiles contre les frégates
Françoises & Espagnoles. Dans toute cette
année on a lancé une seule frégate de 32,
& on n'en a point lancé de 36. De soixante
vaisseaux en ordinaire, il y en a au plus
trois qui peuvent être mis en état de se
battre entre les mois de Juillet & Décembre. A
l'égard des cinquante-sept restans, vous pou-
vez hardiment en déchirer une quarantaine
& en vendre le bois pour en faire du feu
dans les endroits où l'on manque de char-

bon. La quatrième partie de la flotte de Hardy est en si mauvais état, que vous ferez bien de ne pas la laisser dans le Golfe de Gascogne ou au-delà du cap Lizard après l'équinoxe de Septembre.

L'ALLARME.

N°. I^{er}.

(*Que ceux là entendent , qui ont des oreilles.*)

Le Docteur *Johnson* peut , s'il le juge à propos , ajouter aux services qui lui ont valu sa pension, en appelant mon *allarme* une *fausse* *allarme*. Mais s'il ne nie point les faits, je ne m'inquiéterai gueres de son opinion sur leur qualité. Que l'*allarme* soit *vraie* ou *fausse*, il n'en est pas moins constant que c'est du Gouvernement lui-même qu'elle est émanée.

A minuit précis le Samedi 17 Juillet, on a vu s'élever de Whitehall le météore le plus surprenant qui ait jamais répandu l'*allarme* parmi les peuples d'Angleterre. Dans un moment de calme & d'insouciance, tel que je ne me rappelle pas d'en avoir vû un semblable depuis plusieurs années, à l'instant même où le repos du sommeil alloit nous délasser des frivoles amusemens de la journée, pour nous préparer aux frivoles dévotions du lendemain, (la nuit du Samedi au Dimanche) voilà que tout-à-coup, & sans

daigner employer aucunes de ces gradations par lesquelles il est d'usage de disposer les esprits à quelque nouvelle innattendue : voilà que la Gazette de la Cour nous déclare tranquillement & comme si c'étoit une chose toute simple, que l'ennemi est sur le point d'envahir *l'Empire Britannique*, absolument dénué de toute espece de défense. Un événement aussi effrayant nous est annoncé avec aussi peu de cérémonie que la banqueroute d'un Marchand ou la récompense promise à ceux qui arrêteront un voleur de grand chemin.

Cependant, pour nous rassurer & faire diversion aux allarmes que pourroient nous causer les périls dont nous sommes menacés de si près, l'officieuse gazette nous donne en même tems *quelques copies de lettres* pour nous informer de la prise d'une Isle sur les côtes de la Caroline & de quelques autres *petits* avantages. Telle est au moins l'épithete dont les honore le Général Clinton lui-même : & je l'ai trouvée trop précieuse pour la changer. Ainsi tandis que d'un côté on nous attere par *l'assurance positive* du danger auquel la ville de Londres va être exposée, on cherche de l'autre à nous consoler par la *probabilité* qu'à douze ou quinze cents lieues de la Grande-Bretagne une Ville Américaine que l'on appelle *Charles-Town*, est peut-être pour quelques momens sous la domination Britannique. Mais pour guérir radicalement

dicalement nos frayeurs , espece de maladie à laquelle nous sommes fort sujets depuis quelques années , on nous administre la dose ordinaire de confortatifs dans nos défaillances , consistante en deux ou trois adresses d'Edimbourg & de Glasgow , où les Ecoissois offrent au Roi leurs vies & leurs biens , comme si l'insulte & la dérision de leur part devoient toujours aggraver nos dangers & notre détresse.

Nous sommes donc informés par l'autorité royale , dans la Gazette de la Cour , que nous devons nous attendre d'un moment à l'autre à une invasion de la part des François. Examinons avec quelque attention les mesures qui ont été prises pour nous défendre par ces mêmes Ministres à qui nous devons attribuer l'état critique où nous nous trouvons. Combien de fois le Lord Sandwich ne nous a-t il pas assurés que notre Matine seroit toujours supérieure aux forces réunies de la France & de l'Espagne ? Et cependant voilà que notre grande flotte , après avoir fait la parade , je ne sai où , pendant une quinzaine de jours , est revenue à Torbay (a) où elle est encore saine & sauve , au moins jusqu'à présent , laissant les deux flottes de l'ennemi en pleine liberté de se joindre , d'entrer dans leurs ports , d'en sortir , d'embarquer des troupes , de travailler à leurs pré-

(a) Du 5 Juillet jusqu'au 14.

ccclxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
paratifs d'invasion, en un mot, de faire tout
ce qu'ils jugeront à propos; car non seule-
ment nous avons la complaisance de ne gêner
en rien les François ni les Espagnols dans
leurs opérations, mais nous craignons même
de les inquiéter par une curiosité indiscrete.

On nous a dit que le Chevalier Hardy
étoit revenu pour compléter sa provision
de petite biere qui n'étoit pas suffisante.
Voilà ce qu'ont publié par tout les créatu-
res de nos Ministres, especes d'échos que
l'on peut regarder comme des supplémens
de la gazette, & par le moyen desquels l'ad-
ministration cherche à répandre & à accré-
diter dans le public des nouvelles & des opi-
nions trop absurdes pour que les plus intré-
pides de leurs Journalistes aient le courage
de les imprimer.

Il est assurément très-inutile de faire au-
cuns raisonnemens sur une solution aussi in-
génieuse de notre paradoxe maritime. Je me
contenterai d'observer, comme une chose
singuliere, que le Lord Sandwich ne se dé-
fend jamais sur son innocence toutes les fois
qu'on lui reproche de s'être mal conduit.
Sa méthode, dans ces occasions, est assez
curieuse pour être rapportée. En général
il commence par s'avouer coupable; mais
il ne veut pas convenir que ce soit du
défaut dont on l'accuse. Par exemple lorsque
nous voyons la flotte Angloise chercher pour la
seconde fois, le 17 Juillet, un azile contre

la supériorité de l'ennemi, les partisans du Lord Sandwich publient hautement que cette infériorité de notre flotte (infériorité qui le rend coupable de trahison) n'est pas la cause qui a forcé Hardy d'abandonner sa croisière, & qu'il n'est rentré que parce qu'il manquoit des approvisionnemens nécessaires pour sa flotte, ce qui prouve une négligence non moins criminelle de la part du Ministre de la Marine. Cette absurdité me rappelle l'histoire du Brigand qui prétendoit que ce n'étoit point pour massacrer les passans, mais pour les estropier, qu'il se tenoit en embuscade sur les grands chemins. Cette distinction ne l'empêcha pas d'être pendu. J'ignore quel avantage le Lord Sandwich se promet d'une plaisanterie de cette espece. Tout ce que je fais, & ce qui malheureusement n'est que trop vrai, c'est que la flotte a quitté sa station, que l'ennemi est maître absolu de la mer, & que la proclamation insérée dans la Gazette de la Cour, annonce hautement une invasion.

Tel est l'état de notre flotte dans ce moment de danger, dans ce moment d'alarme, oui d'alarme, de consternation, d'autant plus juste qu'elle nous est ordonnée *de par le Roi*. Ces flottes, qui après la protection de la Providence, avoient suffi jusqu'à présent pour mettre à couvert de tout danger les Isles Britanniques qu'elles environnoient

ccclxxxvii] **AFFAIRES DE L'ANGLETERRE**
d'un rempart inexpugnable, se fauvent dans nos ports pour y cacher leur foiblesse & la honte qu'elles ont sans doute de mandier pour elles-mêmes à nos rivages la sûreté qu'elles devroient leur procurer. Tel est l'usage que l'on fait de ces forteresses flottantes, seule défense de notre Empire. Telles sont les armes que les Ministres du Roi opposent à l'ennemi.

Mais sans doute, dira quelqu'un de leurs partisans, qui sont tous, comme de raison, des hommes très-désintéressés, sans doute les Ministres, instruits qu'il étoit impossible de compter sur la Marine Angloise tant qu'elle seroit conduite par le Lord Sandwich, ont pris toutes les précautions nécessaires & suffisantes pour veiller d'une autre manière à notre sûreté. A la bonne heure! — Il fut un tems cependant où nous ne serions pas entrés facilement en composition sur la foiblesse reconnue de notre flotte, & où il auroit été un peu dur pour nous de renoncer à la protection jusqu'alors si efficace de notre Marine & d'être obligé de rayer cet article essentiel de l'état *des voyes & moyens* de la défense nationale.

Mais par complaisance pour le système à la mode, il faut me faire violence, le cœur navré d'angoisses, retirer mes yeux & mes espérances d'une marine confiée aux soins d'un Lord Sandwich. Il faut bien, je le sens, entendre enfin raison, & compter ab

solument pour rien une force, qui sous la direction de ce grand homme, n'a eu d'effet que contre nos Commandans & n'a servi qu'à priver l'Angleterre des services d'un Keppel & d'un Howe. Je m'attacherai aux moyens de défense qu'on a substitués pour la première fois à ceux qui jusqu'à présent ne nous avoient jamais manqué. En conséquence ma prochaine *allarme* commencera à l'examen des mesures concertées par les Ministres, & des moyens qu'ils ont pris pour chasser l'ennemi du Royaume dont, suivant leur propre aveu, ils ne peuvent lui fermer l'entrée. Puisqu'ils ont renoncé à toutes idées de défense maritime, apparemment les préparatifs qu'ils ont fait sur terre peuvent y suppléer efficacement: c'est ce qu'il faudra voir.

[On est obligé de remettre au numéro prochain les numéros 2 & 3 de l'allarme.]

P. S. du 28 Juillet

ON assure ici généralement que la première rentrée de l'Amiral Hardy à Torbay le 5 Juillet, a eu pour motif la peur que lui avoit faite la flotte de Saint Domingue qui est arrivée quelques jours après à Brest, & qu'il avoit prise pour l'escadre du Comte d'Orvilliers. On conçoit que cette découverte est délicieuse pour les amis de l'Amiral Keppel, & qu'ils n'ont point manqué

b b iij

de rappeler à la nation que M. Keppel n'avoit pas hésité à se présenter devant Brest, quoiqu'il n'eût pas plus de vingt-deux vaisseaux de ligne, ce qui est bien éloigné de trente trois.

L'escadre de l'Amiral Hardy, qui avoit relâché, comme je vous l'ai annoncé dans ma dernière lettre, dans les eaux de Plymouth, non pas le 18 mais le 17, a passé devant Falmouth le 18 au soir avec un bon vent. On conjecture que sa rentrée a été occasionnée par la rencontre qu'elle a faite de la frégate le *Levant* qui arrivoit de la Méditerranée, & par laquelle on a appris que l'escadre Espagnole avoit passé le cap Lagos. Cette frégate a été arraisonnée par les Espagnols qui ne l'ont point arrêtée, parce que le Commandant n'avoit pas encore atteint la hauteur où il devoit être arrivé avant d'ouvrir ses ordres.

Lorsqu'on apprit à Londres le 21 que l'escadre de l'Amiral Hardy avoit reparu dans les eaux de Plymouth, les Ministres qui craignirent qu'on n'attribuât ce retour, comme cela est arrivé, à la connoissance que l'Amiral auroit eue de la jonction déjà effectuée ou bien prochaine des flottes Française & Espagnole, firent répandre dans Londres que l'escadre revenoit pour faire de l'eau. Comme cette raison fut généralement trouvée absurde, l'escadre n'ayant quitté Torbay que le 14. quelqu'un fit mettre dans

les gazettes que ce n'étoit point le manque d'eau qui la faisoit rentrer, mais le manque de bois, & cela est très-vrai, car on a toutes les peines du monde à lui compléter trente-cinq vaisseaux de ligne: peut-être même ne les a-t-elle pas encore, le *Formidable*, de 90 canons, qui est parti le 25, pouvant avoir été repoussé par le vent.

La vraie raison, dit un Gazetier Anglois, pour laquelle l'Amiral Hardy n'a point trouvé les escadres Françoise & Espagnole, c'est qu'il ne les a point cherchées. Ses ordres sont positifs de ne point s'écarter de l'entrée de la Manche qu'il n'ait été renforcé de six autres vaisseaux de ligne, que le premier Lord de l'Amirauté assure devoir être prêts vers le 15 Août au plus tard. C'est avec cette force qu'il ira se mesurer contre une armée d'un tiers supérieur à la sienne.

On assure qu'il regne une grande mésintelligence entre les Officiers Commandans de l'escadre, & que notamment le Chevalier Hardy & le Lord Mulgrave, un des Commissaires de l'Amirauté, sont très-mal ensemble: on en appréhende des suites fâcheuses.

Il ne faut point attendre de si-tôt la nouvelle de quelqu'action entre l'Amiral Hardy & les Alliés. Nous ne pouvons point nous y exposer, disent tous les Gazetiers Anglois, que nos flottes des Isles & de la Jamaïque ne soient rentrées. La premiere doit

être de trois cents voiles , la seconde est aussi très-considérable. Si elles sont interceptées par l'ennemi , il conservera une telle supériorité , que nous serons obligés d'éviter toute rencontre jusqu'à la fin de la campagne. Ceux qui se flattent que les cinq ou six vaisseaux de ligne de l'Amiral Byron qui reviendront avec ces flottes , pourroient augmenter nos forces , ignorent donc dans quel misérable état se trouvent ces vaisseaux ainsi que leurs équipages.

Deux vaisseaux de l'Amiral Byron ont été désarmés à Sainte Lucie faute d'hommes. Ils en ont perdu chacun trois cents. Il n'en reste plus que cent sur le *Raisonnable* , de 64 canons , qui , d'après les dernières nouvelles de New-York , étoit à Rhode-Island.

On prétend que le 21 l'Amiral Hardy étoit à neuf lieues au Nord d'Ouessant.

Le 18 au soir on l'avoit vû à quinze lieues Sud-Ouest des Sorlingues , portant au Nord.

Le 23 Juillet il est arrivé de Londres à Portsmouth un Exprès qui s'est embarqué aussitôt pour porter de nouveaux ordres à l'Amiral Hardy.

Le *Chatham* , de 50 canons , qui ramenoit la flotte de la Méditerranée , a relâché à Lisbonne.

Il paroît que le *Chatham* marchoit à la queue de l'escadre Espagnole. Il est entré le 14 à Lisbonne. On a eu connoissance de cette escadre le 16 à quarante lieues du cap.

Finistère. On assure qu'elle est de quarante-cinq voiles.

Le *Pélican*, frégate de 24 canons, est arrivée le 24 Juillet de Lisbonne à Portsmouth.

Le 21, étant par 47 de Latitude, il s'est battu pendant une heure & un quart avec une frégate Françoisise, à laquelle il a eu le bonheur d'échapper à la faveur de la nuit. Elle lui a tué quatre hommes & en a blessé dix neuf.

Le *Jupiter* de 50 canons & le *Thétis* de 32 ont aussi cherché un azile dans Lisbonne.

Le *Pélican* est venu en toute diligence demander des ordres pour le *Chatham* & son convoi. On croit qu'on les fera venir par l'Irlande. Un Brigantin Portugais parti d'Oporto le 10 Juillet, a relâché le 24 à Bristol. Il a rencontré le 15 par 43—30 de latitude l'escadre Françoisise forte de vingt-huit Vaisseaux de ligne, dix Frégates, deux brulots, &c. & à douze lieues de terre une Escadre Espagnole de huit Vaisseaux de ligne, trois frégates, un brulot, &c. le Cap Finistère étant au S. S. E. Il a été arraisonné par les deux Escadres à qui il a fait voir ses papiers. Elles croisoient à une lieue de distance l'une de l'autre. Le Capitaine a entendu dire sur les Vaisseaux où il a monté, que les deux Escadres attendoient une jonction d'une troisieme venant de Cadix.

On n'espère point ici que Gibraltar, blo;

qué aussi sérieusement qu'il paroît l'être , puisse tenir long-temps. Cette forteresse n'est jugée imprenable que quand elle est soutenue d'une puissante armée navale pour la couvrir du côté de la mer.

Il y a dans Gibraltar vingt prises très- riches ; dans ce nombre on en compte douze chargées de tabac , de ris & d'indigo , & quatre faites sur les Espagnols qui sont remplies d'argent , de cochenille & autres effets de l'Amérique.

Une certaine canonade du 11 Juillet qui paroît avoir également intrigué les deux bords opposés de la Manche étoit un simulacre de défense dans l'Isle de Jersey. Elle avoit fait croire dans l'Isle de Guernesey que celle de Jersey étoit envahie par l'ennemi. Le Général Conway qui avoit ordonné cette fausse allarme , & qui en a conduit toute la manœuvre , a écrit au Ministère que ce n'étoit point l'Isle de Jersey qui étoit menacée d'une descente , & que les préparatifs de l'ennemi avoient un bien plus grand objet.

Il n'est point sage , c'est la remarque de quelqu'un , de donner de fausses allarmes sous le prétexte d'exercer les Peuples à se défendre. Ce fut ainsi que ce berger qui s'amusoit à crier *au loup* sans sujet , n'eut point de secours lorsque le loup parut. Le Lord Macartney , Gouverneur de l'Isle de Grenade , voulut il y a quelques mois jouer à ce jeu-là. Ses Colons accoururent , tout armés de tous

les quartiers de l'Isle & dans les meilleures dispositions pour repousser un envahisseur. Le Gouverneur les retint trois ou quatre semaines, leur faisant faire journellement des marches, des contre-marches, des parades, &c. Ils en furent si ennuyés & si fatigués, qu'ils l'abandonnerent tous en jurant de ne pas revenir quelque chose qu'il pût faire, & quelque sujet qu'il eût pour les rassembler de nouveau.

On assure que le Roi a dit qu'il aimeroit infiniment mieux mourir à la tête de ses armées, en défendant son Pays d'une invasion, que de donner sa sanction à l'indépendance Américaine dans le Parlement.

Une gazette du 24 Juin annonce qu'il regne depuis quelques jours dans le Comté de Kent une fièvre épidémique de la plus maligne espèce : qu'en quelques heures elle emporte ceux qui en sont attaqués, après leur avoir fait souffrir les tourmens les plus cruels, & qu'elle est fatale sur-tout aux Etrangers. Celui qui débite cette nouvelle montre une vive appréhension que la contagion ne gagne le camp Anglois. Mais il y a des gens qui soupçonnent que c'est plutôt une ruse pour jeter l'alarme dans l'armée François, & déranger le plan d'invasion. Il est cependant douteux que cela produisît cet effet. Les François savent que le feu purifie l'air & ils portent avec eux de quoi en faire.

Jusqu'ici les corps de volontaires qui doit-

vent être levés en vertu du nouvel acte du Parlement, pour le doublement de la milice, ne se montent pas à dix mille hommes. C'est encore loin de trente mille !

Dans les sessions de quartier tenues à Guilford en Surry le 14 Juillet, on a demandé qu'il fût délibéré sur les secours à prêter au Gouvernement, & il a été arrêté que cela ne se feroit que par des contributions particulieres pour enrôler des Matelots, & que ces contributions ne seroient point laissées à la disposition des Ministres. On s'est refusé à la proposition d'assembler le Comté, pour faire de cette collecte une affaire nationale. La même tentative a échoué pareillement à Reading & à Hereford.

Il y a quelque temps que les bâtimens de transport rassemblés à Cork pour l'Amérique, y attendent le convoi de deux Vaisseaux de guerre. Ils ont à bord des provisions pour l'armée Angloise pendant quatre mois. Cette armée doit souffrir en les attendant la plus grande détresse.

On a ici des Lettres très-sûres de Philadelphie, qui détruisent tons les bruits semés par les Ministres de prétendues dissensions dans le Congrès. Au contraire ce corps est plus uni que jamais. La circulation de son papier-monnaie n'a souffert quelque difficulté passagere que dans l'armée. Il a toujours eu sa valeur parmi les Marchands. Mais on est parvenu à surmonter tous les inconvéniens par les mesures vigoureuses & sages

du Congrès, qui est infatigable dans ses travaux politiques, pour mettre sur le meilleur pied les finances & le commerce des Etats-Unis.

On apprend par une gazette de Boston du 26 Avril, que le Commandant Anglois à la Géorgie avoit demandé à celui de New-York des renforts, & que le 4 Mai l'armée Américaine dans la Caroline Méridionale, se renforçoit tous les jours, & monroit les plus vigoureuses dispositions. Il étoit dit dans les mêmes nouvelles du 4 Mai, que l'ennemi avoit tenté de faire bruler Charles-Town par des incendiaires; mais que le coup avoit manqué. On se réjouissoit à Boston à l'occasion du retour du Commodore Jean Hopkins, avec les sept prises importantes que sa petite escadre a faites sur la flotte Angloise de New-York pour la Géorgie. Parmi les effets, se sont trouvés des uniformes & des armes pour un régiment de Cavalerie, & au nombre des passagers Anglois 24 Officiers de divers grades & un Colonel Campbell, qui assure que cette perte pour l'Angleterre balancera tous les avantages que ses troupes pourront remporter de la Géorgie. Le *Jason*, vaisseau de guerre de 20 canons, & de 150 hommes d'équipages, n'est pas un des moindres articles de cette capture.

On commençoit à remarquer le 24 que le Gouvernement devoit avoir reçu des

cccxcviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
nouvelles du Général Prévôt ; & qu'il est
fort à craindre qu'il n'ait éprouvé devant
Charles-Town le sort du Général Burgoyne.

Il est arrivé le même jour au Lord George
Germaine des lettres de Pensacola dans la
Floride Occidentale , qui ont été apportées
par le vaisseau armé le *Sylphe* , avec un petit
convoi de trois bâtimens interlopes valant 50
mille livres sterling. Elles n'apprennent rien
sur le sort du Général Prévôt ou de Charles-
Town.

Une lettre de New-York , dattée du 17
Juin & rapportée par une gazette du 26
Juillet , s'explique clairement sur l'expédition
du Général Prévôt. D'après ce qu'elle en dit,
c'est une affaire manquée , comme elle le
fut en 1776. Ce mauvais succès est im-
puté à la jalousie du Général Clinton , qui
n'a pas voulu qu'une entreprise si importante
pût réussir sous la conduite d'un autre , après
avoir échoué sous la sienne. En conséquence
il n'a envoyé aucuns renforts au Général Pré-
vôt , quoique celui-ci n'ait cessé de lui en
demander. Celui qui écrit cette lettre attri-
bue au même principe le peu de parti
qu'on a tiré de l'expédition de la Virginie.
Il prétend que le Général a craint d'y en-
voyer des troupes , parce qu'elles auroient
pû marcher contre Charles-Town & secon-
der le Général Prévôt. Il annonce que l'ex-
pédition tentée au commencement de Juin
sur la riviere d'Hudson , servira de prétexte

au Général Clinton pour se justifier de n'avoir point envoyé ces renforts, & que c'est tout le profit qu'on tirera de cette nouvelle tentative. Les troupes Angloises à New-York & à l'Isle Staten, se montent à quinze mille hommes effectifs. — Il y a en outre treize régimens à Rhode-Island & neuf à Halifax. Si on réussit dans la tentative sur la riviere de Hudson de maniere à s'y établir, on tirera cinq régimens de Rhode-Island. La lettre finit ainsi : » un petit renfort envoyé au Général Prevôt auroit mis en notre possession les deux Carolines «.

Il circule dans Londres un lettre écrite de Gorée le 23 Mai, par un Officier des troupes Angloises qui y ont été transplantées, voici en quels termes cet Officier s'exprime. » Le grand convoi de vaisseaux qui est venu ici d'Angleterre sous l'escorte de la frégate la Hyene, ne trouve a se défaire d'aucune de ses marchandises. Les vaisseaux de guerre nous quittent aujourd'hui pour aller chercher l'Isle Gambie & le fort James qui n'y sont plus. Ils nous laissent sur un affreux & détestable rocher, où il faut que nous périssions par les maladies & la chaleur. Cette expédition est bien la plus indigne, la plus extravagante opération que nos Ministres aient à se reprocher. Un Capitaine B... qui a commandé notre débarquement, ici a été assez lâche pour y piller de la chandelle, des rideaux & du vin. »

CCCC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'exposé des motifs de la conduite du Roi de France, relativement à l'Angleterre a fait fermenter la bile du parti Ministeriel dont les gazettes ont vomie un torrent d'injures contre cet écrit. Une gazette de l'opposition s'est contentée de dire, » Nos Ministres sont présentés, dans ce Manifeste François, comme des hommes rusés artificieux & entreprenans; en vérité, on leur fait bien de l'honneur! »

Il y a eu une émuté considérable à Hastings à l'occasion de la presse. C'est un port de la côte de Suffex, dans lequel on n'est pas plus rassuré qu'ailleurs contre les préparatifs qui se font en France pour une descente.

P. S. du 29.

La grande escadre Angloise est encore rentrée! C'est pour la troisieme fois. Je ne puis vous peindre, Monsieur, tout le trouble que cause ici cette nouvelle. C'est absolument dans ces jours-ci que sont attendues les flottes de l'Inde, des Isles du Vent & de la Jamaïque. Celle des Isles du Vent, estimée quatre millions sterling, est partie le 16 Juin, Toute la Bourse est dans la désolation. Si les Ministres y paroissent ils seroient lapidés. Leurs créatures s'efforcent de les justifier, en débitant que c'est un gros tems qui a forcé l'Amiral Hardy à revenir

le

le 27 dans les eaux de Plymouth, & que deux de ses vaisseaux, le *Terrible* & le *Berwick*, ont souffert des avaries considérables. Toutes ces raisons, fort peu consolantes d'ailleurs, ne font qu'aigrir l'humeur des mécontents. » Est-ce que les Amiraux *Hawke* & *Boscawen*, qui passoient des hyvers entiers dans le Golfe de Biscaye, auroient ramené dans les ports toute une armée navale, pour un ou deux vaisseaux maltraités? N'est-ce pas une preuve frappante que l'escadre Angloise est si prodigieusement inférieure à celle des ennemis, que l'absence de deux vaisseaux est pour nous un désavantage de la plus grande conséquence, & que dans cet état notre Amiral n'a plus d'autre parti à prendre que de se sauver, que de venir voir si enfin il aura ces renforts que jusqu'ici on lui a fait vainement espérer? « Il est constaté que l'Amiral Hardy, dans sa croisière du 18 au 27, n'a pas été plus loin que le cap Lizard. Il y a été vu le 24 par M. Stiles, Officier dépêché de Quebec, qui est arrivé à Londres le 26. Le *Terrible* a eu son grand mât abbatu: il faut qu'il rentre dans le port, où il aura besoin d'une réparation qui ne peut pas durer moins de dix à douze jours. Le *Berwick* est à peu-près dans le même état. Il est vraisemblable que les autres vaisseaux auront aussi souffert de la tourmente, & que les équipages en sont très-fatigués. Cela n'empêche point que les

cccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

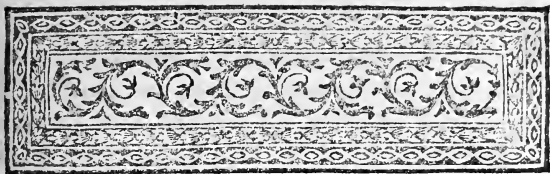
Ministres ne fassent débiter que l'ordre est parti hier 28 au soir pour que l'Amiral Hardy remette à la mer à tous risques, & qu'il gagne l'Ouest de l'Irlande pour assurer le retour des flottes.

Un Capitaine Portugais arrivé à Portsmouth le 28, a déclaré qu'en passant la nuit à quinze lieues du cap Finistere, il a compté soixante fanaux & qu'au jour la flotte lui a paru être de cent cinquante voiles, dont environ soixante de ligne. Ce rapport n'a point de date; mais comme il faut bien huit jours pour venir du cap Finistere aux ports Anglois, ce peut être vers le 18 Juillet qu'il a eu cette connoissance.

Plusieurs incendies ont éclaté à Plymouth dans la semaine dernière. Les ouvrages qu'on élève à la hâte aux environs de cette Ville, font juger aux Habitans que la descente est attendue de leur côté: on n'imagine point dans quelles agitations ils vivent.

On dit que les nouvelles apportées de Québec sont très inquiétantes. Il transpire que les Canadiens veulent se réunir au Congrès. Il se débite aussi que le Général Prévôt a eu le sort de Burgoyne, & qu'il s'est sauvé, lui dix-septième. Je ne puis cependant point garantir ces nouvelles; mais la défaite du Général Prévôt passe pour constante.

F I N.



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 3 Août 1779.

C E n'est point sans motifs, Monsieur, que j'ai réservé pour cet ordinaire les deux nouveaux *numéro* de l'écrit intitulé l'*Allarme*, sur l'invasion dont l'Angleterre se croit aujourd'hui menacée. Les solides réflexions qu'ils m'ont paru contenir, accompagnées de la censure que le Duc de Richmond a faite lui-même de la Proclamation pour écarter des

ij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

côtes les bestiaux & les provisions, auront bien plus de poids que mon suffrage seul n'auroit été capable de leur en donner. Vous remarquerez dans le N.^o III un hommage non suspect rendu par un ennemi à la justice des motifs qui ont mis les armes à la main de la Maison de Bourbon contre la nation Angloise, pour venger, avec sa querelle particuliere, la cause de la liberté générale, dont il est visible que l'Europe entière lui a confié les intérêts.

L'Allarme.

N.^o II.

IL s'agit actuellement de voir quelles sont les mesures qui ont été prises par nos Ministres, & d'examiner si leurs préparatifs sont proportionnés au danger, ainsi qu'à la terreur dont ils paroissent eux-mêmes frappés...

Ce n'est point dans la saine raison qu'ils placent leur confiance. Ils vont déterrer tout ce que leurs prédécesseurs ont pu faire d'absurdités & d'inepties, pour y prendre des leçons ; & au lieu de regarder comme une ressource précieuse un grand nombre de Soldats braves & bien aguerris, c'est dans un tas poudreux de vieilles Gazettes qu'ils vont chercher des lumieres & des moyens de défense. Voilà les respectables archives où ils ont découvert que jadis il y avoit eu une proclamation

pour ordonner de retirer le bétail. Ils se faisoient avec avidité de ce trésor ; & après avoir réussi à conquérir l'Amérique par des actes du Parlement , ils ne doutent point qu'ils ne parviennent de même à chasser l'ennemi du cœur du Royaume , par des extraits d'anciennes Gazettes de la Cour Comme toutes leurs mesures dans la poursuite de la guerre américaine , ont porté sur la violation de nos libertés , il étoit naturel que leur première opération pour la défense de nos foyers fût la destruction de nos propriétés.

Tout cela pourroit encore passer , si ce rempart de *Gazettes* nous promettoit la moindre sûreté : ou si la sagesse de nos Ministres avoit eu la complaisance de nous apprendre comment nous devons exécuter leurs ordres ; si au moins ils nous eussent fait voir qu'en *dévastant nos propres possessions* , nous ferions quelque mal à l'ennemi.

Je n'ignore point que dans la multitude infinie de calamités qu'entraîne la guerre , il est quelquefois nécessaire de ravager son propre pays , & qu'en détruisant ses provisions , on peut affamer l'envahisseur. Mais , selon moi , c'est un pays qui ne vaut pas la poudre qu'on y brûle , que celui qu'on ne peut défendre qu'en le détruisant , & dont le Gouvernement ne fait écarter l'ennemi que par des moyens qui en rendent la possession plus onéreuse que profitable.

iv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Mais nos Ministres se moquent de toutes ces observations, & ils vous disent froidement qu'ils font ce qui s'est fait dans de pareilles circonstances. Malgré toute la déférence que je leur dois, j'avoue que je ne suis pas sans inquiétude sur une guerre qui se fera par des *exemples*. Sans avoir une trop haute idée de l'humanité françoise & espagnole, n'est-il pas permis d'espérer, qu'à moins que le Ciel n'ait résolu notre perte pour nous punir de nos iniquités, la maniere de faire la guerre, qui de nos jours s'est heureusement introduite en Europe, aura lieu aussi pour nous; & qu'un ennemi civilisé ne se croira pas autorisé à s'en écarter, & à suivre les exemples d'une barbarie atroce que nos Ministres ont tant de fois donnés dans cette guerre d'Amérique, & qu'ils viennent de faire renouveler dans la Virginie?

Tachons donc, s'il est possible, de bien entendre la Proclamation Royale.

» A l'apparition de l'ennemi, on doit retirer & éloigner des côtes de la mer le bétail & les provisions. «

Tel est mot à mot l'ordre du Roi. Comment devons-nous l'interpréter? Premièrement, qu'entend-on par cette *apparition de l'ennemi*, & comment fixer l'instant de l'éloignement en question? Sera-ce sur la découverte de trois voiles ou de trois cent? Cet événement doit-il être constaté par le jugement réfléchi de quelques personnes raison-

nables, ou faudra-t-il s'en rapporter aux terreurs paniques de la multitude? Y aura-t-il des Habitans autorisés à prescrire à tous les autres ce qu'ils doivent faire, ou si chacun aura la liberté de se conduire comme il le jugera à propos?... Certainement on aura besoin de quelqu'autorité pour forcer l'obstination stupide ou intéressée de ne point mépriser une grande flotte, & pour contenir les poltrons dont la vue pourra être troublée par leur effroi, & qui transformeront en escadres formidables des flottilles de bateaux pêcheurs....

Poursuivons. » Le Bétail, &c. doit être » éloigné de la côte sur laquelle l'ennemi pa- » roitra. » — Fort bien. — Le voilà qui pa- roît sur la côte de Cornouaille. — Retirons- en au plus vite tout le bétail, & les provisions. — Bon! le voilà qui passe du côté de Devonshire. — C'est de-là qu'il faut retirer le bétail & revenir comme les Patriarches avec nos vaches, nos moutons, nos chevaux & nos ânes, sur la côte de Cornouaille. — Le vent change, & l'ennemi reparoît à la vue de cette dernière Province. — Même déménagement pour retourner dans le Devonshire. — Mais voilà ces côtes débarassées de l'ennemi, & il faut faire les mêmes émigrations dans les Comtés de Dorsetshire, de Hampshire, de Suffex, de Kent & d'Essex. Dans tous ces cas, pas le moindre ordre, pas le plus petit mot d'instruction sur ce

vj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'il convient de faire pour prévenir une confusion ruineuse & une inutile destruction.

Ensuite, — à quelle distance de la côte faut il retirer le bétail & les provisions? Cet objet est assurément très essentiel; cependant la proclamation n'en parle seulement pas.

En cas que l'ennemi arrive, comme cela est probable, dans le tems où les grains seront sur terre, qui nous dira s'il faut les couper sur pied, & jusqu'à quelle distance de la côte? Encore un point très-essentiel, & sur lequel la proclamation ne donne pas le moindre éclaircissement. Laisse-t-on les blés sur pied? voilà l'ennemi abondamment approvisionné. Les détruit-on? — Qui nous garantira de la famine, après la destruction totale des récoltes dans tant de Pays, dont quelques-uns mêmes fournissent des grains à beaucoup d'autres Provinces? — Hélas! nous n'avons plus les ressources de l'Amérique, pour suppléer à nos besoins.....

Enfin, où irons nous, & qui recevra ce bétail & ces provisions? Quels sont les Officiers commis pour en rendre compte & en prendre soin? — Personne. — Silence absolu sur tout cela; comme si les Ministres du Roi croyoient en avoir assez fait, en nous indiquant les moyens de détruire ce qui nous reste de nos propriétés, ouvrage auquel, selon la proclamation, les François & les Espagnols voudront bien concourir. Quant aux dédommagemens ou indemnités

pour le dégât & la destruction que nos Ministres ordonnent, bien loin d'avoir pris aucun engagement à ce sujet, ils n'en ont pas même fait la moindre mention.

Nous sommes encore obligés de leur demander, si les habitans doivent s'en aller avec leurs grains & leurs provisions. Dans ce cas, il est aisé de prévoir ce que deviendront leurs maisons & leurs meubles; mais on ne voit point du tout comment ils seront indemnisés de ces pertes. La Proclamation garde le plus profond silence sur cet objet. Chacun ayant la liberté du choix, les habitans, & sur tout ceux des Villes, préféreront de rester dans leurs habitations. Alors doivent-ils garder quelques provisions, & de quelle espèce? Il me semble qu'ils feront très-bien d'en garder. Mais dans ce cas j'appréhende fort que l'ennemi ne veuille *au moins* partager avec eux. En effet, leurs personnes & leurs maisons se trouvant ainsi en sa puissance, ce seront pour lui d'excellens otages, pour faire revenir le bétail & toutes les provisions, quand il le jugera à propos. Si l'humanité de nos Ministres refuse la restitution des effets dont leur sagesse a ordonné l'enlèvement, alors tant pis pour les habitans, qui pourront bien payer de leurs têtes le déficit de leurs granges.

Mais si les habitans, hommes, femmes & enfans, sont obligés de se retirer avec tous leurs effets, notre Ministère ne devoit-il pas

viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

leur assurer quelqu'asyle, & en supposant qu'il s'embarraſât fort peu de leur fortune, prendre au moins des précautions pour leur vie, & ne les pas laisser à la merci des malfaiteurs, & de l'intempérie des saisons?.....

Mais le Peuple paroît plongé dans une stupide apathie; & c'est le seul objet où la politique de nos Ministres ait réussi. Je dois cependant les prévenir que leur triomphe sur l'esprit public, l'intégrité, la vertu & la liberté de la Nation, pourra être plus complet qu'ils ne le *désirent eux-mêmes* : que l'abattement actuel du Peuple provient moins de sa soumission à leurs volontés, que de son indifférence pour tous les événemens : qu'après avoir perdu jusqu'à l'espoir d'avoir une administration sage & bien réglée, qui est le premier avantage de toute société, il s'embarraſſe fort peu de défendre ceux qui lui restent; & qu'il ne voit pas grande différence entre le despotisme françois, & un Gouvernement Britannique aussi perverti que celui qui nous a réduits à la détresse où nous sommes.

L'Allarme.

N°. III.

Les Ministres, comme nous l'avons vu, ayant très sagement cessé de mettre leur es-

poir & leur sureté dans l'escadre du Chevalier Hardy, qu'ils ont rappelé, & ayant placé toute leur confiance dans la Gazette de la Cour, avec laquelle ils ont forcé de voiles, il est bon d'examiner & de suivre pas à pas la marche de leur politique. Tandis qu'avec une égale indifférence nous attendons & ils attendent le petit événement annoncé par eux dans la proclamation du Roi, mettons sur le tapis quelque froid sujet de politique afin de tuer le tems & d'employer l'intervalle qui doit se trouver entre l'avertissement & l'événement, intervalle à peu-près pareil à celui qui s'écoule entre l'arrivée de la Compagnie dans une maison & l'instant où l'on sert le diner.

Le Lord Amherst notre digne Commandant en chef, annonça à la Chambre des Lords (c'étoit je crois le dernier jour de la session où il fut question d'affaires) que nous devons penser uniquement à la défense du pays. Cette nouvelle étoit assurément bien consolante pour nous qui ne faisons la guerre que pour conquérir un continent vaste & éloigné. Il étoit sans doute réservé à la sagesse incomparable de nos Ministres de se restreindre à un plan de guerre défensive en même tems qu'ils s'interdisoient toutes les voies de pacification : de se reconnoître incapables d'entrer en lice avec leurs ennemis déjà déclarés, dans le tems même

X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'ils irritoient & provoquoient un nouvel ennemi tout aussi puissant.

Les Ministres ont cependant persévéré dans cette conduite; & nous avons vu, ainsi que nous le verrons toujours, d'après des expériences trop multipliées, qu'ils ont mis à un prix beaucoup trop haut leur fonds de soumission passive, toute excessive qu'elle est, lorsqu'ils ont cru qu'elle pouvoit payer pour la pétulance audacieuse de leurs propos. Il étoit déjà notoire à tout le monde (le Roi & eux exceptés) qu'ils ne pouvoient plus regagner par leurs armes le riche & grand pays qu'ils avoient perdu par leurs conseils. Ce fut alors & non auparavant que la France reconnut l'indépendance que l'Amérique s'étoit donnée, & elle le fit sans prétendre à autre chose qu'à commercer avec un pays que nous ne pouvions plus gouverner. Son Ambassadeur fut renvoyé de notre Cour, & nous sommes entrés en guerre avec cette Puissance redoutable, nos Ministres n'ayant pas seulement examiné si l'Amérique demandoit quelque chose de plus que ce qu'elle possédoit dans ce tems là, ni considéré que cette même Amérique refusoit ce qu'elle étoit maîtresse de donner ou de retenir.

Le bruit de leurs grands mots & l'écho de leur jactance dans un Parlement corrompu, ne furent pas plutôt hors de leurs oreilles, que le cœur leur manqua & une poltronerie

raisonnée succéda à un emportement inconfidéré & à une témérité extravagante. La médiation de l'Espagne fut baslement recherchée ou acceptée avec une très-humble reconnoissance. On se flatta que les conseils de l'Espagne nous tireroient d'une guerre que les Ministres du Roi n'avoient été ni assez sages pour prévenir, ni assez habiles pour diriger, quoique toutes les richesses & toutes les forces du Royaume leur eussent été données à discrétion & avec la plus excessive prodigalité.

A l'ombre de cette médiation les Ministres se sont reposés pendant neuf grands mois. Ils avoient tout ce qu'ils désiroient d'avoir, leur revenu & leur autorité. Quant au peuple Anglois, la seule acquisition que lui aient valu ces négociations, a été un ennemi de plus, un ennemi aussi irrité que formidable.

L'Ambassadeur d'Espagne s'est retiré de notre Cour, nous laissant une déclaration de guerre à laquelle nos Ministres ont opposé leurs armemens favoris, leur redoutable artillerie, c'est-à-dire, les adresses des deux Chambres. Mais ne mettant point toute leur confiance dans l'armure pesante de l'adulation du Parlement, ils ont songé à lever des troupes légères, d'adresses Ecoissoises. Ce Parlement, qui s'est engagé si facilement à soutenir la guerre, a oublié de s'informer des motifs de cette guerre, & ne s'est pas inquiété

un moment de la nature d'une médiation qu'il a vu avec tant d'humeur abandonnée par l'Espagne. De sorte que le Parlement qui a promis, & le peuple qui doit payer, non seulement de sa bourse, mais encore, selon toutes les apparences, de son sang, sont dans la plus parfaite ignorance, & des objets de cette médiation, & de la manière dont elle a été entamée, & des principes sur lesquels elle a été suivie, & des difficultés qui l'ont fait rompre. L'Ambassadeur d'Espagne a été le premier qui, après une négociation de plusieurs mois, nous ait appris que son Maître étoit médiateur. L'Ambassadeur d'Espagne a été le premier & le seul qui nous ait informés que le Roi son maître avoit retiré sa médiation. Enfin, ce même Ambassadeur nous a dit encore le premier que Sa Majesté Catholique, au lieu d'interposer plus longtems sa médiation amicale entre la France & l'Angleterre, se joindroit à Sa Majesté Très-Chrétienne pour nous faire une guerre offensive. Voilà la nouvelle que notre ennemi nous a donnée, & c'est la seule nouvelle que nous ayons reçue directement.

Il est vrai que nous avons appris indirectement que l'Espagne, à l'imitation de la France, avoit insisté sur l'indépendance de l'Amérique, comme la base d'une paix générale. Je conviens qu'il seroit aussi humiliant de céder sur ce point à la réquisition

d'une Puissance étrangère, qu'il eût peut-être été prudent à nous de nous y résoudre d'après nos propres réflexions, ainsi que d'après le concours de toutes les circonstances où nous nous trouvions. Je parle des choses non pas telles qu'elles devroient être, mais telles qu'elles sont. Si elles ne sont pas telles qu'elles devroient être, nous connoissons ceux qui ont dirigé nos affaires & les ont rendues ce qu'elles sont. L'Amérique est actuellement en possession de l'indépendance; & il n'y a qu'une confiance entière en la sagesse & l'habileté de nos Ministres (confiance à qui il ne manque que de pouvoir s'appuyer sur l'expérience & le bon sens) qui puisse faire espérer que l'Amérique, fortifiée de l'alliance des deux plus puissans Souverains de l'Europe, fera un présent volontaire de cette indépendance à des Ministres, qui avec toutes les forces & toutes les richesses de l'Angleterre, avec des escadres formidables, avec de nombreuses armées de terre & de mer, n'ont pas pu arracher cette même indépendance à l'Amérique au commencement de sa rébellion, dans le tems où elle n'avoit aucune expérience de la guerre, où elle n'avoit pu faire encore aucuns préparatifs, où elle n'avoit point d'Alliés, & où elle n'étoit soutenue par aucune Puissance.

Certainement nos Ministres auroient dû se demander à eux mêmes s'il dépendoit de

XIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

leur générosité d'accorder ou de leur puissance de refuser l'indépendance de l'Amérique. Il étoit naturel aussi qu'avant de prendre une résolution définitive sur cet objet qui nous donne guerre sur guerre, ils fussent bien sûrs que les Américains étoient absolument à leur discrétion, & qu'il ne tenoit qu'au gouvernement Anglois de rendre l'Amérique libre ou esclave. Il fut un tems où l'on pouvoit honorer du beau nom de conquête de l'Amérique le pillage de quelques fermes sans défense, le passage de quelques troupes par des villes ouvertes ou abandonnées, ou l'exploit infiniment plus glorieux des incendies; mais hélas! ces beaux momens sont passés & je crains bien qu'ils ne le soient pour toujours. Je doute fort que le public se laisse séduire de nouveau par ces douces illusions, quand bien même le Chevalier George Collier feroit encore des conquêtes en Virginie pour les abandonner comme il a déjà fait. Mon incrédulité sur ce point ne seroit pas détruite, même quand je verrois les Américains loyaux réfugiés en Angleterre, informer le Roi dans une adresse *vigoureuse* qu'ils ont abandonné leurs biens & leurs familles dans un pays où les neuf dixièmes des habitans partagent leurs sentimens & sont aussi loyaux qu'eux, & où ils n'ont en tête qu'une poignée de misérables & de gens sans aveu, qui par une témérité sans exemple, osent se mesurer avec

une armée de soixante mille hommes de troupes réglées & des forces de mer presque aussi redoutables. Je pense que mon opiniâtreté résisteroit encore à la conviction, quand bien même ces braves gens, par surabondance de héroïsme & de loyauté, iroient jusqu'à offrir cette même existence, qui étoit trop précieuse pour l'abandonner à de méprisables bandits, & qu'ils ont eu le bon esprit de soustraire, par la fuite, à la fureur de cette canaille : quand même enfin ils pousseroient la générosité jusqu'à rendre les pensions qu'ils ont obtenues d'un Ministère respectable, en le priant d'employer cet argent au soutien de la guerre. Oui, malgré une suite de démonstrations aussi évidentes, j'avoue qu'il me sera toujours impossible de croire que le public soit encore d'humeur à se prêter à l'espérance trop flatteuse de conquérir l'Amérique.

Dans cet état des choses, les Ecrivains & les Trompettes du Ministère s'amuse à invectiver l'Opposition. — Passe donc pour les injures ! Ce petit débordement de bile peut être fort salutaire à des gens dont le fiel paroît aussi âcre que le leur, sur-tout dans la saison actuelle. Mais s'il est vrai, comme l'affirment ces Messieurs, que les Ministres auroient certainement conquis l'Amérique sans les criailleries de l'Opposition, qui les a déclarés incapables d'obtenir un tel succès, & s'il est vrai encore que la France & l'Espagne

ne se fussent jamais jointes aux Colonies réfractaires sans les prophéties de cette même Opposition qui a eu la malice de prédire que très-certainement ces Puissances feroient cause commune avec les Rebelles : quel bien veut on que tout cela nous fasse ? L'Opposition est toujours animée de sentimens aussi pervers : elle est toujours subjuguée par un charme irrésistible : elle a toujours le même mépris pour le Ministère ; & sans être aucunement découragée par le mauvais succès de toutes ses prédictions, elle n'hésite pas de déclarer avec la même assurance que ce n'est point en faisant de nouvelles sottises que nos Ministres se tireront des mauvais pas où les ont engagés leurs anciennes bévues, & qu'à force d'essayer de moyens, tous plus absurdes les uns que les autres, ils se trouveront égarés dans un labyrinthe inextricable. Tout cela est très déplorable pour la pauvre Angleterre , mais que pouvons nous y faire ? Les Ministres poursuivent leurs mesures : l'Opposition poursuit ses commentaires ; & tout le monde va son train comme par le passé. Les Ministres prétendent que c'est la mauvaise opinion que leurs adversaires ont d'eux qui est cause que toutes nos affaires tournent si mal. Nous sommes donc bien à plaindre. En effet, si les mesures les mieux concertées d'un Cabinet aussi sage que le nôtre & les entreprises de grandes armées, composées des troupes les plus braves , n'ont échoué
dans

dans le tems même où ces ressorts se dé-
ploioient avec toute la plénitude de leurs for-
ces, que par le fait seul de ce mépris de l'Op-
position pour les Ministres, que ne devons
nous pas craindre pour le moment actuel ?
Mais pour ne plus revenir sur un sujet qui
n'excite que le mépris & la dérision, je prie
tout homme qui n'a pas l'imagination assez
ardente, ou plutôt assez complaisante pour
croire qu'il ne nous faut, pour conquérir
l'Amérique, que des adresses, des proclama-
tions & des Réfugiés, je prie, dis-je, tout
homme doué de la portion de sens commun
la plus ordinaire, de se demander si nos Mi-
nistres ne doivent pas avoir & nous montrer
quelqu'espérance raisonnable d'effectuer cette
conquête ou de remplir l'objet quelconque
pour lequel nous nous trouvons engagés dans
des guerres interminables ? S'ils ne justifient
point les motifs sur lesquels ces espérances
sont fondées, nous n'avons pas la liberté
du choix ; & nous sommes obligés de con-
clure, avec ceux qui voient la situation de
nos affaires sous le jour le plus défavorable,
que les Ministres ayant mutilé un grand
empire par une folie sans exemple, ils n'ont
plus d'autre objet que de faire éclater par
la destruction du corps même un excès de
rage & de férocité qui, selon toute apparence,
n'aura jamais d'imitateurs.

Après avoir fait naître eux-mêmes l'indé-
pendance par leurs injustices & l'avoir sou-

xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tenue par leur indolence, nos Ministres ne veulent point consentir à l'admettre ; & cependant ils ne peuvent en nier l'existence. Ils refusent de la reconnoître par des traités négociés paisiblement à la Cour de Londres & dans leurs propres cabinets ; mais ils se réservent le privilege glorieux de négocier avec un Plénipotentiaire du Roi de France, dans un camp françois au milieu de l'Angleterre. Tel est le théâtre qu'ils choisissent de préférence pour reconnoître d'une manière plus éclatante l'indépendance de l'Amérique, & terminer avec une ignominie digne d'eux cette farce monstrueuse, dont le dénouement sera la ruine & l'opprobre de l'Angleterre, dépouillée à la fois de ses richesses, de ses privileges & de sa liberté.

Une proclamation royale nous annonce l'arrivée prochaine des François. Nous connoissons toute l'étendue du danger qui nous menace ; & nous savons qui sont ceux qui nous ont réduits à cette situation désespérée. Mais comment pourvoir à notre salut ? A quels moyens faut-il recourir ? De quelles mains pouvons-nous esperer des secours ? C'est ce que nous ignorons. Ce qu'il y a de certain, c'est que non seulement l'Angleterre, mais l'univers entier ne fourniroit pas d'exemples de concessions aussi déraisonnables, aussi avilissantes & aussi infructueuses que celles que nos Ministres ont faites aux Colonies par l'organe de la fameuse commission envoyée

l'année dernière en Amérique. Ce qu'il y a de certain encore , c'est qu'ils sont les seuls qui se trouvant chargés de la direction des forces d'une grande Puissance , en aient sù faire un emploi si efficace pour sa destruction , qui aient conduit une guerre avec tant d'habileté , s'il ne s'agit pour cela que de faire échouer infailliblement tous les objets qui ont pu la déterminer & qui aient montré autant de sagacité pour saisir exactement l'inverse de tout ce qui leur étoit prescrit par la politique & par le sens commun.

P. S. On assure que la Cour s'est déterminée à rendre cette Proclamation sur une nouvelle positive parvenue le 8 Juillet au Lord Weymouth , que la France assembloit cent vingt mille hommes sur les côtes les plus voisines de l'Angleterre , avec tentes , bagages , munitions , &c. & que cette armée étoit déjà prête à s'embarquer au premier ordre.

Le Vendredi 30 Juillet , il s'est tenu à Lewes , Comté de Suffex , aux assises , une assemblée provinciale dans laquelle le Duc de Richmond a lu une lettre qu'il venoit de recevoir du Lord Amherst , Généralissime , en sa qualité de Lord Lieutenant du Comté , & une lettre du Général Pierfon , accompagnée de la proclamation du Roi & d'un projet pour faire retirer tout les bestiaux

XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des pays d'où s'approcheroit l'ennemi. Le Duc de Richmond fit voir toutes les défec-
tuosités de la Proclamation & du projet. » La
proclamation ordonne aux Officiers militaires
de faire vuidier le pays dès que l'ennemi pa-
roîtra : comme aux Officiers civils. Si leurs
ordres se croisent , à qui les peuples obéiront-
ils ? Les appréhensions de l'un feront ordonner
ce que l'ame plus ferme de l'autre le portera à
défendre , jusqu'à ce qu'il soit convaincu de
la nécessité. — Si on écarte des côtes tous
les bestiaux , & autant de provisions qu'il
sera possible d'en emporter , les habitans pé-
riront donc de besoin , outre qu'ils seront
exposés à la fureur de l'ennemi. S'ils suivent
leurs bestiaux où trouveront-ils un azile ,
où leur cuira t on du pain ? Un District tout
entier pourra être obligé de chercher son
salut dans un Hameau de trois ou quatre
maisons. « Le Duc de Richmond déclara que
son opinion étoit qu'on ne fît retirer des côtes
que les chevaux , les bestiaux & le roulage ,
mais que les habitans devoient rester dans leurs
Paroisses , armés & nourris aux frais publics.

La lettre du Général Pierfon l'informoit
que le Royaume venoit d'être partagé en
divers districts militaires , & que le Comté
de Suffex se trouvant dans le Commande-
ment du Général Pierfon , il étoit prié , en
sa qualité de Lord - Lieutenant , de se ren-
dre à Coxheath auprès de ce Général.

Il déclara qu'il ne donneroit point un exemple aussi pernicieux à la constitution, & d'où on pût inférer que le Magistrat civil fût aux ordres d'un Général de troupes ; mais que comme simple particulier, il iroit de bon cœur offrir ses services au Général. Il proposa une adresse de remontrances au Roi, où il seroit demandé en même tems que les divers corps de Milices fussent renvoyés chacun dans leurs pays pour le défendre. Il retira ensuite sa proposition qui éprouvoit quelque contrariété, & il fut pris deux arrêtés, dont l'un a pour objet de demander avant tout la proclamation de la loi martiale, & l'autre de faire délivrer des armes & des munitions aux habitans des pays les plus exposés.

On assure que les équipages de campagne du Roi sont commandés, & que les Ministres ne sont point fâchés de cette occasion d'occuper les loirs de leur maître, qui s'il étoit un peu laissé à lui-même, verroit clair trop aisément dans ses affaires.

Suivant quelques personnes qui prétendent en être bien sûres, ils en sont venus à souhaiter intérieurement que les armes Britanniques reçoivent quelque grand échec, comme la prise de Gibraltar ou de la Jamaïque (peut-être le premier & le plus grand coup ne sera pas porté de si loin) & ils sont résolus à profiter du moment pour décider

xxij AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

le Roi à faire la paix à quelque prix que ce soit. L'Ecrivain qui hazarde cette conjecture se donne pour certain de ce qu'il avance, & il annonce au public Anglois, qu'il n'en verra l'effet que trop tôt.

LE Lord Cranborn, *custos rotulorum*, du Comté d'Hertford a convoqué le Lundi 12 une assemblée dans la Ville de ce nom. Il y a été proposé d'offrir des secours au Roi. Mais l'opinion générale s'est trouvée y être contraire. Voici les raisons dont on l'a appuyée : « Ce ne peut pas être sérieusement que les Ministres font envisager au Royaume le danger prochain d'une invasion. Le Parlement avoit été prorogé sous l'engagement d'être convoqué dès que le danger seroit constant. Le Parlement n'ayant point été convoqué, quoique la proclamation ait annoncé l'existence de ce danger, il ne paroît ni convenable ni sûr de mettre entre les mains du gouvernement des secours que le Parlement seul est en droit de demander ». Les charges du peuple furent représentées comme déjà infiniment trop onéreuses : on fit voir que les excessives gratifications données pour les nouvelles levées, occasionnoient une désertion prodigieuse dans les vieux corps, & enfin qu'il n'y avoit rien de plus dangereux que de donner ces nouveaux moyens à des Ministres aussi corrompus qu'ils sont ineptes

& brouillons. — La motion fut retirée & l'affaire en resta là. C'est la septieme ou huitieme ville où a échoué une pareille tentative du Gouvernement.

EXTRAITS DU JOURNAL PATRIOTIQUE.

Situation des armées de CLINTON & de WASHINGTON, d'après les dernieres nouvelles de New-York.

Les vaisseaux de guerre & les bâtimens armés, d'un certain tirant d'eau, ne peuvent pas remonter la riviere d'Hudson plus haut que le lieu appelé *Highlands* (les Hauteurs) ainsi chaque pouce de terrain que le Général Clinton voudra occuper à l'Ouest, lui coûtera du sang. S'il est obligé à séparer ses forces pour garnir les deux bords de la riviere, il sera exposé à être attaqué d'un côté par *Washington* & de l'autre par *Gates* avec la Milice de la Nouvelle-Angleterre. S'il se jette du côté de la Nouvelle-Angleterre, il faut qu'il conserve sa communication avec la riviere, & ses subsistances seront à la merci des Américains : il en sera de même s'il prend sa route du côté opposé. Il ne pourra faire quelque progrès qu'avec des forces un peu considérables ; mais l'absence de ces troupes de New-York l'exposera à être coupé, ou à ne pouvoir y re-

xxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

venir que par eau. Il n'a pas assez de troupes pour dégarnir New-York & les Isles qu'il occupe sur la côte.

Le total des forces du Chevalier Clinton, quelque chose qu'on ait pu en dire, n'est que de dix mille hommes. S'il tente de retourner par eau de King's-Ferry au lieu d'où il est parti, il ne trouvera pas assez de bâtimens pour l'y transporter. Il est très-probable que toutes ces difficultés l'auront décidé à abandonner cette entreprise, & qu'il aura donné le démenti aux Officiers interrogés devant la Chambre des Communes, qui ont prétendu qu'elle étoit praticable.

Sage conduite du Congrès.

La résolution prise par le Congrès de publier le résultat de chacune de ses assemblées, confond tous les bruits qu'on a voulu répandre de la corruption & de la division qui s'y feroient glissées. Le Congrès ne craint point que tout l'univers sache quelles sont les mesures qu'il croit devoir prendre pour la défense de l'Amérique. Lorsque nous le voyons avec tant de fermeté punir la corruption & récompenser la vertu, défendre l'honneur de ses Officiers & pourvoir aux besoins du pays, prêter de l'argent à une province, fournir des provisions à une autre, notre appréhension de ne pas réussir à le

ramener à l'obéissance de la Grande-Bretagne, se change en désespoir ; & l'aspect de tant de sagesse, unie à tant de courage, porte en nos âmes la douloureuse conviction de l'énorme & irréparable perte que nous avons faite.

L'état actuel de Gibraltar.

Gibraltar étoit imprenable autrefois ; mais sous les Ministres actuels on voit tout ce qu'on n'a jamais vû : & nous éprouvons des disgrâces dont nos peres n'auroient pas même eu l'idée. Nous perdons Gibraltar, qui pendant tant d'années nous a servi à tenir en bride l'orgueil Espagnol.

Les amis du Roi affectent de n'être point inquiets pour le sort de cette place. Ils débitent » que la garnison en est nombreuse : qu'elle a des vivres pour neuf mois, & que les plus habiles Ingénieurs regardent ses fortifications presque comme imprenables ». Tout cela est bon pour endormir le Roi ; mais il faut quelque chose de plus vrai au public Anglois, qui n'aime point qu'on l'endorme, & qui en auroit beaucoup d'humeur à son réveil. — Suivant les derniers états, la garnison ne consistoit qu'en trois mille huit cents hommes effectifs, & trois cents quatre-vingt huit non effectifs. Le nombre nécessaire pour relever trois fois, en cas d'attaque par mer & par terre à la fois, devoit

XXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

être de six mille avant qu'on eût ajouté aux ouvrages un fort & une gallerie couverte. Ce fort & le corps de casernes, l'un & l'autre à l'épreuve de la bombe, demandent un bataillon de plus que les six mille hommes. Outre cela il faudroit encore un barailon d'artillerie, & on ne croit pas qu'il y ait plus de deux cents soixante hommes pour ce service. Les ouvrages du côté de la mer sont foibles & ne sont point achevés; & il faut que les provisions fraiches arrivent à la place par le rocher & les galeries en pierre, d'où on gagne les batteries qui commandent les lignes Espagnoles. Les défenses du côté de la mer ne tiendroient pas dix jours contre une escadre de dix vaisseaux de ligne. Tout le systême des fortifications de cette place est calculé d'après l'idée qu'elle sera toujours défendue par des forces navales supérieures. La place n'est inexpugnable que du côté de terre.

Population de la Grande-Bretagne.

On compte que ce Royaume a environ sept millions d'habitans. Il est sensible d'abord que de ce nombre il y a quatre millions de femmes. Des trois millions d'hommes restans, il ne doit y en avoir que la moitié qui soit en état de porter les armes. Or on fait que nous avons actuellement trois cents mille Anglois occupés à la guerre tant

sur terre que sur mer : c'est déjà le septieme homme enlevé à notre population. Encore faut-il pour que cette proportion ne soit pas moindre, que nous ayons deux millions d'hommes en état de combattre. Est-il étonnant que nos recrues de tout genre aient tant de peine à s'effectuer ? Le Lord Harrington, qui donne quinze guinées d'enrollement aux volontaires qu'il leve pour son bataillon de Westminster, est obligé de recourir à la presse ; & il ne trouve que des hommes de rebut dont on ne voudroit dans aucun autre corps, & dont on peut dire comme Hecube à Priam :

*Non tali auxilio nec defensoribus istis
Tempus eget.*

Malgré l'extrême rigueur avec laquelle se fait la presse, les recrues pour les vaisseaux ne viennent que très-lentement. Ce qu'il faut renvoyer comme trop jeunes, trop vieux, infirmes ou malades, & ceux qui périssent suffoqués dans les cachots où on les jette, réduit à très-peu de chose le nombre qui reste pour les armemens.

Adresse de la ville de Dublin au Roi.

La Cour n'a point fait publier avec diverses autres adresses de Villes qui lui offrent des secours celle de la ville de Dublin du 6 Juillet dernier. C'est qu'elle respire un

xxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vrai patriotisme : c'est qu'elle ose y dire a Roi, dans le langage d'un peuple oppressé que son gouvernement est tyrannique, & que son Ministère est foible : que sa famille n'a point encore perdu les cœurs de ses sujets d'Irlande, & qu'ils concourront volontiers à la maintenir sur le trône; mais qu'en même tems ils sentent leurs maux & que l'oppression portée à un degré de plus, suscitera en eux le désir de se venger. Si l'Angleterre eût su parler sur ce ton, il y a long-tems qu'elle seroit rentrée dans la paisible jouissance de sa gloire & de sa prospérité.

Encore quelque tems & nous verrons.

Toutes les fois que nos Ministres se sont vus dans l'embarras, ils n'ont jamais manqué de dire *encore quelque tems & nous verrons* ils l'ont dit quand on leur a fait voir qu'il y avoit une résistance sérieuse : ils l'ont répété quand ils ont été convaincus que cinquante mille hommes étoient insuffisans pour la conquête de l'Amérique. Nous avons attendu, & encore attendu; mais notre espoir a toujours été trompé. C'est à nous à leur tenir aujourd'hui ce langage : ils prétendent être soutenus d'une pluralité considérable parmi les peuples de l'Amérique : nous répondons à cela *encore un peu de tems & nous verrons*. Ils nous soutiennent que *Charles-Town* sera pris, &

qu'il n'est point vrai que leur Général Pré-
vôt ait eu le sort de Burgoyne : *encore un
peu de tems & nous verrons.* Ils se flattent
que le Congrès pourra encore se détermi-
ner à traiter avec eux : *hélas qu'ils attendent
encore quelque tems & ils verront !*

Les Prisonniers François en Angleterre.

Il y a actuellement environ trois cents
François dans l'ancien palais du Roi à Win-
chester. Ils ont autour du Palais un grand
terrein pour se promener ; & on trouve bon
qu'ils soient toujours ensemble, la garde étant
suffisante pour qu'on n'appréhende point leur
évasion. Il y a peu de jours qu'un Capi-
taine d'enrolleurs s'y rendit, pour voir si
quelques uns de ces François ne voudroient
point entrer au service du Roi d'Angleterre.
Il en trouva une vingtaine de bonne vo-
lonté, qui reçurent un engagement de cinq
guinées par homme. Leurs autres camarades,
au nombre de deux cents quatre-vingt,
furent si indignés de les voir prendre ce parti,
qu'ils les entourèrent pour les empêcher de
sortir, & les auroient assommés de coups sur
la place ainsi que les Enrolleurs, si une garde
redoublée ne fût accourue promptement à
leur secours.

La Foi Britannique.

La cargaison des trois vaisseaux de Pensacola, arrivés le 23 Juillet aux Dunes consiste en peaux de daim, indigo & en piastres. Ces deux derniers articles sont les retours donnés par quelques Espagnols de la Nouvelle Orléans, pour les marchandises britanniques que les Anglois de la Floride occidentale leur ont fait passer en contrebande. Les peaux viennent des Sauvages en échange des marchandises de la Grande-Bretagne. Voilà le commerce préjudiciable aux intérêts de l'Espagne que les Anglois ont toujours fait & que leur Ministère a toujours protégé, soit à force ouverte, soit clandestinement. Ces deux vaisseaux sont partis de Pensacola dans un tems où la plus grande harmonie subsistoit entre l'Angleterre & l'Espagne & où cette dernière Puissance travailloit de tout son cœur à faire rendre la paix à l'Angleterre.

Comment on perd ses Alliés.

Il est absolument faux, disent certaines gazettes, que l'Impératrice de Russie se soit montrée le moins du monde disposée à nous assister. Elle a en horreur notre système d'administration & méprise nos Ministres. Il y a quelque tems qu'elle fit certaines propositions favorables à la Grande-Bretagne. On

n'y répondit qu'en l'outrageant , & de ce moment là elle s'est renfermée dans une neutralité très - désobligeante pour nous.

Pourquoi on ne retrouve point ses Alliés.

On veut nous faire croire que le Roi de Prusse est disposé à soutenir notre cause ; mais on ne nous dit point si on est disposé à lui payer une somme de 570,000 liv. sterl. pour la dernière année de son subsidie qui lui a été contestée & refusée. On ne nous apprend point non plus s'il s'engagera à nous soutenir jusqu'à la fin de la guerre. En effet , il est en droit de mettre dans ses conditions , qu'il suivra l'exemple de son Bon Frere & fidelle Allié, qui le laissa dans le plus grand épuisement faire sa paix comme il pourroit avec la Maison d'Autriche.

Verbum sapienti.

Cet Oracle semble presque oublié parmi nous. De Witt , le grand Pensionnaire , avoit été averti du sort qui le menaçoit long-tems avant sa catastrophe. Le matin même du jour qu'il fut massacré, il reçut une lettre d'un de ses amis pour le prévenir que le peuple ne pouvant supporter plus long-tems les effets de sa mauvaise administration , étoit sur le point de se soulever. Mais, cela ne l'empêcha point de sortir du Conseil le sourire

xxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sur les lèvres & avec un air de satisfaction répandu sur toute sa personne. Cette circonstance décida sa mort. Le peuple indigné de le voir ainsi insulter à la misère publique, tomba sur lui & le mit en pièces à la vue de ses partisans, qui n'eurent pas le courage de faire les moindres efforts pour le défendre.

Contributions volontaires pour la défense de l'Etat.

On prétend que le Roi a des amis : cela est aisé à connoître. Voici le moment pour eux de se montrer. Que ses Ministres, d'abord, lui remettent une année entière de leur traitement, de leurs émolumens, &c. & que pendant cette année ils le servent *gratis* : que les Pensionnaires lui fassent pareillement le sacrifice d'une année de leurs pensions : que tous les grands & les gens riches lui portent généreusement une année de leur revenu. Alors le Roi sera sûr de lever les subsides sans faire d'emprunt & sans charger ses sujets de nouveaux impôts. Mais il est bien à craindre que toutes les protestations qu'il a reçues du zèle de ses prétendus amis, pour son service, ne lui rendent pas seulement de quoi payer les gages de l'Officier qui a la charge de prendre les rats dans son palais.

L'Histoire d'Angleterre.

Il y a quelques jours qu'un particulier de-
mandoit

mandoit, dans un Café, quelle étoit la meilleure Histoire d'Angleterre? On lui répondit que la plus estimée étoit celle de *Rapin-Thoiras*. — Fort bien, reprit le Questionneur, mais il doit y avoir une continuation, & quelle est la meilleure ou au moins la plus authentique? — Oh quant à ceci, repliqua celui qui avoit déjà répondu, personne n'est plus en état de vous satisfaire que les Ministres actuels, car non seulement ils peuvent vous en donner la plus authentique continuation, mais j'ai bien peur qu'ils n'en fassent aussi la conclusion.

Nouvelle Histoire de Londres.

La conduite que la Ville de Londres a tenue en refusant, par une délibération de ses Magistrats & Chefs, d'offrir au Roi aucun autre secours que ses conseils, lui a attiré l'animadversion de plusieurs Ecrivains du parti ministériel, qui décochent journellement sur elle les traits les plus poignants & les plus capables d'abaisser l'orgueil de la première Ville du monde commerçant. Un de ces Ecrivains, qui veut se donner, sur son compte, les libertés que prenoit Thersites contre les Chefs de l'armée Grecque & qui s'annonce sous ce nom, a adressé à ce sujet aux habitans de Londres deux lettres, où les invectives, même les plus grossières, ne leur sont point épargnées. Encore fait-il

xxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

espérer qu'il continuera. Il trouve qu'il lui est impossible de les appeler ni hommes, ni messieurs, ni freres, imputant plutôt à leur lâcheté qu'à leurs mécontentemens, le refus qu'ils ont fait de lever des hommes pour la défense du Royaume ou d'y contribuer de leur bourse. Il leur rappelle que dans l'année 296, la même apathie dont ils sont saisis aujourd'hui, leur fit regarder avec indifférence la défaite de l'armée d'*Allectus*. Il leur importoit tout aussi peu alors, qu'aujourd'hui, que leurs coffres fussent pillés, leurs femmes & leurs filles deshonorées par les Gaulois en déroute ou par les Romains vainqueurs. Probablement le Ministère de ce tems là leur étoit désagréable; car, poursuit-il, avec la même force d'inertie qui les caractérise aujourd'hui, ils restèrent spectateurs indifférens du combat qui se livra dans les rues de leur Ville, & il est vraisemblable que pendant ce tems là ils dispoient leurs Dames à recevoir gracieusement les Officiers de l'armée victorieuse, qui se trouva être celle des Romains.

En remontant quelques siècles plus haut, il trouve dans les Commentaires de César un autre monument de leur opprobre. » Ce grand Homme a écrit que lorsqu'il entra les armes à la main dans votre pays, leur dit-il, il fut vigoureusement repoussé par Cassivellanus. Il donne même à entendre que les succès de son expédition devenoit très-

douteux, lorsque la *bonne* ville de Londres le soulagea de ses inquiétudes & le mit en possession de la Grande-Bretagne. Elle lui envoya des subsistances pour son armée qui, sans cela, alloit périr de besoin, & quarante ôtages pour lui répondre de la bonne conduite de ses habitans, à condition qu'elle seroit exempte du pillage. C'est ainsi que vos peres vous ont donné l'exemple de lâcheté & de perfidie que vous suivez si scrupuleusement. Ce fut par cette conduite qu'ils lièrent les mains au Défenseur de la Grande Bretagne & la forcèrent de recevoir un joug étranger «.

» Mais songez bien, habitans de Londres, que vos richesses sont aujourd'hui plus considérables que du tems de César : que vos femmes sont plus coquettes, mieux coëffées qu'alors à l'air de leur visage, & que ce ne sera point par un troupeau de bœufs ou en donnant pour ôtages quarante Epiciers ou Cordonniers en robe bleu céleste, que vous vous rachetterez du pillage des François & de tout ce qui peut s'ensuivre «.

» Comme il n'y a pas un de vous qui sache le latin, si vous imaginez que je vous fais ici des contes en l'air, faites emprunter à quelque Ecolier de Westminster la Traduction des Commentaires de César, par *Bladen* ou par *Duncan*, & vous trouverez au cinquième livre le vrai tableau de votre pusillanimité. Vous y verrez aussi, je l'avoue, que

Cassivellanus étoit un tyran; mais observez que c'est César qui l'appelle ainsi, & que comme envahisseur, il ne pouvoit donner de nom trop odieux à celui qui s'efforçoit de lui résister «.

» Dans la rebellion qui éclata du tems de Néron, votre ville de Londres prit aussi le parti de l'obéissance passive, qui lui mérita une exemption du pillage: mais vous en fûtes puni par vos faouches Compatriotes, qui s'étoient soulevés contre vos oppresseurs; & en mettant votre Ville au sac, ils tirèrent au moins quelque vengeance des outrages que leur pays avoit reçus «.

M. *Thersites* finit son petit éloge historique de la ville de Londres & de ses habitans, promettant de le suivre de siècle en siècle jusqu'au moment actuel, pour apprendre à l'Univers à les connoître. — L'armée Francoise doit lui savoir quelque gré de ses recherches, il n'est point hors de propos, quand on va en pays étranger, de prendre une idée des gens à qui on aura à faire.

Cet objet d'utilité me détermine à ajouter ici un autre portrait tracé par une bonne main & très-ressemblant. C'est celui du Bourgeois de Londres pris individuellement. — Il se croit supérieur aux plus grands personnages de tous les autres pays, mais il ne s'apperçoit pas que c'est un vieux préjugé qui n'a plus aucune base dans ses sentimens ou dans ses mœurs. — Aujourd'hui ce qui dans les autres est passion, n'agit plus en lui que

comme instinct. — Il faut des irritations plus qu'ordinaires pour le mettre en mouvement, mais dès qu'il y est une fois il ne fait plus s'arrêter. Si on lui dit que la liberté nationale est menacée, il écoute en baillant, il répond que cela est très-possible, & s'endort. On lui crie que le danger est pressant, il écoute, dit quelque mots sur le courage-anglois, appelle les François des lâches, & retombe dans sa létargie. » L'ennemi est aux portes : les Ministres ont perdu la tête : que dites-vous de cela ? Ce sont des coquins, répond-il, & voilà qui est fini, il n'y pense plus, ni même à rien. — Mais la nation va être ruinée ! à cela il ouvre une grande bouche & s'écrie » pauvre Angleterre ! « puis il acheve sa pipe. Voilà l'Anglois d'aujourd'hui trait pour trait, non seulement de Londres, mais de tout le Royaume : on pourra le forcer de marcher, mais il ne fera pas volontairement un seul pas, même pour sa propre défense.

Plusieurs Villes ont justifié cette censure par les arrêtés qu'elles ont pris : je vous ai déjà cité celle de Guilford en Surrey, celle d'Hereford & celle de Reading : il y en a encore beaucoup d'autres qui ont suivi l'exemple de Londres. On se permet ici de dire sur leur compte, que c'est dans l'espérance d'être bien traitées des vainqueurs ; & quelqu'un a fait la petite niche à la ville de Londres de remarquer dans une gazette, que depuis le refus qu'elle a fait d'assister le Roi pour

xxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
défendre l'Angleterre, le prix des loyers est
augmenté dans Londres, parce qu'on com-
mence à s'y réfugier de toutes parts, comme
dans un azile où on sera sous la fauve garde
du vainqueur.

Dans une troisieme lettre, *Thersites* se dé-
chaîne avec la même fureur contre les cito-
yens de Londres, toujours en s'appuyant du
témoignage de l'Histoire. » Vous avez, leur
dit-il, porté alternativement le joug des
Saxons & des Danois. Il est vrai qu'en 1013
vous avez montré quelque volonté de dé-
fendre votre Roi & votre pays, mais ce
fut un paroxysme de loyauté & de courage
qui dura peu. Il n'y a pas d'outrage qui
ne vous ait été fait impunément par le vain-
queur. L'excès de son insolence ne pouvoit
se comparer qu'à celui de votre lâcheté. Les
Annales de l'Angleterre en ont été souillées
d'une tache qui ne s'effacera jamais. Faites-
vous expliquer ce passage d'un Historien
contemporain, rapporté dans le Trésor de
Hicker, page 103, *sæpe numero decem aut
Duodecim Dani, altermis vicibus, uxorem vel
filiam vel cognatam Thayni vitiant ipso Thayno
spectante nec prohibente.* * Voilà ce que vous
êtes disposez à faire encore aujourd'hui,
& pour vous rendre agréables aux Fran-
çois prêts à fondre sur votre Ville. Il
leur reproche ensuite leur perfidie envers
le Roi Etienne & la Reine Matilde, com-

* *Sermo Lupi Episcopi.*

pétiteurs au trône : — leur barbarie envers les Juifs en 1215, qu'ils firent piller par des gens armés pour partager leurs dépouilles : — la proclamation de 1258 qui leur imprima une flétrissure éternelle, en les qualifiant de vils monopoleurs : pour faire des profits considérables, ils avoient profité d'une disette de grains pour s'enrichir en affamant le pays : — la basse vengeance qu'ils exercèrent contre Isabelle, femme de Henri III, qui avoit levé sur eux un impôt inique auquel ils s'étoient soumis sans oser faire la moindre résistance : onze ans après cette Princesse passant sous le pont de Londres, tous ses valeureux habitans y accoururent & la couvrirent de pierres & d'ordures qui la mirent dans le plus grand danger de périr. — *Thersites* finit ainsi :

» Habitans de Londres, n'avez-vous point parmi vos Officiers de Ville un Historiographe : si ce poste est à remplir, je m'offre à en faire les fonctions. Ce sera pour moi une besogne dégoûtante, mais j'y mettrai une chaleur qui exaltera assez mon imagination, pour que j'aie le courage de pousser loin l'entreprise. Vous trouvez sans doute ma manière un peu brusque ; mais je suis peut-être plus votre ami que si je m'amusois à vous flatter.

Signé, *Thersites*.

[Cette tirade contre la ville de Londres est bien un écrit ministériel & rien moins que patriotique ; mais à cent lieues, des Etrangers de deux Villes voisines, passent aisément pour être pays.]

XI AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Les trois especes de Peuple.

Le peuple en Irlande, est un corps formidable qui déteste cordialement ceux qui le haïssent & qui trahissent ses intérêts.

En Ecosse, le peuple est plus redoutable encore, parce qu'il est plus sobre, plus hardi dans ses résolutions : il chassa les Evêques : il prit les armes contre Charles I. : il fraya le chemin par où ce malheureux Prince fut conduit à l'échafaud. C'est le seul des trois que les Ministres Anglois craignent. Ils n'ont pas osé forcer ses inclinations relativement au Bill pour adoucir le sort des Papistes : c'est pour lui plaire que l'acte qui rend libre l'entrée des Baptistes, a été annullé quant à l'Ecosse.

Autrefois en Angleterre, c'étoit le peuple qui étoit le grand réformateur ; mais aujourd'hui il se laisse mener comme un troupeau de moutons. Le Parlement n'est pas plus dénué de sagesse & d'honnêteté, que le Peuple Anglois de toute espece de courage & de sentiment.

Observations d'un Anglois sur l'escadre du Chevalier Hardy.

Il y a dans cette escadre un trop grand nombre de vaisseaux de 90 canons. On les manœuvre difficilement : ils sont lourds à la voile : il leur faut trop de monde ; &

dans le golfe ou sur les sondes , ils ne rendent pas le même service que de gros vaisseaux de 74 canons , bâtis sur le nouveau modele.

Les vaisseaux de 90 employent trop d'hommes. Il faut leur en donner sept cents cinquante , tandis que ceux de 74 n'en prennent que six cents. Si on suivoit l'ancienne regle , ceux-ci devroient en avoir six cents cinquante , & les autres huit cents pour leur complet.

Il y a toujours à bord un homme malade sur dix ; par conséquent il faudroit que les vaisseaux eussent leur grand complet en sortant du port pour être armés suffisamment quand ils sont à la mer.

Si un gros vaisseau de 74 canons est aussi utile dans le golfe ou sur les sondes qu'un vaisseau de 90 , le nombre de ceux-ci actuellement employés , fait perdre au service le complet entier de deux vaisseaux du troisieme rang.

Les vaisseaux de 90 actuellement avec le Chevalier Hardy , sont pour la plupart de vieux vaisseaux ; dont la réparation a coûté des frais énormes. Ils ne peuvent point soutenir la fatigue des manœuvres , sans tomber bientôt dans la décrépitude. Je n'en excepte que deux ou trois , entre lesquels est le *London* vaisseau neuf. Aucun de ces vaisseaux ne peut soutenir le service de la Manche ou des sondes , passé la fin d'Août ou le commen-

xlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cement de Septembre : au lieu que les vaisseaux François de 74 tiennent la mer presque dans tous les tems.

Quand ces vaisseaux de 90 seroient neufs & dans le meilleur état , & il s'en faut de beaucoup , leur batterie basse devient inutile dans une grosse mer. Au lieu que ceux de 100 canons , même en ne se servant point de cette batterie basse , peuvent toujours faire beaucoup de mal à l'ennemi , par le poids supérieur de leurs boulets de la deuxième & de la haute batterie.

Notre vanité doit être mise de côté quand il s'agit de nos intérêts les plus essentiels. Ce furent les François qui inventerent les vaisseaux de 74 canons : nous fûmes bientôt obligés de les imiter. Les François ne construisent plus aujourd'hui de vaisseaux de 90 : que ne prenons nous le même parti.

Aussitôt que le Manifeste de l'Espagne nous eut été signifié , nos Ministres auroient dû stationner à cent lieues Nord-Ouest & quart d'Ouest du Cap Finistere deux vaisseaux de 50 canons & deux frégates , qui y seroient restés pour avertir nos flottes de leur danger , & les convoyer à Corke , à Kinsale ou aux ports occidentaux de l'Irlande. Ils auroient pu les placer avec le même avantage à cent lieues au Sud-Ouest du cap Cléar.

Si au lieu de revenir à Torbay le 5 Juillet l'Amiral Hardy eût été prendre sa station à quinze lieues au Sud Ouest du cap Finistere ,

il auroit empêché la jonction des forces de l'Espagne & de la France, ou engagé celles-ci dans un combat inégal. Il est vrai que le vent souffloit fort quand l'Amiral fut rentré dans la Manche & que cela dura quelques heures; mais le jour que l'ordre fut donné de revenir à Torbay (c'étoit le premier Juillet), la mer étoit unie comme une glace, & elle fut deux jours ainsi. L'Amiral se trouvoit le 2 Juillet à seize lieues Sud-Ouest des Sorlingues. Jusques-là il n'avoit pas entendu parler de l'ennemi. Ceux qui ont donné le conseil de faire rentrer notre escadre le 5 Juillet, méritent l'exécration de l'Angleterre. Si le Chevalier Hardy eût été obligé de regagner l'Angleterre, étant suivi par des forces supérieures, il seroit venu attendre l'ennemi à Torbay, & de là il auroit pû attaquer l'ennemi. Suppose-t-on que le danger auroit été trop grand, il se seroit replié jusque sur Sainte Helène de l'Isle de Wight, & aussi-tôt auroit formé sa ligne en travers du Canal. S'il eut craint d'être écrasé par le nombre, il auroit gagné la Tamise, enlevant par-tout où il auroit passé les bouées, balises & marques de mer, pour rendre plus difficile la navigation de l'ennemi.

Il est d'autant plus fâcheux que le Chevalier Hardy n'ait pas empêché la jonction, en allant chercher dès le cinq Juillet l'armée Françoisse, même au cap Finistere, qu'aujourd'hui il devient très-douteux qu'il puisse

battre l'armée navale combinée. Cependant il est de toute nécessité qu'une victoire navale écarte l'ennemi de nos côtes & empêche le débarquement. Des qu'une fois les François auront le pied en Angleterre notre crédit national disparaîtra comme une ombre, & avec lui toute espèce de crédit particulier & de négociation de papier.

Toute la richesse du Royaume ne consistera plus que dans les espèces en circulation. Ceux qui tiennent ces espèces sous clef, ne lâcheront pas un seul shelling, si ce n'est pour les besoins de la vie. Ces besoins ne seront plus livrés que pour de l'argent comptant. La masse des espèces qui sont en circulation, ou dans les coffres, est d'environ vingt-quatre millions sterling. Il n'y en a gueres que la moitié en circulation: les avarés, les riches, les indolens tiennent le reste enfermé. Le papier-monnoie en circulation est de trois cents millions sterling: on peut évaluer à la même somme le mobilier du Royaume. De-la il doit résulter que la valeur des terres & du mobilier sera fixée par la quantité des espèces en circulation. En conséquence, on n'achetara plus ni terres ni maisons, & on ne dépensera plus d'argent que dans une nécessité urgente. Le luxe cessera, ainsi que le commerce, même quand l'entrée de la Manche seroit restée libre; & il sera impossible en conséquence de lever les subsides pour continuer la guerre.

Si la dépense annuelle du Peuple Anglois est de soixante & dix millions sterling, les douze qui sont en circulation n'y suffiront jamais. Mais ce qu'il y a de plus effrayant, c'est que même il n'y aura pas un quart de ces espèces qui reste en circulation, parce que le Marchand ne voudra point s'en débarrasser, regardant cet argent comme la seule propriété qu'il soit assuré de garder.

Si le débarquement des François s'effectue sans que leur armée navale ait été battue, il ne nous restera plus qu'une chance, qui sera de les battre sur terre; mais, quoi qu'en puisse dire le Doyen de Gloucester, trente ou quarante mille ennemis transplantés dans quelque-une de nos Provinces, nous donneront furieusement de tablature. Que Dieu nous conserve nos pauvres têtes!

Dans les papiers du 27 Juillet, un *Observateur* mécontent de voir qu'en comptant le *Formidable* de 90 canons, parti le 25 Juillet pour joindre la grande escadre, elle n'est forte encore que de 35 vaisseaux de ligne, demande au Lord Sandwich ce que sont devenus le *Barfleur* & le *Neptune* de 90 canons, le *Royal William* & le *Cambridge* de 80, l'*Arrogant*, la *Bellone*, le *Dragon*, l'*Hercule*, le *Héros*, le *Kent*, le *Mars*, le *Séméraire*, le *Warrior*, de 74; le *Modeste*, le *Polyphème*, la *Sainte-Anne* & le *Saint Antonio*, de 64, *cum multis aliis*, qui sont portés sur toutes les listes de la Marine, au nombre

xlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des bons vaisseaux en ordinaire ? Le *Formidable* vient d'appareiller avec le même mât de mizaine qu'il avoit l'année dernière, & dont la mèche est pourrie.

Extrait d'une lettre d'un Officier de l'Escadre.

Pour vous, mon cher Monsieur, qui vous vous souvenez de nos armemens de la guerre dernière, & de l'ardeur de nos Marins, quel spectacle allarmant ne seroit pas aujourd'hui notre grande escadre, de qui seule dépend le sort de l'Empire Britannique ? Repoussés dans nos ports par les forces combinées de France & d'Espagne, quel est l'espoir qui nous reste ? Je vois, à la vérité, sur quelques unes de vos Gazettes, un renfort de quatorze vaisseaux de ligne qui doivent être prêts d'ici au mois de Septembre. Mais ce nombre n'est-il pas encore insuffisant de beaucoup, même quand les vaisseaux seroient dans le meilleur état. Les ennemis auront encore vingt vaisseaux de plus que nous. Mais ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que des quatorze voiles qu'on nous promet, la moitié ne sont pas propres seulement à garder l'entrée de nos ports. Le Lord Sandwich a-t-il pu se persuader, qu'en mettant en commission de vieilles carcasses, il a fait tout ce qu'on a droit d'attendre de lui ? Qui empêche qu'il ne nous donne jusqu'à cent vaisseaux, s'il les donne en aussi mauvais ordre ? Il n'y a pas un Ma-

tin qui ignore que la *Princesse Amélie*, le *Marlborough*, le *Blenheim*, le *Sandwich* & le vieux *Alcide* (pris sur les François en pleine paix en 1755 par l'Amiral Boscaven) ne peuvent point se présenter dans un combat. Des trente-un qui forment aujourd'hui (10 Juillet) l'escadre, il y en a huit qui nous ont donnés les plus vives inquiétudes pendant les quarante-huit heures de gros tems que nous avons eu, & cependant nous sommes dans le mois de Juillet. Avec des vaisseaux en cet état, dirons-nous encore qu'un Anglois ne craint point deux François? Ce sont là de pures gasconades, & je gémis de voir que nos gazettes les mettent, ou d'autres propos aussi vains, dans la bouche du Prince, qui vient faire avec nous les premières armes. Il est bien cruel de vouloir le couvrir de ridicule, & le perdre dans l'opinion de toute l'Europe, en lui prêtant des propos qu'il est trop sage pour avoir tenus.

Avant la première rentrée de l'escadre (le 5 Juillet) elle essaya de faire des évolutions, & elle fut neuf grandes heures à se former en ordre de bataille. Nous ne savons point quelle contrariété dans les circonstances, fit mettre tant de tems à cette manœuvre. Nous espérons que devant l'ennemi, elle se fera avec plus de célérité. Le tems ordinaire, quand on n'est point chicané par le vent, est de deux heures.

Sur l'expédition de l'Escadre de l'Inde.

Le parti ministériel commence à exciter dans le Public des rumeurs contre le Chevalier Edouard Hughes qui est parti pour l'Inde avec une escadre de six vaisseaux de ligne. Il semble vouloir faire retomber sur lui le blâme de cette expédition mal combinée. Il est constant que si les vaisseaux étoient actuellement en Angleterre, l'escadre de l'Amiral Hardy seroit plus forte. Mais s'il résulte de son infériorité qu'elle soit mise totalement en déroute, ce n'est point au Chevalier Hughes qu'on aura droit de s'en prendre. Tous les reproches doivent retomber sur les Ministres.

[Il est à remarquer que cette observation d'un Gazetier de l'opposition, fait comme entendre que l'escadre du Chevalier Hughes n'a point pris sa route vers les Isles du vent, ou que si elle y est allée, les choses y sont dans un tel état, que ce renfort n'y sera d'aucune utilité.]

VOICI ce qui donna lieu aux menaces que le Chevalier Hardy se permit de faire à ses Capitaines au sujet des signaux, lorsque son escadre mit à la mer. Il les avoit tous appelés à son bord ; & ils s'y étoient rendus, à l'exception du seul Lord *Mulgrave*, qui se prévalant sans doute de ce qu'il est le confident du Lord Sandwich, & un des Commissaires de l'Amirauté, ne jugea pas à pro-

pos de prendre cette peine. L'Amiral se vit obligé de le faire venir ; & le Lord s'excusa sur quelque empêchement, dont le Chevalier Hardy se montra satisfait. Mais à cette occasion, il déclara qu'il feroit juger suivant toute la rigueur des articles de guerre, ceux qui manqueroient d'obéir à ses signaux, de quelque rang qu'ils pussent être ; & il en donna un sur lequel le Lieutenant prendra sur le champ le commandement de son Capitaine.

Quelqu'un a observé qu'on ne pourra point reprocher au Chevalier Hardy, comme on l'a fait à l'Amiral Keppel, d'après son propre aveu, qu'il craint d'approcher la côte : car celui-ci ne l'a pas quittée depuis le 16 Juin qu'il est sorti.

Lorsqu'il est rentré dans les eaux de Plymouth le 27 Juillet, il n'avoit que trente-deux vaisseaux de ligne, le *Terrible* & le *Berwick* lui manquant. — Le *Formidable*, de 74, qui étoit parti de Spithead le 25 Juillet pour le joindre, a dû faire le trente-troisième, & le *Prudent*, de 74, qui est sorti de Plymouth le 29, le trente-quatrième. Quand le *Berwick* & le *Terrible* lui seront revenus, il en aura trente-six. Le plus qu'il puisse avoir ensuite vers la fin d'Août, ce sera quarante. Ce n'est point d'hommes que l'on manque à présent, c'est de vaisseaux. Il est bien étonnant, dit un Officier Anglois dans une lettre écrite de l'escadre le 26 Juillet, que les Ministres connoissant leur foiblesse à cet égard,

I AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

n'aient pas fait sortir l'Amiral Hardy un mois plutôt ou qu'ils ne lui aient pas ordonné d'aller sur le champ au Cap Finistère pour empêcher toute jonction des forces de la France & de l'Espagne. Le même Officier observe que l'Amiral Hardy n'est point aimé, & qu'il y a sur l'escadre un nombreux parti pour Keppel & pour Howe. Il donne les plus grands éloges à l'Amiral *Rosse*, qui a tenu à son équipage ce discours. » Mes amis, l'honneur de la nation, peut-être même sa liberté, vont dépendre de nous. Il s'agit de savoir si le pavillon anglois doit perdre ou conserver l'empire des mers ». Chacun lui ayant répondu qu'on étoit prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le soutenir. » Eh bien, poursuivit-il, après les avoir remerciés, que le nombre de nos ennemis ne vous fasse point peur. Je vous mène droit au plus gros d'entr'eux, nous le ferons bord à bord, & avec l'aide de Dieu nous lui aurons bientôt donné son compte ». Il y a des gageures, ajoute cet Officier, qu'en effet il accostera un vaisseau bord à bord & enlèvera son antagoniste après la troisième ou quatrième bordée. — [Il y a à parier que cet article est de quelqu'ennemi de M. *Rosse*.]

L'heureuse arrivée de notre flotte des Isles, dit un Gazetier, donnera au Lord Sandwich assez d'hommes, s'il avoit des vaisseaux. Il a dit dans le Parlement, quelques jours avant la clôture de la session, qu'il ne manquoit

que d'hommes. Voilà comme le mensonge découle perpétuellement de ses lèvres. Le fait est que les deux ou trois premiers jours de la presse lui ont donné des hommes de reste pour les vaisseaux qui se trouvoient prêts. La *Résolution*, de 74, qui n'a pû joindre l'escadre que le 11 Juillet, avoit-elle manqué d'hommes? Non. Les vaisseaux auxquels on travaille actuellement, est-ce le manque d'hommes qui empeche qu'ils ne soient achetés? Non. Il falloit entendre le contraire de l'assertion de Milord. Nous avons des hommes & point de vaisseaux.

On dit que les subsides pour le service de l'année prochaine, qui se monteront à vingt-quatre millions sterling, (si on compte encore par livre sterling en Angleterre en 1780) seront levés sur un plan de M. Pulteney, approuvé de Milord North. Si l'essai qui en sera fait ne répond pas à l'attente & au besoin, on est persuadé que la banqueroute sera déclarée.

LE Doyen de Gloucester (le sieur Tucker), vient de mettre au jour un long mémoire, que les Gazettes de Hollande ont copié du Courier de l'Europe, où il essaye de prouver que le projet d'une descente des François en Angleterre est impraticable. Mais, observe à ce sujet un Anglois, comment espere-t-il nous faire entendre qu'il est impossible aux François de nous envahir à une distance de vingt lieues au plus, tandis que nous avons bien envahi l'A-

Nj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mérique à plus de quinze cents lieues ? J'appuie ma sécurité sur une raison plus solide que toutes les siennes, c'est qu'au moment de l'exécution nous tomberons aux genoux de la France & nous lui demanderons la paix. Si elle ne veut nous entendre qu'en Angleterre, ç'en est fait de nous.

Journal patriotique du 7 au 10 Août.

ON a prétendu ces jours-ci que le Lord Carlisle étoit enfin nommé à la place vacante de Secrétaire d'Etat, & qu'il avoit remercié le Roi ; mais cette nouvelle est dénuée de fondement ; car ce Seigneur est parti pour le Comté d'York aussi-tôt après avoir donné la démission de sa charge de Trésorier de la Maison. Dans une assemblée convoquée au nom des Ministres dans le même Comté, il a refusé de contribuer d'un seul shelling pour le service du Gouvernement sous l'administration actuelle. Milord Carlisle est du parti Bedford, qui n'a pas en ce moment-ci la prépondérance.

Le parti Ecossois ou du Roi est composé aujourd'hui des personnages suivans. Comte de Bure, Duc de Chandos, Comte de Chesterfield, Comte de Dartmouth, Lord Président Gower (détaché de Bedford), Comte de Denbigh, Comte Marchmont, Comte de Sandwich (détaché de Bedford), Comte Bathurst, Lord Dudley, Comte de Mansfield, Lord le Despenfer, Lord North, Wedderburne, Avocat général ; Ch. Jenkinson,

Hans Stanley , Welbore Ellis , Chevalier Grey ,
Cooper , J. Robinson , Lord Germaine ,
Archevêque d'York , Lord Mulgrave .

Le parti de Bedford.

Lord Thurlow , Lord Weymouth , Rigby ,
(Chef dans la Chambre des Communes) ,
Lord Carlisle .

UNE assemblée de souscription s'est tenue à Oxford le Mercredi 28 Juillet. Le Comte d'Abingdon s'y étoit rendu ; mais comme il manifesta une intention contraire à l'objet de l'assemblée , & qu'on n'y admettoit que les personnes amenées par leur bonne volonté pour le gouvernement , il a publié le 30 Juillet un écrit dans lequel il fait connoître ses motifs. On y remarque le passage suivant , qui explique l'énigme de la conduite des Ministres Anglois vis-à-vis de l'Espagne. » Ce n'est point , dit ce Seigneur , une raison , pour me décider à assister le gouvernement , que la situation où je vois la nation & le besoin qu'elle a d'une réunion de partis. Cette situation est l'ouvrage du Gouvernement même qui nous y a mis avec dessein , & qui ne fait pas difficulté de l'avouer. Vous aurez , ont dit les Ministres , une guerre contre la France & l'Espagne , & alors il faudra bien que vous vous réunissiez : l'intérêt de votre propre conservation vous en fera une nécessité. Cette politique

peut être excellente ; mais je suis sûr que la logique en est détestable ».

[Ce trait dévoile parfaitement le système des Ministres Anglois. Pour obtenir de leur nation les moyens de réduire l'Amérique, ils ont provoqué la France à une guerre : ils ont tenté ensuite de détacher l'Amérique de son nouvel allié, pour s'unir avec eux contre la France, espérant regagner dans une guerre heureuse avec cette Puissance, tout ce qu'ils avoient perdu par la guerre d'Amérique. Enfin pour opérer chez eux une réunion de partis, pour s'assurer de jouir tranquillement de leurs places, ils ont cherché à se faire dans l'Espagne un ennemi de plus. Milord Abingdon déclare aussi dans cet écrit, que son avis est que toutes les forces de la nation se tournent d'abord contre les ennemis intérieurs & cachés, & qu'ensuite elle fera bien plus assurée de réussir contre ceux qui se montrent & veulent l'attaquer de front.]

ON plaïsante fort amèrement les Ministres sur les quêtes qu'ils font faire dans les Paroisses pour le soutien du Gouvernement. La plupart des gens, au lieu de mettre dans la bourse, sermonent les Quêteurs ou Quêteuses, & les chargent de dire à ceux qui les ont envoyés, que les facultés du peuple sont déjà épuisées par les taxes. M. Pulteney, qui depuis un an ou deux a donné de si beaux projets de finance, s'est chargé de faire cette quête dans la paroisse Saint George,

la plus riche de Westminster : quoique ce soit celle où les Ministres ont certainement le plus d'amis, il n'a point pu y réussir. Cependant on ne peut pas le soupçonner de négligence, car on fait combien il ambitionne d'obtenir le titre de Comte de Bath.

Il se rendit le premier Août à la Sacrificie de cette Paroisse : il y harangua inutilement les notables qui s'y trouvoient. Ses exhortations pour aider le Gouvernement, furent reçues avec un parfait dédain & presque généralement rejetées. Sur ce qu'il en marquoit quelque surprise, un plaisant lui dit, « écrivez cela à votre frere le Gouverneur Johnstone & il vous dira que c'est que nous sommes dans un des jours de notre insolence ».

LA souscription du Duc de Northumberland, au nombre des Royalistes de Westminster, a été de mille livres sterling. Quelqu'un a compté que c'étoit exactement quatre-vingt-trois jours & demi des appointemens & casuels de la place de premier Ecuyer du Roi, qui lui a été donnée pour avoir faussé la promesse solennelle qu'il avoit faite aux libres habitans de Middlesex, dans une protestation signée de lui, de ne jamais accepter aucune charge ni se lier avec les Ministres, que justice n'eût été faite (relativement à l'élection de Wilkes,) aux habitans libres du Comté de Middlesex, dont il étoit Lord-Lieutenant.

lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

IL s'est tenu le 6 Août au Château d'Exeter, Comté de Devonshire, une assemblée de notables, sur la convocation du grand Sherif pour délibérer sur les moyens de repousser l'ennemi, &c. Divers avis furent proposés & discutés pour lever des hommes & de l'argent, & un Comité choisi pour les prendre en considération; mais sur ce qu'il parut, par une lettre du Général Amherst, que le Gouvernement n'entendoit point confier des armes aux peuples, l'assemblée se passa sans qu'on pût conclure autre chose, que le projet d'une adresse vague & conditionnelle, que personne ne voulut signer, & qui en conséquence le fut du Sheriff. — Un Ecclésiastique a proposé sérieusement dans cette assemblée de distribuer aux habitans des *fusils de bois* pour s'exercer toujours en attendant que le Gouvernement se soit mieux avisé.

La levée du régiment de Bath a manqué. La souscription n'a été signée que par le Médecin des Eaux & une vieille femme. — Les Notables du Comté de Dorset, assemblés pour une pareille souscription, n'ont pu convenir entr'eux que d'une adresse de remontrances au Roi contre ses Ministres.

UNE gazette du 10, nous donne une adresse au Roi par le Comté de Cornouailles. C'est une pièce burlesque où les habitans de ce Comté remercient Sa Majesté d'avoir armé à grands frais une puissante escadre & d'en avoir donné le commandement à un de ses

plus renommés Amiraux , pour protéger leur pêcherie de Sardines , qui s'est faite , disent ils , avec la plus grande sûreté depuis le 16^e Juin que cet Amiral n'a pas quitté leurs côtes. Ils lui donnent les plus grands éloges sur la bonne garde qu'il a faite devant les ports fameux de *Looe* , de *Fowey* , de *Megewitz* & de *Pensance* , sans quitter les caps de *Ramhead* & de *Blackhead* , si ce n'est pendant quelques instans pour aller reconnoître le cap Lizard. Ils se félicitent d'être redevables aux lumières & à la sagesse du Conseil du Roi , du plaisir qu'ils auront à manger leurs Sardines & à faire avorter par cette ingénieuse ressource , la malice des ordres prohibitifs donnés par l'Espagne contre l'admission de la pêcherie angloise dans ses ports. Cette adresse est datée de *Ramhead* le 3 Août.

ON prétend que le Roi déterminé par ce suffrage imposant , a ordonné l'expédition d'une patente du grand sceau d'Angleterre , pour autoriser le Chevalier Charles Hardy , à échanger son nom en celui de *Tardy* & à porter les armes de cette ancienne famille qui font une ancre sur laquelle s'appuye l'Espérance. Suivant d'autres , le Roi va faire un changement à ses propres armoiries. Elles auront pour cimier une *tirelire* & pour supports deux bedeaux de paroisse , avec ce cri d'armes , *honne soit qui y mettra*.

La quête royale n'a point pû se faire dans la paroisse de *Chiswick* : les Marguilliers

lviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ont prétendu que les affaires de *mendicité* étoient de leur juridiction ; & en conséquence ils ont refusé l'entrée de l'église aux *quêteurs* , avec menace , s'ils ne se retiroient promptement , de les faire arrêter comme vagabonds , & envoyer à la maison de force.

LES écrits ministériels prodiguent les plus grands éloges à la sagesse du Conseil du Roi , sur ce que nos flottes sont rentrées sans accident , comme si ce n'étoit pas uniquement l'effet du hazard. Mais ils ne répondent point à ces diverses questions. Est-ce notre escadre rentrée à Plymouth le 27 Juillet qui a protégé leur retour , puisqu'elles ont paru le 31 avant qu'elle eût été reprendre sa station ? Nos ennemis n'étoient-ils pas les maîtres des mers , & si leurs opérations , que nous ignorons , eussent permis qu'ils se trouvassent sur le passage des flottes , n'étoient-elles pas leur proie ? Le convoi sous lequel elles sont rentrées étoit il de quelque importance ?

Quelqu'un se félicitoit de la rentrée heureuse des deux flottes des isles Angloises ; Eh ! comment rentreront-elles l'année prochaine , lui demanda-t-on , si nous n'avons plus d'isles ?

LA flotte des Isles a passé pendant la nuit , devant l'escadre du Chevalier Hardy ; cette circonstance lui a fait perdre cinq cents hommes qui se sont sauvés avant que les batteaux presseurs aient pu joindre les vaisseaux qu'ils montoient.

Lorsque cette flotte est partie le 15 Juin

des Isles du Vent, c'est-à-dire de son rendez-vous à Saint Christophe, l'escadre de Byron n'étoit composée que de vingt vaisseaux de ligne & deux de cinquante canons. Celle du Comte d'Estaing devoit être forte de vingt-quatre vaisseaux tous fraîchement carénés au Fort-Royal : les vaisseaux de Byron n'ont point pu prendre de carène à Sainte Lucie. L'Amiral a dû repartir le 16 pour cette Isle. Il y avoit laissé le Conquérant de soixante-quatre canons son vingt-unième vaisseau. Le Centurion de cinquante a dû accompagner la flotte jusqu'au vingt-cinquième degré de latitude, & y croiser un mois, avec quelques frégates avant de retourner à Sainte Lucie. Les quatre vaisseaux du Chevalier Hughes, rappelés de l'Inde, formeront à Byron vingt-cinq vaisseaux : mais il n'y a que ces quatre en bon état.

LA mortalité a été si prodigieuse à Sainte Lucie, que sur le nombre de soixante bâtimens de transport sur lesquels les troupes ont passé à cette Isle, il en est revenu vingt-six en Angleterre que le défaut de bras rendoit inutiles. Le vaisseau le Preston a perdu cent soixante hommes. — La flotte n'a pas rapporté la moitié des sucres prêts à être embarqués. L'Officier de Plume chargé du détail des bâtimens de transport frettés pour le Gouvernement, piqué de ce que les Patrons avoient demandé leur congé à l'Amiral pour pouvoir charger des sucres, les a retenus pour le Roi jusqu'à leur retour en

IX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Angleterre, de sorte que la plupart y sont revenus sur leur lest. La petite humeur de cet Officier coute à la nation vingt mille livres sterling : les sucres sont restés dans des Isles où ils pourront être la proie de l'ennemi ; & le prix de cette denrée reste très-cher à Londres, où l'arrivée de tant de vaisseaux devoit le faire baisser. — La plupart des marabouts de cette flotte qui servoient le Gouvernement depuis trois ans & plus dans les Isles ont été pressés à leur arrivée avec la plus impitoyable barbarie.

LES Gazettes du 10 annoncent que le Chevalier W. Erskine & le Général Jones, sont arrivés de New-York avec la nouvelle de la déroute entière des forces aux ordres du Général Prévôt devant Charles-Town. Il y a eu deux affaires sanglantes les 13 & 14 Juin, dans lesquelles le Général Lincoln, Américain, a eu l'avantage définitif qui a sauvé Charles-Town.

SUIVANT une lettre écrite de l'armée de Clinton le 16 Juin, ce Général avoit passé la rivière de Hudson & étoit entré le 18 Mai dans les Jerseys, où il a pris le fort *la Fayette*. Le principal fort américain nommé *le Désf* est situé à quelques milles en remontant la rivière. L'art & la nature semblent l'avoir fortifié à l'envi. Sa garnison est composée de deux mille Américains. Washington a fait quelques mouvemens pour le couvrir. Il y a apparence que nous y trouverons une résistance, d'autant plus vive que la possession

de ce poste nous rendroit absolument les maîtres de la rivière de Hudson.

SUIVANT d'autres nouvelles, les milices Americaines sont arrivées en si grand nombre sur les deux bords de la rivière d'Hudson, que le Chevalier Clinton s'est vu obligé le 4 Juin de redescendre au-dessous de *Peck'skill*, Washington étoit avec son armée sur la rive occidentale près de *Fish Kill*, & il avoit un gros corps de troupes sur le bord oriental. — Sur ce même bord l'armée du Roi consistoit en dix-neuf compagnies de grenadiers, dix-neuf d'infanterie légère, le trente-troisième régiment, quatre compagnies du Lord Cobhart, le corps de Robuison & cinq bataillons de Hessois. Il avoit sur l'autre bord les dix-septième, soixante-troisième & soixante-quatrième régiments. Le total de cette armée, sur les deux bords étoit de cinq mille quatre cents hommes. Le quarante-deuxième régiment, les volontaires Irlandois & les gardes étoient retournés à New-York, étant trop fatigués de l'expédition de la Virginie.

Les lettres venues de Quebec par le vaisseau sur lequel M. Stiles a passés en Angleterre, ont apporté des détails inquiétans sur les dispositions des Canadiens. Ils paroissent affectionner uniquement la cause des Américains, & n'attendre qu'une occasion pour faire éclater leur desirs d'être comptés au nombre des Etats-Unis. Les provisions de toute espece sont extrêmement cheres à Que-

bec. Ci devant on en exportoit du pain & de la farine , & ces deux articles formoient un objet considérable du commerce du Pays ; mais le Gouverneur a été obligé de les soumettre à un embargo qui durera jusqu'au premier Janvier prochain. Pendant toute cette année les Isles Angloises qui jusqu'ici ont tiré de Québec leurs principales subsistances , en chercheront où elles pourront. On apprend par les memes lettres que le poste du détroit est aujourd'hui en la possession des Américains : que le Lieutenant Gouverneur Hamilton (celui qui menaça le 13 Janvier dernier de violer le territoire de l'Espagne , si certains sauvages y cherchoient un asile. (Voyez gazette de Madrid du 20 Juillet) y avoit été défait & pris. Il s'étoit mis en campagne avec vingt Anglois & environ cinquante Indiens pour aller lever des *pélicrines* : comme il s'écarta un peu trop il fut coupé , & tout son parti massacré ou fait prisonnier.

Le lundi 2 Août l'Amiral Hardy étoit devant Plymouth : il a dû y recevoir le 3 ou le 4 de nouvelles instructions de l'Amirauté.

On assure que la campagne de *plaisance* du Gouverneur Johnstone , pour lorgner les ports de Saint Malo & du Havre , a coûté au Gouvernement soixante mille livres sterl. (environ un million & demi de France.) Il est à présent réuni à la grande escadre.

LES vaisseaux le *Terrible* & le *Berwick* de soixante quatorze canons (ce sont ceux qui

étoient rentrés maltraités par un coup de vent) & le *Prudent* de soixante-quatre, sont partis de Plymouth pour aller joindre la grande Escadre, dont la force sera par cette jonction de trente-six vaisseaux de ligne. Elle attend encore le *Marlbrough*. Aujourd'hui ce ne sont plus les hommes qui manquent, ce sont les vaisseaux, c'est-à-dire les bons vaisseaux, car on en connoit plus de quatre-vingt de ligne qui ne sont bons qu'à déchirer.

LE 5 Août, le *Marlbrough*, de 74 canons, n'étoit pas encore parti de Spithead pour rejoindre la grande escadre., qui le même jour (6) avoit été vue devant Fal-mouth, cinglant vers l'Ouest, c'est-à-dire, vers la sortie de la Manche.

On travailloit en toute diligence à Portsmouth aux vaisseaux le *Sandwich*, de 90, l'*Ajax*, de 74, la *Princesse-Amélie*, de 80. Le *Royal-William*, très-vieux, aussi de 80, devoit entrer dans le bassin aussi-tôt que le *Barfleur* en seroit sorti.

On presse la réparation de l'*Alcide* & de l'*Edgar*, de 74, dans la Tamise.

IL est constant aujourd'hui que le Lord Sandwich, malgré toutes les paroles qu'il avoit données, ne pourra pas mettre à flot quarante-cinq vaisseaux de ligne.

ON dit que les Provinces-Unies ont fait à notre mémoire une réponse, dans leur style ordinaire, c'est-à-dire très-équivoque. Cependant, telle qu'elle est, le Cabinet Britannique s'en contentera, parce qu'il n'est

IXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pas trop curieux de lire un troisième manifeste.

P. S. du 11 Août.

L'Amiral Hardy, fort de trente sept vaisseaux de ligne, par la jonction du *Marlborough*, croisoit le 7 sur le Cap Lizard. — La nouvelle vient d'arriver que l'armée navale combinée de France & d'Espagne a paru sur l'Isle d'Ouessant le 6 Août. On vient de me donner un état de cette armée, en me le garantissant très-exact. Je le joins à mon paquet.

F I N.

LIGNE DE BATAILLE de l'Armée combinée, sous le commandement de M. le Comte D'ORVILLIERS, Lieutenant Général des Armées navales de Sa Majesté Très-Chrétienne, Grand-Croix de l'Ordre Royal & Militaire de Saint Louis, en 1779.

[9 Août 1779.]

VAISSEAUX.	CORPS.	CARRE.	COMMANDANS.	CORVETTES, Longins, Corbe.	CORVETTES.	FRÉGATES.	CORVETTES.	COMMANDEUR.	Longins, Bonté, Brulots, &c.	CORVETTES.	COMMANDEUR.
ESCADRE BLANCHE ET BLEUE.											
Le Croyable.....	74		Messieurs, Marquis de Nivelle.								
S. Michel.....	70		Don Carlos MORA.								
L'Aigle.....	Chef.		DE ROCHEBOUARD.								
Le Phénix.....	64		DE CASQUERY.								
S. Pablo.....	70		D. Carlos de la Villa.								
ESCADRE BLANCHE.											
L'Excellence.....	64		De Billeroy.								
Arrogance.....	70		De Lopez.								
La Ville de Paris.....	Chef.		DE GUICHEN.								
Le Glorieux.....	74		De Beaufort.								
Le Sémur.....	70		D. Xavier Morales.								
ESCADRE BLEUE.											
L'Indien.....	64		La Grandière.								
S. Pedro.....	70		Francisco Benes.								
S. Joseph.....	Chef.		D. ANTONIO HERRERA.								
Le Palmier.....	70		De Reals.								
La Victoire.....	74		Albert de S. Hypolite.								
ESCADRE BLANCHE.											
Le Zodiaque.....	74		Li Pote-Vesin.								
Guerrero.....	70		Don de Liva.								
S. Vincent.....	Chef.		Don d'Arce, L ^{re} G.								
Le Scipion.....	70		Comte de Cherley.								
Le Bien-aimé.....	74		D'Aubertin.								
ESCADRE BLEUE.											
L'Astucieux.....	74		Berardin.								
S. Carlos.....	80		De Pablo Lizaso.								
Le Bragme.....	Chef.		Comte D'ORVILLIERS.								
Le Neptune.....	74		Hudson.								
Le S. Pierre.....	70		D. Luis Ramirez.								
ESCADRE BLANCHE.											
Le Delfin.....	74		De Epinoise.								
S. Joseph.....	Chef.		Don Carlos de Torres.								
S. Isaac.....	70		Don An ^{te} Poindat.								
Le Bourgogne.....	74		De Morin.								
Le S. Pierre.....	64		De Montclair.								
ESCADRE BLEUE.											
L'Hercule.....	74		Comte d'Amblimont.								
Le Septentrion.....	Chef.		D. An ^{te} Orléon Funes.								
Le Saint-Espoir.....	70		Chevalier de TERNAY.								
Le Neptune.....	74		Baillier.								
S. Ange de la Guardia.....	70		Don Gordon.								
ESCADRE BLANCHE.											
Le Bizarre.....	64		Saint Rivaux.								
Le Conquérant.....	74		De Moncil.								
S. Pierre.....	Chef.		D. Miguel GARCIA.								
S. Pierre.....	70		Le Moncil.								
L'Académie.....	64		D. Borda.								
L'Académie.....	70		L'Anchard.								
ESCADRE BLEUE.											
L'Académie.....	64		De Tremignon.								
Le Bizarre.....	70		Dr. Cordero.								
S. Louis.....	Chef.		Don SOLANO.								
Le Cap.....	74		Sollans.								
Le Pluton.....	70		D'Auchaux.								

Nota. Ses Excellences M^{rs} de CORREIA, Commandant l'Escadre Espagnole, a dit que son intention étoit de marcher en Echiquier, sur la ligne opposée à l'est de Bataille, de la grande Armée, au vent de l'est, en observant de prendre le vaisseau de Croyable, placé à l'extrémité de la ligne, pour point de ralliement.

NOMS des Vaisseaux Espagnols qui composent l'Escadre d'observation.

S. Tré-dad.....	114	D Luis de Cordova.....	70
S. Nicolas.....	80	D Ventura Monreal.....	70
Morales.....	70	Ant. Giron, Ch. d'El.....	70
S. Felipe.....	70	D. Ignace Penier, Enq.....	70
S. Basile.....	70	Don Juan Pedregal, id.....	70
S. Eugenio.....	70	Ant ^{te} Diamante.....	70
Principe.....	70	D. Emanuel de León.....	70
Arbore.....	70	D. An ^{te} Casanueva.....	70
S. Francisco d'Alba.....	70	José Dumas.....	70
S. Fr. de Paula.....	70	José de Rivas.....	70
Velasco.....	70	Luis Manos.....	70
Gallia.....	70	Juan de Claviera.....	70
S. Ysidro.....	70	D. Diego Quirós.....	70
S. Francisco d'Alba.....	70	Donato Filles.....	70
S. Valentin.....	70	Ant ^{te} Roquela.....	70
Alonso.....	70	Thomas Valdesola.....	70

FRÉGATES.

Santa Gertrudis.....	38	Com.
Santa Rufina.....	1	
	3	

La Gentile, Frégate de 38 can de Mangual.

ESCADRE BLEUE.	
Le S. Michel.....	64
Le Conquérant.....	70
Le Conquérant.....	70
Mignone.....	70
Le Triton.....	74
	74

Nota. M. de la TROCHE-TRAVAILLÉ, Commandant l'Escadre légère, marchera dans l'est de l'Echiquier, sur la ligne opposée à l'est de Bataille de la grande Armée, en observant de prendre au vent, aussitôt que la seconde ligne se présente, & ayant pour point de ralliement, le vaisseau de Pluton, placé à l'extrémité de la ligne de Bataille.

LES FRÉGATES se tiendront à une portée de canon des Vaisseaux pavillons, du côté opposé aux Ennemis. LES CORVETTES se tiendront très-près du Commandant de leur Escadre. LES LOUGRES & CUTTERS se tiendront entre les Vaisseaux & Corvettes : ce qui doit avoir lieu également lorsque l'Armée marchera sur trois colonnes, en observant que les trois Frégates chargées de répéter, doivent se tenir au contre & au vent de leur Escadre, quand même les Corvettes marcheront à la tête.

RELEVÉ DE LA FLOTTE.

VAISSEAUX DE LIGNE.	Corps d'Armée.....	45
	Escadre d'observation.....	16
	Escadre légère.....	5

FRÉGATES pour les Divisions..... 14

CORVETTES..... 3

LOUGRES..... pour le service des Escadres..... 3

CUTTERS..... 3

BRULOTS François ou Espagnols..... 6

BOMBARDERS Françaises..... 2

FLUTES pour les Vies..... 2

BATIMENS pour les Hôpitaux..... 2

TOTAL..... dont 54 Françaises..... & 47 Espagnols..... 101.

TOTAL DES CANONS..... 5440.

cains. Le sieur Frazer étoit lui-même dans un canot d'écorce avec 14 chasseurs; il s'étoit fait accompagner de deux canots montés par des Sauvages de Saint-François, & un troisième conduit par des Canadiens. A la vue du bateau ennemi, les Sauvages, plus habiles à manier la rame, les empêcherent d'effectuer le débarquement qu'ils méditoient, en faisant sur eux un feu continu. Le sieur Frazer ordonna aux Canadiens d'attaquer les Rebelles: ils refuserent absolument; cependant un des Sauvages ayant été blessé, ces héros barbouillés perdirent courage; & les Américains alloient échapper, lorsque l'Officier Anglois, décidé à se rendre maître du bateau, leur lâcha une décharge de sa mousqueterie à bout portant: on ne manqua pas de la lui rendre; & le feu des Américains fut fatal à un jeune homme de la plus belle espérance, qui fut tué dans cette escarmouche; enfin le bateau se rendit au sieur Frazer, qui amena ses prisonniers en triomphe à Saint Jean, d'où il est reparti mieux accompagné, ayant avec lui les grenadiers du vingt-unième régiment, & un grand bateau qui porte à l'avant une piece de canon de six.

1776.

Août
&
Septem.*Etat des Anglois.*

Le premier Août le Général Burgoyne n'étoit pas encore sur le lac: Il avoit fallu

1776.

Août,

&

Septem.

attendre que l'on eût construit des navires pour remonter les courans rapides : ses bateaux se trouvoient enfin prêts ; & les troupes n'attendoient que les ordres pour leur embarquement.

Le 13 Août, l'espoir de l'armée Angloise s'étoit ranimé. Deux Officiers avoient été nommés pour remettre en activité l'entreprise du passage des lacs, que la mauvaise santé du Colonel Christie l'avoit empêché de suivre avec la vigueur nécessaire. Un mois environ de tems perdu avoit été regagné par le Major Carlton & le Capitaine Moncy. Ils avoient fait construire environ 30 bateaux, outre les gondoles, &c. Une lettre écrite de cette date annonce que l'armée comptoit être bientôt en possession de Ticondérago.

Etat des Américains.

D'Albany, 12 Août.

» Un particulier vient d'arriver du lac où il s'étoit rendu par ordre du Congrès pour y faire la revue de notre armée. Selon son rapport, elle consiste en cinq mille hommes bien disposés. Outre des fortifications qu'il est impossible de forcer, nos troupes ont 60 pieces de canons montées, portant depuis neuf jusqu'à dix-huit livres de balle ; & leur artillerie sera bientôt augmentée de 40 pieces de plus : il y a 9 gondoles sur le lac, 2

 1776.
 Août,
 &
 Septem.

galeres & trois schooners bien équipés & prêts pour le service. Cette petite flotte sera en tout composée de 28 voiles, qui réunies, monteront 60 canons, 117 pierriers & à-peu-près mille hommes d'équipages. Notre Général Gates a envoyé deux Officiers pour observer l'armée des Royalistes : l'un deux en a rapporté les détails suivans. Ils ont 2,000 hommes à Saint Jean, 1,000 à l'Isle aux Noix & 1,500 à Chambly. Ils n'ont sur le lac qu'une trentaine de bateaux ; il paroît que l'intention de l'ennemi n'est pas de nous attaquer, mais de se tenir sur la défensive. Le Général Gates dit que quand les Royalistes seroient au nombre de vingt mille, il ne s'en inquieteroit pas ; nous avons d'ailleurs des espérances de succès, fondées sur la mésintelligence qui regne entre Carleton & Burgoyne ; le premier ne s'accommodant point du tout de ce que le dernier doit diriger en chef les opérations sur les frontieres du Canada. Nous apprenons aussi que les Canadiens en général sont fort mécontents de Carleton, qui est naturellement fier & présomptueux, malgré ce que peuvent en dire les habitans de Montréal.

Trois brigades d'Américains étoient campées le 3 Août sur le mont Indépendance, au Sud-Est du fort de Ticondérago. Le 15 la flotte Américaine sur le lac Champlain, consistoit dans les vaisseaux suivans.

100 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1776. Le *Royal Savage*, Capitaine Wynkoop;
Août 12 canons de 9, 6 & 4, 10 pierriers &
& 50 hommes.

Septem. L'*Entreprise*, Capitaine Divon, même force.

Le *Revenge*, 10 canons, 10 pierriers, &
35 hommes.

Le *Liberty*, Capitaine Primer, 10 canons,
10 pierriers, 45 hommes.

Quatre gondoles montées par les Capitaines
Mansfield, Simons, Summen & Ustings.

Chaque gondole ayant 3 canons, 1 de 12
& 2 de 9, 8 pierriers & 45 hommes.

Trois galeres prêtes à lancer, ainsi que
dix autres gondoles.

*Précautions prises par le Congrès pour arrêter
les progrès de l'ennemi.*

Les Colons des parties Septentrionales de
l'Amérique ont reçu ordre du Congrès de
fortifier tous les passages au-de-là de New-
York. En conséquence on a commencé à tra-
cer l'emplacement & à jeter le fondement
de quelques forts, que l'on a intention de
mettre au plutôt dans le meilleur état de dé-
fense. Ceci n'est que par précaution; au cas
que l'armée Royale se saisisse de Ticondé-
rago & de Crown-Point, pour s'ouvrir le
chemin de la Province de la Nouvelle-York;
le Congrès se dispose à disputer le terrain
& empêcher par là le Général Carleton de
faire de trop rapides progrès.

Dispositions des Américains.

Extrait d'une lettre de Ticondérago, du
15 Août.

1776.

Août 1
&

Septem;

Je suis venu ici pour conduire un Canadien de Saint-François au Quartier-Général. Il m'assure que les Sauvages sont déterminés à ne point se mêler de la guerre. Les affaires commencent à prendre ici une face différente; la plus parfaite harmonie regne parmi les Officiers Généraux. La discipline s'est établie dans les troupes, & elles sont pleines d'ardeur. Les soldats arrivent en foule de la Nouvelle-Angleterre à Skeensborough. Le Général Carleton a traité avec la plus grande barbarie les Canadiens qui nous étoient favorables. Le Général Burgoyne a tâché de persuader à quelques tribus de Sauvages du Canada de se joindre à l'armée Britannique; mais ils ont refusé solennellement de prendre aucune part dans cette querelle, en disant que si la Grande-Bretagne & l'Amérique venoient à se réconcilier, ce seroient eux qui souffriroient le plus, & qu'en conséquence ils étoient déterminés à rester neutres: de notre côté, on est sûr que nous ne les employerons point. Nous avons reçu une grande quantité de viande fraîche, qui a été d'une grande utilité pour le rétablissement de nos malades. Nos forces maritimes consistent en huit gondoles & en

1776
Août
&
Septem.

quatre senaults. Nous nous disposons à descendre le lac, pour aller attaquer Saint-Jean, qui est actuellement entre les mains du Général Burgoyné; & comme notre armée est pleine d'ardeur, je ne doute point que cette expédition n'ait le plus heureux succès.

NOUVELLE ÉCOSSE.

Etat des affaires dans la Colonie Angloise de la Nouvelle-Écosse.

Tentative projetée à Halifax contre les Américains du Nouveau-Hampshire.

Un corps de Montagnards a été transporté à la baye de Fundy, sous le convoi de trois frégates & de trois brigantins armés. Le projet étoit qu'ils pénétreroient par-là dans la Nouvelle-Hampshire. — Ces troupes sont restées au Fort Saint-Jean, dans la Baye de Fundy.

Ce fut cette entreprise qui donna lieu à l'Arrêté pris par l'Etat de Massachusset pour mettre un embargo sur tous les comestibles.

Il fut question dans le même temps d'un pareil projet, de la part des Américains, contre Halifax, & dont étoit chargé le Général Schuyler. Mais ni l'une ni l'autre de ces expéditions n'a eu lieu.

On a ajouté de nouvelles redoutes aux for-

tifications d'Hallifax, dont la garnison est d'environ 1209 hommes. Le feu qui avoit pris vers la mi-Juillet au Chantier obligea le Gouverneur à prendre les mesures les plus rigides contre les gens suspects, & de leur côté les Américains défendirent sous de graves peines toute correspondance avec Hallifax.

1776.
Août,
&
Septem.

Il y avoit dans le port deux frégates, le *Milfort* & le *Liverpool*, de 28 canons, & le *Hope*, brigantin de 12. — On en construisoit un autre de 16.

Fortifications & artillerie dans la Ville. — Six pièces de fonte de 6 & de 3.

Une redoute en pentagone, à cent pas à l'Ouest du Chantier : une autre sur *Pedley-Hill*, à un mille & demi Nord-Ouest du Chantier : un dito tetragone à cinq cents pas Sud-Ouest.

Un petit parapet sur une hauteur à cent pas au Nord. — Chacune de ces redoutes garnie d'estacades. Une estacade de 25 pieds sur 8 de chaque côté de la porte du Chantier. — Il n'y avoit encore aucun canon monté sur ces redoutes le 16 Août.

Un parapet quarré pour du canon (presqu'achevé) sur *Citadel-Hill*, avec douze pieces de 24, trois sur chaque face, Nord, Est, Sud & Ouest ; la face orientale opposée au port.

Une estrade de 40 pieds sur 60 dans ces ouvrages.

Dans *King's-County*, 237 hommes des

1776.

Août

&

Septem.

Emigrans montagnards; dans le *Cumberland*; 272 des *Fencibles Américains* : mais beaucoup de desertion dans ces troupes.

Le Chantier est bas, à un mille Nord-quart-d'Ouest du centre de la Ville; il est entouré d'un bon mur haut de 10 pieds; mais ce mur ne résisteroit pas à un boulet de 3.

Mesures prises par le Commandant pour les subsistances.

L'Ordonnance suivante, devenue nécessaire par le prix énorme que chaque particulier mettoit à ses denrées, fera connoître la cherté des provisions dans cette Ville, même au taux du nouveau Règlement.

Par l'honorable Mariot Arbuthnot, Lieutenant-Gouverneur & Commandant en chef pour Sa Majesté dans la province de la Nouvelle-Ecosse, & tout ce qui en dépend, &c.

Comme les denrées se débitent, sans aucun rabais, au prix énorme que le séjour de la flotte & de l'armée, parties depuis long-tems, avoit occasionné, d'où il arrive que les particuliers peuvent à peine se procurer le nécessaire & souffrent beaucoup de ces exactions exorbitantes; j'ai jugé à propos, d'après l'avis du Conseil de Sa Majesté, de donner cette Ordonnance, après la publication de laquelle quiconque demandera

 1776.
 Août,
 &
 Septem.

plus de neuf sols, monnoie du pays, pour la livre de porc, veau, agneau, volaille, les pieces de bœuf de choix & les autres en proportion, ou plus d'un shelling pour la livre de beurre ou pour le lait, plus de six sols par pot, mesure de biere, sera regardé comme exacteur & puni avec toute la sévérité que le cas & les loix exigeront.

Enjoint aux Juges de Paix, aux Commis ayant le département de la police des Marchés, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

Les loix portées contre les Regrattiers & celle qui concerne la police des Marchés, auront leur plein & entier effet.

Donné sous mon seing & le sceau de mes armes, à Hallifax, ce 14 Août 1776, la seizieme année du regne de Sa Majesté George III.

M. ARBUTHNOT,

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur,

RICHARD BULKLEY.

JOURNAL de l'Angleterre, depuis le 29 Septembre jusqu'au 10 Octobre, jour auquel fut publiée dans la Gazette de la Cour la dépêche du Général Howe du 3 Septembre, sur la descente de l'armée dans l'Isle Longue.

Apperçu politique du 29 Septembre au 10 Octobre.

1776.
Septem.
&
Octobre.

LES propriétaires des terres sont sans discernement, & se laissent accabler d'impôts en donnant les mains à tout ce que la Cour exige. La perte sans ressource de l'Amérique Septentrionale sera bientôt suivie de la défection des Isles occidentales. L'Empereur établissant une Compagnie des Indes à côté de celle d'Angleterre, devient un voisin dangereux. La France va mettre en mer des flottes formidables pour s'assurer un commerce libre avec l'Amérique septentrionale, au moyen duquel elle sera en état de suppléer aux besoins de ses Colonies, tandis que les nôtres restent en proie à toutes les miseres de la disette la plus effrayante. Les Hollandois, tirant partie de tout, amassent des sommes immenses en devenant les pourvoyeurs généraux de l'Angleterre & de

l'Amérique. La Grande-Bretagne, plongée dans les horreurs d'une guerre civile dans laquelle elle ne peut trouver rien à gagner par la victoire, & où elle perd tout si elle est vaincue, ce Royaume si grand jadis & si florissant, tombe dans le mépris & la pauvreté, les Colonies, qui en étoient le nerf & le soutien, renonçant à toute dépendance. Voilà ce qui arrive, ou du moins ce qui arrivera.

1776.
Septem.
&
Octobre.

Il se forme à Londres, suivant l'occasion, des associations ou comités particuliers, où l'on agite les affaires de la Nation en général, où l'on prépare les différens remèdes que les Membres de ces Assemblées jugent être les plus propres à guérir les maladies du corps politique : on s'y occupe même du salut de quelque particulier favori de la multitude, comme on l'a vu dans l'affaire du sieur Wilkes. Au commencement des troubles d'Amérique, il s'est formé dans la Cité plusieurs de ces confédérations : dans l'une, on ouvroit des souscriptions pour le soutien des Royalistes en Amérique & pour l'entretien de leurs veuves & orphelins : dans l'autre, on frondoit les procédés de la Cour : dans celle-ci on ne proposoit que remontrances pour prier le Roi d'écarter de lui des Ministres qu'on lui représentoit comme des conseillers dangereux & pervers ; dans celle-là on approuvoit la conduite du Ministère, on votoit que telle ou telle

1776.
Septem.
&
Octobre.

personne seroit chargée d'offrir à Sa Majesté tous les secours nécessaires pour maintenir ses droits sur l'Amérique & faire rentrer les Colonies sous son obéissance : c'est de celle qui s'est déclarée contre les mesures du Gouvernement que nous avons à parler. Elle tient ses assemblées dans une taverne *Fleet-Street*, & prend le nom d'*Association de Londres* (London Association). Le Lundi est le jour que les Associés ont choisi pour se réunir, & décider de ce que l'on fait & de ce que l'on doit faire. Leur dernière décision, imprimée dans les papiers du matin, est conçue en ces termes :

» Arrêté que cette Association, gémissant sur les calamités nationales, sensiblement touchée de voir l'honneur & la justice de notre pays si profondément blessées & perverties, nos armes déshonorées, notre commerce anéanti, & cet Empire jadis si grand, ruiné & démembré, conjure & supplie les Membres de l'une & l'autre Chambres du Parlement, qui aiment encore la liberté & leur pays, de prendre les mesures les plus promptes pour obvier aux conséquences fatales qui suivront les procédés actuels, soit en formant entr'eux un Comité de sûreté, ou employant tel autre moyen qu'ils croiront plus propre à sauver ce pays infortuné de la corruption du pouvoir législatif, & le peuple qui l'habite de la destruction imminente de la vertu & des mœurs.

Arrêté que cette Assemblée se réunira en cette taverne lundi 13 Octobre à sept heures du soir. 1776.

Septem.
&
Octobre.

L'opinion de plusieurs particuliers arrivés depuis peu de la Virginie, est que décidément les Américains n'entendront à aucune proposition d'accommodement. Ils semblent n'avoir en vue qu'une indépendance absolue : ils travaillent sérieusement à se la procurer ; l'occasion est trop favorable pour la laisser échapper.

On assure que parmi les lettres que l'on dit avoir été interceptées & mises entre les mains du Procureur Général, il s'en trouve une écrite par un Membre d'une Société de patriotes : elle est adressée au sieur Adams, ame du Congrès Américain, & contient, entr'autres, ce passage frappant : « Notre cause est la même que la vôtre : les Membres qui composent notre Parlement ne sont pas duement élus, puisque la plupart ne le sont qu'à force d'argent ; ils n'ont aucun droit de faire des loix, & rien ne nous astreint à nous soumettre à celles qu'ils ont fabriquées. Comptez sur nous : vous nous trouverez prêts à vous aider de tout notre pouvoir ».

Les dépenses qu'entraîne avec elle la guerre d'Amérique sont excessives. Seulement pour ce qu'on appelle service secret, c'est-à-dire, les sommes passées aux Ministres des différens départemens, tant pour leurs propres

1776. appointemens que pour les dépenses sournes
 Septem. qu'exige l'exercice de leurs divers emplois :
 & ces articles excèdent le double de ce à quoi
 Octobre. ils montoient autrefois : on les portoit ,
 année commune, à 26 ou 30,000 liv. sterl.,
 & si le calcul suivant est exact, cette dé-
 pense , pour l'année 1775, va jusqu'à
 73,770 liv. sterl. Voici comme on l'éta-
 blit :

Pour le Ministre au département	
du Sud.....	78,000
Celui du Nord.....	8,550
Celui d'Amérique.....	46,250
Sur les <i>Bons</i> du premier Lord de	
la Trésorerie	4,800
Du premier Lord de l'Amirauté..	5,600
Du Ministre de la Guerre.....	700
	<hr/>
	73,700

Par des calculs dont on ne peut pas ga-
 rantir la justesse, l'entretien des troupes An-
 gloises en Amérique monte toutes les se-
 maines à 100,000 liv. sterl.

Il faut de si grandes quantités de mon-
 noies d'or de Portugal pour cet objet, que
 le Gouvernement l'achete au-dessus du prix de
 la place ; il en donne 3 liv. 18 sols par once
 au lieu qu'il devroit n'en donner que 3 liv.
 17 sols.

Le prix des assurances pour le commerce
 des Isles, aller & retour, est à cinquante

pour cent : ce prix a été donné à Glasgow par un vaisseau de ce port.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Les Anglois employent des sommes d'argent considérables à Archangel pour acheter des munitions navales que ci-devant ils tiroient de l'Amérique. En revanche, la demande des Manufactures Angloises en Russie est fort augmentée, sur-tout dans la Quincaillerie & les boutons ; c'est ce qui se remarque à Birmingham, où le prix des loyers & le nombre des maisons ne font que s'accroître.

Succès de la navigation intérieure entre Manchester & Liverpool, établie par le Duc de Bridgwater.

Les dépenses de ce Seigneur se sont montées à 220,000 liv. sterl. Dans le cours de la première année de sa jouissance, le transport des passagers entre Runcorn & Manchester lui a rapporté 950 liv. & celui des marchandises entre Manchester & Liverpool 12,500 liv. — Lorsque la navigation sera poussée jusqu'à Stockport, il y fera parvenir le sel, le fer, la chaux, les planches & la grosse épicerie. De cette ville ces articles passeront aisément à Macclesfield & au Peck de Derby. Qu'il est beau d'être grand Seigneur & riche, pour mériter le nom de citoyen !

1776.

Nouvelles arrivées d'Amérique.

Septem.

&

Octobre.

Le sieur Greed, Major d'un régiment commandé par le Lord Cornwallis, est arrivé avec des dépêches de la part du Général Howe pour le Secrétaire d'Etat : le sieur Robarts, Lieutenant de vaisseau, l'accompagnait & étoit chargé de celles du Lord Howe pour l'Amirauté. Ces deux Officiers ont mis six semaines à venir de la Nouvelle-York ; ce long intervalle de tems leur avoit fait conjecturer qu'ils apprendroient à leur arrivée la nouvelle d'une attaque exécutée sur New-York, d'autant mieux qu'elle étoit projetée depuis long-tems. Ils ont paru, on ne peut pas plus surpris de ce qu'elle n'avoit pas encore eu lieu, parce qu'ils assurent qu'à leur départ les Américains avoient signifié expressement leur résolution de n'entendre à aucune proposition d'accommodement.

Le Général Irwin, Commandant Général des Armées en Irlande, reçut le 7 Octobre des nouvelles d'Amérique, qui portoient que le Lord Howe avoit envoyé aux Magistrats de New-York une lettre par laquelle il les sommoit de rendre la Ville ou d'en sortir eux & tous les Habitans, & que ces Magistrats lui avoient fait réponse qu'ils avoient ordre du Congrès de la défendre, & qu'en effet ils la défendroient jusqu'à la dernière extrémité ; que si le Lord Howe parvenoit à

à forcer leurs retranchemens, ils se retire-
roient dans leurs lignes, où ils feroient cer-
tains de lui opposer une résistance qui fe-
roit échouer toutes les mesures. Sur cette
réponse, le Lord leur envoya un autre Par-
lementaire pour les informer qu'il avoit as-
semblé un Conseil de Guerre, dont l'avis
unanime étoit que si les Américains brû-
loient la ville de New-York, on donnât ordre
aux troupes Britanniques de les passer tous
au fil de l'épée. La réplique des Américains
fut que si le Conseil de Guerre du Lord
Howe n'annulloit point sa résolution, &
si la Providence favorisoit leurs armes,
ainsi qu'ils l'espéroient, les troupes Royales
devoient s'attendre aux représailles les plus
rigoureuses.

1776.

Septem.
&
Octobre

*Ordres donnés en Espagne relativement aux
Corsaires Américains.*

Des avis de Bilbao, confirmés par les rap-
ports de quelques bâtimens arrivés en An-
gleterre, touchant les ordres envoyés au
Commissaire de la Marine dans ce Port, de
relâcher l'Armateur Américain qu'il avoit ar-
rêté, se sont vérifiés par des lettres reçues
en droiture de Madrid, & qui ajoutent,
» qu'afin que ledit Commissaire scût à quoi
s'en tenir dans la suite en pareil cas, la Cour
d'Espagne lui avoit ordonné, que, lorsqu'a
l'avenir il viendrait dans le Port d'autres

1776. Armateurs de la même Nation , il leur ac-
 Septem. cordât vingt quatre heures pour se pourvoir
 & des choses nécessaires , & qu'ensuite il les
 Octobre. laissât repartir librement. Cependant cette
 dernière circonstance ne se trouve point dans
 la lettre écrite à ce sujet par le Marquis
 de Grimaldi au Gouverneur de Bilbao , qui
 a été rendue publique en Angleterre , & dont
 voici la traduction.

» Par la lettre de Votre Excellence du 4
 de ce mois , & la preuve qui l'accompa-
 gnoit , Sa Majesté a été pleinement infor-
 mée de ce qui s'est passé à l'égard du vais-
 seau Américain le *Hawke* , Capitaine Jean
 Lée, depuis son arrivée jusqu'au moment où
 Votre Excellence s'est portée à sa détention
 formelle , en lui ôtant son gouvernail , pour
 satisfaire à la demande qu'en avoit faite Don
 Ventura-Francis Gerres de la Torre (Vice-
 Consul d'Angleterre) , habitant de votre
 Ville ; & Sa Majesté a également vu la pro-
 testation faite par ledit Capitaine Américain
 pour les dommages & intérêts qui pourroient
 résulter de la détention de son vaisseau.

En conséquence , Sa Majesté vous fait in-
 former que , comme elle observe une parfaite
 neutralité dans la présente guerre , & que ,
 par un effet de l'amitié qu'elle entretient ,
 & dont elle fait profession à l'égard de Sa
 Majesté Britannique. Elle ne donne aucuns
 secours aux Colonies. Elle juge qu'en pareil
 cas il est juste & convenable à la même

neutralité de ne point leur refuser cette entrée & cette admission, qui leur ont été concédées jusqu'à présent, aussi long-tems qu'elles respecteront sa Jurisdiction territoriale de la maniere & dans les termes prescrits. 1776. Septem. & Octobre.

Outre ces raisons, Sa Majesté ne considere point Don Ventura Francis Gerres de la Torre comme étant partie légale ou une personne propre à solliciter une démarche ou mesure de cette nature. Vous aurez donc soin de remettre immédiatement en pleine liberté ledit vaisseau Américain, en lui restituant tous les papiers & titres & lui permettant d'acheter telles marchandises & effets dont il pourroit avoir besoin pour être en état de retourner en sa patrie; mais sans l'assister d'aucune maniere dans des matieres prohibées. Dieu garde Votre Excellence.

Saint-Ildephonse le 7 Octobre 1776.

Signé Marquis DE GRIMALDI.

Cette neutralité, observée par la Cour de Madrid en cette occasion, a ajouté quelque degré de crédibilité à la nouvelle reçue par la voie d'Italie, qu'il se trouvoit depuis quelque tems à Madrid deux Plénipotentiaires des États-Unis, & que, malgré les représentations de l'Ambassadeur Britannique, il leur a été permis d'y continuer leur séjour.

1776. *Ordres donnés par les Provinces-Unies relativement aux Américains.*

Septem.

&

Octobre.

Par une publication en date du 10 de ce mois, les Etats-Généraux ont continué pour un an la défense d'exporter des munitions de guerre, sans permission des Colleges de l'Amirauté, ou de les embarquer à bord de vaisseaux appartenans à des Habitans des Domaines Britanniques; le tout sous les mêmes peines que ci-devant, &c.

Ce renouvellement de défenses avoit été sollicité par le Chevalier Joseph Yorke, Ministre plénipotentiaire d'Angleterre, qui avoit porté des plaintes sur ce que les ordres qui venoient d'expirer avoient été très-mal observés, & que les bâtimens Hollandois avoient porté en Amérique des munitions de guerre. — Il avoit demandé aussi que l'entrée des Ports de la République fût interdite aux Américains.

Acte de générosité d'un Corsaire Américain.

Le vaisseau le *Bée*, Capitaine Wallace, de Topsham, fut pris revenant de l'Isle Grenade. — Etant monté à bord du Corsaire, il lui dit que son vaisseau eût dû être le dernier que les Américains eussent voulu prendre, son Armateur ayant mieux aimé le garder un an sans s'en servir, que de le fréter au Gouvernement pour transporter

des troupes en Amérique. Le Corsaire s'étant assuré, par le témoignage de tout l'équipage, de la vérité de ce fait, rendit le vaisseau & la cargaison au Capitaine, se contentant d'en tirer quelques rafraichissemens.

1776.

Septemb.

&

Octobre.

Dispositions de quelques Ecoffois relativement aux Américains.

Extrait d'une lettre d'Edimbourg le premier Octobre.

Je fais que l'on regarde en général les Ecoffois comme ennemis des Américains ; on leur attribue même tout ce qui s'est fait & se passe à présent de plus violent contre les habitans de cette partie du monde. Tout Ecoffois que je suis moi-même, j'avouerai que plusieurs de mes compatriotes ont été charmés de saisir une occasion de s'avancer dans les troupes, & ont jetté des dévolus sur les habitations confisquées des rebelles. Un grand nombre d'entr'eux, aussi pervers que leurs voisins, les Anglois, sont prêts à tout sacrifier pour seconder les vues du gouvernement, quelque injustes qu'elles soient, pourvu qu'ils y trouvent quelque chose à gagner ; mais je nie absolument que ce soit là la façon de penser du gros de la nation. J'en appelle aux remontrances faites par l'assemblée de l'Eglise d'Ecosse. Que l'on compare ces expressions modérées, ce style qui ne respire

1770. que la charité chrétienne, avec les requêtes
Septem. de plusieurs Corps & Villes d'Angleterre, on
& ne verra dans celles-ci qu'un esprit de despotisme,
Octobre. me, que des périodes boursoufflées, toujours
marquées au coin de la violence, & suggérant
des démarches les moins mesurées, je dirois
presque les plus sanguinaires.

Je n'ignore pas que le gouvernement n'a rien oublié pour obtenir de notre assemblée synodale une remontrance qui donnât à entendre qu'elle approuvoit la conduite de la Cour. On a employé pour cette négociation l'homme du monde le plus propre à la faire réussir, si l'artifice & les prétextes spécieux dont il s'arma pour plaire à ses maîtres avoient pu séduire nos Anciens (on appelle ainsi les Ministres de l'Eglise d'Ecosse). Malgré tous les efforts qu'il fit pour faire remplir cette remontrance du feu du despotisme & du souffre ecclésiastique, il ne put leur faire entendre raison. S'il ne se fût pas même départi de ses intentions, le Roi se seroit passé de la remontrance ou compliment que notre Eglise fait annuellement à S. M. Il y a plus, Monsieur: il s'est trouvé dans notre clergé un homme qui a porté les marques de son opposition à un point scandaleux, jusqu'à omettre la prière pour le Roi, ou ne faire mention de S. M. que quand il pouvoit joindre son nom à quelqu'autre. Dans l'Eglise principale d'Edimbourg, le ministre ayant à recommander aux prières des fidèles une

vieille femme, (comme cela se pratique dans les Eglises Protestantes & autres) il s'exprima ainsi : on recommande à vos prieres Marie Macdougall & George III.

1776.

Septem.

&

Octobre.

Le 8 Octobre, plusieurs bâtimens de transport qui prenoient le reste de leur chargement à Gravesend, eurent ordre de remonter la riviere pour débarquer ce qu'ils avoient déjà reçu. On prétend que c'est parce que les ouragans regnent sur la côte d'Amérique, vers le tems où ils pourroient y arriver, (à la fin de Décembre) & que d'ailleurs les troupes Angloises en Amérique sont abondamment approvisionnées.

AFFAIRES D'IRLANDE.

Dans les mois d'Août & Septembre.

La Manufacture de toiles, qui avoit beaucoup souffert par les banqueroutes de 1772, paroît se relever un peu, d'après les états envoyés par le Lord Harcourt. Cependant la graine de lin ne venant plus directement d'Amérique, d'où l'Irlande en tiroit de grandes quantités, les prix sont augmentés. Elle vient en petite quantité par la voie de l'Isle Saint-Eustache, & par celle d'Amsterdam. Ce détour en augmente le prix, outre le préjudice que souffre la Nation, en ce que ce sont les Hollandois qui l'apportent. Des Marchands d'Hambourg qui ont spéculé sous

Hiv

1776. l'interruption du Commerce d'Amérique, y
en ont porté aussi quelques parties.

Septem. Plusieurs des principaux Officiers d'Etat
&
Octobre. en Irlande, se trouvant ensemble à Londres
le premier Octobre, on jugeoit qu'il se tra-
moit quelque grand changement pour ce
Royaume. — Ces Officiers étoient le Prevôt
de Dublin, l'Avocat & le Procureur Général,
& le Comte Nugent Trésorier. — Il y a ap-
parence que le Ministère formoit avec eux le
plan des changemens qui ont eu lieu dans la
Session de 1777 — 8. du Parlement Britan-
nique, pour adoucir le sort des Irlandois
quant au Commerce, & ceux que le Parle-
ment d'Irlande a fait aux Loix concernant les
Papistes. Ces MM. jouissent de la réputation
de créatures de la Cour, & sur-tout le Prevôt
de Dublin, dont l'avidité est presque passée
en proverbe. C'est de lui que le Lord Chester-
field disoit que si le Roi lui donnoit l'An-
gleterre, l'Ecosse & l'Irlande, il demanderoit
l'Isle de Man pour son potager. — Lorsqu'il
étoit premier Avocat de la Couronne, le Lord
Townshend, Vice-Roi, le vit un jour dans
le Parlement, tirer un homme à l'écart : Je
parie, dit ce Lord, qu'il demande s'il y a
quelque emploi vacant. Connoissez-vous,
ajouta-t-il (c'étoit au Secrétaire d'Etat qu'il
parloit), connoissez-vous quelque chose à
donner? — Rien du tout, si ce n'est une
majorité dans un régiment. — Eh bien, re-
prit le Lord, ce sera pour lui. En effet, il

la prit ; mais pour faire voir qu'il ne jugeoit point ce don proportionné à son mérite, il la vendit dès le lendemain. 1776.

Septem.
&
Octobre.

Les Irlandois craignent beaucoup de voir établir dans leur pays une taxe sur les terres qu'ils regardent comme la marque distinctive de l'esclavage. Ils fondent leurs craintes sur ce que la Cour ne manquera pas d'avoir un parti puissant dans l'une & l'autre Chambre de leur Parlement. Si nous n'avions, disent-ils, pour Membres des Communes que des Citoyens qui eussent du bien, qui eussent quelque fond de terre considérable ; si la Chambre des Pairs n'étoit composée que des Seigneurs Irlandois qui ont ici de gros revenus, nous éviterions sûrement de subir ce joug insupportable. Au lieu de ce qui devrait être, nous ne voyons parmi les derniers que des gens qui ne possèdent pas dix pouces de terrain dans le pays : nous n'avons rien à espérer & nous avons tout à craindre. La résistance du peu de bons citoyens qui ont à cœur les intérêts de leur patrie, sera inutile.

Le parti de la Cour, comme un torrent auquel rien ne peut s'opposer, entraînera nécessairement les autres, ou du moins étouffera la voix de la liberté qui voudra peut-être, mais ne pourra point se faire entendre.

1776. *Cuirs tannés exportés du Port de Dublin depuis*
 Septem. le 14 Septembre 1775 jusqu'au 4 Juillet
 & 1776.
 Octobre.

Pour Gibraltar.....	8,093
Cadix.....	6,098
Livourne.....	4,571
Naples.....	4,500
Dronthem, &c.....	55
Total.....	23,317

Le Lundi 30 Septembre, le régiment d'Infanterie levé depuis peu sous le titre de Volontaires d'Irlande, mais plus vulgairement par le nom de Garçons-Verds (à cause de son uniforme) fut arrêté par surprise & resserré dans le manège qui est dans la cour des Casernes. On y plaça une forte garde, & vers le soir on le fit entrer dans des petits bateaux, sur lesquels il descendit la rivière Liffey, toute la garnison étant sous les armes le long du quai: il passa de-là dans des alleges dont on ferma sur lui les écoutilles, & dans cet état on le conduisit comme une troupe de criminels à bord des bâtimens de transport qui l'attendoient. Cette nouvelle façon de traiter des Volontaires (a) a étonné tout le monde:

(a) Le souvenir de cette aventure a été cause en

les soldats de la garnison ont vu ce spectacle avec effroi : ils craignent d'essuyer un jour le même sort. Quelle idée toutes les Cours de l'Europe doivent-elles se former de la guerre actuelle ? que penseront les Américains de la manière dont nous nous y prenons pour lever des recrues ? Nous promettons solennellement aux gens de bonne volonté de ne pas les expatrier, & nous ne faisons aucun scrupule de manquer de la plus honteuse manière à nos engagements. Représentez-vous des hommes, des volontaires désarmés, enveloppés de soldats qui, en leur poussant la bayonnette dans les reins, les forcent comme des coupables à entrer dans des vaisseaux qui vont les enlever à leur patrie & à tout ce qu'ils y ont de plus cher ! Le courage du soldat Irlandais est trop connu pour pouvoir être révoqué en doute. Quelle doit donc être l'indignation de ces braves gens après un pareil traitement ? ont-ils jamais refusé d'aller, même au bout du monde, soutenir la réputation de leur pays ? les a-t-on jamais vu éviter le danger quand il pouvoit conduire à la victoire ? Non. Des malheureux du plus bas rang, de la plus

1776.
Septem.
&
Octobre.

1778 d'un soulèvement en Ecosse : un régiment de nouvelles levées, s'y est retiré sur une hauteur où il a fallu capituler avec lui pour le décider à s'embarquer.

1776. vile populace, ont servi dans la dernière
Septem. guerre à former un régiment; ils traverseront
& la mer, & montreront dans l'occasion que la bravoure est la marque caractéristique de la nation Irlandoise. Des procédés aussi révoltans excitent en nous toute l'indignation qu'ils méritent; ils nous donnent le plus invincible & le plus juste dégoût pour un service dont nos chefs même ont si mauvaise opinion, qu'ils croient devoir nous y forcer à la pointe de la bayonnette. Le Gouvernement s'attend-il, après cela, à retrouver dans tout ce Royaume un seul homme de recrue de bonne volonté?

Le Commandant de ce régiment se propose sans doute de payer les dettes que ces malheureux exilés ont contractées; ou bien ajoutera-t-on la mauvaise foi à l'injustice faite à ces infortunés & à l'infamie dont on les a couverts?

On assure que ces Volontaires forcés sont aux fers & resserrés dans la cale à bord des bâtimens de transport. On n'hésite point à dire que l'on choisira les meilleurs hommes pour remplacer ceux des troupes Hessoises qui pourront être tués en Amérique & que l'on doit payer suivant le traité fait avec le Landgrave; quant au reste des Volontaires, on en fera ce qu'on pourra: qui sait si l'on ne poussera pas l'inhumanité jusqu'à les vendre comme esclaves sur la côte d'Afrique?

Bien des gens disent que la ville est heu-

reuse d'être défaite par ce moyen de quantité de vagabons qui avoient pris parti dans ce régiment ; à la bonne heure : mais s'étant fait foldats de leur plein gré, ils auroient dû être traités comme tels. Quant à ce que l'on ajoute que sans les précautions que l'on a prises, ils auroient tous déserté, il est aisé d'y répondre. Ils se sont engagés aux conditions & sur les promesses les plus solennelles que leur destination n'étoit pas pour le pays étranger ; si le Roi lui-même manque à sa parole, doit-on attendre qu'ils remplissent des engagements conditionnels & qui ne portoient que sur la foi publique ? Celle-ci une fois violée dispense les particuliers de remplir des obligations qui cessent d'être telles dès que la condition qui seule pouvoit leur donner ce caractère est mal observée.

1776

Septem.
&
Octobre.

Affaires de l'Inde.

Il s'est tenu le 5 Octobre une Assemblée générale de la Compagnie des Indes, pour décider par la majorité des suffrages la proposition faite dans la précédente Assemblée de mettre sous les yeux des Intéressés des états détaillés des dettes de la Compagnie & de ce qu'elle doit encore recevoir, ainsi que des effets qu'elle a encore en magasin, le tout jusqu'à la fin de l'année présente. Cette proposition fut fortement soutenue par des Propriétaires qui ne sont point

du nombre des Directeurs, & qui soutinrent
 1776. que, sans ce détail, il seroit impossible de
 Septem. fixer le Dividende & se former de justes
 & idées de la situation réelle des affaires de la
 Octobre. Compagnie. Le Président & d'autres Membres
 du parti des Directeurs convinrent de la
 nécessité de mettre les affaires de la Compa-
 gnie dans un juste point de vue & d'en re-
 mettre un état fidele aux Intéressés; mais
 l'on fit en même tems remarquer qu'il nui-
 roit essentiellement aux intérêts de la Com-
 pagnie de donner une ouverture de ses af-
 faires, telle qu'on la demandoit: que les
 Compagnies étrangères pourroient s'en pré-
 valoir; & qu'il étoit même impossible de
 produire ce détail avant le 24 du présent
 mois, terme stipulé pour fixer le Dividende;
 mais il ajouta qu'il ne doutoit point que la
 Compagnie ne fût en état de faire au Gou-
 vernement le parfait paiement de la somme
 de 1,400,000 liv. sterl. & d'augmenter le
 Dividende d'un pour cent au jour marqué;
 ce qui dépendroit néanmoins des recettes
 qui se feroient dans le court espace de
 quinze jours, &c. La proposition passa
 enfin à la négative. Alors on fixa le salaire
 du nouvel Avocat général de Bengale, M.
 Day, à 3,000 liv. sterl. avec 1,500 liv. sterl.
 pour le voyage.

Extrait d'une lettre de Pondichery du 28 Février 1776.

1776.

Septem.
&
Octobre.

La Factorie Angloise de Balambangan a fait courir le bruit que les *mileses* ou payfans, dans une insurrection imprévue contre les Employés civils & militaires de la Compagnie, s'étoient saisis de cet Etablissement. Voilà ce qu'elle voudroit que l'on crût ; mais voici le fait : les Employés civils, saisis d'une terreur panique, se sont ensuis honteusement & ont abandonné au pillage des Insulaires la caisse & les autres effets immenses de la Compagnie : les troupes, dont tous les Officiers étoient morts, demanderent un Européen pour marcher à leur tête, promettant d'appaier bientôt ce tumulte ; l'Officier commandant en second s'excusa sur ce qu'il n'étoit point Européen, ayant reçu le jour à Bombay.

Malgré cette perte considérable, jamais les Etablissements des Anglois dans les Indes n'ont paru dans un état plus florissant. A la côte de Coromandel, le Lord Pigot vient de se faire installer Gouverneur ; rien ne pouvoit arriver qui fût plus au gré des Habitans. Le premier objet que ce Seigneur s'est attaché à remplir a été de faire exécuter les ordres de la Compagnie au sujet du Royaume de Tanjour : il a fait prendre possession de la capitale de ce Royaume aux troupes Angloises. Cette ville, depuis

1776 la réduction de Tanjour en 1773, avoit
Septem. jusqu'à présent été au pouvoir de Mahomed
& Ally, Nabab de la Carnatie, qui y entre-
Octobre. tenoit garnison.

Cette lettre confirme la paix avantageuse faite avec les Marattes, ratifiée par le Lieutenant-Colonel Upton, comme nous l'avons annoncé il y a quelque tems.



L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 8 Mars 1779.

JE tiendrai aujourd'hui, Monsieur, l'engagement que j'ai pris il y a quelque tems de vous initier dans les querelles de Religion qui se sont élevées depuis le commencement de l'année dernière dans la Pensylvanie & quelques Etats voisins. Comme elles ont leur principe dans la politique, ainsi que l'ont presque toujours eu les affaires de ce genre, la connoissance en est indispensable pour tous ceux qui veulent s'instruire à fond des divers ressorts qui auront été mis en œuvre de part & d'autre, soit pour effectuer, soit pour empêcher la grande révolution Américaine.

Adresse des Quakers de la Pensylvanie.

Dans l'Assemblée générale de Pensylvanie le Vendredi 7 Août 1778, avant midi l'adresse suivante des Quakers fut lue à la Chambre.

L'Assemblée pour les souffrances dans la Pensylvanie & le Jersey au nom de la société de ceux qu'on appelle Quakers.

Exposent très-humblement.

» Le gouvernement des consciences est la prérogative de Dieu Toutpuissant qui n'abandonne sa gloire à personne. Tout empiétement sur cette prérogative est une offense à ses yeux: il ne laissera pas échapper à la punition ceux qui l'envahissent; & il manifestera tôt ou tard son mécontentement à ceux qui persistent dans ces téméraires entreprises«.

» Ce sont là des vérités que tout homme qui pense ne sauroit révoquer en doute«.

» La raison pour laquelle nous nous adressons à vous en ce moment, c'est que nous avons reçu avis de différens endroits que quantité de nos amis ont été mis en prison & y sont détenus, les uns, parce qu'ils refusent de payer les sommes imposées pour tenir lieu de service personnel dans la présente guerre, d'autres, parce qu'ils se défendent

de prêter le serment qui a été prescrit par certaines loix récentes.

» Notre refus est fondé sur un scrupule religieux qui s'élève dans notre conscience contre un tel consentement. Ce n'est point obstination : c'est uniquement le désir de conserver nos consciences exemptes d'offense envers Dieu, ce que nous ne pouvons faire sans un attachement constant à nos principes pacifiques & sans rendre témoignage contre les guerres & les combats, d'après les préceptes & l'exemple de notre Seigneur Jésus-Christ le Prince de la paix. Ces principes nous obligent de mener une vie paisible & tranquille & de nous abstenir de faire aucune déclaration & de prendre aucun engagement de parti dans le présent état incertain des affaires publiques «.

» Nous désirons ardemment que vous veuillez bien prendre en considération la généreuse & libérale fondation de la Charte & des loix convenues en Angleterre entre notre premier propriétaire le digne William Penn & nos ancêtres, en vertu desquelles ceux-ci pensoient que la liberté civile & religieuse demeureroit assurées inviolablement à eux & à leur postérité. La Pensylvanie a été regardée depuis comme un azile pour des hommes d'une conscience timorée, & quantité de personnes utiles s'y sont retirées dans l'espérance de jouir de la liberté &

ccxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
d'y être à l'abri des persécutions qu'elles
avoient éprouvées dans leur pays natal «.

» Nous pensons que toute entreprise pour
nous dépouiller de cette liberté, est un écart
du véritable esprit de gouvernement qui doit
diriger toute législature bien ordonnée, &
rend par conséquent à détruire l'intérêt réel
& le bien d'une communauté. C'est pourquoi
nous désirons que les loix qui tendent à op-
primer des consciences timorées soient ré-
voquées, afin que ceux qui vivent paisible-
ment ne soient plus troublés ou molestés;
mais qu'il leur soit permis de jouir des droits
& immunités que leurs peres ont achetés par
beaucoup de peines & de souffrances & de
continuer à observer exactement le devoir
essentiel des instructions religieuses & de l'é-
ducation qu'ils ont reçue dans leur jeunesse,
dont ils se détourneront nécessairement en
se conformant à une partie desdites loix «.

» Nous espérons qu'après avoir mûrement
réfléchi sur les représentations que nous venons
de vous faire, vous pourvoirez à l'élargis-
sement de ceux qui sont présentement dans
les prisons pour le témoignage de leur bonne
conscience, & que vous empêcherez que
d'autres n'éprouvent les mêmes souffrances
à l'avenir «.

Signé par le désir de notre dite Assemblée
& icelle tenant à Philadelphie le 5 du huit-
ième mois 1778.

Nicolas WALN.

ET DE L'AMÉRIQUE. CCXXIX

Lecture faite (par l'assemblée de Pensylvanie) ordonné que ladite piece restera sur le Bureau.

Extrait des Registres.

JOHN MORRIS le jeune, Secrétaire
de l'Assemblée générale.

N^o. I. *Observations d'un Américain sur cette
adresse.*

L'adresse des Quakers, inserée dans les derniers papiers publics, a excité parmi toutes les autres classes du peuple le ressentiment le plus animé qui ait jamais été occasionné par aucun écrit semblable. Quoi ! les Quakers ne sont pas contents qu'on ait eû l'indulgence de passer sous silence leur défection de l'intérêt de la vertu & de l'Amérique, leur encouragement donné ouvertement à nos ennemis, leurs insultes au moment de notre détresse ? Croyent ils que notre clémence est un effet de la timidité ou que nous avons déjà oublié leurs *témoignages* & récits insolents de souffrances supposées, qu'ils ont rédigés dans un style qui ne respirent qu'une simplicité hypocrite & insultante pour nous ? Si cela est, ils se trompent fort. Il existe des preuves capables de les couvrir de confusion & d'opprobre, sur l'indignité de la conduite que leur société, à l'exception de quelques individus, a tenue par tout où

les armes Britanniques avoient quelques succès même seulement momentanés. On peut produire des journaux d'Officiers Anglois qui font l'éloge de l'empressement avec lequel les Membres de cette société leur ont servi (a) d'espions, de guides & de correspondans. On a des preuves autentiques de nos propres Officiers & Soldats à qui ils ont donné de faux renseignemens, qu'ils ont fait tomber entre les mains de l'ennemi lorsqu'il est parti de la source d'Elk; & qu'ils ont même trompés pendant que l'ennemi étoit en possession de cette Ville. Tout cela démontre suffisamment leur averfion invétérée pour tout autre gouvernement que celui des Anglois; & que sous le prétexte d'attendre l'issue de la querelle, tout ce qu'ils font tend moins encore au succès de leurs propres vues qu'à celui de l'objet des tyrans Anglois. S'ils veulent justifier leurs procédés aux yeux de l'humanité, & s'ils font réellement ce qu'ils prétendent être, qu'ils produisent le récit des souffrances que leur a fait éprouver l'armée Britannique. Nous savons que leurs fermes ont été pillées, que leurs maisons & même leurs personnes ont été dépouillées, & qu'on leur a enlevé leurs couvertures aux approches de l'hyver.

[a] Il y en a eu deux de pendus à Philadelphie en Septembre dernier, en vertu de l'acte passé contre les fauteurs du gouvernement Anglois, & pour trahison bien prouvée.

Qu'ils nous montrent la page des registres des souffrances où sont consignés ces outrages. S'il n'ont point d'animosité particuliere & qu'ils soient réellement de bonne-foi, ils doivent avoir tenu également une note exacte des outrages qu'ils ont essuyés tant d'un parti que de l'autre. Nous n'ignorons point les invectives qu'ils ont lachées contre les patriotes qui leur ont demandé quelques couvertures pour l'usage de nos pauvres Soldats pendant la rigueur d'une campagne d'hyver. Je désire voir dans quels termes ils ont parlé des Généraux Anglois, qui leur ont pris leurs couvertures au milieu de l'hyver pour couvrir des chevaux. — Les prétendus souffrans ont désavoué plusieurs braves gens entre eux qui avoient montré du zele pour la cause de leur pays. Ont-ils désavoué pareillement ceux qui favorisoient nos ennemis? Non, il n'y en a pas un seul exemple. Au moins n'en est-il parvenu aucun à ma connoissance. Bien loin de cela, chacun peut se rappeler la perfidie de l'un d'entr'eux, avec qui ils étoient dans la plus étroite liaison. Ce Quaker a cherché à faire tomber près de German-Town deux de nos Officiers de rang, avec tout leur monde, entre les mains des Anglois; & il a entretenu pour cet effet une correspondance suivie avec les Députés de cette Assemblée dans le camp de l'ennemi, à qui il a mandé qu'on pourroit agir avec sûreté d'après ses infor-

ccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mations. On se rappelle cette infame conduite, & l'on fait qu'ils sont encore à la défavouer publiquement, de sorte qu'il est visible qu'ils favorisoient la trahison la plus lâche & un carnage prémédité. Comme les étrangers qui viennent chez nous d'Europe aussi bien que des différentes parties de l'Amérique, pourroient se laisser tromper par les principes hypocrites de ces prétendus souffrants & ignorer le plan de conduite qu'ils ont suivi invariablement depuis le commencement des contestations actuelles, je me propose, à mesure que le tems & mes occupations me le permettront, de faire réimprimer en différentes langues leurs témoignages & récits de souffrances, avec des notes critiques & explicatives, & je serai bien trompé, s'il ne faudra pas une tête mieux organisée que celle de leur Greffier & de toute leur séquelle, pour prouver qu'ils n'ont pas fait de la Religion un manteau pour couvrir le Torisme le plus outré, & de leur conscience un moyen pour se soustraire aux devoirs dont l'accomplissement fait le plus grand honneur au genre humain.

N.º II. *Lettre signée BELISARIUS.*

A l'Assemblée pour les souffrances dans la Pensylvanie & dans le Nouveau Jersey.

Votre adresse à l'Assemblée de Pensylva-

nie contient des charges si fortes contre la législature de l'Etat, des principes si étranges, des précautions si révoltantes, que je ne puis m'empêcher de vous faire à ce sujet quelques observations.

Vous affectez dans toutes les occasions de vous servir d'un style qui donne à entendre tout ce qu'on veut, sans jamais rien exprimer clairement. Mais cela ne m'empêchera point de considérer votre adresse dans le sens que vous paroissez avoir eu intention de lui donner, sans m'attacher strictement à l'expression.

Pour répondre à votre préambule, suivant l'esprit dans lequel il est conçu, je vous demanderai la permission de remarquer que l'hypocrisie est un crime que Jesus Christ lui-même a maudit avec une emphase particulière : que Dieu s'est réservé la punition de ce vice, parce qu'il est le seul qui puisse juger de ses degrés ; & il y a lieu de croire qu'aucun châtement, en usage parmi les hommes, ne peut être proportionné à un péché si abominable à ses yeux ; & enfin que ce n'est pas une légère offense aux yeux de Dieu, de prétendre être plus Saint que les autres hommes. C'est ce que le Christ a pareillement déclaré en communiquant avec le Publicain, qui s'avouoit lui-même pécheur de préférence au Pharisien, qui n'étoit pourtant coupable d'aucun autre crime que de s'arroger une perfection au-dessus de celle de

son prochain. Je vous rappellerai qu'une conscience qui ne permet point à un homme de remplir les obligations que son devoir lui impose, est nommée injustement une conscience timorée: c'est une conscience malade & dépravée; & il viendra un jour où ces vérités, dont sont aujourd'hui fermement persuadés tous les bons esprits, deviendront certaines & effrayantes pour quelques-uns d'entre vous. En parlant de la sorte, j'ai en vue non seulement votre adresse actuelle, mais encore plusieurs témoignages publiés par vous & par votre société, sous différentes signatures.

Vous accusez l'Assemblée d'empiéter sur la prérogative du Dieu Tout-Puissant dans le gouvernement des consciences, & vous appelez la loi du Test en témoignage de votre accusation, comme si demander & faire rendre l'obéissance à l'Etat, étoit un crime de cette nature. Mais vous paroissez avoir entièrement oublié l'acte du Test, passé par l'Assemblée de Pensylvanie en 1723, lorsqu'une pluralité considérable de la Chambre étoit composée des principaux Membres de votre société. Or dans cet acte vous prescrivez la forme du *Test* du Quaker, & l'abjuration d'une famille (les Stuarts) qui prétendoit avoir un droit à la Couronne: & dans le fait, vous y augmentez l'étendue d'actes du Parlement, qui feroient, je crois,

frémir d'horreur plusieurs d'entre vous s'ils les lisoient aujourd'hui (a).

Sur ce point, deviez-vous, comme peuple, empiéter sur la prérogative de Dieu Tout-Puissant? Si vous ne le deviez pas, sur quel fondement porte l'accusation intentée par vous contre l'Assemblée actuelle, pour avoir tenu la même conduite dans un cas semblable? Mais vous ajoutez comme une preuve aggravante, les souffrances de vos frères qui sont emprisonnés pour avoir refusé de payer les taxes imposées au lieu du service personnel dans la milice. Le droit de la défense personnelle est aussi clair & aussi évident que la clarté du Soleil dans un jour sans nuages. Tous les hommes conviennent que la force est le seul moyen de soutenir & de défendre un Gouvernement. Si vos principes religieux sont réellement de nature à ne pouvoir se concilier avec les principes sur lesquels un Gouvernement civil peut être maintenu, c'est à l'absurdité de vos principes que vous devez attribuer vos souffrances & non à la juste administration d'une loi nécessaire & également obligatoire pour tout le monde. Les conséquences résultantes de principes absurdes & déraisonnables, sont les plus puissans argumens contr'eux & les motifs les

(a) Dès l'année 1682 un *Test* fut exigé des étrangers, comme une condition indispensable pour être propriétaire de terres en Pensylvanie.

ccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
plus détermi nans pour empêcher les hommes
de persister dans de pareils principes. Pro-
fesser des opinions absurdes, n'est point un
titre pour être exempt des conséquences na-
turelles de ces opinions. Comment, au jour
du jugement, vous justifierez-vous auprès
de Dieu, d'avoir chargé Jésus-Christ d'être
l'auteur de vos erreurs à ce sujet ? C'est un
point qui mérite votre attention la plus sé-
rieuse.

Vous demandez la liberté de jouir des droits
& immunités acquis par vos peres au prix de
souffrances & de difficultés. Quels sont ces
droits ? Aviez-vous acheté un droit aux pri-
vileges de citoyens libres, & pouvez-vous
en jouir sans être obligés de donner à vos
concitoyens la même protection qu'ils se sont
engagés à vous donner ? Prétendez-vous jouir
d'un droit à la protection du Gouvernement,
sans partager les dépenses & les dangers pour
la défense de ce Gouvernement ? Si vous avez
en effet acquis un pareil droit, de qui le tenez-
vous ? Il n'y a que Dieu qui ait le pouvoir
de vous le donner. Jusqu'à ce que vous ayez
quelque preuve claire qu'il vous a fait cette
concession, vous ne serez jamais soufferts dans
aucune société civile sur une prétention aussi
déraisonnable. Le Ciel est trop juste pour
vou accorder, sans dépense, sans dangers,
sans fatigues, ce qu'il ne donne aux autres
qu'au prix de tous ces sacrifices. Tant que
je me rappellerai la perte d'un frere & d'un

fils chéri dont le sang a été répandu dans
 la guerre actuelle pour la liberté civile &
 religieuse : jusqu'à ce que j'aie oublié l'ap-
 pui que vous avez donné aux moyens de
 violence & de sang employés par le Roi de
 la Grande-Bretagne pour nous dépouiller de
 ces biens inestimables : enfin tant que je
 penserai aux difficultés & aux découragemens
 que vous avez suscités à ceux qui les ont dé-
 fendus , vous aurez beau vous prétendre au-
 torisés à jouir des mêmes libertés que nous ,
 je regarderai toujours une telle prétention
 comme illusoire & absolument déstituée de
 fondement : & pour me servir de ces ex-
 pressions naïves dont vos ancêtres tiroient
 tant de vanité , je l'appellerai une prétention
 folle , insolente & impudente. Il y a une
 différence énorme entre un droit & l'indul-
 gence dont la politique peut user à votre
 égard.

C'est encore un point qui mérite votre
 considération la plus sérieuse , de décider si
 vous êtes Membres d'aucune Société *civile*.
 Permettez-moi d'établir la question. Au com-
 mencement de la dispute actuelle , vous étiez
 sujets de la Grande-Bretagne , & vous aviez
 des droits communs avec les autres sujets de
 ce Royaume. La Grande Bretagne a essayé
 de priver les peuples d'Amérique des droits
 qui leur étoient donnés par la Constitution.
 L'Amérique s'est opposée à ses efforts , elle
 a abjuré ses liaisons avec ce Royaume , & elle

ccxxxviii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
a formé un nouveau Gouvernement. Actuellement si vous restez sujets de la Grande-Bretagne, vous devez allégeance à son Roi : vous êtes par conséquent les ennemis de ces Etats ; & en cette qualité vos biens doivent être saisis au profit de l'Etat de Pensilvanie. Vos réclamations doivent s'adresser à Georges III, & non à l'assemblée de Pensilvanie.

Si vous êtes séparés de la Grande-Bretagne & que vous n'ayez formé aucune autre liaison, vous n'appartenez ni à cette Puissance, ni à l'Amérique. Vous êtes dans l'état de nature & vous n'avez aucuns droits civils. Il vous reste à vous les procurer aux conditions les plus avantageuses qu'il vous sera possible. Le peuple de cet Etat vous a proposé un pacte égal de sûreté & de défense. Votre réponse est « que vous ne pouvez contracter aucun engagement comme parties, dans l'état d'incertitude où sont actuellement les affaires publiques ». Vos principes ne vous le permettent point. C'est qu'apparemment ils vous obligent de commencer par vous tenir à l'écart & de finir par vous joindre au plus fort. Dieu & les hommes jugeront de ces principes & de leurs conséquences ; & ils les auront également en horreur. Pour votre propre intérêt, pour celui de vos enfans, considérez le danger de persister dans une pareille conduite.

Les principes que vous professez doivent

non-seulement anéantir pour vous toute prétention au droit de Citoyen & de l'Etat; mais encore ils imposent à la législature l'obligation d'empêcher, autant qu'il sera possible, que vous n'empoisonniez l'esprit de la Jeunesse de principes si destructifs de la société humaine. En conséquence cette précaution est non-seulement juste, mais nécessaire, relativement aux Maîtres d'Ecole; & la loi ci-dessus mentionnée démontre que telle est l'opinion de votre propre Secte, relativement aux Catholiques Romains.

D'après les expressions dont vous vous servez pour recommander à la Chambre de prendre en considération la charte du dernier Gouvernement de Pensilvanie, je suppose que votre dessein est d'insinuer que cette charte contient des privilèges que l'on ne trouve point dans la Constitution. Je sais fort bien que vous n'osez pas avancer ouvertement cette assertion. Car il ne faut que jeter les yeux sur cette charte, pour voir que tous les privilèges qu'elle contient sont continués ou augmentés dans la présente forme de Gouvernement; à moins toutefois que vous ne jugiez à propos de regarder les points suivants, comme des privilèges que vous êtes dans l'intention de soutenir, savoir :

La négative du Propriétaire (de la Pensilvanie) & celle ensuite de la Grande-Bretagne, par rapport à quoi chacun d'eux (le Propriétaire & la Grande-Bretagne) est le

ccxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
maître de nous vendre la loi le prix qu'il
veut y mettre.

Le droit expressément réservé au Parlement, de taxer les peuples de Pensilvanie sans leur consentement.

Le droit du Propriétaire de nommer des Juges tenant leurs commissions à volonté, & de prononcer sur les objets en discussion entr'eux & vous.

Le droit dans la Grande-Bretagne, de limiter vos Manufactures pour l'accroissement de sa navigation & de son commerce.

Si ces choses & autres semblables sont des privilèges, on est forcé de convenir qu'ils ont été rejetés avec dédain; mais s'ils ne sont pas des privilèges, l'insinuation est aussi déplacée qu'injuste. En examinant cette partie de votre adresse, une difficulté m'embarrasse, c'est de savoir si je dois la regarder comme un effet de votre ignorance, où comme une preuve que vous refusez absolument le sens commun au Sénat auguste qu'il vous plaît d'appeler « l'assemblée de Pensilvanie » en supprimant le caractère essentiel & le titre ordinaire de cette honorable Chambre, savoir « les Représentans des hommes libres de l'Etat ».

Mais il est probable que vous avez eu en vue certains avantages à tirer de l'effet de ces insinuations sur les esprits de ceux de votre Société qui sont mal informés, qui peuvent conserver une partialité réelle quoi-
qu'injuste

qu'injuste pour l'ancien Gouvernement, & qui semblent croire qu'en votre qualité de Quakers, vous avez droit à des privilèges de la chartre qui ne sont point communs à toutes les especes de Chrétiens. Si elle eût réellement contenu quelque clause de cette espece, tout le monde s'en seroit moqué.

Vous affectez trop de parler de vos ancêtres les Quakers, comme des seuls Emigrans qui aient formé cet établissement & qui l'aient fait prospérer; c'est à tort que vous paroissez fonder quelques prétentions sur cette circonstance. Mes Auteurs se sont établis ici d'aussi bonne heure qu'aucun des vôtres; & cependant ils n'étoient point Quakers. Il y a mille autres personnes dans la même circonstance que moi à cet égard.

Quelles sont les personnes que vous représentez? on fait très bien que vous ne représentez pas la Société entiere des Quakers. Il y a parmi eux plusieurs milliers d'hommes remplis des sentimens les plus généreux & les plus patriotiques, qui réclament contre le titre de leurs Représentants que vous vous arrogez, & qui désapprouvent hautement la conduite que vous avez tenue pendant tout le cours des troubles actuels. Le Public seroit fort aise de vous voir publier une Liste de ceux que vous vous dites représenter. Cela fourniroit à ceux qui désapprouvent votre conduite & qui ont assez d'honnêteté & de courage pour la désavouer, une belle occasion

ccxlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
de persévérer dans leurs sentimens; d'un autre
côté, ceux qui pensent comme vous, au-
roient alors tout le mérite dû à leurs opi-
nions. Il faut les faire connoître, & je suis
persuadé qu'ils vous sauront assez peu de gré
du rôle que vous avez joué en leur nom.

Si l'assemblée générale passoit une loi pour
dispenser les Membres de votre Société de
prêter le serment du *Test*, ou de payer une
taxe pour s'exempter du service de la Milice,
tandis que tous les autres habitans sont assu-
jettis à l'une ou l'autre de ces obligations,
elle s'écarteroit d'autant plus du véritable
esprit du Gouvernement, qu'elle violeroit la
Constitution & les droits du Peuple, qu'elle
manqueroit à la confiance qu'on a mise en
elle, & qu'elle commettrait un acte impar-
donnable d'extravagance & d'iniquité: ce
qui est certainement bien loin de ses inten-
tions.

J'ai réellement pitié de celui que vous
avez engagé à signer votre adresse au nom
de votre assemblée. Il a toujours été l'objet
de ma vénération; & je ne voudrois pas, sans
nécessité, me permettre un mot qui pût lui
causer un moment de chagrin. Mais vous
n'ignorez-pas que son jugement autrefois si
net, a éprouvé quelque altération physique.
La complaisance qu'il a eue de se prêter à vos
desirs dans cette circonstance, prouve que
sa tête n'est pas encore bien rétablie. C'est
une cruauté de votre part de lui avoir forcé

ET DE L'AMÉRIQUE. ccxliij
à main pour signer cette adresse. Mais la
haine en retombera sur vous, & non sur lui,
car il est innocent.

Il est d'usage de mettre son nom au bas
des écrits consacrés à l'utilité publique. D'ail-
leurs comme l'adresse est signée & avouée,
l'Auteur des observations que l'on vient de
lire, ne veut point rester caché, tandis que
son Antagoniste se montre à découvert. En
conséquence il a laissé son nom à M. Dunlap
(l'Imprimeur de cette Feuille), pour être
communiqué à tout Membre de votre assem-
blée qui le demandera de votre part, & qui
insérera le sien à M. Dunlap.

°. III. Autre Lettre signée PHILADEL-
PHIENSIS.

l'assemblée pour les souffrances dans la Pen-
sylvanie & le Nouveau Jersey, en faveur
de la Société du peuple appelé Quaker.

Votre dernière adresse à l'assemblée de la
Pensylvanie, dans laquelle vous demandez des
exemptions & des privilèges particuliers pour
votre Société, est d'une nature trop sérieuse
pour ne pas fixer l'attention générale, &
pour ne pas fournir matière à la plus rigide
censure. Ne soyez donc pas surpris si on
attaque cette adresse de tous côtés. Il est
de l'intérêt & même du devoir de tout Mem-
bre honnête de la communauté, de démon-
trer la fausseté de vos raisonnemens, & de

faire voir à l'Univers que quels que soient les principes dont vous faites profession, loin que votre conduite résulte de ces principes, elle se règle entièrement sur le tems & les circonstances. Il seroit très-facile de prouver la légitimité d'une Guerre défensive, même d'après l'Ecriture-Sainte, pour laquelle vous affectez d'avoir tant de vénération : nous y voyons en effet qu'elle est souvent encouragée & ordonnée par Dieu lui-même, qui, en toute occasion, a été l'allié de son peuple tant qu'il a continué de marcher dans les sentiers de la vertu ; & que Dieu a daigné même donner le signal de l'attaque & des instructions particulières pour la conduire. Mais il n'est pas besoin de ces preuves, parce que la légitimité d'une Guerre défensive est reconnue par tout ce qu'il y a d'hommes civilisés sur la terre, à l'exception de vous & de deux ou trois autres Sociétés peu considérables, qui ne jugent que d'après de fausses connoissances, ou qui ne sont gouvernées que par des principes de politique charnelle ou de poltronerie. Vous établissez modestement une opinion contraire à celle de presque tout le reste du monde ; & vous demandez à être exempts de toutes les dépenses & fatigues auxquelles on est nécessairement exposé dans une guerre, tandis qu'en même-tems vous prétendez à la jouissance de tous les privilèges, de toutes les libertés & de toute la sûreté pour les personnes &

es propriétés qui coûtent si cher aux autres. Quel est le motif dont vous appuyez de si étranges prétentions? c'est toujours cette pauvre conscience dont vous ne pouvez-pas, dites-vous, étouffer la voix!

Hé bien, laissez-moi examiner de près votre conscience. N'ayez point peur. Je ne veux point lui faire de violence; mais de même qu'on peut connoître l'arbre par son fruit, il est possible de connoître la conscience par les actions qu'elle suggere ou qu'elle permet. Vous dites donc que cette conscience ne vous permet point de porter les armes, de trouver ou de payer un substitut pour cet objet, de payer les taxes pour faire la guerre, enfin de rien faire ou rien dire qui tende à exciter une guerre ou à la continuer si elle est commencée. C'est ce que vous avez toujours prétendu; & toujours vous avez pris grand soin de mettre en avant vos dispositions pacifiques. On a entendu même tout récemment, lorsque votre adresse fut présentée à la Chambre, un des *Amis* qui faisoit partie du cortège, dire que si soulever une paille pouvoit faire tort à l'Amérique, les *Amis* ne le feroient point; cette protestation rappella la mémoire de l'un d'eux un événement dont il a été témoin, & qu'il rapporta à peu près dans les termes suivans.

« Tandis que l'armée Angloise étoit en cette Ville, un Soldat de cette armée passant derrière ma maison, vit du bois que je

venois d'acheter & en prit une buche. Je lui demandai ce qu'il vouloit faire de cette buche. Alors il la jetta par terre, & me demanda s'il pouvoit la prendre; j'y consentis, mais à condition qu'il me diroit à quel usage il la destinoit. Il répliqua qu'elle paroïssoit propre à se bien fendre, & qu'il en feroit de bons cerceaux de cantine; sur quoi je lui dit: quand j'ai consenti à te donner cette buche, j'ai supposé que tu en avois besoin pour ton chauffage ou pour quelqu'autre nécessité de la vie. Mais comme j'apprens que ton dessein est d'en faire des *ustensiles de guerre*, tu ne l'auras pas de mon consentement. Et en effet, le Soldat ne l'emporta point ».

Je n'avois jamais entendu dire qu'une *cantine* fût un *ustensile de guerre*; je suppose qu'elle ne l'a été que depuis la *bataille des Caques*; cela soit dit en passant.

Après avoir établi clairement vos principes d'après votre conscience, examinons actuellement votre conduite; je veux dire, celle de la Société à laquelle vous appartenez. Il fut un tems où une assemblée de *Quakers* de cette Province passa une *Loi de Milice*. Dans ce tems-là les principes des *Amis* étoient aussi purs qu'ils le sont aujourd'hui: leurs *protestations* étoient les mêmes; & cependant, malgré ces principes & ces protestations, cette assemblée passa cette loi dans l'intention expresse de faire la guerre. Beaucoup de gens encore vivans, & de cette Ville, ont été té-

moins de la conduite de votre Société dans l'affaire de *Paxton*. La maison où vous vous assemblez, rue du Marché, fut le lieu du rendez-vous; on y garda les provisions & les munitions pour les Soldats. Les *Quakers* alors, par forme de protection & d'encouragement, leur fournirent du vin & des liqueurs fortes. Plusieurs de la Société prirent les armes en cette occasion : un de vos Membres porta si loin le zèle, qu'au lieu d'un fusil, il en portoit deux. Voilà pour les anciens tems.

Quelle a été votre conduite depuis que la guerre actuelle est commencée : lorsque nous avons eu besoin de votre assistance, vous nous avez dit les mêmes choses que vous nous répétez aujourd'hui : vous nous avez parlé de vos *principes pacifiques*, de votre *témoignage donné contre les guerres & les combats*, des liens qui vous attachoient à une vie paisible & tranquille, &c. &c. Mais au lieu de suivre ces principes & ce (a) *témoignage* qui vous auroient fait tenir la *neutralité la plus stricte*; vous avez publié des *témoignages factieux*, & tournés assez artificieusement pour en imposer aux gens simples sur votre neutralité, mais par lesquels les Chefs de votre Société étoient induits à se déclarer contre nous & en faveur de nos ennemis. La con-

(a) Ce terme pour les *Quakers* tient lieu de celui de serment.

duite de plusieurs de vos Chefs fut si révoltante, que pour la sûreté de la République, on crut ne devoir plus les laisser vivre au milieu de nous, & qu'en conséquence ils furent bannis à Winchester dans la Virginie.

Lorsque l'armée *Angloise* a eu besoin de votre assistance, vous la lui avez donnée. Nous savons par des personnes qui étoient alors dans cette Ville, que ses Soldats étoient sur le point de se mutiner faute de paye. S'ils en fussent venus à cette extrémité, la guerre auroit été bientôt terminée; mais pour prévenir un tel événement, beaucoup de Membres de votre Société fournirent à l'armée *Angloise* une somme d'argent considérable, ce qui la sauva de l'embarras où elle se trouvoit. Dans cette circonstance, qu'étoient devenues vos *consciences timorées*? Certes, on ne pouvoit pas ignorer que l'armée avoit besoin d'argent pour des *projets de guerre*, & cependant votre conduite alors ne nous fit rien voir « de cette adhérence constante aux principes pacifiques & de ces promesses de ne point se mêler de guerre ni de combats, fondés sur les préceptes & les exemples du Prince de paix ».

Etoit il, dans vos principes de paix, de servir de *Pilotes aux vaisseaux ennemis*, dans l'intention expresse de leur montrer où étoient les Américains pour qu'on pût les tuer? Non certainement. C'est pourant ce qu'ont fait plusieurs gens de votre société, & je ne dis

point ceux de la plus basse classe ; mais quelques-uns des plus notables. Un d'eux, de la province de Chester, est aujourd'hui en prison dans cette Ville pour cet horrible crime, & la preuve est donnée sous serment par une des personnes même à qui il a servi de Pilote.

Lorsque pour la première fois on donna cours au papier monnoie continental, plusieurs de vos Membres s'excusèrent d'en recevoir parce que ce papier circuloit pour *des projets de guerre* : en cette occasion ils alléguèrent encore leur conscience ; mais vous tous dans ce moment-ci, n'en recevez-vous pas journellement, sans alléguer de pareils motifs & sans avoir le moindre scrupule sur la chose ? A présent, comparez ces traits incontestables de votre conduite & beaucoup d'autres dont vous pouvez aisément vous ressouvenir, avec les principes que vous avez uniformement affichés comme étant ceux par lesquels vous devez vous gouverner ; & dites nous s'il est bien étonnant que certaines gens regardent votre témoignage comme un masque dont vous couvrez vos desseins insidieux, & votre Religion comme n'étant autre chose qu'un système de politique & de commerce.

Mais en supposant que vous soyez aussi bonnes gens que vous le prétendez, pouvez vous nier que vos principes ne tendent directement à la destruction totale de tout gouvernement, & que ce ne soit envain que

vous voulez acquérir des propriétés , puisque ne pouvant pas les défendre , elles sont sujettes à être enlevées par le premier usurpateur ? Peut être espérez - vous que vos propriétés seront défendues par d'autres dont les principes ne répugnent point à faire la guerre ; mais vous êtes donc bien injustes & bien peu généreux de souffrir que d'autres protègent votre propriété à leurs dépens & au risque de leurs vies. D'ailleurs d'après vos principes , il ne vous est pas permis de posséder aucune propriété qui ait été laissée en vos mains par le moyen d'une guerre ; cependant je suis très - porté à croire que vous auriez beaucoup de répugnance à la rendre , & que si l'Etat vous en retenoit une partie , comme droit de *Salvage* vous en feriez note dans le livre des *souffrances*.

A présent , dites - moi , sur quel principe vous avez présenté une adresse à l'Assemblée ? La regardez - vous comme *représentant légalement le peuple* ? Si vous la croyez telle , vous devez vous soumettre patiemment & en silence à toutes les loix qu'il lui plaît de faire , vous souvenant qu'elle tient ses pouvoirs de Dieu , & qu'en qualité de Chrétiens vous êtes obligés de vous soumettre à toutes les loix de l'homme pour l'amour de Dieu. Si vous ne considérez point cette Assemblée comme représentant le peuple , vous avez tort de vous adresser à elle , parce que par - là vous paroissez du moins la reconnoître pour

nos Représentans légaux & légitimer son usurpation & sa tyrannie, ce qui est un péché de votre part. Enfin vous tombez dans tant d'inconséquences & d'absurdités, qu'il faut absolument que je croye ou que vous n'avez point du tout de principes, ou que vous en changez à toute heure. Si vous tenez à quelques principes, soyez y fidelement attachés & cessez de vous rendre méprisables par une conduite qui y répugne & par une duplicité qui sent trop la servitude.

Le 15 Août 1778.

Un Habitant de Philadelphie.

LES pieces que vous venez de voir, Monsieur, peuvent suffire pour vous faire connoître la grande querelle qui agite aujourd'hui la Pensylvanie & quelques portions des Etats de Jersey & de Maryland. Vous jugerez sûrement, comme moi que ces Quakers sont une espece bien dangereuse pour un Etat menacé ou agité de quelques convulsions. Quelques bonnes gens qu'ils puissent être en tems de paix, je ne fais si un Gouvernement quelconque pourroit, en bonne politique, s'exposer à tout le mal que leurs principes peuvent lui faire dans un moment de danger, pour profiter de l'utilité qu'il y a à tirer d'eux quand tout est parfaitement calme & tranquille. Si les gens d'Eglise, si les Juifs ne prennent point parti dans les

troupes du Souverain chez lequel ils vivent ; au moins ils contribuent de leur argent au succès de ses armes , & ils y joignent le concours de leurs prières & de leurs vœux. Mais les Quakers ne veulent pas plus qu'on satisfasse pour eux à ce devoir , qu'ils ne veulent y satisfaire eux-mêmes. Combien de Monarchies ou de Républiques , qui se sont heureusement soutenues jusqu'à ce jour , auroient subi le sort le plus déplorable de la part de l'injustice ou de l'ambition , si elles n'eussent eû que des Quakers pour défenseurs ! Je ne vois qu'une Puissance sur terre à qui il puisse convenir d'avoir sous ses loix un peuple ainsi constitué : c'est la Russie ; parce qu'elle pourroit en fonder une Colonie à plusieurs milliers de lieues du bruit des armes , & hors de la portée même de s'apercevoir des secousses qui ébranlent quelquefois cet Empire. A des gens qui ne veulent rien rendre au Gouvernement dont la protection les fait jouir du bonheur d'exister , il importe fort peu de savoir par qui ni comment ils sont gouvernés. La Sibérie est la vraie patrie des Quakers.

J'ai vû depuis peu une lettre écrite de Lancastre en Pensylvanie , par laquelle on mande que malgré la rigueur dont le Congrès est obligé d'user envers ces sectaires , ils refusent opiniâtrément de prêter le serment du *test* ou d'allégeance au Congrès , & d'abjuration du Gouvernement Britannique. Leur

ET DE L'AMÉRIQUE. cclij

Convention générale assemblée à Philadelphie a publié une déclaration, portant qu'ils ne peuvent point se soumettre aux réquisitions du Congrès, ni se mêler en aucune manière d'élever ou d'abattre un Gouvernement : qu'ils ne s'uniront point à l'esprit de contention & de querelle qui règne actuellement en Amérique ; & qu'ils espèrent qu'une paisible uniformité animera tous leurs frères au milieu des désordres qui agitent les différentes parties de ce continent.

Ils ne peuvent pas se déclarer en termes plus exprès les ennemis des Etats-unis. Certes l'Angleterre auroit lieu de se repentir de n'avoir point encouragé l'accroissement de cette secte, au point d'en faire la Religion dominante en Amérique, si elle n'avoit pas éprouvé dans les autres guerres soit contre la France soit contre les Sauvages, les fâcheux effets de sa suspecte neutralité.

Dans le tumulte dont le triomphe de Keppel vient de remplir la ville de Londres, les Américains ont été un peu vengés de leurs griefs contre les *Quakers* & leurs dangereux principes, dont la populace Angloise s'est fait justice elle-même. Suivant leur usage, aucun d'eux n'avoit voulu illuminer ses fenêtres, par la raison qu'il n'y avoit point d'ordre supérieur pour le faire, & que c'étoit obéir au caprice d'une multitude insensée. Cette multitude a cassé toutes leurs vitres, parce qu'il ne lui convient point de s'ex-

pliquer autrement, & que peut-être elle ignore jusqu'aux raisons dont elle pourroit justifier les procédés arbitraires. Car elle eût pû répondre que dans de pareils cas, aucune loi n'ordonne de résister à la violence, lorsqu'on peut la satisfaire par une action indifférente : que son motif étoit louable, & qu'en se mutinant contre elle on risquoit imprudemment de l'irriter : qu'il est des occasions où les citoyens se doivent entr'eux l'expression spontanée de leurs sentimens : que le refus de mettre une chandelle à sa fenêtre, indique une mauvaise volonté, pareille à celui de s'unir par des cris de joie à ceux du peuple, dans les momens qui ne permettent point à la joie de chacun de se concentrer. Toutes ces raisons & quelques autres, ayant été signifiées aux Quakers par des grêles de pierres, il leur en a coûté beaucoup plus que des chandelles pour se garantir des injures de l'air. Quoiqu'ils se fassent un cas de conscience de payer la dixme, car les Curés ne peuvent la lever sur eux que par exécution, ils se sont vûs obligés d'en payer une très-forte aux Vitriers pour rétablir leurs fenêtres, dont le montant, il est vrai, leur sera remboursé, sous le titre de souffrances, par les collectes annuelles de leur Société. Les plus considérables d'entr'eux ont porté leurs plaintes au corps du Magistrat de Londres ; mais il leur a été répondu qu'on ne pouvoit point prendre connoissance de leurs griefs ; & qu'ils

n'avoient que ce qu'ils avoient mérité par leur ridicule opiniâtreté.

Je dois pourtant avouer, Monsieur, que ces griefs des Quakers ne sont pas tout-à-fait dénués de raison. Comme il les ont exposés dans les papiers publics, j'en ai relevé quelques traits auxquels je n'ai point pû refuser mon suffrage. Je vais vous rapporter les plus frappans : c'est un Quaker qui parle : » Nos ancêtres n'ont jamais cessé de guéroyer pour la vérité & le bon sens, contre les innovations, l'inconséquence & la fausseté : plusieurs de leurs successeurs sont enrôlés de bonne-foi dans la même cause ; & assurément il faut un courage plus qu'ordinaire, pour y rester fermement attaché, & sur-tout quand on a en tête de pareils adversaires «.

» On devoit plutôt nous louer & nous récompenser de la résistance que nous opposons aux volontés d'une populace tumultueuse, qui met le désordre à la place de l'ordre par-tout où elle se porte. Nous méritons des indemnités & non pas des insultes & des reproches. Ce n'est point ainsi que des amis de la paix, de la vertu, de la règle & de tous les heureux fruits de la civilisation auroient été traités à Sparte & à Rome où qu'ils le seroient dans d'autres Etats modernes, qui savent apprécier les vraies qualités sociales «.

» Nous devons, dira-t-on, nous joindre aux démonstrations publiques de joie, excitées par la glorieuse justification de l'Amiral Kep-

pel. Mais est-on certain que cette joie ait été plus réellement sentie par tous ceux qui ont éclairé leurs fenêtres, que par nous, qui avons refusé de le faire ? Personne n'a vû cet heureux événement avec plus de plaisir que nous. L'innocence reconnue, la justice rendue à un grand homme, est-il rien de plus capable de remplir de contentement & d'admiration des cœurs sur qui la vertu a les plus grands droits ? «

» Mais j'oserais demander ce qu'il y a de commun entre des illuminations accompagnées d'explosions de poudre, plus ou moins bruyantes, & la joie parfaite du cœur. Est-ce que dans une Ville bien policée, il devrait dépendre d'une populace aveugle & ivre, de régler à son gré la manifestation de cette joie ? Faut-il qu'elle éclate en mettant dans les plus grands risques les malades, les infirmes, les vieillards, suivant le caprice d'une troupe de séditieux ou de gens mal-intentionnés ? «

» Si je considère la chose sous le côté politique, est-il rien de plus absurde qu'une pareille conduite ? Nos ennemis ne manqueront pas d'observer que nous sommes bien avides des occasions de nous réjouir. C'est que les Anglois, diront-ils, ne connoissent gueres encore les douceurs de la victoire. S'ils avoient eû des triomphes plus fréquens ou plus importants, on ne les verroit pas saisis d'une si extravagante frénésie, parce que

Keppel

Keppel l'emporte sur Palliser. Nous avons fait plus de folies pour cet événement purement intérieur, que pour la prétendue victoire du 27 Juillet qui y a donné lieu. Il étoit si peu clair alors que nous eussions battu les François ; & au contraire il paroïssoit si évidemment que c'étoit notre armée qui avoit été battue , que la nouvelle en fut accueillie de la ville de Londres presque avec indifférence , en comparaison au moins des transports où nous a jettés l'issue d'un immense procès, qui aux yeux de tous les gens raisonnables ne fait que rendre la chose encore plus problématique , si même elle ne fait point le plus grand tort à la réputation de l'Amiral Keppel. En effet , puisqu'il est démontré qu'au premier choc il avoit battu l'armée navale de France , il s'ensuivroit qu'il mérite la mort pour n'avoir pas accepté le combat qu'elle lui a présenté dans l'après midi , après lui avoir laissé l'avantage du vent , & pour avoir remis la partie au lendemain. On ne peut le justifier qu'en disant qu'une partie de son escadre étoit trop maltraitée ; mais je répondrai que pour une victoire semblable , il ne faut point faire bruler une Ville comme un Soleil , & qu'on auroit pû faire de l'argent qui y a été employé , un usage tout à la fois plus raisonnable & plus digne de l'Amiral Keppel. Londres compte environ cent trente mille maisons. Si on a brulé aux fenêtres de cha-

cclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
cune pour un shelling de chandelles , la dépense des illuminations aura été de fix mille livres sterling , dans lesquelles je ne comprends point celle des vitres cassées. Il y avoit certainement bien des manieres plus sensées d'employer cette somme , quand ce n'eût été qu'en gratifications pour les pauvres matelots que le feu des François nous a estropiés , & à qui une telle douceur persuaderoit qu'ils sont sortis vainqueurs du combat , bien plus efficacement que les petards & les fusées dont leurs oreilles ont été fatiguées & peut-être blessées. Il me reste une question à faire pour mon instruction. Nous n'avons pas eu toujours des vitres à nos fenêtres : ce fut , je crois , sous le règne d'Elisabeth , qu'en commença l'usage. Elles ne furent connues que quand le Duc de Buckingham , à son retour de Venise sous Charles II , eut introduit chez nous la premiere manufacture de verrerie. Je voudrois savoir comment , avant ce tems-là , le peuple d'Angleterre faisoit éclater son contentement , puisqu'il n'y avoit point de vitres à casser ? «

» Que nous sommes petits , ridicules & absurdes dans nos transports de joie , si nous les comparons avec les ovations & les triomphes des Romains ! «

Signé W. PENN.

*Remarques historiques sur les derniers Conseils
de guerre dans la Marine*

« Au commencement de l'avant dernière guerre, les Amiraux Mathews & Lestock eurent du dessous dans une affaire qui se passa dans la Méditerranée. Ils s'accusèrent mutuellement : Lestock, comme Officier inférieur, fut interdit & envoyé à Londres par l'Amiral Mathews son supérieur. Un Conseil de guerre tenu pour les juger, déchargea honorablement Lestock qui ne s'étoit point battu. Matthews qui s'étoit battu fut condamné. Le Roi George II est mort sans avoir jamais pu comprendre ce paradoxe naval ».

« L'Amiral Byng essuya pareillement un échec dans la Méditerranée au commencement de la guerre dernière : du moins il ne réussit point dans l'expédition pour laquelle il étoit envoyé. Il eut l'imprudence de donner les plus grands éloges à la bravoure de l'Amiral (West) qui commandoit sous ses ordres, de sorte que tout le poids de l'accusation tomba sur Byng, qui fut condamné par un Conseil de guerre à être fusillé. L'arrêt de mort fut exécuté ; quoique jusqu'à présent aucun homme sensé & impartial n'ait jamais pu trouver la cause d'un pareil jugement, soit dans les piéces de son procès, soit dans les mémoires du tems ».

cclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Le Capitaine Brereton (a) est le seul homme vivant qui ait été jugé deux fois par un Conseil de guerre. Le premier fut tenu il y a plus de vingt ans dans l'Inde par cinq capitaines : & l'autre l'année dernière devant Falmouth , par trois Amiraux & dix Capitaines. Dans tous les deux il a eu la mortification de voir sa conduite blâmée. Il est pourtant difficile de trouver les motifs de sa condamnation dans les écrits qu'il a publiés pour sa justification «.

Il convient de garder le silence sur le procès de l'Amiral Keppel jusqu'à ce qu'il soit imprimé avec permission. C'est alors que le public pourra en parler avec connoissance de cause «.

On en imprime deux éditions qui seront les seules dignes de foi. L'une par la permission de l'Amiral Keppel , chez le Libraire *Almond* : c'est celle de *Blanchard* & non de *Blandemore* : l'autre par ordre de l'Amirauté , chez le Libraire *Cadell*. C'est celle - ci , dont la copie doit être produite devant le Parlement. La minute est de 1800 pages *in-folio*. On voit par cette maniere de penser des Anglois , & par le parti qu'ils prennent d'attendre les éditions annoncées de ce fa-

(a) C'est le Commandant du vaisseau le *Duc* , de 90 canons , qui ne donna point dans l'affaire du 27 Juillet dernier. Il a été condamné pour négligence de ses devoirs occasionnée par son ivrognerie.

meux procès , que tout ce qui en a paru jusqu'ici ne mérite aucune confiance.

Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre 1778.

De Boston le 11 Janvier 1779.

Jeudi dernier, quatre de ce mois, est arrivé ici de New-York, & en dernier lieu de New-London, le Capitaine Burke, qui avoit été dépêché à New-York par notre Bureau de la Marine sur un vaisseau Parlementaire, ainsi que le Capitaine Greely de cet Etat. Le premier étoit à bord d'un schooner & a amené soixante-sept Américains prisonniers. Le second étoit sur un senau, & en a conduit plus de deux cents à New-London. Nos malheureux Compatriotes sont revenus dans un état de maladie & de langueur, bien propre à confirmer tout ce qui a été dit de l'inhumanité avec laquelle les Anglois ont traité leurs prisonniers. Poussés pour la plupart par des motifs de vengeance, & entraînés par une cruelle politique, ils faisoient mourir ces prisonniers faute d'air & de nourriture, pour les forcer d'entrer à leur service. Cette barbarie a été exercée par les Officiers Anglois dès le commencement de cette guerre, qui imprimera une tache éternelle sur le caractère de la Nation Angloise. On s'étoit persuadé que la conduite toute différente des Etats-unis envers les Anglois nos prisonniers,

& la douceur sans exemple avec laquelle nous les avons tous traités , auroient à la longue touché le cœur de nos ennemis & les auroient fait changer de conduite à l'égard des malheureux Américains , bien malheureux en effet d'être livrés à la merci d'un ennemi si féroce. Mais rien n'a pu amollir son ame farouche. Le Lord Howe a été tout aussi cruel envers eux , qu'aucun autre Commandant Anglois ; & malgré toutes ses prétentions à une générosité & une humanité peu communes , il a souvent fait voir qu'il avoit un cœur dur & dénué de tout sentiment de compassion.

Le Public aura bientôt une Relation détaillée de toutes ces choses : alors il jugera de la différence qu'il y a entre les procédés de la Grande-Bretagne & ceux de l'Amérique ; & il sera en état de rendre justice aux caractères particuliers des Officiers généraux , employés respectivement par ces deux Puissances.

Plusieurs de nos Compatriotes qui sont venus à bord du vaisseau Parlementaire dont il vient d'être question , confirment les nouvelles que nous avons déjà reçues , savoir , que le gros canon avoit été retiré de New-York & envoyé en Europe sur deux grands vaisseaux chargés d'artillerie. Ils nous apprennent aussi qu'une grande partie des troupes que la Grande-Bretagne y avoit à son service , ont été embarquées pour les îles d'Amérique sous les ordres du Général Grant :

qu'un autre corps sous le commandement du Colonel Campbell (celui qui a été prisonnier pendant plusieurs mois dans cet Etat), paroïssoit destiné pour la Floride.

Ils ajoutent que l'armée & la flotte Angloise étoient réduites depuis quelque tems à demie ration, à cause de la rareté des provisions: que beaucoup des vaisseaux de provisions envoyés d'Europe avoient manqué: qu'on présuinoit que quelques-uns d'eux avoient été pris en quittant les côtes d'Irlande ou d'Angleterre, par des vaisseaux François ou Américains: que le bruit couroit à New-York & qu'on y croyoit que le Comte d'Estaing en avoit pris sept ou huit: qu'un gros vaisseau munitionnaire avec un assortiment de dix-sept voiles neuves & d'agrès en proportion avoit échoué à huit lieues au sud de Sandy-Hook: que nos gens en avoient recueilli une grande partie: que les ennemis regardoient cette perte comme la plus considérable de cette espece qu'ils eussent faite pendant la guerre: qu'il y avoit à New-York sept vaisseaux de guerre Anglois, de différentes forces, sans mâts, dont deux vaisseaux de ligne: que parmi les autres vaisseaux de force inférieure se trouvoient le *Tartar* & le *Perseus*: qu'on manquoit d'agrès & de mâts pour réparer ces vaisseaux: que les cables, même ceux de qualité & de force inférieures, étoient très-rares & fort chers: que quoiqu'on eût pris pour le service public tout vaisseau qui pouvoit porter cent hommes,

on ne pouvoit pas trouver la moitié de ce qu'il en falloit pour embarquer les troupes, le bagage, les marchandises, les Torys, &c. qu'il y auroit à retirer de New-York en cas d'une évacuation: que probablement c'est ce qui a empêché que jusqu'ici cette évacuation n'ait eu lieu: que le beurre coûtoit trois sous sterling la livre: les coqs d'inde le même prix, & le beuf trois schellings argent du pays: que les étoffes, &c. étoient également à un haut prix, parce qu'il y en avoit peu & d'une qualité inférieure: que le reste étoit en dépôt dans les Magasins, en attendant la première occasion de le transporter dans quelque autre lieu, les Torys désespérant de garder long-tems cette place: que cependant ils parloient avec plaisir de plusieurs moyens dont ils avoient profité pour vendre quelques-unes de leurs marchandises sur le continent, & particulièrement dans le Connecticut, en les faisant passer par Long-Island: que les ennemis faisoient quelquefois sonner leurs bourses en présence des prisonniers Américains, & leur disoient « ceci commande à votre pays & nous procure ce qui nous manque »: que néanmoins ils ne paroissent pas jouir à présent de tout ce dont ils avoient besoin, n'ayant pas la plus légère espérance de réduire l'Amérique: que les Torys commencent à regretter leur patrie qu'ils ont non-seulement abandonnée, mais contre laquelle ils se sont déclarés ouverte-

ment; & que désespérant aujourd'hui d'y rester avec les Anglois comme vainqueurs, ils paroissent souhaiter d'y être rétablis avec la réputation de bons sujets: que ces mêmes Torys se flattent modestement que leurs Compatriotes qui se sont exposés à tant de dangers, & qui ont épuisé leur sang & leurs trésors pour maintenir les privilèges de ces Etats, voudront bien oublier tout le passé & récompenser les entreprises parricides des Torys, en partageant avec eux tous les privilèges que ceux ci ont désiré si ardemment de détruire.

Enfin la séparation des armées Angloises sur le continent de l'Amérique, lorsqu'elles auront fait la conquête d'un cimetière pour leurs troupes, sous le perfide climat de la Georgie, les diminuera si prodigieusement, que par-tout où elles seront attaquées, elles courront risque d'éprouver le sort de Burgoyne. Mais peut-être le Congrès prendra-t-il la résolution plus sage de les laisser s'épuiser par les fatigues d'un service toujours actif, & par les dégoûts d'une vie captive & misérable, au sein de la liberté & de l'abondance.

Apperçu politique sur les affaires de l'Angleterre, du 20 au 24 Février.

Les conditions de l'emprunt de sept millions sterling pour le service de l'année courante, sont tellement défavorables & si

allarmantes relativement à nos opérations futures, puisqu'enfin nous ne sommes encore qu'à la première année d'une guerre dangereuse, qu'on ne peut s'empêcher de fixer l'attention du public sur un objet aussi intéressant. L'annuité de 29 ans seroit certainement à bon marché à 14 années du produit (l'intérêt de l'argent étant estimé à cinq pour cent). Néanmoins, pour éviter toute chicane, nous la mettrons à 12 ans, qui étoit son prix le 20 de Février, jour auquel le marché pour l'emprunt a été conclu. Ce prix étoit sans proportion avec les autres fonds, leur intérêt n'étant que de cinq pour cent : disproportion qui est venue de ce qu'on en avoit mis indiscretement sur la place une trop grande quantité.

Une action de 100 liv. rapportant trois pour cent, au prix actuel des fonds à trois pour cent. 61

Annuité de 3 liv, 15 sols pour 29 ans, sur le pied de 12 années de son produit. 45

Un bénéfice de deux cinquièmes d'une année de l'intérêt & de l'annuité, provenant de ce que l'intérêt & l'annuité ci-dessus commencent à courir du 5 Janvier dernier, tandis que l'argent de l'emprunt se payera par échéances, la première commençant en Mars, & la dernière finissant en Decembre. 2 14

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxvij

Pour le profit à faire sur sept billets de lotterie attachés à chaque somme de 1000 liv. prêtée au Gouvernement, ledit profit de 3 liv. par billet, faisant 21 liv. pour les sept, & pour l'action de 100 liv, 2 2

En conséquence, pour 100 liv. prêtées au Gouvernement, le Prêteur reçoit..... 110 16

Ce qui fait une prime de 10 liv. 16 s. par cent, en mettant les articles au prix qu'ils avoient le jour de la conclusion du marché. L'intérêt & l'annuité montant à 472,500 liv. pour l'année, y compris la perception, la régie & les frais de Banque, exigent une taxe qui produise un demi-million par an. *Un demi-million par an d'intérêt & d'annuité pour sept millions de capital. Que le public lise & tremble!*

Il faut convenir que le Roi tient dans ce moment-ci une conduite bien singulière. Il ne peut ignorer que les Généraux Howe & Burgoyne ne serviront point sous le Lord Germaine, & que le Général Clinton a demandé son rappel: que l'Amiral (a) Keppel,

(a) C'est ce que l'Amiral vient de déclarer dans le Parlement: ainsi que le Lord Howe.

Voici une note lâchée dans les gazettes sur cette déclaration de M. Keppel, par les amis des Ministres.
 » Nous pouvons assurer le public que ce n'est point

cclxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le Lord Howe, &c. ne peuvent servir sous le Lord Sandwich. Cependant, le Roi continue de garder ses Ministres sans s'occuper des suites funestes qui en résulteront. Il y a quatre ans que ses Ministres ou *quelqu'autre personne* lui ont conseillé de n'avoir aucun égard aux remontrances de l'Amérique. Ce mauvais conseil l'a réduit à l'alternative de se séparer de ses Ministres ou de ses Colonies. Il a préféré de garder ses Ministres & il a perdu l'Amérique. Actuellement il se présente un autre embarras. Si nous avons une guerre avec la France ou l'Espagne, ou

Sa Majesté qui a invité l'Amiral Keppel à avoir une conférence avec elle; mais que c'est l'Amiral Keppel qui l'a fait demander au Roi. Cette grace lui ayant été accordée, l'Amiral déclara au Roi qu'il étoit prêt à offrir ses services à son pays; mais qu'en même tems il insistoit pour que certaines personnes se retirassent de l'Amirauté. Le Roi répondit qu'il ne pouvoit se déterminer à renvoyer d'anciens serviteurs sans quelque preuve de leur mauvaise conduite, sur-tout lorsque ces serviteurs paroissent très-propres à remplir les places qui leur avoient été confiées; & qu'ainsi il étoit bien fâché de ne pas pouvoir à cette condition accepter les services de l'Amiral. Sur cela l'Amiral remit, dit-on, un papier au Roi; mais, quels que soient les bruits qui courent, nous ne savons pas précisément combien de tems l'Amiral a fixé à Sa Majesté pour se rendre ». — Voilà ce que font débiter les Ministres. Suivant le parti contraire, le papier laissé au Roi par l'Amiral, est une liste de trente deux Officiers de distinction, qui tous sont résolus à remettre leurs commissions, si la Présidence de l'Amirauté n'est pas retirée au Lord Sandwich.

avec ces deux Puissances réunies , qui est-ce qui commandera nos flottes & nos armées ? Le sujet est trop sérieux & trop important pour ne pas occuper toute notre attention. Ce n'est pas une question de *prérogative*. Il n'y a pas dans toute la nation un seul homme que la solution de ce problème n'intéresse , parce qu'il y va de la fortune & de l'existence de toute la nation , comme de chacun de nous en particulier.

L'ouverture du Budget s'est faite peu après que l'emprunt a été terminé. Mais de combien de fanfaronades l'un & l'autre n'ont - il pas été accompagnés ? Avec quelle affectation ridicule on vouloit ne faire l'emprunt qu'à des conditions avantageuses au public , quoique toutes ces grimaces ne soient peut-être qu'un jeu joué entre les parties intéressées !

Quel est l'homme qui voudra placer son argent dans le commerce à cinq pour cent ou en acheter des terres , tandis qu'il peut le prêter au Gouvernement à un intérêt de $10\frac{1}{4}$ pour cent , sans risque d'être poursuivi pour crime d'usure ? Sous quelque face qu'on présente cette affaire , quelque tournure favorable qu'on veuille lui donner dans le Parlement , les choses sont exactement comme nous venons de les exposer , excepté que les annuités valent très-certainement quatorze ou au moins douze années du produit , quoique peut-être le Lord North prétende qu'elles n'en valent que onze. C'est à ces

cclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

conditions exorbitantes qu'on emprunte sept millions à des Entrepreneurs & autres gens qui ont gagné un argent immense à passer des marchés pour la guerre d'Amérique. Mais cette somme, toute énorme qu'elle soit, est bien loin de pouvoir faire face aux besoins actuels. On tâchera, s'il est possible, d'emprunter de la Compagnie des Indes un million & demi; & il y aura un vote de crédit pour un autre million. Tout cela ne sera pas encore suffisant: il faudra lever beaucoup plus d'argent; sans quoi les pensionnaires & les gens en place tourneront casaque.

La principale ressource du Budget est une augmentation de cinq pour cent ou d'un sou pour livre, sur tous les droits d'accise & de douane. Les droits d'accise furent introduits par les Stuarts & furent leur code favori, comme ils le sont sous le regne actuel. Ainsi, les roues de carrosses, par exemple, qui payent aujourd'hui cinq livres sterling pour quatre roues, payeront par la suite cinq guinées. Une somme de dix livres sterling qu'on payoit sur la chandelle, ou sur tout autre article d'accise, comme la dreche, &c. fera dorénavant de dix guinées. En un mot, tous les droits d'accise doivent être augmentés de cinq pour cent. On a imaginé d'augmenter les Douanes de la même manière & de la même somme, si le montant de ce qui se paye pour les remises de droits peut être fixé. Ces jours-ci on projet-

toit d'estimer en bloc le produit net des deux impositions (la Douane & l'Accise) à sept millions, dont le sol pour livre fait trois cents cinquante mille livres. Il étoit tout simple que cette maniere de compter en bloc fût adoptée ; car le Lord North aime la besogne aisée. Quoi qu'il en soit, la somme ne suffira pas ; l'intérêt de l'emprunt seulement montera à quatre cents soixante-douze mille cinq cents livres. On reconnoîtra l'année prochaine que l'Accise & les Douanes ne produisent pas la somme de sept millions à laquelle on les porte cette année, ou par artifice, ou par ignorance ; par conséquent, cette augmentation de cinq pour cent de tous les droits d'Accise & de Douane, ne donnera point la somme qu'on en attend ; & on sera trompé, comme on l'a été par le produit des impôts de l'année dernière. Il sera donc dit que le premier Ministre, ou le grand Financier, car on l'appelle ainsi quelquefois, ne tirera aucun parti de son expérience. Les erreurs de l'année dernière font pitié. La taxe des maisons fût évaluée à deux cents soixante-quatre mille livres : elle n'a pas produit au-dessus de soixante-seize mille livres. La taxe sur les domestiques fut estimée cent mille livres ; elle n'a pas rendu plus de quatre-vingt mille livres. La taxe sur les enchères avoit été portée à quarante mille livres ; elle n'a pas produit plus de vingt-six mille livres. Un homme capable de faire de pareilles bévues, & qui

cclxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

se montre si ignorant en taxations & en finances, est-il fait pour être Chancelier de l'Echiquier? Mais Sa Majesté juge à propos de le garder, probablement pour les mêmes raisons qu'Elle garde le Lord Sandwich & le Lord Germaine, c'est-à-dire, parce qu'ils sont parfaitement soumis à un pouvoir invincible. Ils sont à la Jenkinson (les créatures du Lord Bute).

La nature du Budget donne lieu encore aux réflexions suivantes.

La dette de la Marine a été mise le 31 Décembre sous les yeux de la Chambre des Communes; en conséquence voici le montant de la dette nationale non fondée, c'est-à-dire, aux intérêts de laquelle il n'y a point d'impôts assignés.

Dette de la Marine au 25	
Décembre dernier.....	5,170,000 l.
Billets d'Echiquier.....	2,000,000
Nouveau papier négociable	
qui sera mis en circulation..	1,300,000
Déficit du fonds d'amortissement en 1778.....	700,000
TOTAL.....	<u>9,172,000</u>

Cela fait bien neuf millions cent soixante-douze mille livres sterling de dette non fondée, auxquelles le Lord North pourvoira quand il en aura le tems. S'il y pourvoit, l'intérêt & les bénéfices attachés à l'emprunt pour

pour l'année 1779 seulement, doivent se monter à plus d'un million chaque année. S'il n'y pourroit pas, il ne doit attendre que fort peu de chose de son fonds d'amortissement; & il ne peut point espérer que les marchés pour la Marine soient remplis, à moins que ce ne soit à des conditions qui ruineront absolument le public. Il faut, à quelque prix que ce soit, que ces décomptes soient nettoyyés pour établir les fondations de sa nouvelle Jérusalem, où nul Juif ne doit entrer, c'est à-dire, pour fonder la base du plan très-aisé qu'il a formé de trouver les subsides dans les revenus de l'année & non par anticipation. Malheureusement c'est ce qu'il ne peut faire qu'en cessant de payer les intérêts de la dette. Il ne pouvoit pas annoncer plus clairement que le projet de la banqueroute est arrêté.

En général, & après l'examen le plus exact de ses opérations & de ses ressources de finances : après la considération la plus sérieuse sur l'objet & les conséquences des mesures actuelles, mesures adoptées témé-
rairement & suivies pitoyablement par une clique de gens violens & incapables, mesures qui ont rendu la marine de France presque égale à celle d'Angleterre, & qui ont mis le crédit de nos superbes voisins de niveau avec celui de la Grande-Bretagne : enfin après avoir mûrement réfléchi sur la situation présente de nos affaires, nous sommes bien sa-

chés de dire que la seule espérance qui nous reste, est que la durée, ou, si l'on veut, la vie du crédit public de l'Angleterre sera courte & bonne; que nous ne devons pas craindre d'être trompés dans cette attente, puisque nous en pouvons être convaincus par l'empressement avec lequel chacun court boire du (a) Chaudeau à Saint-James, sans penser au lendemain.

P. S. du 9 Mars.

On assure que le 5 de ce mois les Ministres Anglois ont reçu de New-York des nouvelles peu agréables, quoiqu'elles ne contiennent rien de décisif ou de bien important. En voici la substance. Les bateaux & barques servants au transport des troupes sur les rivières, soit pour remonter ou descendre, ont beaucoup souffert des glaces, l'hiver ayant été très-rigoureux dans cette partie. Ce qui rend ce malheur plus sensible, c'est qu'on y manque absolument de matériaux pour en construire & équiper d'autres. La même disette de matériaux empêche de rétablir les fourgons & autres équipages de camp. Depuis le départ des détachemens envoyés à la Géorgie & aux Isles, l'armée est beaucoup trop foible pour tenter quelque

(a) Breuvage qui se distribue chez la Reine, pendant le tems de ses couches, à tous ceux qui se présentent.

entreprise de conséquence , ou même pour se procurer du fourage & des provisions , qui deviennent plus rares de jour en jour. Cette position est d'autant plus fâcheuse que Washington rassemble ses forces avec la plus vive ardeur , ce qui fait craindre qu'il n'ait quelque grand projet en vue.

Les nouvelles de la Géorgie ne sont gueres plus favorables. Le Général Campbell est en route pour revenir en Angleterre. Il a laissé le commandement au Général Prevôt que le Général Clinton paroît avoir grand désir de renforcer en personne , en menant avec lui en Géorgie un gros détachement. Mais il appréhende que pendant son absence , ne laissant que peu de troupes à New-York , cette Ville & ses environs ne soient trop exposés , ou même quand il n'y auroit point lieu à ce danger , qu'il n'arrivât pas assez-tôt dans la Géorgie pour y soutenir les amis du Roi. Ces incertitudes étoient cause qu'au départ des lettres il n'avoit pris encore aucun parti. Tout ce qu'on savoit , c'est que des corps considérables d'Américains s'étoient mis en marche pour repousser le Général Prevôt , & qu'au milieu de ces difficultés le Chevalier Henri Clinton avoit écrit des lettres pressantes aux Ministres pour obtenir des renforts , sans lesquels il lui seroit impossible de se maintenir sur le continent , ou au moins de faire aucune tentative importante contre les Américains.

On débite, mais je n'oserois point l'affirmer, que le Lord Sandwich remit sa place de l'Amirauté pour passer à celle de Secrétaire d'Etat pour le Nord, vacante par la mort de Milord Suffolk. Si ce changement est constant, le Roi aura été forcé, tant par les atteintes portées au Lord Sandwich dans les deux Chambres, que par le refus que divers Amiraux ont fait de prendre du commandement, si ce Ministre conservoit le département de la marine. Les Amiraux Keppel & Lord Howe s'en sont expliqués dans le Parlement, & les Amiraux Mann & Pocock ont résisté aux offres les plus séduisantes qui leur ont été faites par le Roi lui-même. — Reste à favoir si ces Amiraux n'insisteront point, comme le Lord Howe, pour que le Lord Sandwich soit renvoyé tout-à-fait du Ministère, & que le département de l'Amérique soit retiré au Lord Germaine. Suivant d'autres bruits, c'est le Lord Stormont qui prend la place vacante de Secrétaire d'Etat; mais ce Seigneur s'étant plaint si hautement de la conduite du Conseil à son égard, je croirois plutôt ceux qui nomment le Comte de Carlisle pour remplacer le Lord Suffolk. Cela me paroît d'autant mieux vû, qu'il faut une récompense ou une indemnité à ce Lord, pour la ridicule mission qu'on lui a fait faire comme Ambassadeur auprès du Congrès, & qu'ayant insulté la Nation Françoisse dans ses écrits publics, il est pleinement animé de

ET DE L'AMÉRIQUE cclxxvij

l'esprit, & doué de la judiciaire du Lord Suffolk, & parfaitement digne de lui succéder.

Le sept de ce mois l'escadre de l'Amiral Hughes est partie pour l'Inde, avec treize vaisseaux de la Compagnie. La Vengeance de soixante quatorze canons, quelques frégates & deux brulots ont appareillé en même tems pour la côte d'Afrique. On attend, non sans inquiétude, une flotte considérable de la Jamaïque, qui en sera partie le vingt-quatre ou le vingt-huit Février, sous le convoi du vaisseau de ligne le Ruby.

Etat général des vaisseaux de force Anglois, armés le 2 Mars 1779.

Dans la Tamise.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Equipages.</i>	<i>Capitaines.</i>
London.....	90	750	Samuel Cornish.
Alfred.....	74	600	Baine.

Aux Dunes.

Alexandre.....	74	600	Kempensfelt.
Bienfaisant.....	64	500	Macbride.

Spithead.

Victory.....	100	850	Falkner.
Formidable.....	90	750	Basely.
Sandwich.....	90	750	Richard Edward.
Namur.....	90	750	Milbank.
Princesse Amélie.....	88	750	Dent.

cclxxvii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Equipages.</i>	<i>Capitaines.</i>
Terrible.....	74	600	Curtis.
Vengeance.....	74	600	Clement.
Shrewsbury.....	74	600	Lockhart Ross.
Résolution.....	74	600	Ogle.
Ramillies.....	74	600	Digby.
Centaure.....	74	600	Cosby.
Robust.....	74	600	Alexandre Hood.
* Burford.....	74	600	Penny.
* Superbe.....	74	600	Simonton.
Lenox.....	74	600	Bennet.
* Exeter.....	64	500	Nott.
* Worcester.....	64	500	Mark Robinson.
* Eagle.....	64	500	Duncan.
* Warwick.....	50	350	Collins.

Portsmouth.

Prince George.....	90	750	John Lindsay.
Duke.....	90	750	Charles Douglas.
Elisabeth.....	74	600	Maitland.
Ajax.....	74	600	Boteler.
Hector.....	74	600	Hamilton.
Monarque.....	74	600	Bowley.
Thunderer.....	74	600	Walsingham.
Amérique.....	64	500	Longfort.
Défiance.....	64	500	Goodall.

Plimouth.

Royal George.....	100	850	{ Amiral Harland. Halion.
Queen.....	90	750	
Foudroyant.....	80	600	Isaac Prescott.
Bedford.....	74	600	Curtis.
Bellisle.....	7	600	Affleek.
			Brooks.

(*) Ceux qui sont marqués d'un astérisque sont destinés pour l'Inde, ainsi que le *Bellisle* qui est à Plimouth. Ils seront commandés par l'Amiral Hughes.

Golfe de Biscaye.

Vaisseaux. Canons. Equipages. Capitaines.

Courageux.....	74	600	Mulgrave.
Vaillant.....	74	600	Leveson Gower.

Méditerranée.

Panther.....	60	500	Harwey.
--------------	----	-----	---------

Amérique (a) Septentrionale, aux ordres de l'Amiral Byron.

Princesse Royale.....	90	750	{ Amiral Byron. Milbank.
Royal Oak.....	74	600	
Conqueror.....	74	600	Middleton.
Fame.....	74	600	Staves.
Cornwall.....	74	600	Colby.
Sultan.....	74	600	Edouard.
Grafton.....	74	600	Wheelock.
Nonfuch.....	64	500	Wilkinson.
(b) { Trident.....	64	500	Collingwood.
Ardent.....	64	500	Molloy.
Renown.....	50	350	Keppel.
			Dawson.

Jamaïque.

Albion.....	74	600	Allen.
Saint Albans.....	64	500	Onslow.
Raisnable.....	64	500	Fitzherbert.
Ruby.....	64	500	Deane.
Bristol.....	50	350	Parker.

(a) C'est une partie de cette escadre qui étoit attendue aux Isles sous le Vent par Barrington.

(b) Ces trois étoient en Amérique avant l'arrivée de Byron.

CCLXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Isles du Vent. Escadres de Barrington, Rowley (a)
& Hotham.*

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Equipages.</i>	<i>Capitaines.</i>
** Prince de Galles..	74	600	Barrington.
** Suffolk	74	600	Duncan.
* Magnificent.....	74	600	Rowley.
** Boyne	70	600	Sawyer.
*** Monmouth.....	64	500	Griffith.
* Yarmouth.....	64	500	Batman.
* Vigilant.....	64	500	Digby Dent.
* Lion.....	64	500	Cornwallis.
* Medway.....	60	500	
Preston.....	60	350	{ Hotham. Appleby,
Centurion	50	350	
Isis.....	50	350	Braithwaite,
			Raynor.

Inde.

Rippon.....	64	500	Waldgrave.
Asia.....	64	500	Vandiput.

IL s'est fait quelques changemens dans ces distributions.

L'*Alexandre* & le *Bienfaisant* sont actuellement, non aux Dunes, mais à Portsmouth.

Le *Raisnable*, de l'escadre de Byron, & le *Saint Albans*, de celle d'Hotham, sont à la Jamaïque,

(a) Rowley est parti de Portsmouth le 25 Décembre avec les cinq vaisseaux marqués d'un astérisque. Il est possible qu'il ait pour destination la Jamaïque : ou qu'il se parrage entre ces deux stations.

** Division de Barrington.

*** Division d'Hotham.

F I N.

la Grande-Bretagne, sous le titre de Lord ———
Mansfield.

1776.

Octobre.

On compte déjà près de soixante & dix prises faites à la mer par les Corsaires Américains estimées l'une dans l'autre dix mille livres sterling chacune.

L'armateur Américain qui a pris le vaisseau la *Susanne* richement chargé en vins & en moidores pour le compte de quelques marchands de Londres ayant été obligé de relâcher à Bilboa, y est détenu à la réquisition du Consul Anglois jusqu'à ce que Sa Majesté Catholique ait déclaré ses intentions à cet égard. Ce vaisseau ne monte que huit canons. Le Capitaine dit qu'à son départ de *Rhode-Island* il avoit cinquante hommes d'équipage, mais qu'ayant pris outre la *Susanne* un bâtiment de transport de quatorze canons, il avoit été obligé de se dégarnir pour mettre du monde suffisamment à bord de ces prises. Les marchands de Londres y perdent gros, & cet accident fera hausser le prix des vins & de plusieurs autres denrées. La prime-d'assurance que l'on demande sur ces marchandises est cinq fois plus considérable que ce que l'on exigeoit auparavant; plusieurs lettres reçues de Bilbao assurent qu'il y a seize autres Armateurs qui croisent à la hauteur des côtes d'Espagne & de Portugal, dans la baie, & même jusqu'à la Manche; en conséquence de ces informations, les Négociants qui sont en An-

R

1776. ^{Octobre.} gleterre le commerce d'Espagne & de Portugal, ont déclaré qu'ils ne mettroient aucune marchandise à bord des vaisseaux faisant route pour les côtes de ces pays à moins qu'ils ne soient convoyés au moins par deux vaisseaux de guerre. Il est clair que le dessein du Congrès est d'intercepter tout le commerce de la Grande-Bretagne, sachant bien que c'est le coup le plus fatal qu'il puisse lui porter.

Ce nombre prodigieux d'Armateurs fait aussi son effet sur les assureurs qui ne veulent pas mettre leur nom même sur des polices faites pour l'Irlande. Une guinée pour cent étoit la prime fixée pour les navires qui font ce voyage ; on demande à présent le double pour les assurer, même sous convoi. Le fret est aussi augmenté de beaucoup, à raison du canon & du nombre d'hommes qu'il faut prendre d'extraordinaire : la crainte que l'on a des Américains, & le succès que ceux-ci ont eu jusqu'à présent, rendent ces précautions indispensables.

La Gazette, publiée par autorité, a donné une proclamation du Roi, qui promet la somme de 5 livres sterling à tout marinier depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à cinquante, qui se fera enregistrer volontairement d'ici au 31 Décembre prochain, pour servir à bord des vaisseaux de Sa Majesté & à tous les matelots ordinaires en état de servir, qui se conformeront à la susdite condi-

tion la somme de 2 livres 10 shelings : lesdites gratifications tenant lieu de celles énoncées dans une proclamation précédente. Pour obvier aux abus qui pourroient se commettre par des matelots qui quitteroient les navires auxquels ils sont actuellement attachés pour passer à bord des vaisseaux de guerre , dans la vue d'obtenir la gratification promise ci-dessus , Sa Majesté veut que les matelots qui se rendront coupables de cette transgression , soient non-seulement privés de leurs gages , mais aussi punis sévèrement suivant l'exigence du cas.

Cette gazette contient aussi un Arrêt du Conseil , qui ordonne un embargo dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne , sur tous les vaisseaux chargés ou près à charger , de gros bétail , de porcs , bœufs , beurre , fromage & autre vivres , excepté le poisson , bled , grains de toute espece ou légumes ; ledit embargo devant durer jusqu'à nouvel ordre. Sa Majesté entend que ledit embargo ne s'étendra point sur les vaisseaux employés à porter les vivres aux Indes Occidentales ou dans aucune des Colonies de l'Amérique Septentrionale (excepté la Nouvelle-Hampshire la Baie de Massachusset , l'Isle de Rhodes , le Connecticut , la Nouvelle-York , la Nouvelle Jersey , la Pensylvanie , les trois Comtés au-dessous de la riviere de Laware , le Maryland , la Virginie , les Carolines Septentrionale & Méridionale , & la Géorgie) ou aucuns forts

ou Comptoirs sur la côte d'Afrique appartenants à Sa Majesté ou dans l'Isle Sainte Helene, à condition que les Propriétaires desdits vaisseaux déclareront, sous serment, leur véritable destination, & donneront, pour sureté, leur obligation, déposée entre les mains des Officiers de la Douane dans les différents ports, d'où lesdits vaisseaux seront expédiés.

L'embargo avec les mêmes restrictions, est mis sur les vaisseaux appartenants aux ports d'Irlande.

Sa Majesté a fait les promotions suivantes.

Le Lord March est nommé premier Commissaire de Police dans cette partie de la Grande-Bretagne, appelée l'Ecosse, à la place du feu Lord Cathcart.

Jean, Comte Breadalbane, remplace le Lord March en qualité de Vice-Amiral d'Ecosse.

Le très-honorable Lord Onslow succede au dernier Seigneur de ce nom dans le Gouvernement du Comté de Surry, dont il est nommé Garde-Roles (*custos rotulorum*).

Horace Saint Paul, Ecuyer, est nommé par Sa Majesté son Envoyé extraordinaire à la Cour de Suede.

Morton Eden, Ecuyer, a fait ses remerciements à Sa Majesté, qui l'envoie à la Cour de l'Electeur de Baviere en qualité de Ministre Plénipotentiaire & de Ministre à la Diète de Ratisbonne.

Le 25 Octobre, Son Excellence le Marquis de Noailles, Ambassadeur de France, a eu sa première audience du Roi, & a remis à Sa Majesté ses lettres de créance. 1776. Octobre

Les papiers publics ajouterent à l'annonce ci-dessus, tirée de la gazette de la Cour, que ce nouvel Ambassadeur avoit assuré le Roi que les intentions de sa Cour, relativement à l'Angleterre, étoient de la nature la plus pacifique : qu'elle n'avoit point l'intention d'aider les Américains & que les dispositions maritimes qui se faisoient en France n'avoient pour motif que la défense & la protection de ses propres Colonies en Amérique.

[On n'a aucun détail authentique sur ce fait ; mais ce qui s'est passé depuis cette date jusqu'au 13 Mars 1778, autorise à croire que si l'Ambassadeur a fait quelque déclaration, elle a dû être conforme à ce qui en est dit dans les papiers publics. Ce sont les injustes & violens procédés des Anglois pendant dix-huit mois & plus contre le commerce & le pavillon de France qui ont décidé la Cour de Versailles au parti qu'on a vû prendre près de deux années après que les Américains avoient déclaré leur indépendance sans qu'il eût été possible à l'Angleterre de les réduire. La prise des frégates Françoises par l'Amiral Keppel & celle de Pondichery, prouvent de reste que c'étoit le Ministère de Londres qui vouloit avoir une guerre avec la France.]

~~pour~~ 1770. pour tirer plus aisément de la nation Ang-
 Octobre. gloise les gros subsides qui devenoient né-
 cessaires à la réduction de l'Amérique]

Le bruit commença à courir dès le 25 Octobre que le Gouvernement étoit résolu à ordonner la presse des matelots, & qu'elle éclateroit sous peu de jours.

Le Lundi 28 Octobre au soir, à l'instant où tous les matelots étoient a bord des différents navires qui sont dans la riviere, plusieurs bateaux remplis d'hommes armés commencerent à exécuter les ordres émanés de l'Amirauté, de saisir de force les mariniers pour le service du Roi. Ces ordres, que l'on appelle ici *press warrants*, s'exécutent sur toutes sortes de personnes sans distinction, mais ils ont sur-tout pour objet les matelots. On en a pris de cette maniere plus de quinze cent dans cette seule soirée. Au reste, cette scène ne s'est pas passée aussi tranquillement qu'on eût pu le désirer; un Lieutenant de marine ayant sauté à bord d'un navire prêt à partir pour la Grenade, dans l'intention de prendre l'équipage de force, les matelots coururent aux armes, firent plusieurs décharges sur la troupe commandée par le Lieutenant, & comme cet Officier, malgré le danger, voulut avancer jusqu'aux écoutilles, il reçut un coup de fusil auquel il n'a survécu que quelques minutes. Sept matelots s'étant jettés à la nage pour éviter la violence qu'on leur vouloit faire, ont été noyés.

Quatre autres malheureux à bord d'une
 allege ont eu le même sort ; enfin , en cette 1770.
 occasion plus de seize personnes on perdu la Octobre
 vie de différentes manieres.

L'équipage d'un navire qui venoit d'appareiller voyant avancer sur lui la patache du Roi, fit feu , tua deux hommes & en blessa trois.

Le Mardi matin 29 , deux-cent matelots servant à bord des vaisseaux des Indes , vinrent à l'Hôtel de la Compagnie , armés de gros bâtons , manches à balai & couteaux-de-chasse , déclarant aux Dircteurs qu'ils étoient décidés à se défendre ; qu'au reste ils les prioient de tâcher de leur obtenir des sauve-gardes , & de les réserver pour le service particulier de la Compagnie.

Un corps de quatre cents matelots étoit en armes dans différentes parties de la Ville : ces malheureux étoient déterminés à risquer leur vie plutôt que de se voir traîner comme de vils esclaves à bord des vaisseaux de Roi en vertu d'un acte que la coutume autorise mais que l'esprit de la constitution condamne.

Les Négociants souffriront beaucoup de ces enlevemens ; les matelots des navires marchands les abandonnent quoiqu'ils aient reçu un mois d'avances sur leurs gages ; ils protestent qu'ils ne retourneront à bord que quand les Négociants auront obtenu des sauves-gardes pour eux.

Un pauvre Tailleur , dont la femme étoit en

1776. travail , étant parti de chez lui le 28 sur les
 Octobre. onze heures du soir pour aller avertir la sage-
 femme , fut arrêté par une de ces bandes
 appelées (pres-gangs) chargées de faire les
 levées de force ; ce fut en vain que le mal-
 heureux citoyen exposa le cas dans lequel il
 se trouvoit, & peignit le danger auquel sa triste
 épouse alloit se trouver exposée , il fallut
 suivre la bande ; heureusement que l'Officier
 devant qui on le conduisit fit remplir son
 devoir sans manquer aux sentimens de l'hu-
 manité : le Tailleur fut renvoyé. S'il fut tombé
 en des mains moins généreuses c'en étoit fait
 de lui , & bon gré malgré il eût fait une cam-
 pagne sur mer ; car il arrive souvent dans ce
 pays de liberté qu'en ces occasions un homme
 est enlevé , porté à bord d'un vaisseau de
 guerre , & que l'on n'en entend plus parler.

Comme un ordre émané de la Cour ne
 peut s'exécuter dans la Cité de Londres sans
 recevoir la sanction du Lord-Maire , ou de
 l'Alderman qui le représente à Guildhall , on
 s'est adressé au Magistrat actuel , le Sieur
 Sawbridge , qui a absolument refusé d'y con-
 courir ; le Sieur Wilkes avoit fait la même
 chose en pareil cas lors de l'affaire de l'Isle
 Falckland ; quelques uns regardent ce refus
 comme une preuve de patriotisme , sur-tout
 quand on considère que l'ordre est en lui-
 même illégal ; d'autres ne donnent pas à cette
 conduite les mêmes éloges : plusieurs la blâ-
 ment absolument : le Lord-Maire , disent-

ils, & ceux qui s'opposent à cet ordre font un tort considérable au commerce & à la navigation marchande ; l'autorité du Maire ne s'étend que dans la Cité ; les personnes préposées à exécuter les ordres de la Cour ne pouvant le faire dans ce district où-elles auroient occasion d'enlever quantité de gens inutiles & dangereux, iront au défaut de cette ressource dégarnir les navires marchands, &c.

1776.
Octobre.

Il est remarquable & extraordinaire que le Samedi 26 l'on ait offert par proclamation des récompenses aux matelots de bonne volonté qui voudront servir à bord des vaisseaux de Roi, & que deux jours après on ait donné des ordres tendants à les forcer à entrer dans ce service : cette conduite est tout au moins absurde.

Le Mercredi matin 30, ces mêmes bandes prirent encore un grand nombre de matelots, ce qui fait un tort infini aux Marchands des Indes Occidentales en ce que leurs vaisseaux chargés & prêts à partir sont détenus faute d'un nombre suffisant pour la manœuvre.

Le Lundi 28, l'Officier Commandant ces espèces d'archers voulut entrer de force dans un cabaret, & visiter les différents appartements pour y prendre des mariniers qu'on lui avoit dit s'y être cachés ; mais l'Hôtesse eut le courage de lui résister, & lui dit que sa maison étant dans le district du

— Lord-Maire, il n'entreroit qu'en signifiant
 1776. des ordres de la part du Magistrat : le brave
 Octobre. Capitaine mit l'épée à la main, sans doute
 pour intimider, mais l'intrépide bourgeois
 s'armant d'une pincette, força le héros à la
 retraite : en cela il fut sage car le Maire a
 donné ordre d'arrêter & de conduire à la
 prison de Newgate toute personne qui osera
 exécuter de pareilles commissions dans toute
 l'étendue de la juridiction de la Cité.

Les Négociants des Indes Occidentales
 ont présenté une requête aux Seigneurs de
 l'Amirauté aux fins d'obtenir des sauve-gar-
 des à leurs matelots ; la réponse qu'ils ont
 reçue a été que les ordres de Sa Majesté
 doivent être exécutés ; qu'on a besoin d'hom-
 mes ; & que quand le nombre nécessaire sera
 complet on aura soin de leur en fournir.

L'escadre que l'on se propose d'armer en
 toute diligence doit consister en quatre vais-
 seaux de quatre-vingt-dix canons, cinq de soix-
 xante-quatorze & sept de soixante-quatre
 canons, outre plusieurs navires armés qui doi-
 vent former, dit-on, une flotte d'observation.
 Les ordres de la Cour ont été exécutés dans
 le même temps & avec beaucoup de succès
 dans les différents ports de la Grande-Bre-
 tagne.

Le press-warrants ne se bornent point à
 ordonner que l'on fasse des levées de ma-
 telots ils portent aussi qu'on levera des recrues
 pour les troupes de terre.

Le 30 au soir, un Officier de cette troupe d'archers appelée Prefs-Gang, fut tué d'un coup de pistolet que lui déchargea un Tailleur qu'il vouloit saisir de force. 1776. Octobre.

Une de ces bandes s'étant transportée dans un quartier de Londres, connu sous le nom de Ratcliff-Highway, fut rencontrée par un gros de matelots armés à leur ordinaire de gros bâtons & de coutelas : ils en vinrent aux mains : il y eut bien des têtes de cassées, des bras estropiés, &c. La victoire balança un instant ; mais un renfort venu à-propos la décida en faveur des matelots, & le Prefs-Gang fut obligé de quitter honteusement le champ de bataille.

Les vaisseaux étant nommés pour former l'escadre, chacun des Officiers qui désiroient du commandement se présenta à l'Amirauté. Le seul Amiral Keppel n'y parut point. Quelqu'un lui en ayant fait l'observation, il répondit, que si les circonstances rendoient ses services nécessaires & que le Roi daignât les lui demander, il étoit prêt à se rendre à son devoir, mais que ce seroit sous la condition qu'on ne le feroit point servir contre les Américains.

[Il a été dit par M. Fox, proche parent de l'Amiral, dans la séance des Communes le 3 Mars 1779, que vers cette époque de l'année 1776 le commandement de l'escadre de la Manche avoit été offert à l'Amiral

1776. Keppel, le Ministère se croyant alors au
 Octobre. moment d'une guerre.]

Proclamation qui ordonne un jeûne général.

GEORGE ROI.

Ayant sérieusement considéré la nécessité où nous nous trouvons d'employer la force contre nos Colonies & Provinces Rébelles de l'Amérique Septentrionale, & mettant notre confiance dans le Dieu tout-puissant dans l'espérance qu'il voudra bien bénir nos armes sur terre & sur mer, nous avons résolu, & de l'avis de notre Conseil, ordonnons que le Vendredi 13 de Décembre soit & sera observé comme un jour de jeûne & d'humiliation dans cette partie de notre Royaume, appelée Angleterre, notre principauté de Galles, & la ville de Berwich sur la riviere Tweed, afin que nous & nos peuples, en nous humiliant devant le Dieu tout puissant, puissions obtenir le pardon de nos péchés; qu'en offrant de la maniere la plus fervente nos prieres & supplications à la divine Majesté, elle écarte de nous ces jugements terribles que nos offenses & nos crimes multipliés ont mérités, & daigne répandre ses bénédictions pour délivrer nos loyaux sujets de l'Amérique Septentrionale, de la violence, injustice & tyrannie de ces Rebelles audacieux qui se sont arrogé un pouvoir arbitraire : qu'elle

1776

Octobre.

daigne deffiller les yeux de ceux qui se sont
laissé séduire & entraîner à des actes de
révolte & de trahison par des mensonges
spécieux : qu'elle change les cœurs de ceux
qui sont les auteurs de ces calamités ; qu'elle
rétablisse enfin mes peuples de ces Provinces
& Colonies dans l'heureuse situation de vivre
en liberté sous un gouvernement libre : tel
que celui sous lequel ils ont si long-tems
fleuri & prospéré : enjoignons strictement à
tous nos bons sujets dans l'étendue de l'An-
gleterre, de la principauté de Galles & de
la ville de Berwick sur la Tweed, par le
cas qu'ils doivent faire de la bénédiction
du Tout-Puissant, & la crainte d'encourir
sa colere & son indignation, d'observer le
dit jeûne avec réverence & dévotion ; nous
réservant d'infliger envers les contrevenants
telles peines que nous croirons être encou-
rues par ceux qui dédaigneront ou néglige-
ront de remplir ce devoir religieux : & afin
que ledit jeûne s'observe avec plus d'ordre
& de régularité, nous avons chargé les infini-
ment Réverends Archevêques & très-Révé-
rends Evêques de composer une forme de
prière analogue à la circonstance, pour être
récitée dans toutes les Eglises, Chapelles &
autres endroits de dévotion publique : voulant
qu'ils aient soin de publier ladite prière dans
l'étendue de leurs Diocèses respectifs. Donné
en notre Cour à Saint James ce 30 Octobre

l'an du Seigneur 1776 & de notre regne le
1776. dix-septième,
Octobre.

Dieu Sauve le Roi.

Cette proclamation est suivie d'une Ordonnance tendante à ce que le même jeûne soit observé en Ecosse le Jeudi 12 Décembre, & d'une autre où il est fixé au 13 pour l'Irlande.

AFFAIRES D'IRLANDE.

Le Parlement est prorogé du 29 Octobre au 28 Janvier prochain ; la difficulté que la Cour d'Angleterre éprouve à trouver un homme qui veuille se charger de la Vice-Royauté, a causé cette prorogation qui sans doute se renouvellera de tems-en-tems pendant les troubles d'Amérique. Cette dernière circonstance, en rendant la taxe foncière nécessaire pour subvenir aux dépenses de la guerre, empêche qu'on ne l'exécute à raison du peu de troupes que l'on a laissées en Irlande, forces insuffisantes pour assurer le succès d'un projet trop odieux à la nation pour que le Gouvernement puisse se flatter de le faire passer avec des harangues seules. On assure que quarante-trois Villes ou Bourgs en Irlande n'ont élu entr'eux tous que dix-neuf représentans à la Chambre des Communes de ce Royaume. Tous ces députés ont été présentés à la Chambre les uns pour deux

Villes les autres pour trois. Ainsi il faudra que l'on expédie encore vingt-quatre ordres d'Élection, pour que la représentation soit complète, aussi-tôt que les députés auront arrêté leur choix, entre les Villes par qui ils ont été nommés.

1776.
Octobre.

Le Lord-Maire de Dublin a reçu la bourse de 500 livres sterling dont la Ville fait annuellement présent à ce Magistrat à l'expiration de son office; mais le Corps-de-Ville avoit censuré sa conduite en ces termes :

« Décidé que le très-honorable Thomas Emerson s'est écarté des devoirs d'un sage Magistrat & de ce que tout bon citoyen doit à sa patrie en signant une supplique (address) au Roi contre les Américains, en quoi il a agi contre l'esprit & l'opinion du Conseil & du plus grand nombre des Membres qui composent le Corps-de-Ville — Les Sheriffs, par égard pour le Lord Maire, ont empêché la publication de cet arrêté ».

On a ouvert dans ce Royaume ainsi qu'en Angleterre & en Ecosse des maisons de rendez-vous pour la réception des Marins de bonne volonté qui voudront prendre parti à bord des vaisseaux du Roi conformément à la proclamation de Sa Majesté.

Le Lord-Lieutenant a informé le Lord-Maire, par une lettre du 24 Octobre, que sur sa demande, les Lords de l'Amirauté avoient ordonné à trois floupes de guerre & à un cutter armé de croiser dans le canal,

1776
Octobre.

pour écarter des côtes d'Irlande les Corsaires Américains qui s'y étoient montrés.

AFFAIRES DE L'INDE.

Dans une assemblée des Directeurs de la Compagnie, tenue le 23 Octobre, il fut arrêté que douze des vaisseaux destinés pour la baye de Coromandel, entreroient, à différens intervalles, dans le détroit de Gibraltar pour y prendre à bord les prisonniers Américains qui voudront se racheter, en acceptant du service dans les troupes de la Compagnie. Voici en quels termes a été annoncé cette résolution dont la Direction s'occupoit en secret depuis quelque tems.

« Par un ordre émané du Conseil, les prisonniers Américains, à l'exception des Officiers, seront mis à bord des bâtimens de transport & envoyés à Gibraltar; le Gouverneur de cette place est revêtu des pouvoirs nécessaires pour leur offrir & leur accorder une amnistie, à condition qu'ils consentiront à servir pendant l'espace de cinq années dans les troupes de la Compagnie des Indes; & les vaisseaux de cette Compagnie qui font cette année le voyage mouilleront à ce port pour prendre à bord ceux qui auront accepté la proposition: ceux qui la refuseront doivent être amenés en Angleterre, où on leur fera leur procès comme étant coupables de haute trahison. On ajoute que la Compagnie s'est

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 22 Août 1779.

JE voudrois, Monsieur, pouvoir vous envoyer par cet ordinaire tout ce qui me reste de l'histoire de la dernière session. En voici toujours la plus grande partie. La fin ne tardera pas à suivre.

Suite des séances du Parlement Britannique depuis le 3 Mai jusqu'au 7 Juin.

Chambre des Communes.

Le Lundi 3 Mai. — Pour entendre les débats de cette séance, il faut se rappeler que lorsqu'on apprit en Angleterre la malheureuse affaire du Général Burgoyne, M. Rigby, chef du parti Bedford chez les Communes, déclara que ce malheur ne pouvoit être arrivé que par la faute de quelqu'un, soit dans le plan de la campagne, soit dans son exécution. Cependant lorsqu'il fut question depuis d'une enquête, il s'y opposa fortement, sous le prétexte que le Gé-

néral devoit y être présent, & qu'il falloit attendre son retour d'Amérique. — Les Ministres du Cabinet tinrent le même langage, ajoutant qu'ils ne désiroient rien avec plus d'ardeur, qu'un scrupuleux examen de leur conduite. Cependant on les a vus, dans le Comité des Communes du Jeudi 29 Avril, revenir de cette résolution, & en faire adopter une contraire par une foible majorité. M. Rigby en prit de l'humeur, & sans donner sa voix, il quitta l'assemblée. Dans les débats de ce jour (le Lundi 3 Mai), voyant que le Lord North & le Lord Germaine tenoient ferme, il s'éleva contre eux, & donna aux débats une tournure qui auroit gagné trop de voix au parti Bedford, si les Ministres eussent hasardé de les faire lever. — Cette petite explication étoit nécessaire. Voilà l'état où en étoient les choses, lorsque le Colonel Barré demanda, dans les termes de sa dernière motion, *que le Lord Cornwallis fût appelé & entendu*, nonobstant l'arrêté du Comité qui avoit annullé un ordre de la Chambre; ce qui, dit-il, n'étoit point arrivé depuis le tems d'Elisabeth.

Le Lord North soutint que les grands Comités de toute la Chambre avoient ce privilège, puisque c'étoit la Chambre elle-même. Il persista à dire qu'un examen de témoins, appelés par les parties, dont il s'agissoit de juger la conduite, ne mèneroit à

rien : que la Chambre n'étoit pas un Tribunal compétent pour des Militaires.

Le Lord *Nugent* pria la Chambre de remarquer que le moment où l'Angleterre étoit menacée d'une invasion, n'étoit guères celui où il convenoit de faire de pareilles enquêtes. — Après de longs débats où M. Fox parla avec beaucoup de force, le parti ministériel se rendit, & il fut décidé que le Lord Cornwallis seroit appelé.

Le Mardi 4 Mai. — Motion de M. Fréd. Montague, pour la seconde lecture du Bill des Divorces, envoyé par les Pairs. — Plusieurs Membres s'y opposent, sous le prétexte que ce Bill (dont l'Evêque de Landaff est l'auteur) encourageroit plutôt l'adultère qu'il ne le préviendroit. On leve les voix : la seconde lecture est refusée par 51 contre 40.

La principale clause de ce Bill portoit que les parties convaincues d'adultère, ne pourroient point profiter du divorce pour se marier. — Suivant une autre clause, ils ne pourroient se marier qu'un an après le divorce prononcé. M. Fox & tous ceux qui, avec lui, combattirent le Bill, demandèrent qu'au contraire les adultères fussent obligés de s'unir ensemble par le mariage, & cela le plû-tôt possible après le divorce. Ce fut ainsi que finit l'affaire du Bill des Divorces, qui avoit tant occupé la Chambre des Pairs.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 3 & le Mardi 4 Mai. — Cette Chambre ne s'occupa que de l'affaire de l'Hôpital de Gréenwich. Elle s'ajourna sur cet objet au Vendredi 7.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 5 Mai. — Motion du Lord George Gordon, contre le message du Roi apporté à la Chambre par le Lord North, pour que la Chambre s'occupe de la pétition des Catholiques Romains d'Ecosse. — Cette motion n'étant appuyée de personne, l'Orateur ne voulut point en faire lecture. Conséquemment la Chambre ne put point en prendre connoissance. Le discours par lequel le Lord Gordon l'annonça, fut jugé très-audacieux. Il se permit des menaces, au nom de la Nation écossoise, où un million d'hommes étoient prêts, dit-il, à soutenir les armes à la main, l'exécution du pacte d'union & leurs droits religieux; les Ecoissois, ajouta-t-il, sont résolus à ne se laisser pas opprimer par un Prince Allemand, après avoir aidé à chasser un Prince de leur propre Nation, & en avoir conduit un autre à l'échafaud.

Ainsi les peuples d'Ecosse, s'en tiendront aux assurances que les Ministres leur ont fait donner que l'acte en faveur des Papistes
ne

ne s'étendrait point jusqu'à eux; mais le Lord Avocat d'Ecosse, M. Dundas, aura de la peine à faire oublier qu'il a été l'Avocat des Catholiques Romains.

Changemens proposés par Mylord North, dans la taxe sur les maisons, qui en conséquence cessera au 6 Juillet, pour être remise sur le nouveau pied : savoir, 6 deniers par livre sur toute maison rendant entre 5 & 20 livres par an, — de 9 deniers entre 20 & 40, — d'un shilling pour celles de 40 & au-dessus.

Le Jeudi 6 Mai. — Octrois de 66,774 livres, pour remplir le déficit des Octrois de 1778; — de 32,968 livres, pour divers objets demandés par des adresses au Roi; — de 15,297 livres, somme restante du droit de contrôle, dans les surplus de l'Echiquier, & dont l'application se fera à l'augmentation du salaire des Juges.

Examen du Lord Cornwallis, interrogé par le Chevalier William Howe. Ce Lord, comme Pair, fut introduit en-dedans de la barre, & y prit séance dans un fauteuil. Il se découvroit & se tenoit debout en parlant : le reste du tems il étoit assis & couvert. — Plusieurs lui firent faire des questions; mais il s'excusa de répondre sur tout ce qui étoit matière d'opinion. — Son examen dura quatre heures.

Le Major-Général Grey, répondit sur ce

xcviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qui étoit d'opinion , comme sur les faits ; & entre autres , il déclara que le Pays étoit si coupé de bois , si propre aux embuscades , que le Général même , après les avantages les plus décisifs , ne pouvoit pas s'avancer pour en profiter , que les Rebelles ne lui disputassent le terrain pied à pied. Le Comité s'ajourne au Mardi 12.

Le Vendredi 7 Mai. Le Bill pour le nouveau droit sur les chevaux de louage passe au Comité des subsides.

Une motion du sieur George Onflow est remise au Lundi 10 , le Chevalier Howe étant retenu chez lui , par une indisposition. — Cette motion porte que la Chambre aura communication d'une lettre écrite au Chevalier William Howe , par le Lieutenant-Général Burgoyne , pour l'informer de la prise de Ticondérago , & que M. Howe a reçue avant de partir de Sandy-Hook pour l'expédition du midi.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 7 Mai. — La Chambre en Comité sur l'affaire de Gréenwich , un témoin qui devoit être entendu ne paroissant point à son tour , le Comte de Bristol interrompt le Comité pour annoncer à la Chambre qu'un armement françois vient de tenter une descente sur l'Isle de Jersey , l'an.

chambre, dit-il, de l'Angleterre, & que l'Isle vrai-semblablement ne devoit son salut, n'étant gardée par aucuns vaisseaux anglais, qu'à la résolution que l'Amiral Arbuthnot a prise de changer de route pour s'y porter, & par-là de suspendre l'exécution des ordres qui l'envoyoient à New-York, avec un convoi de deux ou trois cents voiles. Il protesta en faveur d'Arbuthnot contre les suites que cet événement pourroit avoir, afin que les Ministres, ne lui fissent pas un jour un crime de son zèle. — Le Lord Sandwich assura la Chambre que l'Amirauté avoit donné les plus grands éloges à la conduite de l'Amiral, & que ses amis pouvoient être sans inquiétudes à ce sujet. — L'affaire de Gréenvich fut reprise, le témoin absent étant arrivé. Ajournement au Lundi 10.

Le Lundi 10 Mai. — Le Comité continue de s'occuper de l'affaire de l'Hôpital; & sur la demande du Lord Sandwich, il s'ajourne au Jeudi 13.

Chambre des Communes.

Le Lundi 10 Mai. — Seconde lecture du Bill qui doit assurer aux deux Universités & à la Compagnie des Papetiers, le privilège d'imprimer les Almanacs dans la Bretagne méridionale (l'Angleterre). — Les Avocats & les Libraires furent entendus. Ils firent voir qu'on devoit distinguer les Calendriers des

C AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Almanacs: qu'avec raison les premiers sont sous la juridiction du Roi, comme chef de l'Eglise, puisque c'est aux Calendriers à fixer les jours consacrés aux devoirs religieux; mais que les Almanacs n'étant point retranchés à cet objet, ne se trouvoient point compris dans la prérogative. La motion fut soutenue par Mylord North; mais le Bill fut rejeté par une pluralité de 60 contre 40.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 11 Mai. — Motion du Marquis de Rockingham, pour obtenir du Roi communication des papiers concernant le revenu & l'état général de l'Irlande, d'après lesquels le Parlement puisse aviser aux moyens de soulager le peuple de ce Royaume. — La motion passe unanimement, le Marquis ayant consenti à en retirer diverses expressions offensantes pour les Ministres. Il s'étendit sur les griefs d'après lesquels plusieurs Provinces, & entre autres celles de Roscommon, Mayo, Kilkenny, Monagan, sont restreintes, les unes pour un temps, les autres pour toujours, à ne faire usage que des manufactures du pays; ce qui ruine les manufactures angloises de Liverpool, Manchester, York, Norwich, &c.

Sur l'article des finances, il présenta le tableau suivant.

En 1755. En 1775.

Crédit de l'Ir-			
lande, c'est-à-dire,			
ce qui lui restoit ses			
lettres payées, plus			
le.....	400,000.	200,000.	& peut-être
La liste militaire.	800,000.	900,000.	rien.
La liste civile,			
as plus de.....	160,000.	300,000.	
Le voyes & mo-			
yens pour deux			
ns.....	1,000,000.	2,000,000.	

Il fit voir, que quoique les dépenses fussent augmentées, le revenu étoit beaucoup moindre, & qu'il étoit de près de 200,000 livres au dessous de la dépense. — Il fit observer que la liste civile s'étoit accrue beaucoup plus que l'établissement militaire, quoique l'année 1757 eût été une année de guerre comme celle de 1777.

Quant au commerce entre l'Irlande & l'Ecosse, les exportations d'Irlande pour l'Ecosse, dans une révolution de dix ans, n'ont pas excédé 1,000,000. Celles d'Ecosse pour l'Irlande ont passé 3,000,000.

L'importation d'Angleterre en Irlande, s'est montée, dans un espace de sept années, à près de 20,000,000. Celles d'Irlande pour l'Angleterre n'ont pas été à 14,000,000; de sorte que dans un si court intervalle, il y a eu du côté de l'Angleterre une balance contre l'Irlande de près de sept millions. —

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

La population de l'Irlande étoit d'environ deux millions trois cent mille habitans, dans le nombre desquels on compte un tiers de plus de non conformistes que d'Anglicans. Il pria la Chambre d'observer qu'un peuple si intéressant à tous égards ne pouvoit pas vivre dans l'oppression, dans la servitude, &c. Il fit voir que c'étoit l'intérêt même des Manufactures angloises; puisque, depuis l'interruption de ce commerce, le Comté d'York avoit fabriqué de moins que les années précédentes, vingt-un mille pièces d'étoffes larges de laine.

Le Lord Gower ayant représenté, que les papiers nécessaires ne seroient peut-être pas rassemblés avant la fin de la session, il fut convenu que l'affaire seroit prise en considération dès l'ouverture de la session prochaine. Dans ce débat, le Lord Shelburne fit des complimens aux Ministres, d'après lesquels bien des gens partirent pour se persuader que la place vacante de Secrétaire d'Etat alloit lui être donnée.

Chambre des Communes.

Le Mardi 11 Mai. — Comité sur la guerre d'Amérique. Le Chevalier William Howe fit entendre le Chevalier Hammond, Capitaine du vaisseau de guerre le *Robuste*, & le Colonel Montrésor, chef des Ingénieurs: les déclarations de l'un & l'autre furent favo-

rables aux deux freres. Il fut question de la campagne faite en 1777, pour conduire une partie de l'armée à Philadelphie ; & de justifier le Général de l'avoir menée plutôt par la riviere Chésapéak , que par la Delaware ; ce dont le Lord Germaine lui avoit fait une imputation.

Le Mercredi 12 Mai. — La Chambre reçoit une pétition de la Ville de Londres , contre le Bill pour la taxe des maisons , & une des Priseurs de biens , concernant le Bill qui met un nouveau droit sur les effets vendus à l'encan.

On propose plusieurs moyens pour faire une perception plus sûre de la taxe de l'année dernière , sur les domestiques ; & de celle de l'année présente sur les chevaux de louage.

Le Jeudi 13 Mai. — Le parti du Lord Germaine , réussit , malgré la plus vive opposition , à faire arrêter que divers Américains Royalistes seront entendus. Les personnes dont le témoignage fut demandé par M. de Grey , sont les Majors-généraux *Robertson & Jones* , le Major *Stanton* , le Lieutenant-colonel *Maxvell* , le ci-devant Avocat-général de Pensylvanie , le ci-devant Orateur de cette assemblée , & son Collecteur des Douanes.

Dans la même séance , M. Fox propose

CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de demander communication du Jugement rendu par le Conseil de guerre dans l'affaire de l'Amiral Palliser. Il parla aussi des mécontentemens qui se manifestoient dans la marine , & de la retraite du Chevalier Harland. Mylord North , qui lui répondit , assura que cette retraite n'avoit sa cause dans aucun dégoût donné à l'Amiral , non plus que celle du sieur John Lindsay. Il ne put pas en dire autant du Capitaine Leveson Gower.

Le Colonel Barré , opposa à la résistance du parti ministériel , l'exemple de plusieurs Jugemens de Conseils de guerre examinés dans la Chambre. — La motion fut cependant rejetée par une pluralité de 79 ; savoir , 157 contre 78. — Celle de produire la lettre de démission du Chevalier Harland le fut sans aller aux voix.

Dans ce débat , il fut dit que le Lord Sandwich & le Lord Germaine s'attaquoient mutuellement depuis quelque tems dans les papiers publics. [Cette discussion étant très-intéressante pour faire connoître le Cabinet Britannique , elle ne doit pas manquer dans ce Recueil. Elle va être rapportée ici.]

Le Colonel Barré observa qu'il n'étoit point du tout surprenant que les mécontentemens , les divisions , les factions & les séditions éclataissent dans la Marine , puisqu'elles s'étoient déjà emparées du Cabinet même , où il étoit dernièrement arrivé une

scène d'altercation & de récrimination aussi déshonorante pour le Conseil d'une grande Nation , que préjudiciable à ses plus chers intérêts. Il poursuivit ainsi :

« Le Lord Mulgrave , qui accuse l'Opposition d'être la cause des mécontentemens qu'on remarque dans la Marine , dans l'Armée , dans le Parlement & dans toute la Nation , devrait chercher l'origine du mal dans l'Administration même. S'il n'a pas encore obtenu d'être admis dans le Cabinet , ne peut-il pas écouter aux portes ? Il lui sera aisé de se convaincre que tout le mal n'est provenu que de cette source empoisonnée. C'est - là qu'il verroit un Ministre insistant pour une soumission sans réserve de la part des Américains , & un autre pour les conditions offertes par les Commissaires du Roi au Congrès. Il y entendroit un troisième Ministre condamner la dissipation du revenu public , un quatrième la justifier , &c. &c. Enfin le Lord Mulgrave n'y verroit qu'une scène continuelle de reproches , de querelles & de contradictions. En bon Patriote , il gémiroit sur un désordre qui s'accroît de jour en jour , & feroit les vœux les plus ardens pour que le Ciel arrête les suites fâcheuses d'un symptôme qui annonce la dissolution politique de ses amis. »

Mais comme dans des choses de cette importance , les assertions ou les spéculations ne suffisent pas , le Colonel Barré démontra

cvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que la Chambre des Communes & le Public avoient eu des preuves convaincantes que le Cabinet étoit *divisé*, & que les principaux mécontentemens ne dérhoient que de cette division. Il dit qu'il en avoit fait l'observation depuis long-tems, & qu'il vouloit établir cette assertion, non pas sur des oüi-dire ou sur une opinion vague, mais sur des faits mis au jour dans la Chambre des Communes, & il continua ainsi ;

» Lorsque les Commissaires, établis par l'acte appelé Acte prohibitore de la Session d'Hyver de 1775, furent chargés (c'étoient les deux freres Howe) d'offrir des conditions à l'Amérique, un brave Militaire qui remplit aujourd'hui ses fonctions dans son Gouvernement, le Général Conway (22 Mai 1776) proposa une adresse au Trône pour que les instructions données aux Commissaires pussent être mises sous les yeux de la Chambre, afin que si elles n'étoient pas assez amples, Sa Majesté fût autorisée à accorder certaines conditions déterminées à ses Sujets Américains, avant que l'épée fût totalement tirée du fourreau pour n'y plus rentrer qu'après la destruction de l'Angleterre ou de l'Amérique. Le Lord North, qui, je crois, s'est laissé entraîner malgré lui dans cette maudite guerre Américaine, & qui a été forcé, contre son avis, de la continuer, s'exprima ainsi à ce sujet. Il dit, *qu'il pensoit toujours qu'on devoit traiter avec des REBELLES ; que s'il de-*

voit en résulter quelque bien pour la Grande-Bretagne, il n'y voyoit point d'empêchement, & qu'il étoit indifférent qu'on traitât avec un Ennemi étranger ou avec des Rebelles, avec des Rebelles armés ou avec des Rebelles qui avoient mis les armes bas. Voici quelle fut la réponse du Lord Germaine, Secrétaire d'Etat de l'Amérique: *Aucune Commission militaire ne doit porter l'ordre de TRAITER avec des REBELLES ARMÉS. Nos Généraux de terre & de mer doivent faire la guerre à des Rebelles armés. Comment traiteroient-ils avec eux? Il est impossible que le Lord North soit d'une autre opinion. Je lui ai tenu le même langage dans le Conseil: je lui ai dit que mon avis différoit du sien. Ainsi je crois que lorsque le Lord North parle de traiter avec des Rebelles armés, il n'entend autre chose que de recevoir les soumissions de quelque Colonie, de quelque corporation d'hommes ou d'individus qui montreroient le desir de rentrer dans leur devoir; mais lorsqu'il s'agit de traiter de conditions de soumission, le Lord North doit savoir qu'on ne peut entamer aucune négociation avec des Rebelles armés ou désarmés, sur les conditions de leur obéissance envers la suprême législation, ou au droit de taxation.*

» Voilà donc, poursuit le Colonel Barré, le premier Ministre d'une grande Nation, & le premier Ministre de la Guerre & de l'Amérique, qui dans le Parlement diffère d'avis sur un objet de la plus grande importance. Que nous ont dit en dernier lieu les

cvijj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mêmes Lords? Le Lord North a déclaré positivement que nous étions obligés de remplir les conditions offertes par les actes conciliatoires de la dernière Session, & les paroles données par les Commissaires qui les ont portés. Le Lord Germaine a soutenu le contraire. Il y a donc eu faction, mécontentement & désunion dans le cœur même du Gouvernement exécutif. Comment étoit-il possible que des mesures si contradictoires dans leur principes, pussent réussir, ou que les deux plans, ou l'un des deux, pussent être efficacement exécutés sous des Conseils aussi discordans? «

Le Colonel Barré, après avoir parlé quelque tems sur les différends entre le Lord North & le Lord Germaine, tant au Parlement que dans le Cabinet, tâcha d'égayer les débats, en représentant ces Lords comme auteurs de certains paragraphes qui paroissent dans les papiers publics : nouvelle preuve, authentique, dit-il, que ces deux Lords se querellent même par écrit, & qu'à l'instar de quelques grands hommes persécutés, ils cherchent à la Barre du Public, la justice que chacun d'eux s'imagine lui être refusée par son Antagoniste. (Ceci fait allusion à une défense que le Gouverneur Johnstone a faite de l'appel du Chevalier Hugh Palliser, dans le Morning-Post.)

Un des deux Lords dit à l'autre dans le Morning-Post : » Vous étiez à cinquante milles de Londres, lorsqu'on y reçut la nouvelle que le

Comte d'Estaing avoit mis à la voile de Toulon. « — » Non, replique celui-ci, je n'étois qu'à huit milles, & vous étiez à vingt. « Ailleurs voici comme un de ces Messieurs apostrophe l'autre: » On ne peut pousser plus loin que vous la paresse & la négligence. Il y a long-tems que la guerre d'Amérique seroit heureusement terminée, si vous aviez mis en œuvre les moyens qui étoient en votre pouvoir. « — » Non pas, répond l'autre avec autant de vivacité, ce n'est point à la Trésorerie qu'il faut s'en prendre, mais aux autres Départemens qui ne fournissent ni vaisseaux, ni hommes pour les monter. « Après avoir décrit de la manière la plus plaisante la guerre que se font les Ministres dans le *Morning-Post* & dans le *Public Advertiser*, M. Barré prend le ton sérieux: » Il n'est pas étonnant, dit-il, que l'esprit de désunion, de faction, de cabale & de mécontentement, gagne tous les Départemens inférieurs de l'Etat, quand on voit sa source remonter jusqu'aux principaux Chefs de l'Administration, & qu'ils ne rougissent pas de publier leurs démêlés par la voie de l'impression, & de mettre dans cette indécente plaidoirie un éclat qui décréditeroit deux Marchands d'Orviétan. «

Le Colonel remplit au moins son principal objet, en excitant des éclats de rire, que l'on entendit partir à la fois de toute la Chambre, & presque de tous les bancs, à

CX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'exception de celui où étoient les deux Lords.

Le Lord North nia que ni lui ni le Lord Germaine eussent jamais eu des discussions dans le Conseil & dans le Parlement. « Nous pouvons, a-t-il dit, nous être exprimés d'une manière différente, mais nos opinions ont toujours été les mêmes pour le fonds. Il est certain qu'à l'époque dont a parlé le Lord Germaine, mon sentiment étoit qu'il falloit traiter avec les Rebelles armés; & dans la même circonstance, j'aurai toujours le même avis. Le Lord Germaine n'avoit pas d'autres vues que moi, il vouloit effectuer ce que l'acte prohibitore autorisoit. Cet acte ne donnoit point le pouvoir de traiter des moyens de la soumission; mais il n'astreignoit pas non plus les Commissaires au point de les empêcher de prêter l'oreille aux ouvertures de soumission des Rebelles, & aux propositions qu'ils pourroient faire à ce sujet. Il y a sans doute une grande différence entre accepter ces ouvertures, & les recevoir pour les envoyer en Angleterre, afin que le Parlement les prenne en considération & prononce définitivement sur leur contenu. »

« Le Colonel Barré me qualifie d'Ecrivain pour les Gazettes. Je puis l'assurer que je n'ai jamais eu la moindre correspondance avec le *Morning-Post*, ni avec le *Public Advertiser*: c'est un avantage que je ne me suis point encore procuré, & je ne suis pas as-

sez jaloux des honneurs de la presse , pour débiter par un article de Gazette. Je n'ai jamais fait ce métier , & je crois pouvoir affirmer que je ne le ferai jamais. Au surplus je proteste ici sur mon honneur que je ne connois en aucune maniere l'auteur des articles en question , si tant est qu'ils aient jamais paru dans les Gazettes. «

Le Lord George Germaine protesta qu'il étoit dans les mêmes sentimens. » Je suis très surpris , dit-il , que le Colonel Barré attache une si grande importance à des articles de Gazettes. Ce sont-là , en vérité , des preuves bien victorieuses des divisions qu'il suppose dans le Cabinet. Pour moi , je puis l'assurer que je n'ai pas le bonheur d'en connoître l'existence. Au surplus , s'il regarde tous les paragraphes des Gazettes , comme autant d'articles de foi , la sienne a de quoi s'exercer , & je ne doute pas que pour un scheling les Gazettes n'impriment en tout tems autant de paragraphes qu'on le jugera à propos , pour démontrer de la maniere la plus circonstanciée que dans tout le Cabinet il n'y a pas deux Ministres qui soient d'accord entr'eux. «

» Quant aux objets traités dans d'anciens débats , ils sont absolument étrangers à la question actuelle. Je proteste ne me rappeler en aucune maniere de m'être jamais servi de cette expression : *Le Lord North & moi nous ne sommes pas du même avis dans le*

Conseil, & je le lui ai dit. Je suis très-sûr, au contraire, de n'avoir jamais tenu un pareil langage, parce qu'il n'a pas le moindre fondement. Au surplus, il n'est pas honnête de répéter des mots qui peuvent échapper dans la chaleur des débats, mais je le répète, ma mémoire & mes sentimens, tout me prouve que je n'ai certainement point tenu un pareil propos, parce que je ne me suis jamais trouvé dans une circonstance où j'aie pu me croire obligé de contrarier & d'arrêter les mesures nationales. «

Le Colonel *Barré*, après avoir insisté sur ce qu'il avoit dit relativement aux expressions & à la contrariété des avis dans le débat en question, poursuivit en ces termes :
 » Quant à la petite guerre des Gazettes, je commence à croire que le Lord North n'y a point de part, & que ces escarmouches n'ont eu lieu qu'entre le Lord Germaine & le Comte de Sandwich qui s'amusoit alors à Portsmouth avec ses *timbales* & ses *régattas* (a). D'ailleurs, mon objet en rappelant ces circonstances ridicules, n'est point de profiter d'un incident frivole pour le vain plaisir de prolonger un débat. Un intérêt bien plus noble m'anime. J'ai voulu convaincre la Chambre, d'abord que l'esprit de cabale & de désunion étoit le premier principe des me-

(a) Partie de plaisir sur l'eau, c'est à-dire la revue & les évolutions des vaisseaux.

sures que l'on a prises relativement à l'Amérique ; ensuite , lui rappeler que le 27 Avril 1778 , jour auquel on a su à Londres le départ du Comte d'Estaing pour l'Amérique , il n'y avoit pas dans cette Ville un seul Ministre pour ouvrir les paquets du Courier & pour donner des ordres en conséquence. L'un étoit à quatre lieues , & n'a reçu aucun avis , l'autre à seize , l'autre à cinquante ; le premier Lord de l'Amirauté s'amusoit à Portsmouth avec ses timbales , ses pavillons & ses banderoles , tandis que le Lord North se tenoit la bouche béante à considérer les merveilles qu'opéroient ses dignes collègues. «

» Telle étoit la situation de la Grande-Bretagne dans un moment aussi critique. Cependant j'aurois pu avoir la complaisance de ne point lever le rideau qui couvroit cette scène dégoûtante , si du moins les Ministres à leur retour s'étoient occupés des moyens de réparer le tems perdu. Mais , hélas ! ce moment précieux ne fut employé qu'à se donner en spectacle par de nouveaux ridicules. Au lieu de faire partir le plutôt possible l'escadre de Byron , ils se sont lâché des bordées de paragraphes & d'injures , & ce n'est qu'après s'être traîné tout à leur aise dans la fange des Gazettes , que les deux partis également déshonorés ont permis à Byron d'appareiller avec treize vaisseaux de ligne le 9 Juin , à près de deux mois du

CXIV : AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
moment où ils eurent appris le prochain
départ du Comte d'Estaing.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 13 Mai. — Le Duc de Grafton informe la Chambre d'un soulèvement arrivé sur le vaisseau de ligne la *Défiance*, dans lequel l'équipage a protesté qu'il ne serviroit point sous son Capitaine le sieur Jacobs; & que s'il y étoit forcé, il rendroit le vaisseau aux François. En vain on fit venir mainforte, l'équipage révolté se rangea en bataille, & tourna deux pièces de 36 contre ceux qui vouloient le réduire, déclarant qu'il ne sortiroit point de Spithéad, qu'il n'eût un autre Capitaine. Cet événement a retardé le départ de la flotte, qui est actuellement à Torbay avec un vent contraire; ce qui fait un grand tort aux Marchands dont les vaisseaux sont assemblés pour profiter de l'escorte de l'Amiral *Arbuthnot*, qui a la *Défiance* sous ses ordres.

Le Lord *Sandwich*, contre qui l'opposition cherchoit à profiter de cet événement, assura la Chambre que l'équipage en question étoit rentré dans le devoir; qu'il y avoit eu l'année dernière, dans la division du Chevalier Harland, des émeutes pareilles qui n'avoient entraîné aucune fâcheuse conséquence.

Le Lord *Bristol* demanda communication de la lettre par laquelle le Chevalier Harland

venoit de donner sa démission. Le Chancelier s'opposa à cette motion, sur le prétexte, que ce seroit soumettre la discipline militaire à la juridiction du Parlement.

Le Lord *Shelburne* prétendit que le Parlement avoit le droit de connoître des causes qui avoient décidé un si grand nombre d'Officiers de tout rang à quitter le service. Le Lord *Cambden* observa que les Amiraux *Hardy*, *Darby* & *Digby*, n'avoient pas servi depuis long-tems, & qu'on ne les avoit jamais vus chargés de commandement dans une action. Suivant ce Lord, tout le désordre actuel de la marine provient des deux Conseils de guerre tenus contre *Keppel* & *Palliser*.

La motion fut rejetée par 52 voix contre 25.

Le Lord Chancelier, qui avoit pris la défense du Lord *Sandwich*, avoit laissé échapper cet aveu. « Notre situation est vraiment déplorable, & je ne sais comment nous pourrions nous en tirer. » Le Lord *Effingham* en prit occasion de faire à la Chambre l'ouverture d'une idée, qui, dit-il, l'occupoit depuis longtems. C'étoit de faire accorder au Prince de Galles des dispenses d'âge pour assister au Parlement, afin que le Roi y eût au moins un ami, pour l'informer de l'opinion qu'on a dans le monde sur l'état des affaires. Comme il n'en

CXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fit point une motion en forme; cet avis tomba à terre.

Le Vendredi 14 Mai. — Le Lord Sandwich demanda la permission de lire un Mémoire justificatif & apologétique de son administration relativement à l'Hôpital de Greenwich. Il fit voir, par plusieurs détails, qu'il avoit rendu les plus grands services à cette fondation, qui, en 1754, ne nourrissoit que quatorze cens pensionnaires, & qui aujourd'hui en entretient deux mille deux cens. Il se défendit aussi sur sept des douze chefs de l'accusation intentée contre lui, jugeant ces sept les seuls qui méritaient son attention, & celle de la Chambre. On procéda ensuite à l'audition de quelques témoins.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 14 Mai. — Un Avocat est entendu de la part de la Ville de Londres, contre le projet d'étendre aux boutiques & aux magasins le nouveau droit sur les maisons. Il insiste en vain pour qu'on n'impose point sur le commerce cette nouvelle charge. Le Bill est approuvé, parce qu'il faut qu'il paye l'intérêt de l'emprunt de l'année dernière, & que, sans cette extension, la taxe ne rendroit point une somme égale à l'intérêt du nouveau. L'opposition obtint ce-

pendant qu'il n'y auroit de sujets à la taxe que les bâtimens attachés au manoir. Sur le surplus des objections, le Ministre l'emporta de 50 contre 28, & de 54 contre 15.

Chambre des Communes.

Le Lundi 17 Mai. — Le Bill pour les non conformistes, passe au Comité sans opposition.

Le Bill de M. Luttrell sur l'état de la marine passe à la négative sans lever les voix. — Ce Député, soutenu dans toutes ses assertions, par le suffrage de M. Burke, avoit informé la Chambre qu'il y avoit eu des émeutes, non pas sur le seul vaisseau la *Défiance*, mais sur presque tous les vaisseaux de l'escadre : qu'elles étoient provenues des mécontentemens des équipages, sur ce que leurs Capitaines avoient été changés à l'occasion du Conseil de guerre de Keppel ; sur ce qu'ils n'avoient aucune confiance dans les Commandans actuels ; sur ce que leur paye leur étoit retenue. Il cita des équipages qui ont fait trois ans de campagne en Amérique, & qui non-seulement n'en ont pas reçu la paye, mais ont été transportés sur d'autres bords, & ont retourné à la mer, sans l'avoir reçue ; ce qui est absolument contre les regles de la marine. — Il fit voir que l'expédition tentée par un armement particulier de Saint-Malo

CXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

contre l'Isle de Jersey, avoit fait un mal considérable à l'Angleterre, par le tems précieux qu'avoit perdu l'Amiral Arbuthnot. Il reprocha à l'Amirauté qu'aucune frégate ne s'étant trouvée à portée de cette Isle, le Gouvernement n'avoit su que le Dimanche 31 Avril, que l'ennemi y avoit paru le Jeudi 28 : — qu'il avoit vu à Portsmouth tous les équipages découragés par la promotion de *Darby* à un commandement, après avoir été seize ans sans servir, & quoiqu'il ne fût encore qu'un simple Capitaine.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 18 Mai. — Une Commission du Roi, donne devant le Parlement rassemblé, l'agrément de Sa Majesté aux Bills suivans.

Pour adoucir le sort des Ministres & Maîtres d'Ecole non conformistes.

Pour permettre que le tabac du crû de l'Irlande puisse entrer dans la Grande Bretagne.

Pour accorder, pendant un tems limité, une gratification à ceux qui importeront en Angleterre le chanvre du crû de l'Irlande.

Pour accorder une remise de droits sur les vins étrangers exportés de la Grande-Bretagne à l'Amérique ou à l'Inde.

Chambre des Communes.

Le Mardi 18 Mai. — Le Chevalier W.

Howe déclare qu'il n'a plus de témoins à faire entendre, relativement au parti qu'il a pris en 1777, de gagner Philadelphie par la rivière de Chésapeak, plutôt que par celle de Delaware, ce qui forme la première partie de son enquête. — Le Général Burgoyne demande que la Chambre s'occupe le 20, de la sienne sur l'expédition du nord aussi en 1777. — Sa motion est agréée, malgré une vive opposition de M. Rigby, qui s'obstinoit à ne voir en ce Général qu'un prisonnier des Rebelles, dont le Parlement n'étoit point le Juge compétent.

Il fut reconnu par Mylord Germaine, qu'on ne pouvoit point se dispenser d'entrer dans l'examen de cette affaire, à cause de sa liaison avec l'expédition du sud, les deux ne formant qu'un grand tout. En conséquence, le Comité, au lieu d'être dissous, s'ajourna au Jeudi 20.

Le Mercredi 19 Mai. — Le Lord North informe la Chambre de l'expiration prochaine de la Charte de la Compagnie des Indes. Il déclare qu'il espère lever une forte partie du subside de l'année 1780, par les arrangemens à faire avec cette Compagnie. Il propose un Bill, pour empêcher la Compagnie de donner l'année prochaine un dividende plus fort que huit pour cent, afin de conserver les moyens d'aider le Gouvernement en échange du renouvellement de

CXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la Charte. Le Lord *Newhaven* demanda au Lord North à qui appartenoient les revenus territoriaux de la Compagnie, dont le même Bill lui assurera la jouissance encore pendant un an.

Le Ministre répond que c'étoit une question non encore décidée. On lui reprocha qu'il avoit subtilisé à la Compagnie, la nomination de ses Officiers; qu'il s'étoit ingéré dans ses affaires, pour la mettre plus aisément à contribution. Tout ce que le Colonel Barré & d'autres purent dire, n'empêcha pas que le Lord North n'obtint la permission de présenter le Bill. — Le Colonel Barré lui demanda comment il comptoit lever les 1,200,000 livres qu'à l'ouverture du Budget, il avoit annoncé devoir se procurer par des suretés commercables de la Compagnie. — Il répondit que la Compagnie ne s'étant pas arrangée pour les conditions qu'il avoit proposées, il lèveroit cette somme par des billets d'Echiquier.

Il ne sera fait dans cette session aucun changement aux affaires de l'Inde, si ce n'est d'étendre à une autre année le Bill relatif au Conseil suprême. Les papiers pour le nouvel arrangement resteront sur le Bureau, jusqu'à la session prochaine.

Le Jeudi 20 Mai. — Le Lord Beauchamp fait une motion, pour qu'un acte de la treizième année de George premier, pour em-

pêcher les poursuites vexatoires en Justice, soit expliqué par un nouvel acte. L'objet de cette motion est de diminuer le nombre des emprisonnemens pour de petites dettes. La motion, secondée par M. Dunning, passe unanimement. Cet acte d'humanité du Lord Beauchamp a son principe dans une société pour le soulagement des prisonniers pour petites dettes de laquelle il est Membre. On a cependant observé qu'il feroit tort au revenu du Roi de plus de 60,000 livres sterling par an, & feroit perdre le crédit sur lequel les affaires se font dans le petit peuple.

Le Jeudi 20 Mai. — Première lecture de la Charte de la Compagnie des Indes. — Comité sur l'expédition par le nord de l'Amérique. — Le Général Burgoyne fait un récit très-curieux de toute son expédition. — Il parle de sa nomination, de sa correspondance & de ses opérations, depuis sa lettre du mois de Mars 1777, au Chevalier W. Howe, jusqu'à l'affaire de Saratoga.

Le Chevalier Guy Carleton fut entendu. Il s'excusa de répondre à cette question du Colonel Barré. — « Si les ordres donnés au Général Burgoyne étoient absolus pour gagner à Albany. » Après d'assez longs débats pour savoir si on exigeroit de lui d'y répondre, M. Dunning en fit voir la convenance & la nécessité. Sa réponse fut claire ;

CXXII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pleine & satisfaisante. Le Général Burgoyne dut être content de l'examen. Cependant le Chevalier Carleton s'excusa de dire s'il jugeoit que les ordres envoyés d'Angleterre étoient péremptoires.

Le Colonel Barré succomba dans une motion pour faire produire la correspondance du Chevalier Carleton & du Général Burgoyne , par une pluralité de 11 ; savoir 28, contre 17.

Le Vendredi 21 Mai. — La Chambre étant en Comité de subfides , M. Bamber Gascoyne, demanda qu'il fût octroyé 2,500 livres sterling , pour le relèvement des côtes en Amérique ; & diverses sommes pour les établissemens civils de la nouvelle Ecosse, & des Florides, dont 5650 livres pour le Sénégal, &c. — M. Burke fit quelque opposition à la demande concernant le relèvement des côtes ; quoiqu'il ne fût point fâché, dit-il, n'importe à qui l'Amérique appartiendra, & pour l'intérêt seul de la navigation, de voir de bonnes cartes des côtes de l'Amérique. Il fut parlé avec éloge, à cette occasion, de celles de M. Debar. Ce Géographe travaille depuis deux ans à ce relèvement, qui est heureusement terminé. Ses planches seront les meilleures qui aient paru. Elles se vendront un shilling pièce, & il y en aura neuf volumes.

M. Dempster accusa les Ministres d'avoir

laissé le Sénégal sans provisions, par une fausse économie, en différant trop long-tems pour une bagatelle, de conclure un marché avec l'Entrepreneur, pour y faire passer des vivres. Il leur reprocha pareillement de n'y avoir pas entretenu des forces navales suffisantes.

Le Lord North justifia le Gouvernement, en faisant voir qu'il étoit impossible de garder un établissement, tel que le Sénégal, à une si grande distance. Suivant lui, il vaudroit mieux abandonner tous les postes semblables à la Compagnie d'Afrique : il déclara qu'on eût pris ce parti, il y a déjà long tems, si on n'eût pas craint de soulever contre le port de Londres, tous les autres ports du Royaume, qui font aussi le commerce d'Afrique. — Enfin on discuta les moyens d'administrer le Sénégal, comme s'il étoit encore au pouvoir de la Nation angloise. La somme demandée étoit de 5,650 livres sterling. — M. Gascoyne ne put point obtenir qu'elle fût octroyée pour cet établissement ; M. Bamber Gascoyne avoit cependant déclaré que les 5,600 livres serviroient au payement des Officiers civils, embarqués pour le Sénégal avant qu'on eût connoissance de sa prise par le Duc de Lauzun. Il fut dit que le Roi seroit supplié de pourvoir à leur payement, sur d'autres fonds qui seroient remboursés par la Chambre.

CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le Mercredi 26 Mai. — Confirmation des Octrois faits le 21, par le Comité de subside.

L'établissement civil de Saint-Jean

en Amérique.....	3,150	h
Dito de la Géorgie.....	2,900	
Dito de la Floride occidentale...	4,900	
Dito de la Floride orientale.....	4,900	
Dito de la nouvelle Ecosse.....	4,796	
Pour le relèvement des côtes d'A-		
mérique.....	2,041	

En Comité de subsides. — Le Lord North demande qu'il soit octroyé une somme de 60,000 livres sterling, pour les loyalistes Américains réfugiés. Cette somme est plus forte de 3,000 livres, que l'année dernière. Il promet à la Chambre que l'année prochaine elle sera diminuée, plusieurs réfugiés de la Georgie y étant retournés.

On demanda en vain au Lord North, les noms de ceux qui étoient assistés sur ce fonds, pour voir si les Américains dont la Chambre entend quelquefois le témoignage, ne feroient pas du nombre des pensionnaires du Ministre. — La motion passa sans lever les voix.

En comité des moyens, le même Ministre fit une proposition qui fut pareillement agréée. Il s'agissoit de convertir en droit de timbre, sur le parchemin nécessaire à certains actes, le nouvel impôt mis sur les chandelles, le savon & le cuir; & sur les

batistes étrangères, lequel doit rendre 26,033 livres, pour les intérêts du dernier emprunt. Ce fut le moment où il déclara, que les représentations de l'Ecosse le déci-
doient à ne point retirer la prohibition sur les batistes étrangères, pour les soumettre à un impôt.

Le Lord Beauchamp fit une motion en faveur de l'Irlande, qui passa sans qu'on levât les voix. — Elle porte que le Roi seroit supplié de faire communiquer à la Chambre des états du commerce de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, sur lesquels on puisse dresser un plan utile à l'accroissement de la force, de la prospérité & de la richesse des deux Royaumes. Le Lord Beauchamp insista fortement sur la nécessité de tenir à l'Irlande la promesse qui lui a été faite de réviser ses Loix mercantiles. M. Pelham, qui seconda la motion, fit observer, qu'il y avoit un million & demi de Sujets en Irlande qui n'étoient attachés au sol par aucun intérêt, & qui, en cas d'invasion, seroient aussi bien de dangereux ennemis que d'utiles amis.

M. Conolly donna à la Chambre les détails suivans.

A la fin de la guerre dernière, l'Irlande ne devoit rien, & elle avoit en caisse 500,000 livres sterling.

Aujourd'hui son Echiquier est épuisé, & elle doit 700,000 livres sterling, qu'elle a

CXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

empruntées en fondant des annuités. Dans la prochaine session, elle sera obligée d'emprunter (si elle le trouve) un demi-million de plus. — Il ajouta que les quatorze mille Volontaires qui se trouvent armés aujourd'hui en Irlande, devoient, dans de pareilles circonstances, donner de l'inquiétude au Gouvernement.

Le parti ministériel déclara assez nettement que l'affaire d'Irlande n'étoit pas la première dont il pût s'occuper. — Le Chevalier George Young observa que les Irlandois s'y étoient bien attendus, & qu'ils ne pouvoient pas mettre grande confiance dans des Ministres par qui les biens fonds en Angleterre ont été réduits dans leur valeur de 33 à 25 années du produit, & les effets du crédit public de 89 à 60.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 27 Mai. — Le Marquis de Rockingham fait des efforts inutiles pour persuader à la Chambre que l'affaire de l'Irlande ne peut pas souffrir de délai. Le parti ministériel soutient qu'on ne peut point savoir ce que veut ce Royaume, & ce qu'on peut lui accorder, sans avoir lu une immensité de papiers, ce qui ne peut se faire que pour l'ouverture de la prochaine Session.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 27 Mai. — Le comité sur les affaires d'Amérique entend le Lord Balcaras & le Capitaine Money, dont les réponses sont favorables au Général Burgoyne.

Le Vendredi 28 Mai. Diverses modifications proposées au Bill pour la nouvelle taxe sur les maisons, sont rejetées par les pluralités suivantes. — 74 contre 29. — 72 contre 19. — 69 contre 18.

L'Alderman Sawbridge avoit demandé que les maisons qui ne tiroient leur valeur que d'un jardin en dépendant, fussent exemptes de la taxe, s'il étoit vrai que ce n'étoit point une taxe sur les terres. — A cette occasion, le Chevalier Gray Cooper, qui soutenoit l'opinion contraire, rapporta que l'année dernière la Ville de Bridgewater, sous ce prétexte, s'étoit dispensée de payer un seul sol de la taxe.

Le Lundi 31 Mai. La Chambre fut en Comité de voyes & moyens.

[Ce qu'il y a d'essentiel à savoir de la séance du 31 Mai, qui roula sur les affaires de Finance, se trouve dans les Lettres du Banquier, N^o. 71 & 72.]

Le Lord North annonça que les subsides pour l'année se monteroient à 15,178,246 liv. 4 s. 6 d. que les moyens trouvés jusqu'à

CXXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ce jour resteroient de 3,578,000 au dessous de cette somme. — Il propose de prendre sur le produit attendu du fonds d'amortissement 2,178,900 liv. & par billets d'Echiquier 1,400,000 liv. Il assure la Chambre que les ressources qu'il tirera l'année prochaine de la Compagnie des Indes rempliront tout ce qu'il prend actuellement par anticipation sur le revenu de cette année.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 31 Mai. — L'agrément du Roi est donné par une commission à divers bills d'administration.

Chambre des Pairs.

Le Mardi premier Juin. — Débats sur le Bill pour taxer les maisons. Il est arrêté par une pluralité de 15 contre 12, qu'on ne peut point admettre la pétition de Londres présentée par le Marquis de Rockingham, vû qu'il s'agit d'un Bill burfal.

La pétition exposoit que la nouvelle taxe seroit trop onéreuse au commerce & à l'industrie ; — que c'étoit une vraie taxe sur le commerce, en ce que les bâtimens qui lui sont utiles, s'y trouvoient taxés, ce qui n'avoit point lieu dans l'acte précédent ; — qu'elle étoit d'autant plus affligeante, qu'on la

la levoit pour une guerre désagréable aux Habitans de Londres.

Il parut par les états de recette que les débats donnerent lieu de produire, que par la dernière taxe on avoit compté tirer trente mille livres sterling de Londres & de Middelfex qui n'avoient produit que mille livres. — Que l'estimation de l'Ecosse avoit été à trois mille livres, & qu'elle n'avoit rien rendu.

Chambre des Communes.

Le Mardi premier Juin. — Le Lord North présente à la Chambre un Message par lequel Sa Majesté demande à être autorisé à se procurer les sommes que certaines nouvelles circonstances très inquiétantes (la jonction prévue de l'Espagne avec la France) pourront la mettre dans la nécessité d'emprunter. Le Message est renvoyé à un comité de la Chambre.

Le comité des Affaires d'Amérique reprend l'enquête sur l'expédition du Nord. Le Comte de Harrington, qui étoit un des Aides-de-camp du Général Burgoyne, sous le nom de Lord Petersham, donne les plus grands éloges à sa conduite, à sa sagesse, à sa bravoure & à son humanité.

La Chambre approuva les arrêtés suivans, pris la veille par le Comité de Subside.

Il sera appliqué audit subside une somme

CXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
restante dans l'Echiquier, de... 200,071 l.
Dito, de..... 207,063
Enfin le produit des droits provenans de
la gomme Sénégal, jusqu'au 5 Avril 1780.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 2 Juin. — Mylord Shelburne remet sur le tapis les affaires d'Irlande.

Ce Royaume, en l'année 1759, avoit dans son échiquier, ou dans son crédit, une somme de 400,000 liv.

En 1779, il est endetté de 1,400,00 liv. pour les intérêts desquels sont établis des impôts : en outre de 600,000 liv. non fondés, c'est-à-dire, dont les intérêts se payent sur le revenu, & encore de 300,000 liv. pour lesquels il s'est engagé. — de sorte que dans un intervalle de vingt ans, ce Royaume a dépensé près de 3,000,000 de plus que ses subsides. — Il parla des associations formées dans ce Royaume contre le commerce de l'Angleterre. Il fit une courte excursion sur l'Espagne, en l'amitié de laquelle il dit que l'Angleterre n'avoit pas droit de mettre grande confiance, quels que fussent à ce sujet les sentimens manifestés dans la Chambre par le Lord Stormont. Enfin il conclut par une motion pour demander au Roi de se faire rendre compte des mesures déjà prises pour satisfaire l'Irlande ; d'ordonner au Parlement de s'occuper, sans discontinuer, du

redressement des griefs de l'Irlande, & même de faire convoquer le Parlement de ce Royaume. La motion fut rejetée par 61 contre 32.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 2 Juin. — Le Lord North demande un vote de crédit d'un million. — M. T. Townshend s'appuyant sur l'usage, qui permet l'examen de l'état général des affaires de la Nation, lorsque la Chambre fait ses octrois d'argent, traita de la situation actuelle des choses, sur le continent de l'Amérique, où Clinton reste avec des forces insuffisantes, sur l'impossibilité où est Byron de détacher des vaisseaux pour renvoyer à Clinton le peu qui reste de la garnison de Sainte Lucie. Il fit voir les plus vives appréhensions, s'il se vérifioit que la médiation de l'Espagne étoit cessée. Il reprocha aux Ministres leur indolence, quant aux Intérêts de l'Irlande, & leur mauvaise volonté assez manifeste en ce qu'ils n'avoient point voulu y accorder aux non conformistes les adoucissmens accordés aux Catholiques. — Enfin il demanda si on étoit toujours résolu à exiger de l'Amérique une soumission absolue.

Mylord North, sur ce dernier article, assura la Chambre, que le Conseil n'avoit jamais eu l'intention de donner des fers à

cxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
l'Amérique, mais seulement de maintenir à son égard les justes droits de l'Angleterre. Quant à l'Espagne, il avoua que la médiation étoit rompue; mais il assura que cette Puissance étoit toujours dans les mêmes dispositions amicales à l'égard de l'Angleterre: qu'elle faisoit les mêmes protestations que ci-devant de son désir de la paix: qu'il ne s'étoit fait aucune réunion de la France & de l'Espagne; mais que les mêmes armemens que le Roi avoit eus en vue dans le Discours de l'ouverture de la Session, continuant encore, Sa Majesté ne pouvoit s'empêcher de les voir d'un œil inquiet. — Il répondit au sujet de l'Irlande, qu'il y avoit beaucoup d'exagération dans le danger que l'on vouloit voir de ce côté là. — Enfin la motion du vote d'un million, passa sans qu'on levât les voix.

Le Jeudi 3 Juin. Le Colonel Kingstone, entendu sur la dernière campagne de Burgoyne, justifie ce Général sur les points capitaux de sa conduite. On avoit fait auparavant le rapport du Comité pour le vote de crédit. La Chambre reçut ce rapport, quoiqu'elle ne fût pas composée de plus de vingt Membres, & malgré les réclamations du Chevalier Philipps Jennings Clerke.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 7 Juin. — Le Duc de Richmond

dans un Discours de deux heures, résuma toutes les preuves qu'il a produites contre la mauvaise administration de l'Hôpital des gens de mer à Gréenwich. Il conclut par cette motion, qu'il soit fait un Bill pour remettre l'ordre dans cette administration, & que le Capitaine Baillie, ci devant Lieutenant- de Gouverneur de cet Hôpital, soit recommandé aux bontés du Roi, comme ayant été injustement destitué de cette place. — Une pluralité de 67 contre 25, fait rejeter cette motion. — Le Duc de Richmond s'étant élevé avec chaleur contre cette décision, quitta la Chambre, suivi du Lord Effingham & de quelques autres. Le Lord Bathurst demanda qu'il fût dit par la Chambre que mal à propos on l'avoit engagée dans cette enquête. — Le Duc de Chandos proposa de plus, que la Chambre adressât des remerciemens au Lord Sandwich, pour la sagesse & l'intelligence avec laquelle il s'est conduit dans cette administration. — Ce qui fut agréé.

Chambre des Communes.

Le Lundi 7 Juin. — Le Bill pour le vote d'un million passe malgré les instances que fait M. Jennings pour que la Chambre délibere encore avant de s'y décider. Il représente inutilement que le Roi, dans son dernier message, ayant parlé d'événemens qui

CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pourroient mettre l'Etat en danger, & de la
nécessité de pourvoir à la défense du Royau-
me, la Chambre a le plus grand intérêt à
examiner l'état de la Nation, avant que de
mettre en la main des Ministres des sommes
si considérables.

P. S. du 31 Août.

SANS DOUTE, Monsieur, vous ne voyez
plus dans la Marine Angloise ce rempart
inexpugnable qui devoit rassurer la Grande-
Bretagne contre toutes menaces d'invasion.
Le conseil de ses Amiraux ne l'avoit point
trompée lorsqu'il déclara que même avec le
double de ses forces navales, ils ne répon-
droient point de garantir ses côtes. Mais il
n'y a encore qu'une partie de cet Oracle
qui se soit vérifiée, par l'impossibilité où s'est
vu le Chevalier Hardy de marcher à un
ennemi qui s'est retiré avec la conviction
que des vents seuls dépendoit le salut ou la
perte de l'Angleterre. Ils ont soufflé de l'Est,
& la grande escadre Angloise, armée au
milieu de tant de contradictions, a encore
éprouvée celle d'entendre la nation entière
l'appeler en vain à son secours. Dans une
autre saison, ils souffleront du Sud-Ouest pour
porter nos vaisseaux jusqu'à l'entrée de ses
ports où les siens seront renfermés, tandis
que son rivage & ses campagnes se cou-
vriront de nos bataillons. Le tems n'est peut-

être pas éloigné où l'on se demandera, comment, avec une sûreté si précaire, cette nation pouvoit-elle être si injuste, si ambitieuse & si arrogante ? En attendant, je vais vous rendre compte de mon mieux de tout ce qui s'est passé depuis cette première alarme. Ce sera un intermède amusant, quoique les effets en aient été très-sérieux : quoique l'étonnement & la terreur qui l'ont accompagnée & suivie se soient gravés pour jamais dans le souvenir de cette nation. Si le moment d'après le départ de l'armée combinée, on n'en a plus retrouvé la trace sur cette partie mobile de l'Empire Britannique, en récompense elle a laissé dans les esprits une impression si vive & si profonde, que je ne crois point qu'une suite de siècles fût suffisante pour l'effacer.

Extraits du Journal Patriotique.

LORSQUE l'armée combinée a paru devant Plymouth, le vent du Sud-Est opposoit un tel obstacle à la rentrée de l'Amiral Hardy dans la Manche, que la frégate le *Southampton*, revenant de l'escadre, a mis trois jours entiers, depuis le 17 jusqu'au 20, à revenir à sa station à la pointe du Lizard.

LE 20, comme le vent étoit un peu apaisé, on appréhendoit encore à Plymouth

cxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.
le retour de l'armée combinée. Il y avoit
trois jours que les troupes y passoient la nuit
sous les armes.

LE 21, l'escadre du Chevalier Hardy étoit
forte au plus de trente-sept vaisseaux de ligne:
dans ce nombre il y en avoit trois qui à
peine étoient en état de tenir la mer, & qu'il
étoit impossible de mettre en ligne pour com-
battre. Ces trois vaisseaux ont été réparés
avec des bois étrangers. Ceux qu'on pré-
pare à la hâte dans les ports pour renforcer
l'escadre, ne sont pas en meilleure condition.

LES dernières nouvelles qu'on avoit eues
du Chevalier Hardy le 22, étoient datées
du 12, à quinze lieues au Sud Ouest des
Sorlingues. Un de ses Capitaines écrivoit
par cette occasion. » Un renfort de dix vais-
seaux de ligne ne nous feroit pas autant de
bien que le Lord Howe ou l'Amiral Keppel.
Le Lord Howe a été le Jeudi 26 au lever
du Roi, qui ne lui a pas dit un mot.

L'AMIRAL Hardy n'a encore reçu (au-
jourd'hui 31) aucun des renforts qui depuis
long-tems lui sont destinés. La *Princesse Amélie*,
vaisseau de 80 canons, ne peut pas faire
d'autre service que celui de vaisseau de garde,
à Stokesbay près de Portsmouth. Le *Bar-
fleur* & le *Sandwich*, de 90, en réparation
à Portsmouth, ne sont pas encore prêts, non

plus que le *Royal William*, de 80, & l'*Arrogant*, de 74. On croit l'*Alcide* & l'*Edgard*, de 74, sur le point de partir de la Tamise pour le joindre.

La consternation étoit prodigieuse à Portsmouth le 22, quoiqu'on fût assuré que l'armée combinée avoit quitté les côtes. On y travailloit jour & nuit aux fortifications. Les bouées avoient été enlevées : on avoit abattu la marque de terre de Kicker : on élevoit une redoute dans la baye de Stockes. Il y a eu un débat de plusieurs heures entre le Général Moukton & le Colonel Archer pour savoir si on abattroit la *Pointe*. Il a été convenu qu'elle seroit abattue au premier signal que donneroient deux frégates placées l'une à l'Est, l'autre à l'Ouest de l'Isle vers son extrémité. Il a été question d'abattre Gosport.

Les partisans des Ministres débitoient le 24 que toutes les lettres écrites au Chevalier Hardy depuis l'arrivée des escadres ennemies, lui recommandoient d'éviter le combat. Ce qui est regardé généralement comme certain, c'est que ses ordres lui prescrivoient de croiser pendant un mois entier sur les Sorlingues ; sans doute pour attendre la flotte de vingt vaisseaux de la Compagnie des Indes, qui a dû partir de l'Isle Sainte Helene vers le

15 Juillet, & qui peut arriver dans le cours de Septembre.

C'EST encore un fait dont tout le monde ici paroît assuré, que le Conseil a été sur le point de retirer le commandement de l'escadre au Chevalier Hardy sous le prétexte de ses infirmités, & de le donner au Chevalier Hugh Palliser. C'est le Chancelier qui s'y est opposé avec une force dont le reste du Conseil a craint les suites.

Le 27, on ne savoit point encore à Plymouth où étoit l'escadre Angloise. Mais aujourd'hui 31 le bruit court qu'elle est rentrée dans ce port, & que la nouvelle en est arrivée ce matin.

Placard affiché à la Bourse le 24 Août & renouvelé chaque jour jusqu'au 27.

Une livre & un denier sterling à gagner.

Pour celui qui retrouvera l'escadre Angloise & un certain jeune Prince. — L'escadre de trente-huit vaisseaux de ligne est commandée par un Amiral portant perruque, en bonnet, la jambe emmaillottée de flanelle, avec des souliers tailladés. On est d'autant plus surpris qu'il se soit égaré, qu'il aime prodigieusement le port. — Le jeune Prince n'est connu que par les fanfaronades que de lâches flatteurs lui mettent à la bouche. Si elles sont de lui, il sera encore trop payé.

LORSQUE le Lieutenant du vaisseau le *Marlborough*, apprit au Lord Sandwich que les escadres de France & d'Espagne paroissent dans la Manche, cet Officier trouva le Ministre décidé à n'en rien croire, quelques protestations qu'il pût lui faire & quelques détails qu'il pût lui donner, ayant vu & compté lui-même les vaisseaux. Enfin, Mylord Sandwich, se débarrassa de lui, en chargeant l'Amiral Mann de l'entendre. L'Officier lui ayant répété toutes les circonstances, le pria de lui dire s'il doutoit aussi de son rapport. « Non en vérité, répondit le Chevalier Mann; mais je vois bien que Mylord n'en croit rien. » — Mylord partit le moment d'après pour Windsor, sans doute pour empêcher le Roi de donner croyance aux rapports semblables qui lui viendroient.

On assure que ce n'étoit pas le premier qui étoit parvenu à Mylord Sandwich. — Quelques heures avant, un Officier Marinier étoit venu de Falmouth le trouver à sa campagne, pendant son diner. Cet homme avoit fait grand bruit en entrant dans sa cour, & Mylord qui mangeoit, dans ce moment-là, d'une hure de saumon, avoit laissé passer une arrête, qui l'incommodoit beaucoup. Le Matelot, tout essouffé, entre en criant: « Mylord, les ennemis sont sur nos côtes. » Point de réponse de Mylord; mais diverses grimaces, que le messager prit pour des signes du dépit ou du chagrin que sa nou-

cxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

velle caufoit au Miniftre. Il reprend fon récit. » J'ai compté les vaiffeaux, c'est une armée formidable. « A ce mot, Mylord, prenant tout-à-coup un air riant & fatisfait, s'écrie : » Ah ! je l'ai avalée. « L'autre, qui ne favoit point ce qui fe paffoit dans l'intérieur du Miniftre, lui réplique d'un ton pleureur : » Il n'y a pas là de quoi plaifanter ; j'appréhende bien plutôt que ce ne foit elle qui nous avale. «

Un troifième, dépêché pareillement de la côte, rencontra le même Lord, lorsqu'il arrivoit chez le Roi. Il courut à lui, imaginant lui apprendre la nouvelle. Mylord le prévint. » Ne m'allez-vous pas dire auffi que l'efcadre françoife eft dans nos eaux ? Il faut que vous foyez bien crédule. C'eft l'efcadre angloife. « — » En effet, répondit l'autre en affectant un air furpris, votre Seigneurie doit avoir raifon. Elle nous a affurés dans le Parlement, que notre efcadre feroit du double plus forte que celle de l'ennemi, & c'eft à quoi refsemble celle que j'ai vue. «

La ville de Plymouth eft en combuftion, depuis l'arrivée des ordres de la Cour pour détruire tous les ouvrages que le Chevalier David Lindfay & le Capitaine Bockely, de l'avis des Amiraux & anciens Officiers de terre & de mer, avoient fait commencer avec la plus grande diligence, & qui devoient fermer efficacement l'entrée du port aux vaiffeaux ennemis. Les Miniftres pré-

tendent que ces ouvrages empêcheroient les vaisseaux anglois d'y trouver un asyle, soit contre l'ennemi, soit contre les gros tems. Mais on est généralement persuadé que c'est une pique de parti qui a fait donner ces ordres. Il en est de même pour les armes demandées par les Lieutenans des Comtés. Le Ministère s'obstine à les refuser, à moins que les Volontaires qui s'armeront, ne se rangent sous les ordres des Commandans militaires. Il s'est tenu à ce sujet, le Jeudi 26, une assemblée dans le Comté de Suffex, où les débats ont été très-animés, & qui n'a point produit, à beaucoup près, au Gouvernement les secours que son parti s'étoit promis de lui procurer de la part de ce Comté, dans lequel l'influence du Duc de Richmond a prévalu.

LE Chevalier David Lindsay, Commandant des troupes à Plymouth, éprouve le désagrément de se voir remplacé par le Chevalier William Draper. Le premier est pourtant neveu de Mylord Mansfield. Mais il est Whig outré, ainsi que son frere le marin, qui avoit rendu un témoignage favorable à l'Amiral Keppel. Ils feroient des miracles l'un & l'autre, qu'on ne voudroit point de leurs services.

C'EST au Chevalier Hardy que l'on veut s'en prendre de la perte du vaisseau de ligne

l'Ardent. Il n'avoit point laissé, dit-on, les signaux particuliers de son escadre, aux Commandans des ports ni de Portsmouth ni de Plymouth, le Chevalier Pye & le Lord Shulldham. En conséquence, il n'a pas été possible à ce dernier d'avertir le Capitaine de *l'Ardent* de son danger. En vain le *Cormorant* tira plusieurs coups de canon. M. Boteler ne comprit point ce qu'on vouloit lui faire entendre ; & il laissa écouler le moment dans lequel il auroit pu s'échapper.

Le premier mouvement.

VOICI comme la nouvelle de l'arrivée de l'ennemi sur nos côtes fut accueillie de quelques gens.

Le Roi frappa du pied, mordit ses ongles, & demanda Mylord Bute.

La Reine se mit à pleurer, en criant : *Eh mon pauvre fils !*

Mylord Mansfield alla donner des ordres à sa caisse.

Mylord Bute laissa tomber un vase étrusque, & défendit sa porte.

Mylord North sourit & ronfla.

Mylord Weymouth prit sa plume, la trempa dans l'encre, se recueillit un moment, & n'écrivit point.

Mylord Sandwich jura, & fredonna un air.

Mylord Germaine courut à une petite porte & s'enferma.

M. Rigby sonna le garçon de taverne, pour une autre bouteille.

LE *Phénix*, de 44 canons, Capitaine Parker, commande une division de frégates qui croise devant les ports de France dans la Manche; tandis que le *Winchelsea* de 32 canons, Capitaine Bateman, croise avec trois autres frégates & plusieurs caïches, depuis les Dunes jusqu'à Briglethelmstone. — Une autre petite escadre de caïches armées croise sur les côtes d'Essex & de Kent. L'une & l'autre ont été formées d'après un plan donné par M. Bamber Gascoyne, un des Lords de l'Amirauté.

PENDANT les quatre ou cinq jours que l'armée combinée a passés devant nos côtes, elle n'y a fait aucun mal aux habitans ni aux pêcheurs, dont les barques ont continué d'aller & venir comme à l'ordinaire. C'est une conduite bien différente de celle que nos vaisseaux tiennent en Amérique, où ils n'ont fait autre chose dans les deux dernières campagnes, que voler les fermiers, & brûler les chaumières des pauvres: le tout pour obéir aux ordres *du meilleur des maîtres*.

Nouvelles sûres de Charles-Town.

Il circule une lettre de l'armée du Général Prévôt, qui est donnée pour authentique.

L'Officier qui l'écrit paroît furieux contre les réfugiés & les déserteurs, sur la parole de qui on s'est engagé dans l'expédition contre Charles-Town. Il n'est pas venu dix hommes se joindre à l'armée angloise dans toute sa marche. Il se félicite de ce que le Général a ouvert les yeux, au moment où il alloit ne plus être tems d'éviter le fort de Burgoyne. L'armée a été sans cesse harcelée dans sa retraite jusqu'à Beaufort, où elle est arrivée, épuisée par la fatigue, les maladies, les accidens & les désertions; & d'où elle ne peut sortir qu'en s'ouvrant un chemin avec la bayonnette. Elle est à soixante & dix milles (vingt-trois lieues) de Charles-Town, & environnée d'ennemis de toutes parts.

Par cet évènement, singulièrement heureux pour les Etats-Unis & leurs alliés, l'Angleterre ne peut plus se flatter d'aucune conquête en Amérique; & ce sera beaucoup, si ses Généraux se maintiennent dans les postes de Halifax, de Rhode-Island & de New-York.

P. S. du premier Septembre.

ON ne veut pas croire ici, Monsieur, une nouvelle que je m'empresse de vous mander & que je me lens la confiance de vous garantir. Elle a été apportée par un vaisseau

vaisseau Hollandois qui a mouillé aux Dunes, arrivant de l'Isle Saint Eustache. C'est que l'Amiral Byron a été complètement battu. & que M. le Comte d'Estaing a remis le Roi son maître en possession de son Isle de la Grenade. J'ai recueilli en substance des divers rapports qui me sont parvenus, que le Comte d'Estaing avoit exécuté un débarquement à la Grenade le 3 ou le 4 Juillet, mais que le 6 il n'étoit maître encore que de quelques postes: que Byron s'est présenté ce jour là avec toute son escadre, forte de vingt un vaisseaux de ligne, deux de 50 canons & six frégates, ayant sous ses ordres les Contre-Amiraux Rowley, Barrington & Parker: qu'il étoit suivi d'une flotte de bâtimens chargés de huit régimens, commandés par le Général Grant, formant à-peu-près quatre mille hommes: que le Comte d'Estaing ayant remonté sur son vaisseau, & laissant une partie de son escadre pour garder ses troupes, avoit marché à lui avec quinze vaisseaux seulement & l'avoit attaqué avec la plus grande vivacité: que le combat a été des plus animés, & non sans une perte assez considérable du côté des François: que la nuit seule l'a fait cesser, les Anglois ayant neuf vaisseaux entierement désarmés, dont trois leurs mâts abattus: que M. le Comte d'Estaing conservant sa position, avoit tenu ses feux allumés toute la nuit: que l'Amiral Byron n'en avoit mis aucuns: que le

7, au matin, le reste de l'escadre de M^r d'Estaing s'étoit joint à lui, ce qui lui formoit vingt-trois vaisseaux de ligne, mais que l'armée navale Angloise n'avoit point reparu. Cette glorieuse victoire a décidé le sort de la Grenade, dont on dit cependant que le principal fort n'a pû être pris que l'épée à la main. Il est visible que le Comte d'Estaing s'est abstenu par prudence de prendre les vaisseaux Anglois que son feu avoit maltraités, parce qu'il n'auroit pû le faire qu'en s'engageant dans une poursuite, qui l'auroit emporté plus loin qu'il n'auroit voulu, les courants étant contre lui. On assure que ces détails parviendront en France par un Lieutenant des vaisseaux du Roi, & que la relation en a été imprimée dans le principal fort de la Grenade.

IL ne se dit encore rien de certain ici sur l'escadre du Chevalier Hardy: c'est-à-dire qu'on ne fait point s'il a quitté sa position des Sorlingues & s'il est rentré à Plymouth, comme le bruit en couroit hier.

F I N.

s'est engagée à payer au gouvernement 5 —
 livres sterling pour chacun de ces prisonniers 1776.
 en état de porter les armes, & qui sera rendu Octobre.
 à bord de ses vaisseaux à la baye de Gil-
 braltar, d'ici au 25 Mars prochain inclu-
 sivement. «

La Cour s'occupe toujours de la destitution de Messieurs Hastings & Barwelle du Conseil de Bengale ; mais comme ils ont de nombreux amis parmi les Actionnaires & que le plus grand nombre des Directeurs est de leur côté, il est douteux que les Ministres parviennent à leurs fins. — Ceux-ci travaillent aussi à engager la Compagnie à faire des efforts extraordinaires pour soulager le Gouvernement dans les excessives dépenses que la réduction de l'Amérique va lui coûter. Ils avoient d'abord voulu fouiller dans les poches le pistolet à la main : aujourd'hui c'est avec plus de civilité qu'ils demandent la bourse. On cache le pistolet pour ne pas faire crier les femmes.

On écrit du Bengale que l'on va s'occuper de deux entreprises importantes ; l'une est la construction d'un grand-chemin de quatre cents milles de long, qui ira de Calcuta à Bénarés ; l'autre celle d'un canal navigable, qu'on se propose de conduire de Calcuta aux Lacs-Salés ce qui ouvrira un passage prompt & aisé jusqu'à Dacca, Bakergunge & Chittagonge. Rien ne pouvoit mieux être imaginé pour faciliter le commerce & en

augmenter les avantages. Le Major Folley;
 1776. Ingénieur au service de la Compagnie des
 Octobre. Indes , l'entreprend à ses frais ; pour se rem-
 bourser, il percevra pendant un nombre
 d'années, les droits qui seront imposés sur
 cette navigation. Le canal est déjà com-
 mencé.

*Extrait d'une Lettre écrite de Calcuta , en
 date du 26 Mars 1776.*

« Depuis la nouvelle forme que l'on a donnée
 à notre Gouvernement , le thermometre poli-
 tique est à son plus haut degré ; les trois
 nouveaux Membres du Conseil sont acharnés
 contre les deux anciens , & leurs disputes ne
 finissent pas. Il seroit difficile de décider
 de quel côté est le plus grand tort ; je ne
 saurois cependant m'empêcher de trouver
 à redire à la maniere dure & hautaine avec
 laquelle ces nouveaux venus traitent le
 Gouverneur Hastings. Ce particulier a eu
 en vue les intérêts de la Compagnie ; il lui
 a épargné la dépense d'un tiers de ses trou-
 pes & a fait entrer beaucoup d'argent dans
 les coffres de cette Présidence. Par un traité
 fait avec Sujah Dowlah il recevoit de ce
 Prince deux lacs & dix mille roupies par
 mois , pour mettre dans une de ses Pro-
 vinces une de nos brigades en garnison :
 depuis la mort de Sujah Dowlah , son fils
 s'est engagé aux mêmes conditions de payer

deux lacs & soixante mille roupies par mois ; nous avons pour sûreté une de ses plus riches Provinces. Ce Nabob a aussi demandé quelques-uns de nos Officiers pour commander ses troupes ; tous ces avantages également sentis par les employés civils & militaires , & dont la Compagnie sur-tout doit recueillir plus de fruit , font l'ouvrage de cet honnête-homme que l'on inquiete , par ce qu'il devient désormais inutile , ou qu'il paroît dangereux à nos nouveaux maîtres. »

1776.
Octobre.

« Vous avez reçu la nouvelle de la paix faite avec les Marattes ; on vous aura dit sans doute que les conditions en étoient fort avantageuses : on nous en a dit autant ; mais nous sommes sur les lieux & nous en ignorons les articles ; tout ce que l'on fait , c'est que les habitans de Bombay qui soutenoient la guerre , n'avoient point du tout envie de la faire cesser ; mais notre Conseil Supérieur , ce Tribunal éclairé , les y a forcés , envoyant de son propre mouvement , à Poona le Colonel Upton , avec ordre de faire une paix quelconque. »

Extrait d'une histoire succinte de la conduite des Anglois dans les Indes Orientales.

Cette histoire commence à la conclusion de la dernière guerre : l'Auteur a mis à la tête , comme une introduction nécessaire ,

Sij

— un petit précis des affaires Britanniques
 1776. dans les Indes Orientales, depuis le début
 Octobre. de la guerre en 1756 jusqu'à la paix de
 Paris en 1763. Il a divisé son ouvrage en
 16 Chapitres. Le treizième renfermant des
 recherches générales sur l'Etat du Bengale, au
 moment qu'il a été réduit par les Anglois,
 les circonstances présentes rendent la lecture
 de ce Chapitre particulièrement intéressante.
 Il traite 1° de l'Etat de l'Inde lorsque le
 Bengale a été soumis au Gouvernement des
 Anglois; 2°. de leur pouvoir; & 3° de l'usage
 qu'ils en ont fait.

Les employés de la Compagnie des Indes
 avoient en 1765 entre leurs mains le Gouver-
 nement du Bengale, de Bahar & d'Orixa.
 Ils y laissoient subsister, il est vrai, le nom
 d'un Nabob, mais ils étoient exclusivement
 en possession de tout le pouvoir. Dans des
 tems plus reculés on auroit peut-être été
 fort étonné de voir quelques centaines d'é-
 trangers se rendre maître d'un pays aussi
 vaste & aussi peuplé & acquérir une entière
 supériorité sur toutes les Villes qu'il ren-
 ferme & dont quelques-unes ont une popu-
 lation égale à celle qu'on suppose, aujour-
 d'hui à Londres; mais l'histoire des der-
 nières siècles empêche d'être surpris de
 la foiblesse des moyens par lesquels cette
 révolution, quelque grande qu'elle soit, a été
 effectuée. L'Empire où elle a eû lieu étoit
 agité par des divisions intestines & les causes

qui avoient fait naître ces divisions, avoient préparé en même tems les habitans à devenir la proie de leurs ennemis. La fertilité naturelle du sol & les richesses avoient introduit parmi eux la corruption des mœurs, l'oisiveté & le goût des plaisirs. L'argent tenoit lieu de l'intégrité & de la capacité pour se procurer les premiers emplois de l'Etat. L'avarice accumuloit les richesses & le luxe les dissipoit. La magnificence & les plaisirs étoient devenus les marques distinctives de ceux qui occupoient les premiers rangs & les premières places. Les vues désintéressées & tendantes au bien de la patrie, étoient bannies des postes d'honneur. Les sujets n'étoient plus l'objet des soins de leurs Gouverneurs ; ceux-ci ne les regardoient que comme des sources qui leur fournissoient les moyens de satisfaire à leurs besoins ; & comme ces besoins étoient ceux de l'avarice & du luxe, ils ne pouvoient pas être soumis aux règles de la justice & de la modération. Le Chef de l'Empire demandoit des tributs exorbitans aux Provinces ; celles qui avoisinoient le plus la Cour étoient les plus tourmentées par les impôts, pour soutenir son luxe. Celles qui étoient plus éloignées appréhendoient de subir le sort des premières. Les Subahs des Provinces éloignées profiterent de la crainte du peuple & lui firent espérer un Gouvernement plus doux de leur part. Le peuple fut excité à s'acheter de nouveaux

1776.
Octobre.

1776. maîtres. Il se porta à des rébellions, dans
 Octobre. lesquelles il avoit à sa tête des Vice-Rois
 ou des hommes ambitieux, lesquels recommencerent ensuite de nouvelles guerres entr'eux-mêmes pour s'enlever le gouvernement les uns aux autres.

2° Les choses étoient dans cet état lorsque les Anglois prirent part à ces guerres particulieres. Leur conduite leur gagna la confiance des Indiens; & d'alliés qu'ils étoient d'abord, ils devinrent bientôt Chefs. Ils proposerent les domaines des Princes comme une récompense aux Généraux de ceux-ci & aux Ministres d'Etat qui tromperoit leurs maîtres soit dans le Conseil ou à la tête des armées. La trahison détruisit toute espece d'union & de confiance, & c'est ainsi que les Chefs des Indiens, par la discorde suscitée entr'eux, devinrent tous sujets de leurs ennemis communs, qui ne consistoient que dans quelques centaines d'hommes de troupes de Sa Majesté & de la Compagnie.

Si le Mogol s'est empressé d'acheter l'amitié des Employés de la Compagnie des Indes en leur abandonnant le revenu de trois grandes & riches Provinces, & si le Prince (a) le plus puissant de l'Empire a mieux aimé solliciter leur amitié que de con-

(a) Le Nabob d'Arcot, que le Lord Pigot a destitué en 1777 du Gouvernement de Tanjour.

tinuer à lutter contre eux à la tête d'une armée nombreuse, on conçoit facilement que les habitans sans défense dans les campagnes n'ont point hésité de se soumettre au gouvernement des Employés de la Compagnie. Ces Employés ont fait servir leurs forces & leurs talents également à maintenir leur autorité & à l'exercer de la manière la plus efficace pour obtenir le but général qu'ils avoient en vue, & qui étoit d'ôter au peuple, non la vie, mais sa fortune. Voilà l'objet pour lequel ils ont combattu & négocié. En effet, à peine eurent-ils rempli le service plus honorable de la Compagnie & du Cabinet, qu'ils tournerent aussitôt leur attention vers le commerce & avec une certitude de succès, qu'aucune Compagnie de Négocians n'avoit peut être jamais eue auparavant. On a vu en eux tout à la fois des Souverains, des Législateurs, des Soldats & des Marchands. Comme Souverains ils pouvoient demander une obéissance absolue : comme législateurs ils avoient la facilité de s'attribuer des droits exclusifs : comme soldats ils pouvoient se servir du *Burjaut* & acheter & vendre de force. N'ayant point à remplir les cérémonies attachées ordinairement à la dignité ils pouvoient se livrer à leurs occupations sans interruption. Ils formerent ensemble une société de commerce pour leur profit commun.

3° Ils n'avoient donc plus autre chose à faire

1776

Octobre.

que de s'attacher à des articles de nécessité dont les habitans ne pussent point se passer, pour être sûrs de les dépouiller de leur argent & de leurs bijoux. Leur choix tomba sur le sel les *beetle nuts* (herbe à fumer) & le tabac. Ces articles n'étant pas de gros volumes étoient faciles à manier. D'un autre côté les employés étoient à portée de s'en emparer en totalité ou au moins en grande partie ; & comme l'habitude en avoit fait un besoin aux gens de la compagnie ils n'auroient pas pû s'en passer sans prendre beaucoup sur leur plaisir & même sur leur santé. En conséquence peu de semaines après que les employés se furent rendus maîtres du pays, leurs agens y furent répartis pour distribuer ces articles aux naturels d'une main & recevoir de l'autre leur argent ou leurs marchandises & verser ensuite le tout dans les coffres communs de la société. Plusieurs d'entre les employés de la compagnie avoient déjà fait une sorte de commerce semblable avant que les provinces eussent été entièrement retirés de dessous le pouvoir de leurs Gouvernemens originaires ; mais dans ce tems là ils agissoient seulement en traineurs qui se détachent de l'armée victorieuse & n'enlevoient en passant dans un pays, que ce que la crainte, qu'ils avoient de leurs supérieurs, leur permettoit d'emporter. La société, après la conquête, ne connut aucune restriction semblable. Le Gouverneur & les Membres du Conseil

1776.
Octobre.

avoient tout le pouvoir entre leurs mains ; ils jouoient le rôle de Rois & de Ministres , & les Agens qu'ils employoient pour distribuer aux sujets le sel le *Beetle nut* & le tabac , formerent un Corps Royal , réparti dans le pays & n'ayant d'autre loi à observer que de ne point faire tort à ses Commettans. Il est vrai qu'il n'étoit pas permis à ces Agens de prendre le caractère d'Officiers publics ou de se mêler des affaires du Gouvernement , mais ils n'avoient pas non plus besoin de le faire , puisque la seule vue d'un Anglois inspiroit plus de terreur & d'obéissance aux naturels du pays que l'autorité d'aucun Magistrat Civil ou du Nabob lui même qui , comme l'on savoit , ne tenoit plus son état que du bon plaisir de la compagnie Angloise. On avoit jugé qu'il étoit plus à propos de laisser le soin de la perception des revenus de la compagnie aux Officiers naturels du pays sous le nom du Nabob , que de faire faire la collecte des taxes publiques par les employés de la compagnie eux mêmes. Les François , les Hollandois & les autres Européens établis dans ces provinces auroient pû susciter des clameurs en Europe contre des tributs , payés dans l'Inde directement aux Anglois. On évitoit cet inconvenient en agissant sous le nom des Nabobs & on prévenoit en même tems les suites qu'on avoit à craindre en opprimant ouvertement les habitans de deux manieres à la fois.

— C'est pourquoi on lâcha les Officiers Collec-
 1776. teurs noirs pour percevoir au nom du Nabob
 Octobre. les droits du *Dewan* qui dans le fait étoient
 pour la compagnie, le Nabob étant borné à
 un revenu fixe. Quoique la compagnie ou
 ses employés en laissant passer ainsi les revenus
 par les mains des anciens Officiers du
 Gouvernement se missent dans le cas d'éprou-
 ver quelque perte ils étoient d'un autre côté
 les maîtres de compter avec ces Officiers
 quand bon leur sembloit & avoient la satis-
 faction de savoir, que cette partie des vexa-
 tions publiques ne pourroit pas être mise
 directement à leur charge.

Moyennant cette méthode de conduire les
 affaires de la compagnie, ses employés
 avoient d'autant plus de liberté pour suivre
 les leurs. Cependant, ne perdant point de
 vue les intérêts de leurs Commettants ils
 rendirent un Edit portant que les baux des
 terres données à ferme par la Compagnie
 alloient être renouvelés & augmentés de
 prix. On accusa quelques uns des anciens
 tenanciers d'avoir obtenu leurs baux par
 collusion. Le moyen d'y remédier étoit facile:
 il n'y avoit qu'à annuler tous les baux à
 la fois. Il est vrai que tous les tenanciers
 n'étoient pas dans le même cas; mais on
 s'appuya de la maxime reçue dans tous les
 Etats: savoir, que l'intérêt particulier doit
 être subordonné à l'intérêt public, & on avoit,
 comme c'est d'usage en pareilles circonstances,

de puissantes raisons pour ne point s'écarter de cette règle en faveur des tenanciers de la Compagnie dans le Bengale. C'est que ses terres pouvoient être louées plus cher qu'elles ne l'étoient par les anciens baux. D'après une si bonne raison, on se déterminait à les affermer de nouveau au plus offrant : le motif pour prendre ce parti, allégué à l'assemblée des Directeurs par le Président & le Comité, étoit solide, c'étoit, disoit-on, le moyen de prévenir toute plainte contre un prétendu monopole de terres.

Dans le chapitre suivant, notre Auteur rend compte des sommes que la Compagnie & ses Officiers ont reçues en divers tems des Princes & des naturels de l'Inde, & qui se montent à vingt-quatre millions six cents quarante mille six cents vingt-une livres sterling.

[Nous allons interrompre cette suite chronologique des pièces pour en employer quelques-unes, qui auroient dû précéder toutes celles que nous avons déjà rapportées. Nous ne pouvons point les mettre plus près de leur place, puisqu'elles roulent principalement sur la campagne de 1776. Ce sont les dépêches & instructions des Ministres aux Généraux, & les réponses que ceux-ci y ont faites. C'est là qu'on trouvera la vraie clef des événemens qui ont le plus donné de surprise.

— 1776 & entr'autres de l'évacuation de Boston, de la première tentative contre Charles-Town, &c. Octobre. Ces pièces si importantes ont été produites dans la session du Parlement de 1778-9. Elles s'étendent aux années qui ont suivi 1776 & aux campagnes de ces années. Mais toutes celles qui sont postérieures à la portion du tableau historique que nous avons déjà tracée, & qui par conséquent ne doivent ni le précéder, ni y être mêlées, paraîtront subséquemment à leurs dates, à prendre de celle où nous croyons nécessaire de nous arrêter. Par une plus mûre réflexion nous croyons ne devoir point faire de ces pièces un cahier séparé.]

1775.

C O P I E d'une lettre du Comte de Dartmouth au Lieutenant-Général Gage, datée de Whitehal le 2 Août 1775.

(Reçue le 26 Septembre.)

M O N S I E U R ,

— 1775. L'INTENTION de Sa Majesté étant que nous ayons, s'il est possible, au commencement du Printemps prochain, dans l'Amérique Septentrionale, une armée au moins de vingt mille hommes, indépendamment des Ca-

Septem.

nadiens & des Sauvages , on prend dès - à - présent les arrangemens nécessaires à cet objet ; & j'ai aujourd'hui signifié les ordres de Sa Majesté pour que le quatrieme , le cinquieme , le septieme , le huitieme , le dixieme , le quatorzieme , le seizieme , le vingt-deuxieme , le vingt-troisieme , le vingt-fixieme , le trente cinquieme , le trente huitieme , le quarantieme , le quarante-troisieme , le quarante - quatrieme , le quarante - cinquieme , le quarante-septieme , le quarante-neuvieme , le cinquante-deuxieme , le soixante-troisieme , le soixante-quatrieme & le soixante-cinquieme régimens soient augmentés sur le pied suivant : chaque Compagnie sera composée de trois Sergents , trois Caporaux , deux Tambours & cinquante-six Soldats , outre les Officiers brevetés ; & chacun des susdits vingt-deux bataillons sera augmenté de deux Compagnies , chacune d'un Capitaine , d'un Lieutenant , d'un Enseigne , de trois Sergens , de trois Caporaux , de deux Tambours & de cinquante-six Soldats.

A l'égard des dix huitieme & cinquante-neuvieme régimens , Sa Majesté les trouvant trop foibles , ordonne que ce qui reste dans ces corps de Soldats propres au service , soit incorporé dans d'autres régimens , & que les Officiers brevetés & non brevetés soient envoyés ici pour faire des recrues : Sa Majesté laisse à votre discretion de suivre la même regle à l'égard de tous

1775.

Septem.

les autres régimens qui se trouveroient dans
 1775. le même cas.

Septem. Outre quatre Compagnies d'artillerie qui ont ordre de s'embarquer sur le champ pour vous mettre en état de remplacer les hommes employés à ce service, on a arrêté de vous envoyer directement un autre renfort de deux mille hommes, & les ordres sont donnés pour que le dix-septieme & le cinquante-cinquieme régimens, actuellement en Irlande, se préparent à s'embarquer : le reste du renfort se fera par des recrues qui, j'espère, seront levées à tems ; mais si lorsque les bâtimens de transport seront prêts, le nombre des recrues n'étoit pas suffisant, le vingt-septieme, le vingt-huitieme & le quarante-fixieme régimens auroient ordre de s'embarquer, ou ce qu'il faudroit de ces régimens pour compléter les deux mille hommes.

Puisque vous dites que les Rebelles ont fait des démarches pour obtenir des secours de la part des (a) Sauvages, vous ne devez point hésiter sur la nécessité de prendre les mêmes mesures. En conséquence je vous envoie une lettre pour le Colonel Johnson, avec un ordre de Sa Majesté pour engager un Corps de Sauvages. Par le premier vaisseau qui partira après le *Cerberus*, je vous ferai passer une forte pacotille d'effets pro-

(a) Ces démarches étoient pour les engager à rester neutres.

pres à donner en présens, & vous chercherez les moyens de les faire parvenir en sûreté au Colonel.

1775.
Septem.

Je désire, M. de vous faire connoître avec toute la précision dont je suis capable, le plan futur des opérations de nos forces dans l'Amérique Septentrionale. Car quoique vos lumieres & votre expérience, aidées de l'avis & de l'opinion des habiles Généraux qui sont auprès de vous, soient de bien meilleurs guides pour votre jugement que tout ce que je pourrois vous suggérer, cependant il n'est pas tout-à-fait inutile de vous faire part, quoiqu'incorrectement, de quelques-unes des idées de nos militaires les plus capables & les plus expérimentés, idées qui en effet correspondent très-bien avec ce que vous paroissez penser, vous & les autres Officiers.

Je vous ai déjà dit dans ma lettre n°. 22, datée de ce jour, que lorsqu'en général nous considérons l'état de notre armée à Boston, & la force des Rebelles, il ne paroît pas probable que dans cette campagne on entreprenne quelque nouvelle opération, au moins un peu étendue. Ainsi l'état du service, tel qu'il est à présent, semble nous forcer d'examiner :

- 1.° Si à la premiere campagne (en 1776) nous pousserons la guerre avec toutes nos forces du côté de la Nouvelle - Angleterre?
- 2.° Si, d'après l'état des affaires en Amérique, il ne seroit pas plus à propos de faire

1775. de la Riviere d'Hudson le théâtre de la
Septem. guerre, & en conséquence de s'emparer
de la ville de New York, avec une partie
de nos forces, laissant à Boston ce qui est
nécessaire pour assurer ce poste & pour con-
server une diversion de ce côté ?

3.^o S'il ne seroit pas convenable, en cas
qu'on trouve peu de sûreté ou d'utilité à
prendre poste à New-York, de faire des ex-
péditions dans d'autres lieux avec une partie
des forces à vos ordres embarquée sur des
bâtimens de transports ? Ces expéditions,
quand même elles n'auroient point d'autre
objet, vous procureroient du moins d'amples
provisions de vivres & autres, ce qui n'est
pas un objet peu intéressant pour vous dans
les circonstances présentes.

Et enfin les mesures suggérées dans les
deux dernières propositions, ne pouvant pas
être effectuées, & Boston ne pouvant pas
être conservé pendant l'hyver, comme beau-
coup de gens le pensent ici, ne convien-
droit-il pas que toute votre armée fût postée
par divisions convenables à Halifax & à Que-
bec, jusqu'à ce que les événemens de l'hy-
ver puissent indiquer ce qu'il y aura de
mieux à faire au Printems ?

Dans l'examen de ces projets, toutes sortes
de raisons de la première force viennent
appuyer ce qui est suggéré par rapport à la
prise de New-York ; car si par cette
opération nous pouvions recouvrer l'attache-
men

EXPOSE

*DES Motifs de la conduite du Roi
Très - Chrétien , relativement à l'An-
gleterre ,*

ACCOMPAGNÉ

*D'un pareil Exposé de ceux qui ont déter-
miné le Roi notre Maître dans le parti qu'il
a pris à l'égard de la même Puissance.*

Traduit de l'Espagnol par l'ordre de Sa
Majesté.



A M A D R I D.

De l'Imprimerie Royale de la Gazette.

M. DCC. LXXIX.

EXPOSÉ

Des
Tres-Grands
Général

A COMPARER

D'un petit
ministre
à pris

Traduit de l'anglais
par

A. M. D. L. I. I.

De la
M. D. C. L. X. I. I.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres , à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 8 Septembre 1779.

JE ne doute point, Monsieur, que la Cour de Versailles ne fasse traduire, imprimer & distribuer l'exposé Espagnol publié à Madrid à côté de la traduction de celui des motifs de la conduite du Roi relativement à l'Angleterre. Mais comme il est possible que les premiers exemplaires qui s'en répandront ne parviennent pas jusqu'à vous, je crois bien faire de vous en envoyer une copie. Ce recueil y a d'ailleurs des droits bien légitimes, puisque l'exposé Espagnol me fait gagner pleinement ma cause sur la *centaine de griefs*, ainsi que vous le verrez dans la quatrième note. Vous ferez dans l'obligation de donner aussi l'*Exposé François*, les notes Espagnoles ne pouvant point en être séparées. Mais comme il a été dit généralement qu'on ne pouvoit assez lire ce morceau, vous pouvez être sûr du plaisir que vous ferez en le réimprimant.



E X P O S É

DES Motifs de la conduite du Roi Très-Chrétien, relativement à l'Angleterre.

LORSQUE la Providence appella le Roi au Trône, la France jouissoit de la paix la plus profonde. Le premier soin de Sa Majesté fut de manifester à toutes les Puissances son désir d'en perpétuer la durée : toutes applaudirent à des dispositions aussi heureuses ; le Roi d'Angleterre en particulier en témoigna sa satisfaction, & donna à Sa Majesté les assurances les plus expressives d'une sincère amitié. Cette réciprocité de sentimens autorisoit le Roi à croire que la Cour de Londres étoit enfin disposée à suivre une marche plus juste & plus amicale que celle qu'elle avoit tenue depuis la paix conclue en 1763 (1), & qu'elle mettroit

E X P O S É

DES Motifs de la conduite du Roi Catholique.

(Comme ce sont des motifs semblables & encore plus puissans qui ont déterminé le Roi Catholique dans le parti qu'il vient de prendre vis-à-vis de l'Angleterre, il a paru nécessaire d'exposer ici les principaux de ces motifs à la vue du Public, afin qu'en même tems & sous un seul aspect, il puisse se convaincre de la justice des deux Souverains.)

(1) Il seroit trop long de rapporter tous les sujets de

cliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

un terme aux procédés arbitraires que les sujets du Roi avoient éprouvés de sa part.

plainte donnés à l'Espagne depuis l'époque du Traité de Paris de 1763. En conséquence nous nous bornons aux plus graves & aux plus récents, pour qu'on ne dise point que nous rappelions des griefs anciens & oubliés. Par l'article 16 des Préliminaires de ce Traité, l'Angleterre a reconnu que *la Baye de Honduras appartenoit au territoire d'Espagne, & elle s'est obligée à faire raser toutes les fortifications que ses sujets auroient pû avoir construites dans cette partie du monde, quatre mois après la ratification du Traité*: la Cour d'Angleterre n'ayant fait d'autre réserve que celle-ci; savoir, qu'on n'empêcheroit point les Anglois, *sur la côte de Campêche, de couper le bois de teinture: qu'on n'inquieteroit point pour cela leurs Travailleurs, & qu'ainsi ils pourroient y avoir les maisons & les magasins dont ils auroient besoin.*

Jusqu'à présent les Anglois n'ont exécuté aucune de ces conditions. Ils ont pénétré de plus en plus dans les anciens établissemens, soulevant les Indiens, & leur donnant des armes & d'autres secours pour cet objet, sous la protection du Gouvernement Britannique.

Non contents de cela, ils se sont permis de s'établir dans un grand nombre d'autres ports, rivières, anses & côtes du territoire Espagnol de ladite Baye de Honduras, où ils n'ont pas même le prétexte de bois à couper, mais avec la seule intention d'y empiéter sur la Souveraineté Espagnole & d'y faire la contrebande la plus étendue. Tels sont les lieux appelés *le Piche, Rio tinto, Rio matina* & divers autres où ils ont formé & armé des Milices. Ledit Roi Britannique a même donné à un certain Jacob Lourri la commission de Capitaine général de ces nouveaux établissemens, laquelle a été lue d'une manière solem-

depuis cette époque , dans les quatre parties du Monde. Sa Majesté se persuadoit qu'elle

nelle à toute la Colonie le vingt-unieme jour de Septembre 1776 , les Troupes étant rassemblées ; & on y a lu pareillement d'autres commissions d'Officiers ou Chefs de moindre grade. Voilà ce que faisoient les Anglois & ce que l'Espagne a découvert, après que le Ministère Britannique avoit nié que ces établissemens se fissent de son consentement & par son autorité.

Les Colons Anglois ont usé d'artifices & de ruses pour débaucher celui qui se nommoit Roi des Indiens Mosquitoes , & celui qu'on appelle Capitaine ou Général des autres Indiens dont les Chefs ont envoyé des Commissaires au Viceroi du Gouvernement Espagnol, se reconnoissant Sujets de Sa Majesté Catholique. Ils leur ont fourni des armes & toutes sortes de secours pour les empêcher de se mettre sous la protection de l'Espagne , à la souveraineté de laquelle ressortissent exclusivement tous ces territoires. Quoique ce soit l'usage des Anglois de recevoir dans leurs Etablissmens tous les Etrangers de quelque Etat ou Religion qu'ils puissent être , on en a toujours refusé l'entrée aux seuls Espagnols : au contraire , dès qu'ils y paroissent , ils sont arrêtés & emprisonnés , ou bien on les contraint d'en sortir.

Pour preuve du dessein où a toujours été l'Angleterre de s'approprier ces vastes territoires, d'y fonder des Etablissmens , & d'y étendre de plus en plus l'énorme contrebande que ses Sujets font déjà dans l'intérieur des Provinces Espagnoles , il est à propos de citer aussi un événement de l'année 1775.

Un Médecin célèbre par ses voyages autour du Monde , & connu sous le nom du Docteur Irwin , étoit parti de la Tamise même, emportant avec lui toutes sortes d'instrumens propres au labourage & aux métiers, & une infinité d'autres choses qui lui étoient fournies

pouvoit d'autant plus compter sur la vérité des protestations du Roi d'Angleterre, que

par le Gouvernement, pour faire, dans la Province de Hacha, un établissement permanent auquel il devoit employer les familles qu'il emmenoit avec lui, & les autres qui devoient les suivre. Il est à remarquer que, dans cette vue, il avoit nourri & élevé dans sa maison un fils d'un Roi Indien & deux des principaux Indiens de ce canton.

Le Bâtiment du Docteur Irwin fut pris par les Gardes-côtes Espagnoles; & le Gouvernement Britannique, au lieu de donner satisfaction pour cette infraction des Traités, se plaignit amèrement, en menaçant l'Espagne de la guerre.

Au mois de Novembre de l'année dernière, quelques Espagnols voulurent s'établir sur la rivière de Saint Juan à ladite Côte des Mosquitoes, où ils construisirent des maisons. Au moment qu'ils y étoient le moins sur leurs gardes, ils se virent attaqués par un parti d'Anglois, soutenu d'un parti d'Indiens qui blessèrent le Capitaine du Bâtiment, firent prisonniers beaucoup de ses gens, & commirent un grand nombre d'autres violences. Cet événement se passoit, pendant que la négociation se suivoit avec la plus grande activité de la part du Roi d'Espagne, pour obtenir une paix favorable à l'Angleterre. Rien ne fait mieux voir combien la Cour de Londres, son Ministère & ses Sujets répondoient peu à de si bonnes intentions, & combien il y a de distance entre de pareils procédés & la conduite magnanime & généreuse de Sa Majesté.

Les Anglois ont fait la même chose dans tous les lieux où on les a soufferts. Par exemple, sur la côte de Saint Blaise dans la Province de Darien, ils excitent à la révolte les Indiens établis sur les Frontières Espagnoles, auxquels ils donnent des secours, & qu'ils décorent même de commissions & de marques de

le germe de la révolution que l'Amérique vient d'éprouver, commençoit à se dévelop-

commandement sous la protection Britannique ; c'est sur ce pied qu'un Chef Indien, nommé Bernard, y est pourvu d'une commission en forme donnée par le Gouverneur de la Jamaïque , & qu'il porte un bâton de commandement avec une inscription angloise qui le qualifie Capitaine Général de cette Côte. Cette découverte s'est faite aussi dans le commencement de l'année présente ; & le 8 Mars , il a été ordonné d'en porter plainte au Ministère Anglois , qui a répondu en affectant de l'ignorer , comme il a toujours fait.

Dans ces dernières années , les Anglois ont fait diverses tentatives pour soulever les Nations des Indiens alliés ou amis de l'Espagne , qui habitent sur les frontières de la Louisiane , en leur fournissant des armes , en les débauchant par des présens , en leur donnant des commissions & des médailles angloises , & enfin en les excitant ouvertement à s'unir avec les Anglois armés , pour commettre des hostilités contre les Sujets de Sa Majesté Catholique.

Il a été porté en plusieurs occasions à la Cour de Londres des plaintes de divers évènements de cette nature ; & , quoiqu'elle ait répondu en termes généraux , qu'elle *prendroit les informations , & qu'elle expédieroit les ordres convenables* , ces plaintes n'ont point produit les effets que l'Espagne devoit attendre , d'après toutes les regles de la justice & de la raison.

Au contraire , sous le prétexte de leur guerre avec les Américains , les Anglois , fermant les yeux sur l'exacte impartialité que la Colonie Espagnole a observée , ainsi que sur le bon accueil qu'ils y ont toujours reçu , ont commis , tant par mer que par terre , les insultes les plus révoltantes , jusqu'au point qu'une Frégate de guerre Angloise a osé menacer la Ville même de la nouvelle Orléans , Capitale de la Colonie.

clviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

per de la maniere la plus alarmante pour la Grande - Bretagne.

Il s'en est suivi que , dans les mois de Juin & de Juillet de l'année dernière 1778 , les Anglois ont soulevé les Chatcas , les Cheroquis & les Chicachas , payant à chaque Indien la valeur d'une peau de cerf par jour , & les excitant à frapper avec la cruauté ordinaire de ces Nations barbares , sur les Etablissements Espagnols , pour les détruire ; au mépris de la paix qui régnoit entre l'Espagne & l'Angleterre , ainsi que de la modération & de l'impartialité que le Roi montroit par sa conduite pendant les divisions de cette Puissance avec ses Colonies & la France.

Pour cette entreprise , les Indiens devoient s'unir avec un Corps d'Anglois armés dans le district appelé Natchès. Mais ce projet inhumain n'eut pas son effet. Heureusement deux de ces Nations , touchées sans doute de l'injustice qu'elles alloient commettre , au mépris de la bonne foi & des bons traitemens qu'elles recevoient des Espagnols , se retirèrent avant l'exécution.

Toutes les fois que les Anglois ont pris des Habitans de la Colonie Espagnole & en ont emmenés quelques - uns dans l'intérieur des terres , ils les ont forcés de prendre les armes contre les Américains. On peut citer entr'autres exemples , celui d'un jeune homme appelé Livois , fils d'un Capitaine de la Colonie Espagnole.

Nous avons reçu , avec les dernières informations , les lettres originales du Commandant Anglois Hamilton , dans lesquelles il a menacé de violer le territoire de l'Espagne , comme il a été dit dans la Gazette de Madrid du 20 Juillet dernier , article de la Havanne. On y voit en outre , que le Gouvernement Britannique a donné ordre de construire différens Forts , dont un doit être stable & permanent , sur le bord du Mississipi du côté du lac d'Iberville. Ce seul fait

Mais la Cour de Londres , prenant pour crainte ou pour foiblesse ce qui n'étoit que l'effet des dispositions pacifiques du Roi , demeura fidele à son ancien systême : elle continua ses vexations & ses actes de violence contre le commerce & la navigation des sujets de Sa Majesté.

Le Roi jugeant le Roi d'Angleterre d'après ses propres sentimens, lui défera avec la plus grande franchise tous ses griefs, & il en attendoit avec confiance le redressement; il y a plus, Sa Majesté, instruite des embarras que causoient à la Cour de Londres les affaires de l'Amérique septentrionale, évita de les augmenter en insistant trop vivement

suffiroit pour prouver les desseins de la Cour de Londres contre la Souveraineté de l'Espagne , puisque le Fort en question ne serviroit de rien contre les Américains , & qu'il ne peut que causer le plus grand préjudice à la Nation Espagnole.

C'est ici le lieu de citer le Mémoire remis au mois de Mai 1775 , par Don Francisco Escarano , chargé des Affaires à Londres , contenant des plaintes de ce que les Anglois détournoient de l'obéissance du Roi les Indiens Paséagulas , habitans des frontieres de la Louisiane, en leur donnant des commissions de Capitaines au service de Sa Majesté Britannique , & en les décorant de marques d'honneur & de médailles. On ne finiroit jamais s'il falloit rapporter tout au long chacun de ces excès , & une infinité d'autres infractions des Traités , ainsi que les violences & les usurpations commises depuis quelques années par le Gouvernement Anglois contre la Souveraineté Espagnole.

CLX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sur des réparations que le Ministère Anglois ne cessoit de promettre & d'éluder.

Telle étoit la position des deux Cours lorsque les procédés de celle de Londres forcèrent ses anciennes Colonies de recourir à la voie des armes pour maintenir leurs Droits, leurs Priviléges & leur Liberté. Tout le monde connoît l'époque où cet événement éclata ; les démarches multipliées & infructueuses des Américains pour rentrer dans le sein de leur Mere-Patrie ; la maniere dont l'Angleterre les repoussa ; enfin l'Acte de l'Indépendance qui en fut & qui dut en être le résultat.

L'état de guerre où les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale se trouverent nécessairement à l'égard de l'Angleterre, les força de se frayer un chemin pour arriver jusqu'aux autres Puissances de l'Europe, & pour ouvrir un commerce direct avec elles : le Roi auroit trahi les intérêts les plus essentiels de son Royaume, s'il eût refusé de les admettre dans ses Ports, & de les faire participer aux avantages dont jouissent toutes les autres Nations.

Cette conduite juste, sage & suivie par la plupart des autres Etats commerçans de l'Europe, engagea la Cour de Londres à se permettre les plaintes & les représentations les plus ameres : elle s'étoit persuadée sans doute, qu'il lui suffiroit d'employer le langage de son ambition & de sa hauteur, pour
obtenir

obtenir de la France des preuves d'une déference sans bornes. Mais aux propos & aux démarches les moins mesurés, le Roi n'opposa constamment que le calme de la justice & de la raison ; Sa Majesté fit connoître sans détour au Roi d'Angleterre qu'elle n'étoit ni ne prétendoit être le Juge de sa querelle avec ses anciennes Colonies, & que ce n'étoit point à Elle à la venger ; que par conséquent rien ne lui imposoit l'obligation de traiter les Américains comme des Rebelles, de leur fermer les Ports de son Royaume, & encore moins d'interdire à ses Sujets tout commerce & toute espèce de liaison avec eux. Cependant le Roi voulut bien mettre les entraves qui pouvoient dépendre de lui à l'exportation des Armes & des Munitions de guerre, & il donna même l'assurance la plus positive, que non seulement il ne protégeroit point ce commerce, mais aussi qu'il laisseroit à l'Angleterre une entière liberté de réprimer, selon les regles prescrites par les Traités & selon les loix & usages de la Mer, tous ceux de ses Sujets qui seroient trouvés en contravention à ses défenses. Le Roi alla plus loin encore : il se fit un devoir scrupuleux d'exécuter les stipulations du Traité de Commerce signé à Utrecht, quoique l'Angleterre eût refusé, dans le tems, de le ratifier dans toutes ses parties & que la Cour de Londres y contrevînt journellement ; Sa Majesté défendit en conséquence aux Corsaires Américains

clxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'armer dans ses Ports, d'y vendre leurs Prises & d'y séjourner au-delà du tems porté par le Traité qui vient d'être cité (2); elle défendit même à ses Sujets de faire l'achat de ses prises, & les menaça de confiscation dans le cas où ils transgresseroient ses ordres; ce qui a eu son effet. Mais tous ces actes d'une complaisance aussi marquée, tant de fidélité à remplir un Traité que l'on auroit été autorisé à regarder comme non-existant, étoient bien loin de satisfaire la Cour de Londres; elle prétendoit rendre le Roi responsable de toutes les transgressions, tandis que le Roi d'Angleterre ne pouvoit pas lui même, malgré un acte formel du Parlement, empêcher ses propres Négocians de fournir des marchandises & même des munitions de guerre aux Colonies.

Il est aisé de comprendre combien le refus de se prêter aux prétentions arbitraires de l'Angleterre, dut blesser l'amour-propre de cette Puissance & réveiller son ancienne animosité contre la France; elle s'irrita d'autant plus qu'elle commençoit à éprouver des

(2) L'Espagne a donné les mêmes ordres que la France, relativement aux Prises, & elle les a fait exécuter avec tant d'exactitude & de vigueur, que plusieurs Corsaires Américains, & entr'autres le fameux Cunningham, ont cherché à s'en venger, en maltraitant & en prenant des Vaisseaux Espagnols, lesquels jusqu'à présent n'ont point été rendus, quoiqu'ils ayent été réclamés.

revers en Amérique; que tout lui pronostiquoit la séparation irrévocable de ses anciens Colons & les pertes qui devoient en être la suite inévitable, & qu'elle voyoit la France profiter d'une partie d'un commerce qu'elle avoit repoussé d'une main indiscrete, & s'occuper (3) des moyens de faire respecter son pavillon.

(3) L'Angleterre ne pouvoit pas non plus avoir les motifs de jalousie & de démêlés, relativement à l'Espagne, pour cesser de la traiter d'une manière conforme aux règles de l'équité & de la reconnaissance, & ainsi qu'aux bienséances, attendu que l'Espagne ne seroit & ne pourroit faire que très-peu ou point de commerce avec les Colons Anglois : celui de ses possessions en Amérique étant suffisant, & même plus que suffisant pour elle. Cependant la Cour de Londres, pour se ménager un prétexte de rupture, lorsque ses projets seroient parvenus à leur point de maturité, affectoit de grandes inquiétudes sur la correspondance de commerce que quelques Négocians de Bilbao entretenoient avec d'autres Négocians de ses colonies, quoique cette correspondance eût commencé un grand nombre d'années avant qu'elles romussent avec leur Métropole. Le Ministère Anglois prétendit aussi devoir prendre ombrage de la correspondance mercantile qu'entretenoient quelques Habitans François de la Louisiane avec les Colons, & il pouloit rendre le Gouvernement Espagnol responsable de cette contravention à ses propres loix dans ces Pays : dans le tems même que les Sujets d'Angleterre, appelés Royalistes, étoient pareillement en contravention par la contrebande qu'ils faisoient sur les Côtes Espagnoles du Mississipi & de la Louisiane; ce qui fut causé qu'il y en eut plusieurs d'arrêlés, & que les Anglois se répandirent en plaintes à

Ce sont toutes ces causes réunies qui augmentèrent le désespoir de la Cour de Londres, & qui la porterent à couvrir les mers d'Armateurs munis de Lettres de marque d'une teneur vraiment offensive, à violer sans ménagement la foi des Traités, à troubler, sous les prétextes les plus frivoles & les plus absurdes, le commerce & la Navigation des Sujets du Roi (4); à s'arroger un empire tyrannique en pleine mer, à prescrire des loix arbitraires, inconnues & inadmissibles, à insulter, en plus d'une occasion,

cette occasion. L'orgueil des Commandans Anglois dans ces parties, prétendoit aussi que l'on ne devoit point donner d'asile dans la Louisiane aux Colons persécutés, tandis que les Royalistes qui s'y réfugioient étoient sûrs de n'avoir rien à craindre, non-seulement pour leur vie, mais pour leurs biens. C'est un fait constaté par les remerciemens de plusieurs de ces Royalistes au Gouvernement Espagnol, lesquels ne se sont pas bornés à témoigner leur reconnaissance de vive voix, mais en ont consigné l'expression dans un écrit signé d'un grand nombre d'entreux. Le Gouvernement Espagnol a porté l'humanité jusqu'à envoyer de son propre mouvement des farines à Pensacola, d'après la connoissance qu'il avoit de la disette qui régnoit dans cette Place: la reconnaissance du Ministère & de la Nation Britannique a éclaté par les menaces, les violences & les manœuvres qui viennent d'être rapportées.

(4) Pour ne pas nous arrêter aux événemens antérieurs à ces derniers tems, il suffira de dire que les insultes faites par la Marine Angloise à la Navigation & au Commerce Espagnols depuis l'année

le pavillon de Sa Majesté (5), enfin à violer son territoire, tant en Europe qu'en Amé-

1776, jusqu'au commencement de Mars de l'année présente 1779 se montoient déjà à *quatre-vingt-six*, dans le nombre desquelles on comprend des prises injustes, des pirateries & des vols de différens effets à bord des bâtimens, des coups de canon tirés & d'autres violences incroyables. Depuis ledit mois de Mars, & nonobstant le Mémoire remis le 14 du susdit mois par l'Ambassadeur Marquis d'Almodavar, dans lequel il se plaignoit des griefs les plus capitaux, & où il rappelloit les autres Mémoires précédens, les Anglois se sont emparés, les 12, 19 & 26 Avril, des trois Bâtimens Espagnols nommés *Nuestra Senora de la Concepcion*, la *Virgen de Gracia*, & *las Animas*. Ces excès joints aux autres insultes dont la note avoit été envoyée audit Marquis d'Almodovar, pour qu'il en informât les Ministres Anglois, ont donné lieu à cet Ambassadeur de dire, dans la dernière déclaration qu'il a remise au Ministère Anglois le 16 Juin, que les griefs dont on se plaignoit depuis ces dernières années *s'approchoient du nombre de cent*.

(5) Les Vaisseaux ou Bâtimens du Roi Catholique, ainsi que ses Barques courières, Balandres, & autres, incapables de faire une résistance convenable, qui ont été insultés par la Marine Angloise dans le cours des deux années dernières, jusqu'au commencement de Mars de l'année présente, dans les mers d'Europe & d'Amérique, sont au nombre de douze. On rougit de rapporter l'indécence & même l'ignominie avec lesquelles les Officiers Anglois, tant dans ces circonstances que dans d'autres, ont traité le pavillon de Sa Majesté Catholique. On citera seulement ce qui s'est passé le 31 Octobre de l'année dernière. Un Officier Anglois, détaché par deux frégates de la même Nation, visitant entre les Isles de la Mona & de la Saona, le Guayro Espagnol nommé

clxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
rique, de la maniere la plus caractérisée &
la plus insultante (6).

Si le Roi eût moins respecté les droits de l'humanité, s'il eût été moins avare du sang de ses Sujets, enfin, si au lieu de suivre l'impulsion de son propre caractère, il n'eût pris conseil que de sa dignité blessée, il n'aurait point hésité un instant à user de représailles, & à repousser l'insulte par la force de ses armes.

Mais Sa Majesté fit taire son juste ressentiment : elle voulut combler la mesure des bons procédés, parce qu'elle avoit encore

Nuestra Senora de la Esclavitud, ayant fait abaisser le pavillon du Roi, s'est servi de l'endroit où étoient les armes de Sa Majesté pour s'en froter le visage & essuyer sa sueur, voulant par-là montrer le mépris qu'il en faisoit. Ce digne Officier & ses compagnons ont pillé le bâtiment, & jusqu'aux hardes des Matelots.

(6) La Nation Angloise a violé onze fois le territoire Espagnol dans ces dernières années. Parmi toutes ces insultes, on remarquera celle que se permirent les chaloupes de trois Frégates Angloises qui étoient dans la baye de Gibraltar le 30 Avril 1777. Elles firent feu sur le bateau des Fermes du Roi, ainsi que sur le corps de garde qui étoit au pont Mayorga, & enleverent l'équipage & les effets d'une goëlette prise par le même bateau, parce qu'elle étoit soupçonnée de porter en contrebande du tabac & de l'argent monnoyé. Aussitôt que les Anglois se furent emparés de toutes ces choses, ils se retirèrent en faisant des saluts avec leurs chapeaux, comme par dérision.

assez d'opinion de ses ennemis pour se flatter qu'à force de modération & de représentations amicales, elle réussiroit enfin à les ramener dans la voie de la conciliation que leur propre intérêt leur conseilloit.

C'est par une suite de ces considérations que le Roi déféra à la Cour de Londres tous ses griefs (7) Sa Majesté les fit accom-

(7) Les plaintes de la Cour d'Espagne ont été aussi souvent répétées que les insultes de la part de l'Angleterre, les Mémoires se succédant continuellement à Londres & à Madrid, de manière qu'on peut dire qu'il en a été donné une infinité; & malgré cela, on a osé faire dire par Sa Majesté Britannique, dans son Parlement, qu'un grand nombre de ces plaintes n'étoient point venues à sa connoissance, & qu'elle étoit intérieurement convaincue qu'elle n'avoit point donné sujet au procédé injuste de l'Espagne. Ces plaintes, on le répète aujourd'hui, ont été si continues, que D. Francisco Escarano exposant par écrit quelques-uns de ces griefs au Lord Weymouth le 5 Février 1778, lui témoignoit déjà qu'il se laissoit de se plaindre si souvent, & lui marquoit, » qu'il sembloit que tous les Commandans des Vaisseaux de Sa Majesté Britannique fussent convenus entr'eux du traitement qu'ils devoient faire à ceux du Roi ou de la Nation Espagnole; puisque, d'après les preuves multipliées d'une constante expérience, les Vaisseaux Anglois commençoient par tirer plusieurs coups à boulet sur les nôtres; que les Officiers venoient les visiter; qu'ils enchaînoient l'équipage, ou l'enfermoient à fond de cale; qu'ils emportoient sans le moindre scrupule, les effets qui leur convenoient, & pour adieu leur tiroient un autre coup de canon à mitraille; que les Vaisseaux Espagnols, & nommément les Couriers Paquebots qui portent de l'artillerie, auroient pu faire

clxviiij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pagner des représentations les plus sérieuses,
parce qu'elle ne vouloit point laisser le Roi

usage de la force contre ces insultes , mais qu'ils s'en étoient abstenus , parce que le Ministère Espagnol avoit très-expressément ordonné de vivre dans la meilleure harmonie avec la Nation Angloise ; enfin il prioit le Lord Weymouth de vouloir bien comparer cet excès de modération de l'Espagne avec les insultes fréquentes que faisoit la Marine Britannique , & de voir s'il étoit juste de ne la point contenir , & de ne donner aucune satisfaction à l'Espagne. »

C'est ainsi que l'Espagne s'expliquoit au mois de Février 1778. On va voir comme elle s'est expliquée le 14 Mars de l'année présente 1779 , par le canal du Marquis d'Almodovar , dans un écrit de cette date donné au même Vicomte de Weymouth.

L'Ambassadeur Espagnol rapporte deux points sur lesquels il avoit reçu une réponse de ce Ministre Anglois ; puis il continue ainsi dans sa lettre : » Cependant le Roi n'a pas pu s'empêcher de remarquer que de toutes les plaintes portées par son ordre , depuis deux ans , au Ministère Britannique , il n'y a eu que ces deux affaires sur lesquelles on ait donné une réponse cathégorique. Sa Majesté a examiné les motifs contenus dans celle du 13 Février pour excuser le délai relatif à ce qui s'est passé en Amérique , mais elle ne voit pas que le changement de la destination des vaisseaux , la mort des Commandans & le retour des Amiraux auxquels les ordres s'adressoient , (c'étoient-là les motifs ou les prétextes qu'on alléguoit ,) aient pu empêcher la vérification demandée. Quand même les Commandans seroient morts , ou que les Vaisseaux seroient allés ailleurs , & même en admettant que ces évènements aient été universels , & qu'ils eussent eu lieu précisément dans le tems qu'on se proposoit de faire la vérification , cela n'em-

d'Angleterre dans l'incertitude sur la disposition ferme où elle étoit de maintenir sa

pêchoit pas pour cela que le Gouvernement des lieux dans lesquels ces faits sont arrivés & où l'on devoit avoir pris connoissance des mêmes faits, ne fût permanent. Quoique les Chefs ayent été changés, l'exercice de leurs emplois continue toujours, & les bureaux des départemens où l'on doit avoir pris connoissance ou rendu compte de chaque affaire de cette espèce, subsistent encore. D'ailleurs, on a vu arriver en Angleterre quelques-uns des Commandans sous les ordres desquels avoient agi les vaisseaux qui ont pris & maltraité les Vaisseaux Espagnols, & ces Commandans Anglois auroient pu être interrogés sur beaucoup d'articles, «

Le Marquis d'Almodovar fait ensuite quelques observations sur un cas particulier; & il termine ainsi sa dépêche: » Enfin quand tout auroit conspiré à empêcher ou à retarder les informations que le Ministère Britannique desiroit avoir pour satisfaire ma Cour, le Roi mon maître croyoit que ses plaintes & les ordres donnés par Sa Majesté Britannique, auroient au moins arrêté le cours de ces violences: mais tout au contraire, on reçoit continuellement à Madrid des avis de nouvelles violences, & l'on m'a envoyé le détail de quelques-unes, avec ordre de les communiquer à Votre Excellence. Je joins donc ici la relation des faits les plus remarquables, ne faisant point mention des autres, pour ne pas accumuler les plaintes, quoiqu'elles soient toutes aussi fondées. Votre Excellence ne tardera pas à reconnoître l'importance de tout ceci, & la nécessité d'accélérer autant qu'il est possible, la satisfaction que le Roi mon maître se flatte d'obtenir de la justice & de la droiture de Sa Majesté Britannique. «

Ce Mémoire donné au mois de Mars, n'a produit que de belles promesses de la part du Ministère An-

dignité, de protéger les droits & les intérêts de ses sujets, & de faire respecter son pavillon.

Mais la Cour de Londres affecta de garder un silence offensant sur la plupart des offices de l'Ambassadeur du Roi, & lorsqu'elle se détermina à répondre, il ne lui en coûta rien de nier les faits les mieux prouvés, d'avancer des principes contraires au droit des gens, aux traités & aux loix de la mer (8), & d'encourager des juge-

glois, & n'a pas empêché qu'on ne se permît de nouvelles prises & de nouvelles insultes dans les mois d'Avril & de Mai suivans, ainsi qu'on l'a exposé dans la note du N^o. 4. On peut révoquer en doute si le Ministère Anglois a seulement pris la peine de lire la note ou la liste des griefs, & si ce n'est pas pour cette raison que beaucoup de ces griefs ne sont point parvenus à la connoissance de Sa Majesté Britannique, ainsi qu'elle l'a affirmé à son Parlement.

(8) L'Espagne a été plus heureuse vis-à-vis du Ministère Anglois : car du moins on ne lui a point nié les faits, & on lui a toujours promis de belles choses, quoiqu'elle n'ait jamais obtenu une satisfaction complète, ni réussi à faire cesser les vioiences. Toutes les Puissances de l'Europe savent très-bien quelles sont les maximes de la Marine Angloise dans ses déprédations ; elles en ont assez éprouvé dans cette guerre, & dans la guerre précédente entre l'Angleterre & la France ; mais elles ne savoient pas, & elles n'auroient pas pu s'imaginer que le Capitaine de la Frégate ou de la Corvette Angloise *le Zephir*, appelé Thomas Haffh, après avoir pris injustement la Balandre *la Trinité*, allant de Bilbao à Cadix sur la fin de 1777, & chargée de cuirs, de clous &

mens & des confiscations de l'injustice la plus révoltante en excluant jusqu'aux moyens d'appel (9).

d'autres marchandises, la conduiroit à Tanger, & dans cette Place tâcheroit de l'échanger contre un Brigantin Américain pris par les Maroquins, en laissant comme esclaves le Capitaine Espagnol, son Pilote & son équipage. Heureusement, les Maures n'accepterent point le marché; & alors quoique le Vaisseau fût conduit à la baie de Gibraltar, comme tout prétexte manquoit pour le déclarer de bonne prise, les Anglois le laisserent en liberté, après avoir pillé une grande partie de sa cargaison; mais ce vaisseau avoit été si maltraité depuis sa prise, qu'au sortir de Gibraltar il ne put résister à une tempête qui survint, & qu'il donna sur la côte. Un fait de cette nature ne seroit pas croyable, s'il n'étoit aussi positif, & personne ne pourra se persuader qu'une Nation aussi civilisée que l'Angleterre ait des Officiers de Marine, imbus de pareilles maximes.

(9) Les deux faits suivans peuvent faire juger de l'injustice des Amirautés Angloises, & de leur extravagante conduite à l'égard des Prises Espagnoles. La Balandre Angloise le *Lively*, Capitaine Joseph Smith, prit le Navire Espagnol le *S. Nicolas & S. Telmo*, appartenant à D. Manuel del Cerro Rubio, Habitant de la Corogne, & allant de ce port aux Isles Espagnoles. Smith conduisit ce Navire à l'Isle de l'Anguille, où déclaré mauvaise prise, il fut mis en liberté, & reçut du Gouverneur Anglois un saufconduit pour continuer sa route; mais cette précaution ne lui servit de rien; au sortir de ce port, il fut pris par une autre Corvette Angloise, & celle-ci l'ayant mené au port de Basseterre de l'Isle Saint Christophe, il y fut déclaré de bonne prise. La même chose arriva au Paquebot Espagnol Saint Pedro, Capitaine D. Francisco Xavier Garcia; ayant été pris

Tandis que la Cour de Londres mettoit à une si forte épreuve la modération & la longanimité du Roi ; elle faisoit dans ses ports des préparatifs & des armemens qui ne pouvoient avoir l'Amérique pour objet ; leur but étoit par conséquent trop déterminé pour que le Roi pût s'y méprendre , & dès-lors il devint d'un devoir rigoureux pour Sa Majesté de faire des dispositions capables de prévenir les mauvais desseins de son ennemi , & des déprédations & des insultes pareilles à celles de 1755 (10).

Dans cet état des choses , le Roi , qui , malgré des intérêts pressans , s'étoit refusé jusque-là aux ouvertures des Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale , sentit qu'il n'y avoit plus un moment à perdre pour former

le 8 Mai 1778 , par le Capitaine Anglois Jayme Dunevant , & conduit à la même Isle de l'Anguille , où on le déclara libre , il fut suivi & pris de nouveau par une autre Balandre Angloise aux ordres de Joseph Armet , mouillée dans ce port , & qui le conduisit à Saint Christophe où il fut déclaré de bonne prise.

(10) L'Espagne , plus qu'aucune autre Puissance , a fait la triste épreuve des agressions & des usurpations du Gouvernement Anglois , toutes au milieu de la paix la plus profonde & sans être précédées de Déclaration de guerre. L'Angleterre possède à peine quelque territoire de l'ancienne dépendance Espagnole qui n'ait été acquis par surprise dans un tems de paix , & toutes les mers ont vu les vaisseaux Espagnols battus , quand il n'existoit aucun motif de croire qu'ils fussent attaqués. Le Cabinet Anglois

des liaisons avec eux (II). Leur indépendance étoit prononcée & établie par le fait ; l'Angleterre l'avoit , en quelque sorte , reconnue elle-même en laissant subsister des Actes qui tiennent à la souveraineté.

Si l'intention du Roi eût été de tromper l'Angleterre & de l'induire à faire de fausses démarches en la laissant dans l'erreur , il auroit enseveli dans l'ombre du secret ses engagements avec ses nouveaux Alliés ; mais

est le seul qui ait donné l'exemple de conclure un Traité avec l'Espagne & de commettre l'instant d'après contre elle les plus révoltantes hostilités. A la vue d'une pareille conduite , on laisse au monde impartial à juger si le Roi a bien fait d'augmenter ses armemens de mer & de prendre les devants pour faire avorter les desseins de ses ennemis & de ses agresseurs.

(II) Aucun motif ne pouvoit déterminer l'Angleterre à ne pas faire satisfaction à l'Espagne , à ne pas empêcher qu'il ne lui fût fait de nouvelles insultes & à ne pas la payer de reconnoissance , car malgré les projets & les menaces publiques de divers Membres du Parlement Anglois dans ses séances des mois de de Décembre 1777 & Janvier & Février 1778 , pour s'arranger avec les Américains & faire la guerre à la Maison de Bourbon , Jamais le Roi Catholique ne voulut faire aucun Traité avec les Colonies , afin de ne point donner le plus léger prétexte de plainte à la Cour de Londres. On n'entend point par là que de son côté le Ministère François n'ait pas eu des motifs très-graves pour prendre aussi les devants , en se précautionnant contre de nouveaux ennemis & se garantissant des pièges & des desseins pernicieux du Cabinet Britannique.

CLXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les principes de justice qui ont dirigé Sa Majesté, & le desir sincere de conserver la paix, la décidèrent à tenir une conduite plus franche & plus noble : Sa Majesté crut se devoir à elle-même d'éclairer le Roi d'Angleterre en lui notifiant ses liaisons avec les Etats-Unis (12).

Rien ne pouvoit être plus simple & moins offensif que la déclaration que l'Ambassadeur de Sa Majesté remit au Ministère Britannique.

Mais le Conseil de Saint-James n'en jugea pas de même, & le Roi d'Angleterre, après

(12) La Cour de France s'est conduite avec tant de franchise & de bonne-foi dans cette démarche (dont alors le Roi Catholique n'eût aucune connoissance) qu'elle ordonna à son Ambassadeur à Londres de déclarer que l'Espagne n'avoit eu aucune part à ce qui s'étoit fait. Néanmoins, par un ordre envoyé le 24 Mars à Don Francisco d'Escarano, chargé d'affaires en Angleterre, il lui fut mandé entr'autres choses qu'en même tems qu'il feroit savoir au Ministère Anglois que Sa Majesté Catholique n'avoit aucune part à ce qui s'étoit passé, & quoiqu'elle fût très-décidée à maintenir la paix, il devoit observer que ce seroit cependant autant que Sa Majesté pourroit y parvenir » sans manquer à la dignité de sa Couronne, à la défense de ses droits & à la protection due à ses sujets, attendu que la conduite de l'Angleterre serviroit de regle à celle de l'Espagne « C'est ce que Escarano déclara & fit savoir au Vicomte de Weymouth dans une audience particuliere qu'il eût le 4 Avril suivant; & il en rendit compte à sa Cour le 8 du même mois.

avoir rompu la paix en rappelant son Ambassadeur , dénonça à son Parlement la démarche de Sa Majesté, comme un acte d'hostilité , comme une agression formelle & préméditée. Cependant ce seroit s'abuser de croire que c'est la reconnoissance que le Roi a faite de l'indépendance des Treize Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale qui a irrité le Roi d'Angleterre ; ce Prince n'ignore pas sans doute tous les exemples de ce genre que fournissent les annales britanniques & même son propre règne : son ressentiment a eu un tout autre principe. Le Traité de la France prévenoit & rendoit inutile le plan formé à Londres d'une coalition momentanée & précaire avec l'Amérique , & il faisoit échouer les projets secrets qui avoient conduit Sa Majesté Britannique à une pareille démarche : la véritable cause de l'animosité que le Roi d'Angleterre a manifestée & qu'il a communiquée à son Parlement, n'est autre que de n'avoir pu rallier à sa Couronne les Américains pour les armer contre la France (13).

(13) Voici quel a été le grand projet de l'Angleterre. C'étoit de réunir les Colonies pour les armer contre la Maison de Bourbon , ou de séduire cette Maison par des négociations & des traités artificieux , afin de se venger desdites Colonies après les avoir brouillées avec la France. Le commencement , la suite & la fin des négociations dont on va parler dans cet Exposé découvrent évidemment la vérité de ce projet ;

Une conduite si extraordinaire indiquoit évidemment au Roi à quoi il devoit s'attendre de la part de la Cour de Londres ; & s'il avoit pu lui rester le moindre doute à cet égard, Sa Majesté en eût bientôt trouvé l'éclaircissement dans les préparatifs immenses qui redoublèrent avec la plus étonnante précipitation dans tous les ports d'Angleterre.

Des démonstrations aussi manifestement dirigées contre la France , dûrent faire la loi à Sa Majesté ; elle se mit en état de repousser la force par la force. C'est dans cette vue qu'elle pressa les armemens dans ses ports & qu'elle envoya en Amérique une escadre sous le commandement du Comte d'Estaing.

Il est notoire que les forces de la France furent les premières en état d'agir ; il étoit au pouvoir du Roi de porter à l'Angleterre les coups les plus imprévus & les plus sensibles ; on avouera même que Sa Majesté s'en occupoit , & que ses projets alloient éclater, lorsqu'une parole de paix l'arrêta. Le Roi Catholique lui fit part du désir que la Cour de Londres laissoit entrevoir pour une conciliation par la médiation de l'Espagne. Ce Monarque ne voulut pas paroître comme médiateur sans être assuré préalablement d'une acceptation claire & positive , dans le cas où il offriroit son entremise , & sans connoître

& c'est aussi ce qu'il sera aisé d'inférer des faits contenus dans les notes qui suivent.

les objets principaux qui pourroient servir de base à la négociation (14).

Le Roi reçut cette ouverture avec une satisfaction proportionnée au vœu qu'il a toujours fait pour le maintien de la paix. Quoique le Roi d'Espagne eût déclaré d'abord qu'il lui étoit indifférent qu'on acceptât ou qu'on refusât sa médiation, & que notwithstanding les ouvertures qu'il faisoit, il laissât le Roi son neveu dans une entière liberté d'agir selon ses vues, non-seulement Sa Majesté accepta la médiation, mais elle sus-

(14) Le Roi d'Espagne ne pouvoit pas procéder avec plus de circonspection qu'il ne l'a fait, pour ne pas s'engager dans une médiation infructueuse & s'envelopper dans ses suites; aussi s'est-il expliqué dans les mêmes termes avec la Cour d'Angleterre qu'avec celle de France, ayant donné ses ordres le 19 Avril au Chargé d'affaires, Don Francisco Escarano, pour qu'avant tout il exigeât que le Ministère de Londres » déclarât ouvertement & positivement, si réellement il désiroit d'établir une négociation avec la France par le moyen de Sa Majesté, & quels devoient être les points principaux qui serviroient de base à cette négociation. Ces précautions, & beaucoup d'autres, ont été nécessaires vis-à-vis d'un Ministère toujours accoutumé à parler avec mystère, ambiguité & réserve, & à s'expliquer avec les Ambassadeurs & Ministres Espagnols tout autrement qu'il n'avoit coutume de le faire dans ses dépêches ministérielles adressées à son Ambassadeur à Madrid. Le Cabinet Espagnol, qui n'use point de cette politique, a eu la franchise d'en faire l'observation au Ministère Anglois pendant ladite négociation, sans cesser pour cela d'y procéder avec toute la bonne-foi & la sincérité possibles.

pendit sur le champ la sortie de sa flotte de Brest, & consentit à communiquer ses conditions de paix aussi-tôt que l'Angleterre auroit articulé d'une manière positive son désir pour une réconciliation dans laquelle seroient compris les Etats-Unis de l'Amérique, la France ne devant & ne voulant les abandonner.

Rien assurément ne pouvoit être plus conforme aux intentions apparentes de la Cour de Londres que cette détermination. Le Roi Catholique ne perdit sans doute pas un moment pour agir en conséquence auprès du Roi d'Angleterre & de son Ministère ; mais celui ci ne tarda pas à convaincre la Cour de Madrid, que ses ouvertures de paix n'avoient point été sinceres. Le Ministère Britannique répondit sans détour, qu'il ne pouvoit être question de réconciliation & de paix, qu'après que la France auroit retiré sa Déclaration du 13 Mars de l'année dernière. Cette réponse étoit injurieuse pour l'Espagne comme pour la France, & elle déceloit, de la manière la plus évidente, les vues hostiles de l'Angleterre. Les deux Monarques l'envisagerent sous ce point de vue ; & quoique le Roi, toujours animé par son amour pour la paix, laissât encore Sa Majesté Catholique le maître de donner, s'il le jugeoit à propos, suite à la médiation, ce Prince ordonna à son Chargé d'affaires à

Londres de garder désormais le silence sur cet objet (15).

Cependant l'espoir d'une conciliation flattoit encore le cœur du Roi, lorsque les escadres, commandées par les Amiraux Kerpel & Byron sortirent des ports d'Angleterre : cette démonstration acheva de déchirer le voile léger sous lequel la Cour de Londres cherchoit à cacher ses véritables intentions. Il n'étoit plus permis d'ajouter foi à ses insinuations insidieuses, ni de douter de ses projets d'agression ; & dans cet état des choses, Sa Majesté se trouva forcée de changer la direction des mesures qu'elle avoit prises précédemment pour la sûreté de ses possessions & du commerce de ses sujets. L'événement démontra bientôt combien la prévoyance du Roi avoit été juste. Tout le monde fait de quelle manière la frégate de Sa Majesté, la *Belle-Poule*, fut attaquée par une frégate Angloise, à la vue même des côtes de France ; il n'est pas moins no-

(15) Le 23 & le 25 Mai, ainsi que le premier Juin de l'année dernière, il fut donné des ordres à Escarano, non seulement pour qu'il ne parlât pas davantage sur l'affaire de la médiation, mais encore pour qu'il répât à la Cour de Londres que Sa Majesté Catholique perséveroit & se maintiendrait dans ses dispositions pacifiques » tant que la conduite de l'Angleterre ne le forceroit point à agir autrement ». L'Angleterre ne peut pas se plaindre que l'Espagne ne lui ait pas notifié plusieurs fois cette résolution.

toire que deux autres frégates & un moindre bâtiment furent interceptés par surprise & conduits dans les ports d'Angleterre.

La sortie de l'armée navale que le Roi avoit mise sous les ordres du Comte d'Orvilliers, devint nécessaire pour rompre les desseins des ennemis de la Couronne, & pour venger les insultes qu'ils venoient de faire à son pavillon. La Providence fit triompher les armes de Sa Majesté: le Comte d'Orvilliers attaqué par la flotte Angloise, la combattit & la força à la retraite après lui avoir causé un dommage considérable.

Depuis cette époque les hostilités ont continué entre les deux Couronnes, sans déclaration de guerre (16). La Cour de Londres n'en a point fait, parce qu'elle manquoit de moyens pour la justifier; d'ailleurs elle n'a osé accuser publiquement la France d'être l'agresseur, après l'enlèvement que les escadres Angloises avoient fait de trois bâtimens de Sa Majesté, & elle sentoît qu'elle auroit eu trop à rougir lorsque l'exécution des ordres qu'elle avoit fait passer clandestinement aux Indes (17), auroit éclairé

(16) Par tout ce qui a déjà été exposé dans les notes précédentes, on voit que l'Angleterre ne cessoit de se permettre des hostilités égales ou encore plus offensantes contre le territoire & le pavillon Espagnol, à l'ombre des plus cordiales protestations de paix & d'amitié.

(17) Il ne seroit pas étonnant que des ordres se

l'Europe sur la confiance qu'on devoit à ses dispositions pacifiques, & auroit mis toutes les Puissances en état de juger à laquelle des deux, de la France ou de l'Angleterre, devoit être décernée la qualification de *perfidie* que le Ministère Anglois ne perd aucune occasion de donner à la France. Quant au Roi, s'il a différé de porter à la connoissance de toutes les Nations la multiplicité des griefs qu'il avoit contre la Cour de Londres, & de démontrer la nécessité absolue où elle l'a mis de prendre les armes, c'est qu'il ne cessoit de se flatter que le Ministère Britannique rentreroit enfin en lui-même, & que la justice, & plus encore la position critique dans laquelle il avoit mis sa patrie, l'engageroit à changer de conduite.

Cette espérance paroissoit d'autant mieux

crets pareils à ceux qui ont été donnés pour s'emparer des établissemens François dans l'Inde, eussent été expédiés par le Gouvernement Britannique au commencement de l'année présente pour envahir les Philippines, & que les Commissaires envoyés peu après par la voie d'Alexandrie & de Suez, aient été porteurs de ces ordres. Du moins telle a été & telle est l'opinion des personnes les plus sensées & les mieux instruites à la Cour même de Londres. Le tems expliquera ces énigmes, & l'univers connoîtra pleinement par quels procédés le Cabinet Anglois a répondu aux généreux procédés du Roi d'Espagne dans le tems même que Sa Majesté travailloit à lui obtenir une paix décente & à délivrer la nation Angloise de grandes calamités & de grandes disgraces.

clxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
fondée, que les Ministres Anglois ne cessioient
de détacher des émissaires pour sonder les
dispositions du Roi, tandis que le Roi d'Es-
pagne continuoit de lui parler de paix (18).

(18) Sa Majesté Catholique continua ses offices
auprès du Roi Très-Chrétien pour procurer la paix,
non-seulement parce que ses sentimens de religion &
de piété, ainsi que sa tendresse pour ses Sujets & ses
principes d'humanité lui dictoient cette conduite,
mais aussi parce que la Cour de Londres continuoit
à montrer le desir d'un arrangement ou accommodement
avec la France. En effet, à peine le Marquis
d'Almodovar fut-il arrivé à Londres, qu'il écrivit en
Espagne, le 14 Septembre 1778, que dans un long
entretien qu'il venoit d'avoir avec le Vicomte de
Weymouth, ce Ministre avoit fini en disant, « que
le Roi son maître connoissoit les favorables disposi-
tions de Sa Majesté Catholique; qu'il étoit touché des
preuves d'amitié qu'il en recevoit, & qu'il désireroit
bien sincèrement mettre fin par la médiation de Sa
Majesté Catholique à la guerre actuelle, ne doutant
pas qu'on ne parvînt à sauver l'honneur de la Cour-
onne de la Grande-Bretagne, sans faire le moindre
tort à celui de la France. »

D'après les mêmes principes, Weymouth pria Al-
modovar d'éviter dans sa dépêche, comme il assura
qu'il feroit dans la sienne, d'employer ces mots, *de-
mander la médiation*, au lieu desquels il falloit
mettre, *désirer la médiation, & accepter l'interpo-
sition des bons offices de Sa Majesté Catholique
dans cette affaire*. Le Baron de Grantham s'expli-
qua en substance dans les mêmes termes à Madrid,
& en conséquence le Roi Catholique fit remettre,
comme effectivement on remit à cet Ambassadeur, le
28 du même mois de Septembre, une note ou Mé-
moire dont il fut envoyé copie au Marquis d'Almo-

Sa Majesté loin de démentir les sentimens qu'elle avoit toujours manifestés , se prêta

dovar , pour qu'il en instruisît le Gouvernement Anglois. Il a paru indispensable de copier ici la réponse contenue dans ledit Mémoire : elle donnera des lumières pour l'intelligence du progrès de cette négociation.

» Le Roi , (ce sont les termes du Mémoire ,) d'après ce qu'écrit son Ambassadeur le Marquis d'Almodovar , excité par ses principes d'humanité , aussi bien que par le désir d'entretenir l'amitié avec les Rois de France & de la Grande-Bretagne , & pour qu'on ne puisse jamais lui reprocher d'avoir refusé de contribuer à la tranquillité de l'Europe , en ce qui pouvoit dépendre de lui , a résolu de déclarer à l'une & à l'autre Cour , que si elles veulent sincèrement entrer en négociation pour un arrangement par la médiation de Sa Majesté , sans que l'honneur de l'une ou de l'autre puisse souffrir par des avances qu'elles auroient faites , le moyen le plus convenable & le plus décent seroit que chacune fit remettre , sans délai , & dans le même tems , entre les mains du Roi , les points ou articles qu'elle voudroit obtenir ou s'assurer par le traité : que le Roi Catholique communiqueroit respectivement à chaque Cour ce que l'autre aura exposé , pour qu'elle puisse modifier ou contredire , & en général manifester sa pensée : que sur la connoissance que Sa Majesté aura des intentions de l'une & de l'autre , elle proposeroit son plan de pacification pour terminer l'accommodement : qu'on feroit entrer dans cette Négociation la manière de s'arranger avec les Colonies , ce qui est indispensablement nécessaire pour la tranquillité qu'on désire : & enfin qu'en même tems on traiteroit & on concluroit entre l'Espagne & l'Angleterre les points relatifs aux intérêts de ces deux Couronnes. Le Roi Catholique verroit avec peine qu'on ne se conformât pas dès-à-présent à ce plan ,

CLXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
au contraire avec empressement aux nouvelles exhortations du Roi son oncle, &

ou qu'on n'entamât pas sincèrement cette négociation ; puisque , malgré le desir dont est remplie Sa Majesté de procurer la paix , elle prévoit que les circonstances de la guerre actuelle la forceront à prendre un parti , surtout attendu les dommages réels & les dépenses que lui occasionnent les armemens qu'il lui a fallu faire pour faire respecter son Pavillon & ses droits ; d'autant que nonobstant ces armemens , on ne cesse point de répéter des insultes préjudiciables à ses Sujets. «

La conclusion de cette réponse ne laissa pas de causer quelque inquiétude à la Cour de Londres ; mais cela ne l'empêcha cependant pas d'expédier une Frégate qui entra le 10 Novembre dans le port de la Corogne , avec des paquets pour le Baron de Grantham , lesquels contenoient la réponse de la même Cour , que ce Ministre remit le 14 dudit mois de Novembre. Son contenu se réduisoit à accepter avec reconnoissance la médiation de Sa Majesté Catholique pour concilier les différends entre l'Angleterre & la France , en proposant que cette Puissance retirât les secours qu'elle prêtoit aux Colonies. Quant aux points relatifs aux intérêts réciproques de la Grande-Bretagne & de l'Espagne , on déclaroit dans cette réponse , que , dans tous les tems , Sa Majesté Britannique étoit prête & désireroit d'entrer dans cette discussion , ayant la plus grande envie de terminer ces différends , de maniere à consolider une union avantageuse aux deux Empires. Le Roi Catholique , pour remplir la promesse qu'il avoit faite aux deux Cours , leur communiqua , le 20 Novembre , les prétentions , propositions & ouvertures qu'on avoit respectivement faites ; s'efforçant de leur persuader , par diverses raisons , de chercher les moyens ou tempéramens les plus capables de produire une conciliation

pour convaincre ce Prince de sa sincérité & de sa persévérance, elle lui confia sans ré-

aussi sincère qu'honorable. En même tems on écrivit au Marquis d'Almodovar ce qui suit.

» Pour ce qui est d'un arrangement sur nos propres intérêts, Votre Excellence est également autorisée à en traiter, & il convient qu'elle emploie pour cet objet important les derniers efforts de son zèle. Le Roi desirant sincèrement de conserver la paix, ressentira la plus vive satisfaction de voir tous ces différends terminés.

» Pour y parvenir, Votre Excellence rappellera au Ministère Anglois le zèle que l'Espagne a mis, quelques critiques que fussent les circonstances actuelles, à faire éclater son impartialité. Mais ne manquez pas de représenter en même tems combien la Marine angloise y a mal répondu, & continue d'y répondre mal, ainsi que le prouvent les insultes presque journalières qu'essuient nos vaisseaux dans toutes les mers, & même jusque sur les côtes & dans les ports de la Péninsule. Le Ministère Anglois doit sentir qu'après des excès aussi répétés, & qui n'ont jamais été ni repoussés ni châtiés, les plus belles protestations de sa part perdent toute leur force, sur-tout quand il y a déjà plusieurs années que nous ne cessons d'exposer nos plaintes dans les termes les plus affectueux & les plus honnêtes.

» Votre Excellence n'ignore point ce qui est réglé par les Préliminaires du Traité de Paris de 1763, article 15, concernant les établissemens des Anglois dans la baye de Honduras, & dans les territoires adjacens. On y a stipulé en termes exprès qu'ils démoliroient *aussi-tôt* toutes les fortifications quelconques qui y auroient été construites, & qu'on ne toléreroit que quelques habitations ou magasins, en observant de ne pas les troubler dans la coupe & le

clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
serve les conditions modérées auxquelles
elle étoit prête de poser les armes.

transport du bois de teinture dans les lieux où on les
en a laissé précédemment jouir, & qui ont toujours
été reconnus pour être du territoire espagnol «.

» Non-seulement on n'a point exécuté cette démo-
lition ; mais on a même ajouté aux anciennes fortifi-
cations. Elles sont défendues par de l'artillerie & des
troupes, de sorte que ces peuplades sont devenues
un Gouvernement militaire avec Patentes & autori-
sation de la Cour de Londres. Enfin c'est aujourd'hui
une Colonie permanente, qui a usurpé le terrain
qu'elle occupe, par une contravention formelle aux
Traités.

» Les Anglois ont tenté d'autres entreprises sem-
blables sur diverses parties de cette vaste côte ;
comme vous le verrez par les papiers de l'ambassade.
Vous pourrez y remarquer l'artifice des Anglois, en
armant les Indiens contre les Espagnols. Comme on
ne pourroit pas établir une amitié sincère & solide,
sans remédier à des préjudices aussi notoires, & sans
faire en sorte qu'ils n'aient plus lieu par la suite, il
faudroit régler de bonne foi tous ces points, & passer
ensuite à d'autres avec la même franchise, & dans
la persuasion qu'on ne trouvera jamais de meilleures
dispositions que dans notre auguste Souverain.

» Déjà plus d'une fois, j'ai informé Votre Excel-
lence (ainsi que j'avois fait vis-à-vis de votre Prédé-
cesseur) des outrages de toutes especes que nous avons
essuyés du côté de la Louisiane, où on nous a dé-
bauché les Indiens nos amis, en leur donnant des
armes & des munitions pour agir contre nous, où on
a insulté nos établissemens & nos peuplades espa-
gnoles, où enfin on a menacé avec des vaisseaux de
guerre la capitale même, sous des prétextes aussi fri-
voles que mal fondés. Je dirai seulement à cet égard

Le Roi Catholique communiqua à la Cour de Londres les assurances qu'il venoit de

que les extorsions n'ont point cessé de ce côté-là, & qu'il y faut un prompt remède «.

» Enfin, Votre Excellence est bien informée des insultes que nous avons essuyées, & des ménagemens que nous méritons, tant pour notre conduite passée que pour notre conduite présente. D'après cela, Votre Excellence fera valoir nos droits avec beaucoup de cordialité & de modération, pour que le Ministère Anglois soit bien convaincu de la franchise & de la sincérité avec laquelle nous agissons, ainsi que de la nécessité qu'il y a de régler une fois pour toutes tous nos différends & nos intérêts, en arrachant jusqu'aux racines de tous démêlés futurs, pour le bien réciproque des deux Nations. A cet égard je me réfère aux instructions données à Votre Excellence. Vous avez sur ces objets tous les pouvoirs possibles; & on vous donnera encore tous ceux que vous demanderez, & qui vous seront nécessaires pour consolider l'amitié entre les deux Cours; c'est ce point important, ainsi que la pacification générale qui font l'objet des desirs du cœur généreux du Roi. Je suppose aussi que Votre Excellence ne perdra pas de vue que nous ne pouvons nous compromettre en rien contre la France, dont nous devons toujours conserver l'amitié. «

Après tous les faits & toutes les dépêches qu'on vient de rapporter, il doit être inutile d'insister pour faire rendre justice à la circonspection, à la sincérité & à la vivacité avec lesquelles le Roi Catholique s'est efforcé d'établir la paix sur des fondemens solides, & d'obtenir de l'Angleterre la réparation de ces innombrables insultes : on y aura vu aussi l'artifice avec lequel la Cour de Londres affecte aujourd'hui d'être surprise du parti que Sa Majesté vient de prendre, quoique cette Cour n'ait point cessé de répéter les insultes, sans en avoir jamais donné de satisfaction, ou même sans en avoir laissé espérer aucune.

clxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
recevoir de Sa Majesté, & il pressa cette
Cour d'effectuer enfin un rapprochement
pour lequel elle avoit, de son côté, témoi-
gné le plus grand désir ; mais le Ministère
Britannique, en faignant toujours de souhaiter
la paix, ne répondit aux démarches offi-
cieuses du Roi d'Espagne qu'en lui faisant
des propositions déclinatoires & inadmissi-
bles (19).

(19) Les propositions de l'Angleterre en réponse
aux offices de Sa Majesté (du 20 Novembre 1778),
n'arriverent à Madrid que le 13 Janvier 1779. Elles
étoient le résultat d'une conférence du 28 Décembre
entre le Marquis d'Almodovar & le Vicomte de Wey-
mouth.

On peut juger de la conduite du Ministère Anglois
en cette occasion par les expressions suivantes d'une
dépêche du Ministère Espagnol en réponse audit Al-
modovar, en date du 20 Janvier.

» J'ai lu au Roi (ce sont les propres termes de la
dépêche) toute la lettre de Votre Excellence, ainsi
que la pièce que vous a remise le Lord Weymouth,
& j'ai informé en même tems Sa Majesté de tout ce
que le Baron de Grantham m'a communiqué sur ce
même sujet. Cet Ambassadeur m'a remis une copie de
la pièce que le Ministre d'Etat Anglois vous avoit
donnée. Mais on ne trouve, ni dans les explications
du Lord Grantham, ni dans la dépêche qu'il vient
de recevoir de sa Cour, les ouvertures & les ex-
pressions précises qu'on a employées à Londres, en
parlant à Votre Excellence pour engager le Roi à
proposer de lui-même les moyens qui peuvent con-
duire à une conciliation.

» Malgré cela, je ferai part à Votre Excellence,
avec franchise & exactitude, des réflexions que le

Il étoit donc de la dernière évidence que l'Angleterre ne vouloit point la paix, & qu'elle n'avoit d'autre but que de gagner le tems qu'exigeoient ses préparatifs de guerre. Le Roi d'Espagne sentoît parfaitement cette vérité; il ne sentoît pas moins combien sa

Roi a faites, de la résolution que S. M. a prise, & de la manière dont vous devez vous conduire pour la communiquer à Londres & pour en obtenir la réponse, sur quoi cette dépêche vous servira d'instruction.

» Sa Majesté s'apperçoit aujourd'hui que la Cour de Londres s'explique *de vive voix*, autrement que *par écrit* : c'est-à-dire; *de vive voix*, il semble qu'elle n'attende que d'être informée des moyens & des tempéramens convenables que lui proposera Sa Majesté Catholique; & *par écrit*, il paroît que le Ministère Britannique insiste sur ses premières idées, se bornant uniquement à des protestations générales de son desir pour la paix. «

Après les réflexions qu'on vient de voir, on en faisoit d'autres au Marquis d'Almodovar dans la même dépêche, & on lui expliquoit quelques idées de Sa Majesté, ainsi que son desir de trouver un moyen sage & décent de faciliter la pacification. La substance de ces idées se réduisoit à savoir si on pouvoit espérer que le Ministère Anglois consentiroit à l'établissement d'une longue treve entre les Puissances belligérantes & les Colonies, laquelle treve seroit prise sous différens points de vue pour sauver l'honneur de ces Puissances, & en proposant diverses précautions capables de prévenir la crainte d'une nouvelle rupture. Sur cet objet, on se référoit à une négociation postérieure, ou à un Congrès qui se tiendrait dans un lieu neutre & sous la médiation du Roi, où seroient réglés & conclus les Traités que les Puissances auroient à faire entre elles.

excij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

durant la trêve , comme Indépendans de fait ; & pour donner d'autant plus de facilité au Roi d'Angleterre de souscrire à cette condition essentielle , Sa Majesté consentoit que ce Prince traitât avec le Congrès , soit directement , soit par l'entremise du Roi d'Espagne.

En conséquence de ces ouvertures , Sa Majesté Catholique rédigea la proposition qu'il s'agissoit de faire à la Cour de Londres : indépendamment d'une trêve illimitée (21) ,

d'habitans , & suspendre toute violence de l'une & de l'autre part contre les individus respectifs , & leurs biens & effets. Pendant ces treves , les François pourront traiter de leurs affaires particulières , sans donner lieu à des soupçons qui seroient inévitables , s'ils confondoient dans la négociation leurs intérêts particuliers avec les intérêts prétendus de ceux que la France affecte d'appeler ses alliés. Alors Sa Majesté Britannique pourra établir son Gouvernement sur ses propres Etats , sans essuyer l'humiliation de recevoir les conditions qui y sont relatives de la main d'un ennemi déclaré.

(21) Il paroît que l'ouverture faite par la Cour de Londres dans la dépêche dont fait mention la note précédente , pour établir une trêve avec la France & avec les Colonies , ne renferme que cette seule difficulté ; savoir , que les prétentions de ladite Puissance & celle des Provinces Américaines seroient traitées séparément , de sorte que la France ne se mêleroit point de l'arrangement relatif aux intérêts de ces Provinces. C'est ainsi que l'auroit cru alors & que le croira même encore à présent toute personne impartiale & de bonne foi qui lira les ouvertures du Cabinet Anglois dans
durant

durant laquelle les États-Unis seroient regardés comme Indépendans de fait (22) , ce

cette dépêche. D'après cette supposition , on va mettre sous les yeux du Public l'*Ultimatum* des propositions faites par le Roi Catholique aux deux Cours de Paris & de Londres , Sa Majesté s'étant chargée d'applanir les difficultés avec les Colonies, vu qu'on n'avoit point eu le tems de leur communiquer , non plus qu'à la France , cette résolution du Roi Catholique, de laquelle on leur a fait part le 3 Avril de la présente année ; sept jours après qu'on eut reçu la réponse du Cabinet Anglois.

» Si ces ouvertures ou propositions (on rapporte ici à la lettre l'*Ultimatum*) fussent venues aussi tôt que le Roi eut fait les siennes pour dresser le plan de réconciliation , il y a déjà quelque tems qu'on auroit pu lever beaucoup de difficultés par les modifications dont on seroit convenu , dès que la bonne foi & la confiance auroient régné dans la négociation , ainsi que le désir d'en venir à la conclusion d'une paix. Mais après avoir laissé perdre plus de deux mois de tems sans compter celui qui avoit été perdu auparavant , & après qu'il a été reconnu que pendant cet intervalle on n'a point cessé de faire de grandes expéditions & de grands préparatifs , il n'est pas possible de se défendre de soupçonner que l'on cherche à laisser écouler les mois de campagne qui restent , & à continuer la guerre avec vigueur. S'il en étoit ainsi , tous les efforts du Roi pour parvenir à concilier les Puissances belligérantes , seroient inutiles. Cependant, Sa Majesté voulant donner une dernière preuve de ses sentimens d'humanité , & faire voir qu'elle a épuisé tous les moyens pour arrêter & empêcher les calamités de la guerre , a fait proposer aux deux Cours le plan suivant , qui sera de sa part l'*Ultimatum* de cette négociation «.

» Qu'il y aura une suspension d'armes indéfinie

CXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Prince voulant épuiser tous les moyens qui pourroient arrêter l'effusion du sang humain,

avec la France, sous la condition qu'elle ne sera point rompue entre les deux Puissances belligérantes, sans que l'avis en ait été donné un an auparavant.

» Que pour que cette suspension d'hostilités rétablisse la sûreté & la bonne foi réciproques entre les deux Couronnes, il y aura un désarmement général dans l'espace d'un mois dans les mers d'Europe, de quatre mois dans celles d'Amérique, & de huit mois ou d'une année dans les mers éloignées d'Afrique & d'Asie. «

» Que dans l'espace d'un mois on conviendra du lieu où doivent s'assembler les Plénipotentiaires des deux Cours pour traiter d'un arrangement définitif de paix & régler les restitutions ou compensations respectives pour les représailles que l'on a faites sans déclaration de guerre, & relativement aux autres sujets de plainte, ou prétentions qu'auroient respectivement l'une & l'autre Couronne; & que pour parvenir à cette fin, le Roi continueroit à employer sa médiation, offrant dès ce moment même pour tenir ce Congrès, la ville de Madrid. «

» Que le Roi de la Grande-Bretagne accorde une pareille suspension d'hostilités séparément aux Colonies Américaines, par l'entremise & la médiation de Sa Majesté Catholique vis-à-vis de qui cette Puissance s'engagera à observer cette suspension, en promettant de ne point la rompre sans en donner avis à Sa Majesté un an auparavant pour qu'elle puisse en informer les mêmes Provinces Américaines, & que l'on réglera pareillement le désarmement réciproque dans le tems & suivant les intervalles qui ont été proposés par rapport à la France; assignant des limites que ne devront point passer ceux de l'un & de l'autre parti dans les lieux & terrains qu'ils se trouveront oc-

prit même sur lui de proposer, relativement à l'Amérique, que chacun resteroit en possession de ce qu'il occuperoit au moment de la signature de la Trêve.

cuper au moment de la ratification de cet accommodement «.

» Que pour regler ces différens objets & autres relatifs à la solidité de ladite suspension & aux effets qu'elle doit produire pendant qu'elle subsistera, un ou plusieurs Commissaires des Colonies, pourront se rendre à Madrid, & Sa Majesté Britannique enverra les siens sous la médiation du Roi (s'il est nécessaire) pour regler les articles ci-dessus, & que pendant ce tems on traitera les Colonies comme indépendantes de fait «.

« Enfin, qu'à la demande de toutes ou de quelque une des Puissances belligérantes, ou bien des Colonies, lesdites Puissances & l'Espagne garantiront les traités ou arrangemens qui se feront: Sa Majesté Catholique accordant dès ce moment sa garantie aux susdits préliminaires. «

Quiconque voudra comparer ces articles avec les ouvertures faites antérieurement par la Cour de Londres, jugera si l'on pouvoit imaginer des propositions plus modérées, ou plus analogues au système expliqué par le Cabinet Anglois. Certainement Sa Majesté Catholique a porté trop loin la modération dans ce plan de conciliation, en se chargeant de l'Emploi difficile d'applanir les difficultés.

(22) La plus grande répugnance qu'ait affecté de montrer le Cabinet Britannique à la vue de cet *Ultimatum* & des propositions du Roi d'Espagne, a porté sur le point de traiter les Colonies comme indépendantes de fait dans l'intervalle de la trêve. C'est une chose fort extraordinaire & même assez bisarre que la Cour de Londres traite les Colonies comme

excvi AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il n'est sans doute personne qui n'eût jugé que ces conditions seroient acceptées ; cependant elles ont été refusées. La Cour de Lon-

indépendantes non seulement de fait , mais même de de droit pendant la guerre , & qu'elle ait de la répugnance à les traiter comme telles seulement de fait pendant une trêve ou suspension d'hostilités. La Convention de Saratoga ; le Général Burgoyne censé prisonnier légitime quand il s'agit de suspendre son procès ; l'Echange & la liberté d'autres prisonniers faits sur les Colons ; la nomination de Commissaires pour aller chercher les Américains dans leurs propres foyers , leur demander la paix & traiter avec eux ou avec le Congrès ; & enfin mille autres actes de cette espèce autorisés par la Cour de Londres ont été & sont certainement des signes non équivoques de reconnaissance de l'Indépendance. Que la Nation Angloise juge & décide elle-même si tous ces actes sont aussi compatibles avec l'honneur de la Couronne Britannique que le seroit la concession faite aux Colonies par l'entremise de Sa Majesté Catholique d'une suspension d'hostilités , l'accommodement de leurs différends & un traitement qui dans cet intervalle les feroit regarder comme indépendantes de fait. On pourroit ajouter à ce qui vient d'être dit ce qu'ont affirmé tous les papiers publics du mois de Février 1778 , d'une proposition faite par le Lord North dans la séance du Parlement du 17 dudit mois , comme d'une chose toute simple que les Commissaires , nommés alors par la Cour de Londres , traiteroient avec les Députés Américains , comme s'ils étoient Plénipotentiaires d'Etats Indépendans , à condition que cette Concession ne préjudicieroit point à la Grande Bretagne , si dans la négociation les Colonies se décidoient à se défaire de l'Indépendance.

des les a rejetées (23) de la manière la plus formelle, & n'a montré de disposition

(23) Il paroîtra incroyable, après ce qui vient d'être rapporté, que la Cour de Londres refuse d'accepter les propositions de *l'Ultimatum* de celle de Madrid, quand même le Cabinet Britannique auroit jugé nécessaire d'y apporter quelque éclaircissement. Cependant, non seulement elle ne les a pas acceptées dans sa réponse donnée le 4 Mai après avoir apporté autant de délais qu'elle put, mais donnant des interprétations forcées & captieuses aux propositions susdites, elle s'est permise de dire que *l'Espagne partoît des prétentions qu'avoient les Colonies d'être des Etats Indépendans & souverains, pour faire cause commune avec elles & avec la France*, & le Cabinet Britannique a fini en disant : que *si les conditions que la Cour de Versailles avoit communiquées à Sa Majesté Catholique ne présentoiént pas un aspect plus favorable pour le Traité, ou que si elles n'étoient pas moins impérieuses & inégales, ce seroit avec le plus grand regret que le Roi de la Grande Bretagne se verroit frustré des espérances qu'il avoit toujours conçues de l'heureux rétablissement de la paix tant pour ses sujets que pour tout le monde.*

Si ce n'est pas là manquer aux égards dus au Roi médiateur par une véritable provocation & par une incon séquence évidente, il sera difficile de trouver des expressions qui y soient plus propres. Sa Majesté Catholique ne faisoit point cause commune avec la France & les Colonies dans ses dernières propositions, & elles n'étoient point faites par la France, puisqu'il est certain que jusqu'alors Sa Majesté Catholique ne les lui avoit point communiquées, & qu'elle n'avoit pas pu les lui communiquer, faute de tems, avant de les remettre à la Cour de Londres. Ainsi, tout l'apparat de ces paroles hautaines du Ministère Anglois, se réduit à dire que malgré l'ouverture faite par ce

cxcviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
à la Paix, qu'autant que le Roi abandonneroit les Américains à eux-mêmes.

Après une déclaration aussi tranchante, la continuation de la Guerre est devenue inévitable ; & dès-lors Sa Majesté a dû inviter le

même Ministère, le 16 Mars, il aimoit mieux la guerre, que de devoir la paix ou même la treve au Roi médiateur, auquel il insultoit pour le provoquer, en l'accusant d'être partial, de s'être ligué avec les ennemis de la Grande-Bretagne, d'avoir un ton impérieux, & d'être capable de proposer des conditions inégales.

Ajoutez à tout ce qui vient d'être dit, que dans le même tems où le Cabinet Britannique répondoit dans les termes rapportés ci-dessus au Roi d'Espagne, il cherchoit par le moyen d'Emissaires & d'offres considérables à détacher la Cour de France des Colonies, & à s'accommoder avec cette Cour. Il y a plus encore. Dans le même tems, ledit Ministère Anglois s'occupoit pareillement à faire, par le canal d'un autre Emissaire, différentes propositions au Docteur Franklin Ministre des Colonies, résidant à Paris, pour s'accommoder avec elles, & les détacher de la France, moyennant certaines conditions presque semblables à celles qu'il a rejetées quand elles sont venues de Sa Majesté Catholique, ou pour mieux dire, en faisant des offres beaucoup plus favorables à ces Colonies. Les choses furent portées jusqu'au point, que ledit Traité fut dressé en articles formels avec différentes explications ; & il se faisoit sous l'autorité d'un des principaux Ministres Anglois. Il seroit facile d'instruire le public de tous ces détails, & de beaucoup d'autres choses encore, en mettant sous ses yeux des copies bien entières & bien constatées des pieces, si cela étoit nécessaire, ou si l'on y étoit forcé par cet ennemi implacable, à l'égard duquel l'Espagne de son côté s'est toujours conduite avec la plus grande modération.

Roi Catholique à se joindre à Elle , en vertu de leurs engagemens (24) , pour venger leurs griefs respectifs , & pour mettre un terme à l'empire tyrannique que l'Angleterre a usurpé ,

(24) Les véritables intentions de la Cour de Londres étant découvertes , le Roi Catholique ne pouvoit pas enfin se dispenser de remplir dans toute leur étendue les Traités conclus avec la France. Par l'exposé qui a été fait dans la note précédente , il paroît évidemment que tout l'objet de la politique angloise étoit de désunir les deux Cours de Madrid & de Paris par le moyen des suggestions & des offres faites à cette dernière ; de détacher pareillement les Colonies , si on le pouvoit , des engagemens qu'elles avoient contractés avec la France pour les armer contre la Maison de Bourbon , ou bien pour les opprimer quand elle les verroit seules sans protecteurs ni garans de tout traité quelconque qu'elles feroient avec le Ministère Britannique. Voici ensuite le piège dans lequel ce Ministère cherchoit à faire tomber les Etats Américains. Il essayoit de les tenter par des promesses flatteuses & magnifiques , pour s'arranger avec eux sans l'entremise de l'Espagne & de la France ; & pour que ce même Cabinet restât toujours l'arbitre du sort des Colonies dans l'exécution des traités ou accommodemens qu'elles feroient. Mais le Roi Catholique , fidele d'un côté à l'observation des engagemens qui le lient avec le Roi Très-Chrétien son neveu , équitable de l'autre envers ses propres Sujets qu'il doit protéger & soutenir contre tant d'insultes , & enfin rempli d'humanité & de compassion pour les autres individus qui supportent les calamités de la présente guerre , est dans l'intention de la poursuivre , & de faire tous les efforts qui sont en son pouvoir pour parvenir à une paix solide & durable , avec les sûretés convenables pour en garantir l'observation.

cc AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& prétend conserver sur toutes les Mers (25).

L'exposé succinct qui vient d'être fait des vues politiques, des procédés & des événemens successifs qui ont occasionné la rupture

(25) Pour parvenir, comme il a été dit, au but désiré d'une paix solide, il est nécessaire de réprimer & d'anéantir les maximes arbitraires de la Marine Angloise, & c'est l'intérêt de toutes les Puissances maritimes, & même de toutes les Nations en général. Le Roi Catholique a fait tout ce qui étoit en son pouvoir pour faire cesser les insultes appuyées sur ces maximes; mais il n'a pu y parvenir par les voies amicales. Au contraire les outrages ont continué à s'aggraver, comme on l'a vu, même pendant la négociation entamée avec l'Angleterre par la médiation dudit Monarque. La Cour de Londres en est venue à ne vouloir plus convenir dans ces derniers tems qu'elle devoit ajuster ses différends avec l'Espagne, comme il avoit été dit. Dans le même mois de Mai où s'est terminée cette négociation, on a reçu la nouvelle de la violence commise par les bâtimens anglois & leurs équipages dans la rivière de Saint Jean, baye de Honduras, dont il a été fait mention dans la note première, & l'on a appris pareillement avec beaucoup de probabilité que le Cabinet Anglois avoit donné des ordres anticipés pour envahir les Philippines.

D'après de tels faits & un pareil début, le monde impartial pourra juger cette fameuse querelle, & décider si la déclaration présentée par le Marquis d'Almodovar le 16 Juin n'est pas fondée sur la raison & sur la vérité. En attendant il est bon d'observer que dès le 18 du même mois la Cour de Londres a expédié ses ordres pour commettre des hostilités & faire la course par voie de représailles contre l'Espagne, & que celle-ci n'a donné de son côté de pareils ordres que lorsque cette nouvelle lui est parvenue.

entre les Cours de Versailles & de Londres , mettra l'Europe en état de faire le parallèle entre la conduite du Roi & celle du Roi d'Angleterre, de rendre justice à la pureté & à la droiture des intentions qui ont dirigé celle de Sa Majesté, & de juger lequel des deux Souverains est le véritable auteur de la guerre qui afflige leurs Etats , & lequel des deux sera responsable des malheurs qu'elle entraînera après elle.

NOTA.

Au moment où l'on finit l'impression du présent Ecrit , nous recevons & nous voyons déjà copiée dans divers Papiers publics la réponse que le Ministère Britannique entend opposer à la Déclaration présentée à Londres par le Marquis d'Almodovar lorsqu'il s'est retiré. Le monde impartial & judicieux saura apprécier cette Réponse à sa juste valeur , lorsqu'il aura lu attentivement cette Déclaration & les notes précédentes dont elle est actuellement appuyée. On voit dans ces notes la candeur , la droiture , l'honnêteté du Cabinet Espagnol , & la suite qu'il met dans sa conduite & dans ses raisonnemens. Ce Cabinet se sent la confiance de demander aujourd'hui à toute l'Europe si elle croit qu'il soit possible de conserver une vraie amitié , d'entamer une sincère négociation , ou de conclure de bonne foi aucun traité avec des gens qui ne se font point une affaire de nier ou d'altérer les faits les mieux prouvés , des faits aussi clairs & aussi positifs que ceux qui ont été exposés & détaillés dans ces notes.

VOICI, vraisemblablement, la pièce dont parle ce *Postscriptum* Espagnol. On l'a copiée sur les Gazettes Hollandoises du 30 Juillet où elle a paru, dit-on, en (a) original, & d'où elle a passé traduite dans les Papiers Anglois. Il ne paroitra pas fort extraordinaire qu'elle ait été désavouée par la gazette appelée *Morning-Post*, qui passe pour être une production ministérielle. Voici en quels termes s'est fait ce désaveu :

» Nous sommes autorisés à déclarer qu'on ne doit donner aucune attention à un Écrit qui a paru dans certaines gazettes, sous le titre de *Réponse envoyée par le Lord Vicomte de Weymouth au Marquis d'Almodovar*, datée du 13 Juillet 1779. Cette pièce, dans tout son contenu, porte tellement le caractère de l'imposture, que ce seroit perdre son tems que de s'amuser à en faire voir la fausseté. «

Le Marquis d'Almodovar, ci-devant Ambassadeur de Sa Majesté Catholique à cette Cour, est parti subitement, laissant au Vicomte Weymouth, Secrétaire de Sa Majesté Britannique, une déclaration de guerre, soutenue d'un Exposé des Motifs que sa Cour met en avant pour justifier une démarche aussi

(a) Cet original, comparé avec la même pièce copiée dans les papiers Anglois, il s'y trouve des différences importantes. On a essayé de restituer ici le texte d'après l'édition en langue Angloise.

violente. Dans cet Exposé, l'Espagne affecte de se plaindre en général du peu de desir du Roi de maintenir la paix, & en particulier des insultes faites au Pavillon Espagnol, & de la violation du territoire de Sa Majesté Catholique. Comme rien n'étoit plus éloigné des intentions du Roi que de violer l'amitié qui subsistoit entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, c'est par les ordres de Sa Majesté que ledit Vicomte Weymouth va donner une telle représentation des objets dont il est question dans la susdite Déclaration, qu'il ne doute pas qu'elle ne mette dans le plus grand jour la sincérité avec laquelle Sa Majesté a cherché à maintenir la tranquillité générale. Le peu de desir de la paix, qu'on suppose au Roi, se déduit de la conduite qu'on attribue à la Grande-Bretagne durant la dernière négociation, après des professions de l'impartialité de Sa Majesté Catholique, son offre de médiation entre la Grande-Bretagne & la France, & l'acceptation qui en fut faite, la Déclaration affirme qu'on a fait les démarches les plus énergiques, & celles qui devoient produire le plus d'effet, pour amener les deux Puissances à un accommodement également honorable pour les deux Parties : qu'à cette fin, on a proposé de sages tempéramens ; mais que, quoique ces propositions aient été conformes à celles qu'en d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit jugées

éciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

convenables pour un accommodement , elles ont été rejetées d'une maniere qui ne prouve que trop bien le peu de desir qu'a le Cabinet Britannique de rendre la paix à l'Europe , & de conserver l'amitié du Roi Catholique.

Les conditions proposées par la France , étoient au dernier point injurieuses & inadmissibles ; & le Roi avoit expressément déclaré qu'il les regardoit comme telles. Il étoit clair que le tempérament proposé par l'Espagne , tendoit inévitablement à assurer & à rendre effectives ces mêmes conditions injurieuses qui venoient d'être déclarées inadmissibles. Les pernicieuses conséquences du tempérament proposé avoient été expliquées à la Cour d'Espagne , par les ordres du Roi , de la maniere la plus amicale , & on l'avoit expressément rejeté : si cela eût été autrement , il n'y auroit point eu de raison pour un *Ultimatum* ; & ce ne fut pas sans étonnement qu'après cette première réponse , le Roi reçut un *Ultimatum* de la Cour d'Espagne , non-seulement contenant les mêmes propositions que celles qui avoient été rejetées , mais énoncées avec très-peu de variation dans la forme. La déclaration fait entendre , que la Cour d'Espagne avoit annoncé , le 28 de Septembre dernier , aux Puissances belligérantes , qu'au cas où la négociation ne produiroit aucun effet , elle prendroit un parti. Si le parti que l'Espagne prend ouvertement aujourd'hui

d'hui, est celui que dès ce tems-là même elle étoit secrètement dans l'intention de prendre, il eût mieux convenu à sa dignité de l'avouer dès-lors, & de se ranger ouvertement sous les bannieres de la France. Au lieu de cette conduite, la Cour de Madrid, affectant l'impartialité, a offert de négocier par sa médiation, & non pas de dicter les conditions de la paix, promettant à chaque Cour la communication des conditions exigées par l'autre, afin qu'elles pussent être modifiées, expliquées ou bien rejetées. Quand les conditions proposées par la France eurent été rejetées, qu'on déclara à l'Espagne que ces tempéramens ne pouvoient être acceptés, & qu'elle retirât sa médiation : cette démarche même a été accompagnée d'assurances que l'amitié subsistante entre les deux Nations n'en seroit point interrompue. Cela est si vrai, que même dans la déclaration actuelle, qui déclare des hostilités de la part de l'Espagne, on n'a pas osé prétendre que la non-acceptation des tempéramens proposés soit une des causes de la guerre : si on l'insinue, c'est une raison de plus qu'à Sa Majesté de se plaindre de l'injustice & de l'arrogance d'une semblable prétention. Les causes de la guerre que l'Espagne a jugé à propos de mettre en avant, sont, les insultes faites à son pavillon, & la violation de son territoire. Quant aux premières, voici les termes du Mémoire α : On a fait des prises;

on a visité & pillé des bâtimens ; on a fait feu sur un grand nombre qui ont été forcés à se défendre ; on a ouvert & mis en pièce les Registres & les Paquets de la Cour même trouvés à bord des paquebots-couriers de Sa Majesté Catholique «. Toutes sortes de Navires Américains ont été reçus dans les ports de l'Espagne ; ils ont été munis de fausses lettres de mer , & ont porté le pavillon espagnol ; leurs Corsaires ont pillé sans distinction de Pays ; & telle a été l'industrie du Ministère Espagnol à accumuler des griefs , qu'il a représenté ces déprédations mêmes comme des injures reçues de la part de la Grande-Bretagne. Ces plaintes , qui en tout n'ont pas été au-delà de vingt-quatre , ne spécifioient souvent aucun auteur de l'insulte supposée reçue ; celles qui l'ont fait , étoient souvent mal-fondées , & en général frivoles. On convient cependant que les réponses ont été amicales. Le Roi pensoit qu'il étoit digne de lui , non-seulement d'employer les précautions les plus propres à prévenir les désordres qui pourroient blesser les Nations neutres , mais encore de faire tous ses efforts pour les punir & les réparer. Telle a été sa conduite toutes les fois qu'il a été possible de découvrir & de convaincre les coupables. Parmi des opérations aussi vastes que l'ont été celles de cette guerre , il n'est pas étonnant qu'il se soit commis quelques irrégularités ; mais quand de tels cas

ont été prouvés, restitution a été faite, avec d'amples dommages, & tous les frais. On a avancé que Sa Majesté Catholique a déclaré formellement à la Cour de Londres, dès que la France a commencé les hostilités, que la conduite de la Grande-Bretagne seroit la règle de celle que l'Espagne auroit à tenir. Néanmoins treize vaisseaux anglois ont été saisis, & l'on est encore à apprendre sous quel prétexte, ou par quel ordre, quoique le Roi ait ordonné qu'on fît les représentations qui sont d'usage en pareil cas entre les Nations qui sont en amitié; ce que Sa Majesté a fait, parce qu'elle n'a pas pu attribuer ces saisies à un dessein perfide & ennemi, jusqu'à ce que la déclaration présente eût expliqué la conduite de la Cour de Madrid.

La violation prétendue du territoire de l'Espagne se réduit à quatre chefs différens. Premièrement, il est dit qu'on a menacé les domaines de la couronne espagnole en Amérique; & on n'articule ni les tems, ni les lieux, ni les circonstances. En second lieu, le Mémoire porte qu'on a soulevé les Nations Indiennes contre les innocens Habitans de la Louisiane, qui auroient été la victime de leur fureur, si les Chactas eux-mêmes ne se fussent repentis & n'eussent révélé le complot. Il est avéré que le Gouverneur de la Nouvelle-Orléans a tâché de séduire les Chactas, & qu'il a reçu avec amitié les peuplades qui dévastotent les possessions angloi-

ses occidentales. Ces peuplades ont été ramenées, mais elles n'ont pas été excitées contre le territoire espagnol; on ne l'a point tenté; on n'en a point eu l'idée. La déclaration affirme, « que ces différens griefs ont été formellement représentés à la Cour de Londres, & que vu la nature équivoque & les expressions peu assurées de ces deux derniers articles, de telles représentations étoient spécialement nécessaires à l'observation exacte de la bonne foi que se doivent l'une à l'autre des Nations en amitié. Il n'est pas vrai qu'on ait fait aucune représentation sur l'un ou sur l'autre des articles précédens, auxquels il eût été aisé de faire les réponses les plus amples & les plus satisfaisantes. Il est dit, en troisième lieu, qu'on a usurpé la souveraineté de Sa Majesté Catholique dans la Province de Darien, & sur la Côte de Saint-Blaise, le Gouvernement de la Jamaïque ayant accordé à un Indien la patente de Capitaine-général de ces Provinces. Il a été envoyé des instructions le 28 d'Avril dernier, suivant la manière usitée par les Nations qui sont en amitié. Aucune information sur cette Affaire n'ayant été transmise de la Jamaïque, on a écrit de nouveau pour avoir des éclaircissemens sur ce fait, mais le tems n'a pas encore suffi pour recevoir la réponse. Enfin il est dit qu'on a violé le territoire de la baye d'Honduras, en y exerçant des actes d'hostilité contre des Espagnols

pagnols, qu'on a emprisonnés, & dont on a envahi les maisons, & que la Cour de Londres avoit jusqu'ici négligé d'accomplir ce que stipule relativement à cette côte l'article seizieme du Traité de Paris. Ce qui regarde la fréquentation de la baye d'Honduras par les Sujets de l'Angleterre, a été réglé par l'article qu'on cite, & définitivement arrangé avec la Cour d'Espagne en 1764. Depuis ce tems, il n'y a eu aucune plainte de part ou d'autre, & cette Cour ignore qu'il en existe aucun sujet. Ce n'est point certainement ici un de ces griefs que la Déclaration suppose avoir été détaillés dans des Mémoires remis au Ministère de Londres, ou à l'Ambassadeur du Roi à Madrid. Telles sont les causes alléguées par la Cour d'Espagne, au nom de Sa Majesté Catholique, comme la justifiant devant Dieu & devant l'Univers d'avoir commencé les hostilités contre la Grande-Bretagne. Le Roi s'en rapporte à la position actuelle des affaires, la même que celle qui subsiste depuis la conclusion du dernier Traité, comme à une preuve effective, qu'aucune tentative de sa part n'a indiqué une disposition à violer ce Traité. Il s'en rapporte à la suite toujours uniforme de sa conduite depuis cette époque, pour fournir des preuves également fortes qu'il a tâché de le maintenir avec toute l'affiduité & tout le soin qu'exigeoient de lui les intérêts de l'humanité & le bonheur de ses Sujets. Il s'en rapporte enfin

CCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

à la conduite de ses Ennemis , & spécialement à la susdite Déclaration de la Cour d'Espagne , pour fournir la dernière preuve de la nécessité à laquelle il est réduit de défendre les droits de sa Couronne & de son Peuple , contre un projet décidé de les envahir , projet auquel la Cour d'Espagne participe enfin ouvertement , sans même donner la moindre raison qui puisse colorer un tel procédé.

QUELLE que soit la vraie opinion du Ministère Anglois sur cet écrit , on reconnoitra , comme l'annonce l'Espagne , qu'il n'y a pas une seule de ses allégations qui ne soit confondue dans l'exposé des motifs de cette Cour , qui vraisemblablement restera sans réponse avouée ou non avouée.

F I N.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 12 Septembre 1779.

DANS le moment actuel, Monsieur ; toutes les observations qui se font dans les deux partis sur l'état des affaires, sont extrêmement intéressantes à saisir pour l'instruction & les connoissances qu'elles peuvent donner. Voici celles qui, depuis quelques jours, m'ont paru mériter le plus votre attention.

*Les véritables motifs du Ministère dans sa
conduite.*

On prétend que l'Administration ne croit point du tout que l'Angleterre soit menacée sérieusement d'une invasion ; voici sur quoi on se fonde. 1.^o Parce que les personnes qui ont le plus à perdre par cet événement n'ont pas donné un sou pour les souscriptions destinées à en prévenir les funestes conséquences. 2.^o Parce que différens personnages attachés à la constitution, n'ont point pu faire accepter l'offre qu'ils ont faite de le-

ver des corps de troupes pour la défense de leur patrie. 3.^o Parce que les Ministres, malgré tous les soins qu'ils se sont donnés pour porter au plus haut point la terreur du peuple sur le danger imminent d'une invasion, paroissent être dans la sécurité la plus parfaite à ce sujet. 4.^o Parce que ces mêmes Ministres, qui ont employé leurs agens dans toute l'étendue du Royaume pour engager les peuples à secourir le Gouvernement par de fortes souscriptions, se sont prudemment dispensés d'y prendre part, ou n'ont donné que des miseres. Si les Ministres croyoient le danger sérieux, n'auroit on pas vu tous ceux qui occupent les places lucratives de l'administration, sacrifier une partie de leurs richesses à la défense d'un état qui les soudoie magnifiquement ?

Mais s'il n'y a pas de danger. pourquoi demander des souscriptions ? Il y a des personnes qui prétendent répondre à cette question en faisant celle-ci à leur tour. 1.^o Quoique les Ministres pensent que nous ne devons avoir aucune crainte d'une invasion dans la Grande-Bretagne, n'ont-ils pas de bonnes raisons pour se défier du ressentiment d'une nation justement irritée contre des hommes dont les bévues ou les prévarications ont démembré l'Empire Britannique & l'ont réduit à l'état de détresse & de misere où il se voit plongé. 2.^o Si les Ministres appréhendent notre ressentiment, que peuvent-ils faire de

mieux pour s'y soustraire que de nous éprouver par des souscriptions en même tems qu'ils employeront à leur défense personnelle la nombreuse armée que nous leur avons fournie, & dont les Chefs sont leurs créatures? 3.^o Des personnes connues par leur attachement aux intérêts du peuple, ayant sollicité en vain auprès du Gouvernement la permission de lever des corps de troupes, ce refus n'est-il pas la présomption la plus forte que les Ministres ne veulent une armée que pour leur défense personnelle & non pour celle de la nation? 4.^o Enfin tout le monde ne fait-il pas que les Ecoffois sont les principaux auteurs de nos calamités; & la quantité de Régimens qui ont été levés en Ecoffe n'est-elle pas tout aussi notoire? De bonne foi une armée Ecoffoise peut-elle être destinée à protéger l'Angleterre contre une invasion? N'est il pas visible au contraire que son seul objet est de soustraire au ressentimens des Bretons, les Ecoffois & les *Ministres Ecoffois*?

L'Année 1745.

Dans ce moment de crise où l'on a recours à tous les moyens possibles pour encourager les citoyens à défendre la patrie & pour les animer contre les ennemis de la Grande-Bretagne, il n'est pas inutile de se rappeler ce qui s'est fait autrefois en pa-

reilles circonstances. Par là on verra quels sont les témoignages publics de zèle & de patriotisme que le peuple Anglois a donnés dans d'autres circonstances lorsque ce Royaume a été menacé d'une invasion.

Au mois de Septembre 1745 le D^r. Herring, Archevêque d'York, forma une association avec la grande & la petite noblesse du Comté d'York. L'archevêque de Cantorbéry répandit un mandement adressé à son Clergé; cet exemple fut imité par les Evêques de Rochester & de Winchester & par le Comité des non-conformistes.

On voyoit journellement des adresses de la part de la corporation de Londres, des Cités de Worcester, d'Edimbourg, de Rochester, de Bristol, des Villes de Portsmouth, &c. des Universités de Cambridge & d'Oxford, des flottes commandées par Byng & Vernon, &c.

Les Milices de Londres & de Westminster furent mises sur un pied respectable.

Plus de onze cents quarante Marchands de Londres signèrent une convention pour soutenir le crédit public & la Banque. La Compagnie des Indes reçut sur le pied du Pair ses billets en paiement des marchandises débitées dans ses ventes. Elle faisoit par-là gagner aux acheteurs une escompte de dix pour cent.

Des associations furent formées par les
Manufacturiers

Manufacturiers de Spitalfields, par le Lord Chancelier, par les gens de Loi, &c.

Le Chevalier Grégory, Page, rassembla sur les Bruyeres de Blackheath cinq cents hommes qu'il leva & habilla à ses dépens.

Des souscriptions furent levées dans le Cheshire, dans le Surry (à 4 liv. sterling par personne) à Norfolk, à Bristol, sur la Paroisse de Saint Martin (à 5 liv. sterling par personne) à Westminster, dans la Cité de Londres, par des Marchands de Londres, par des Compagnies, par des gens de Londres, par des particuliers de bonne volonté, par la Banque, par les Quakers pour habiller les troupes; & ces souscriptions se monterent à plus de 18,000 livres sterling. Dans le Chester plusieurs particuliers souscrivirent pour une année de leurs revenus.

Les propriétaires des Corsaires le *Prince Frederic* & le *Duke*, offrirent au Roi le produit de leurs prises, & il étoit de 700,000 liv. sterling, qui furent acceptées par le Roi & remboursées par le Parlement.

Le 12 Décembre on publia dans la gazette une proclamation sur les appréhensions d'une invasion, comme celle qui a été rendue dernièrement pour faire retirer des côtes les provisions & les bestiaux. Elle donna lieu aux précautions que prirent les Députés Lieutenans de Kent, lorsqu'ils apprirent par l'Amiral Vernon que les François projettoient une descente sur cette côte.

Chacun remarqua de soi-même la différence des résolutions prises par les sujets des deux Souverains & sur-tout de la conduite des citoyens de Londres; mais nous nous permettrons une triste réflexion, c'est que le luxe, la dissipation & la frivolité ont augmenté en raison des richesses qu'un commerce heureux de quarante ans a versées dans le Royaume, & qu'il est à craindre que l'insouciance & l'engourdissement ne s'emparent de tous les esprits de la nation.

Quoiqu'on puisse objecter que nos craintes actuelles, au sujet d'une invasion, ne sont que de fausses allarmes dont nos ennemis nous amusent pour nous porter quelque coup plus terrible au dehors, il faut cependant considérer que nous ne pouvons jamais faire trop de préparatifs, & que nos efforts patriotiques ne peuvent que seconder nos flottes & nos armées, & les faire triompher de nos ennemis dans toutes les parties du globe.

De Plymouth le 29 Août 1779.

Un exprès est arrivé aujourd'hui chez le Lord Shuldham de la part du Gouvernement avec des lettres où l'on approuve hautement tout ce qui a été fait. On y témoigne la reconnoissance la plus vive & la plus expressive au Chevalier David Lindsay & aux Officiers à ses ordres pour la sagesse, le zèle & la fermeté qu'ils ont fait paroître

dans les circonstances présentes. On y donne les éloges les plus pompeux aux Lord Shuldam & l'on y fait des remerciemens particuliers au Commissaire Ourry. Enfin ces nouvelles lettres contredisent en tout point & de la maniere la plus directe le langage du Lord Sandwich & de l'Amirauté. Elles approuvent en particulier la barre que ces Officiers ont fait jetter devant l'entrée du port, & se répandent en louanges sur l'excellence du plan & la conduite de l'exécution. (Voyez le N.^o précédent, page cxi.)

Ainsi nous voyons dans la révolution de deux jours un tableau racourci de la conduite qu'a tenue l'administration actuelle depuis qu'elle existe. Sa maniere générale & uniforme se découvre dans cette petite affaire; elle y montre la même irrésolution, la même désunion que dans toutes les autres, *Diruit ædificat, mutat quadrata rotundis*. Elle ne cesse de faire & de défaire. Ce sont toujours les mêmes petits intérêts, la même foiblesse, la même ignorance qui ont caractérisé tous le cours de ses procédés, qui ont réduit ce pays à la dernière extrémité, & qui ont fait regarder notre administration actuelle comme la plus vile & la plus foible qui ait jamais existé. Sandwich, l'ame damnée de son parti, a été forcé de se soumettre à la décision supérieure d'un Divan dont il est l'esclave, & de recevoir la correction d'un écolier. Le malheureux ! Il a été

plus coupable en se soumettant à cette correction qu'en la méritant. Il a découvert par là toute la petitesse, toute la bassesse de son ame. Car enfin il n'ignore pas que cette soumission est exigée, que son état y tient & que c'est une amende que tout Ministre ostensible est obligé de payer. D'après ces nouveaux ordres, nous espérons que tout rentrera ici dans son état naturel & que les plans projetés pour la défense de la ville seront mis à exécution. Pauvre (a) le Crasse! tu as été faire à Londres une sottise ambassade!

Le 30 Août.

LE *Southampton* est arrivé ce matin dans le Goulet, donnant avis qu'une flotte de vivriers François, montant à seize voiles, sous le convoi d'une frégate de 40 canons, deux de 32 & une de 30, croisoient à la hauteur du Lezard. En conséquence le Lord Shudham a ordonné aussi-tôt aux vaisseaux suivans; le *Southampton*, Capitaine Garnier: l'*Isis*, Capitaine Rayner: le *Stag*, Capitaine

(a) C'est un des Ordonnateurs à Plymouth qui étoit parti pour faire des représentations aux Ministres contre les ouvrages provisionnels ordonnés par le Chevalier Lindsay & autres. Ce dernier Officier, neveu de Milord Mansfield, a fait aussi une course à Londres, & il paroît qu'elle n'a pas été infructueuse.

Cooper : le *Firebrand* , Capitaine Berkley : le *Squirrel* , Capitaine Epworth , d'aller à la poursuite de ces bâtimens. Ces vaisseaux se sont mis en état d'appareiller avec une promptitude merveilleuse , & ayant levé par la presse , plusieurs matelots qui servoient à bord d'une flotte marchande mouillée au large (elle étoit destinée pour le pays étranger & attendoit un convoi) pour compléter leurs équipages , ils ont levé l'ancre & ont appareillé vers les six heures du soir. Comme ils ont bon vent , il y a tout lieu de croire qu'ils joindront leur chasse demain après-midi. Selon toute apparence les vivriers ont ordre de croiser à la hauteur du Lezard , qu'ils jugent être la meilleure position pour rencontrer les escadres combinées. On dit cependant qu'on les a vus hier remonter la Manche en louvoyant & portant à l'Est , à six ou huit lieues du Sud-Ouest du fanal d'Eddy - stone. C'est qu'apparemment ils croioient que leurs escadres étoient encore dans le Goulet de Plymouth. Je vous enverrai les nouvelles les plus fraîches & les plus authentiques du succès de cette courte expédition.

L'Amirauté a été si effrayée & si consternée , qu'elle a écrit à l'Officier commandant de ce port , d'adoucir les nouvelles autant qu'il seroit possible. Elle redoute l'esprit séditieux du peuple , ainsi que les suites d'un courroux qu'elle a allumé si vivement :

elle a recommandé à ses créatures de déguiser les malheurs , de grossir les avantages , d'étourdir les esprits sur le danger , en s'en moquant , & de jeter sur tout le voile de la (a) dissimulation.

On attend journellement le Duc de Richmond en cette Ville : une partie de son régiment y est déjà arrivée. Plût à Dieu qu'il le fût aussi ! C'est de sa prudence & de ses talens seuls que nous pouvons nous promettre du secours ; & nous espérons avec confiance que quoiqu'il vienne ici simplement en qualité de Colonel de la Milice de Suffex , il voudra bien aider de ses conseils l'Officier Commandant , & donner à Plymouth la sûreté que sa prudence & son courage ont donné au Comté de Suffex.

L'*Ardent* , vaisseau ci-devant à nous , devenu maintenant vaisseau de guerre Fran-

(a) Le Maître d'un Café très-fréquenté auprès de la Bourse , ayant appris des premiers que l'Isle de Saint Vincent avoit été prise par les François , distribuoit des bulletins de cet événement. — Cela fut rapporté à Milord Sandwich , qui l'envoya chercher , & le pria d'étouffer cette nouvelle , plutôt que de la divulguer. » L'étouffer , Milord , répondit le Citadin , non , non , l'enfant est trop gros pour qu'on l'étouffe «.

[Il n'est pas surprenant que ce même Lord ait eu tant de peine à croire l'arrivée de l'armée combinée à Plymouth & la prise de l'*Ardent* , & qu'aujourd'hui il révoque encore en doute celle de la Grenade & la victoire remportée par le Comte d'Estaing sur Byron.]

çois, fait partie des escadres combinées; il a été radoubé & équipé complètement. Qu'il est humiliant pour nous de voir nos forces diminuées, & l'ennemi qui nous étoit déjà supérieur, tirer du nerf de notre foiblesse!

Extrait de deux autres lettres de Plymouth.

N°. I. Du Mardi 31 Août.

La petite escadre qui mit hier au soir à la voile pour donner chasse aux vivriers, n'étoit pas entièrement hors de vue aujourd'hui. La marche des vaisseaux de cette escadre en général, est si lente, qu'on ne devoit pas s'en promettre d'avantage; & à moins que les vivriers françois n'ayent ordre de se tenir à la hauteur du lizart, on n'a aucun espoir qu'ils les joignent. Le *Ramillies* est rentré aujourd'hui dans le goulet, & le *Triton*, s'il peut dépasser l'escadre françoise, doit aller en Irlande, pour y chercher un grand nombre de Matelots levés par la presse.

Un vaisseau portugais, qui a traversé l'armée angloise beaucoup au sud des Sorlingues, a apporté plusieurs lettres du *Bienfaisant*, qui lui a parlé. Dans une de ces lettres, je lis les détails suivans. « Vous ne sauriez vous former une idée de notre situation; le désespoir est peint dans les traits de chacun, & j'apprends une révolte. Et comment n'y en auroit-il pas une? depuis dix jours, nous évitons soigneusement

l'ennemi ; nous avons laissé la Manche sans défense, & nous avons abandonné, sans combattre, l'empire des mers à un ennemi fanfaron. Les alliés nous ont suivis, mais suivis à la lettre d'un endroit à l'autre, & ils ont joué le rôle que nous jouâmes l'année dernière sous Keppel. Leurs Gazettes publieront bientôt, avec plus d'emphase que de franchise, combien ils nous ont pris de vaisseaux. Et nous souffrons de tels outrages ! Il est dans leur caractère de se vanter ; mais c'est la première fois qu'ils ont pu se vanter avec fondement d'être les maîtres de l'Océan, & de nous avoir mis en fuite. Il n'y a pas jusqu'au dernier Matelot de notre escadre, qui ne murmure, & avec raison. Ces pauvres gens partagent la consternation générale. Plusieurs de nos vaisseaux ont été désemparés par nos manœuvres hors de saison ; & encore, malgré les exercices dont on n'a cessé de nous fatiguer, nous ne pouvons pas exécuter une seule manœuvre avec précision & sûreté. Il survient toujours quelque maudite méprise dans les signaux, qui interrompt absolument l'évolution. Encore l'autre jour, tandis que nous voulions former la ligne de bataille à l'avant, *tribordamure*, & que nous virions tous de bord pour exécuter cette manœuvre, un signal fut déployé à bord du *Victory*, enjoignant à tous les vaisseaux de faire leurs journaux de la semaine. Cette erreur nous auroit causé de la surprise, si nous

nous n'avions pas été accoutumés à voir journellement un signal déployé au lieu d'un autre, ce qui nous tient dans une perplexité continuelle. Ce signal fut remplacé par un autre, qui ordonnoit aux Capitaines de se rendre à bord du *Victory*. Quelques chaloupes avoient été mises à la mer, tandis que d'autres restoient sur leurs amarres, jugeant que ce ne pouvoit être encore qu'une méprise. L'événement justifia ce soupçon : quelques minutes après, on fit le signal de former la ligne : tous les autres signaux furent amenés, & on renonça à l'évolution pour ce jour-là. Ceci n'est qu'une esquisse de notre conduite en général : c'est pourtant une telle conduite qui non-seulement aigrit, mais alarme chaque individu de l'escadre. Nous ne pouvons attendre de sûreté, en cas de combat, que de la bravoure de chacun de nos vaisseaux en particulier. Allons au combat comme nous pourrons, & que chacun de nos vaisseaux se mesure séparément avec un vaisseau ennemi, je suis sûr que la victoire se rangera de notre côté. Il faut cependant convenir que d'Orvilliers est un homme qui entend son métier, & qu'il ne nous laissera jamais prendre aucun avantage sur lui. Il nous fera damner par la supériorité de ses manœuvres. Vous ne sauriez croire à quel point le Chevalier Charles Douglas a porté la discipline sur son vaisseau (le *Duke*). Vous connoissez l'homme ; mais, malgré

CCXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

toutes ses singularités, on doit lui rendre la justice qu'il a dressé son équipage, de manière à étonner tout le monde. Il vous tirera cinq cens coups de canon, dans l'espace de tems que mettra un autre à en tirer quatre cens, & cela avec une précision, une vigueur, & une méthode qui rend chaque coup d'importance. Si nous nous battons, soyez sûr qu'il fera mauvais jeu à quiconque voudra se mesurer avec lui. Je n'ai pas le tems de vous exposer le ridicule de la conduite de Darby. Pauvre créature! Il n'y a point un galant homme parmi les Capitaines qui veuille le voir.

N°. II. *Du Mercredi premier Septembre à midi.*

Le Cutter le *Tapageur* est arrivé ce matin de bonne heure, comme exprès de la grande escadre, avec la nouvelle importante, que Lundi dernier 30, étant à la hauteur des Sorlingues, & absolument au vent des escadres combinées, notre armée avoit profité de l'avantage du vent, qui, depuis quelque tems, avoit venté frais, avec une rafale chargée de brume qui la cachoit à l'ennemi, & qu'après l'avoir dépassé, elle étoit entrée, comme à la dérobée, dans la Manche. L'ennemi a levé l'ancre aussi-tôt après, & lui donne la chasse actuellement dans la Manche. Cet avis a été suivi aussi-tôt de

l'apparition de la petite escadre qui avoit mis à la voile le jour précédent , pour aller à la poursuite des vivriers. Elle a rencontré l'armée angloise à la hauteur du Deadman , & s'en est revenue au port. Vers les six heures , on a hissé une flamme jaune à la tour de *Mather* , pour signaler qu'on voyoit notre armée , & sur les dix heures , on l'a vue toute , ou la plus grande partie , dans le *sound* , qui s'élevoit à l'est dans l'ordre de marche ordinaire.

Le *Tapageur* , Lieutenant Stowe , a apporté une lettre du Chevalier Hardy au Lord Shulham , par laquelle il lui mande qu'il avoit heureusement dépassé l'ennemi , & qu'il l'attiroit maintenant dans la passe étroite de la Manche , où il avoit intention de lui livrer combat. Il le prioit d'envoyer sur le champ des exprès à Portsmouth , pour avertir la *Princesse* (a) *Amélia* , & le *Saint-Alban* , de le joindre , ainsi que l'*Edgar* (b) & l'*Alcide* s'ils étoient arrivés. On a envoyé sur le champ des exprès à Portsmouth , & on a donné des ordres pour que le *Bleinheim* de 90 canons , l'*Isis* de 50 , les frégates le *Southampton* & le *Stag* , le brulot le *Firebrand* , & le cutter le *Tapageur* , (qui étoient

(a) En effet ces deux vaisseaux ont appareillé pour aller au-devant de l'Escadre.

(b) Ceux là sont encore dans la Tamise.

CCXXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
à Plimouth ,) se préparassent à joindre l'escadre ; c'est ce qu'ils font maintenant , & ils appareilleront dans deux heures. Le *Buffalo* arrivé ici hier , a rejoint l'escadre. Si les vaisseaux qui sont à Portsmouth , ont assez de bonheur pour joindre la grande escadre , ce qui est très-probable avec le vent d'Est qui souffle actuellement , notre escadre se montera à (a) quarante-cinq vaisseaux de ligne , y compris les trois de cinquante. Le Chevalier Hardy assure que son intention est d'attirer l'ennemi par une manœuvre artificieuse , dans la partie étroite de la Manche , & là de lui livrer combat ; de sorte qu'il y a tout lieu de croire que cette grande affaire se passera à la hauteur de Portland ; mais il dit qu'il s'avancera jusqu'à Portsmouth , s'il peut les attirer jusques-là.

L'inquiétude qui s'est emparée de tout le monde dans les circonstances présentes , est si grande , que je sais que vous serez bien aise d'avoir les nouvelles les plus fraîches , & j'espère être en état de vous les procurer. Le grand événement doit avoir lieu sous peu de jours , si l'ardeur que les François ont montrée depuis quelques semaines ne se rallentit pas. Voici dix jours qu'ils nous donnent la chasse , & ils ont cherché tous les moyens de nous engager au

(a) En comptant l'*Alcide* , l'*Edgard* & le *Buffalo* ; & retirant le *Ramillies* rentré à Plymouth.

combat ; mais nous ne savons pas encore s'ils donneront dans le piège qu'on leur prépare , & s'ils auront le même appétit de gloire lorsqu'ils sauront que nous sommes renforcés de sept ou huit vaisseaux. D'Orvilliers est un homme de mérite , & il ne manquera pas de voir le défavantage avec lequel il combattroit de l'une ou de l'autre maniere , ainsi que le danger imminent auquel il s'exposeroit s'il s'élevoit un vent fort du Sud-Ouest.

Le manque d'hommes & de canons est si grand dans ce port , qu'on a toute la peine du monde à équiper les vaisseaux. Le *Blenheim* est occupe maintenant à prendre à bord les hommes qui servoient sur les transports & les autres bâtimens ; on n'a jamais vu un équipage aussi bigarré & aussi ridiculement composé. Les hommes ne sont pas encore (a) amate-lottés ; & cette distribution dans un vaisseau de cette force prendra plusieurs jours.

Toute l'escadre pourroit vous dire que l'Amiral Hardy a fait trois tentatives inutiles pour former sa ligne , & que le vaisseau le *Victory* , qui étoit ci-devant le troisieme de l'armée , pour la vitesse de la marche , est aujourd'hui , par quelque mauvais arrangement , un de ceux qui vont le plus mal.

(a) Distribution des postes.

*Le Mercredi premier Septembre à neuf heures
du soir.*

NOTRE Escadre a mouillé toute la journée dans le goulet , pour étaler la marée ; les François étoient à douze lieues environ à l'ouest , mouillés aussi pour le même objet. Nous avons profité de l'occasion pour mettre sur notre escadre de la bierre , de l'eau & des viandes fraîches dont elle avoit grand besoin. Le *Blenheim* , Capitaine Heartwell ; l'*Isis* , Capitaine Rayner ; le *Southampton* , Capitaine Garnier ; le *Stag* , Capitaine Cooper ; le *Firebrand* , Capitaine Berkeley ; & le *Tapageur* , Lord Capitaine Fitzgerald , sont sortis cet après-midi pour la joindre. Il n'auroient pas pu appareiller si promptement , sans l'arrivée de trois cutters venus de Portsmouth sous le convoi du *Buffalo* , & remplis de gens d'équipage. Aussi-tôt qu'il y a eu marée , vers les sept heures , notre armée a levé l'ancre , & porté vers l'Est.

Vous jugez facilement de l'impatience avec laquelle nous attendons la journée de demain. Nous saurons quelles sont les intentions de l'ennemi. S'il remonte la Manche dans le dessein de suivre notre armée , il doit en résulter un combat. S'il se retire , & il peut le faire sans ternir l'honneur de son pavillon , le sort de la Grande-Bretagne ne sera pas encore décidé. Nous savons par des

avis positifs , que l'*Alcide* n'est pas encore en état de joindre l'escadre , & que l'*Edgar* n'est point arrivé à Portsmouth ; nous apprenons cependant , que le *Sandwich* & le *Barfleur* sont prêts , si même ils n'ont pas appareillé (a). Je doute de ce fait. Puisse-t-il être vrai !

Les Marins , en même tems qu'ils approuvent la manœuvre de Hardy pour attirer l'ennemi dans la Manche , sont dans les plus vives allarmes pour Plymouth. En remontant la Manche , notre escadre livre , pour ainsi dire , cette ville au pouvoir des ennemis ; & s'ils ont autant de hardiesse que de courage , ils sont les maîtres de détruire la ville & le chantier. Nous n'avons point de canons dans nos forts , ni d'hommes pour servir nos canons. C'est à présent qu'on voit les effets de la partialité ministérielle. Si les plans suggérés par les Officiers qui commandent ici , eussent été mis à exécution , nous aurions pu voir de sang-froid approcher l'ennemi , & il nous eût été facile de le repousser. Dans l'état des choses , nous sommes exposés au danger le plus imminent ; tout le courage des habitans , (& ils en ont montré beaucoup ,) ne suffira pas pour défendre la Ville , si l'ennemi l'attaque avec vigueur. La lettre du Chevalier David Lind-

(a) Il en deutoit avec raison.

CCXXXij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
s'ay a produit l'effet désiré. Il est remplacé
par le Chevalier William Draper.

Le Jeudi 2 Septembre à neuf heures du soir.

Tous les vaisseaux de notre escadre n'étoient pas encore hors de vue ce matin ; mais vers midi le vent les pouffoit si fort à l'Est , qu'ils n'étoient plus visibles. Le *Blenheim* n'a appareillé qu'aujourd'hui pour joindre la flotte , son départ ayant été retardé par un calme tout plat survenu la veille au soir. Le *Bienfaisant* , qui n'avoit pas pour deux jours de provisions , s'est vu forcé d'entrer dans la Baye de Caufan ; & , à la honte de certaines personnes , il a été obligé d'y attendre jusqu'à cette après-midi , avant de pouvoir se procurer les secours dont il avoit besoin. Il a mis à la voile avec le *Blenheim*. Je ne vous rapporterai point tous les bruits qui courent , & toutes les nouvelles que j'ai reçues de l'escadre ; ces détails seroient aussi fastidieux qu'allarmans. Il est certain qu'elle est dans une cruelle position. Nos sages Ministres ont envoyé trente-neuf vaisseaux contre une armée navale qui en avoit peut-être plus de soixante. Notre escadre n'étoit pas de force à se mesurer avec l'ennemi. Elle n'a fait que se sauver d'un lieu à un autre ; elle a reçu la chasse d'un ennemi qu'elle étoit accoutumée à battre. Nous l'avons vue en butte aux menaces & aux insultes des Fran-

çois. Des vaisseaux de guerre ont été pris sous les yeux ; elle s'est enfin laissée poursuivre jusqu'e dans nos rades & dans nos ports. C'est au Lecteur à méditer sur toutes ces circonstances , & il pourra se faire une idée de la fermentation qui regne sur toute la flotte.

Il y a des gens qui ayant entendu dire à leurs meres & à leurs nourrices que les Anglois sont invincibles , se persuadent sans peine que nos flottes doivent toujours battre celles de l'ennemi , fussent-elles du double supérieures aux nôtres. De tels gens ont le droit de bavarder & de faire les fanfarons ; mais les autres , qui savent que la nature humaine est la même dans tous les Pays , ne sentent que trop toutes les raisons que l'on a de s'allarmer.

Le Chevalier Charles Hardy, pendant sa relâche, dans le goulet de Plymouth, a été fort surpris de l'insouciance qu'il remarquoit dans tous les départemens , & il en a témoigné son mécontentement dans les termes les plus forts. Il n'y avoit à Plymouth ni provisions fraîches pour ses vaisseaux , ni hommes pour remplacer les malades. Il ne s'attendoit point à ce contretems , & il s'en est plaint avec raison. L'Amirauté devoit pourtant bien penser qu'il auroit besoin d'hommes , & par conséquent s'arranger pour qu'il en trouvât dans ce port. Cè qui rend cette négligence encore moins excusable , c'est qu'il y avoit

CCXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
des hommes à Portsmouth & aux Dunes.
L'Amiral avoit le plus grand besoin de ren-
forts, & on assure qu'il est allé jusqu'à Portf-
mouth pour chercher de nouveaux vaisseaux.
Comment tout cela finira-t-il? Dieu seul le
fait.

Nous n'avons pas encore eu d'allarmes
plus vives que celle que nous éprouvons dans
ce moment ci. Vers les sept heures du soir,
sept boulets ont été suspendus à *Makertower*
comme un signal qu'on appercevoit sept vais-
seaux à l'ouest, & d'après toutes les appa-
rences, on est persuadé que c'est la flotte
françoise. En ce cas, si le vent d'Ouest
continue, Plymouth sera plus que jamais à
la merci de l'ennemi, qui pourra réduire
cette ville en cendres, tandis que notre
grande flotte sera allée se réfugier à Spi-
thead.

Nous manquons, comme je l'ai déjà dit,
& de canons pour garnir nos forts, &
d'hommes pour le service de nos canons. La
barre n'est qu'à moitié finie, les nouvelles
batteries ne sont qu'à moitié construites,
l'Amiral a arboré son pavillon à bord du
Rawleigh, quoiqu'il n'ait pas un seul canon
à y mettre. Faute de Bouchers au départe-
ment des vivres de la marine, on est obligé
d'aller chercher dans les camps & dans les
environs, des hommes qui aient appris ce
métier.

Les habitans sont pleins d'ardeur, & ne

redoutent aucun danger ; ils sont prêts à sacrifier leur fortune & leur vie ; mais comme ils n'ont pas de fusils , ils sont obligés de faire l'exercice avec des fourches & des bâtons : en général , ils ne demandent pas mieux que de se battre ; mais ils n'ont ni armes ni munitions.

Enfin , le désordre scandaleux qui regne dans tous les départemens a tellement soulevé tous les esprits , que je suis persuadé qu'il y auroit une révolte générale dans le Pays , sans la crainte où l'on est de l'ennemi.

Les habitans de la Province de Cornouailles détestent le Ministère ; & il n'y a pas une personne dans la ville qui n'impute au Lord Sandwich tous nos malheurs. Plût-à-Dieu que toute l'Angleterre fût aussi convaincue que nous de cette vérité ! L'armée a ordre de passer la nuit sous les armes , & tout le monde assure que nous devons nous attendre à une alerte. J'avoue que je ne crois point que cela arrive , quoique je regarde ce moment comme très-dangereux.

Le Vendredy 3 Septembre.

D'après les nouvelles reçues aujourd'hui par les cutters dépêchés exprès , les ennemis sont devant le cap Lizard ; ils n'ont pas été assez fots pour donner dans le piège de l'Amiral Hardy. S'ils se fussent laissé attirer dans la Manche , ils se seroient exposés au

danger le plus imminent , par le vent d'Ouest qui regne aujourd'hui. Quoi qu'il en soit , ils peuvent se vanter d'avoir chassé & vu la flotte Britannique dans le sound de Plymouth , & cela seul est pour eux une victoire ; c'est ce qu'ils n'avoient jamais fait précédemment , & tout en disant que notre retraite a été ordonnée , nous sommes forcés de reconnoître qu'ils ont tout le droit possible de se vanter , & nous devons convenir que notre humiliation est complète. Bon Dieu ! quel châtiment ne méritent pas ceux qui ont mis nos Amiraux dans la honteuse nécessité de fuir devant un ennemi sans le combattre !

Tant que le vent d'Ouest , qui souffle à présent , continuera , il sera impossible à Hardy de revenir ; il est allé chercher des renforts à Portsmouth où peut-être il sera bien surpris de ne trouver que deux ou trois vaisseaux (a) prêts à le joindre. Il peut y rester jusqu'à ce qu'on en prépare un plus grand nombre ; & pendant ce tems là les ennemis bloqueront la Manche , ils ruineront notre commerce , s'ils y vont sérieusement , & ils feront des incursions sur nos côtes. Il n'y a que la Providence qui nous ait sauvés à Plymouth. Nos Ministres n'avoient rien fait du tout pour notre défense : ils ont tout abandonné au hazard , & c'est à lui que nous sommes redevables de notre salut. Il est

(a) Cela s'est vérifié ainsi.

ingulièrement heureux pour nous que les ennemis n'aient pas autant de hardiesse qu'ils ont de moyens ; & nous sommes fâchés de voir que notre sûreté dépende uniquement de la peine qu'ils ont à se décider. Cependant nous ne devons pas encore nous croire hors de danger. Tout est à craindre pour nous , tant que les vents actuels continueront. En changeant , ils peuvent faire sortir la flotte Angloise & décider de la possession de la Manche & de l'empire des mers.

Il n'y a que la *Princesse Amélia* , le *Saint Alban* , & peut-être l'*Arrogant* qui joindront l'Amiral Hardy à Portsmouth. Ni le *Sandwich* , ni le *Barfleur* ne sont prêts. L'Océan , de 90 , que plusieurs Gazetiers Ministériels ont compris dans la flotte , est dans notre bassin , & il ne fera pas prêt d'un mois. Il en est de même du *Dublin* , de 74 ; ainsi la flotte , avec tous les renforts qu'il est possible de lui procurer dans l'espace de trois semaines ou un mois , ne montera pas à plus de quarante cinq vaisseaux de ligne.

Autre mensonge ministériel , c'est que l'*Ardent* a coulé bas. Un particulier appelé Thomas , a été ramené ici il y a deux jours sur un vaisseau Hollandois. Il avoit été pris devant Falmouth sur un Cutter du Gouvernement par une Frégate Françoisise & mené sur la flotte ennemie. Il s'est dit passager & par ce moyen il a été mis en liberté. Le sieur Thomas a affirmé sous serment , en présence du Lord Shuldam , que l'*Ardent* étoit avec

CCXXXVII] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la flotte François, & qu'il y avoit soixante-dix hommes de son équipage à bord du vaisseau sur lequel on l'avoit fait monter. Cette nouvelle a été donnée à l'Amirauté, & cela n'a pas empêché ses partisans de débiter que l'*Ardent* a été submergé.

Je vois les gazettes ministérielles assurer avec une impudence, dont il n'y a pas d'exemple, qu'une escadre de neuf vaisseaux de ligne est prête pour une expédition secrète. Si nous avions en effet une pareille escadre toute prête, il faudroit que Sandwich fût un grand scélérat pour la détacher de la grande flotte, qui est obligée de fuir devant l'ennemi. Voilà pourtant comme on loue le Lord Sandwich. Le fait est que quoique nos Ministres remuent Ciel & Terre pour équiper un plus grand nombre de vaisseaux, il n'y aura & il ne pourra y avoir d'ici à un an que neuf vaisseaux en état de mettre à la voile.

On fait aujourd'hui, comme chose certaine, que les matelots de l'*Ardent* ont absolument refusé de servir, comme l'avoient fait en Mai dernier ceux de la *Désfiance*. Leur motif étoit qu'on les avoit enlevés de dessus un vaisseau sans leur payer leurs gages.

Etat des magasins de la Marine.

Le 4 Septembre, il y avoit à Plymouth si peu de matelots & de canons, qu'on ne pouvoit pas équiper les vaisseaux. On prenoit des hommes pour le *Blenheim*, jusque

sur les bâtimens de transport frétés par le Gouvernement.

Nous ne sommes pas mieux fournis en bois, malgré toutes les vanteries de Mylord Sandwich, qui a affirmé dans le Parlement, qu'il en avoit pour plusieurs années. Il se vérifie aujourd'hui, qu'au lieu de chêne bien préparé, on employe aux réparations des planches de sapin de demi-pouce. C'est dans cet état, que le *Blenheim*, qui étoit tout pourri, va remettre en mer.

Les mâts nous manquent de même. Et la preuve en est dans la première querelle que nous nous sommes faite avec les Hollandois, pour avoir pris quelques-uns de leurs vaisseaux chargés de mâts. On a supposé qu'ils les envoyoit à l'ennemi. Mais la vraie raison étoit le besoin, qui ne connoît point de loi.

Inconvéniens de l'augmentation de l'artillerie sur les vaisseaux.

Les vaisseaux de 74 canons, ainsi que ceux de 90, ont reçu dernièrement une augmentation dans leur artillerie, les premiers de quatre, & les derniers de six canons, qui sont placés sur la dunette. Si d'une part, il est vrai que plus un vaisseau a d'artillerie, plus il doit être fort en proportion dans un combat; de l'autre, il ne l'est pas moins que s'il est trop fatigué par le poids de son ar-

tillerie, & qu'elle le fasse travailler, cet avantage est payé trop cher. Les susdits canons sont de 12, & étant placés dans un endroit aussi élevé que la dunette, leur poids doit plus influencer sur la marche du vaisseau, lorsqu'il y a du roulis, ou qu'il va au plus près, que celui des canons de 32 de la première batterie. On imagine que c'est simplement un essai; mais on craint que le résultat de l'épreuve ne fasse voir que leur grand poids fatigue les œuvres mortes du vaisseau, & lui fait beaucoup de tort.

Le Livre rouge.

Le Roi désirant connoître le vrai état de la marine, demanda au premier Lord de l'Amirauté un état manuscrit de tous les vaisseaux employés dans la marine angloise, des noms de leurs Commandans, de leur rang, port, canons, de la force de leurs équipages, de leurs provisions & condition. Ce Lord remit en conséquence au Roi, un livre relié en rouge. Le Roi se préparant à son dernier voyage à Portsmouth, l'Amiral Keppel jugea qu'il étoit de son devoir d'informer Sa Majesté qu'un certain vaisseau à bord duquel il avoit appris que le Roi devoit aller, n'étoit aucunement propre au service, & qu'il étoit, par plusieurs raisons, hors d'état de recevoir Sa Majesté. Le Roi ne fit point de réponse à l'Amiral; mais il demanda

demanda aussi tôt son livre rouge ; l'ayant examiné , il trouva que ce vaisseau avoit été jugé très-propre au service à tous égards. Le Roi se tournant alors vers l'Amiral , lui dit que le livre rouge faisoit un rapport très-différent du sien sur le vaisseau en question. L'Amiral connoissoit parfaitement la maniere dont le Bureau où s'étoit fait le livre , présente ordinairement les objets ; mais il n'osa point faire une réplique au Roi , telle qu'il l'eût désiré.

Le 7 Septembre.

Nouvelles dispositions défensives à Plymouth.

Il y a deux jours qu'il est arrivé ici un senau dépêché au Lord Shuldham , par le Gouverneur de Guernesey , avec la nouvelle que trente bâtimens de transport françois avoient passé à l'ouest de cette Isle , pour aller joindre l'armée combinée. Il n'y a plus de camp à Buckland-Down , les Milices de *Wiltshire* & de *South-Devon* ont dressé leurs tentes dans une plaine attenante les lignes entre cette Ville & le Chantier. *Royal Ecofois* est à Maker , les *Montagnards* proche Causand , & *Hampshire* près de Penles point. Plus de deux cens hommes , la plupart Matelots , tant de Kingston que de Causand , ont pris les armes comme Volontaires , & ils ont joint les camps. On éleve une batte-

rie à Mount Edecumbe , où , avec la permission du Lord de ce nom , on a coupé un grand nombre d'arbres pour en faire un parapet. Il y a une autre batterie à Caufand , & une troisieme sur le rivage opposé près la pointe du nord. On a pareillement levé dans cette ville un nombre considérable de Volontaires. Ils sont payés par une souscription des habitans , laquelle monte déjà à mille livres sterling. Nous avons formé aussi deux Compagnies franches. Elles sont commandées par d'anciens Officiers qui étoient établis en cette ville.

Les habitans de Cornouailles ont fait marcher un corps de six cens Ouvriers des mines , qui travaillent aux lignes du Chantier de Plymouth. Les divisions de Camborn & d'Illagan occupent le Chantier avec celle de Sainte Agnès. La division de Gwennap est dans Plymouth , & celle de Redtuth au mont Egdecumbe.

Armemens à Portsmouth.

Un particulier qui a quitté Portsmouth le Samedi 4 Septembre au soir , & qui est arrivé à Londres le 6 , a apporté les nouvelles suivantes. A son départ , toute la flotte de l'Amiral Hardy étoit à Sainte Hélène & à Spithéad , à l'exception de quelques frégates & cutters laissés en croisiere pour observer les mouvemens des flottes combinées , qui ,

disoit-on, étoient toujours devant Plymouth. Les habitans de Portsmouth s'associoient pour former des compagnies, & apprendre l'exercice des armes, afin de servir s'il en étoit besoin. Les Ouvriers dans le chantier étoient tous employés à mettre en état le *Sandwich* de 90 canons, ainsi que l'*Arrogant* & l'*Ajax*, chacun de 74; & d'après le nombre des hommes qui travailloient à ces vaisseaux, (on y en avoit mis autant qu'on pouvoit y en employer,) on supposoit qu'ils seroient prêts dans huitaine, & l'*Arrogant* dans deux jours. Les hommes devoient travailler, même le Dimanche. Il y avoit seize cens hommes à bord des vaisseaux de garde, lesquels devoient monter les susdits vaisseaux lorsqu'ils seroient prêts; & on en attendoit de jour en jour un plus grand nombre des Dunes & de l'Ouest. Deux mille hommes de troupes réglées devoient se rendre à Portsmouth pour renforcer la garnison. Ceux-ci avec ceux qui sont déjà dans la Ville & à Gosport, pourroient monter à six mille, outre les Soldats de marine. Le Général Monckton paroît porter une sérieuse attention sur tout ce qui le concerne comme Gouverneur. Le nombre des Sentinelles sur les ouvrages a été augmenté, ainsi que les Gardes dans divers postes. Enfin toutes les précautions possibles ont été prises, pour mettre la place en sûreté, & pour repousser l'ennemi en cas d'attaque. Il avoit été question de creuser une nouvelle mine;

CCXLIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mais on a changé d'avis. Les Magasins sont remplis de toute espece de provisions de guerre ; les fossés autour d'une partie des murailles ont été nétoyés depuis très-peu de tems. Les habitans sont partagés dans leur opinion ; quelques-uns disent que l'ennemi n'attaquera pas plus Portsmouth qu'il n'a attaqué Plymouth ; d'autres au contraire, qui se piquent d'être mieux informés , ont fait porter leurs effets les plus précieux à Pétersfield , & dans d'autres villes aussi éloignées de Portsmouth, afin qu'en cas d'une visite de la part de l'ennemi , ils puissent transporter ces effets encore plus loin.

Dégâts inutiles faits à Plymouth.

C'EST un problème de savoir si on a bien fait d'abbattre les bois qui faisoient l'ornement de la belle campagne appelée *Mount Edgcumbe* , auprès de Plymouth. Cette exécution a fait , dit on , la plus vive peine au propriétaire ; car ces bois étoient un lieu de délices. Quelques personnes prétendent qu'on auroit pu y embusquer des troupes qui auroient fait beaucoup de mal aux envahisseurs.

Observations sur l'escadre & son Commandant.

UNE Gazette du 5 Septembre a rapporté le billet suivant. — « Vous voudrez bien faire mon compliment aux Ministres , sur ce que

le Chevalier Hardy est rentré sans avoir perdu un seul vaisseau, & sur le bonheur qu'a eu le fameux Commodore Johnstone, après avoir chassé devant le Havre quelques bateaux pêcheurs, de se joindre au Chevalier Hardy avec toute son escadre, composée d'une frégate & d'une chaloupe. α

DEPUIS le choc entre d'Orvilliers & Keppel, observoit un Gazetier Anglois le 7 Septembre, il ne s'est rien passé d'intéressant entre les armées respectives. Il semble que ce ne soit plus la mode de se battre, & que nous soyons à l'égard de notre ennemi dans la situation des amoureux de TERENCE.

Ira amantium, amoris redintegratio est.

ON ne doute point que l'Amiral Hardy n'ait demandé plusieurs fois la permission de remettre son commandement, qu'il ne peut garder sans les plus grands risques pour sa réputation. Mais ce n'est point le mauvais état de sa santé qui l'y détermine, ainsi que les Ministres veulent le faire entendre. C'est le mauvais état des vaisseaux & des équipages qu'on lui a donnés, ainsi que le peu de confiance que ses Officiers paroissent mettre en lui, & en son second l'Amiral Darby. — Au surplus, & quel que soit le sort que l'Amiral Hardy doit attendre, il est bon que l'on sache qu'il n'a pas plus de cin-

ccxlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

quante-neuf ans : qu'il n'y a pas d'homme dans son escadre qui jouisse d'une meilleure santé que lui ; que la goutte ne l'incommode que très-rarement , & seulement au pied ; & que depuis qu'il a remis à la mer , il n'en a pas eu une seule attaque.

Si quelqu'un de nos Ministres , dit une gazette du premier Septembre , a le courage de proposer le Chevalier Hugh Palliser pour le commandement de notre escadre , & que cet Officier soit assez téméraire pour l'accepter , l'un & l'autre peuvent s'attendre d'en être punis d'une manière exemplaire , & qui corrigera pour long-tems les Ministres de s'obstiner à contrarier le vœu de toute une nation.

Falmouth mal défendu.

Extrait d'une lettre de Falmouth du 25 Juillet.

Quoique cette place soit de la plus grande importance , & que d'un moment à l'autre l'ennemi puisse y descendre , nous ne sommes point en état de faire la moindre résistance. Cependant la nature a tout fait pour nous ; & il ne faudroit que le plus léger effort de l'art pour rendre notre ville imprenable. Mais on nous néglige à un tel point que le Château de Pendennis , qui doit défendre l'entrée du port , n'a pas dix canons montés ,

& que les affuts ne soutiendroient pas deux décharges, étant, absolument vermoulus. Il y a toujours dans notre port jusqu'à trente ou quarante bâtimens marchands; mais dans l'abandon où il est, trois ou quatre Corsaires pourroient y faire le dégât sans courir les moindres risques. Nous avons ici la Milice de Hereford, mais il n'y a pas une seule piece de campagne attachée à ce bataillon.

[Tous ces détails étoient exacts au 25 Juillet, date de la lettre. Comme il a été depuis ce tems là rassemblé quelques troupes dans cette partie, il est probable qu'on s'y fera mis un peu plus en état de defense.]

Margate mal défendu.

Voici un fait incontestable. Il y a a Margate (vis-à-vis de Dunkerque) vingt-trois belles pieces de canon de 18, & pas une once de poudre. Elles sont là pour la convenance de l'ennemi, qui n'aura que la peine de les tourner sur la ville. — (Cette annonce est du premier Septembre.)

Dès le 8 Août quelqu'un avoit remarqué que jamais il n'étoit venu à Margate moins de monde que cette année pour prendre les eaux de la mer, ce qui ne pouvoit s'attribuer qu'au peu de sûreté qu'on y auroit contre une attaque de l'ennemi. Alors on se plaignoit qu'il n'y avoit pas un grain de poudre

q iv.

ccxlviii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pour tirer le canon. Près d'un mois après,
les choses étoient encore dans le même état.
[Ainsi aux deux extrémités de la Manche,
c'est-à-dire, à Margate, entrée de la Ta-
mise, & à Falmouth, près du Lend's-End,
on pouvoit dans tout le mois d'Août ten-
ter une descente avec grande apparence de
succès. Ce sont des points qu'il est toujours
bon de connoître.]

*Extraits de diverses lettres de Portsmouth le Di-
manche 5 Septembre & le Lundi 6.*

TOUTE l'escadre angloise étant rentrée,
Mylord Sandwich l'a passée en revue ce
matin. Il a été salué par le *Victory*; mais en
général, il a été reçu froidement, même du
Chevalier Hardy. On assure que depuis que
cet Amiral tient la mer, Mylord n'avoit
point cessé de lui faire espérer que vingt
vaisseaux de ligne russes viendroient le ren-
forcer. J'ai vu le Ministre rentrer dans la
ville sans aucune suite; il n'avoit même à
ses côtés aucun de ces flatteurs de Cour, qui
l'accompagnent ordinairement. Toute la ma-
rine est indignée des ordres qu'il a donnés à
l'armée angloise de fuir devant les escadres
de France & d'Espagne. Il est très-vrai que
les Officiers qui ont débarqué ont été hués.

Je ne saurois passer sous silence l'anecdote
suivante sur ce brave Marin, le Chevalier

John Lockhart Ross, Commandant d'une division, & qui monte le *Royal George*.

Mardi matin 31, l'armée angloise avoit donné chasse à l'ennemi, lorsque le Chevalier Charles ayant reçu avis, que les François & les Espagnols étoient partagés en deux divisions formées en ligne de bataille, il jugea qu'il étoit de la prudence de faire le signal pour abandonner la chasse, & faire retraite; ce qui fut exécuté sans confusion ni désordre. L'Amiral Ross, qui étoit alors sur son gaillard d'arrière en veste comme pour un combat, sa lunette à la main, & prenant force tabac, entra en fureur à la vue du signal qui venoit d'être hissé. Il jeta de dépit sa lunette, & la brisa; il appella son domestique, & le chargea d'ordonner aussi-tôt au Charpentier de clouer les volets de sa chambre, de maniere que le jour ne pût y entrer. Il fit en même tems allumer les bougies, & mettre un livre sur sa table: il déclara qu'il ne vouloit plus voir le jour que quand on seroit rentré dans le port; qu'il ne savoit point, ni ne vouloit savoir, la latitude où il se trouvoit: qu'il n'avoit jamais rien vu de pareil: qu'une telle conduite étoit entièrement nouvelle pour lui; & que bien qu'il fût Ecoissois, il avoit trop de sang anglois dans ses veines pour n'être pas révolté de ce qui venoit de se passer.

Son Capitaine, l'honnête M. Colpoys, fit apporter aussi-tôt le livre de Loch, & le

ccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

etta à la mer en s'écriant : » Parbleu , on ne produira pas en justice contre moi un livre de Loch sur une fuite. Cette scene s'étant divulguée , a fait naître une espece d'émeute dans l'Escadre ; le Chevalier Charles s'est vu obligé de faire courir la bouline à deux hommes sur son bord , & d'ordonner qu'on lise à haute voix ses instructions à l'équipage. Quel découragement pour la Grande-Bretagne , de voir une escadre de cette force mouillée à Spithéad , tandis que l'ennemi se promene insolemment sur nos côtes. On a donné des ordres pour que l'escadre appareille de nouveau (a) le Lundi 20. J'espere que sa croisiere sera plus heureuse. Le Lord Sandwich retourne à Londres par Southampton. Sans doute il n'ose pas reprendre la route par laquelle il est venu. Il y a eu 3,969 malades mis à terre , tant ici qu'à Plymouth. Dans ce port seul , on en compte environ deux mille.

Autre de la même date.

Nos braves Marins ont ressenti la plus vive douleur , en se voyant obligés de fuir devant l'ennemi. Plusieurs Capitaines , en débarquant , s'informerent avec empressement , si le Parlement ne tenoit pas encore ses séances. Lorsqu'on leur répondit que non , ils

(a) Elle n'est que de 39 vaisseaux de ligne. Il y en a trois dans l'escadre du Chevalier Ross. Le tout fait le nombre de 42 ; 21 Septembre.

rapporter du pied, & s'arracherent les cheveux. Les Matelots à bord de quelques vaisseaux avoient fait branle bas, & s'étoient disposés au combat, sans avoir reçu d'ordres à cet effet. Plusieurs de ceux du *Royal George* dans la fureur qui les agitoit, coururent à la figure de la proue, qui représente le Roi George II. Un d'eux se déshabilla, & de sa veste il couvrit les yeux de la figure, s'écriant que ce grand Roi ne devoit pas voir une suite si honteuse. Le Chevalier Charles n'aura que sept ou huit vaisseaux de plus qu'au paravant. Encore faut-il pour cela, que l'*Edgar* & l'*Alcide* viennent de la Tamise. Le *Blenheim* est arrivé de Plymouth, depuis la rentrée du Chevalier Charles; le bruit qui avoit couru le Samedi 4, que l'armée françoise poursuivoit de près la nôtre, a été occasionné par le *Blenheim*, & deux ou trois frégates, qui venoient se joindre à notre escadre. Les cutters avouent maintenant que ce sont sûrement ces vaisseaux qu'ils ont apperçus.

De Portsmouth, le Lundi 6 Septembre à dix heures du matin.

LE vent est au Nord-ouest, & vente frais. Une personne arrivée dans le moment de l'Isle de Wight, rapporte que toutes les balises ont été mises en feu hier au soir vers les neuf heures, une flotte considérable ayant été apperçue au large. On a fait venir les milices qui sont restées toute la nuit sous les armes. On a reconnu depuis que c'est

cclij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une grande flotte de bâtimens de commerce hollandois qui descendent la Manche , & les Vivriers qui reviennent de Plymouth , sous le convoi du Wolf, chaloupe de guerre de huit canons. Le Lord Sandwich est venu à Portsmouth. L'Amiral Pye & le Gouverneur Monckton remarquerent l'allarme qui eut lieu hier au soir dans l'Isle de Wight ; en conséquence le Lord Sandwich avoit donné des ordres pour que l'Escadre appareillât aujourd'hui ; mais comme il est avéré que c'étoit une fausse allarme, j'imagine qu'on n'appareillera pas avant mercredi 8 ; & s'il faut parler franchement , je ne crois pas qu'on mette en mer avant quinze jours , ni peut-être avant la fin du mois.

Il s'est répandu ici un bruit, que le Lord Howe commandera l'escadre , au lieu du Chevalier Charles Hardy, qui donne sa démission à cause du mauvais état de sa santé. Je puis affirmer positivement qu'il n'a pas encore été indisposé de la campagne. On ne peut pas dire non plus qu'il est trop âgé , car il n'a que cinquante-neuf ans ; mais il faut bien donner une raison. Si le Chevalier Charles donne sa démission, Janot Digby suivra son exemple ; mais ce qu'il y a de plus triste , c'est que le Chevalier John Lockhart Ross se retirera également du service. Je n'en ferois pas surpris ; je connois (a)

(a) Cet Amiral jouit de la plus grande réputation

l'homme : il n'aime à être le jouet de personne.

Quelles impudentes assertions ne hasarderont pas les infâmes créatures d'une Administration pervertie ! Quels raisonnemens invraisemblables & contradictoires n'avanceront-ils pas journellement pour mériter leur salaire ? Un de ces Ecrivains, dans le Morning-Post d'hier, blâme l'Amiral Keppel d'être rentré dans le Port, lorsqu'il vit qu'il étoit beaucoup inférieur en nombre à l'ennemi ; & pour donner un air de vérité à ce reproche , il compare cette excellente manœuvre avec la conduite du Chevalier Charles, qui, dit-il, a tenu bravement la mer, quoique l'ennemi lui fût d'un tiers supérieur en nombre. Mais comment a-t-il tenu la mer ? C'est une question que les défenseurs du Chevalier Charles Hardy se garderont bien d'élever. Il l'a tenue hors de la portée de l'ennemi ; & il n'a pas osé rentrer que l'ennemi ne se fût éloigné du port. Nous ne voulons pas dire que l'Amiral n'ait pas agi avec prudence ; mais tout le monde gémera

de bravoure. On vient de lui confier une expédition secrète , avec des forces trop imposantes pour le seul objet d'aller chercher Paul Jones en Irlande , ou de prendre sous son convoi à Limerick les vaisseaux de l'Inde qui s'y sont réfugiés. Cinq vaisseaux de force , une douzaine de bonnes frégates & deux brulots, semblent plutôt destinés à essayer de rompre le blocus de Gibraltar , d'autant qu'il n'y a point sur cette escadre de troupes de débarquement.

ccliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
sur le déshonneur que cette prudence a fait à
la Nation.

Quelques morceaux tirés du Journal patriotique.

UN Particulier qui s'est trouvé au lever
du Roi le 3 de Septembre, & qui est resté
même pendant quelque tems à côté de Sa
Majesté, a dit tout haut le 6 dans un Café
qu'il n'avoit jamais été plus surpris que de
voir les Lords Weymouth & Germaine abor-
der Sa Majesté avec un air riant & satisfait,
& la féliciter sur l'heureuse arrivée du Prince
& de la grande Escadre.

LE voyage du Lord Sandwich à Portf-
mouth, n'a eu d'autre objet que d'expliquer
le mystere & de débrouiller l'obscurité des
Lettres Officielles écrites depuis peu par
l'Amirauté. L'énigme devint à la fin si inin-
telligible, qu'il ne fut plus possible de s'en-
tendre par lettres, ce qui a mis le Ministre
dans la nécessité d'aller en personne sur
les lieux. Il a cependant eu l'attention
de se rendre secrettement auprès de l'Ami-
ral Hardy, & il a bien fait. Après le rôle
désagréable qu'il vient de faire jouer aux
Matelots Anglois, il ne pouvoit gueres se
présenter devant eux.

LA Marine Angloise n'avoit point été
humiliée au point qu'elle l'est actuellement,
depuis la guerre que nous eumes avec la
Hollande sous Charles second, lorsque Ruy-

ter profitant de la nonchalance de notre flotte, entra à Chatham ainsi que dans plusieurs de nos ports, & brûla ou détruisit tous nos vaisseaux. Encore l'Administration eut-elle une excuse qu'elle n'a pas aujourd'hui; car il y avoit alors sur le tapis, à Breda, un Traité de paix & notre flotte restoit oisive, dans la supposition que cette paix étoit conclue.

IL y a quelques jours que dans un Café de Londres, un Particulier demandoit ce que Cromwell diroit s'il ressuscitoit, & qu'il vît ce qui se passe. » Il ne diroit rien, répondit un autre, mais soyez sûr qu'il agiroit. «

LORSQUE le Lord Torrington, pere de l'infortuné Amiral Bing gagna une victoire complete sur les ennemis de son pays en 1718, il n'écrivit que les deux lignes qui suivent, pour rendre compte de la bataille : » J'ai pris, coulé bas, brûlé & détruit ce que vous verrez en marge. «

Nous ne connoissons pas la relation que le Chevalier Hardy a pu envoyer à l'Amirauté, mais nous croyons qu'il auroit très-bien fait de donner celle-ci : » J'ai perdu de vue l'ennemi depuis dix à douze jours; j'ai aussi perdu l'*Ardent*; & j'ai pris — quelques provisions fraîches.

ON ne peut s'empêcher de déplorer la

situation du pauvre jeune Prince à bord d'une flotte britannique aussi complètement déshonorée que la nôtre. Vraisemblablement on ne l'avoit mis là que pour *l'accoutumer à marcher dans le sentier de la gloire*. Mais hélas ! comme un Anglois doit rougir de la leçon de gloire que vient de prendre cet illustre rejetton de la Maison de Brunswick !

Valeur de Plymouth.

Si l'armée combinée eût bombardé Plymouth & qu'elle en eût détruit le Chantier, la nation auroit souffert un préjudice de six millions sterling : sans compter le désavantage de la perte d'un port de cette conséquence.

Situation actuelle des Américains.

Voici quelle étoit la position des affaires des Américains vers la fin de Juin.

Le Général Prévôt, après avoir perdu quatorze cens hommes, dans une entreprise infructueuse sur Charles-Town, restoit dans l'inaction dans un poste très-périlleux.

Le Général Clinton avoit été obligé de se replier sur New-York, avec le bétail qu'il avoit pillé, laissant une garnison de gens déterminés, à Stony point.

L'armée de Washington venoit d'être considérablement renforcée, & lui-même, avec dix mille hommes, avoit passé le 20 Juin la
rivière

riviere d'Hudson, dans l'intention de revenir prendre son ancien poste à King'sbridge, tandis que le reste de son armée occuperoit les bords de la riviere d'Hudson, dans le Jersey.

Le Général Putnam commandoit une autre armée à New-London.

Le Général Gates se dispoit à attaquer Rhode-Island avec six mille hommes.

Le Général Clarke venoit de prendre le fort Duquesne, & avoit fait prisonnier le Capitaine Hamilton & toute sa garnison. Il avoit pris aussi quatre-vingt bateaux chargés de munitions & de provisions.

Erat de défense des Isles Angloises.

Il en a coûté à l'Angleterre plus d'un demi-million sterling depuis deux ans, pour mettre en état de défense toutes nos Isles de l'Amérique. Mais il n'y a pas été envoyé un seul homme de garnison, si ce n'est les Bleux de Liverpool & le soixante-dix-neuvième régiment à la Jamaïque. De sorte que nous y avons des forts sans hommes, & des canons sans poudre.

[L'Auteur de cette réflexion parle de vieux corps. En effet, les états des troupes réglées qui se sont trouvées à Saint-Vincent & à la Grenade, justifient que le nombre n'en étoit pas considérable. Mais les milices y étoient nombreuses, & elles ont très-bien

fervi au fort de la Grenade. Aussi a-t-il coûté beaucoup de sang aux assaillans. Il n'est pas question ici non plus de l'armée qui est venue faire la conquête de Sainte-Lucie, & qui jointe aux Volontaires des Isles d'Antigua, de la Barbade, &c. formoit le corps de quatre mille hommes que M. Byron a tenté inutilement de jeter dans la Grenade.]

Dispositions générales des Isles Angloises à secouer le joug britannique.

Extrait d'une lettre de Saint Christophe du
20 Mai.

LES malheureuses divisions survenues entre la Grande-Bretagne & ses Colonies ont eu pour les habitans des Isles des conséquences si funestes, qu'il est impossible de s'en former une idée. En général cette guerre détestable a fait monter à un prix exorbitant le prix des provisions & de toutes les choses de première nécessité. Aussi le mécontentement est-il extrême parmi les Colons. Il est vrai qu'ils détestent bien cordialement les François; mais s'ils étoient sûrs que les Isles qui seront prises par cette nation dûssent être cédées aux Américains, leur misère & leur découragement sont portés à un tel point, que je ne doute pas qu'ils n'en facilitassent la conquête à l'ennemi commun; Mais ils

craignent que la France ne garde pour elle ces Colonies ; & ce n'est qu'à cette conviction que l'Angleterre est redevable de leur fidélité. Je n'ose repeter ce que j'entends dire ici continuellement & hautement. — En général les têtes tournent ici pour Washington , & nos rues retentissent de couplets à la louange , chantés par des enfans que leurs parens excitent à servir ainsi d'interprètes aux sentimens qui les animent eux-mêmes.

Singularité dans les plans donnés pour la défense de l'Irlande,

LE Lord Amherst a présenté au Roi un projet pour la défense de l'Irlande. Ce Lord n'a jamais vu l'Irlande, au moins dans ses détails, si ce n'est sur la carte. Le Chevalier John Irwin, qui commande en Irlande, a fait des remarques critiques sur le mémoire du Lord Généralissime ; mais le Chevalier n'a par devers lui aucun fait militaire & ne connoit rien au service. — Tandis que la science pratique de l'un combat la théorie de l'autre , l'Irlande reste dans l'état le plus périlleux. Ces Messieurs se disputent sur l'espece d'ouvrages qu'il est à propos d'y construire ; & on ne verra peut être leur différend terminé que quand les Ingénieurs François seront venus les mettre d'accord.

Ce que l'on peut présumer des dispositions des Ministres relativement à Gibraltar.

UN particulier arrivé tout récemment de Gibraltar , assure que cette forteresse ne pourroit point soutenir un siège de trois semaines si elle étoit attaquée par une forte escadre. Toute la greve sous la pointe de l'Europe est si exposée au feu de l'ennemi , qu'il seroit absolument impossible aux troupes de s'y maintenir si on ferroit le mouillage , attendu que les défenses n'occupent pas plus de trois ou quatre cents verges de la côte. Selon le même rapport , cent mille livres sterl. auroient suffi pour mettre cette importante forteresse en état de résister à toutes les forces réunies de la France & de l'Espagne. Les deux derniers Gouverneurs de Gibraltar ont souvent écrit aux Ministres à ce sujet ; & ils ont insisté sur la nécessité de construire ces ouvrages près du bord de la mer & d'élever trois parallèles sur le rivage avec des galeries de communication , voûtées & portant sur des piliers solidement construits en pierres. Mais le Cabinet n'a jamais fait d'autre réponse à toutes ces instances , sinon que Gibraltar étoit déjà imprenable du côté de la terre , & qu'il ne vaudroit plus la peine d'être conservé quand nos forces navales dans la Méditerranée cesseroient d'être supérieures à celles de l'ennemi. Comme le

cas est arrivé, vraisemblablement nos Ministres ont pris leur parti relativement à cette forteresse.

C'EST l'opinion de tous ceux qui connoissent à fonds les Ministres qu'ils ont pris la résolution d'abandonner Gibraltar, & qu'ils craignent même que l'événement de sa reddition ne tarde trop, parce qu'ils saisiront ce moment de malheur pour remettre sur pied une négociation avec la maison de Bourbon, & se retirer le plutôt possible du mauvais pas où ils se sont engagés, & dans lequel leur sûreté personnelle court les plus grand risques.

Multum in parvo.

LA Dominique, Saint Vincent, la Grenade & le Sénégal perdus ! Ce qui nous reste d'Isles à sucre dans le plus grand danger, ainsi que la Jamaïque avec ses douze ou quinze cents hommes de troupes & ses deux ou trois tant vaisseaux que frégates ! La grande escadre d'Angleterre dans le port ! La Maison de Bourbon dominant sur les mers Britanniques ! Un de nos plus braves Amiraux battu dans les Indes Occidentales ! Huit vaisseaux de notre Compagnie des Indes réfugiés à Limerick où ils sont arrivés sans convoi & menacés d'en être enlevés par l'armement du Capitaine Américain Paul Jones !

r üj

cclxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

La France & l'Espagne prêts à exécuter une descente sur nos côtes ! L'Irlande sans troupes , sans Généraux , sans plan de défense ! Les troupes Angloises en Amérique sur le point d'être jettées à la mer , si on s'obstine à ne les pas retirer ! Gibraltar bloqué , sans qu'il soit possible d'envoyer une escadre dans la Méditerranée ! Nos meilleurs troupes défaites & désarmées dans l'Inde par les Marattes ! Les trésors de la Compagnie , les riches magasins , les immenses revenus fonciers , l'unique ressource de Milord North pour soutenir notre crédit & nos dépenses , en péril de lui être enlevés ! Point de bois dans nos ports pour réparer nos vaisseaux ou pour en construire ! Point de bons Matelots pour les armer ! Point d'argent pour les payer ! Plus de sentiment , plus de courage dans la nation ! Plus d'union dans ses Conseils ! Plus de considération dans les Cours étrangères ! Plus d'amis , plus d'alliés ! O Angleterre , que ta situation actuelle est déplorable ! O France , quel beau moment pour toi si tu fais en profiter !

Affaires politiques du Cabinet Britannique.

Nos Ministres sont exactement dans la même situation par rapport aux Provinces-Unies qu'ils étoient relativement à la France & à l'Espagne. On craint que les dernières dépêches envoyées au Chevalier York ne

soient suivies du rappel de l'Ambassadeur d'Hollande.

Les Etats Généraux n'ont pas fait un refus positif & direct des secours stipulés par les Traités , pour le cas d'une invasion ; mais ils ont offert d'envoyer trois Députés à la Cour de France & autant à celle de Madrid , pour représenter l'obligation où ils seront de remplir leurs engagements. Pendant ce tems là l'Angleterre seroit conquise dix fois. Mais aussi nous pourrions avoir obligation de la paix à ces Députés , descendans de sujets rebelles , & par là très-qualifiés pour défendre nos intérêts contre leurs conforsts.

LE Lord Cardiff, ci-devant appelé Lord Mount-Stuart , fils du Comte de Bute , est nommé Ambassadeur près le Roi de Sardaigne , qui devroit hériter de la Couronne d'Angleterre , la maison de Brunswick-Hanovre venant à manquer. Le Roi de Sardaigne descend de la Princesse Henriette d'Angleterre, Sœur des Rois Charles II & Jacques II , qui épousa le Duc d'Orléans , frere de Louis XIV. Il est vrai que l'acte passé sous la Reine Anne a exclu cette Maison pour appeller la ligne protestante. Mais le nouvel Ambassadeur étant parent lui-même des Stuarts , se trouve être l'allié du Roi auprès de qui il va résider. Il faut convenir qu'un pareil choix se fait dans de singulieres circonstances.

ON veut nous faire croire qu'il vient d'être conclu un Traité entre la Grande-Bretagne & le Prince de Mecklenbourg Strelitz, qui s'engage à nous prêter huit mille hommes. Ce Prince en a sûrement bien les moyens ; car dans le dernier dénombrement qu'il a fait faire de ses sujets, le nombre s'en est monté à onze mille têtes de tout âge & de tout sexe. Son armée consiste en un bataillon d'infanterie de huit compagnies, & se monte en tems de paix à deux cents quatre-vingt-dix-sept hommes, y compris les fraters & tambours..

Détails relatifs à la finance Angloise.

IL est fortement question depuis quelques jours d'un projet pour réduire l'intérêt de l'argent à quatre pour cent, & les dividendes sur les fonds publics à proportion. La résolution du Ministre à cet égard ne sera bien connue que quand ses amis se seront défaits de leurs coupons dans la souscription de cette année. Mais si l'armée combinée verse sur nos côtes quelques vingt mille hommes, elle nous évitera la peine de passer un pareil bill, & l'acte de sa prise de possession nous délivrera tout d'un coup du principal & des intérêts de notre dette.

Les actions à trois pour cent, qui sont le vrai barometre du crédit, paroissent être

à 59 & demi , & par conséquent n'avoir baissé que très-peu. En voici la raison : c'est que le dividende d'un pour cent s'y trouve joint. En le retirant , il ne reste que 58 : ces actions n'ont jamais été aussi bas à la fin de la guerre dernière. D'ailleurs il ne se fait sur la place que des paris , & nulle affaire d'achat ou de vente réels. Les appréhensions d'une descente n'ont point occasionné une baisse très-vive , de même que l'arrivée des flottes des Isles & de la Jamaïque au commencement d'Août , ne produisirent point de hausse. Depuis ce tems là les Hollandois font vendre peu à peu & secrètement ; de sorte que le Ministre peut à son aise faire certaines manœuvres qui pallient le mal. Mais il viendra un moment où on le verra éclater avec une explosion terrible. Ce sera quand le Ministre ne pourra plus faire acheter journallement à peu près la même quantité de ces effets que les Hollandois en font vendre. Jusques-là on n'a paré le mal que par la baisse du change qui tous les jours est plus sensible , par les transports journaliers d'espèces qui se font pour la Hollande.

La prise de la Grenade a porté un rude choc au crédit ; mais comme la perte tombe directement sur les Ecoissois Royalistes , qui possédoient toutes les plus riches habitations de l'Isle , le Gouvernement redouble d'efforts pour les soutenir & pour qu'un public

cclxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

justement irrité, n'insulte point à leur disgrâce. Le Lord Macartney, ci-devant Gouverneur de l'Isle, est un de ceux qui a le plus souffert. Il avoit eu ce riche Gouvernement pour l'indemniser de ce qu'il s'étoit ruiné à son Ambassade de Petersbourg.

LES Banquiers de Dublin, sur la nouvelle de l'approche de l'armée combinée, ont cessé d'escompter, ce qui a mis toutes les affaires en l'Irlande dans le plus grand désordre.

LE 3 Juin on comptoit dans le seul district de la Cité de Londres, 1,104 maisons vuides, dont les rentes se montoient à 26,875 livres sterl.

Intrigues du Cabinet.

ON prétend qu'il regne la meilleure intelligence entre les Ministres qui composent le Cabinet. Pourquoi donc le Lord Président du Conseil (le Lord Gower) Chef du parti Bedford chez les Pairs, s'en est-il retiré & n'y paroît-il plus depuis quelque tems, même quoiqu'il il y ait été appelé? C'est qu'il est piqué contre le Lord Sandwich, qui l'avoit bercé de l'espoir que le Lord Carlisle son gendre seroit nommé à la place vacante de Secrétaire d'Etat.

ON a été étonné que le bruit ait pu courir que M. Rigby, le chef du parti Bedford chez les Communes, alloit donner sa démission de sa place de Trésorier général des troupes? Elle lui a rendu l'année dernière quarante-sept mille livres sterling & une fraction. (Environ un million de livres tournois.)

Il paroît que la faction de Bedford s'est sérieusement retirée de toute coopération avec la Junte Ecossoise, d'après une intime persuasion que les plans de cette junte mènent tous les propriétaires de biens fonds à leur ruine certaine, & qu'avant peu, un mécontentement général la fera chasser du Cabinet.

Depuis quelque tems le Lord Mansfield tient la même conduite: il ne paroît plus au Conseil du Cabinet: il se retire des affaires. » C'est ainsi, a observé quelqu'un à ce sujet, que les rats s'enfuient d'une maison prête à tomber «.

Voici le tableau actuel & du Conseil intérieur & du Cabinet:

Le Conseil intérieur ou les ostensibles.

Le Lord Chancelier.

Le Lord Mansfield, & derrière lui le Lord Stormont.

Le Lord Amherst.

Les deux Secrétaires d'Etat (Weymouth & Germaine.)

cclxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le premier Lord de l'Amirauté, (Lord Sandwich.)

Le Lord Président (Lord Gower).

Le Cabinet ou SANCTUM SANCTORUM, c'est-à-dire , les invisibles.

Welbore Ellis.

Jenkinson (& derriere lui Milord Bute.)

Wedderburne.

Nugent.

Rigby.

Sur quoi se fonde la sécurité des Ministres.

La veille de la clôture du Parlement, il y eut un Conseil privé auquel les grands Officiers d'Etat furent convoqués suivant l'usage : à leur arrivée ils furent tous surpris de voir un siege extraordinaire au haut bout de la table, ce qui donna lieu à divers conjectures de la part de chacun d'eux. A la fin le Lord North, qui a le plus d'accès auprès du Roi, entra chez Sa Majesté & la trouva qui s'habilloit ; mais le Ministre voyant qu'elle ne lui parloit de rien, revint quelques minutes après dans la Chambre du Conseil, où Sa Majesté se rendit aussitôt & adressa à son Conseil un discours, dont voici la substance :

« Quoique le mauvais succès de mes armes & le danger qui menace aujourd'hui la Grande-Bretagne puissent faire croire que je ne

puis me dispenser de renvoyer ceux qui ont conseillé les mesures adoptées jusqu'à présent; néanmoins comme le Parlement se sépare demain, je profite de cette occasion pour vous assurer que je suis très-content de tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, étant bien persuadé que vous n'avez eu pour objet que l'avantage réel de mon peuple ainsi que l'honneur de ma Couronne. Je vous recommande la persévérance & l'unanimité; & je vous donne ma parole que tant que vous vous conduirez sur ces principes, vous pouvez mettre la plus grande confiance dans ma protection cc.

Ce discours calma les frayeurs du Conseil, & les Membres allèrent gaiement vaquer à leurs affaires.

Les Ministres se voient forcés d'employer ceux qu'ils ont voulu perdre.

On fait combien le Général Grey a été maltraité ou pour mieux dire outragé par tous les Ministérialistes & sur-tout par les bandits Américains réfugiés en Angleterre, pour le punir de la déposition qu'il a faite à la Barre de la Chambre des Communes, déposition dictée par l'honneur & par la franchise mais en cela même d'autant plus désagréable à tous ces Messieurs dont elle découvroit & mettoit au grand jour une infinité de mensonges au moyen desquels ils réussissoient depuis si

long-tems à entretenir le peuple dans une illusion favorable à leurs intérêts. Voilà cependant nos Ministres forcés de recourir à ce brave homme qu'ils ont si lâchement insulté. Les voilà forcés de convenir de ses talens, de donner un démenti public à tous les calomniateurs à leurs gages, qu'ils avoient ameutés contre lui & de le presser d'accepter du commandement dans la province de Cornouailles, qui est aujourd'hui le lieu où ils ont le plus de besoin d'être puissamment secourus.

Inconséquences dans le plan que suivent les Ministres.

La conduite des Ministres envers leurs Généraux est singulière & vraiment curieuse. C'est le Lord Cornwallis qu'ils choisissent pour commander leurs troupes en Amérique, ce même Lord Cornwallis qui a approuvé la conduite du Chevalier Howe, ses principes, ses manœuvres & toutes ses opérations. Le Chevalier Henry Clinton devoit suivre une marche toute différente, & faire en général tout ce que n'avoit point fait son prédécesseur. Hé bien ! Clinton revient en Angleterre & Cornwallis va prendre sa place. Cependant si Howe s'est mal conduit, Cornwallis, selon toutes les apparences, ne se conduira pas mieux, puisqu'il suivra les mêmes errements & les mêmes principes. La vérité est qu'on

a toujours tort avec nos Ministres quand on n'exécute pas des projets extravagans & qu'on ne vient pas à bout de conquérir un pays immense, entreprise impraticable & où échoueroient les forces réunies de la moitié des Puissances de l'Europe.

C'est une chose fort singuliere que nos possessions actuelles en Amérique se trouvent presque réduites à celles que nous avons enlevées aux François & aux Espagnols dans la dernière guerre. Qui eût imaginé, il y a 20 ans, que les Canadiens & les habitans de la Floride seroient aujourd'hui, sur le Continent Américain, les seuls amis de l'Angleterre, & qu'en 1777 les peuples de la Nouvelle Angleterre & des autres Provinces d'Amérique parleroient avec enthousiasme de leur grand & bon Allié le Roi de France ? Tant il est difficile de prévoir l'avenir & d'y démêler les motifs qui causent de si étranges variations dans la conduite des peuples comme dans celle des particuliers.

Rien de plus impraticable que la conquête de l'Amérique.

Ni le Roi de Prusse, ni le Prince Ferdinand, ni aucun autre grand Général, ne pourroient conquérir une seule Province en Amérique. Il leur seroit impossible d'y prendre un poste à vingt milles de la mer : du moins ils n'ose-

roient pas se vanter de pouvoir le garder. Leur communication avec la mer une fois coupée, comment auroient-ils des provisions? Il faut être aussi fou que le sont nos Ministres pour s'être conduits comme ils ont fait. Après avoir irrité tous les habitans de l'Amérique Septentrionale, après avoir brulé leurs Villes, après avoir massacré les femmes, les enfans, après avoir commis les crimes les plus atroces, les plus barbares, les plus révoltans, ils s'étonnent de n'avoir point d'amis dans ce pays, & ils disent naïvement que le Roi y en avoit autrefois un grand nombre. Oui sans doute, il a y cinq ans que dans ce pays immense il n'y avoit pas un homme qui ne fût ami du Roi de la Grande-Bretagne. Mais les Ministres actuels lui ont fait perdre ces amis & ce pays: non seulement les amis que le Roi y avoit sont devenus ses ennemis, mais même ils se sont alliés aux ennemis anciens & naturels de la Grande-Bretagne, événement qui n'auroit jamais eu lieu sans la brutalité, la violence, & la bassesse des Ministres. Voilà donc l'ouvrage de notre Gouvernement actuel. Si demain il se faisoit un changement dans le Ministère, & si l'on adoptoit des principes d'équité, il y auroit un million à parier qu'il seroit possible de recouvrer l'amitié & avec le tems l'alliance de l'Amérique. Mais Sa Majesté est engouée des Ecoissois & tant que cette préférence aura lieu, tant que leurs Conseils tyranniques prévaudront

drons , l'Amérique sera perdue irrévocablement, nos Isles nous seront enlevées l'une après l'autre, & l'Angleterre sera dans une crise continuelle d'allarme & de misere. Quelle que puisse être la résolution de Sa Majesté il est tems que la Nation Angloise pense sérieusement aux pertes dont elle est menacée: il est tems qu'elle considère que son état n'est devenu si déplorable que par la faute des Ministres actuels, qui ont trompé la nation par de fausses promesses & de fausses lueurs d'espérance. Enfin si Sa Majesté ne veut point se séparer de son cher Ecossois voici le moment pour tous les gens d'honneur dans la Grande Bretagne de faire éclater leur indignation.

Vœu singulier.

Il est donc vrai que le Général Prévôt s'est retiré. Eh pourquoi, a dit quelqu'un, ne seroit-ce pas une planche pour nos Ministres ?

*Les Ministres Anglois ne cessent de se faire illusion
& de se laisser tromper.*

Le Général Robinson, pour faire sa Cour au Lord Germaine, a dit dans l'enquête de la Chambre des Communes, qu'une armée pouvoit gagner Albany en deux jours, en partant de Sandy Hook. L'affaire de *Stony-point* sur la riviere de Hudson le fera changer d'avis.

P. S. du 25 Septembre.

JE reprens la plume avec regret, Monsieur, pour vous donner une nouvelle dont les Américains ressentiront une vive affliction, quoiqu'elle ne puisse avoir aucunes suites fâcheuses, & qui causera plus de plaisir au parti contraire que la perte de la Jamaïque ou de la moitié de l'escadre Angloise ne lui feroit de peine. Vous avez eu connoissance d'un armement *particulier* fait à Boston pour chasser les Anglois de leur établissement sur la riviere de Pénobscot dans le département de la Nouvelle - Ecosse. Le Commodore Collier, informé du danger dont cet établissement étoit menacé, est parti le 3 Août de Sandy-hook avec toute son escadre, pour lui porter un secours qui a été si efficace que l'armement entier des Bostoniens est détruit. Ce triste événement est du 14 Août. Suivant mon usage, je vais mettre sous vos yeux les réflexions qu'il a fait naître parmi les plus sensés de nos spéculateurs.

» Le succès du Chevalier George Collier à la Baye de Pénobscot est sans doute important; & nos armes pourront, au moins pendant quelques tems, en tirer d'assez grands avantages. Mais ce bonheur passager est accompagné, dans la gazette extraordinaire de la Cour, d'une relation si étrange de l'expédition préliminaire du Chevalier Collier.

qu'elle portera la douleur & l'indignation dans toutes les âmes sensibles. Le Commodore nous apprend que, les Rebelles sur la côte de Connecticut ayant été assez heureux pour empêcher & pour anéantir presque totalement le commerce des fideles sujets du Roi en haute mer, il avoit résolu de les punir en dévastant leurs côtes; c'est-à-dire, que parce qu'il n'étoit pas en son pouvoir de couler bas, bruler & détruire les bâtimens de mer des coupables, il a résolu de bruler & détruire les maisons & les chaumières des gens tranquilles & innocents. Entr'autres dévastations, il a détruit à New-haven beaucoup de bateaux de la pêche de la baleine, ustensiles de l'industrie pauvre & paisible, seul soutien de quantité de pêcheurs indigents, & qui ne pouvoient d'aucune manière servir d'instrument aux hostilités. Mais ce n'est rien encore. Il a débarqué à Fairfield, & les Rebelles ayant tiré sur lui des fenêtres & des toits des maisons, il a ordonné à ses Loyalistes réfugiés de mettre le feu à quelques-unes; & les flammes en ayant gagné d'autres, tout le lieu de Fairfield a été réduit en cendres, ainsi qu'un grand nombre de bateaux pêcheurs. Destruction faite de gayeté de cœur & sans une suffisante provocation! Il fait une incursion dans un pays ouvert: il y répand la terreur; & parce que quelques braves gens se montrent pour défendre leur vie, leur liberté & leurs biens: il met le

feu à la ville & en fait un monceau de ruines. Celle de Norwalk a eu le même sort, parce qu'il en est parti quelques coups de fusil après qu'elle avoit reçu des sauf-conduits. Mais c'étoit là le cas de faire chercher les coupables & non de traiter la ville entière avec une barbarie aussi atroce. Il se vante d'avoir infligé le même châtiment au petit bourg de Greenfield. Anéantir est sans doute une excellente maniere de châtier ! C'est la doctrine infernale du feu Lord Suffolk & du Docteur Fergusson, Secrétaire de la *feue* commission conciliatoire. Si c'est la torche à la main qu'on se fait des amis & qu'on ramène des enfans égarés, nous sommes sûrs, avec de tels Généraux, de rentrer bientôt dans nos anciens droits sur l'Amérique. Mais l'expérience de tous les tems ne sauroit être démentie ; & ces excès de cruauté n'engendreront que trahison, désespoir & rage, & une impossibilité absolue d'établir entre les deux nations les rapports de commerce qui seuls pourroient relever l'Angleterre de la perte de ses Colonies «.

Vous verrez, Monsieur, dans ces relations que les prétendus Loyalistes de la Nouvelle - Ecosse s'étoient déjà joints aux Américains à leur arrivée sur la rivière de Pénobscot. C'est ce qui ne cessera d'arriver par tout où les Anglois se croiront le plus assurés de la fidélité des peuples, & principalement

dans les lieux qu'ils se sont soumis par des moyens si abominables.

Le Général Washington ayant fait détruire le fort de *Stony-point* sur la rivière de Hudson, les Anglois se sont remis en possession du poste ; mais la gloire que s'y est acquise M. de Fleury, Officier François, qui en a enlevé le pavillon, & la médaille par laquelle le Congrès a immortalisé cette belle action, nous répondent que l'armée Américaine a encore plus d'un prodige de valeur à opposer de ce côté là aux efforts que fera Clinton pour remonter jusqu'à Albany.

Il circule ici, depuis quelques heures, un bruit, que je voudrois pouvoir vous garantir. C'est que des vaisseaux de guerre espagnols auroient pris à la Jamaïque le *Ruby* de 64 canons, avec le Chevalier Peter Parker, qui commandoit cette station, & un autre vaisseau de force qui l'accompagnoit. Si cela est, cette Isle importante ne tardera pas à rentrer sous la domination des Espagnols, à qui Cromwell l'a enlevée.

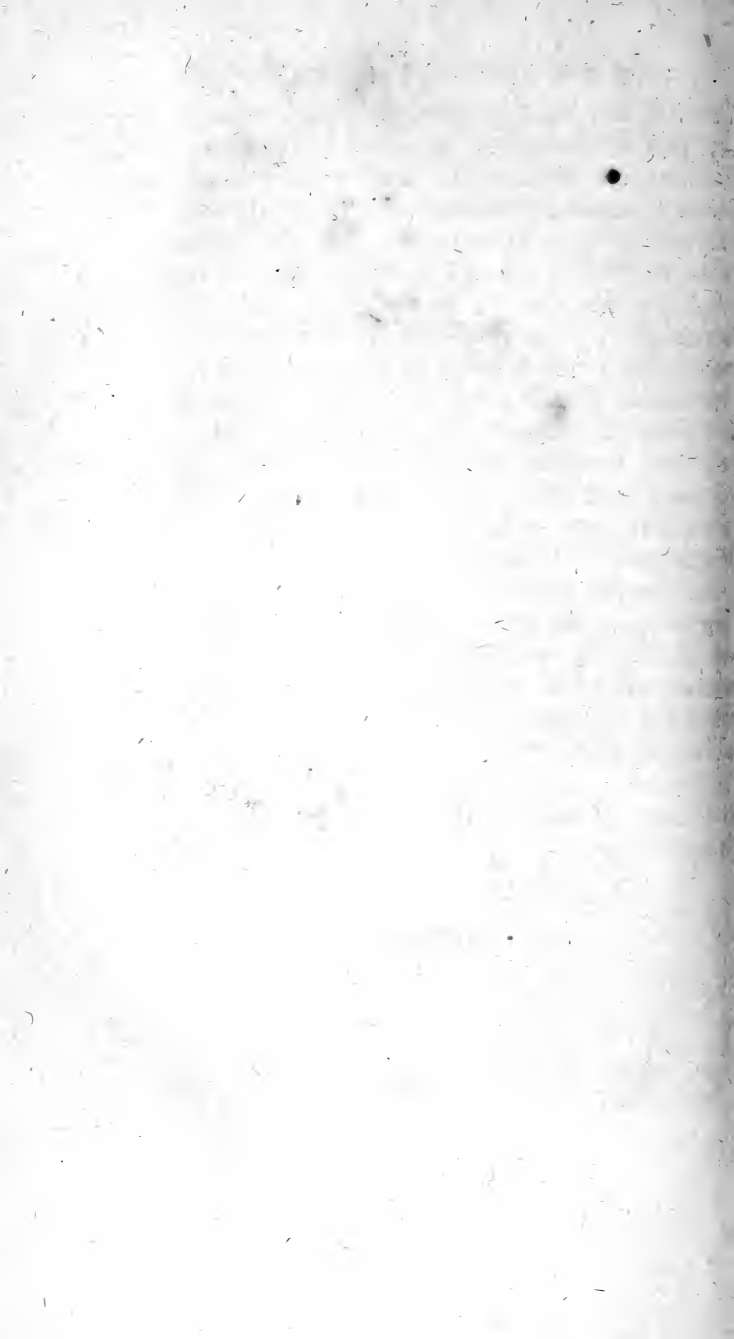
Je finirai par une nouvelle qui passe pour certaine, c'est que l'escadre du Chevalier Lockart Ross, partie de Portsmouth le 13 Septembre pour l'Irlande, disoit-on, ou pour Gibraltar, vient de relâcher à Portland.

Les Généraux Meadows & Grant sont arrivés ici des Isles du Vent, avec le vaisseau de ligne le *Monmouth*, deux frégates & quel-

cclxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ques vaisseaux marchands. C'est un indice sûr
qu'il n'y sera fait aucune tentative cette an-
née, pour reprendre sur les François les Isles
dont ils se sont emparés.

On n'attend plus la flotte de la Jamaïque ;
parce qu'on suppose que la nouvelle de la
déclaration de l'Espagne y aura donné lieu à
un embargo général, & on ne doute point
que cette Isle ne soit dans la plus grande
confusion.

F I N.



ment & la fidélité de cette province , comme le pensent beaucoup de personnes judicieuses & bien informées , indépendamment de bien d'autres circonstances qui font donner la préférence à cette proposition , la possession de New-York non seulement seroit d'un grand poids dans la balance générale des avantages , mais encore elle augmenteroit notre force par la jonction de beaucoup d'Américains loyalistes qui se feroient connoître à la moindre apparence de protection. Mais en vous donnant ces idées & les autres qui se sont présentées , je vous prie de ne pas en conclure que le Roi ne laisse point à ses Généraux la liberté entière d'agir suivant leur propre jugement & discrétion. J'ajouterai seulement que quelque usage qu'on fasse de l'armée à vos ordres , en conséquence de ce qui a été proposé , il sera absolument nécessaire qu'on prenne les soins les plus efficaces pour protéger Halifax , qui étant le grand magasin de toutes nos munitions navales , devient un objet de la plus grande importance.

Je suis , &c.

DARTMOUTH.

T

1775
Septem.

1775. *Extrait d'une lettre du Comte de Dartmouth au*
 Août , *Major Général Howe , datée de Whitehal le*
 Septem. *2 Août 1775. (Reçue le 26 Septembre.)*

MONSIEUR,

Le Roi ayant ordonné au Général Gage de retourner en Angleterre pour rendre compte à Sa Majesté de l'état de son commandement, & pour être consulté sur ce qui peut être jugé nécessaire pour le plan des opérations futures : j'ai l'honneur de vous envoyer une commission de Sa Majesté qui vous nomme (pendant l'absence du Général Gage) Commandant en chef des forces de Sa Majesté employées ou qui doivent être employées dans les Colonies situées sur l'Océan Atlantique : j'ai aussi envoyé une pareille commission au Général Carleton pour commander les forces employées ou qui doivent être employées dans le Canada & sur ses frontieres.

Dans une lettre séparée au Général Gage en date de ce jour, je lui ai exposé très-amplement l'intention du Roi concernant les forces qui doivent être employées l'année prochaine dans l'Amérique Septentrionale, & je lui ai suggéré beaucoup de choses relativement aux idées d'un plan d'opérations.

Il a ordre de vous laisser cette lettre lorsqu'il

qu'il partira; ainsi j'ajouterai seulement
que je suis, &c.

1775.

Octobre,
Novem.

*Copie d'une lettre du Général Gage au Comte
de Dartmouth, datée de Boston le premier
Octobre 1775. (Reçue le 14 Novembre.)*

M I L O R D.

J'ai reçu le 26 du mois dernier (Septembre) votre lettre séparée du 2 Août, par laquelle vous m'informez des mesures prises par ordre de Sa Majesté pour renforcer son armée dans l'Amérique Septentrionale, & où vous m'ordonnez de répondre à certaines questions concernant les opérations qu'il feroit le plus à propos de tenter. Après les avoir murement examinées : je vais vous faire connoître ce que je pense.

Premierement. Dans la premiere campagne pousserons-nous la guerre avec toutes nos forces du côté de la Nouvelle-Angleterre?

Je pense que nous ne pouvons tirer aucun avantage de nos opérations offensives dans la partie de Boston. En supposant que nous soyons certains de chasser les Rebelles de leurs retranchemens, nous n'y gagnerons rien que de la réputation, & nous ne profiterons point de la victoire, parce que nous manquerons de tout ce qui est nécessaire pour pénétrer dans le pays. Nous perdrons probablement beaucoup d'hommes, & les Re-

belles seront aussi nombreux peu de jours
 1775. après une défaite qu'auparavant. D'ailleurs
 Octobre. le pays est naturellement très-fort & propre à leur manière de combattre.

2.^o D'après l'examen de l'état des choses dans toute l'Amérique, ne seroit-il pas plus à propos de faire de la rivière d'Hudson le théâtre de la guerre, & en conséquence de s'emparer de la ville de New-York avec une partie de nos forces, laissant à Boston ce qui est nécessaire pour assurer ce poste & pour entretenir une diversion de ce côté-là ?

Il m'a toujours paru qu'on ne pouvoit rien faire de mieux que de rendre la rivière d'Hudson le théâtre de la guerre ; la situation entre les Colonies de l'Est & celles de l'Ouest, est avantageuse, & en outre très-commode pour transporter les besoins d'une armée. On nous assure aussi que beaucoup de Loyalistes prendront les armes pour nous dans cette Province, & que les troupes y trouveront bien des fournitures qui leur manquent. On peut s'y assurer une communication avec le Canada mieux que de toute autre partie ; & pendant l'hiver, lorsque les troupes ne peuvent pas tenir la campagne, elles peuvent faire quelques tentatives sur les Provinces Méridionales en s'embarquant sur des bâtimens de transport. Jecrois néanmoins que les forces qui sont aujourd'hui à Boston ne peuvent pas être divisées & qu'elles sont trop foibles pour tenir Boston & New-York en même tems.

3.^o En cas qu'on trouve peu de sûreté ou d'utilité à prendre poste à New-York, ne seroit-il pas convenable de faire des expéditions dans d'autres lieux avec une partie des forces à vos ordres, embarquées sur des bâtimens de transport ? Ces expéditions, quand même elles n'auroient point d'autre objet, vous procureroient du moins d'amples provisions de vivres & autres, ce qui n'est pas un objet peu intéressant pour nous dans les circonstances présentes.

Il seroit sans contredit d'une grande utilité de faire des expéditions en divers lieux, si nous avions assez de troupes pour débarquer en force & nous établir sur le terrain. Nous avons tiré parti de ces petites entreprises qui nous ont procuré des bestiaux, & on peut les continuer toutes les fois que les bâtimens de transport ne sont pas employés.

Enfin, en cas que les mesures suggérées dans les deux dernières propositions ne puissent pas être effectuées, & que même il y ait du risque à tenir Boston pendant l'hyver, comme beaucoup de gens le pensent ici, ne conviendroient-elles pas que toute votre armée soit portée par divisions convenables à Halifax & à Quebec, jusqu'à ce que les événemens de l'hyver puissent indiquer ce qu'il y aura de mieux à faire au Printemps ?

Je suis d'opinion qu'il n'y aura pas de risque à tenir Boston encore pendant cet hyver (1775. - 6.)

Après avoir répondu à vos questions, je
 1775. prendrai la liberté d'ajouter, que pour con-
 Octobre. tinuer la guerre il me paroît très-nécessaire
 d'être en possession de quelque Province où
 vous soyez assuré de pouvoir trouver des
 provisions, & que New-York paroît ré-
 pondre le mieux à cet objet. On pourroit
 en faire la principale place de guerre en
 y entretenant des troupes & de grands
 magasins de munitions de guerre de toute
 espece, le tout bien fortifié & bien assuré.

La possession de Boston occasionne une
 diversion considérable des forces de l'ennemi,
 & par là elle est très-avantageuse, mais en
 même tems la place est si ouverte de tous
 côtés aux attaques, qu'elle exige beaucoup
 de troupes pour la défendre.

Le Château William défend le canal, cir-
 constance qui ne nous peut être utile, mais
 qui nous seroit très-préjudiciable si les Re-
 belles trouvoient moyen de s'emparer de
 cette forteresse; en conséquence j'ai fait dé-
 truire les batteries de mer & miner le fort,
 afin de pouvoir le faire sauter lorsque les
 troupes auront ordre d'évacuer Boston.

Si nos troupes étoient assez nombreuses
 pour multiplier nos attaques, je panherois
 beaucoup pour qu'on s'emparât de Rhode-
 Island. Je crois qu'il est aisé de défendre
 cette Isle avec le secours d'une frégate ou
 deux & de quelques petits vaisseaux de guerre.
 Elle est située de maniere à procurer une

communication avec New-York, & de là il est facile d'attaquer toute la côte de Connecticut, le bord septentrional de Long-Island & la partie occidentale de la baye de Massachusset.

1775.

Octobre

Par des lettres venues dernièrement d'Halifax, le Gouverneur Legge m'informe que plus de quatre cents personnes s'y sont associées pour défendre le Gouvernement. Le vaisseau de guerre le *Fowey* a ordre de s'y rendre, il emmene sous son convoi le Lieutenant Colonel Goreham avec quelques recrues de son corps & de celui de M'Lean, & deux Compagnies du quatorzième régiment : ainsi j'espère qu'y compris les associés il y aura un corps de six cents hommes à Halifax, sans les gens des vaisseaux de guerre le *Sommerfet* & le *Fowey*. Il y a long-tems que j'ai écrit pour qu'on retranchât les hauteurs au dessus du Chantier & de la Citadelle, mais je n'ai eu aucune nouvelle de ce qu'on y a fait.

J'ai l'honneur d'être, &c.

THO. GAGE.

Extrait d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 5 Octobre 1775. (Reçue le 14 Novembre.)

Par l'arrivée du *Cerberus*, j'ai reçu le 26 du mois dernier votre dépêche datée du 2

Tiv

— Août, où étoit jointe une commission en
 1775. vertu de laquelle je suis nommé, en
 Octobre, l'absence du Lieutenant général Gage,
 Novem. pour commander en chef toutes les forces
 de Sa Majesté employées ou qui doivent
 être employées dans les Colonies situées sur
 l'Océan Atlantique.

Je vous prie d'être persuadé que je ne négligerai rien de ce qui dépendra de moi pour le bien du service de Sa Majesté dans le département important dont je suis honoré. J'accepte cette commission bien volontiers d'après la connoissance que j'ai des talens supérieurs des Majors généraux Clinton & Burgoyne, sur l'appui & concours desquels je puis placer toute ma confiance dans les cas difficiles qui pourroient se présenter.

Copie d'une lettre, (marquée séparée) du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 9 Octobre 1775. (Reçue le 14 Novembre.)

M I L O R D,

Le Général Gage m'ayant communiqué votre lettre séparée du 2 Août dernier, je vais, pour obéir à vos ordres, vous présenter mes idées sur la campagne prochaine. Permettez-moi d'abord de vous dire que cette Ville, à moins de quelque accident

qu'il est absolument impossible de prévoir, ne courra aucun risque de la part de l'ennemi pendant l'hyver; qu'au contraire le renfort de deux mille hommes ou de cinq bataillons d'Irlande, nous mettra en état de molester les Rebelles par des incursions le long de la côte, & que j'espère que Portsmouth, dans la Nouvelle-Hampshire, sentira le poids des armes de Sa Majesté dans le cours de cette saison.

1775.
Octobre,
Novem.

D'après l'état apparent des forces actuelles de l'armée des Rebelles & d'après l'étendue qu'occupent à présent les troupes de Sa Majesté pour la défense de cette place, il n'est pas probable qu'on entreprenne rien d'important pendant le reste de la campagne.

L'armée fera bientôt entièrement employée à préparer des quartiers pour l'hyver, afin que nous puissions être à couvert au milieu du mois de Novembre, ou plutôt si cela est nécessaire. On a commencé depuis peu une fortification près de l'extrémité de la Ville du côté de Roxbury. Six cents hommes y travaillent journellement, & dans cet état, ce n'est qu'un secours convenable pour la défense de la place. Le Corps sur les hauteurs de Charles-Town est aussi employé à assurer ce poste pour l'hyver.

Pour répondre à votre première question : savoir, *si la campagne prochaine doit s'ouvrir d'ici avec toutes nos forces ?* Je prends la liberté de vous dire qu'il y auroit beaucoup de ris-

— que à ouvrir la campagne de ce côté-ci, 1775. tant à cause de la force du pays que des positions fortifiées que les ennemis ont prises & où probablement il ne seroit pas aisé de les aller attaquer sans une perte considérable de notre part : d'ailleurs par la difficulté que nous aurions à pénétrer plus avant dans le pays, ils auroient toutes sortes d'avantages pour le défendre, en ce qu'ils sont infatigables à élever des fortifications & qu'ils doivent supposer avec raison qu'ils nous affoibliront par le grand nombre d'attaques que nous serions obligés de faire, tandis qu'ils sont si nombreux dans cette partie de la Province, qu'ils ne sentiroient point leur perte, dans le moindre degré de proportion avec nous. En outre nous ne pourrions ni les empêcher de recevoir des secours de toute espèce des Colonies méridionales, ni même conserver sans difficulté la communication entre l'armée & cette Ville. A ces raisons, je puis ajouter les dépenses considérables qu'entraîneroient les chariots, l'artillerie, &c. faute de pouvoir rien transporter par eau, excepté à une très-petite distance.

Votre seconde question regarde la division de l'armée pour la possession de New-York & de cette Ville. Je pense que nos forces actuelles ne sont pas proportionnées à cette entreprise. Les Généraux Gage, Clinton & Burgoyne étant du même avis, j'attendrai

les ordres de Sa Majesté sur ce point : en attendant, je donnerai tous mes soins à la santé & à la discipline des troupes.

1775.

Octobre,
Novem.

Si je reçois ordre de laisser ici des troupes pour garder la Ville & d'aller avec le reste à New-York, je prends la liberté de vous faire savoir qu'il ne faudra pas moins que cinq mille hommes ou huit ou neuf bataillons sur le plan projeté d'augmentation pour le service qu'exigera ce projet. Une telle force, commandée par le Général Clinton, occuperoit une armée de dix mille Rebelles.

Je proposerois vingt bataillons pour composer la division pour New-York, qui seroit près de douze mille hommes : ce corps seroit employé à ouvrir une communication avec le Canada d'abord, en laissant cinq bataillons pour la défense de la Ville de New-York.

Il restera alors trois mille hommes de troupes réglées pour Quebec, lesquels avec trois à quatre mille Canadiens & quelques centaines de Sauvages, composeront l'armée du Canada. Au surplus, je ne prétends point décider si le nombre de ces troupes sera suffisant pour le service du Canada.

La communication entre les deux armées étant ouverte & assurée par des postes convenables, opération qui doit effectuer en quelque sorte la réduction des Rebelles dans la Province de New-York, ces troupes

1775. pourront se rendre dans la Province de la
 Octobre, Baye de Massachusset par des routes sépa-
 Novem. rées, selon que les circonstances l'exigeront.

Mais je pense qu'en évacuant entierement Boston & en prenant possession de Rhode-Island, avec les forces proposées pour Boston, la correspondance entre les différens corps de l'armée seroit mieux établie & qu'ils pourroient agir avec plus d'efficacité de ce côté ci par où il seroit possible de pénétrer dans le pays : au lieu que dans sa position actuelle, l'armée ne peut que défendre son poste & peut être faire quelques incursions pour se procurer des provisions fraîches, sans être jamais en état de soumettre les habitans. La diversion que cette manœuvre occasionneroit en attirant après elle une grande partie de l'armée rebelle, seroit, selon moi, égale dans les deux positions. Mais l'occupation de Rhode-Island donneroit tant d'inquiétude au Connecticut, que l'armée, fournie par cette Province, y resteroit probablement pour sa défense.

Quant au blocus du port de Boston, si l'on juge cette opération nécessaire, après l'évacuation de la ville, il est probable qu'un petit corps de troupes pourra être retranché avec sûreté sur quelque éminence voisine de la rade de Nantasket, pour la commodité des vaisseaux qui pourroient s'y tenir pour bloquer le port.

Le Général Gage aura l'honneur de vous

informer de ce qu'il a fait pour mettre Halifax en état de défense.

1775

Octobre,
Novem.

Votre Excellence ayant bien voulu me mander que la force de l'armée Angloise sera portée à vingt mille hommes pour le Printems prochain, je désirerois qu'elle fût composée de trente-quatre bataillons, de dix compagnies, chacune de cinquante-neuf soldats, suivant le plan proposé d'augmentation, ce qui produiroit le nombre requis d'infanterie réglée & nous mettroit à portée de terminer infailliblement la guerre. Si l'on jugeoit à propos d'ajouter aux trente-quatre bataillons proposés pour l'armée Angloise, six autres bataillons, montant à environ cinq cents hommes, au moyen d'une répartition bien entendue de ces forces entre les divisions du Canada & de Rhode-Island, je ne doute point que le succès ne répondît au surcroît de dépenses qu'occasionneroit cette augmentation.

Il est si essentiel pour le service de Sa Majesté que le renfort annoncé pour le Printems, arrive de bonne heure, que je crois devoir vous épargner toute sollicitation ultérieure sur un objet aussi important. Je désirerois seulement que les troupes destinées pour la division de Boston pussent être embarquées *dans les premiers jours de Février*, parce qu'alors elles pourroient arriver ici *vers le milieu ou la fin d'Avril*, c'est-à-dire,

vers le tems où je désirerois ouvrir la campagne.

1775. Octobre, Je vous prie en même tems de m'envoyer
Novem. un renfort de Chirurgiens pour les hôpitaux généraux.

Je demande aussi l'appui & la protection de votre Excellence pour faire nommer aux nouvelles compagnies quelques anciens Officiers, qui, par leur expérience & leurs bons services, ont mérité les graces de Sa Majesté. Si on les oublioit dans cette circonstance, on éteindroit dans l'armée cette ardeur qui a si fort distingué le corps des Officiers pendant le cours de la campagne actuelle. Mais comme le Général Gage aura l'honneur de mettre leurs noms sous les yeux de Sa Majesté, je n'importunerai pas plus long tems Votre Excellence à ce sujet.

W. H O W E.

Extrait d'une lettre particuliere du Comte de Dartmouth au Major général Howe, datée de Whitehall le 5 Septembre 1775.

(Reçue le 9 Novembre)

1775. Dans ma lettre au Général Gage, en date
Septem. du 2 Août, qu'il a dû vous remettre à son
Novem. départ pour l'Angleterre, j'ai déjà jetté sur le papier les différentes idées qui m'ont été données relativement au plan d'opération pour la prochaine campagne, dans le cas

où la rébellion contre nature qui subsiste actuellement continueroit d'avoir lieu. Mais j'ai crû devoir m'en borner dans cette lettre à exposer simplement les propositions telles qu'elles ont été faites, & j'ai évité avec le plus grand soin de paroître avoir aucune opinion sur des questions qu'il est impossible de résoudre, tant par leur nature que par la difficulté de former un jugement précis à un si grand éloignement & sans des informations ultérieures. J'ai essayé de décrire en termes généraux non seulement les avantages notoires qui résulteroient de l'occupation de New-York, mais encore les dangers auxquels l'armée seroit exposée si elle passoit l'hiver à Boston.

Les informations & les connoissances acquises journellement depuis cette époque, ont prouvé clairement la justesse de l'une & l'autre observation. La position des troupes rencoignées dans une ville, exposées aux insultes & aux attaques, si non même aux surprises par une infinité d'endroits, privées des douceurs & même des premières nécessités de la vie, perdant par la maladie & la désertion plus d'hommes qu'on ne peut en remplacer, & cessant d'être un objet de détresse & de terreur pour les Rebelles : une telle position, dis-je, est vraiment alarmante & mérite la plus sérieuse attention. Le Roi m'ordonne de vous marquer que s'il ne s'est pas fait quelque changement en

1775.

Septem.

Novem.

1775

Septem.
Novem.

mieux avant que cette lettre vous parvienne ; ou s'il ne s'est pas présenté quelque occasion imprévue de poursuivre la guerre avec avantage du côté de la Nouvelle-Angleterre , il paroît non seulement convenable , mais nécessaire d'abandonner Boston avant l'hiver , de démanteler le Château William , & après avoir embarqué toute l'artillerie & les munitions , & donné à ceux des habitans bien disposés tous les moyens de se retirer en sûreté avec leurs familles & leurs effets , de conduire les troupes à New-York ou à quelque autre ville au Sud , que le plus grand bien , la sûreté ou l'utilité du service pourront indiquer comme plus convenable & où une escadre de vaisseaux du Roi pourra non seulement être à couvert de tout danger , mais encore trouver des moyens de poursuivre ses opérations pendant l'hiver.

L'occupation d'un poste semblable présente une foule d'avantages que vous concevrez mieux que je ne pourrois les décrire. Je ne puis m'empêcher de vous en citer un entr'autres , quoique je sois bien persuadé qu'il n'a pas échappé à votre sagacité , c'est l'occasion que cette manœuvre peut vous fournir d'employer pendant le fort même de l'hiver , une partie de vos troupes à quelques coups de main au Sud. En effet , une expédition pareille , en supposant qu'elle n'opere pas la conquête du pays , répandra au moins la consternation parmi les Colonies

nies rebelles, & fournira à l'armée un moyen de se procurer un surcroît de provisions & de tous les autres articles dont elle peut avoir besoin. 1775, Novem.

Un autre point dont j'ai déjà parlé dans ma lettre au Général Gage comme d'un objet qui mérite de fixer toute son attention, c'est qu'il ne doit pas manquer d'envoyer en Angleterre l'état le plus exact & le plus détaillé de tout ce qui peut lui manquer & qui lui est nécessaire pour le bien du service. Comme le Roi veut que vous gardiez le commandement l'année prochaine, c'est par l'ordre exprès de Sa Majesté que je vous répète cet ordre, comme une chose essentielle & indispensable. Il m'est de plus ordonné d'ajouter que le Roi vous permet de nommer, si vous le jugez à propos, un Adjudant général & un Quartier - Maître général : sa Majesté n'ignorant pas de quelle conséquence il est pour vous d'avoir dans ces places des Officiers dont vous connoissiez suffisamment par vous même les talens pour pouvoir compter sur eux dans tous les cas.

Extrait d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 26 Novembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

J'ai reçu le 9 de ce mois par le vaisseau de Sa Majesté le *Phoenix*, la lettre particulière

1775. 5 Septembre, avec des duplicata des lettres
 Novem. de votre Excellence, du 2 Août au Général Gage & à moi, & aussi une lettre de M. le Secrétaire Pownal du 8 Septembre, où il y en avoit deux incluses, & une copie d'une lettre secrète du 5 Septembre.

L'évacuation de la ville de Boston par l'armée du Roi avant l'hyver, étant le principal objet de votre lettre du 5 Septembre, c'est avec le plus grand regret que je me trouve dans l'obligation de vous informer que ces ordres sont arrivés trop tard pour qu'il me soit possible de me conformer aux intentions du Roi sur cet article.

Vous verrez par l'état n°. 1. qu'il n'y a pas actuellement dans le port assez de bâtimens de transport pour emmener les troupes, l'artillerie, les munitions de toute espèce, ceux des Habitans qui nous sont le plus affectionnés, avec leurs effets & les marchandises qu'il peut être prudent d'emporter. Quand bien même tous nos bâtimens seroient dans le port, il s'en faudroit de 11,602 tonneaux que le tout ne pût être embarqué à la fois, même avec le surcroît de vaisseaux & autres petits bâtimens que l'on pourroit se procurer dans le port. Lorsque je réfléchis à la division de l'armée en deux embarquemens, dans l'état de foiblesse où elle est actuellement, & à la position où se trouveroient & cette garnison & les troupes

envoyées à New-York , relativement à l'en-
nemi , il me paroît que ce seroit hazarder ^{1775.}
plus que la prudence ne permet , d'autant ^{Novem.}
plus que dans ce cas notre sort dépendroit
du retour des bâtimens de transport , dans
une saison où la violence des vents du Nord
rend la navigation sur cette côte extrême-
ment dangereuse.

Les Généraux Clinton , Burgoyne & le
Lord Percy , pensent comme moi , qu'il n'y
auroit aucun avantage à évacuer cette place
avant le printems : j'ai lieu de me flatter que
le Roi ne désapprouvera pas la résolution que
j'ai prise d'y rester.

Nous n'avons pas la moindre appréhension
de voir les Rebelles attaquer cette place par
surprise ou autrement , comme vous paroîs-
sez le craindre. Au contraire, il seroit à dé-
sirer qu'ils voulussent tenter une entreprise
aussi téméraire & sortir de ces forts retran-
chemens , auxquels ils doivent attribuer leur
sécurité actuelle. Mais en parlant ainsi , je
dois ajouter que vû le grand nombre de
nos malades , l'étendue de cette ville &
des postes collatéraux , nous ne serons
point assez forts pendant l'hyver pour ten-
ter aucune expédition d'importance pour le
service de Sa Majesté , telle que la prise de
Rhode-Island , de New York , de Philadel-
phie ou de Charles-Town dans la Caroline
Méridionale. Cependant si dans le cours de
l'hyver les circonstances étoient favorables à

quelques opérations , l'occasion ne sera point
1775. négligée.

Novem. Ayant fait passer à la Trésorerie différens états où sont détaillés tous les articles dont l'armée a besoin , pour mettre en exécution les ordres de Sa Majesté au printems prochain , je vous en envoie des copies par une lettre séparée. Quant aux opérations de la prochaine campagne , après avoir su par Votre Excellence les intentions de Sa Majesté à ce sujet , je prends la liberté de proposer que la partie du soixante-cinquieme régiment qui est ici , soit envoyée à Hallifax au Printems. Ce corps , avec celui du Lieutenant-Colonel Goreham , qui est déjà dans cette ville , & quelques recrues du Lieutenant-Colonel Mac Lean , ajoutés à la Milice que l'on a le projet de lever dans cette Colonie suivant les informations du Gouverneur Legge en date du 15 Octobre , mettra le Chantier & la Ville à l'abri de toute attaque. D'après les dernières nouvelles que j'ai reçues de cette ville , en date du 18 Octobre , les ouvrages provisionels & destinés à fortifier le Chantier , étoient déjà fort avancés , & on projettoit de construire un retranchement & des fortins sur la hauteur où est la citadelle pour la protection de la ville , si cela se pouvoit faire avant l'hyver.

Le détachement du quatorzieme régiment actuellement à Hallifax , aura ordre de revenir ici lorsque le soixante-cinquieme y

arrivera. Comme je crois que les autres parties de ce corps seront plus utilement employées avec l'armée, qu'aux lieux où elles sont actuellement, je donnerai des ordres en conséquence, à moins que je n'en reçoive de vous de contraires, ou que je n'aie dans l'intervalle quelque information sûre qu'elles sont nécessaires dans le Sud.

Quant au blocus de Boston, si cette opération est jugée convenable, je proposerai de retrancher un bataillon dans un lieu où les vaisseaux de guerre puissent hiverner avec sûreté. Il est beaucoup plus aisé de bloquer Boston que le Château Guillaume, qui sera entièrement démoli, conformément aux ordres de Sa Majesté, par des mines que l'on fera jouer lors de l'évacuation de la ville.

Le second objet dont je dois parler, est la prise de Rhode-Island avec dix bataillons, sous le commandement du Major général Clinton, s'il y avoit une flotte prête pour ce service, & s'il pouvoit avancer jusqu'à la Providence.

Alors il restera ici seize bataillons pour New-York, conformément à la distribution ci-incluse, où les sixieme, quatorzieme & seizieme régimens ne sont point compris, les deux derniers étant en garnison dans la Floride Occidentale, & le sixieme ne pouvant, selon toutes les apparences, arriver que vers la fin de la campagne.

Mais dans cette armée, quoique complete

1775. au Printems, il y aura malheureusement entre
 Novem. fix & sept mille hommes de recrues, & de la plus mauvaise espece, le plus grand nombre étant composé d'Irlandois Catholiques-Romains, qui désertèrent certainement si on les emploie à des ouvrages de force & en qui, vu leur ignorance du métier de la guerre, on ne peut pas mettre de confiance.

Pour remédier à ce mal qui est réellement grave, je propose d'incorporer, sans Officiers, cent hommes, (2,700 Allemands) tirés des troupes Hanovriennes & Hessoises dans chacun des vingt-sept bataillons d'Infanterie, mais sans y comprendre le quarante deuxième régiment, estimé égal à deux bataillons, & les troupes de marine ; ceux de ces soldats qui se trouveroient dans lesdits corps à la fin du service, seroient renvoyés dans leurs pays respectifs.

D'ajouter aussi à chaque bataillon, en qualité de volontaires, cent hommes tirés de la Milice Angloise, lesquels auroient pareillement leur congé immédiatement après l'extinction de cette rébellion si peu naturelle.

Les régimens pourront avoir besoin pour se compléter, d'environ sept cents recrues au Printems, ce qui n'est certainement pas trop pour faire face aux déficits que la maladie, la désertion & le service peuvent occasionner dans le cours de l'hyver.

Alors l'armée seroit respectable par le nombre, & elle pourroit être entretenue, 1775.
 sans difficulté, sur le même pied à l'avenir Novem.
 au moyen de deux Compagnies de plus par bataillon ; mais sans cet expédient ou quelque autre mesure que l'on jugera plus convenable , l'augmentation des troupes du Roi pour la campagne prochaine par le moyen des recrues , qui peut avoir les conséquences les plus utiles , si elle est accompagnée de quelque autre moyen , ne donneroit que peu ou point de supériorité sur les troupes des Rebelles , composées de soldats , sans expérience , à la vérité , mais néanmoins très-exercés à l'usage des armes.

Au surplus , selon moi , ces forces ne sont point suffisantes pour faire une campagne offensive du côté de New-York & de Rhode-Island , même en ne laissant ici que ce qu'il faudroit de troupes pour bloquer le port. En effet , l'armée alors ne monteroit pas à plus de cinq mille hommes pour Rhode-Island & de huit mille pour New-York , & sur cette dernière division , il faudroit en laisser au moins deux mille pour le blocus de Boston & pour garnir les postes qu'il est nécessaire d'occuper. En conséquence , je demanderois un renfort de quatre mille Russes , dont quinze cents iroient joindre le Général Clinton , & deux mille cinq cents feroient partie de l'armée de New-York.

Pour contrebalancer ces forces ; je crains

1775.
Novem.

que les Rebelles n'aient pas moins de dix mille hommes du côté de Rhode-Island, & peut-être vingt mille dans la Province de New-York., pour agir contre le Général Carlton d'un côté, & de l'autre les corps de New-York. Il est probable que ces vingt mille hommes ouvreroient la campagne par le siege de New-York, attendu que selon les dernieres nouvelles de cette ville, le Congrès continental a donné ordre à un corps de quatre mille hommes de se mettre en marche de Philadelphie pour se rendre en toute diligence à New-York, & il faut s'attendre qu'ils emploieront tous leurs efforts pour la défense d'une ville dont la possession leur est si importante.

J'apprends par la lettre du Secrétaire Pownal du 8 Septembre, que les Ministres du Roi ont jugé qu'il seroit à propos d'enlever de Boston les effets & les marchandises appartenans aux ennemis comme aux amis du Gouvernement. Mais les ordres, relativement aux effets des mal intentionnés, n'étant point positifs, je me trouve forcé de vous demander des ordres ultérieurs, de peur que le parti que je prendrois n'occasionne au Gouverneur de nouvelles disputes & de nouvelles dépenses. J'y suis d'autant plus obligé, que selon l'expression de M. Pownal, dans sa dernière lettre, il a ordre de me dire que dans cette circonstance & dans toute autre de la même espece, je dois être le meilleur.

Juge, & par conséquent m'en rapporter à mon sentiment. Je dois en même tems observer combien il seroit agréable & avantageux pour les Rebelles de trouver tous ces effets dans la ville, lorsqu'ils en prendront possession; ce qui me porte à croire qu'il pourroit être convenable de les enlever puisque ce seroit un moyen de nuire à l'ennemi.

Votre Excellence ayant eu la bonté de me faire part des ordres du Roi pour m'autoriser à nommer au besoin un Adjudant Général & un Quartier-Maître général, je m'efforcerai de répondre à une confiance dont je suis si peu digne, avec toute l'attention que je dois à l'intérêt du service de Sa Majesté.

Une lettre du Major Roger, écrite de New-York au Général Gage. étant adressée au Commandant en Chef, m'a été remise depuis le départ du Général. Ce Major y fait des offres de service que j'ai encouragées, en le priant de faire ses propositions & en l'assurant que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour lui fournir l'occasion de se recommander par la suite à la faveur de Sa Majesté. J'apprends du Gouverneur Tryon que les Rebelles lui ont fait des offres considérables.

Je suis très sensible à la confiance que le Roi a bien voulu me marquer en me donnant le commandement de cette armée pour la prochaine campagne, & dans cette place

1775.
Novem.

importante, j'usurai de tous les moyens possibles pour remplir les intentions de Sa Majesté.
 1775. Novem.

Le Général Burgoyne ayant reçu la permission du Roi de retourner en Angleterre, il vous remettra les présentes dépêches, & je crois inutile d'ajouter qu'il peut vous donner les plus amples informations relativement au service de Sa Majesté en Amérique. Si Sa Majesté n'a pas d'occasions de l'employer plus essentiellement, & qu'il ait envie de retourner en Amérique, j'espère n'être point privé pour la prochaine campagne d'un Officier qui a autant d'expérience & d'habileté.

Etat du tonnage nécessaire pour transporter les troupes, l'artillerie, les munitions, & les habitants, &c. &c.

Boston le 27 Novembre 1775.

Départemens.

	Tonnage.
Munitions de l'artillerie royale.	2,900.
Un régiment de Dragons.....	2,900.
Dix mille hommes d'Infanterie.	15,000.
Sous Quartiers-Maîtres généraux.	3,800.
Commissaires généraux.....	1,817.
Ingénieurs.....	1,100.
Inspecteurs généraux des casernes.	555.
Hôpital général.....	1,100.

ET DE L'AMÉRIQUE 315

Habitans avec leurs effets..... 6,000. 1775.
 Total..... 35,172. Novem.

Tonnage des bâtimens	}	23,750.
à présent dans le port..... 9,721.		
Hors du port pour dif-		
ferens services..... 7,039.		
Vaisseaux & petits bâti-	}	
mens dans le port..... 6,810.		
Manque pour completer.....		11,602.
TOTAL.....		<u>35,172.</u>

Projet pour la répartition de trente & un bataillons destinés pour l'armée en Amérique sous le commandement du Major général Howe pour la campagne de 1776.

A Boston le 26 Novembre 1775.

Bataillons.	Distribution.	Bataillons.
4 ^e .		
5 ^e .	65 ^e . Halifax & Terreneuve.....	1.
6 ^e .	Près de la rade de Nantasket.	1.
10 ^e .	Rhode - Island.....	10.
14 ^e .	New - York.....	16.
15 ^e .	14 ^e . Virginie , Halifax & Saint	
16 ^e .	Augustin.....	1.

316 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

	Bataillons.	Distribution.	Bataillons.
1775.			
Novem.	17 ^e .	16 ^e . Florides Orientale & Occi-	
	22 ^e .	dentale.....	1.
	23 ^e .	6 ^e . Isles.....	1.
	27 ^e .		
	28 ^e .		31.
	35 ^e , 37 ^e , 38 ^e , 40 ^e , 42 ^e , (estimé à deux bataillons, vû qu'il a 1,000 hommes) 43 ^e , 44 ^e , 45 ^e , 46 ^e , 47 ^e , 49 ^e , 52 ^e , 55 ^e , 63 ^e , 64 ^e , 65 ^e , deux bataillons de troupes de Marine.	Total 31.	

N. B. Les bataillons sont évalués à 500 hommes chacun.

Copie d'une lettre du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 27 Novembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

MILORD,

J'ai l'honneur de vous informer que le *Whitby*, bâtiment de transport de Corke, avec quatre compagnies du dix-septieme régiment d'infanterie, est heureusement arrivé, ainsi que deux autres bâtimens de transport, ayant à bord quatre compagnies du troisieme bataillon de Royal Artillerie, & deux vaisseaux chargés de munitions d'artillerie. Le brigantin le *Nancy*, sur lequel étoient embarquées des munitions d'artille-

rie, a été arraisonné le 15 de ce mois par un des Croiseurs de Sa Majesté, & il est le seul vaisseau chargé de munitions d'artillerie manquant de ceux qui ont appareillé sous le convoi du vaisseau de guerre le *Phœnix*; mais il n'a encore paru aucun des bâtimens de transport de Corke avec les dix-septieme, vingt-septieme, vingt-huitieme, quarante-fixieme & cinquante-cinquieme régimens, excepté le *Whitby* ci-dessus mentionné, ce qui fait craindre qu'ils n'aient été poussés loin au Sud par la violence des derniers vents du Nord. Il seroit fort à souhaiter qu'ils fussent arrivés, non seulement pour le service qu'on en pourroit tirer, mais à cause de la saison avancée de l'année & des dangers que courent les vaisseaux en abordant cette côte, dans la situation actuelle des choses, sans convoi ou sans force, & n'ayant point d'autre port que celui-ci pour les recevoir, tandis que les Croiseurs Rebelles apportent la plus grande attention à tirer avantage de leur foiblesse ou de la nécessité où ils se trouvent de relâcher. Vous savez qu'à cet égard ils n'ont déjà que trop réussi, & il est probable qu'ils nous feront encore beaucoup plus de mal, à moins que les vaisseaux du Roi ne les forcent à s'écarter.

Cet esprit entreprenant s'est manifesté sensiblement le 25 de ce mois dans la conduite d'un Commandant de senau, qui s'étoit déjà emparé d'un bâtiment de transport à une pe-

1775,
Novem;

— tite distance du fanal & à la vue des vais-
 1775. seaux de Sa Majesté, & qui en auroit pris
 Novem. deux autres chargés de fourage, sans la vi-
 gillance du sieur Bourmaster, Lieutenant de
 Marine & Agent des bâtimens de transport
 employé à ce service. Cet Officier coupa
 ses cables, reprit le vaisseau & donna chasse
 au Rebelle sur un bâtiment de transport
 armé, stationné pour la protection du fanal.
 Qu'il me soit permis, pour rendre justice
 à cette belle action, de vous faire savoir
 qu'il a constamment montré, pendant le com-
 mandement du Général Gage, & depuis ce
 tems là, le plus grand zele & donné la plus
 grande attention au service dans sa partie &
 dans d'autres occasions.

En conséquence de votre lettre adressée
 au Commandant général de l'artillerie, on
 donnera l'attention convenable à l'état des
 Officiers du troisieme bataillon d'artillerie.

Lorsque j'eus l'honneur en dernier lieu
 de vous écrire, je me flattois que l'armée
 auroit pris ces quartiers dans ce tems; mais
 malheureusement les travaux nécessaires pour
 la défense d'hyver des hauteurs de Charles-
 Town, ont été tellement retardés par les
 pluies & par le manque d'ouvriers, qu'ils
 ne sont pas encore en état de recevoir le
 détachement destiné à y rester; ce corps
 est toujours en campagne: une partie des
 troupes de ce côté-ci ont quitté le camp,
 & je crois pouvoir vous assurer que toute

L'armée sera à couvert sous peu de jours.

J'ai été forcé de retirer les hommes employés aux ouvrages de l'isthme de Boston qui étoit commencé avant le départ du Général Gage, pour les employer à élever des redoutes du côté des communes.

1775.
Novem.

Les maladies n'ont fait qu'augmenter depuis peu à cause de la rigueur de la saison; mais comme il ne regne plus d'épidémie, j'espère que nous nous rétablirons promptement dans les quartiers, si les matelats, les couvertures, &c. que nous attendons d'Angleterre, ne tardent pas trop long-tems à arriver; en attendant on apportera la plus grande attention à la conservation de la santé des soldats.

Comme vous m'avez demandé l'état de la perte de l'armée par la désertion, pendant la campagne, j'ai la satisfaction de vous informer qu'il n'a déserté que trente-trois hommes depuis le 19 Avril.

Suivant ce que j'ai appris, les Rebelles ont le plus grand besoin d'habits & sont très-mécontents à d'autres égards: les engagements de la plus grande partie expireront à la fin de Décembre, & il y a lieu de croire que la plupart n'en contracteront pas de nouveaux: cependant ils sont entrés dans les cazernes. Ils en ont à chaque poste, & les plus étendus sont à Cambridge.

Le fanal à l'embouchure de ce port, si nécessaire pour la sûreté des vaisseaux qui

1775
Novem.

le fréquentent, est efficacement assuré aujourd'hui, & on y entretiendra désormais un détachement de troupes pour sa défense; la lanterne est réparée & elle a été allumée le 23 de ce mois.

Permettez-moi de vous faire observer que nous nous sommes trouvés cet Été dans une grande disette de matelots expérimentés pour la navigation des bâtimens de transport; pour l'équipement des vaisseaux & bateaux armés, destinés à des services particuliers, & pour plusieurs autres besoins: c'est ce qui m'engage à vous représenter la nécessité d'envoyer des matelots pour compléter sur les bâtimens de transport, les équipages dont je joins ici un état. Il seroit à souhaiter aussi que les vaisseaux du Roi eussent leurs équipages sur le pied de guerre, attendu qu'ils seroient pour lors en état de détacher des hommes pour les services extraordinaires, & qu'on n'auroit plus la même raison de presser sur les vaisseaux d'Europe & d'autres qui apportent des munitions navales & de guerre. Cette presse peut nous nuire prodigieusement pour l'avenir, à moins que vous ne donniez des ordres pour qu'il soit accordé des protections aux autres qui peuvent apporter ces munitions.

Avant le départ du Général Gage, il avoit été concerté une expédition par le Général & l'Amiral pour détruire le cap Anne & Falmouth, deux Villes maritimes sur la côte

côte de l'Est, qui se sont signalées par leur opposition au Gouvernement. Le *Canceaux* 1775.
 & un bâtiment de transport armés, ayant Novem,
 à bord un petit détachement de troupes, ont
 été nommés pour cette expédition: les cir-
 constances n'ayant pas permis de former
 une attaque contre le cap Anne: ces bâti-
 mens ont fait voile pour Falmouth, dont
 les Habitans ont été avertis à tems d'enlever
 leurs effets & de se retirer. La ville a été
 détruite le 18 Octobre, *il y a eu environ cinq*
cents maisons brûlées & quatorze bâtimens de
mer; plusieurs autres ont été pris & détruits,
 sans aucune perte de notre part.

Au retour de ce détachement, le 5 de
 ce mois, j'appris que le détachement de l'ar-
 mée rebelle aux ordres du Colonel Arnold,
 dont je présume que le Général Gage vous
 aura parlé, avoit remonté la riviere Ken-
 nebek dans l'intention d'entrer dans le Ca-
 nada par la riviere Chaudiere: que ce dé-
 tachment s'étoit avancé jusqu'au fort Ha-
 lifax, à environ soixante milles de l'embou-
 chure du Kennebek, d'où il avoit renvoyé
 environ deux cents malades: je n'en ai
 point entendu parler depuis.

Le Général Gage vous instruira qu'il est
 arrivé ici un vaisseau expédié de Quebec le
 10 Octobre avec des lettres qui lui étoient
 adressées par le Général Carleton & le Lieu-
 tenant Gouverneur Cramatié, dont les copies
 sont ci-incluses. J'ai pris le parti d'ordonner

————— à un bataillon de troupes de marine de s'em-
 1775. barquer sur le champ & de se rendre à Que-
 Novem. bec sous le convoi de la frégate le *Cerbere*,
 comme cela avoit été arrêté par l'Amiral
 Graves. Les bâtimens de transport étoient
 prêts à recevoir les troupes le 13 de ce
 mois, lorsque j'ai reçu la lettre ci-incluse
 sous le N.^o I., de l'Amiral Graves qui dé-
 clare l'entreprise imprudente & impraticable
 pour des bâtimens de transport. Je lui ai
 écrit que d'après ces représentations j'aban-
 donnois le projet de faire partir les troupes
 sur des bâtimens de transport, comme vous
 pourrez le voir dans une copie de ma lettre
 sous le N.^o II., projetant alors de me pro-
 curer de plus petits bâtimens qui seroient
 plus propres pour remonter la rivière Saint
 Laurent, mais comme je ne pouvois point
 espérer qu'ils seroient équipés en tems con-
 venable pour entreprendre le voyage avec
 la moindre apparence de succès, j'ai jugé
 plus prudent de différer le départ du ren-
 fort & j'ai expédié un vaisseau pour Quebec
 le 13 Octobre au soir.

J'ai reçu depuis quantité d'avis contradic-
 toires par la voye de New-York, relativement
 à ce qui se passoit dans le Canada & dont
 la plupart étoient favorables aux armes de
 Sa Majesté, jusqu'au 20 de ce mois: Enfin
 il y a quelques jours qu'on m'apporta ici une
 gazette rebelle, dans laquelle on donnoit avis
 de la reddition & de la capitulation de Cham-

bly & de Saint Jean, & que d'après les termes de cette capitulation la garnison resteroit prisonniere de guerre en Connecticut ou ailleurs, suivant quel'ordonneroit le Congrès continental. Le Major Stopfort, du septieme régiment, commandoit à Chambly, & le Major Preston, du vingt-sixieme, à Saint Jean. Un bâtiment de Quebec, allant en Europe, qui a été arraisonné en dernier lieu à la mer, ayant confirmé cette nouvelle, je crains fort qu'elle ne soit que trop vraie.

1775.
Novem.

Je suis, &c.

W. H O W E.

Copie d'une lettre séparée du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 2 Décembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

M I L O R D,

Pour vous donner une connoissance plus parfaite de l'état de cette armée, j'ai l'honneur de joindre ici des copies d'états & estimations, avec les observations que j'ai fait parvenir par cette occasion aux Lords Commissaires de la Trésorerie; j'y joins aussi une copie de la lettre qui accompagne ces états, pour que leurs Seigneuries les prennent en

— considération : je n'ai rien de plus à ajouter ;
1775. si non que je suis , &c.

Décembre.

WILLIAM HOWE.

*Etat des provisions en magasin à Boston le 16
Novembre 1775 , & le tems que ces mêmes
provisions , avec celles qui ont été déposées
depuis , dureront pour la consommation de
12,000 hommes , sur le pied où elles sont
passées aujourd'hui faute de pois & de riz.*

S Ç A V O I R.

En magasin , appartenant à la Couronne ,
trois caisses & demie de suif : 12,880 livres
de porc : 23,469 livres de morue sèche :
9,857 boisseaux de froment : 521,590 livres
de farine : 94,044 livres de pain : 20,384
pintes d'huile.

En magasin , appartenant aux Entre-
preneurs : — 764,690 livres de porc :
552,499 livres de farine : 9,633 livres de
pain : 48,196 livres de beurre : 9,857 livres
de riz.

Le 28 Novembre , déposé par les Entre-
preneurs : — 982 barrils de farine , du vais-
seau la *Reine de Naples* , cargaison de Lon-
dres : le reste faisant 813 barrils de farine ,
a été trouvé mauvais & hors d'état de pou-
voir servir. — 223,896 livres de farine.

Total. — 3 caisses & demie de suif : 777,570

livres de porc : 23,469 livres de morue
 sèche : 9,857 boisseaux de froment : 1775.
 1,297,985 livres de farine : 103,677 livres
 de pain : 48,196 livres de beurre ; 20,384
 pintes d'huile : 9,857 livres de riz. Décembre.

Le porc & le poisson serviront à 12,000 hommes , pendant quatre - vingt - dix - neuf jours , finissant le 26 Février prochain.

Le froment , la farine & le pain suffiront pour cent seize jours , finissant le 24 Mars prochain.

Le beurre & l'huile cent six jours , finissant le 4 Mars prochain.

Le suif & le riz sont réservés pour l'usage des hôpitaux.

La cargaison du senaut l'*Industrie* , de Bristol , n'est point comprise dans ledit état : on commence à la décharger depuis deux jours.

Le bétail en vie n'est pas non plus compris dans l'état.

A son Excellence l'honorable Chevalier William Howe , Major général & Commandant en Chef , &c. &c.

Boston le 29 Novembre 1775.

Signé, D. Chamier , Commis-
 saire des provisions.

Observations sur l'état des provisions.

Par l'état ci-inclus , il paroît qu'il n'y a point de provisions en magasin pour aller

plus loin que le commencement de Mars
1775. 1776.

Décembre. Six mois de biscuit pour 20,000 hommes, d'une qualité à pouvoir garder douze mois, feroient d'un secours essentiel pendant la campagne prochaine, attendu qu'on ne peut pas toujours avoir de commodités pour cuire du pain dans ce pays : il faudroit que les biscuits fussent d'environ six à la livre.

On demanderoit qu'un cinquieme de la viande destinée pour l'armée, fût de bœuf.

On désireroit, pour l'usage des hôpitaux, une quantité additionnelle de menues denrées, sur-tout de gruau, de riz & de vinaigre.

Un tiers de la totalité seroit emballé dans de petites caisses qui ne peseroient pas au delà de cent livres, afin qu'on pût en mettre deux sur un cheval.

Signé W. HOWE.

Etat de ce qu'il y a d'effectif en chevaux, bétail & moutons, avec la quantité de fourrages en magasin & le nombre de jours qu'ils dureront.

Du Quartier général à Boston le 27 Novembre 1775.

Départemens.

Dragons légers, 234 chevaux.

Généraux & Officiers, 160 chevaux.

Artillerie Royale, 200 chevaux.

Député Quartier-Maître général, 80 chevaux, 100 pieces de bétail, 400 moutons. 1775.

Total. 674 chevaux, 100 pieces de bétail, 400 moutons. Décembre.

En magasin.

450 tonnes de foin, 12,391 boisseaux d'avoine, 5,640 boisseaux de bled de Turquie, 12,861 boisseaux de son.

Le tout durera, { le foin..... 100 jours.
 { l'avoine, &c. 150 jours.

On attend,

Du Canada 150 tonnes de foin, 10,000 boisseaux d'avoine, 5,000 boisseaux de son.

De la Nouvelle-Ecosse, 150 tonnes de foin.

Total. 300 tonnes de foin, 10,000 boisseaux d'avoine, 5,000 boisseaux de son.

Le tout durera, { foin..... 60 jours.
 { avoine, &c.... 50 jours.

N. B. La ration, sur le pied actuel, est de treize deniers & demi sterl. : dans les cas de disette, on pourra faire usage de la farine gâtée actuellement en magasin, & qui se monte à 3,000 barrils, (ce qui équivalant à 600,000 pesant) on peut en mêler une certaine quantité avec l'avoine, le bled, &c.

328 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

En conséquence, le prix de la ration sera
1775. de 1 sol 9 deniers & demi.
Décembre.

Signé W. HOWE.

*Etat des lits de caserne , ustensiles & chauffage
du détail de l'Inspecteur des casernes.*

Boston le premier Décembre 1775.

A Boston.

Lits. 3,333 lits de plume , 4,149 traversins , 577 couvertures pluchées , 2,321 couvertures , 4,280 paires de draps , 16 matelats & oreillers.

Ustensiles. 1,052 pots de fer , 705 grils de fer , 296 paires de chenets de fer , 229 pincettes , 231 pèles , 202 haches , 316 chandeliers , 170 poêles de fer . 1,020 trammails , 600 piques à feu , 500 boîtes , 425 boucles , 120 maillets , 260 coins de fer , 250 tables , 320 bans , 120 chaises , 36 lanternes.

Chauffage & Chandelles. 668 cordes de bois , 4,899 chaldrons de charbons , 35,000 livres de chandelles.

N. B. Dans le premier article de lits à Boston , se trouvent mille garnitures de lits apportées par les bâtimens de transport , qui équivalent à la moitié du nombre de doubles lits.

J'ai demandé qu'on m'envoyât d'Angle-

terre du charbon & des chandelles, indépendamment de ce que j'apprends que doivent envoyer les Lords Commissaires de la Trésorerie. 1775.
Décembre.

Il y a actuellement à Halifax dix mille cordes de bois prête à être transportées ici lorsqu'on pourra se procurer des bâtimens pour l'aller chercher: il y a ordre de couper cinq mille cordes de bois avant le Printems: vers ce tems là on aura 6,000 chaldrons de charbon que l'on fouille actuellement & qui seront embarqués sur la rivière Espagnole dans l'Isle du Cap Breton.

Signé, James Robertson, Inspecteur général des cazernes.

Deux estimations de chevaux & de chariots dont on a besoin pour la campagne de 1776.

Fourniture de chariots pour une armée de trente bataillons d'Infanterie & deux régimens de Cavalerie pour le transport des bagages, pain & provisions avec les chevaux en proportion.

Distribution.

Chariots. Chevaux.

Pour le bagage d'un bataillon.....	12	48.
Pour vingt-neuf autres.	348	1,392.

330 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

	<i>Distribution.</i>	<i>Chariots.</i>	<i>Chevaux.</i>
1775.			
Décembre.	Pour les tentes de soldats d'un bataillon.....	α	10.
	Pour vingt-neuf autres.	α	290.
	Pour le pain d'un bataillon.	4	16.
	Pour vingt-neuf autres...	116	464.
	Pour le bagage d'un régiment de Cavalerie.....	8	32.
	Un de plus.....	8	32.
	Pour le pain d'un régiment de Cavalerie.....	2	8.
	Un de plus.....	2	8.
	Pour les Officiers Généraux & de l'Etat Major, y compris leurs chevaux de selle.....	40	342.
	Pour monter deux régimens de Cavalerie.....	α	600.
	Pour les chevaux de selle des Officiers d'un bataillon d'Infanterie supposé être de.	α	14.
	Pour vingt-neuf autres...	α	406.
	<i>Total.....</i>	<u>540</u>	<u>3,662.</u>

Fourage.

	<i>Tonneaux de foin.</i>	<i>Tonneaux d'avoine.</i>
Pour combien de tems.	<i>Rations de 20 l,</i>	<i>Ration de 9 l.</i>
Pour un jour.....	33.	15.
Pour 91 jours....	3,003.	1,365.

N. B. Il manque des harnois complets pour 290 chariots de 4 chevaux chacun.

Effectif des chevaux & chariots pour la garnison. 1775.

Distribution	Chevaux.	Chariots.	Décembre.
Dragons légers.....	"	233.	
Ditto , Quartier-Maître général.....	50	80.	
Généraux & autres Officiers.....	"	160.	
Total.....	50	474.	
Déficit pour le complet..	490	3,188.	
Total.....	540	3,662.	

On projette de faire transporter les magasins de cette armée par eau, & pas plus bas qu'à vingt milles d'ici.

Quartier général de Boston le 27 Novembre 1775.

II. Proportion des chevaux de somme pour le transport du bagage de cette armée, avec des chariots pour transporter le pain, les provisions & le bagage des Officiers Généraux.

Distribution.	Chevaux.	Chariots.
Lieutenant-Colonel. 9	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 4em; margin-right: 10px;">}</div> <div> <p>Pour les chevaux de bât d'un bataillon. 95</p> <p>Pour vingt-neuf autres. 2,755</p> </div> </div>	
Major. 7		
8 Capitaines, à 5 chacun. 40		
18 Subalternes, 3 pour 2. 27		
1 Pour les Commandans généraux. 2		
5 De l'Etat-Major, 2 pour chacun. 10		
<u>Total. 95</u>		

332 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

		Chevaux. Chariots.	
1775.	Pour le pain... 4	Pour un bataillon... ..	28 7-
Décembre.	Provisions. 3	Pour 29 autres..	813 203-
		Pour monter deux régimens de Cavalerie.	600
		Chevaux de bât pour ces Régimens.	66
	Pain 6	Pour deux régimens. . . .	40 10-
	Provisions. . . 4	Pour les Officiers Généraux & de l'Etat - Major, y compris les chevaux de felle.	342 40-
Total. . .		4,738	260-

Fourage des Chevaux ci-dessus.

		Tonneaux de foin. Ration de 20 l.	Tonneaux d'avoine. Ration de 9 l.
Pour un jour.....	43		20.
Pour 91 jours.....	3,913		1,820.
		Chevaux.	Chariots.
Différence entre les deux états.....	1,076		280.

Etat du déficit des Chevaux pour l'artillerie de campagne & du Fourage pour 91 jours.

		Tonneaux de foin. Ration de 20 l.	Tonneaux d'avoine. Ration de 9 l.
Chevaux.			
Total.....	648		
Effectif.....	200		
Déficit pour completer.	448	546	273.

N. B. Il manque des selles convenables
pour tous ces chevaux de transport. 1775.

Décembre
Signé William Sherrif, Député
Quartier-Maître général.

*Rapport de la cargaison du vaisseau la Reine
de Naples, Capitaine Powel, de Londres,
fretté pour le compte des Entrepreneurs, &
adressé à leur Agent Henri Lloyd, à Boston.*

S Ç A V O I R.

Barrils de fine farine, de bonne qualité.....	744.
Dito. propres à servir actuellement.	238.
Dito. de farine aigre & mauvaise.	813.
Total.....	<u>1795.</u>

Boston le 29 Novembre 1775.

Signé D. Chamier, Commissaire
des vivres & provisions.

A Son Excellence William Howe, Major
général & Commandant en chef, &c.

1775. *Etat des ustensiles qui manquent pour le service*
Décembre. *des travaux de Sa Majesté au département*
des Ingénieurs à Boston ; remis au Bureau
de l'Artillerie , le 19 Août 1775.

S Ç A V O I R.

Chevaux de frize.....	270.
Cuirasses avec casques.....	50.
Chausses-trapes , d'une livre de poids.....	2,000.
Leviers de fer.....	100.
Marteaux ordinaires.....	100.
Marteaux d'enclume.....	50.
Outils de Charpentiers , par boîte.	6.
Meules à moudre & l'auge.....	20.
Mantelets de cuir.....	200.
Cordes par échevaux.....	100.

Outils pour travailler à la tranchée.

Haches larges.....	200.
à couper.....	600.
Piques.....	1,000.
Coignées.....	1,000.
Civieres à roue.....	500.
à bras.....	300.
Bêches communes.....	2,000.
pour les fossés.....	500.
Pelles de bois.....	1,500.
de fer.....	500.
Serpes.....	1,000.
Scies à main.....	100.

ET DE L'AMÉRIQUE. 335

Autres scies.....	50.	} 20,000.	1775 Décembre
Sacs de sable par boisseaux. 10,000			
Idem par demi-boisseaux. 10,000			
Pointes de toutes sortes, de 5 à 8 pouces & demi, par barrils..	20.		
Cloux.....	10.		
Tarrieres.....	200.		
Cordes goudronnées & blanches, de différentes grosseurs, par lou- vées.....	18.		

Le premier Octobre on a jugé nécessaire d'ajouter à l'état ci-dessus les ouvriers sui-
vans.

Charpentiers : Maître.....	1.
Premier Ouvrier.....	1.
Charpentiers.....	20.
Maçons : Maître.....	1.
Compagnons.....	6.
Forgerons : Maître.....	1.
Compagnons.....	6.
Charons.....	2.

Total..... 38.

On enverra un corps d'Ouvriers pour ser-
vir sous la direction immédiate de l'Ingé-
nieur Commandant, comme cela se fait à
Terreneuve, à Gibraltar, &c.

Signé John Montresor, Commandant
Ingénieur.

Son Excellence le Major Général Howe.

1775.

Remarques.

Décembre, Il faudra, en commençant la campagne, avoir du fourrage pour six mois dans les magasins, & comme on ne peut pas s'en procurer dans ce pays, il faudra en tirer d'Europe.

Rhode-Island peut, ainsi qu'on le tient de bonne part, fournir quinze mille tonnes de foin dans la saison; mais on aura de la peine à s'en procurer, si les habitans de l'Isle ne se prêtent pas, comme il y a lieu de croire, à le couper, fanner, &c. Il faut en dire autant de Long-Island & de Staten-Island, dans la Province de New-York; ainsi dans cette incertitude, il faut en tirer d'Europe.

L'armée étant en campagne, pourra subsister avec du fourrage, depuis le milieu de Juin jusqu'au milieu de Septembre.

Le Canada peut fournir de l'avoine & du son, mais la longueur & les dangers du voyage sont tels qu'on croit que nous pourrions tirer ces objets d'Angleterre & d'Irlande, à aussi bon marché, & de plus l'avoine qu'on en fera venir sera d'une meilleure qualité.

À l'égard des chevaux, des chariots & des harnois, si l'on considère les dispositions des Américains au moment présent, il est certain qu'ils retireront tous ces articles, aussi tôt que notre armée paroîtra. Mais d'un
autre

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 6 Octobre 1779.

S'IL est vrai, Monsieur, comme j'ose n'en point douter, que l'expédition de notre descente chez les Anglois aura lieu, je ne puis occuper actuellement votre attention d'aucun objet aussi intéressant que les détails de la discorde qui regne parmi leurs défenseurs. L'écrit que vous allez lire vous présentera un tableau des plus curieux de leurs divisions & de leurs animosités; & puisque ces mécontentemens subsistent toujours, vous pouvez juger, d'après ce qui s'est passé à l'occasion de l'alarme de Plymouth, de ce qui arrivera encore soit à Plymouth même, soit sur telles autres parties de la côte où l'entreprise pourra être tentée.

*Détails de la conduite de l'Amirauté par
rapport à l'alarme de Plymouth.*

QUELQUES gens ont cru pouvoir se moquer des habitans de Plymouth & tourner leur crainte en dérision, sous prétexte qu'elles

étoient sans fondement. Cette assertion fondée sur l'ignorance , mérite peu d'attention. Voici un exposé simple des faits qui justifiera les motifs que ces habitans ont eûs de prendre l'allarme, & qui peindra au naturel la situation dans laquelle ils se sont trouvés. Lorsque les escadres combinées parurent la première fois à la hauteur du goulet de Plymouth , une personne en place donna avis au Chevalier David Lindsey, qu'il se faisoit un débarquement derrière la pointe Penlée. Aussi-tôt le Chevalier David fit tirer du canon pour donner l'allarme ; & la ville & la campagne furent avertis de bonne heure du danger. Il n'y avoit point de vaisseaux dans le goulet ; & il s'en trouvoit à peine un à Hamoase qui eût à bord des canons & des munitions. Il n'y avoit pas dans la garnison deux rechanges de cartouches, non plus que des refouloirs & des écouvillons pour les canons. La plus grande partie des affûts étoient vieux , pourris & incapables de soutenir les efforts d'une décharge ; ajoutez à cela qu'il n'y avoit qu'un détachement d'Invalides peu propres au service des canons ainsi qu'à tout autre service qui eût demandé de l'activité. L'Isle de Saint Drake qui semble avoir été formée par la nature pour la défense du port , étoit dans l'état le plus négligé , sans canons, sans garnison, sans munitions, sans Commandans , enfin sans aucune des choses nécessaires à sa défense. Ses

remparts demandoient les plus grandes réparations , & offroient d'ailleurs plutôt l'image de la ruine que de la force. Plusieurs des embrasures & des redoutes n'avoient pas un canon. Le fossé qui environne le chantier étoit rempli & il n'y avoit pas une seule goutte d'eau. Les lignes étoient détruites en mille endroits. Il n'y avoit pas cinq cent armures complètes dans l'arsenal ou dans la place pour être distribués aux habitans ; & on ne comptoit pas plus de trois mille cinq cent hommes de troupes réglées & de milice pour garnir la place , les forts , les lignes , les défilés & les hauteurs du voisinage. Enfin , il n'y avoit dans le chantier d'Hamoase que cinq vaisseaux sur les acores , cinq ou six qui demandoient un radoub , & cinq ou six autres à l'eau qui attendoient des canons , des hommes , des munitions & des provisions. Le nombre des matelots n'étoit pas de cinq cents en tout. Tel étoit l'état de Plymouth lorsque les escadres combinées parurent à la hauteur du goulet dans la matinée du 17 Août , & lorsque le Chevalier Lindsay tira un coup de canon pour donner l'alarme.

Nous n'accusons pas les Lords de l'Amirauté d'avoir laissé la garnison , les forts , le port & les lignes de Plymouth dans cet état de dépérissement ; nous savons que c'est au Bureau de l'artillerie à veiller à ce que les différentes places soient pourvues de mu-

nitions : nous savons aussi qu'une certaine vieille femme (le Lord Amherst) à qui le Roi a bien voulu confier le commandement en chef de ses armées, & qui réunit sur elle plus de distinctions & d'emplois militaires que jamais n'en a eu aucun Officier du premier mérite, a visité la garnison de Plymouth, dans un voyage qui a coûté énormément, & qu'elle a rapporté que les choses étoient en très-bon état. Nous savons aussi que ni le devoir des Bureaux de l'artillerie, ni le rapport du Lord Amherst ne sauroient justifier les Lords de l'Amirauté de la négligence dont ils se sont rendus coupables en ne veillant pas à ce qu'on portât l'attention convenable à la sûreté de ce port & de ce chantier. Ils auroient dû juger par leurs propres yeux de sa situation : ils auroient dû s'adresser au Bureau que cela regarde, pour procurer les articles qui manquoient. Ignoroient-ils combien le port de Plymouth est précieux ? Ignoroient-ils qu'outre la valeur intrinsèque du chantier & des magasins, la nation perdrait les vaisseaux hors de commission qui sont sans défense dans Hamoaze ? Ignoroient-ils que dans le tems même où l'ennemi parut dans le goulet & que notre grande ou plutôt notre *petite* escadre étoit à la hauteur des Sorlingues, les vaisseaux suivans étoient dans le chantier & à l'eau ?

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxxv

Sur les accores.

Le *Royal Sovereign*, de 110 canons, lequel, soit dit en passant, est dans la même situation depuis sept ans : plusieurs de ses bordages sont tellement pourris, qu'ils demandent d'être changés. Le 15 Septembre il n'y avoit pas un homme qui y travaillât.

Le <i>Glory</i>	90.
Anson.....	64.
Medusa.....	50.

Sur le chantier depuis six ans.

Le <i>Narcisse</i>	20.
--------------------------	-----

Dans le bassin.

L' <i>Ocean</i>	90.
Le <i>Dublin</i>	74.
Le <i>Rawleigh</i>	32.
L' <i>Ifis</i>	32.
Le <i>Firebrand</i>	18.

Dans Hamoaze.

Le <i>Blenheim</i>	90.
<i>Kent</i>	74.
<i>Hero</i>	74.
<i>Torbay</i>	74.
<i>Ambuscade</i>	32.
<i>Tapageur</i>	18.

Dans le goulet.

L'Ifis.....	50.
Stag.....	32.
Milford.....	32.
Cormorant.....	18.
Squirrel, floup.	
Un brulot.	

Je ne parle point de plusieurs autres dont les noms me sont échappés , & dont le nombre peut se monter à vingt-cinq ou vingt-six. S'ils savoient que ces vaisseaux n'avoient pas entr'eux tous cinq cent matelots & cinq cents canons , comment n'imaginoient ils pas qu'il étoit de leur devoir de s'informer si Plymouth pourroit se défendre en cas d'attaque ? Telle étoit pourtant la situation de Plymouth. Le Lord Amherst, s'il a sérieusement visité ce port , doit l'avoir trouvé dépourvu de toutes munitions de guerre. Le Bureau d'artillerie l'a laissé dans cette détresse ; & le Bureau de l'Amirauté ne s'en est pas embarrassé. Le Chevalier David Lindsay , dans ces circonstances épineuses , a fait tout ce que le pressant besoin pouvoit lui suggérer. Le Lord Shuldharn & le Commissaire Ourry lui ont donné toute l'assistance en leur pouvoir , & il a reçu de très-sages conseils & une assistance réelle du Général Grey , Commandant en second , ainsi que de quelques Officiers de

la Marine qui se trouverent heureusement dans le port. Il fit venir tous les matelots qui étoient à bord des vaisseaux mouillés dans la rivière pour le service des canons dans la place & les forts. Les constructeurs du chantier préparèrent pour le moment des refouloirs, des écouvillons & des affuts, tandis qu'on rassembloit toute la poudre & les boulets qu'il avoit été possible de trouver. De l'avis du Colonel Dixon, Ingénieur, on fit élever un fort dans un verger appartenant au Lord Edgecomb. Ce verger dominoit le chantier ; & si l'ennemi eût débarqué dans la baie de Caufand, ce qui lui eût été très-facile, il auroit pu de ce terrain détruire le chantier. Il ordonna aux régimens qui étoient campés sur les dunes de Buckland, à huit milles environ de Plymouth, de se transporter sur le mont Edgecombe & sur les hauteurs qui commandent le chantier de Plymouth. Il écrivit à Exeter pour qu'on envoyât aussi-tôt à Plymouth le régiment du Duc de Richmond, & à Liverpool, pour que celui du Duc de Rutland se mît en marche. Il demanda cinq cents mineurs dans le Cornwal. Il encouragea les associations volontaires & exprima le chagrin qu'il avoit de ne pouvoir pas leur fournir des armes. Tandis qu'il exerçoit ainsi toutes ses facultés, le Lord Shulldham n'étoit pas moins actif de son côté, & le cas l'exigeoit également. Il n'avoit pas un seul

cutter à sa disposition, ni aucun léger bâtiment qui pût avertir les vaisseaux venant de l'Est de leur danger. Il n'avoit point de vaisseaux à placer en station du côté de Falmouth. Il ne possédoit même pas une copie des signaux particuliers du Chevalier Charles Hardy, au moyen desquels il eût pu informer les vaisseaux qui viendroient à vue de terre, que l'ennemi étoit proche. Dans un tel embarras, le Capitaine Berkley offrit d'aller à la découverte & de traverser l'escadre ennemie, pour servir à son propre péril les vaisseaux qui descendroient la Manche. Il enfila l'aiguille, (terme local) & exécuta en partie ce projet ; mais le vent étant absolument Est, il fut obligé de revenir, ne pouvant pas continuer sa route. Ce Capitaine & quelques Officiers aussi zelés, se sont distingués d'une manière particulière ; & les habitans de Plymouth ont eu la satisfaction de voir que les Officiers amis de l'Amiral Keppel & du Lord Howe, Commandans favoris du peuple, ont toujours témoigné cette ardeur & ce courage qui leur avoient gagné l'estime de ces grands hommes ou qu'ils avoient puisés à leur école. Le Capitaine Berkley entreprit de jeter une barre qui devoit s'étendre depuis l'Isle Saint Drake jusqu'au large ; & si son plan eût été exécuté, il auroit procuré un excellent moyen de défense. En effet il eût été impossible à l'ennemi de détruire cette estacade, vu sa position

sition , qui ne permettoit pas qu'elle fût offensée , jusqu'au moment où un vaisseau l'auroit touché , & alors il y auroit infailliblement péri. Tous les Officiers du port ont été employés de maniere ou d'autre ; le manque d'Officiers étoit si grand & les objets si multipliés , que le commandement de l'Isle Saint Drake fut confié au Capitaine J. Gambier , jeune homme de vingt-trois ans.

Ces préparatifs de défense se faisoient avec une ardeur étonnante. Les Mineurs arrivèrent & furent aussitôt employés , les uns à donner plus de profondeur aux lignes , & les autres à élever une batterie dans le verger du Lord Edgecumb. Le régiment de la milice de Suffex étoit en marche ; mais tout ce corps , à l'exception de deux compagnies , fut arrêté en chemin & reçut ordre par un exprès de Londres de retourner à ses anciens quartiers. Les deux compagnies continuerent leur route pour Plymouth sous les ordres du Capitaine Steele. Le courage des habitans seconda les efforts des troupes de terre & de la marine ; & la ville eût été bientôt dans un état respectable de défense , si l'Amirauté n'eût pas arrêté tous ces travaux.

Un certain Monsieur le Crasse , créature du Lord Sandwich , vint en diligence de Londres & reprocha durement au Lord Shuldham & à M. Ourryde se pré-er à des

plans & à des opérations si foibles & si incohérents. La maniere insolente avec laquelle ce méprisable parvenu s'acquitta de sa commission, ajoutoit encore à l'affront que faisoit cet ordre à des personnages respectables, qui oubliant toute opposition de sentimens & tout principe de parti, s'étoient liés ensemble & avoient réuni leur ardeur, leur expérience, leur bravoure & leur zele pour effectuer la réussite d'un systême qui avoit le bien public pour objet.

Le mauvais sort du Chevalier David Lindsay & du Lord Shulldham, avoit voulu que les Officiers auxquels ils avoient le plus d'obligations, & qui s'étoient le plus distingués par leur zele fussent des hommes dont la maniere de voir en matiere de politique fut opposée à la leur, & qui par leurs généreux attachement à leurs Commandans persécutés (M. Keppel, le Lord Howe, &c.) ont déplu aux grands moteurs de la fortune nationale sur terre & sur mer. Mais la réputation du Chevalier Lindsay & du Lord Shulldham acquerra un nouveau lustre, lorsqu'on saura qu'ils rechercherent l'assistance de ces Officiers, & qu'ils rendirent justice à leur courage & à leurs talens, en disant qu'ils étoient les seuls hommes qui dans le moment du danger, se fussent présentés, & les seuls qui dans cette partie du Royaume fussent capables de remplir les diverses tâches qu'ils avoient acceptées de si

bon cœur. Ceux qui ont mis des entraves à des opérations si nécessaires à la défense du port, du chantier & des vaisseaux exposés rougiront sans doute lorsqu'ils seront obligés de convenir, dans une enquête publique, que leurs créatures leur avoient fait entendre que c'étoient les hommes bien plus que les plans qui avoient déplu. C'est à présent une vérité constante que le Craffe dans ce moment d'ivresse demanda à M. Ourry, si on n'eût pas pû charger quelqu'autre que le Capitaine Berkley du soin de former l'estacade qui devoit s'étendre de l'Isle au large. La réponse de M. Ourry fait trop d'honneur au Capitaine Berkley pour n'être pas rapportée ici. Non, répliqua M. Ourry, il n'y avoit alors aucun autre Officier à Plymouth qui eût le courage & les talens nécessaires pour une telle entreprise. Ce le Craffe critiqua avec une impudence sans exemple toutes les opérations. Il ordonna au Lord Shuldham de renvoyer les matelots qu'on avoit tirés de la garnison & des forts, & d'abandonner le service des canons aux Invalides & aux Habitans. Il y avoit tout au plus trois Invalides pour deux canons; & le courage d'habitans indisciplinés étoit sans doute peu propre au service de si grosses piéces. Il suspendit les travaux de l'estacade sans en avoir donné une seule raison qui n'eût été réfutée; & après s'être répandu en invectives contre tout ce qui l'entouroit,

ainsi qu'on devoit l'attendre d'un homme aussi vil & aussi ignorant, il répondit à la demande que lui firent les Officiers de fournir plus de troupes, par une nouvelle assurance que le courage des habitans suppléeroit à tout & procureroit assez de défenseurs à la ville. Pour terminer son ambassade sur le même ton, il partit sans prendre congé de la personne qui l'avoit logé & qui l'avoit nourri à sa table.

Un traitement si peu honnête & qui blessait ouvertement l'indépendance & la dignité militaires, excita les vives indignations du Chevalier David Lindsey. Ce sentiment n'est-il pas naturel lorsqu'on attaque l'honneur du service avec si peu de ménagement? Il regarda ce procédé comme un moyen mis en usage pour anéantir le pouvoir dont les Commandans en chef doivent être toujours revêtus, & pour détruire la liberté qui est si nécessaire dans le choix & la conduite des opérations militaires: il vit clairement qu'on attaquoit sa dignité, qu'on méprisoit ses talens & qu'on le dépouilloit de son autorité. Tous les Officiers de l'armée virent la chose de même. Cet affront fut regardé comme une attaque générale qui s'adressoit à tous les corps, & qui demandoit la résistance la plus déterminée. A quel misérable esclavage, s'écrioit-on, le service militaire sera-t-il réduit, si un système qui déroge tellement à son indépendance & à sa dignité est admis?

Les Officiers disoient qu'ils voyoient tout le danger auquel étoit exposé le service , tant qu'ils n'auroient pour Commandant qu'un automate qui agiroit selon la volonté de ceux qui distribuient les honneurs & les places pour satisfaire son avarice & sa vanité , & qui pourroit être disposé , ainsi que leurs ennemis déclarés , à leur faire des injustices & des outrages. Ils protestoient qu'ils ne souffriroient jamais qu'on introduisît dans le service un principe qu'on cherchoit à introduire dans les départemens Civils , & suivant lequel un Officier Commandant n'a pas le pouvoir d'agir selon ses lumieres. Le Chevalier David Lindsey se livra à toute son indignation ; il écrivit au Lord Amherst dans les termes les plus forts. Il lui signifia qu'il se soucioit peu d'un titre sans pouvoir effectif : qu'il ne croyoit pas qu'un homme d'honneur pût se charger de la défense d'une place quand le zele qu'il mettoit à sa conservation pouvoit compromettre son honneur & son crédit ; & qu'il trouvoit bien singulier qu'on s'arrogeât le droit de contrarier des plans adoptés pour cet effet , & qu'il avoit jugés nécessaire ; il dit que si ces plans n'étoient pas mis à exécution , le chantier de Plymouth , ainsi que la garnison , n'étoient pas tenables , & que l'ennemi pourroit , sans essuyer la perte de cent hommes , reduire le tout en cendres. Il insista donc de la maniere la plus pressante , pour qu'on

nommât sur le champ quelque Officier plus souple que lui pour le remplacer. Dans la même lettre, il rendit compte en peu de mots de l'état de Plymouth lors de l'apparition de l'ennemi dans le goulet; & il assura que si l'ennemi avoit entrepris de débarquer seulement un petit nombre des troupes de marine qu'il avoit à bord, il auroit pû détruire le chantier & environ vingt à trente gros vaisseaux avant qu'on eût été en état de faire la moindre résistance; il ajouta aussi qu'il pensoit que quatre vaisseaux ennemis de soixante quatre canons auroient fait taire le feu de la place & seroient entrés dans le Port en une demi-heure. Le Chevalier Lindsey parla tout haut & sur le même ton dans Plymouth à qui voulut l'entendre.

Plusieurs feuilles Ministérielles, assurent faussement que la quille du *Royal Sovereign* a été mise sur le chantier en 1775, & qu'on travaille maintenant à finir ce vaisseau. Nous pouvons assurer le public, d'après une autorité respectable, que la coque du *Royal Sovereign* à toujours été dans le même état depuis 1773, & plusieurs de ses bordages sont tellement pourris qu'ils demandent à être changés; quant aux ouvriers qu'on prétend employés à finir ce vaisseau, nous pouvons affirmer aussi positivement qu'il n'y en avoit pas un seul qui y travaillât la semaine dernière (20 Septembre).

A peine le sieur le Crass fut-il parti de Plymouth, & le Chevalier David Lindsay eut-

il fait les démarches nécessaires pour obtenir sa démission, qu'un exprès arriva à l'Hotel du Commandant avec des Lettres du Gouvernement, qui contenoient les complimens les plus flatteurs & les moins équivoques sur toutes les mesures qui avoient été prises. On y exprimoit une satisfaction particuliere de la conduite de chaque Officier qui s'étoit employé à la défense de la Ville. On y donnoit des éloges à l'activité & au zele du Chevalier David : les plans étoient jugés sages & prudents ; & il étoit recommandé de les exécuter de point en point. La batterie que le Colonel Dixon établissoit étoit, disoit-on, si nécessaire & si bien calculée pour la conservation du chantier, qu'on ne pouvoit donner trop de louange à cet Officier. On avoit très-bien fait de prendre pour le service du canon de la place les hommes qui étoient à bord des vaisseaux & des vieux bâtimens ; l'estacade qui par les soins du Capitaine Berkeley devoit s'étendre de l'Isle jusqu'au large, étoit si bien combinée pour la défense du chantier & du port qu'on ne pouvoit pas assez remercier l'Officier actif & entreprenant qui avoit conçu un si excellent projet. On faisoit pleuvoir enfin, avec la même prodigalité, les remerciemens & les éloges sur tous les plans, sur tous les Officiers ainsi que sur toutes les mesures prises ou exécutées pendant tous le tems de l'alarme. Cette tournure soudaine des affaires fut regardée comme l'effet de l'inconséquence

d'une administration qui n'a point de principes fixes. Il étoit facile d'en conclure qu'il ne régnoit ni harmonie, ni sagesse dans le Conseil. Il étoit évident qu'une partie du Ministère gouvernoit arbitrairement & sans la connoissance, la participation & le suffrage de l'autre : qu'une partie prenoit sur elle d'agir dans les circonstances de la plus grande importance, sans mettre les choses en délibération ; & que ces Messieurs passoient même les bornes de leur département pour satisfaire de petites passions aux dépens des plus chers intérêts de la nation. On reconnut enfin qu'il n'y avoit pas d'Officier qui pût se croire en sûreté, tant qu'il dépendroit d'une clique d'hommes qui cedant aux persuasions d'un attachement intéressé, osoient adopter des opinions formées légèrement, & capables de blesser la dignité de l'état militaire, & qui d'après ces opinions & les rapports de leurs espions & de leurs créatures, arrêtoient un Officier dans l'exécution de son devoir, & en le gênant ou en contrebalaçant ses opérations rendoient inutiles ses efforts pour le service de sa patrie. Ces nouveaux ordres, au lieu de satisfaire l'armée & la marine, ne firent que redoubler l'indignation que le premier traitement fait à leur Commandant leur avoit inspirée.

Le Chevalier David Lindsay reçut les remerciemens de tous les Officiers, pour le

courage qu'il avoit montré à soutenir la dignité du service & le respect dû à un Commandant. Il quitta le camp ; mais il emporta avec lui l'affection de l'armée ; & il fut remplacé pour le moment par le Chevalier William Draper. Quelques jours après le Général Haviland arriva & prit le commandement en chef. Il est peut être à propos , avant de terminer cet écrit , d'informer le public que ce fut alors qu'arriverent les secours nécessaires , qui jusques là n'avoient pas encore été envoyés par le Bureau de l'Artillerie. Ce fut trois semaines après que le plus grand danger eut menacé un port qui fait la sûreté de la Grande-Bretagne , que ces hommes , qui se glorifient de diriger le timon de l'état , imaginerent d'envoyer des armes & des munitions pour sa défense. Le public jugera ce que devoit être la situation de Plymouth lors du danger , quand il saura que cent huit chariots remplis d'armes , d'ustensiles , d'instrumens & de munitions ont suffi à peine à remédier aux besoins que la place souffroit dans tous ces articles.

Après avoir rendu un compte fidele de l'état de Plymouth & de la conduite des Membres de l'administration envers la patrie , comme envers les Officiers auxquels ils avoient confié sa défense , nous nous flattons qu'il nous sera permis de faire quelques observations , avec la franchise que nous avons

ccxcviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

observée pendant le cours de notre récit.

En premier lieu, si cette affaire est portée devant le Parlement, nous sommes assurés que plusieurs des plus respectables Officiers & personnages de l'Angleterre prouveront qu'au moment où l'administration sollicitoit les secours de la patrie, & où ses émissaires encourageoient dans toutes les parties du Royaume des souscriptions volontaires pour cet objet : au moment où elle vantoit son habileté pour la conduite de cette guerre dans laquelle elle nous a entraînés : au moment où elle déclaroit qu'il n'étoit pas en son pouvoir de détacher des renforts pour le secours des membres & des parties extérieures de cet Empire, parce qu'il étoit de son devoir d'assurer en premier lieu le corps & le centre : au moment où elle affirmoit sous le témoignage sacré d'une proclamation royale que la Maison de Bourbon projettoit sérieusement d'envahir l'Angleterre : c'étoit dans ce moment même qu'elle laissoit le port & le chantier le plus important de l'Angleterre dénué de tout moyen de défense.

En second lieu, on pourra prouver que la valeur des provisions & édifices dans le chantier de Plymouth, étoit au moins de quatre millions & demi sterl., sans y comprendre vingt six ou vingt-sept vaisseaux dont la plus grande partie étoient de ligne.

Troisièmement, on pourra prouver que

les escadres combinées, lors de leur apparition à la hauteur du goulet, pouvoient détruire & bruler les vaisseaux. Quelques-uns des premiers Officiers de ce pays mettront au jour l'opinion dont ils sont, que les troupes marines qui étoient à bord' des escadres combinées auroient pû, avec le secours d'un ou deux vaisseaux, exécuter, malgré nous, un débarquement, & détruire entièrement le chantier & les vaisseaux, avant qu'il eût été au pouvoir de notre armée de leur opposer la moindre résistance.

Quatrièmement, on pourra prouver que si la destruction de Plymouth eût été effectuée, nous aurions été absolument hors d'état de continuer la guerre: que la supériorité de l'ennemi se seroit tellement accrue, que nous aurions été obligés d'accepter une paix humiliante, en souffrant que la Maison de Bourbon donnât des loix à notre commerce & qu'elle restât pendant plusieurs années la maîtresse paisible des mers.

Cinquièmement, on pourra prouver que lorsque les Officiers, revêtus du commandement, prirent avec courage & ardeur, les mesures convenables pour la défense de la place, une partie de l'administration, sans la connoissance ou le consentement de l'autre, mit des empêchemens aux plans & aux préparatifs qui se faisoient & qu'elle sortit même des bornes de son département, pour réussir à cet égard. On pourra prouver que

ccc AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

par cette conduite ces Messieurs en vouloient plus aux perfonages qu'aux mefures adoptées : qu'ils aimoient mieux laiffer leur patrie fans défenfe que de la voir protégée par des gens dont les principes étoient oppofés aux leurs ; & qu'en affouviffant de la forte leur petite vengeance & en écoutant leur rancune, ils ont non feulement offensé & obligé à fe démettre de fon poste un Officier du premier mérite, mais qu'ils ont donné à toute l'armée les plus juftes raifons de les censurer & de fe plaindre d'eux , ce qui ne peut manquer de donner des dégoûts préjudiciables au fervice.

Sixiemement , enfin on pourra prouver que trois femaines s'étoient écoulées depuis le danger dont on avoit été menacé , avant que les fecours fuffent arrivés.

Voilà les réflexions qui fe préfenteront naturellement à quiconque aura lu le récit précédent : nous espérons avec confiance qu'auffi-tôt que le Parlement s'assemblera , les Seigneurs & autres , que leur attachement pour leur patrie expirante , a excités jufqu'à cette heure à faire les plus grands efforts pour fon falut , demanderont qu'il foit fait à ce fujet une enquête des plus férieufes , & la pourfuivront avec une vigueur vraiment patriotique. Cet examen fera d'autant plus important , qu'il fera accompagné d'une circonftance particuliere & fans exemple de nos jours , en ce qu'il fervira fansdoute

à convaincre & à faire condamner & punir des gens qui semblent avoir pris à tâche de ruiner leur patrie.

Nous finirons par cette observation pour la justification du Comte d'Orvilliers. Les partisans de l'administration demandent comment cet Amiral François n'auroit pas attaqué Plymouth, si Plymouth eût été sans défense? Il est aisé de répondre à cette question. Il n'étoit pas possible au Comte d'Orvilliers d'imaginer que Plymouth fût si mal défendue. Quand il l'auroit entendu dire, il ne pouvoit pas croire un rapport si destitué de vraisemblance. Quoiqu'il connût bien parfaitement l'impuissance & la négligence de nos Ministres, pouvoit-il raisonnablement se persuader qu'ils eussent été assez mauvais citoyens, assez indolens, assez distraits pour oublier de mettre en état de défense une place aussi importante que Plymouth? D'Orvilliers est bien excusable de n'avoir pas si mal pensé de nos Ministres, mais devons-nous leur pardonner une telle négligence?

P. S. du 13 Octobre.

VOICI, Monsieur, un extrait que vous jugerez fort intéressant, du journal patriotique qui vient de paroître

Extrait du Journal Patriotique.

LA Gazette Royaliste de la Ville de New-

York, en date du 16 Août, nous apprend que le Quartier-général de l'armée Américaine est à *West-Point* sur la rivière d'Hudson, & que la plus forte partie de cette armée campe sur le lieu appellé le *Clove*.

Divers Marchands ont reçu des lettres qui portent que le Général Washington étoit le 15 Août à peu de distance de l'Isle de New-York (à King'sbridge) où il attendoit l'arrivée prochaine du Comte d'Estaing. — Que le Général Gates, dont l'armée est toujours à la Providence, comptoit aussi sur une division de l'escadre Française pour concerter avec elle l'attaque de Rhode-Island; & que le Général Sullivan conduisoit ses forces du côté du détroit & de Niagara.

Suivant les mêmes lettres, l'Amiral Arbuthnot est arrivé le 25 Août à New-York avec son escadrement & ses renforts. Il n'y a point de nouvelles de l'armée Angloise, si ce n'est que le découragement s'en est emparé, & que l'Amiral l'a trouvée dans le plus déplorable état. Le Chevalier Henri Clinton n'avoit encore reçu d'Angleterre aucun plan de campagne. Aussi n'avoit-il aucuns projets. Chaque jour il se voyoit cerné de plus près par les Américains. Chagrin & humilié d'être ainsi négligé par les Ministres, il faisoit ses dispositions pour repasser en Angleterre. Bientôt ce Gouvernement pourra former une belle & nombreuse troupe des Généraux de terre & de mer qu'il a mécontentés & qui l'ont remercié.

Tous ces Généraux successivement quittent la partie , parce qu'il est impossible de la tenir : & parce que la conquête de l'Amérique est démontrée impraticable. Il n'y a que le Roi qui ne veuille pas se le persuader ; quelqu'un a fait cette remarque lumineuse , que si au lieu de changer si souvent ses Généraux, il eût changé une seule fois son Conseil , il se seroit déjà tiré avec honneur de cette malheureuse guerre d'Amérique.

Avec quelque emphase que le Gouvernement ait fait annoncer les merveilleux succès du Commodore Collier dans la baye de Penobscot : quelque courage que se sentent les Torys pour publier partout que les affaires des Américains vont très-mal depuis le 14 Août , & que ç'en est fait de l'indépendance , la vérité prévaudra sur leurs artifices. Le fait est que de tous les vaisseaux qui y ont été détruits , le seul *Warren* étoit un vaisseau de guerre , & que tous les autres étoient des bâtimens qui avoient été pris sur les Anglois , & encore n'étoient-ils armés que par des particuliers de la ville de Boston. On assure de plus que les Américains sont retournés par terre à Penobscot , & qu'ils en assiegent le fort où commande le Colonel Mac-Lean , celui que la Police de Paris obligea il y a quelques années de quitter cette Ville où il étoit venu avec une commission Angloise pour assassiner M. Wilkes , & qui d'assassin s'est fait incendiaire avec les Collier, les Tryon,

ccciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
les Vaughan & autres dignes amis du Ministère Anglois.

Il pourroit bien être vrai pareillement que le Général Lincoln est à la poursuite du Général Prévôt , & que Hopkins a concerté une opération par la rivière du Mississipi qui vengera les Espagnols de la Louisiane de la perfidie de leurs voisins de la Floride Occidentale , tandis que M. le Comte d'Estaing qui peut arriver à Sandy-Hook avant la fin d'Août, s'y expliquera de ses intentions avec l'Amiral Arbuthnot & ses cinq (mais non pas six) vaisseaux de ligne.

Il paroît arrêté que le Lord Cornwallis prendra à New-York le commandement du Général Clinton. On assure que c'est à ce Lord qu'on est redevable du projet de réduire l'Amérique par le feu , en embrâsant tous les lieux qui se trouveront sans défenses sur les côtes.

Le juste ressentiment du Congrès pour le ton insultant avec lequel le Commodore Collier a rejeté ses réclamations en faveur du Capitaine Cunningham , a décidé cette assemblée à ordonner qu'un jeune Officier Anglois , d'une famille distinguée , qui se trouve actuellement prisonnier des Etats-Unies , ne seroit point compris dans les échanges , & qu'on lui feroit subir le même sort pour lequel est réservé le Capitaine du vaisseau Américain que le Chevalier Collier a envoyé en Angleterre pour y être traité comme un criminel.

Le

Le Conseil de la Virginie a ordonné que le Lieutenant Hamilton, ci-devant Gouverneur du Poste du Détroit chez les Sauvages Illinois, & qui a été fait prisonnier avec son Etat-Major, seroit mis au fers & au secret avec tous ses Officiers dans la prison publique de Williamsbourg, pour commencer, par des ennemis dont le cœur a pû s'endurcir au point de s'associer à la barbarie des Sauvages, les repréfailles des excès de cruauté qui constituent aujourd'hui le système de guerre du Gouvernement Anglois.

L'AMIRAL Byron est arrivé le 10 Octobre à Portsmouth sur la frégate le *Maidstone*. On ne parle point des nouvelles qu'il peut avoir apportées. — Il demande, dit-on, avec les plus vives instances un renfort d'hommes & de vaisseaux pour défendre ce qui nous reste de possessions dans les Indes Occidentales. Mais il faut que ce soit le Parlement qui octroye l'argent, sans lequel on ne peut point lui donner ces secours ; & cette question ne pourra se décider que vers le Printems prochain. On dit que M. Byron a laissé l'Amiral Hyde Parker à la Barbade avec neuf vaisseaux, & que l'Amiral Rowley est parti avec dix autres pour la Jamaïque où il doit trouver le *Ruby* & le *Lion*, de 64.

Suivant les nouvelles de Portsmouth en date du 11, il ne paroît point que l'escadre fût encore prête d'appareiller. — S'il est per-

mis d'en juger par les divers bruits que chaque jour enfante , le Conseil n'a pas encore un plan fixe pour l'usage qu'il fera de ses forces navales. Tantôt on répand que l'escadre sera réduite au nombre de 36 vaisseaux de ligne avec deux de 50, & qu'elle partira le 15 : tantôt qu'il ne sortira seulement que douze vaisseaux de ligne sous le commandement de l'Amiral Darby ; puisqu'on ne fera appareiller que ceux qui sont doublés en cuivre , parce qu'ils vont aux Isles où commandera l'Amiral Rodney , qui est prêt à s'embarquer ; & suivant d'autres , enfin que ce sera simplement une division pour aller chercher en Irlande les vaisseaux de la Compagnie des Indes.

Le pavillon d'alarme a été arboré sur la Tour de Plymouth le 7 Octobre & retiré ensuite. Le 8 on l'a arboré de nouveau. Il s'est vérifié que c'étoit pour une flotte de bâtimens de transport de retour d'Irlande qui alloient gagner la Tamise. On dit que les Juifs ont fait un débit prodigieux de lunettes d'approche à Plymouth ; que pour le moindre vaisseau qui paroît , toute la plage se remplit aussitôt de gens braquant des lunettes , & que quand le Soleil y donne , tous ces petits verres rapprochés forment comme un immense miroir qui éblouit & étonne les passans.

La perplexité où continuent d'être tous les esprits & qui est bien pardonnable dans des affaires aussi embrouillées , amortit l'effet

même des événemens favorables quand il en échappe quelqu'un que la mauvaise étoile de nos Ministres ne réussit pas à faire avorter. A peine fait-on quelque attention au bonheur que vient d'avoir le vaisseau le *Jupiter*, de 50 canons, de prendre sur le cap Lizard les cutters François le *Pilote* & la *Mutine*.

ON a frémi ici de l'acharnement avec lequel s'est livré le combat du 8 de ce mois près d'Ouessant, dans lequel la frégate Angloise le *Quebec* a sauté en l'air.

Après l'explosion, le cutter le *Rambler* a recueilli dix-sept hommes, parmi lesquels il ne s'est pas trouvé un seul Officier. — Ceux du *Rembler* se louent beaucoup de l'humanité du Commandant François, qui a cessé la poursuite du *Rambler* pour qu'il ne s'occupât qu'à sauver ses malheureux compatriotes, à qui lui-même il a fait jeter de dessus son bord des cordes, des planches, &c. n'ayant point de bateaux qu'il pût leur envoyer, parce qu'ils étoient tous criblés & les mâts abattus. (On fait que M. du Couédica eut la satisfaction d'en sauver 33.) — Lorsque le *Quebec* prit feu, il avoit déjà cent hommes tués ou blessés. Au nombre des derniers étoient le Capitaine Farmer, le premier Lieutenant & plusieurs autres : le second Lieutenant, le Contre-Maître & le Bosseman, avoient été tués.

cccviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

UNE partie de l'escadre Angloise, détachée à la poursuite de Paul Jones, a été le chercher jusqu'en Norwege : l'autre l'attend à la sortie du Texel, dont elle n'étoit éloignée que de neuf lieues, le 6 Octobre. Elle est composée d'un vaisseau de ligne & de quatre fortes frégates.

Le *Winchelsea*, de 32 canons, qui est une des frégates qu'on a expédiées en cette occasion & qui est chef de divisions, arrivoit d'une station de trois ans aux Isles : sa carène est couverte de mousse & de warreck, qui nuisent tellement à sa marche, qu'avec ses bonnettes & toutes les voiles qu'elle peut mettre dehors, les autres vaisseaux marchent aussi vite qu'elle avec leurs huniers seulement. — On est réduit à n'avoir pas assez de frégates pour une expédition importante & pressée.

Il y a environ quarante bâtimens du commerce des Isles qui sont prêts à sortir de la Tamise ; mais le gouvernement ne se décide point pour leur donner le convoi qu'ils attendent. Si les Corsaires François en sont instruits, ils auront encore le tems de partir pour les stations où on peut être sûr de rencontrer cette flotte.

Le Lord Weymouth a promis de très belles choses aux Marchands de Londres, qui ont été ces jours-ci lui faire des remontrances sur l'abandon où restent les Isles Angloises. Le Lord Germaine leur a tenu le même langage ;

& ils n'en paroissent pas plus rassurés. C'est qu'ils ne conçoivent pas que l'on puisse actuellement envoyer aux Isles dix mille hommes & douze vaisseaux de force.

LA plume élégante de M. Gibbon, Auteur de la fameuse histoire de la décadence & de la chute de l'Empire Romain, a été employée par le Gouvernement pour répondre aux deux écrits que les Cours de Versailles & de Madrid ont fait paroître, sous le titre d'*Exposés*, &c. On dit que les Ministres Etrangers en ont déjà reçu des exemplaires & que ce Mémoire sera bien-tôt offert à la curiosité du public qui en porte déjà ce jugement anticipé, que le talent de l'Auteur auroit été plus utilement employé si on lui eût donné à traiter les moyens d'empêcher la décadence & la chute d'un Etat qui s'est dit de tout tems l'emule de Rome.

LES Ouvriers des Manufactures de coton & de laine se sont soulevés dans les Provinces de Lancastre. Toutes les Milices qui se trouvent cantonnées dans cette partie sont en mouvement pour appaiser cette émeute, dans laquelle il y a eû du sang répandu en plusieurs endroits.

[Ceux qui étudient les affaires de l'Angleterre, dans le *Courier de l'Europe*, nous diront, Monsieur, quand ils auront reçu celui du 12 de ce mois, qu'il y est question de

CCCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cette émeute & que ce sont » les Ouvriers employés aux Manufactures de futaine qui détruisent & brisent tout ce qui a rapport à l'objet de leur mécontentement, *c'est-à-dire les Manufactures de coton.* « — Des Manufacturiers qui détruisent leurs Manufactures ! Voilà des Lecteurs bien instruits , voilà de l'argent & du tems bien employés ! Ayez la bonté de leur dire , car c'est une chose assez importante pour qu'on sache ce qui en est ; qu'il a été inventé une machine qui simplifie prodigieusement la filature du coton & que beaucoup de vieillards , d'infirmes , de femmes & d'enfans , perdant par là un précieux moyen de subsistance , c'est ce qui a suscité le ressentiment des Ouvriers contre les Maîtres , que leur avidité porte à faire usage de cette invention.

Si c'eût été quelque fausse nouvelle ou quelque raisonnement captieux du Courier de l'Europe je n'aurois rien dit , mon parti étant pris à cet égard ; mais un fait aussi intéressant pour l'administration du commerce , demandoit à être présenté aux spéculateurs sous ses couleurs propres , parce que c'est pour eux l'objet d'une étude dont les nations ont le droit d'attendre les plus grands avantages] .

LES fonds sont toujours au même point.

F I N.

A V I S

CONCERNANT le *Recueil des Affaires*
de l'Angleterre & de l'Amérique.

TOUT Ecrivain dominé par un désir sincere d'être utile , sera toujours prêt à lui sacrifier même jusqu'aux plans qui l'ont le plus séduit & attaché , dès qu'il pourra craindre qu'ils ne l'écartent de son principal objet. C'est d'après ce principe que le Rédacteur du *Recueil des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique* , entrepris dans la vue de servir l'Histoire , se détache aujourd'hui de cet Ouvrage pour l'intérêt même de l'Histoire , devenue par les circonstances plus difficile à satisfaire. Depuis plus de trois ans , il n'a pas cessé un moment de se flatter qu'il parviendrait à rendre son recueil parfaitement complet dans la partie qui forme le Journal des événemens de la guerre , suivant l'ordre des dates. On a même daigné applaudir au soin avec lequel est suivie l'époque qu'il a parcourue , à prendre des Traités de l'Angleterre avec divers Princes d'Allemagne , jusqu'aux premiers succès des Anglois devant New-York. Mais il reconnoît aujourd'hui tant par ses propres observations que par les avis de plusieurs Américains instruits que vainement il espé-

A

roit d'être aussi heureux dans la continuation. Non seulement il lui manqueroit une infinité de papiers, dont la fureur de la guerre a empêché l'arrivée en Europe; & en ne les donnant point, il aggraverait ses torts par l'abondance même des matériaux qu'il a amassés; mais il induiroit encore le public à méconnoître l'avantage que pourra lui offrir une société de Sujets des Etats-Unis, à qui il n'est rien échappé de tout ce qui les intéresse, & qui, dit-on, travaillent à en faire un corps d'extraits tout pareil au sien. Avec cette connoissance, il ne lui est plus possible d'aller en avant, sans abuser de la confiance qui lui a été accordée. Il aime donc mieux cesser son Journal & mériter que le public lui sache gré des motifs de cette résolution.

Quant à la Lettre du Banquier de Londres, dans laquelle on a essayé de donner l'esprit de la politique du jour, il ne s'est point passé de grands événemens depuis l'existence de cette feuille, qu'il n'y ait été discuté, le plus souvent même avec l'avantage de faire jouir le public de détails très-intéressans qui ne se seroient trouvés nulle part. Cette correspondance tombe cependant avec le reste; mais au moins le fonds en sera conservé dans une petite feuille dont le *Mercur de France* & le *Journal historique & politique de Geneve* seront le véhicule; & même par ce moyen l'impatience du

public pour savoir l'état journalier de l'horison politique en Angleterre, sera plus fréquemment & plus régulièrement satisfaite : ces deux Journaux paroissant chacun régulièrement tous les Samedis (a).

Il reste à parler d'un engagement pris par le Rédacteur des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique* de faire délivrer à ses Abonnés *gratis* & comme faisant partie de leur souscription, le Code Américain, composé des nouvelles loix des Treize Etats-Unis.

Quoique l'abonnement soit cessé, l'obligation de tenir cette promesse subsiste toujours ; & le sieur PISSOT, Libraire qui a été chargé du débit de cette feuille, la renouvelle en son propre nom. On attend encore les Constitutions dont il n'étoit point venu de copie en Europe. Il a dû en être adressé d'Amérique plusieurs exemplaires au Rédacteur, mais elles ne lui sont point parvenues. L'Etat de Massachusset a dû s'assembler le premier Octobre de cette année pour convenir de la sienne, sur laquelle ses divers Membres ont quelque peine à s'accorder. On croit que c'est la seule sur laquelle il y ait encore à délibérer ; & on ose espérer qu'enfin toutes les volontés se réuniront pour la former,

(a) On souscrit pour le *Mercur de France*, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, & pour le *Journal de Geneve*, chez le sieur Lambert, Imprimeur, rue de la Harpe.

ce qui pourra bien être accéléré par l'horreur & l'indignation qu'auront causées dans cette Province les détestables excès que les armées Angloises viennent de commettre dans son voisinage.

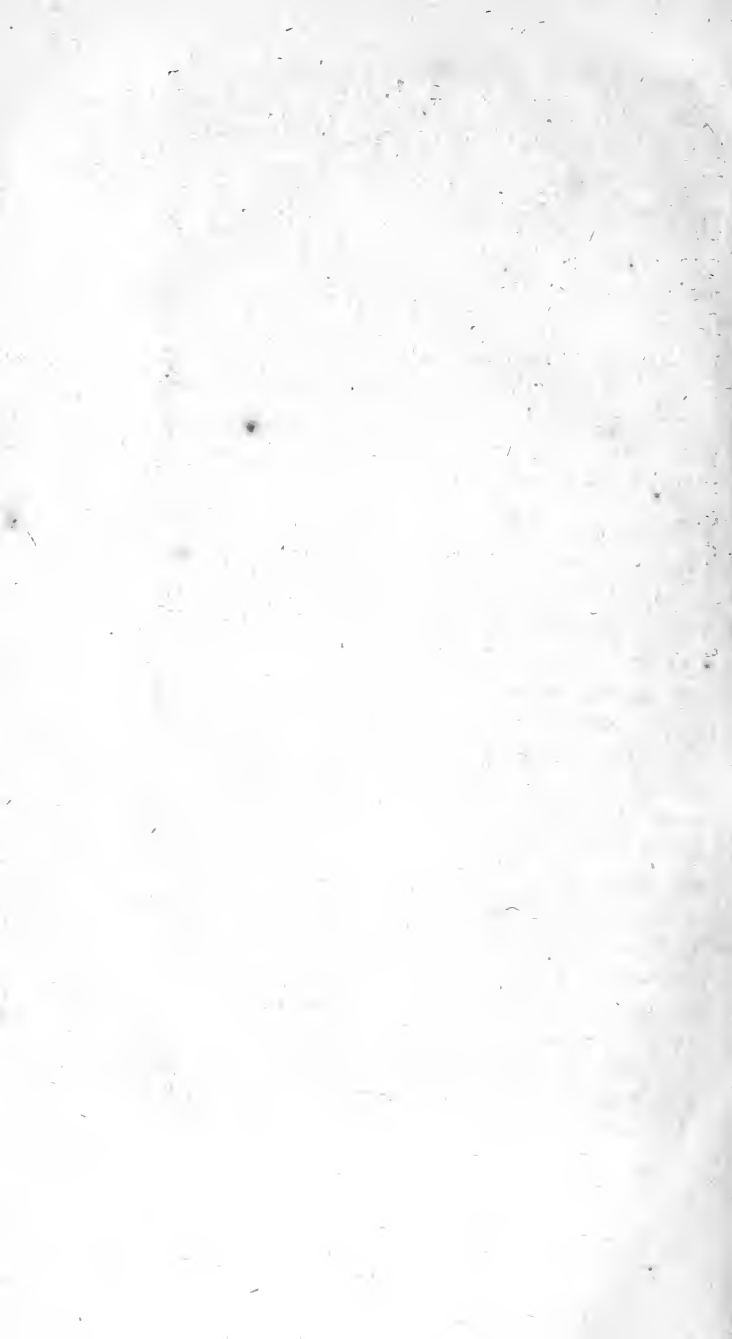
Le Rédacteur demande encore la permission de dire un mot de deux petits ouvrages dont il comptoit arrondir sa collection & qui sont en état d'être imprimés. L'un est un abrégé bien complet de tout ce qui a constitué la naissance & l'accroissement des troubles de l'Amérique Angloise depuis l'année 1763 jusqu'au moment où le soulèvement a éclaté. C'est un ouvrage rédigé à Londres par l'Ecrivain des Américains; & il n'a manqué aucune pièce pour le composer, puisqu'elles étoient toutes venues dans le tems où la navigation étoit libre. Le tout ne formera qu'un volume qui est absolument nécessaire pour servir comme d'introduction à la collection. Il ne sera refait par aucun autre Ecrivain, étant regardé comme achevé & généralement connu sous le titre de *Prior documents*.

L'autre est le Recueil de la correspondance du Chevalier William Howe avec les Ministres, dans les trois dernières campagnes, & de celle de M. Burgoyne en ce qui est relatif aux opérations du Chevalier Howe. Celui-ci, dont il a déjà paru quelques parties dans les derniers numéros des

Affaires de l'Angleterre , feroit la clôture de la collection.

Le Libraire , réfolu à fe contenter pour chacun de ces volumes de la moitié du prix que coûtoit chaque volume du Recueil , mais défirant d'être affuré de la rentrée de fes frais , attendra jufqu'au premier Février prochain pour en faire commencer l'impref-
fion , ou pour fe décider à en abandonner le projet , qu'il ne peut exécuter qu'autant qu'il aura reçu un nombre fuffifant de demandes. On voudra bien les adrefser , franches de port , au fieur PISSOT , & dans le terme qui vient d'être indiqué.

On trouvera chez le fieur PISSOT quelques exemplaires complets du Recueil des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique*.



autre côté, si quelqu'une de ces Provinces revenoit à son devoir, elle fourniroit l'armée de tout ce qu'il faudroit de ce genre pour continuer la guerre. 1775. Novemb.

Signé W. HOWE.

Du Quartier général à Boston, le 27 Novembre 1775.

Copie d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 3 Décembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

M I L O R D.

Je vois par la lettre ci-jointe du Lieutenant Gouverneur Cramatie, que j'ai reçue hier, qu'il n'y a que trop lieu de craindre que par la désertion générale des Canadiens, toute la Province de Quebec ne tombe entre les mains des Rébelles; j'apprens aussi par une lettre plus fraîche d'un jour, que Montréal s'est rendu, que le Général Carleton descend actuellement la Riviere sur un vaisseau armé, & qu'il n'y a guere apparence que la Capitale soit en état de résister à l'attaque dont elle est menacée.

Dans ces circonstances, le Lieutenant Gouverneur de Quebec s'est cru obligé de retenir cinq bâtimens de transport que nous avions envoyés d'ici pour prendre du fourage, de sorte que non seulement nous perdons par là le foin & le grain, que nous attendions, ainsi qu'il est dit dans ma lettre séparée du 2 de

ce mois, mais que même nous sommes privés
 1775. de 1416 tonneaux, qu'il faut ajouter à la
 Novem. quantité que j'en avois marqué comme man-
 quante, dans ma lettre du 26 Novembre
 pour le changement de garnison en un seul
 embarquement. J'espère que les bâtimens
 de transport nécessaires pour ce rempla-
 cement, & pour suppléer au déficit, nous
 seront envoyés le Printems prochain, de
 bonne heure, & que vû les pertes que nous
 fait essuyer l'ennemi, vous les ferez partir
 sous convoi.

J'apprens que les Corsaires Rébelles ont
 pris dans la Baye, la Semaine derniere, le
Nancy, brigantin transport d'artillerie, ayant
 à bord quatre milles armes complètes, cent
 milles pierres à fusil, un mortier de treize
 pouces & d'autres munitions à proportion,
 ce qui ajoute à la nécessité du remplace-
 ment. Cet événement est malheureux pour
 nous, en ce qu'ils sont à présent pourvus de
 tout ce qu'il faut pour mettre la Ville en
 feu, ayant une grande quantité de car-
 casses rondes & d'autres munitions, qu'ils
 n'auroient pas pû se procurer d'une autre
 manière. On ne fait pas au juste comment ce
 brigantin a été pris. Mais nous avons déjà
 été trompés si souvent par des ruses voilées
 sous l'apparence de l'amitié & par des pilotes
 fourbes que ceux qui viennent avec des
 munitions de quelque espèce que ce soit ne
 peuvent pas se tenir trop sur leurs gardes.

Je vous laisse juger, Milord, du besoin que nous avons de remplacer ces armes & ces pierres à fusil que nous avons perdues si malheureusement.

1775.

Novem.

Je vous prie aussi d'ordonner qu'on envoie le double de la quantité d'outils & d'ustensiles que nous demandons dans l'état ci joint, & qu'on les mette dans deux vaisseaux séparés pour les deux divisions de l'armée, qui seront toutes deux employées à des sièges. La date de cet état marquera le tems où la demande en a été faite.

Dans la crainte que les avantages que les Rébelles ont remportés dans le Canada & le bonheur qu'ils ont eu de s'emparer de nos munitions, ne les encouragent à tenter des entreprises ultérieures, je vais envoyer, en toute diligence à Halifax, partie du soixante cinquième régiment qui est actuellement ici ; sous le commandement du Lieutenant Colonel Bruce, & avec ce renfort, je puis compter que cette place sera parfaitement en sûreté.

D'après le malheureux événement du Canada & la liberté que vous me laissés de dire mon avis, j'observerai que notre premier objet devant être de recouvrer le Canada, si l'on y envoie une armée à cet effet, il faut qu'elle soit forte de douze mille hommes. Je ne veux pas d'ailleurs qu'on croie que je renonce au plan inféré dans ma lettre n° 2, du 26 Novembre, puisque l'attaque qu'on feroit par le côté le plus

foible, fera plus de tort à l'ennemi que les
 1775. succès que nous pourrions remporter dans
 Novem. le Canada.

L'Amiral m'a informé qu'il avoit appris par une lettre qu'il a reçue aujourd'hui de Monsieur Wallace, Capitaine du vaisseau de guerre la *Rose*, en station à Rhode-Island, que les Rébelles débitent qu'ils fortifieront les hauteurs au-dessus de la ville de New-Port; & qu'ils équipent à Philadelphie un vaisseau armé de 36 canons & deux ou trois autres d'une moindre force, pour les faire croiser au Sud & pour prendre le Lord Dunmore.

Je suis, &c.

W. H O W E.

Copie d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 13 Décembre 1775. (Reçue le 6 Janvier 1776.)

M I L O R D,

L'Amiral Graves faisant partir pour l'Angleterre le *Tartare*, vaisseau du Roi, je vous confirme par cette voie la nouvelle que je vous avois déjà donnée de la prise du *Nancy*, brigantin chargé d'artillerie, on a aussi la certitude qu'un autre vaisseau marchand, chargé de laines & d'autres articles de vêtements, sont tombés depuis peu entre les mains

des ennemis, ce qui les soulage dans un de leurs besoins les plus essentiels.

1775.

Novem.

Depuis le départ du *Boyne*, vaisseau de ligne, le 5 de ce mois, il n'est arrivé aucun vaisseau d'Angleterre. A en juger par la longue durée des vents du Nord, les bâtimens de transport partis de Cork, avec les dix-septieme, vingt-septieme, vingt-huitieme, quarante-fixieme & cinquante-cinquieme régimens, ainsi que les vaisseaux munitionnaires destinés pour ici, ont été éloignés de la côte, & s'il en est ainsi, plus l'hyver s'avancera, plus ils trouveront de difficultés pour arriver.

Ces considérations, ainsi que l'état de nos provisions en magasin, dont je vous ai rendu compte par ma lettre séparée du 2 de ce mois, & que je vous ai envoyée par le *Boyne*, doivent nous causer de vives allarmes, sur tout depuis que nos demandes en ce genre ont dû augmenter, nos provisions pour les matelots ayant été obligés de nourrir les troupes, ainsi que plusieurs autres, qui ont toujours été attachés au gouvernement.

Je suis également fâché de devoir vous dire que l'incertitude de l'arrivée des bâtimens destinés pour ce port lesquels n'ont point de défense, devient encore plus précaire, parce que les Corsaires Rébelles qui infestent notre baye, prennent avantage d'une quantité d'anfes & de criques qu'ils ont sur la côte, où les vaisseaux du Roi ne peuvent pas pé-

1775.

Novem.

nétrer, & d'où ils sortent, mettant à profit toutes les occasions qui se présentent. L'Amiral convaincu qu'il ne peut pas bloquer les ports du cap Anne, Marblehead, Beverley & Plymouth, qui servent de refuge à ces pirates, sans le secours de forces de terre qu'il nous seroit impossible à présent de leur fournir, a placé ses vaisseaux dans la rade de Nantasket, avec ordre de croiser de là dans la baie. Et comme cela n'a rien produit d'avantageux, je prens la liberté de proposer que les provisions & autres munitions importantes soient envoyées à l'avenir sur des vaisseaux de guerre, dont on aura ôté les canons d'enbas, ou dans des vaisseaux d'une force suffisante pour se défendre contre ces pirates.

Le *Fowey*, vaisseau de guerre du Roi, a conduit ici un brigantin des Rébelles avec soixante treize hommes, & je vous adresse, ci-joint, la copie des instructions que le Capitaine de ce brigantin avoit reçues de M. Washington. Les prisonniers faits en cette occasion sont sur le *Tartare*.

Les troupes sont entrées hier dans leurs quartiers, laissant un détachement retranché sur les hauteurs de Charles-Town, pour la défense de ce poste.

Six compagnies du soixante-cinquieme régiment sont embarquées & partiront pour Halifax, sous le convoi de la frégate le *Cerbere*. Les dix-huitieme & cinquante-neuvieme ré-

giment ayant été incorporés dans d'autres corps, tous leurs Officiers, ainsi que les Invalides & les recrues, sont partis d'ici à bord des bâtimens de transport qui partent avec le *Tartare*.

1775
Novem.

J'apprens par des avis reçus du Quartier général des Rébelles, que le Général Carleton s'est embarqué à Montréal pour Quebec le 12 Novembre avec cent soldats & autant de Canadiens: qu'il a pris avec lui toutes les munitions qu'il a pu emporter; & que les Rébelles ont pris le lendemain possession de la ville.

Je suis, &c.

W. HOWE

Copie d'une lettre (particuliere) du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 19 Décembre 1775. (Reçue le 16 Février 1776.)

MILORD;

Je fais l'occasion d'un Officier, à qui j'ai permis de s'en retourner chez lui, sur un vaisseau qu'on a fait subitement partir pour aller en Angleterre; & je vous donne avis que le Colonel Eyre Massey, se trouvant avec son régiment en armes à Halifax, j'ai à cette occasion, donné contre-ordre pour que les six compagnies du soixante-cinquieme

1775
Novem. régiment , qui est à présent dans la rade de Nantasket , ne s'y rendent point.

Il n'est arrivé ici aucunes troupes depuis la dernière lettre que je vous ai écrite par le *Tartare* , parti d'ici le 16 ; mais les quatre vaisseaux munitionnaires , dont voici les noms ci après , sont arrivés avec des provisions très-convenables , savoir : le *Thames* , Capitaine Laird , le *Friendship* , Capitaine Miller , le *Britannia* , Capitaine White , le *Generous-Planter* Capitaine Calfe.

Le bétail dont ils étoient chargés n'est pas arrivé en bon état , malgré les soins qu'on en avoit pris. Comme leur cargaison n'est pas encore débarquée , je ne puis vous en rendre précisément compte , mais sur le rapport qui m'en a été fait , les fournisseurs ont fidèlement rempli leurs engagements.

C'est avec peine que je vous annonce , sur le rapport du Commandant Rébelle , que le Brigadier Prescott est tombé entre les mains de l'ennemi ; & le bruit court d'ailleurs que le Général Carleton avec toute la Province du Canada a eu le même sort. N'ayant point a présent de communication avec le Canada , je ne puis vous dire si cet avis a quelque degré de certitude. J'espère du moins que la dernière partie de la nouvelle se trouvera fautive.

Quoiqu'il en soit , M. Washington , qui commande l'armée Rébelle , comptant sur le nombre & sur le rang des prisonniers qu'il a entre les mains , a menacé de prendre sur les

prisonniers Royalistes la revanche des traitemens que nous leur ferions. Il propose un échange : c'est un objet sur lequel je ne puis pas répondre positivement, & je n'en traiterai point sans les ordres du Roi. 1775 Novem.

Je joins ici une publication , tirée des minutes du Congrès Continental , relativement à la Proclamation du 23 Août dernier sur les principes de laquelle M. Washington paroît avoir fondé ses menaces.

Le peu de viandes salées qui se trouvent dans nos magasins , m'a déterminé à envoyer un vaisseau de transport armé à Saint Eustache , où l'on me marque qu'il y en a abondamment. Ainsi nous en aurons assez pour attendre l'arrivée des vaisseaux qui doivent nous en apporter , même dans le cas où ils seroient retardés. Après en avoir conféré avec l'Amiral , j'ai sur le champ fait équiper deux autres vaisseaux de transport qui seront convoyés par le *Scarborough* , vaisseau de guerre , & par deux *schooners* armés. Je les envoie prendre à Savannah un chargement de riz , avec l'assistance du Chevalier Jacques Whright. Le Capitaine du *Scarborough* aura ordre d'envoyer ici , pour l'usage de la garnison de la Marine & des habitans , tous les vaisseaux chargés de riz qu'il rencontrera dans sa route tant en allant qu'en revenant. Je me propose de faire passer sur ces vaisseaux deux cents hommes de marine , sous le commandement d'un Officier Major. J'espère que vous vou-

—drez bien approuver toutes ces dispositions.

1775. Je les crois nécessaires pour le service de Sa
[Novem. Majesté, J'adresse en même tems aux Lords
de la Trésorerie une lettre dans laquelle je
leur donne un détail exact de toutes les
mesures que j'ai prises relativement aux ob-
jets dont je viens de vous rendre compte.

J'ai l'honneur d'être, &c.

GUILLAUME HOWE.

*Copie d'une lettre écrite de Boston le 26 Dé-
cembre 1775, par le Major général Howe
au Comte de Dartmouth. (Reçue le 6 Fé-
vrier 1776).*

MILORD,

J'apprends aujourd'hui d'un Patron de
navire, arrivé dequis peu de jours du Cap
Saint Nicolas dans l'Isle Saint Domingue,
que les Rebelles tirent de cet endroit une
quantité considérable de poudre & d'armes.
D'après son rapport, un seul Négociant a
vendu un tonneau de poudre & des armes
pour armer mille hommes à un Corsaire parti
de la Pravidence dans le Gouvernement de
Rhode-Island. On tenoit pour constant au
Cap Saint Nicolas, que ce même Corsaire
avoit mis à la voile avec trois autres vais-
seaux qu'il escortoît, & qui étoient chargés
d'armes pour dix mille hommes & de deux
tonnes de poudre à l'usage des Rebelles.

On a récemment découvert que plusieurs habitans de la campagne, soupçonnés d'être peu attachés au Gouvernement, ont eû recours à différens artifices pour faire passer la propriété de tout ce qu'ils avoient dans la ville à ceux de ses habitans qui ont la réputation d'être les plus fideles sujets de Sa Majesté, & par ce moyen les mettre en sûreté. Ils doivent sans doute une grande partie de ces effets à des Marchands de la Grande-Bretagne, & leur intention est certainement de leur en faire perdre le montant. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour arrêter cet abus, jusqu'à ce que j'aie reçu de Votre Seigneurie des instructions particulieres à ce sujet.

1775.
Novem.

J'ai l'honneur d'être, &c.

GUILLAUME HOWE.

Copie d'une lettre écrite de Whitehaven le 22 Septembre 1775, par le Comte de Dartmouth au Major général Howe. (Reçue le 30 Décembre)

MONSIEUR,

On a cru devoir changer la destination des cinq régimens qui doivent incessamment partir d'Irlande, afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté du Canada & d'Hallifax. Je vous envoie une copie de la lettre écrite par le Lord Rochefort au Vice-Roi d'Irlande. Vous y verrez les ordres qui ont été donnés à cette occasion & le détail de toutes les mesures qui

1775

Novem.

ont été prises. J'y joins un état des vaisseaux qui seront chargés d'approvisionner les troupes, & de plus la copie d'une lettre que j'ai écrite à ce sujet aux Lords de l'Amirauté. L'intention de Sa Majesté est que vous reteniez ces vaisseaux pour son service, si vous vous trouvez en avoir besoin pour vos opérations, lorsqu'ils seront arrivés & déchargés. Vous en excepterez toute fois ceux qui doivent faire route pour les Indes Occidentales, après avoir remis à Boston les provisions dont ils sont chargés.

Les derniers avis reçus de l'Amérique Septentrionale annoncent clairement que la guerre est déclarée de la part des douze Colonies - Unies, il ne reste plus d'autre parti à prendre, que celui de les traiter avec la dernière sévérité, comme ennemis reconnus de l'Etat.

Je suis, &c.

DARTMOUTH.

(N. B. On cesse ici ce recueil de lettres ministérielles, puisque le Journal est abandonné. Le Public les aura en un seul volume, si le nombre des demandes, adressées au Libraire, se trouve suffisant.)

F I N.

Journal de la Lib. (Journal)

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 15 Octobre 1779.

J'AI enfin achevé, Monsieur, l'extrait des séances de la dernière session, & je m'empresse de vous l'envoyer pour que vous ayez le tems de le lire avant l'ouverture de la session prochaine.

*Fin de l'extrait des séances de la session de
1778-9.*

Chambre des Communes.

Le Mardi 8 Juin. — Comité sur la guerre d'Amérique. — Le Lord Germaine récuse le témoignage du Général Grey, sur ce que cet Officier n'a pas été assez long-tems en Amérique & n'a pas vû tous les pays dont il a parlé. — Il assure que l'armée royaliste trouve des sujets avec beaucoup plus de facilité que le Congrès, qui n'a jamais pû, dit-il, lever plus de vingt mille hommes, quoiqu'en donnant 75 livres sterling par homme, tandis que les Généraux du Roi n'en donnoient

que fix, & quoique le Congrès eût annoncé qu'il en mettroit sur pied cinquante mille. Il réfuta aussi plusieurs allégations des partisans du Général Howe, relativement au choix qu'il a fait des caps de la Virginie pour gagner Philadelphie. — Il reprocha à M. Howe de n'avoir point tenté du côté de la baye de Massachusset une diversion qui auroit empêché le Général Gates de se porter avec toutes ses forces sur Burgoyne. — Le Général *Robinson* entendu, à la demande du Lord Germaine, assura que les deux tiers des Américains désiroient une réconciliation. Il nia qu'il y eût beaucoup de postes inattaquables en Amérique, ou au moins d'aussi forts que les hauteurs d'Abraham dans la riviere de Quebec, d'où le Général Wolfe avoit délogé les François. Suivant M. Robinson, les forces employées à la réduction de l'Amérique ont toujours été plus que suffisantes, sur-tout à la fin de 1776, le Congrès n'ayant point encore formé l'armée continentale. — L'Opposition répondit au Lord Germaine, qu'à bon droit le Congrès payoit ses hommes plus cher, puisqu'un seul Soldat Américain valoit cent Soldats Anglois.

Le Mercredi 9 Juin. — Le Comité reprit l'examen du Général Robinson. L'Opposition avoit tenté inutilement la veille de faire cesser l'enquête, si les Ministres ne vouloient pas

ET DE L'AMÉRIQUE. CCCXV
promettre de ne point séparer le Parlement
que les Généraux n'eussent répliqué.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 8 Juin. — La Chambre, sans s'arrêter à l'opposition du Lord Effingham, entend le rapport du bill sur les maisons, qui porte de 6 à 9 deniers la taxe sur celles de 40 livres sterling de revenu. Ce Lord avoit démontré que la taxe portoit ou sur les terres ou sur le commerce, puisqu'elle comprenoit les jardins & les magasins.

Le Jeudi 10 Juin. — Seconde lecture du bill pour empêcher la Compagnie des Indes d'augmenter son dividende au-dessus de six pour cent jusqu'au 5 Avril prochain, & pour conserver au Gouvernement les autres pouvoirs restrictifs qui lui ont été donnés sur la Compagnie, (quoique sans son consentement). Le bill est envoyé en Comité par 23 contre 5. — Le bill pour les salaires des Juges, passe après la troisième lecture.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 10 Juin. — Continuation de l'enquête. — Le Général Robertson répond sur divers points essentiels, d'une manière dont on ne peut conclure autre chose que l'im-

cccxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
possibilité de réduire l'Amérique autrement
que par la persuasion.

Le Vendredi 11 Juin. — Le bill pour supprimer la vénalité de la place de Clerc des assises, est rejeté par la Chambre, sur ce que celle des Pairs y avoit fait quelques changemens, sans considérer qu'elle n'a le droit de faire aucunes modifications à des bills burseaux. L'unanimité s'étant élevée contre le Bill, l'Orateur le jette par dessus le Bureau, & M. Richard Withworth, d'un grand coup de pied, l'envoie vers la porte.

Le Chevalier William Meredith propose une adresse au Roi pour supplier Sa Majesté, attendu que la commission conciliatoire de l'année dernière est expirée du premier Juin, d'en former une nouvelle avec de nouveaux pouvoirs pour traiter avec les Américains. Il annonce que cette motion le menera à une seconde, pour demander la révocation de l'acte restrictif du commerce des Américains. — Le Lord North soutint que cette opération seroit inutile, puisque le Congrès a déclaré qu'il ne traiteroit jamais que sur le pied de l'indépendance, ou quand les forces de terre & de mer seroient retirées d'Amérique. — Il prétendit que dans l'état actuel des choses, c'étoit à l'Amérique à faire ses propositions la première.

M. Fox, sur un défi de Milord North, se montra de l'opinion, non pas de re-

connoître l'indépendance, mais de retirer les troupes, avec lesquelles on feroit plus heureusement la guerre à la France. Comme il avoit attaqué les Commissaires, sur ce qu'ils ont outre passé la commission, déjà vicieuse, en ce qu'elle annulloit & l'acte de navigation & le droit de taxation, & sur ce qu'elle accordoit beaucoup plus que le Parlement n'auroit voulu tenir; — Le Gouverneur Johnstone prit la défense de la commission & soutint qu'il étoit inutile d'en former une nouvelle. Il fit voir aussi l'inconvénient de retirer les troupes, ce qui seroit reconnoître l'indépendance. Il assura la Chambre que le Congrès étoit divisé, & que le plus grand nombre des Américains désiroit de revenir à l'obéissance & ne tarderoit pas à en faire l'offre. — Il se justifia d'avoir, ainsi que ses collègues, passé les pouvoirs, sur ce que le Congrès paroissoit résolu à n'entrer en accommodement que sur le pied de ses traités, & convaincu qu'il ne pouvoit le faire séparément de la Cour de France.

Le Lord Germaine prétendit qu'il n'avoit jamais espéré traiter avec le Congrès; mais qu'il s'étoit flatté & se flattoit encore de détacher de l'union quelques provinces. — La motion du Chevalier Meredith est rejetée sans qu'on leve les voix.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 11 Juin. — Opposition inutile du Duc de Bolton à la seconde lecture du bill pour le vote de crédit d'un million à moins que les Ministres ne déclarent qu'ils en feront l'application uniquement à la guerre contre la France. — Sur le bruit qui s'étoit répandu que le Parlement feroit prorogé le 17, les Lords de l'opposition insistent, sans apparence de succès, pour que la prorogation soit reculée. Une motion du Lord Effingham pour la construction d'une galerie où seront reçus les Membres de la Chambre des Communes & les Dames, est rejetée par 27 contre 14.

Dans les débats de cette séance, le Lord Coventry & le Lord Effingham menacerent la Chambre d'une très-prochaine réunion de l'Espagne avec la France. Ils l'assurèrent qu'en vain le Ministère se flattoit que l'Espagne ne pourroit pas prêter, dès cette année, des secours efficaces à la France, & qu'il n'étoit que trop vrai qu'avant peu de tems les deux Puissances pourroient envoyer plus de soixante vaisseaux de ligne contre l'escadre Angloise, qui à peine en avoit vingt-huit.

Le Samedi 12 Juin. — La Chambre approuve le bill contre les contrebandiers. —

Une motion du Comte Ferrers pour substituer cinq livres au lieu de dix dans le bill, au sujet des poursuites pour petites dettes, est rejetée par 14 contre 3.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 14 Juin. — Quoique le Duc de Richmond eût quitté la Chambre en marquant son mécontentement de la manière dont avoit fini l'enquête sur l'administration de l'Hôpital de Greenwich, il y reparoit pour demander que le rapport soit imprimé; mais une pluralité de 43 contre 18 fait avorter cette démarche. La nouvelle de la sortie de l'escadre de Brest (le 3 Juin) & les bruits sur la prochaine rupture avec l'Espagne, décident le Duc de Bolton à demander que le Parlement ne soit point prorogé. Il a contre lui une pluralité de 26. — Savoir 46 contre 20. — Le Lord Sandwich pressé de dire s'il avoit des forces égales à opposer aux François, répond qu'il en a de supérieures qui doivent mettre en mer ce jour même (14 Juin).

Chambre des Communes.

Le Lundi 14 Juin. — Continuation de l'enquête sur la guerre d'Amérique. Les deux frères Howe font interroger le Général Robertson sur les réponses qu'il a déjà faites ;

CCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& le Gouverneur Johnstone lui en fait de nouvelles. — C'est la quatrième fois que M. Robertson paroît devant la Chambre, & à minuit la trentième heure de son examen.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 14 Juin. — Plusieurs bills reçoivent le concours de la Chambre. — Le bill pour modifier l'acte qui établit un droit sur les encans, — celui qui augmente le salaire des Juges, — celui qui établit des droits nouveaux de timbre sur le parchemin & le papier, — celui pour armer plus efficacement les vaisseaux, — celui pour maintenir, pendant un certain tems la Compagnie des Indes dans la possession de ses acquisitions territoriales, — celui de la taxe sur les maisons & sur les domestiques, — celui pour lever par emprunt 1,500,000 livres & par billets de l'Echiquier, 1,900,000 livres, — celui du vote de crédit d'un million, — celui de la milice, celui du fonds d'amortissement & celui qui restreint les poursuites pour petites dettes.

Chambre des Communes.

Le Lundi 14 Juin. — Motion de l'Alderman Sawbridge, qu'il renouvelle chaque année, suivant l'engagement volontaire qu'il en a pris, pour que la durée du Parlement
soit

soit réduite à une session ou au plus à trois : elle est rejetée par 38 contre 8.

Le Mardi 15 Juin. — Motion pour demander au Roi une somme de 13,000 liv. sterling, pour l'entretien des forts & établissemens du Cap - Corse en Afrique, laquelle sera rendue par la Chambre sur les prochains subsides. — La Chambre admet à la pluralité de 69 contre 20, une modification portant que cet arrangement ne pourra être appliqué qu'à l'objet pour lequel il est octroyé & non au paiement des dettes de la Compagnie.

Motion de M. Townshend pour qu'on demande au Roi de ne point proroger le Parlement que l'enquête sur la guerre d'Allemagne ne soit terminée. — Il fit voir que l'état des affaires exigeoit pareillement que le Parlement continuât ses séances. — Sa motion fut combattue par le Lord Beauchamp, sous le prétexte que les affaires n'étoient point dans l'état périlleux ou M. Townshend les représentoit, & que l'enquête meneroit la session trop loin. — Ce Lord proposa la question préalable qui fit rejeter la motion par 143 contre 70. — Dans ce débat, le Général Burgoyne déclara qu'il ne croyoit point qu'on le revît dans la Chambre, puisqu'il avoit l'ordre du Roi pour retourner en Amérique : que cependant son honneur lui fai-

cccxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
soit une loi de rester jusqu'à ce qu'on eût
rendu justice à sa conduite.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 16 Juin. — Ordonné que tous les Lords seront convoqués pour délibérer demain 17 sur un message du Roi relativement à la déclaration de l'Espagne. Voyez N°. LXXII, vol. XIV, page ccviii & suivantes.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 16 Juin. — Le Lord North arrive à la Chambre avec un air riant & satisfait, pour l'informer de la Déclaration de l'Espagne & annoncer que le lendemain la Chambre délibérera sur le message du Roi à cette occasion. — Voyez N°. LXXII, vol. XIV, page ccviii & suivantes. — Une motion de M. Burke, pour entrer sur le champ dans l'examen de l'état de la nation, est retirée par ce député, qui ne peut pas en faire admettre une autre pour que le Comité d'Afrique fît son rapport de son enquête sur l'état de ce commerce.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 17 Juin. — Le Lord Weymouth, après avoir communiqué à la Chambre le

message du Roi ainsi que la déclaration de l'Espagne, propose une adresse pour assurer le Roi qu'il sera soutenu du concours de la Chambre, dont chaque membre est prêt à lui dévouer sa vie & ses biens. Le Lord Abingdon s'y oppose par une motion d'amendement, pour demander au Roi l'expulsion de ses Ministres. Cette motion est rejetée par une pluralité de 62 contre 23.

Le Duc de Richmond représente à la Chambre la nécessité d'examiner de nouveau l'état de la nation, & les causes de l'impossibilité où elle se trouve de faire face aux Puissances réunies de la Maison de Bourbon. — Il conclut par une motion pour demander au Roi un changement de plan en même tems qu'un changement de Ministres, & le rappel de toutes les troupes qui sont sur le continent Américain pour la défense de l'Angleterre. La motion du Duc fut rejetée par 60 contre 32, & celle de l'adresse passa sans qu'il fût nécessaire de compter les voix.

Le consentement royal fut donné par commission à trente-six bills. Dans ce nombre étoient les nouveaux bills d'impôts sur les encans, sur le controlle des actes, sur le papier & le parchemin & sur les maisons, ainsi que le bill relatif aux acquisitions territoriales de la Compagnie des Indes, & celui pour lever 1,500,000 livres par emprunt & 19,000,000 par billets d'Echiquier.

CCCXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le lendemain 19, la Chambre s'ajourna au Lundi 21, & ce dernier jour au Vendredi 25.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 17 Juin. — Après lecture faite de la déclaration de l'Espagne & du message du Roi, le Lord North proposa une adresse de même nature que celle dont la motion se faisoit en même tems chez les Pairs; & elle passa de même presque unanimement.

Le Lord John Cavendish ouvrit un avis semblable à celui du Duc de Richmond pour le rappel de toutes les troupes employées à une guerre offensive au dehors, afin que les forces de la Grande Bretagne puissent être réunies contre la Maison de Bourbon. — M. Jenkinson voulant faire cesser le débat élevé par cette question; & afin qu'il n'en fût plus parlé, proposa de s'ajourner, ce qui passa par une pluralité de 150 contre 80.

Le Vendredi 18 Juin. — Le Lord Beauchamp ayant parlé quelques tems, appuyé du Chevalier Savile, sur la nécessité de réprimer les poursuites trop animées contre les petits débiteurs, obtint l'aveu de la Chambre pour qu'il soit fait un dénombrement de tous les prisonniers pour dettes dans la Grande-Bretagne.

M. David Hartley demande qu'il soit nommé une nouvelle commission pour traiter avec l'Amérique. Il indique six articles sur lesquels pourroit rouler la négociation.

Premièrement, une pacification définitive & permanente, sous la ratification du Parlement.

Deuxièmement, comme article préliminaire, une suspension d'hostilités pour dix ans. Le rappel des troupes Britanniques, comme second article de négociation : ledit rappel ne pouvant avoir lieu que moyennant une sûreté donnée aux amis du Gouvernement & à leurs biens en Amérique.

Troisièmement, second article préliminaire, suspension de tous les actes du Parlement relativement à l'Amérique, pendant la durée de la treve.

Quatrièmement, même treve entre la Grande-Bretagne & la France.

Cinquièmement, le traité général sera mis en négociation aussi-tôt après la signature des préliminaires.

Sixièmement, chaque article commencera à avoir son effet à mesure qu'on en fera convenu & sans attendre la fin de la négociation.

Cette motion fut rejetée par une pluralité de 59 contre 22.

L'adresse est présentée au Roi & l'Orateur rapporte la réponse de Sa Majesté.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 18 Juin. — Enregistrement d'une protestation contre l'adresse votée le 17, en réponse au message du Roi. — Elle fut signée d'abord par dix-neuf Lords & ensuite par plusieurs autres. On y retrouve tous les motifs déduits dans les motions d'amendement, portant sur la nécessité d'un changement de plan & de Ministres, & les griefs de l'opposition sur l'incertitude où est laissée la nation, quant à la rupture de la médiation de l'Espagne, ainsi que sur le refus fait par les Ministres de consentir à la continuation des séances du Parlement.

Chambre des Communes.

Le Lundi 21 Juin. — Motion de Milord North pour le doublement de la Milice. — M. Fox, sans s'opposer à la motion, déclara qu'il y en avoit une infinité de plus pressées & auxquelles il ne paroïssoit point que l'on songeât, quoique de chacune d'elle dût dépendre le salut de l'Angleterre dans ce moment de crise qui lui paroïssoit infiniment plus dangereux qu'en l'année 1588. — Il insinua qu'on pourroit accepter l'offre de plusieurs corps de Milice de passer en Irlande, quoique ce transport fût contraire à l'acte du Parlement. — M. Townshend &

le Colonel Barré soutinrent que cette augmentation de forces ne se feroit point sans danger pour la liberté Angloise, & le dernier rappella l'exemple de la France qui, dit-il, a perdu la sienne sous Charles VII, pour avoir donné trop de moyens au Souverain pour l'expulsion des Anglois.

On fait une premiere & une seconde lecture du bill. — La Milice sera portée de 31,500 hommes à 63,000 ; y compris les Officiers.

Le Mardi 22 Juin. — Le bill pour l'augmentation de la Milice passa unanimement ; mais ce ne fut qu'après un débat dans lequel les Ministres entendirent plus d'une assertion qui dut leur être extrêmement désagréable & qui furent mêlées d'accusations de trahison.

Le Mercredi 23 Juin. — Sur une observation du Chevalier Norton pour savoir si la vraie défense de l'Angleterre, consistoit dans une marine capable d'empêcher l'ennemi de descendre sur nos côtes, plus que dans des troupes de terre pour le repousser lorsqu'il seroit débarqué, & sur la considération que fait la Chambre de l'avantage attaché à un service offert volontairement & qui ne se trouve point dans des enrollemens forcés, il est arrêté que des 30,800 hommes de doublement de Milice, il en sera levé

CCCXXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15,400 par souscriptions volontaires, & le reste par le sort. Il fut convenu d'une exception relativement au tirage pour le doublement des *Fencibles* d'Ecosse. Leur doublement se fera en totalité par enrôlemens volontaires.

Voici la substance du bill : — D'abord la Milice, dans son état actuel, ne sera augmentée que de 8,000 hommes, ce qui fait le quart. — Si on n'obtient pas le reste par les nouvelles levées ou par les compagnies que chacun leve séparément, il se fera un tirage pour achever le doublement. La dépense sera supportée par le vote de crédit. — Il ne sera incorporé pour le présent à la Milice aucun des nouveaux bataillons. Les compagnies qui se levent par des particuliers seront attachées à quelque bataillon de Milice dans le district où cette compagnie aura été levée.

Le Jeudi 24 Juin. — Débats sur le terme du service des nouveaux corps de Milice. — Il est porté à trois ans. M. Fox donne son consentement, parce qu'il est persuadé, dit-il, que désormais il ne faut plus compter sur la marine pour la défense de l'Angleterre, au moins tant que le Ministère actuel ne sera point changé.

Le bill de la presse & de la suspension de toutes les exemptions, avec effet retroactif au 16 Juin, & devant être en vigueur

ET DE L'AMÉRIQUE. cccxxix
pendant cinq mois, est lû pour la troisieme
fois, ainsi que celui de la Milice : l'un &
l'autre sont envoyés aux Lords.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 25 Juin. — Les bills de la
Milice & de la presse, envoyés par les Com-
munes, sont renvoyés à un Comité qui doit
se tenir le Lundi 28. — L'opposition se di-
vise sur les bills, les uns condamnant celui
de la Milice, les autres celui des suspensions
des privileges pour la presse. — Milord Sand-
wich reçoit de nouveau les plus vives attein-
tes sur son administration. Le Duc de Bol-
ton tourne en ridicule les offres faites par
la Compagnie des Indes de 6,006 hommes
qu'elle ne trouvera point & de trois vaisseaux
de ligne qui ne seront pas prêts d'un an.

Le Lundi 28 Juin. — Diverses oppositions
faites au bill de la presse par le Duc de Rich-
mond, déconcertent Milord Sandwich, qui
demande grace à la Chambre, en déclarant
que c'est absolument la nécessité qui le force
à insister pour le bill; il est appuyé par le
Lord Stormont & par le Chancelier. Enfin
la Chambre donne sa signature sans lever
les voix, aux diverses modifications propo-
sées par le Duc de Richmond.

Le Mardi 29 Juin. — Comme il ne se

CCCXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trouvoit point un nombre de membres suffisant pour former une Chambre, le sieur Richard Whitworth proposa un ajournement. L'ordre du jour étoit de reprendre l'enquête de la guerre d'Amérique, par continuation de diverses séances précédentes. On essaya de le faire demander, en proposant l'ajournement; mais ce dernier parti fut le plus du goût de la Chambre. Cet ajournement ayant donc eu lieu sans qu'on se formât en Comité, suivant l'ordre du jour, l'affaire de l'enquête fût terminée à la grande satisfaction des Ministres dont elle faisoit le tourment, & du public qu'elle ennuyoit d'autant plus qu'il en avoit inutilement attendu de grandes choses.

On obtient de Milord Sandwich une modification à son bill de la presse en faveur des Charbonniers, qui rentreront en jouissance de leurs privilèges un mois après le 16 Juin. — Toutes les objections du Duc de Richmond sur la tyrannie de l'effet rétroactif, n'operent aucun effet. — Sa proposition de remettre le bill en Comité, est rejetée par 50 contre 24. Ce refus donne lieu à une protestation signée de quatorze Lords.

Le bill est lû une troisieme fois, & il passe par une pluralité de 51 contre 20. Il s'ensuit une nouvelle protestation signée de quatre Lords. — Une autre proposition du Duc de

ET DE L'AMÉRIQUE. cccxxxj

Richmond pour que les *exemptions* ne s'achètent plus du Secrétaire de l'Amirauté, & que le Gouvernement l'en indemnise, est rejetée par 48 contre 23. — La Chambre s'ajourne au lendemain 30 sur le bill de la Milice.

Le Mercredi 30 Juin. — Une commission donna le consentement royal à divers bills, entre lesquels étoient celui du vote de crédit, celui du fond d'amortissement & celui du Lord Beauchamp pour empêcher les emprisonnements pour dettes au-dessous de dix livres sterling. — Ce dernier a commencé le premier Juillet à avoir son effet. Sur une motion du Duc de Richmond pour le bill de la Milice, il est arrêté de le modifier en plusieurs points. Le plus essentiel porte sur le tirage, qui est absolument rejeté, de sorte que le doublement entier de la Milice ne se fera plus que par des enrôlemens volontaires. — On laisse subsister les clauses relatives aux compagnies de volontaires, ainsi que le terme de la durée fixé au premier Décembre 1782. — On laisse aussi subsister que les compagnies seront portées à cent hommes, & qu'il y sera ajouté un Lieutenant. Ci-devant elles ne pouvoient pas être plus forte que de 80 hommes ni moindres de 60.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 30 Juin. — Il fut dit encore un mot sur les papiers des campagnes d'Amérique. — Le Lord Howe reprocha au Lord Germaine, que contre ses promesses, il s'étoit permis d'accuser les Généraux. Il ajouta que si le Parlement n'étoit pas sur le point de se séparer, il demanderoit la reprise du Comité. Il déclara aussi que sa volonté pour servir son pays étoit toujours la même, mais que ses services n'étoient point agréables aux Ministres en place. — La Chambre s'ajourna au lendemain.

Le Vendredi 2 Juillet. — Les modifications faites par les Lords au bill de la Milice, sont approuvées par la Chambre. Ce ne fut pas sans peine que le parti qui les favorisoit obtint qu'il en seroit fait lecture. Les opposans motivoient leurs refus sur ce que le bill avoit quelque rapport à celui de l'entretien de la Milice, & que par cette raison les Pairs devoient s'abstenir d'y faire aucun changement. On leur objectoit envain que la formule suivant laquelle l'approbation du Roi lui seroit donnée, déterminoit clairement que ce n'étoit point un bill burlesque, & qu'il seroit dit simplement en le passant : *Le Roi le veut & non le Roi remercie ses fidèles Communes, reçoit leur bienveillance & le veut.*

Enfin l'exemple de ce qui s'est passé dans l'année 1745 où quinze Seigneurs leverent des régimens, & le seul Comté d'York en leva sept, décida la Chambre à penser comme celle des Pairs. Après trois lectures des modifications, elles furent admises par une pluralité de 52 contre 20; & ce fut la clôture de la session dans cette Chambre.

Chambre des Pairs.

Le Samedi 3 Juillet. — Le Roi en personne ayant donné son consentement au bill pour l'augmentation de la Milice, & à celui de la suspension des exemptions de presse (dont l'effet cessera le 16 Novembre) Sa Majesté prononça le discours qui mit fin à la session de 1778-9, & le Parlement fut prorogé par ordre du Roi au 5 Août.

Discours du Roi aux deux Chambres du Parlement réunies, le 3 de ce mois, avant que le Chancelier leur annonçât que la volonté de Sa Majesté étoit qu'elles fussent prorogées au Jeudi 5 Août.

Milords & Messieurs.

La diversité & l'importance des services que vous m'avez rendus, ainsi qu'à votre patrie, pendant la longue durée de cette

cccxxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
fession exigent de ma part les plus grands
remercîmens.

J'ai vu avec toute la satisfaction imaginable le zèle que vous avez montré pour soutenir & pousser la guerre juste & nécessaire dans laquelle je ne suis pas moins reconnoissant de l'attention que vous avez apportée à la situation actuelle de mon Royaume d'Irlande. Mon affection paternelle pour tout mon Peuple me cause la plus vive sollicitude pour le bien-être & la prospérité de chaque partie de mes Etats.

Les événemens de la guerre n'ont donné jusqu'à présent à la Cour de France aucun sujet de triompher des suites de son injustice & de son infraction à la foi publique, & j'ose espérer qu'un usage courageux & bien dirigé du pouvoir que vous m'avez confié, réduira cette Puissance ambitieuse à désirer qu'elle n'eût jamais, sans aucune provocation ni raison de plainte, insulté l'honneur ni attaqué les droits de ma Couronne.

Je vous ai déjà fait part de la démarche hostile récemment faite par la Cour d'Espagne. Quelque couleur qu'on veuille donner à ce procédé injuste, je suis néanmoins bien convaincu que je n'ai rien à me reprocher à cet égard. Il s'en est suivi que mon Parlement a donné pour ma personne & mon Gouvernement les plus fortes démonstrations de sa fidélité & affection dont je vous réitère mes plus vifs remerciemens; & je considère

comme un heureux présage du succès de mes armes , que l'augmentation des difficultés n'a uniquement servi qu'à augmenter le courage & la fermeté de la Nation , & à animer & unir mon Peuple dans la défense de sa patrie & de tout ce qui peut lui être cher.

La saison avancée exige que je vous procure quelque repos relativement aux affaires publiques , & je le fais avec d'autant moins de répugnance , que par le pouvoir qui m'est donné par la loi , je puis en quinze jours me procurer de nouveau votre assistance & vos conseils , en cas que les circonstances urgentes m'obligent à vous convoquer avant le tems ordinaire.

Messieurs de la Chambre des Communes ,

Les opérations diverses & étendues de la guerre , ont inévitablement occasionné de nouvelles dépenses extraordinaires , & amené la nécessité d'imposer des taxes additionnelles à mon peuple fidèle & aimé : ce que je regrette sincèrement. Je ne puis vous remercier assez de la confiance que vous avez mise en moi , & de la promptitude & de l'esprit public avec lesquels vous avez accordé de si grands subsides pour le service de l'année courante.

Milords & Messieurs.

Il m'est impossible de parler sans la plus vive douleur , de la continuation de la rébellion dans l'Amérique septentrionale ; mais nous

cccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
avons donné des preuves si incontestables
de notre sincère disposition à mettre une fin
à ces troubles , que je dois conserver l'espoir
que les mauvais desseins des ennemis de la
Grande-Bretagne ne prévaudront pas long-
tems sur les intérêts évidens de ces malheu-
reuses Provinces ; & qu'elles ne persisteront
pas aveuglément à préférer une liaison dan-
gereuse avec une Puissance étrangère , à la
paix & à la réunion avec la Mere-patrie.

POUR compléter , Monsieur , l'histoire de
la session , il est à propos de joindre ici un
tableau du subside & des moyens pour les
dépenses de l'année présente. Un des Ecri-
vains du parti de l'Opposition vient d'en
publier un qui se présente de la manière la
plus intéressante pour les spéculations poli-
tiques. Vous remarquerez sur-tout le préam-
bule où l'Auteur parle d'avance le langage
qui sera tenu dans la prochaine session de
la part de ceux qui se préparent à traverser
les opérations du Ministre de la finance.

COMME le Parlement ne tardera pas à s'as-
sembler & qu'il est très probable que vû les
circonstances & le besoin des tems , on pour-
voira de très-bonne heure aux subsides de
l'année prochaine , je vous envoie , pour
l'information de vos lecteurs , un état exact
des octrois & services pour l'année présente
(1779) comparée avec la précédente . afin
qu'il

qu'il leur serve à commenter les votes des sessions prochaines.

Comme Anglois & ami de mon pays, je ne puis retenir mes larmes lorsque je considère le peu d'attention que donnent nos Ministres aux objets qui intéressent le plus essentiellement la nation, je veux dire l'accroissement de nos dépenses & la diminution de nos revenus. S'ils considéroient que notre établissement actuel (tout prodigieux qu'il étoit en 1778) s'est accru de plus de deux millions en 1779, que le surplus de notre fonds d'amortissement, ce rempart de notre sûreté nationale) a diminué de près d'un tiers dans la même période, & qu'il y aura probablement chaque année la même augmentation & la même diminution progressives tant que la guerre se poursuivra d'après le système actuel; s'ils considéroient, dis-je, cet objet avec toute l'attention qu'il mérite, ils chercheroient certainement (s'ils ont à cœur la prospérité de leur pays) quelques moyens ou de faire payer les frais de la guerre par la guerre même, ou de faire promptement la paix aux conditions les plus avantageuses qu'on pourroit obtenir. Dans la situation fâcheuse où nous nous trouvons, la dernière alternative est certainement préférable à la continuation d'une guerre dispendieuse & infructueuse qui a été entreprise pour parvenir à un but auquel, en

cccxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
tant qu'il regarde l'Amérique, il paroît tout
à fait impossible d'arriver.

Une dépense de plus de quarante millions
sterling & le sacrifice de plusieurs millions
de nos braves compatriotes, devroient, se-
lon moi, nous servir de leçon. Comme la
réduction des Colonies devient chaque année
de plus en plus impraticable, & comme l'A-
mérique sera un gouffre où ce pays s'engloutira
à la fin si l'on s'obstine à poursuivre cette
guerre, au nom de Dieu laissons lui son in-
dépendance & ses conséquences, & ne son-
geons qu'à réunir nos forces contre les en-
nemis naturels de ce pays. Le système de
la guerre sera alors absolument changé; au
lieu d'être méprisés comme nous le sommes
aujourd'hui, nous recouvrerons notre exis-
tence politique en Europe; la popularité
du Gouvernement reprendra vigueur & mar-
quera de son sceau toutes les mesures pu-
bliques: l'engourdissement qui domine au-
jourd'hui dans nos Conseils & la disgrâce
qui flétrit nos armes, feront heureuse-
ment place aux succès qui accompagnent
nécessairement la poursuite de plans dressés
avec jugement & exécutés avec fermeté.

Services pour 1779.

Dates des
Votes.

Marine.

		H	B	A
1778.	70,000 Matelots y			
2 Décembre.	compris 17,038 Sol-			
	dats de Marine.....	3,640,000	cc	cc
26.	Ordinaire de la Ma-			
	rine & demie-paye...	369,882	cc	cc
	Construction & ré-			
	paration de vaisseaux.	572,187	cc	cc
	Dette de la Marine			H B A
	(le Parlement n'y a			
	pas pourvu).....			
			4,589,069	cc cc

Armée,

30,346 hommes de			
terre y compris 3,213			
Invalides.....	833,911	cc	cc
Officiers Généraux &			
d'Etat Major.....	37,206	cc	cc
Gardes & garnisons			
en Amérique, aux Isles			
&c.....	1,103,118	cc	cc
Différence entre la			
paye Irlandoise & Bri-			
tannique (pour complé-			
ter la solde Irlandoise).	52,923	cc	cc
Paye de cinq batail-			
lons de Hanovriens à			
Gibraltar & Minorque.	56,075	cc	cc
13,420 Hessois....	367,203	cc	cc
Deux régimens de			
Hanau.....	35,441	cc	cc
Un de Waldeck....	17,498	cc	cc
4,300 Brunswickois.	93,947	cc	cc
1,447 hommes de			
Brandebourg & d'Ans-			
pach.....	39,644	cc	cc
Déficit auquel il n'a			
pas été pourvu dans les			
dernieres sessions pour			
dito.....	7,958	cc	cc
Un corps d'Infanterie			
d'Anhalt-Zerbst.....	16,630	cc	cc

CCCXI AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

£ s d

	Provisions pour les troupes étrangères.....	48,668	cc	cc	
	Artillerie pour dito.	27,683	cc	cc	
	Frais pour augmenter la Milice, y compris trois bataillons pour l'Ecosse.....	610,882	cc	cc	
	Habillement dito...	85,760	cc	cc	
	Paye de compagnies additionnelles	5,421	cc	cc	
	Habillement dito...	2,656	cc	cc	
1779.	Augmentation de troupes Britanniques..	259,713	cc	cc	
23 Février.	Officiers réformés ..	87,703	cc	cc	
	Ancienne réforme de deux compagnies de Gardes à Cheval.	628	cc	cc	
	Pensions pour les veuves (rien)				
	Hôpital de Chelsea..	103,127	cc	cc	
25 Mars.	Un régiment de Dragons légers & six régimens d'Infanterie en Amérique, anciennement payés en partie sur le revenu d'Irlande....	63,195	cc	cc	
	Un régiment en Ecosse.....	19,584	cc	cc	
29.	Extraordinaires au dehors.....	2,026,137	cc	cc	
22 Avril.	Trois régimens de Dragons légers.....	6,246	cc	cc	
	Augmentation faite au corps de Montagnards en Amérique..	4,113	cc	cc	6,013,070 cc cc

£ s d

Artillerie.

1778.	Ordinaires pour 1779.	395,438	cc	cc
26 Décembre l'année 1778.	Extraordinaires pour	52,935	cc	cc

Services divers.

1779.	Compagnie du Levant.	5,000	cc	cc
28 Février.	Routes & ponts en Ecosse.	6,995	cc	cc

ET DE L'AMÉRIQUE. cccxlj

£ s d.

8 Mai.	Augmentation du salaire des Juges, au nombre de neuf, à 400 liv. chacun.....	3,600	“	“	
	Dito aux Chefs Barons.....	500	“	“	
6.	Sommes demandées par les Communes....	32,968	“	“	
	Galeres de la Tamise.	13,586	“	“	
27.	Pour soulagement accordé aux Officiers civils d'Amérique..	60,527	“	“	
	Arpentages généraux dans l'Amérique Septentrionale	2,041	“	“	

Etablissmens civils.

En Amérique.	Saint Jean.....	3,150	“	“	
	Géorgie.....	2,900	“	“	
	Nouvelle Ecosse..	4, 96	10	“	
	Floride orientale..	4,950	“	“	
	Floride occident..	4,900	“	“	
	A Messieurs Berkenhout & Clarke pour une nouvelle maniere de teindre en écarlate..	5,000	“	“	20,696 10 “
15 Juin.	Forts & établissemens d'Afrique.....	13,000	“	“	163,913 “ “

Déficits.

2 Avril	Trois & demi pour cent 1758.....	40,540	“	“	
	Déficit dans les nouveaux droits, 1778....	98,891	“	“	
6 Mai.	Dito dans les 100000 1778.....	56,744	“	“	
	Dito de la taxe des terres & de la dree en 1778, comme dans la dernière session.....	450,000	“	“	646,175 “ “

cccxlj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

		H	£	s
1778.				
24 Décembre	Billets de l'Echiquier acquittés.....	1,500,000	cc	cc
1779.	Vote de crédit acquitté.....	1,000,000	cc	cc
4 Avril.	Billets de l'Echiquier pour la Millice, acquittés.....	500,000	cc	cc
	Primes de loterie acquittées.....	490,000	cc	cc
Total. . . .		15,819,600.		

Moyens pour 1779.

1778.				
28 Décembre				
1779.	Taxe des terres & dreche.....	2,750,000	cc	cc
25 Février.	Annuités & loterie.....	7,490,000	cc	cc
6 Mai.	Surplus des nouveaux droits sur le papier timbré.....	15,297	cc	cc

Juin.	Surplus du fond d'amortissement, 5 Avril 1779.....	2,763	1	cc
	Produit attendu de ditto.....	2,071,854	13	8½

	Nouveaux billets de l'Echiquier.....	2,074,617	14	8.
	Dito pour extraordinaires.....	1,500,000	cc	cc
		1,900,000	cc	cc

	Billets de l'Echiquier pour le vote de crédit (auxquels il sera pourvu dans la prochaine session.....	1,000,000	cc	cc
--	---	-----------	----	----

	Déficit d'octrois	15,729,914	14	8½
		89,685	5	3.

15,819.600 cc cc

Subsides de 1778 & 1779, comparés.

	1779.	1778.	Augmentation en 1779.
Marine, sans y comprendre ce qui a été octroyé pour l'ac- quittement de la dette de la Marine.....	4,589,069	4,001,895	587,074.
Armée, y compris la Milice.....	6,013,070	4,859,107	1,153,963.
Artillerie.....	917,373	683,300	234,073.
Services divers, sans y comprendre 105,227 liv. votées en 1778 pour frais de monnayage.....	163,913	146,293	17,620.
Déficits.....	646,175	532,114	114,061.
Total de l'accrois- sement en 1779....	.	.	2,106,891.

*Dettes contractées dans les années 1778 & 1779,
comparées.*

T O T A L.	Dette fondée & non fondée, 1779.	Dette fondée & non fondée, 1778.	Accroissement en 1779.
------------	--	--	---------------------------

Fondée ou hypo- théquée sur des im- pôts.....	7,000,000	6,000,000	1,000,000.
Non fondée, sa- voir billets de l'Echi- quier.....	4,400,000	3,000,000	1,400,000.
Dettes de la Ma- rine, savoir, en Oc- tobre 1779, 21 mois dûs à 250,000 livres			

cccxliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

<i>T O T A L</i>	<i>Dette fondée & non fondée 1778.</i>	<i>Dette fondée & non fondée 1778.</i>	<i>Accroissement en 1779.</i>
par mois, d'après l'é- valuation la plus rai- sonnable.	5,250,000.		
En Octobre 1778, seulement 12 mois dûs sur le pied mo- yen de 200,000 livres par mois.....	. . . .	2,400,000	3,850,000.
	<u>16,650,000</u>	<u>11,400,000</u>	<u>6,250,000.</u>

Applications du fonds d'amortissement 1778 & 1779 ; comparées.

	<i>1778.</i>	<i>1779.</i>	<i>Diminution en 1779.</i>
Surplus, 5 Avril.	703,791	2,763	700,028.
Produit attendu..	<u>2,296,209</u>	<u>2,071,855</u>	<u>224,354.</u>
<i>T O T A L.</i>	<u>3,000,000</u>	<u>2,074,618</u>	<u>925,382.</u>

ÉTAT DES TROUPES réglées & Milices en Angleterre & en Ecosse, suivant les plus nouvelles répartitions,

(10 Août 1779)

PARTIE DU SUD.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET
<i>Cavalerie.</i>			
1 Gardes à cheval.	Marquis de Lothian.	Westminster.	181
2 Ditto.	Ld. R. Bertie.	Westminster.	181
1 Grenadiers à cheval.	Griffin.	Ibid.	174
2 Ditto.	Ld. Amherst.	Ibid.	174
3 Dragons (Gardes).	Ld. R. Manners.	Camp de Coxheath.	333
1 Dragons bleus d'Oxford.	Comte de Pembroke.	Ibid.	333
4 Dragons.	B. Carpenter.	Côte de Kent.	333
6 Ditto.	John Burgoyne.	Croydon.	411
<i>Total de la Cavalerie.</i>			2,120

Infanterie, troupes réglées.

1 Gardes à pied.	Duc de Gloucester.	Londres & Westminster.	2,019
2 Ditto.	Comte de Waldgrave.	Ibid.	1,294
3 Ditto.	Comte de Loudon.	Ibid.	1,296
6e. Régiment d'Infanterie.	Boothby.	Coxheath.	810
3e. Ditto.	Murray.	Camp de Rye en Suffex.	810
4e. Ditto.	Cunningham.	Coxheath.	810
5e. Ditto.	W. Haviland.	Chatham.	810
5e. Régiment.	Wilson.	Coxheath.	810
2e. Ditto.	Cyrus Trapaud.	Chatham.	810
5e. Ditto.	Casticraft.	Coxheath.	810
9e. Ditto.	Phil. Sherrard.	Ibid.	810
Ditto.	Piston.	Camp de Brompton.	1,170

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
Artillerie, 7 Compagnies.	Coxheath.	700.
valides.....	Douvres.	200.
Ditto.....	Sheerneff.	300.
		Landguard.	
		Tilbury & Gravesend.	

Total de l'Infanterie réglée.

13,465.

Milice.

York West Riding.]	Marq. de Rockingham	Coxheat.	600.
East York:	Id.	Ibid.	600.
Warwick.	Comte de Hertford.	Camp de Brompton.	640
Shrop.	Lord Clive.	Kent & Suffex.	640
North Lincoln.	.....	Coxheath.	600
East Devon.	Comte de Poulett.	Ibid.	500
Montgomery.	Comte de Powis.	Ibid.	240
York East Riding.	Marq. de Carmarthen,	Ibid.	400
Oxford.	Duc de Marlborough.	Douvres.	560
Northampton.	Cte. de Northampton.	Coxheath.	640
Somerset.	Lord North.	Ibid.	420
Monmouth.	Duc de Beauford.	Ibid.	240
Middlesex.	D. de Northumberland	Camp de Brompton.	534
Glocester.	Comte de Berkley.	Coxheath.	480
Norfolk.	Comte d'Oxford.	Ibid.	480
Worcester.	Comte de Coventry.	Ibid.	500
Suffolk.	Duc de Grafton.	Ibid.	480
Bucks.	Lord le Despencer.	Ibid.	560
Dorset.	Lord Digby.	Ibid.	640
Rutland.	Comte d'Exeter.	Ibid.	120

Total de la Milice.

9,874

*Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la
Milice dans la partie du Sud.....*

25,455

ET DE L'AMÉRIQUE.

PARTIE DU MILIEU.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
--------	-------------	--------	----------

Cavalerie.

ooo

Total de la Cavalerie. 0000

Infanterie.

ooo

Total de l'Infanterie. 0000

Milice.

Stafford.

Comte de Gower.

Stafford.

5600

Total de la Milice. 5600

*Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la
Milice dans la pattie du Milieu,.....* 5600

PARTIE DE L'EST.

Cavalerie

Dragons.	Fitzroi.	Norwich.	5330
Ditto.	Elliot.	Bury.	4110
Dragons légers.	.....	Ibid.	4110
Ditto.	.....	Ibid.	4110

Total de la Cavalerie. 1,5660

Infanterie.

Régiment, 2 ^e . bataillon.	Duc d'Argyle.	Warley.	8100
Ditto.	Jones.	Ibid.	8100
Ditto.	John Sebright.	Ibid.	8100
Ditto.	Lindsay.	Ibid.	8100
Artillerie, 5 Compagnies.	.....	Ibid.	5000

Total de l'Infanterie. 3,7400

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLE
<i>Milice.</i>			
11e. Berks.	Duc de St. Albans.	Ibid.	56
14e. Westkent.	Duc de Dorset.	Ibid.	48
19e. Hertford.	Vicom. de Cranburne.	Ibid.	50
20e. Somerset.	Lord North.	Ibid.	48
22e. Derby.	Lord. G. Cavendish.	Ibid.	70
27e. Cambridge.	Comte de Hardwicke.	Ibid.	48
28e. Middlesex.	Dc. de Northumberland.	Ibid.	53
34e. West - Norfolk.	Comte d'Oxford.	Ibid.	48
36e. West - Suffolk.	Duc de Grafton.	Ibid.	48
38e. Wilts.	Comte de Pembroke.	Ibid.	40
41e. West - Essex.	Comte de Rochford.	Ibid.	48
41e. East - Essex.	Comte de Rochford.	Ibid.	48
45e. Chester.	Cte. de Cholmondeley.	Ibid.	50
Anglesea.	Sir Nicolas Bagley.	Ibid.	8
Radnor.	Comte d'Oxford.	Ibid.	12
Pembrocke.	Hugh Owen.	Ibid.	10

Total de la Milice.

7,03

Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & la
Milice dans la partie de l'Est.....

12,34

PARTIE DE L'OUEST.

Cavalerie.

Royal Régiment des Gardes			
à Cheval.	Conway.	Winchesters	31
1er. Gardes Dragons.	Howard.	Salisbury.	49
2 Ditto	Vicomte Townshend.	Ibid.	33
2 Dragons.	Cemte de Panmure.	Ibid.	33
3e. Ditto.	James Johnstone.	Ibid.	33

ET DE L'AMÉRIQUE.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
Ditto.	Général Johnstone.	Ibid.	333.
Dragons légers.	.....	Ibid.	411.
<i>Total de la Cavalerie.</i>			<u>2,560.</u>
<i>Infanterie.</i>			
er. Régim. - 1er. bataillon.	Duc d'Argyle.	Plymouth.	827.
e. ditto. - 2e. bataillon.	Simon Frazer.	Jersey.	1,149.
e. ditto. - 2e. bataillon.	.....	Plymouth.	1,000.
e. Ditto.	Seaford.	Jersey & Guernesey.	1,168.
e. ditto. - 1er. bataillon.	.....	Portsmouth.	500.
Artillerie, 5 Compagnies.	.....	Winchester.	100.
Invalides.....		Pendennis.	100
		Sorlingues.	52
		Chester.	100
		Liverpool.	100
Ditto.....		Portsmouth.	}
		Plymouth.	
Ditto.....	Jersey & Guernesey.		566.
<i>Total de l'Infanterie.....</i>			<u>6,967.</u>
<i>Milice.</i>			
Nottingham.	Duc de Newcastle.	Portsmouth.	680.
Surry.	Lord Onslow.	Ibid.	800.
Lincoln.	.....	Salisbury.	600.
Devon.	Comte de Poulett.	Portsmouth.	500.
Leicester.	Duc de Rutland.	Bristol.	560.
Est Kent.	Duc de Dorset.	Salisbury.	480.
Suffex, A.	Duc de Richmond.	Exeter.	400.
Suffex, B.	Duc de Richmond.	Salisbury.	400.
Carmarthen.	George Rice.	Ibid.	200.
Bedford.	Comte de Uper Ossory.	Winchester.	400.

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

CORPS.	COMMANDANT.	LIEUX.	COMPLET.
25 Glamorgan.	Comte de Plymouth.	Salisbury.	36
28 Middlesex.	Dc. de Northumberland.	Plymouth.	63
29 South Gloster.	Comte de Berkley.	Winchester.	48
33 Hereford.	Vicomte Batman.	Truro.	48
35 Wilts.	Comte de Pembroke.	Plymouth.	40
37 Cornwall.	Lord Edgcumbe.	Portsmouth.	64
43 Lancaster.	Comte de Derby.	Winchester.	40
Southampton.	Duc de Chandos.	Isle de Wight.	48
Cardigan.	Comte de Lisburne.	Salisbury.	16
Southampton.	Duc de Chandos.	Ibid.	48
<i>Total de la Milice.....</i>			9,93

PARTIE DU NORD.

Cavalerie.

000

Total de la Cavalerie..... 00*Infanterie.*

25 ^e . Régiment.	George Lenox.	Berwick.	81	
Invalides.....	{	Berwick.	300.	} 50
		Hull	200.	
Total de l'Infanterie.....				1,31

Milice.

4 Denbigh.	Richard Myddelton.	Chester.	28
7 Huntingdon.	Duc de Manchester.	Marpeth & Alnwick.	32
27 Caernarvon.	Lord Newborough.	Maryport en Cumberland.	8
24 Westmoreland.	.....	Sunderland.	24
26 Northumberland.	Dc. de Northumberland.	Beverley.	56
30 Durham.	Lord Darlington.	Whitehaven.	40

ET DE L'AMÉRIQUE.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX,	COMPL
32 Cumberland.	Sir James Lowther	Durham.	3
39 York North Riding.	Comte de Holdernesse	Hull.	7
43 Lancastre.	Comte de Derby.	Lancastre.	4
Flint.	Sir Roger Mostyn.	Wirkington en Cumbland.	1
Merioneth	Sir Watkin Williams Wynn.	Isle de Holyhead	1

Total de la Milice..... 35

Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la
Milice dans la partie du Nord..... 48

P A Y S D E G A L L E S.

Cavalerie..

ooo

Total de la Cavalerie.... 0

Infanterie.

ooo

Total de l'Infanterie..... 0

Milice.

Breknock,

Charles Morgan.

Haverford.

Total de la Milice..... 1

Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la
Milice dans le pays de Galles.....

TOTAL de la Cavalerie en Angleterre & Pays de Galles.... 6,2

TOTAL de l'Infanterie en Angleterre & Pays de Galles.... 25,4

TOTAL de la Milice en Angleterre & Pays de Galles.... 30,6

AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

É C O S S E.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET
<i>Cavalerie.</i>			
Dragons.	H. Clinton.	.....	333
Ditto.	John Mordaunt.	.....	333
<i>Total de la Cavalerie.....</i>			<u>666</u>
<i>Infanterie.</i>			
e. Régiment.	.....	Recrutants.	1,000
e. Ditto.	Macdonel.	Idem.	1,188
e. Ditto.	.....	Glasgow.	1,166
e. Ditto.	.....	Idem.	1,000
Royal Edimbourg.	.....	.....	1,000
South Fencibles A.	.....	.....	600
South Fencibles B.	.....	.....	400
West Fencibles A.	.....	.....	600
West Fencibles B.	.....	.....	400
Invalides.	.....	.....	400
<i>Total de l'Infanterie....</i>			<u>7,754.</u>
<i>Total des troupes en Ecosse.</i>			<u>8,420.</u>

TOTAL des troupes réglées en Angleterre, dans le Pays de Galles & en Ecosse.....A..... 30,331.

TOTAL général des Troupes réglées & Milices en Angleterre, dans le Pays de Galles & en Ecosse..... 60,951.

7. B. Il a été ordonné le 15 Décembre 1778 une augmentation dans les vieux s d'Infanterie, à compter du second bataillon du premier régiment jusqu'au

ixante-dixième inclusivement (excepté les huit régimens prisonniers de l'armée de Burgoyne, & les quarante-unième & quarante-deuxième régimens.) qui portera chacun de ces corps, formants soixante-trois bataillons, à mille hommes.

Mais jusqu'à présent cette augmentation ne s'est point effectuée. Leur effectif est encore beaucoup au-dessous de 810, leur ancien complet. La même augmentation n'aura lieu, pour les huit régimens prisonniers, que quand ils auront été remis en liberté.

Le complet de tous ces vieux corps d'Infanterie doit être de	
3,000, ci.....	63,000
L'effectif, au premier Juin 1779, étoit de.....	40,343
Il leur manquoit.....	22,657

Dans ce déficit général, il y avoit un nombre de 5,444 pour la portion des troupes réglées, qui garnissoient, le premier Juin, l'Angleterre, le Pays de Galles & l'Ecosse. Dans ce présent état du 10 Août, je suppose que ce déficit n'existe plus. En effet, les corps peuvent & doivent avoir été complétés par les levées qui ont été faites dans les mois de Juin & de Juillet, dont il va être joint ici un état.

NOUVELLES levées commencées par offres & souscriptions, dans les mois de Juin & de Juillet jusqu'au 8 Août.

	Hommes.
Le Duc de Rutland: Royal Lancastre, Colonel Totnal.....	600
Le Lord Harrington: Volontaires de Westminster.....	600
Le Chevalier Hugh Dalrymple.....	2,000
Le Comte de Winchelsea.....	1,000
Le Comte d'Antrim.....	1,000
Le Comte d'Exeter.....	1,000
La Taverne de Londres.....	1,000
W. M'Carnick en Cornouailles.....	800
La souscription de Bath (n'a pas réussi).....	300
Montagu Stuart.....	600
Le Comte Percy: a retiré son offre.....	600
Le District de North Riding d'York.....	500
Lord Berthie.....	1,000

Lord Dyfart.....	50
Col. Keating.....	30
Col. Read.....	30
Col. Lineus Cary.....	20
Un Régiment de Dragons de la Reine.....	36
Lord John Murray.....	1,00
Augustus North.....	50
George Dundas.....	50
Lord Fauconberg.....	70
Major Stanton.....	30
Marquis de Camarthen.....	14
Lord Cahier.....	20
Colonel Egerton.....	40
Watkin W. Wynn: offre conditionnelle & non encore acceptée.....	3,00
Total.....	19,40

Le montant de ces levées d'hommes, qui serviront à compléter les vieux corps & à doubler la Milice, doit être de 30,000 hommes. Le 8 Août il ne s'étoit présenté d'offres & de souscriptions que pour le nombre d'hommes qu'on vient d'avoir. Au 26 Juillet l'effectif n'étoit pas encore de 10,000 hommes, quoiqu'on eût employé la presse. Le 17 Août on a appris que quatre ou cinq mille Ouvriers des Mines de Cornwall, offroient de s'enrégimenter. En Novembre, l'augmentation peut se monter à trois ou quatre mille hommes.

RELEVÉ des Camps en ANGLETERRE, d'après les plus nouvelles répartitions, dans les parries de l'Est, du Sud & de l'Ouest.

N. B. Les parties de l'Est commencent en Essex sur la rive gauche de la Tamise.

Celles du Sud, sont les Comtés de Kent, de Surry & de Suffex.

Celles de l'Ouest, tout le reste des côtes jusqu'au Land's End.

(20 Août.)

Hommes.

CAMP de Warley en Essex, partie de l'Est, déduction faite du détachement de 2,000 hommes ordonné le 17 Août pour les parties de l'Ouest.....

8,49

ET DE L'AMERIQUE.

Homme

CAMP de Coxheath en Kent, partie du Sud, déduction faite du détachement de 4,000 hommes ordonné le 17 Août par les parties de l'Ouest.....	8,4
CAMP de Brompton ou Chatham, partie du Sud.....	3,9
CAMPS près de Rye, près de Hastings & au Cap Fairlight en Suffex depuis Douvres.....	2,9
CAMPS de Salisbury & de Winchester, partie de l'Ouest.....	6,2
CAMP de Southsea Common près de Portsmouth, partie de l'Ouest, & garnison de ce port.....	2,9
CAMP de l'Isle de Wight, ordonné le 17 Août, partie de l'Ouest. Ce camp sera composé des détachemens de ceux de Warley & de Coxheath, ainsi que des Gardes, &c.....	6,4
CAMPS du Mont Edgecumb & de Buckland's town près de Plymouth & garnison de ce port. — Lorsque les détachemens de la Garde du Roi, &c. seront arrivés..... à.....	6,0
MILICE dans le Comté de Cornouall, à Truro, à Falmouth, &c..	1,2

TOTAL des Troupes réglées, des Milices & Volontaires distribuées en divers camps sur les côtes, depuis le Comté d'Essex jusques à la pointe de l'Angleterre..... 45,6

Le total des Troupes & Milices en Angleterre, dans le Pays de Galles & Ecoffe, étant de 60,951, & le nombre des troupes de ces différentes especes employées dans les camps, étant de 45,684, il en résulte que c'est un non de 16,267 hommes environ, qui garnit l'Ecoffe, le Nord de l'Angleterre, quelques places dans les autres parties & la ville de Londres.

Il y a ici une observation essentielle à faire; elle porte premierement sur troupes réglées, qui étoient si éloignées d'avoir leur complet, que tout aux nouvelles levées, par offres & souscriptions, auront-elles pu le leur fournir. Ainsi jusques là ces offres & souscriptions n'augmenteront point le nombre troupes réglées, même quand on obtiendrait par cette voie les trente ou treize mille hommes portés sur le tableau que l'on vient de voir.

L'autre point regarde la Milice. Il a été dit dans le Parlement, & cette attention n'a été contrariée par personne, que quand les trente-un mille hommes

A F F A I R E S D E L' A N G L E T E R R E

Milice font assemblés & sur pied, il n'y en a jamais que vingt mille d'effectifs à
 cause des remplacements continuels. A ce sujet là on a même remarqué que le
 entretien de la Milice ne la porteroit qu'à quarante-mille hommes prêts à
 marcher à l'ennemi. A cet égard les levées qui se font par offres & souscriptions,
 doivent donc faire aucune augmentation dans le corps actuel de la Milice,
 qui est compté ici comme étant d'environ trente un mille hommes, tandis qu'on
 n'en trouveroit peut-être que vingt mille d'effectifs.

Si à ces considérations on joint celle-ci, que le 26 Juillet les levées n'avoient
 produit encore que dix mille hommes sur les trente mille attendus, on verra qu'il
 est naturel de conclure que même les soixante & un mille hommes, formant
 le total des Troupes & Milices dans la Grande-Bretagne, pouvoient
 être encore très-incomplets.

É T A T d e s T r o u p e s r e g l é e s & M i l i c e s e n I r l a n d e.

12 Août 1779.

C A V A L E R I E.

CORPS.	COMMANDANS.	L I E U X ET COMPAGNIES.	COMPLET
Régiment de Che- vaux légers.	Ward.	{ 3 Lisburne, 3 Ar- magh. }	174.
Ditto.	Fitz William.	{ 2 Headford, 2 Balin- robe, 2 Sligo. }	174
Ditto.	Pitt.	{ 3 Kilkenny, 2 Carrick- 1 Ross. }	174.
Ditto.	Honeywood.	{ 5 Clonmell, 1 Capo- quin. }	174.
Dragons.	Yorke.	{ 2 Athlone, 2 Long- ford, 1 Roscommon. }	288.

ET DE L'AMÉRIQUE.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX. ET COMPAGNIES.	COMPLET
8e. Ditto.	Severn.	{ 2 Mallon, 2 Bandon, 2 Tallagh. }	19
9e. Ditto.	Mocher.	{ 3 Loughrea, 2 Gort. }	19
12e. Ditto.	Keppel.	{ 3 Tullamore, 3 Phi- liffone. }	19
13e. Ditto.	Douglas.	{ 3 Antrim, 3 Lon- donderry. }	19
14e. Ditto.	Sloper.	5 Carlow, 1 Tullon.	19
18e. Ditto.	Drogheda.	6 Dublin.	19
<i>Total de la Cavalsrie.....</i>			212

I N F A N T E R I E.

3e. Régiment.	Lord Amherst.	10 Kinsale.	81
19e. Ditto.	Græne.	9 Dublin, 1 Kinsale.	8
30e. Ditto.	Parflow.	{ 8 Corke, 1 Arklow- Bray, 1 Kinsale. }	8
32e. Ditto.	W. Amherst.	9 Youghal, 1 Kinsale.	8
36e. Ditto.	Peirson.	9 Belfast, 1 Charlesfort.	8
66e. Ditto.	Gabbit.	{ 6 Waterford, 2 Wex- ford, 1 Dungarvan, 1 Kinsale. }	8
67e. Ditto.	Maxwell.	9 Gallway, 1 Kinsale.	8
68e. Ditto.	Lambton.	{ 6 Waterford, 3 Car- rik-Suir, 1 Kinsale. }	8

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

C O R P S.	COMMANDANS.	L I E U X ET COMPAGNIES.	COMPLET.
Ditto.	{ 8 Limerick, 1 Sligo, 1 Clare Castle. }	1,010.
Ditto.	10 Dublin.	1,010.
Invalides.	916.
Artillerie.	500.
<i>Total de l'Infanterie....</i>			9,916.
<i>Total de la Cavalerie.</i>			2,136.
<i>Total de l'Infanterie & de la Cavalerie.....</i>			12,052.

M I L I C E S.

La Milice d'Irlande fut levée en 1762, elle se montoit à.....	14,700.
Il existe actuellement dans ce Royaume un corps de Volontaires, qui sont levés, formés & armés eux-mêmes.....	14,250.
<i>TOTAL des Troupes réglées & des Volontaires en Irlande.</i>	<u>29,150.</u>

On levoit la Milice, & que cette levée ne fît point dissoudre le corps de Volontaires, le total des Irlandois armés pourroit être de 37,000 hommes, mais certainement il se trouveroit que tous les Volontaires actuels sont les mêmes sujets & la Milice devroit être composée. C'est aussi l'opinion générale que les corps de troupes réglées, Infanterie & Cavalerie, qui paroissent former 12,000 hommes, n'ont pas plus de 6,000, dont la plupart sont des recrues, parce que l'on n'a pas cessé de faire des levées dans les régimens qui se sont trouvés en Irlande, & d'envoyer des renforts en Amérique.

N. B. C'est d'après des rapports qui paroissent croyables, qu'on n'a porté ici que 14,250 hommes le corps des Volontaires armés & indépendans, qui se sont levés eux-mêmes, & que les papiers publics font monter à 40,000 hommes.

TABLE

DES MATIERES.

Des Cahiers XLVIII — LXIII.

Partie du Journal de 1776.

Formant le Tome XI. des Affaires de
l'Angleterre & de l'Amérique.

A

AMÉRIQUE. Affaire de l'expulsion de William Franklin de son Gouvernement du Nouveau - Jersey ,
p. 1. — Lettre de Son Excellence William Franklin , Ecuyer , Gouverneur de New-York , aux Membres du Conseil de Sa Majesté & à ceux de la Chambre des Représentans de cette Province , pour la justification de sa conduite , *p. 2.* — Résolutions des Sauvages contre l'armée Angloise , *p. 6.* — Discours de Houran , Chef des Swawanis , aux Habitans de la Virginie , *ibid.* — Adresse des principaux Habitans de cette Ville à Robert Rogers , Major général , (nommé par le Congrès) & Commandant en chef des Sauvages , *p. 7.* — Ordre du Congrès général concernant les subsistances , *p. 9.* — Préparatifs dans la Province de New-York & les Provinces voisines , sur la nouvelle de la prochaine arrivée de l'armée Angloise , *ibid.* — Adresse aux Habitans du Nouveau Jersey , par le Président du Congrès de cette Province , *ibid.* —

Dispositions des Sauvages voisins de la Géorgie ,
 p. 15. — Navigation des convois d'Europe, *ibid.*
 — Mesures prises pour la sûreté, même des enne-
 mis de la patrie, par le Congrès général, p. 16. —
 Résolution où sont les Américains de défendre leur
 liberté, *ibid.* — Distribution des forces na-
 vales en Amérique, p. 18. — Deux lettres qui
 prouvent que l'évacuation de Boston n'avoit point
 été concertée avec le Ministère, *ibid.* — Premières
 nouvelles reçues en Angleterre de l'arrivée de la
 flotte escortée par le Vice-Amiral Shulldham devant
 New-York, p. 30. — On apprend à Londres la
 mauvaise issue du complot contre Washington, p.
 32. — Commerce de l'Amérique dans la Méditer-
 ranée, p. 32 — Nouvelles de la Géorgie publiées
 par une Gazette de la Cour du 30 Juillet, p. 38.
 — Circulaire du Lord Howe au Président de l'As-
 semblée du Nouveau Jersey, accompagné de sa
 Déclaration pour le rétablissement de la paix, à
 bord de l'*Aigle*, dans la baie de Massachussets,
 le 20 Juin, p. 40. — Déclaration du Lord Howe,
 p. 41. — La Colonie de New-York fait désarmer
 les gens suspects, p. 44. — Projet en forme d'as-
 sociation pour la Colonie de New-York, p. 45. —
 Premiers bruits de la découverte d'un complot contre
 le Congrès & contre la personne du Général Was-
 hington, p. 46. — Relation plus précise de la dé-
 couverte du complot, & interrogats des Conjurés,
 p. 48 Copie d'un projet de l'association formée le
 13 Mai 1776, p. 50. — Diverses pièces produites
 en preuves du complot, p. 52. — Observations
 sur le Général Washington, p. 68. — Lettre inter-
 ceptée du Général Washington à sa femme, écrite
 le 24 Juin 1776, p. 69. — Armées Angloise &
 Américaine dans le Canada, p. 79. — Précis des
 opérations du Général Carleton dans le mois de
 Juin : Lettre du sieur Douglas des 26 & 27 Juin
 à l'Amirauté, p. 80. — Assemblée de Sauvages
 chez le Général Carleton aux Trois Rivières, p.

81. — Etat des forces du Général Howe devant New-York, p. 82. — Suite de la campagne du Lord Dunmore; Gouverneur de la Virginie, p. 84. — Arrivée du Lord Howe devant Halifax, *ibid.* — Lettre écrite par le Lord Howe à l'Amitié avant de repartir d'Halifax, & pendant le peu de tems qu'il a passé devant ce port, p. 85. — Bâtimens de transpott enlevés au Lord Howe p. 86. — Prise du Corsaire Américain le *Yankée Hero*, & sa commission: Copie de la commission du Corsaire le *Yankée*, p. 87. — Affaires du Maryland, p. 89. — Lettre du Gouverneur Eden au Conseil de Sûreté de Maryland, écrite à bord du vaisseau de Sa Majesté le *Fowey*, le 24 Juin 1776, au sieur Charles Caroll, Avocat, Vice-Président du Conseil de Sûreté, p. 90. — Arrêté de la Convention sur la lettre du Gouverneur, p. 91. — Lettre du Président de la Convention à George Montagu, Commandant des vaisseaux du Roi, en Conseil de Sûreté à Annapolis le 25 Juin 1776, p. 92. — Déclaration des Députés de Pensylvanie, assemblés en Congrès Provincial à Philadelphie le 24 Juin 1776, pour l'Indépendance, p. 93. — Enrollemens Américains, p. 95. — Contingent des troupes de la Virginie, p. 96. — Dispositions de certains Sauvages en faveur de l'indépendance, *ibid.* — Les Provinciaux font une tentative pour repousser les corps avancés de l'armée du Roi, p. 97. — Lettre de Son Excellence William Franklin, Gouverneur du Nouveau-Jersey, aux Membres du Conseil de Sa Majesté & de la Chambre des Représentans de cette Province, p. 105. — Expédition du Chevalier Peter Parker & du Général Clinton à la Caroline Méridionale: Relations & lettres du parti de la Cour: Lettre du Commodore Parker, datée de la barre de Charles-Town le 9 Juillet, publiée par la Gazette de la Cour, p. 110. — Extrait d'une lettre d'un Officier de l'armée du Général Clinton, en date du 7 Juillet, p. 116. —

Extrait d'une lettre du Général Clinton, *p.* 118.
 — Détails que la Cour en a retranchés, *p.* 119. —
 Extrait d'une lettre écrite de l'armée du Roi par
 un Officier, *p.* 120, — Extrait d'une lettre d'un
 autre Officier, *p.* 121. — Extrait d'une lettre
 d'un autre Officier, *p.* 124. — Relation par un
 autre Officier, *p.* 125. — Anecdotes sur l'affaire
 de l'Isle de Sullivan, *p.* 127. — Relations & let-
 tres des Américains, *p.* 128. — Proclamation du
 Général Clinton à son arrivée devant la ville de
 Charles-Town, *p.* 131. — Extrait d'une lettre du
 Major général Lee au Président du Congrès, datée
 de Charles-Town le 2 Juillet, *p.* 142. — Ob-
 servations impartiales sur les suites qu'aura pour
 les Anglois l'affaire de l'Isle de Sullivan, *p.* 147.
 — Réponse à une déclaration publique de l'Ami-
 ral Gayton contre le Pamphlet le *Sens-commun*,
 & défense des constructions navales des Américains,
p. 149. — Suite des enquêtes contre les Conjurés,
p. 156. — Arrivée du Général Howe & de son
 armée devant New-York, *p.* 157. — Mesures prises
 par le Congrès général pour la défense du pays,
ibid. — Mesures prises à la Nouvelle-York pour
 faire arrêter les gens suspects & fuyards, *p.* 158.
 — Commission d'Officier dans les troupes des Colo-
 nies - Unies, *p.* 159. — Bruits avant-coureurs de
 l'acte d'indépendance, *p.* 161. — Vœu du Comté
 d'Albany pour l'indépendance, *p.* 162. — Réso-
 lutions pareilles prises par le Nouveau Jersey, *ibid.*
 — Affaires des Sauvages en Mai, Juin & Juillet,
ibid. — Suite des enquêtes criminelles du Congrès
 de la Province de New-York contre les Conjurés,
p. 165. — Anecdotes sur Marie Gibbons, impli-
 quée dans le complot contre le Général Washington,
p. 168. — Déclaration des Représentans des États-
 Unis de l'Amérique, assemblés en Congrès gé-
 néral le 4 Juillet 1776, *p.* 169. — Publication de
 l'Indépendance à Philadelphie le 4 Juillet, *p.* 177.
 — Observation sur le tems que les Américains ont

choisi pour publier l'acte d'indépendance, *p.* 179. — Réponse du Ministère Anglois à l'acte d'indépendance faite par M. Lind, *ibid.* — Troubles du Maryland, *p.* 180. — Ordres donnés par le Congrès pour se procurer diverses munitions de guerre, *p.* 181. — Etablissement d'une poste générale, *p.* 182. — Constitution de la Virginie, *p.* 183. — Formule du serment ordonné par la Convention de la Virginie, *ibid.* — Formule du serment pour les Juges de paix, *p.* 184. — Dispositions & mesures du Congrès pour la défense du pays, *ibid.* — Raisons qui doivent avoir déterminé le Général Howe à venir devant New-York avec son armée, avant la jonction de l'Amiral son Frere, *p.* 187. — Suite des enquêtes criminelles du Congrès de New-York contre les Conjurés, *p.* 189. — On offre le pardon au sieur Mathews, *p.* 192. — Lettres par lesquelles le Général Howe annonce son arrivée à Sandy-Hook, *p.* 193. — Lettre du Gouverneur Tryon qui annonce le même événement, *p.* 197. — Lettre de l'Amiral Shuldhham, *p.* 198. — Analyse critique de la lettre du Général Howe, *p.* 199. — Service des vaisseaux de transport pour l'Amérique Septentrionale pendant douze mois, pour 30,000 hommes d'Infanterie & 2,000 chevaux, sur le pied de 15 sols sterling par tonneau & par mois, *p.* 201. — Accroissement de la Marine Américaine: nombreuses & importantes prises sur le commerce Anglois, *p.* 202. Il y a beaucoup de Catholiques dans le Maryland: raison de cela, *p.* 221. — Déclaration de l'indépendance dans la Nouvelle Jersey, *p.* 242, — dans la Virginie, *p.* 243. — Description du grand Sceau de la Virginie, *p.* 246. — Addition à l'article sur les affaires du Maryland, concernant la mauvaise conduite du sieur Eden, Gouverneur de la Colonie, d'après laquelle cette Province se décida à adhérer à la déclaration d'indépendance, *p.* 247. — Une partie des bâtimens de transport destinés pour l'armée, arrive

à Halifax , p. 263. — Navigation du Commodore Hotham & de l'armée sous son convoi , p. 264. — Eloge de la sagesse & de l'habileté avec lesquelles le Général Sullivan a ramené du Canada l'armée Américaine , *ibid.* — Adresse des Officiers généraux au Brigadier Sullivan , p. 265. — Réponse du Général Sullivan aux Officiers généraux des divers régimens qui composent l'armée du Nord , p. 267. — Dispositions où sont restés les Américains relativement aux Ecoffois , p. 268. — Arrêté de la Caroline Septentrionale pour s'assurer des personnes suspectes , p. 272. — Résolutions prises pour détruire la ville de Savanah en cas d'attaque , p. 273. — Arrêté du Congrès relativement à la convention du Général Arnold avec le Capitaine Anglois Forster , p. 275. — Constitution de l'Etat de la Nouvelle-York , p. 284. — Arrêté de la Convention de la Nouvelle-York concernant les Officiers de Milice , le 10 Juillet , p. 309. — Déclaration de l'indépendance publiée à New-York , p. 310. — Campagne du Lord Dunmore , ci-devant Gouverneur de la Virginie , dans le mois de Juin , p. 311. — Relation Américaine de l'attaque & de la déroute du Lord Dunmore , lorsqu'avec son équipage de pirates il fût chassé de l'Isle de Gwin , p. 313. — Extrait d'une lettre d'un Officier Anglois sur cette campagne du Lord Dunmore , p. 319. — Etat des troupes qui arrivent à New-York des Colonies voisines , p. 323. — Mesures prises par le Lord Howe dès le 13 Juillet pour nuire au commerce des Américains , *ibid.* — Affaires du Canada dans le mois de Juillet , p. 324. — Autres lettres d'Officiers Anglois , p. 327. — De Chambly , 60 lieues au-dessus de Quebec , le 16 Juillet , p. 328. — Les deux Partis portent leur attention sur le Lac Ontario , p. 329. — Position des Anglois dans le Canada le 27 Juillet , p. 330. — Extrait d'une lettre de la Pointe Indépendance , en date du 30 Juillet , p. 331. —

Jugement porté par le Congrès le 17 Juillet sur la conduite du Général Wooster dans le Canada, p. 332. — Extraire d'un journal du Conseil de guerre tenu à Ticondérago le 29 Juillet 1776, par ordre de l'honorable Major général Gates, p. 334. — Nouveau complot des Torys, découvert à Albany, p. 335. — Premières tentatives des Anglois pour entrer en accommodement, p. 336. — Lettre circulaire du Lord Howe aux Gouverneurs Anglois, p. 338. — Déclaration du Lord Howe du 20 Juin 1776. — Relation exacte de ce qui s'est passé à l'entrevue du Général Washington avec le Colonel Paterson, Général Adjudant de l'armée sous les ordres du Général Howe, le 20 Juillet 1776, p. 343. — Combat du 14 Juillet aux Isles de l'Amérique entre quatre vaisseaux armés au service du Gouvernement & cinq Armateurs Américains, p. 351. — Nouvelle Constitution de l'Etat de Pensylvanie, p. 353. — Promotion dans l'armée Américaine, le 17 Juillet, *ibid.* — Affaire du Général Wooster, *ibid.* — Publication de l'acte d'indépendance à Boston, p. 354. Constitution du Nouveau Jersey, p. 356. — Proclamation de l'indépendance dans l'Etat de Virginie, p. 357. — Arrêté pris par le Congrès relativement aux lettres circulaires & à la déclaration du Lord Howe, *ibid.* — Arrêté pris le 20 Juillet par l'Etat de Rhode-Island pour défendre les prières pour le Roi de la Grande-Bretagne, p. 358. — Remercimens du Congrès aux Généraux qui ont défendu la Caroline Méridionale, p. 359. — Extrait d'une lettre de l'honorable John Hancock, Président du Congrès continental, au Général Major Lée, datée de Philadelphie le 22 Juillet 1776, *ibid.* — Ordre du Congrès provincial de New-York pour assurer des défenseurs à cet Etat, p. 360. — Combat entre un Contre-Amiral du Congrès & l'Amiral Anglois en station à la Jamaïque, p. 361. — IncurSIONS des Sauvages sur

les derrieres de la Virginie, le 20 Juillet, *p.* 363.
 — Réponse du Docteur Franklin à une lettre
 du Lord Howe, *p.* 365. — Réponse de l'Assemblée
 de Rhode-Island à l'envoi fait par le Lord Howe
 de sa déclaration, *p.* 366. — Arrêté du Congrès
 qui autorise la course contre tous les sujets Bri-
 tanniques, excepté les habitans des Bermudes &
 des Lucayes, *p.* 367.

B

BARBARÈQUES. Renouvellement des Passeports An-
 glois qui les regardent, *p.* 217.

C

COMMERCE. Notice sur le produit des fonds sur le
 commerce, *p.* 26. — Enlèvement de neuf vais-
 seaux de la Jamaïque par les Corsaires Américains,
p. 29. — Nombre des vaisseaux d'Angleterre &
 d'Ecosse employés à la dernière pêche de la baleine
 sur les côtes du Groenland, *p.* 37. — Remon-
 trances inutiles des Marchands des Isles au Lord
 North, *p.* 225.

COUR. Fête à Windsor pour la majorité du Prince
 de Galles, *p.* 212.

F

FINANCES. Notice sur le produit des fonds d'amor-
 tissement, *p.* 26.

I

JAMAÏQUE. Soulevement des Negres, *p.* 83.

INDE. Affaires de l'Inde, *p.* 32. — Extrait d'une

lettre d'un Officier au service de la Compagnie des Indes, écrite de Bengale, à son Frere à Londres, *p.* 33. — Exttait d'une lettre d'un Passager, datée à bord le l'*Ankerwike*, vaisseau de la Compagnie des Indes, à Sainte Helène le 20 Mai 1776, & arrivée à l'Orient à bord d'un vaisseau François, *p.* 34. — Précautions prises pour la sûreté des vaisseaux de la Compagnie, *ibid.* — Affaires de la Compagnie avec les Marates, *p.* 218. — La Compagnie perd l'Isle de Balambangan, *p.* 219. — Précis de ce qui s'est passé à l'Assemblée de quartier, tenue par les Propriétaires des actions de la Compagnie des Indes, *p.* 236.

ISLES DU VENT ET SOUS LE VENT. Disette dans les Isles Angloises, *p.* 97. — Le Gouverneur de la Jamaïque manque de fonds pour acheter de la poudre prise sur les Américains, *p.* 98. — Requête au Roi par les Habitans de la Barbade, *p.* 100. — Séance de l'Assemblée de l'Isle de la Barbade du 9 Juin, *p.* 248. — Lettre de George Walker à l'honorable John Gay Alleyn, Orateur de l'Assemblée de la Barbade, *p.* 249. — Précis de la pétition de la Barbade, *p.* 259. — Extrait d'une lettre écrite de la Barbade par l'Econome d'une habitation à son Commettant à Londres, le 24 Juillet, *p.* 261. — Danger où est exposée la Jamaïque de la part des Negres, *p.* 368.

M

MARINE. Rapport autentique sur la route de l'Amiral Byron & sur le parage où il étoit le 19 Juin, *p.* xlvj. — Détails intéressans tirés du discours du Duc de Bolton dans le Parlement le 2 Juin, *p.* liv. — L'Angleterre n'a point d'armées navales suffisantes pour former nne ligne de combat qui guarantisse l'Angleterre d'une descente, *p.* lv. — Objections du Duc de Bolton contre l'embargo,

10 TABLE RAISONNÉE

- p.* lvij. — Altercation entre le Lord Sandwich & le Lord Bristol sur l'état de la Marine, *p.* lxxxij. — Le Lord Sandwich annonce que s'il a des hommes, il aura bientôt des escadres formidables à la mer *p.* lxxxvj. — On conjecture que l'Amiral Keppel n'a que des ordres défensifs, *p.* cxxij. — Dépense du Gouvernement en bâtimens de transports & nombre de matelots qu'ils employent, *p.* 28. — Arrivée à Douvres de la prise Angloise le Corsaire le *Yankée*, *p.* 31. — Observations sur les armemens actuels de la Marine, *p.* 35. — Prises Angloises aux Isles du Ventr, *p.* 38. — Avis publié par le Bureau de la Société de Marine, *p.* 227.
- MINISTÈRE.** Eloge du Lord Percy, Défenseur des droits du Roi & du Parlement contre les Américains, *p.* 204. — Opinion du Docteur Blackstone sur les droits de l'Irlande & sur ceux de l'Amérique, *p.* 207. — Dispositions du Conseil du Roi, d'après les papiers Anglois, *p.* 209. — M. Eden, Gouverneur du Maryland, induit le Ministère en erreur sur les dispositions des Américains, *p.* 221. — Mort de Jérémie Dyson, *p.* 223. — Brouilleries entre les Ministres pour la nomination à une place, *p.* 229. — Récompenses pour les services, les blessures, &c. *p.* 234.

O

- OPPOSITION.** Affaire de l'Alderman Lée avec le sieur Ross, *p.* 212. — Le Lord Shelburne part pour France dans le dessein d'y examiner l'état des ports, *p.* 213. — Mort de David Hume, *p.* 215. — Censure de la conduite de la guerre, *p.* 230. — Dépense du Ministère en services secrets en 1775, *p.* 231. — Placard contre le Gouvernement au sujet des subsistances pour l'armée en Amérique, *p.* 232.

T

*T*ERRENEUVE. Détails sur cette pêcherie, p. 216.

*T*ROUPES. Départ des derniers corps de Hessois, p.
25.

F I N.



T A B L E

DES MATIERES.

Des Cahiers LXIV — LXXXII.

Partie du Journal de 1776.

Formant le Tome XII des Affaires de
l'Angleterre & de l'Amérique.

A

AMÉRIQUE. Résolutions du Congrès sur l'infraction de la Capitulation du Fort des Cèdres , *p.* 7. — Dispositions défensives du Congrès & de l'Etat de New-York , *p.* 10. — Publication de l'acte d'indépendance dans le Maryland , *p.* 11. — Affaire de l'échange des prisonniers , *ibid.* — Guerre des Sauvages dans la Géorgie , *p.* 12. — Expédition de la Caroline Méridionale contre la Floride Orientale , *p.* 15. — Extrait d'une lettre dans laquelle le sieur John Burke rend compte des traitemens qu'il a reçus de la part des Américains , étant leur prisonnier , *ibid.* — Embargo mis par l'Etat de Massachusset pour arrêter l'exportation des denrées , *p.* 16. — Affaire de l'échange des prisonniers , *ibid.* — Préparatifs de défense en Amérique , *p.* 17. — Mesures prises par les Gouverneurs des Florides pour attirer dans leurs Provinces des émigrans Américains , *p.* 18. — Ordonnance du premier Août concernant l'élargis-

sement des prisonniers détenus dans les diverses prisons de l'Etat de Pensylvanie, *p.* 20. — Extrait d'une lettre d'un Officier Anglois sur les forces & les dispositions des Américains, *p.* 23. — Discours prononcé à Philadelphie dans la Chambre des Etats, le Jeudi premier Août 1776, faussement attribué à Samuel Adams, Membre du Congrès général des Etats-Unis de l'Amérique, *p.* 26. — Ordonnance de la Convention de la Nouvelle-York, relativement aux cens & rentes dûs au Roi, *p.* 64. — Ordres de l'Etat du Nouveau Jersey pour les enrôlemens, *ibid.* — Première affaire entre les vaisseaux Anglois & les Américains, *p.* 65. — Suite de l'affaire des Cedres, *p.* 66. — Affaire où fut tué le Brigadier général de Gordon, *p.* 67. — Les Américains sont encore disposés à laisser une partie de leur commerce aux Anglois, *p.* 73. — La déclaration d'indépendance a été publiée à Charles-Town de la Caroline Méridionale, le 5 Août, *ibid.* Convocation de l'assemblée générale & Conseil législatif à Charles-Town le 17 Septembre, *p.* 74. — Arrêté du Congrès, défendant de molester les Torys, *ibid.* — Propositions de cartel pour les prisonniers de la Virginie, *p.* 75. — Ordre du Congrès relatif aux munitions de guerre, *p.* 76. — Arrivée des premiers corps de troupes Angloises devant New-York, *p.* 77. — Progrès de la Marine Américaine, & secours qu'elle reçoit, *ibid.* — Publication du Général Howe pour détacher des mécontents du parti du Congrès, *p.* 78. — Le 8 Août le ville de Bristol, dans l'Etat de Rhode-Island, fait la publication de l'acte d'indépendance, *p.* 79. — Nouvelles défenses faites par l'Etat de Rhode-Island de prier pour le Roi de la Grande-Bretagne, *ibid.* — Des émigrans de la Virginie s'embarquent pour l'Angleterre, *p.* 80. — Règlement concernant les associés de Pensylvanie & le camp volant, *ibid.* — Ordonnances rendues dans le Nouveau Jersey contre les déserteurs des troupes

& contre les transfuges, *p.* 82. — Lettre du Lord Howe au Lord Germaine, du 11 Août, *ibid.* — Les deux flottes, sous le convoi du Commodore Hotham, arrivent ensemble devant New-York le 12 Août, *p.* 86. — Négociation pour un accommodement par le Lord Drummond, *ibid.* — Le Général Lée part pour la Géorgie, *p.* 90. — Contingent de chaque District de Pensylvanie pour le camp volant, *ibid.* — Fausse mesure des Généraux Américains dans Long-Island, *p.* 91. — Changemens dans le Gouvernement du Nouveau-Jersey, *p.* 92. — Nouvelle Constitution de l'Etat de Maryland, *ibid.* — Dispositions du Général Howe à l'Isle de Staten, *ibid.* — Etat de son armée lorsqu'elle sera rassemblée, *p.* 94. — Dépense occasionnée par le transport de ces troupes, *ibid.* — Lettre écrite le 11 Août par le Général Howe au Lord Germaine, & expédiée sur le même paquebot que celle du Lord Howe, *p.* 95. — Affaire sur le Lac Champlain le 31 Juillet, *p.* 96. — Etat des Anglois, *p.* 97. — Etat des Américains, *p.* 98. — Précautions prises par le Congrès pour arrêter les progrès de l'ennemi, *p.* 100. — Dispositions des Américains, *p.* 101. — Etat des affaires dans la Colonie Angloise de la Nouvelle Ecosse, *p.* 102. — Mesures prises par le Commandant pour les subsistances, *p.* 104. — Nouvelles arrivées d'Amérique, *p.* 112. — Acte de générosité d'un Corsaire Américain, *p.* 116. — Lettre du Général Washington au Lord Howe, concernant un échange de prisonniers, *p.* 129. — Réponse du Lord Howe, à bord de l'*Aigle*, le 19 Août 1776, *p.* 131. — Observations sur cette correspondance, *p.* 132. — Le Général Washington pourvoit aux moyens de tenir dans New-York, *p.* 134. — L'armée Américaine devant New-York est fortifiée de trois mille hommes tirés de Long-Island, *ibid.* — Nouvelles levées de troupes en Pensylvanie, *p.* 235. — Mi-

lices remerciées, leur tems étant expiré, *ibid.* — Levées de troupes dans l'état de Connecticut, *p.* 136. — Les secours arrivent de toutes les parties intérieures à New-York, *p.* 137. — Ordonnance de l'Etat de Pensylvanie relativement à l'avancement dans le service, *p.* 138. — Dispositions faites dans New-York pour soutenir un siege, *ibid.* — Des secours du dehors arrivent aux Américains; *p.* 139. — Les prises font abonder les provisions, *ibid.* — Suite des enquêtes criminelles de New-York, *ibid.* — L'Amérique trouve chez elle-même ses munitions de guerre, *p.* 140. — Ordonnance de la Caroline Septentrionale contre les ennemis de l'Etat, *ibid.* — Guerre avec les Sauvages, & invasion des Américains dans la Floride Orientale, *p.* 142. — Dispositions des Américains, *p.* 143. — Sentimens dans lesquels persevere un brave Américain jusqu'à la mort, *p.* 144. — Suite des enquêtes criminelles de New-York, *ibid.* — Saisie d'une somme d'argent exportée en fraude par des Ecossois, *ibid.* — Commission général du Delawarre, & sa Constitution, *p.* 145. — Réponse du Général Washington à cette lettre, *p.* 147. — Précautions prises dans la Pensylvanie pour assurer la subsistance des Habitans, quant à l'article du sel, *p.* 148. — Récompenses assignées par le Congrès pour les blessés, *p.* 149. — Prise de l'Isle Longue (Long-Island) par l'armée aux ordres du Général Howe, *p.* 154. — Lettre du Général Howe au Lord Germaine, *ibid.* — Lettre du Lord Vicomte Howe du 31 Août, *p.* 162. — Diverses Relations du même événement par les Américains, *p.* 166. — Note sur les Généraux Lord Stirling & Sullivan, *p.* 193. — Relation de l'affaire de Long-Island dans la Gazette de Boston, *p.* 194. — Jugement porté en Angleterre sur cette expédition, *p.* 197. — Extrait d'une lettre écrite de New-York le premier Septembre, *p.* 198. — Philadelphie le 8 Septem-

bre, *p.* 199. — Long-Island 3 Septembre, *p.* 202. — Fermeté des Américains, *p.* 204. — Position des Anglois après l'affaire de Long-Island, *p.* 206. — Découverte d'un traître auprès du Général Washington, *p.* 207. — Excès de barbarie commis par les Hessois dans l'Isle Longue, *p.* 208. — Précautions prises par le Congrès pour qu'on ne manque point de bonne poudre, *p.* 206. — Ordonnance du Congrès concernant les postes pour rendre la communication plus facile dans toute l'étendue du Continent, *p.* 211. — Préparatifs de défense des Américains, *p.* 212. — Extrait d'un ancien acte de l'assemblée de la Colonie de New-York *p.* 213. — Attention du Général Washington à l'observation de la discipline, *p.* 215. — Nomination de Juges de Paix pour l'Etat de Pensylvanie, *p.* 217. — Ordonnance de l'Etat de Pensylvanie, qui détermine la nature des crimes qui devront être regardés comme trahison, & comment on doit punir ceux qui en seront convaincus ainsi que d'autres délits, *p.* 218. — Règlement pour le papier monnoye, *p.* 221. — Règlement du Congrès pour les especes de cuivre, *p.* 223. — Guerre des Américains avec les Sauvages Chiroquis, *p.* 223. — Exécution de la Sentence du Conseil Général de Guerre tenu à Ticondérago le 27 Juillet par ordre du Général Horatio Gates, *p.* 227. — Ordres de la Cour de Londres adressés au Général Carleton, *p.* 228. — Subsistances du Canada, *p.* 229. — Etat des opérations des Anglois sur les lacs, *ibid.* — Extrait d'une lettre de Saint Jean, datée du 19 Septembre, *p.* 230. — Force des Américains à Ticondérago, *p.* 231. — Dispositions des Sauvages sur les lacs, 232. — Traité de neutralité exigé des Sauvages par les Américains, *ibid.* — Relations des Anglois du Canada avec les Sauvages, *p.* 233. — Etat des affaires dans la Nouvelle Ecosse, 234. — Pêcherie de Terre-neuve,

p. 237. — Isles Angloises du Vent & sous le Vent, *p.* 238. — Lettres Ministérielles pour la conduite de la guerre d'Amérique depuis le 3 Août 1775, *p.* 284. — Copie d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 3 Décembre 1775, *p.* 337. — Copie d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 13 Décembre 1775, *p.* 340 — Copie d'une lettre (particulière) du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 19 Décembre 1775, *p.* 343.

ANGLETERRE. Journal de l'Angleterre depuis le 10 Octobre jusqu'au 4 Novembre, jour auquel fut publiée dans la Gazette de la Cour la dépêche du Général Howe du 21 Septembre sur les prises de l'Isle & de la ville de New-York, *p.* 250.

C

COMMERCE. Succès de la navigation intérieure entre Manchester & Liverpool, établie par le Duc de Bridgwater, *p.* 111.

E

ECOSSE. Dispositions de quelques Ecoffois relativement aux Américains, 117.

F

FINANCES. Dépenses secrètes en 1775, *p.* 110. — Détails sur les billets de la Marine, *p.* 252.

I

INDE. Affaires de l'Inde, *p.* 125. — Affaire de Balambangan, *p.* 127. — Affaires de l'Inde, en Octobre 1776, *p.* 272.

IRLANDE. Affaires de ce Royaume, *p.* 119. — Cuiers tannés exportés du port de Dublin depuis le 14 Septembre 1775 jusqu'au 4 Juillet 1776, *p.* 122. — Affaires de l'Irlande en Octobre 1776, *p.* 270.

ISLES ANGLOISES. Suite du danger où a été exposée la Jamaïque de la part des Nègres, *p.* 1. — Extrait de la feuille intitulée : *Journal de Kingston* dans la Jamaïque, 3 Août, *p.* 5. — Une flotte marchande de 118 voiles appareille de la Jamaïque le 9 Août *p.* 244. — Refus fait par l'Amiral Gayton de rendre un bâtiment pris dans les eaux de Saint Domingue, *p.* 247. — Nombreuses prises des vaisseaux de la Jamaïque faites par les Américains, *p.* 248.

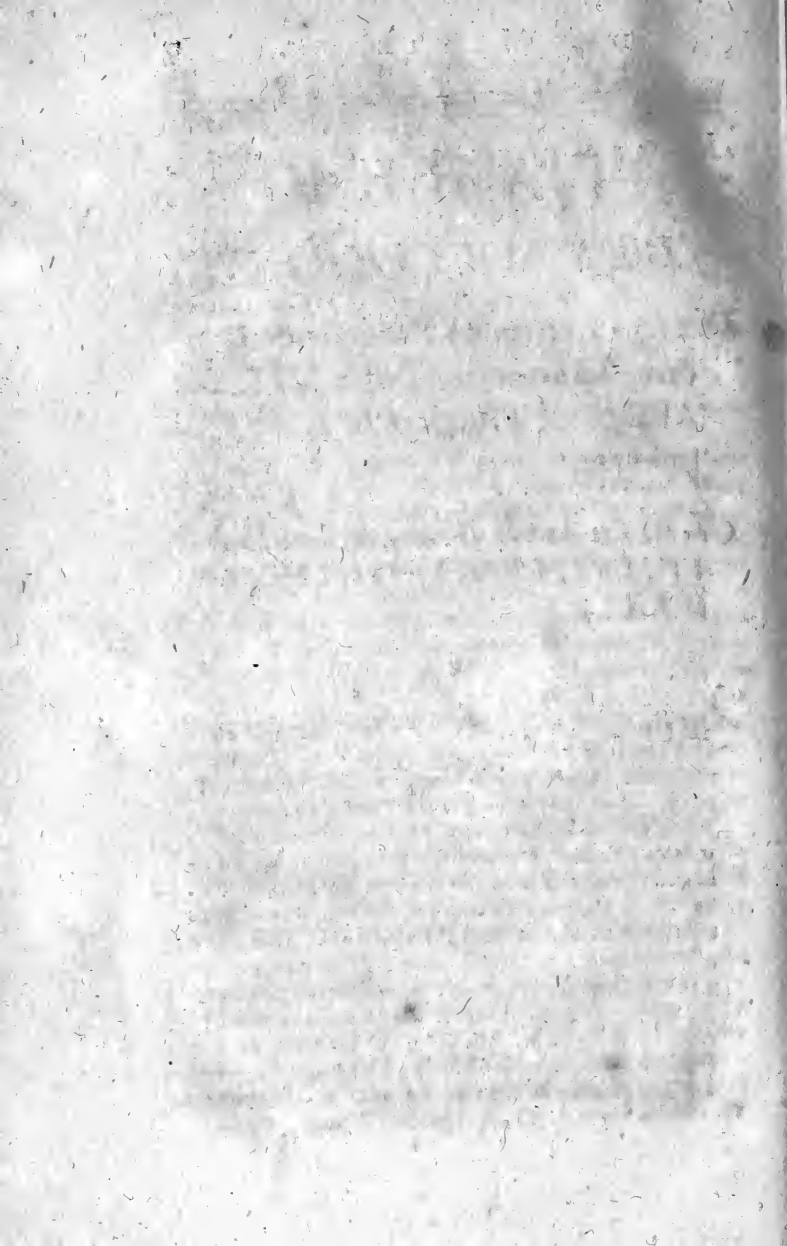
O

OPPPOSITION. Apperçu politique du 29 Septembre au 10 Octobre, *p.* 106.

P

PUISSANCES ÉTRANGERES. Ordres donnés en Espagne relativement aux Corsaires Américains, *p.* 113. — Ordres donnés par les Provinces-Unies relativement aux Américains, *p.* 116.

E I N.



T A B L E

DES MATIERES.

Des sept Lettres du Banquier de Londres formant le Tome XII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N.^o LV, LVI, LVII, LVIII, LIX, LX, & LXI.)

A

AMÉRIQUE. Traité d'amitié & de commerce entre la France & les Américains, *p. j.* — — Première audience donnée par le Congrès à M. Gerard, *p. xxvj.* — — Lettre du Roi de France au Congrès, *p. xxix.* — — Discours de M. Gerard au Congrès, *p. xxxj.* — — Réponse du Président, *p. xxxij.* — — Diverses lettres sur les opérations probables de M. le Comte d'Estaing, *p. xxxvij.* — — Perte exacte des Anglois dans l'affaire du 28 Juin 1778 à Monmouth, *p. xxxvij.* — — Incendie du 3 Août 1778 à New-York, *p. xl.* — — Arrêté pris le 20 Juillet 1778 par l'Etat de Massachusset, concernant la Milice, *p. xli.* — — Dispositions de défense des Anglois dans Rhode-Island, *p. xliij.* — — Le Marquis de la Fayette est envoyé à Rhode-Is.

land avec un corps de deux mille hommes, *p.* xliij. — Le Général Sullivan est averti le 24 Juillet de la prochaine arrivée de l'escadre Française devant Rhode-Island, *p.* xliv. — Lettres sur les préparatifs de défense des Anglois à Rhode-Island, *p.* xlv. — Première nouvelle du coup de vent du 12 Août qui a séparé les deux escadres, *p.* l. — Moyens de séduction employés par l'Angleterre, dans le Congrès, *p.* liv. — Affaires du Congrès dans le mois de Juillet 1778, *p.* lv. — Lettre de George Johnstone au Général Joseph Reed, *p.* lvj. — Propositions faites secrètement par une Dame de Philadelphie, *p.* lix. — Fausse prédiction faite à quelqu'un en place à Versailles, *p.* lx. — Belle réponse du Colonel Allen à une tentative de séduction par le Général Howe, *ibid.* — Lettre de George Johnstone à François Dana, *p.* lxj. — Intentions de George Johnstone pour ses soi-disant enfans, *p.* lxij. — Calomnie contre M. Franklin détruite, *p.* lxiv. — Preuves des sentimens de l'Espagne relativement à la conduite de la France, *p.* lxvij. — Lettre de George Johnstone à Robert Morris, où il prouve parce qu'il dit de la teneur des Traités, qu'il ne les connoissoit point, *p.* lxx. — Association en Amérique contre les ennemis cachés, *p.* lxxij. — Arrêté du Congrès du 18 Juillet pour ne point faire de réponse aux Commissaires, *p.* lxxij. — Lettre de ces Commissaires au Congrès, en date du 11 Juillet, *p.* lxxv. — Lettre de Civis aux quatre Commissaires, *p.* lxxix. — Pétition des Américains prisonniers dans le port de New-York, *p.* xcviij. — Association pour dénoncer au Congrès les ennemis des Etats-Unis, *p.* xcix. — Dénonciation contre les personnes employées par le Commissaire Johnstone pour séduire les Membres du Congrès, *p.* cj. — Observations sur la dénonciation, *p.* ciiij. — Détails de la guerre des Sauvages à Wyoming, *p.* cvj. — Affaire de

Rhode-Island en Août 1779. Détails donnés par la Cour & autres des Américains, *p. cxxxij.* — Etat des affaires de la Floride, *p. cxxxij.* — Suite des affaires relatives à la commission conciliatoire, *p. clxxxvij.* Lettre au Comte de Carlisle par un Américain, *p. clxxxix.* — Lettre d'Henry Drayton aux Commissaires Britanniques, *p. cxcix.* — Tentatives secrètes des Ministres par M. Pultnay, auprès de M. Franklin, *ibid.* — Les assertions de Johnstone sont détruites, *p. ccj.* — Censure de la conduite de Johnstone dans les papiers Anglois, *p. ccij.* — Lettre d'envoi du sieur Ferguson, Secrétaire de la Commission, à Son Excellence Henri Laurens, Président du Congrès, *p. ccvj.* — Remontrance & réquisition de quatre des Commissaires, pour appaiser les troubles, *p. ccvij.* — Arrêté & déclaration du Congrès du 12 Août 1778, *p. ccx.* — Déclaration de George Johnstone, *p. ccxv.* Déclaration de trois des Commissaires, *p. ccxx.* — Réponses d'Américains en Europe, *p. ccxxvj.* — Lettre du Comte Dartmouth aux Gouverneurs en Amérique, le 4 Janvier 1775, *p. ccxxix.* — Observations relativement à la Capitulation de Saratoga, *p. ccxxxvj.* — Arrêté du Congrès du 10 Juillet 1776, concernant la Capitulation des Cèdres, *p. ccxxxvj.* — Lettre de W. Henry Drayton à leurs Excellences le Comte de Carlisle, le Chevalier Henri Clinton, William Eden & George Johnstone, Ecuyers, Commissaires de la Grande-Bretagne, *p. cclj.* — Arrêté du Congrès relativement à la acquisition & aux offres des Commissaires Britanniques pour l'exécution de la Convention de Saratoga, *p. cclxj.* — Lettre de M. William Henry Drayton aux Comtes de Carlisle, Chevalier Henri Clinton & William Eden, Ecuyer, *p. cclxij.* — Extraits de diverses lettres de Boston du premier Octobre, *p. cccxij.* — Entrée du Comte d'Essex à Boston le 22 Septembre 1778, *p. cccxiv.*

— Contraste entre la conduite des François dans Boston & celle des Anglois , *p.* cccxvj. — Dévastation du canton de German-Flats par les Anglois , *p.* cccxvii. — Extrait de diverses lettres d'Amérique du 22 Septembre jusqu'au 12 Novembre 1778 , *p.* cccxlv. — Adieux de George Johnstone , *p.* cccxlvj. — Proclamation rendue par le Comte de Carlisle , le Chevalier Henri Clinton & William Eden , Écuyers , Commissaires de Sa Majesté , &c. *p.* cccxlviii. — Lettre du Général Clinton à Son Excellence Henri Laurens , Président , & autres Membres du Congrès Américain à Philadelphie , *p.* cccliv. — Réponse du Congrès , *p.* ccclv. — Détails sur l'expédition Angloise d'Egg-Harbour , en Octobre 1778 , *p.* ccclvij. — Relation , datée du 8 Octobre , de l'expédition Américaine sur les derrières de la Pensylvanie où les Anglois & les Sauvages leurs alliés exerçoient leurs ravages , *p.* ccclxj. — Arrêtés de la ville de Boston du 6 d'Août 1778 , contre les Torys , *p.* ccclxxxiiij. — Proclamation pour la célébration d'un jour d'action de grâces publiques , du 27 Octobre 1778 , dans la Baye de Massachusetts , *p.* ccclxxxiiij. — Extrait d'une lettre d'un Officier Américain de distinction dans le Nouveau Jersey , à Son Excellence le Général Washington , en date du 29 Octobre , *p.* ccclxxxix. Perte du vaisseau de ligne Anglois le *Somerfet* , *p.* cccxcj. — Arrêté du Congrès du 16 Octobre qui défend les spectacles , *p.* cccxciv.

C

COMMERCE. Observations d'un Manufacturier , *p.* cccxxij.

I

ISLES ANGLOISES. Lettre aux Marchands & Planteurs des Indes Occidentales , & à tous ceux qui

ont quelques possessions dans nos Isles à sucre, *p.* cccvj. — Articles des papiers Anglois sur la perte de la Dominique, *p.* cccxj. — Exportation de la Grande-Bretagne à la Dominique en 1776, *p.* cccxij. — Embarquement sous le Commodore Hotham, fait à New-York pour les Isles, *p.* cccxx.

M

MARINE. Valeur des prises respectives en Novembre 1778, *p.* cccxij. — Reflexions sur l'inutilité des prises pour enrichir & renforcer l'Etat, *p.* cccxi.

MINISTÈRE. Très-gracieux discours de Sa Majesté aux deux Chambres du Parlement, le Jeudi 26 Novembre 1778, *p.* cccxxviii.

O

OPPOSITION. Dernière lettre d'*Aratus*, *p.* clxij. — Réponse du *Whig conséquent*, clxxvj. — Propositions faites par les Ministres Anglois à la France, *p.* cxcvj. — Les Ministres ont assuré que l'Amérique seroit achetée par eux, *p.* cxcvij. — Accomplissement des prédictions de quelques-uns des Prédicateurs & Catéchistes dans la Chambre des Lords, autrement le Schisme est orthodoxe en politique, *p.* ccxcij. — Ecrit Ministériel de Novembre 1778, *p.* ccxcviii. — Fausseté sur le Général Washington, *p.* ccj. — Réponse à l'Ecrit Ministériel, *p.* ccij. — Observations d'un Anglois sur la situation actuelle des Affaires, *p.* cccxix.

P

PARLEMENT. Débats du 28 Novembre 1778 dans les deux Chambres, *p.* cccxxxj. — Traits remar-

6 TABLE RAISONNÉE

quables des débats du 26 & du 27 Novembre entre
le Général Burgoyne & Milord George Germaine,
p. cccxcvj. — Débats des Pairs & des Commu-
nes du premier au 7 Décembre, *p.* cccc.

E I N.

T A B L E

DES MATIERES.

Des huit Lettres du Banquier de Londres formant le Tome XIII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N.^o LXII, LXIII, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, & LXIX.)

A

*A*MÉRIQUE. Lettre de l'Auteur du *Sens commun*, écrite de Philadelphie le 20 Octobre 1778, aux Commissaires Anglois, *p.* ij. — Faux arrêté du Congrès fabriqué par les papiers Anglois, *p.* xxij. — Contre-manifeste du Congrès Américain, en réponse à la proclamation incendiaire des Commissaires Anglois, *p.* xxiii. — Conseils aux Ministres Anglois pour donner à la proclamation ou manifeste du 3 Octobre encore plus d'efficacité, *p.* xxvij. — Extraits de diverses lettres écrites de Boston au Banquier de Londres pendant le séjour que l'escadre Française a fait dans ce port, *p.* xlix. — Lettre du Général Comte Pulawski au

Président du Congrès. en date du 16 Octobre 1778; *p.* li. — Détails relatifs à certaines prises faites par les Américains & menées en France avant que cette Puissance eût reconnu l'indépendance, *p.* lix. — Observations sur la défense faite par le Congrès de toutes représentations théâtrales, *p.* lxx. — Suppression à faire dans le N°. LXII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique, *p.* lxxx. — Lettre au Banquier sur le faux arrêté du Congrès, *p.* lxxxij. — Lettre aux Commissaires envoyés en Amérique par le Roi de la Grande-Bretagne, *p.* lxxxiv. — Danger auquel a été exposé le Marquis de la Fayette à son retour en Europe, *p.* clxxj. — Lettre de Samuel Adams à M^{***}. à P...y, *p.* clxxij. — Lettre de M. Richard Henry Lée, un des Membres du Congrès, à M^{***} à P...y, *p.* clxxv. — Lettre de M. Samuel Cooper (Pasteur de la Principale Eglise de Boston) à M^{***} à P...y, *p.* clxxvij. — Adresse des Quakers de la Pensylvanie, *p.* ccxxvj. — Observations d'un Américain sur cette adresse, *p.* ccxxix. — Lettre signée Belisarius, *p.* ccxxxij. — Autre lettre signée Philadelphiensis, *p.* ccxliij. — Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre 1778, *p.* cclxj. — Relation naïve & impartiale des opérations de la flotte aux ordres du Lord Howe en Amérique, depuis l'arrivée de l'escadre de Toulon jusqu'au départ du Lord Howe pour l'Angleterre, *p.* cclxxxij.

C

COMMERCE. Tableau du commerce de la Grande Bretagne à deux différentes époques, *p.* cclxxx.

F

FINANCES. Parrallele entre Milord North & M. Necker
p. xlij. — Opération de Finances du Lord North
 pour l'année 1779, *p.* cclxvj, — *p.* ccexlix. —
 Trois années du produit de l'accise & de la douane,
p. ccclix. — Tableau du Budget. pour l'année
 1776, *p.* ccclxiiij. — Compte national, *p.*
 ccclxviij. — Lettre au Lord North, *p.* ccclxx.
 — Autres observations sur le même sujet, *p.*
 ccclxxvij.

FRANCE. Parallele entre la France & l'Angleterre,
p. lxxxvj, — *p.* ccclxxxj. — Lettre de M.
 le Marquis de, Gentilhomme du Berry, à
 M. B., Membre de la Chambre des Com-
 munes, datée de Bourges le 19 Mars 1779, *p.*
 ccclxxxiiij. — Lettre à l'Auteur du *Public adver-*
tiser, sur la tyrannie des grands Seignours en An-
 gleterre, *p.* cccxvj.

I

IRLANDE. Détails sur l'Etat de ce Royaume, *p.*
 xxxij.

M

MARINE. Minutes du Conseil de Guerre tenu pour
 juger l'Amiral Keppel, *p.* lxxxix. — Accusation
 de manque de conduite & de négligence dans ses
 devoirs contre l'honorable Amiral Keppel, dans les
 journées des 27 & 28 Juillet 1778, *p.* xcij. —
 Extraits des Gazettes sur l'affaire de l'Amiral Kep-
 pel, *p.* cxxx. — Ecrits du parti de Palliser,
p. cxxxiiij. — Lettre de Palinure au Chevalier
 Hugh Palliser, *p.* cxxxvj. — Réponse à Pali-
 a ij

nure , *p.* cxxxix. — Divers autres écrits pour & contre , *p.* cxliv. — Copie exacte du Journal du *Victory* , & des remarques particulieres faites depuis le commencement de l'action jusqu'au moment où ce vaisseau a perdu de vue l'armée Françoisse , *p.* cxlv. — Suite des séances du Conseil de Guerre , *p.* cxlix. — Liste des vaisseaux qui ont mis à la voile de Spithead le 25 Décembre 1778 , sous le commandement du Vice-Amiral Shuldham , *p.* cliv. — Annonce sur l'autenticité des copies du procès de l'Amiral Keppel , *p.* clxij. — Jugement de l'Amiral Keppel , *p.* clxxix. — Compte des Gens de mer sur la flotte royale , en Septembre 1778 , par le Capitaine Luttrell , *p.* cciv. — Compte des Gens de mer sur la flotte royale , en Janvier 1779 , d'après M. Luttrell , *p.* ccvij. — Observations sur la violence que l'Angleterre prétend faire au Commerce des Etats-Généraux & des autres Puissances , *p.* ccxj. — Remarques historiques sur les derniers Conseils de Guerre dans la Marine , *p.* cclix. — Etat général des vaisseaux de force Anglois , armés le 2 Mars 1779 , *p.* cclxxvij.

O

OPPPOSITION. Apperçu politique le 30 Janvier , *p.* clxiv. — Soliloque d'un Impénitent , sur l'union de prier & de jeûner le 10 Fevrier , *p.* clxvj. — Solevement en Ecosse pour la Religion , *p.* clxviii. — Apperçu politique sur les affaires de l'Angleterre , du 20 au 24 Février , *p.* cclxv.

P

PARLEMENT. Supplément aux débats Parlementaires des 4 & 7 Décembre , *p.* xxxij. — Suite

DES MATIÈRES:

§

des débats Parlementaires depuis le 7 Décembre jusqu'à l'ajournement pour les vacances de Noël, p. cj. — Suite des séances du Parlement, depuis sa rentrée jusqu'au 8 de Février, p. clxxxv.

T

TROUPES. Etat des Troupes de terre pour l'année 1779, p. cix.

F I N.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
155 E. 42ND STREET
NEW YORK 17, N. Y.

1957

1957

1

T A B L E

D E S M A T I E R E S.

Des six Lettres du Banquier de Londres, formant le Tome XIV des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N^o. LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, & LXXV.

A

A*FRIQUE*. Destruction des Etablissmens Anglois à Sierra-Leone par deux Frégates Françoises, p. ccxcij. — Triste situation des Anglois dans cette partie, p. cccxcix.

A*MÉRIQUE*. Ecrit intéressant sur les Finances des Etats - Unis, p. ccxxij.

C

C*OURIER DE L'EUROPE*. Accusé d'avoir fabriqué un discours de Milord Stormont, p. clv. — Accusé de faux dans les N^o. LXXII & LXXIII de

2 TABLE RAISONNÉE

cet Ouvrage, *p.* cccxliij. — Lettre que lui écrit le Banquier de Londres, *ibid.*

D

DESCENTES EN ANGLETERRE. Ecrit sur les descentes en Angleterre, tiré d'une Gazette Angloise du 31 Mai 1778, *p.* ccxcviij. — Précis historique des différentes descentes que l'on a tenté de faire en Angleterre où qui ont été exécutées depuis celle de Guillaume le Conquérant, *p.* cccliij. — Notices sur les petits ports de toute la partie des côtes d'Angleterre qui fait face aux côtes de France, *p.* cccxxj. — Anecdotes sur les descentes & sur l'opinion de leur possibilité, *p.* cccxxv. — Proclamation du Roi pour l'enlèvement des bestiaux, des grains, &c. *p.* cccxxij. — Divers écrits sur la descente dont l'Angleterre se croit menacée, *p.* ccclxxv. — Observations d'un Voyageur Anglois sur l'état actuel de certaines parties des côtes, *p.* ccclxxvj. — Distribution qu'il convient de faire des forces maritimes pour le service de la Manche ou pour la défense des côtes (8 Juillet 1779) *p.* ccclxxvij. — Ecrit intitulé *l'Allarme*, sur le mauvais état de défense des côtes, *p.* ccclxxxij.

E

ESPAGNE. Déclaration de l'Espagne du 16 Juin 1779, *p.* ccix. — Plaisante répartie d'un Officier Espagnol, *p.* ccliii. — Bon-mot sur une illumination de l'Hôtel du Marquis d'Almodovar, *p.* cclviij. — Discussion sur des passages de la déclaration, falsifiée en plusieurs points essentiels dans la traduction donnée par le Courler de l'Europe, *p.* cclx. — Déclaration faite à Londres par le Marquis d'Almodovar, & envoyée à cet Ambaſſ

DES MATIERES.

3

fadeur par un Courier Espagnol expédié le 28 Mai 1779, *p.* cclxxx. — Observations tirées de la Gazette de Madrid sur le Message du Roi d'Angleterre & sur l'exposé sommaire fait en Parlement des griefs de l'Espagne, *p.* cccxxxv.

F

F ACTIONS. Parti du Roi, — Parti de Bedford, — Parti Ministériels, — Subalternes, *p.* ccclxiiij.

F INANCES. Troisième Budget de Milord North pour l'année 1779, *p.* cxv. — Suite de l'affaire du Budget, *p.* clxxxj. — Frais de la guerre actuelle, *p.* ccclxxiv.

F RANCE. Etat de l'escadre de M. le Comte d'Orville, *p.* ccj.

I

I NTERPRETES DE LA POLITIQUE. Leurs devoirs & importance de leurs fonctions, *p.* cclxij.

I RLANDE. Affaire de la réunion de l'Irlande, *p.* ccxxxij. — Etat des affaires de ce Royaume, *p.* écxlj, — *p.* cclxxij.

M

M ARINE. Méfintelligence parmi les Officiers, *p.* cxiv. — Division d'Arbuthnot allant en Amérique, *p.* cxxj. — Division de Darby, *ibid.* — Grande escadre de Hardy, *ibid.* — Extrait d'une lettre de Paris, sur l'expédition des Anglois à Cancale, *p.* cxxij. — Liste des vaisseaux Anglois en état, suivant les informations communiquées le 14 Juin à la Chambre des Pairs par le Lord Effingham, *p.* cxcvij. — Discours (prés

tendu) du Chevalier Hardy à ses Officiers, *p.* ccxix. — Divers écrits critiques sur la Marine, *p.* ccxlvij. — Presse générale : exemptions suspendues avec effet rétroactif de l'arrêté du Parlement à ce sujet, *p.* cclxxxv. — Lettre au Lord Sandwich, *p.* ccclxxx. — Troisième rentrée de l'escadre de Hardy, *p.* ccccj.

MINISTÈRE. Message du Roi, *p.* ccxiv.

O

OPPPOSITION. Extrait de l'Englishman sur l'état actuel des affaires, *p.* cx. — Placard de l'affiche de la Comédie du 17 Juin, *p.* ccxx. — Aperçu des affaires politiques au 5 Juin, *p.* ccxxvii. — Extraits du Journal patriotique du 20 Juin au 10 Juillet, *p.* cccxlix.

P

PARLEMENT. Suite des séances du Parlement depuis le 9 Février jusqu'aux vacances de Pâques, *p.* iij. — Suite de la session du Parlement depuis le 14 Avril jusqu'au 30, *p.* cxxix. — Sur la prorogation & sur la Marine, *p.* cxcij.

T

TROUPES. Répartition des Troupes réglées & Milices dans la Grande-Bretagne & en Irlande, *p.* ccij.

F I N.

T A B L E

DES MATIERES.

Des sept Lettres du Banquier de Londres , formant le Tome XV des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N^{os}.
LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII,
LXXIX, LXXX, LXXXI, & LXXXII.

A

AMÉRIQUE. Situation des armées de Clinton & de Washington, d'après les dernières nouvelles de New-York, *p.* xxiiij. — Sage conduite du Congrès, *p.* xxiv. — Suite de l'enquête dans la Chambre des Communes, *p.* xcviij. — L'enquête s'étend à la campagne du Général Burgoyne, *p.* cxix. — Annonce des cartes de M. Debar, *p.* cxxij. — Mauvaise issue de l'expédition du Colonel Prévôt contre Charles-Town, *p.* cxliv. — Situation actuelle des Américains, *p.* cclvj. — Première nouvelle de l'avantage remporté sur les Américains dans la Baye de Penobscot, *p.* cclxxiv. — Prise du fort de Stony-Point l'épée à la main par les Américains, *p.* cclxxvij. — Discussions parle-

2 TABLE RAISONNÉE

mentaires sur les dernières campagnes , *p.* cccxiv.
 — Voyez la suite des séances jusqu'à la fin de
 la session.

D

DESCENTE EN ANGLETERRE. N.º II de l'écrit
 intitulé l'*Allarme* contre la proclamation , *p.* ij. —
 N.º III du même écrit , *p.* viij. — Résistance
 du Duc de Richmond dans une assemblée du Comté
 de Suffex , *p.* xix. — Précis des nouvelles du 21
 Août , après l'apparition de l'armée combinée de-
 vant Plymouth , *p.* lxvij. — Critique du mau-
 vais état de défense du Comté de Kent , sous le
 titre d'ordres généraux du Commandant François ,
p. lxxxvij. — Extraits du Journal patriotique
 sur les suites de l'allarme de Plymouth , *p.* cxxxv.
 — Suite de divers écrits , & détails concernant
 l'allarme de Plymouth , *p.* ccxiiij. — Détails de
 la conduite de l'Amirauté par rapport à l'allarme
 de Plymouth , *p.* cclxxxj.

E

ESPAGNE. Exposé des motifs de la conduite du
 Roi Catholique , *p.* cxlix. — Discussions Parle-
 mentaires sur sa déclaration , *p.* cccxvij.

F

F ACTIONS. Diverses notes sur les partis , *p.* lii. —
 Détails sur l'état des partis le 29 Avril , *p.* xciv.
 — Guerre intérieure que les Ministres se font
 dans les Gazettes , *p.* civ. — Intrigues du
 Cabinet , *p.* cclxvj.

DES MATIERES. 3

FINANCES. Population de la Grande-Bretagne, *p.* xxvj. — Contributions volontaires pour la défense de l'Etat, *p.* xxxij. — Changemens dans l'impôt sur les maisons, *p.* xcvij. — Vues de Milord North sur les revenus de l'Inde, *p.* cxix. — Montant du subside, *p.* cxxvij. — Détails relatifs à la finance Angloise, *p.* cclxiv. — Tableau du subside pour l'année 1779, *p.* cccxxxvj & suivantes.

FRANCE. Ligne de bataille de l'armée combinée; le 9 Août, *p.* lxiv. — Exposé des motifs de la conduite du Roi Très-Chrétien relativement à l'Angleterre, *p.* clij.

G

GIBRALTAR. L'état actuel de Gibraltar, *p.* xxvj. — Ce que l'on peut présumer des dispositions des Ministres, relativement à Gibraltar, *p.* cclx.

I

INDE. Ecrit sur l'expédition de l'escadre de l'Inde, *p.* xlvij.

IRLANDE. Adresse de la ville de Dublin au Roi, *p.* xxvij. — Affaires de ce Royaume, *p.* c. — Affaires de son commerce, *p.* cxxv. — Etat de ses finances, *p.* cxxx. — Singularité dans les plans donnés pour la défense de l'Irlande, *p.* cclix.

ILES. Première nouvelle de la prise de la Grenade & de la défaite de l'Amiral Byron, *p.* cxlv. — Etat de défense des Iles Angloises, *p.* cclvij.

M

MARINE. Observations d'un Anglois sur l'escadre du Chevalier Hardy, *p.* xl. — Extrait d'une lettre d'un Officier de l'escadre, *p.* xlvj. — Ligne de bataille du Chevalier Hardy, le 20 Août, *p.* xcij. — Débats sur l'indiscipline de la Marine, *p.* cxiv. — Fin de l'enquête sur l'administration de l'Hôpital de Greenwich, *p.* cxxxij. — La division du Chevalier Ross. se rejoint à la grande escadre, *p.* cixxviij.

MILICE. Affaire de son doublement, *p.* cccxxvij & suivantes jusqu'à la fin de la session.

MINISTÈRE. Diatribe contre la ville de Londres, *p.* xxxij. — Réponse envoyée par le Lord Viscomte de Weymouth au Marquis d'Almodovar, datée du 13 Juillet 1779, & désaveu de cette réponse, *p.* ccij. — Affaires politiques du Cabinet Britannique, *p.* cclxij.

O

OPPOSITION. Plaifanterie contre les Ministres, intitulée l'Histoire d'Angleterre, *p.* xxxij.

P

PAIX. Projet de paix proposé au Parlement par David Hartley, *p.* cccxxv.

PARLEMENT. Suite des séances du Parlement Britannique depuis le 3 Mai jusqu'au 7 Juin, *p.* xriij. — Fin de l'extrait des séances de la session de 1778-9, *p.* cccxiiij. — Discours de clôture, *p.* cccxxxij.

R

RELIGION. Affaire du Bill pour les Non-Conformistes, relativement à l'Ecosse, *p.* xcvi.

T

TROUPES. Etat des Troupes en Angleterre & en Irlande, d'après leurs plus nouvelles répartition, au 10 Août, à la fin du quinzieme volume.

F I N.



